



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

No 43

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ÉTUDES INDO-CHINOISES DE SAIGON

Année 1902. — 1^{er} Semestre

SAIGON

IMPRIMERIE L. MÉNARD

1902

AS

472

S3

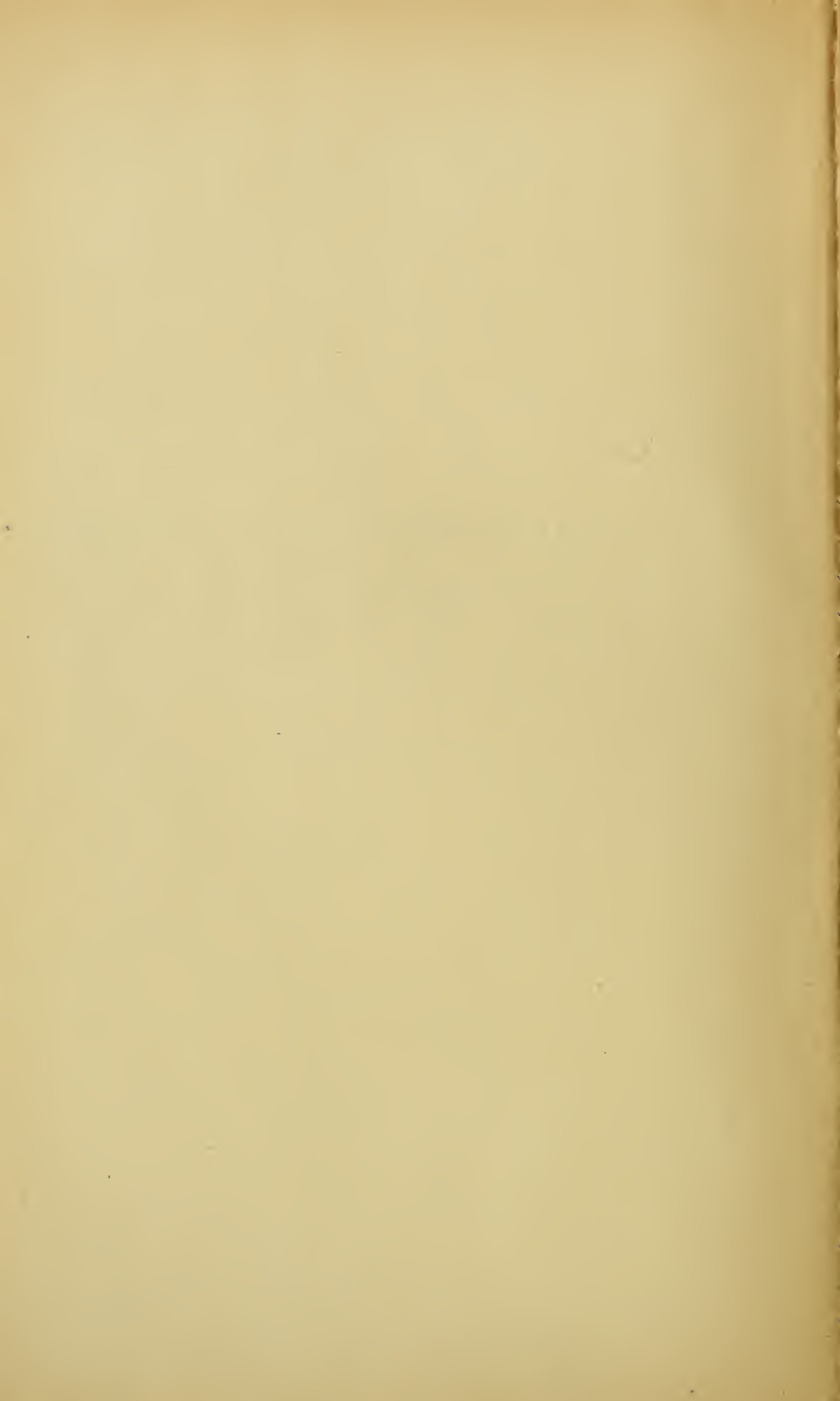
no. 43-46

657839

x. s. 57

ÉTUDE SUR LA CONSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
EN COCHINCHINE

PAR ALFRED SCHREINER



AU LECTEUR

L'étude que nous soumettons au lecteur et que nous avons divisée en trois parties — *Législation, Administration, Cadastre* — n'est pas entièrement nouvelle. La *Législation* seule est de date récente, quoique écrite, dans ses grandes lignes, depuis fort longtemps. L'*Administration* et le *Cadastre* ont été publiés autrefois déjà, mais très incomplètement, au « Progrès commercial de Saigon » et au « Courrier de Saigon ».

Depuis, ces deux dernières parties ont été coordonnées à nouveau, débarrassées de ce qu'elles avaient de trop personnel, corrigées et, qu'on nous permette de dire, remises au point. Le lecteur voudra bien nous excuser si, en quelque endroit, cette remise au point nous a échappé. Cela n'enlèvera d'ailleurs rien à l'étude, une donnée surannée, particulière à la Cochinchine, ne pouvant infirmer la valeur des théories et des faits généraux que nous allons exposer.

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATION

Avant-Propos

Une vérité qui assurément n'est mise en doute par personne, c'est que la prospérité d'un pays dépend toujours en ligne directe de l'excellence de sa législation qui, elle-même, repose sur la simplicité des lois et leur libérale interprétation. Nulle part, toutefois, cette vérité ne ressort avec plus d'évidence qu'aux colonies. Là, sauf quelques rares exceptions, la masse se livre uniquement à la production agricole, à l'élevage, à la coupe des essences forestières, ou, d'une manière plus générale, à l'exploitation du sol. Aussi toute question foncière est-elle pour les colonies une question de premier ordre. Leur degré de vitalité est étroitement lié aux institutions qui régissent la terre ; elles prospèrent, végètent ou périssent, selon que leur législation sur la propriété foncière est bonne, médiocre ou mauvaise. Et, sous ce rapport, la Cochinchine n'échappe pas plus à la loi commune que toutes nos autres possessions coloniales.

Un exemple va clairement démontrer le fait. Nous le prenons dans un de nos cahiers de notes.

J'écris ces lignes, ce soir, 11 novembre 1894, au village de Phú-Đức (arrondissement de Soctrang) où je travaille. Cette localité est cultivée sur toute son étendue, pas un pouce de terrain utilisable qui ne soit repiqué de riz. Or, depuis bientôt quatre semaines, il n'a pas tombé une goutte d'eau dans la région ; la rizière est sèche à peu près partout et si, à bref délai, nous n'avons pas de pluie, le riz de saison, c'est-à-dire le plus clair de la récolte, sera perdu. Assurément, là où l'eau manque, le cultivateur ne peut pas toujours en mettre ; mais, avec du travail, il peut très bien garder, emmagasiner, durant un certain temps, celle qui s'y trouve, c'est une question de talus. Eh bien ! cette immense plaine de Phú-Đức n'en a pas un, ou du moins, n'a pas de talus capable de retenir les eaux. Aussi quand les petites marées se combinent avec la cessation des pluies, l'inondation s'écoule rapidement, laissant le sol à découvert ; le ciel brûlant et la mousson se chargent du reste.

Certes, l'apathie, l'insouciance des indigènes sont pour quelque chose dans

cette absence de talus ; mais, néanmoins, les raisons données, jointes à celles qui se pensent, permettent d'accuser nettement le régime foncier. En effet, ces gens n'ont aucun titre de propriété autre que l'inscription au bô, et celle-ci est erronée dans la plupart des cas : les superficies sont trop faibles. Aussi, comme il n'est pas possible aux habitants de préjuger des dispositions de l'Administration en ce qui concerne les excédents, surtout depuis que le bruit — grossi de toutes sortes d'absurdités — s'est répandu qu'on allait vendre les terres, ils se tiennent sur une prudente réserve, ne faisant absolument rien, et, plutôt que de courir le risque de travailler pour autrui, ils préfèrent courir celui de perdre la récolte ; calcul idiot, mais qui est la résultante manifeste de notre législation ou, pour mieux dire, de notre manque de législation.

D'aucuns prétendront que, sous l'ancien régime, la propriété foncière n'était pas mieux définie qu'aujourd'hui. Tout aussi mal définie, nous le contesterons à peine, mais nous appuierons sur ces deux autres points que, du temps des mandarins, la terre était plus facile à obtenir et bien mieux garantie qu'à présent. Nous croyons en avoir fait la démonstration dans nos *Institutions annamites* (voir tome II, pages 284 à 286 inclus).

Les premiers organisateurs de notre Cochinchine, sans avoir eu peut-être une conscience très nette de la situation, avaient pourtant fort judicieusement traité le problème. Est-il besoin de faire remarquer combien nous avons dévié, et malheureusement dévié, de leur sage ligne de conduite. Leur temps se passait à patauger dans les rizières, afin d'étudier sur place les besoins et les plaintes de leurs administrés ; ils avaient pour résidences de bien humbles paillottes et pourtant aucun ne se plaignait, car le travail ne leur laissait pas le loisir de s'arrêter au manque de confort ; durant leurs veilles, ils se distrayaient en étudiant la langue du pays, et les plus forts en traduisant des textes chinois. Braves gens, la plupart sont morts à la peine, et l'histoire qui les juge dit : c'étaient des caractères. En dira-t-elle autant des hommes d'aujourd'hui ? Ce n'est pas sûr.

Les anciens ont suivi et fait respecter les lois annamites, parce qu'ils les trouvaient bonnes à l'époque et qu'ils n'avaient rien de mieux à mettre à la place ; les modernes, à la façon de Sganarelle, ont changé tout ça... Dieu sait comme !

Est-ce à dire que l'état actuel des choses est moins bon que l'ancien, et qu'il faille revenir au système des mandarins ? Assurément, non. Il est mauvais, mais il l'est d'une manière relative. C'est par rapport à nous, les maîtres, qu'il s'accuse défectueux. L'expérience nous avait, de bonne heure, révélé de nombreux vices

dans les institutions annamites, mais ce qu'elle ne pouvait nous indiquer aussi rapidement, c'était la manière d'y remédier. Un système peut théoriquement être parfait, dans l'application il se montrera impraticable. Ce cas se présente surtout avec des populations étrangères dont on n'a pas entièrement pénétré les mœurs, les besoins, les aspirations, et avec des territoires dont le climat, le sol, l'agriculture, sont peu connus.

Lorsqu'un dominateur se trouve en présence de pareilles conditions, il ne lui est pas permis de faire comme nous avons fait en Cochinchine, de prendre, invariablement, des mesures générales applicables à tout le pays. Il faut en rabattre alors de la présomption de tout savoir du premier coup, il faut se résoudre à procéder par essais. C'est ce que les économistes appellent faire de la politique expérimentale. Quand on a imaginé un système qui paraît meilleur que celui existant, on l'applique d'abord à une petite unité administrative, puis à une plus grande et enfin à tout le pays (1). Cela n'a jamais été fait ainsi en Cochinchine, aussi change-t-on les institutions à chaque moment, et l'on peut dire qu'ici les systèmes se suivent et se ressemblent... par le peu de durée.

Leur défaut est de n'être généralement basé sur aucune expérimentation préalable, ni même sur une longue étude de la question, c'est, comme nous le dirons plus loin, le régime des impromptus qui a tout créé.

Dans ce qui va suivre, nous allons chercher si, de quelque manière, il nous serait possible de sortir de l'ornière traditionnelle quant à l'étude du sujet. Pour ce qui est de l'application en petit, elle ne dépend pas de nous, aussi ne pouvons-nous que la signaler et la désirer. Qu'il nous soit permis donc de passer, sans plus, à l'étude. Nous la diviserons, dans cette première partie, en cinq chapitres : *la propriété foncière, les propriétaires, les garanties de la propriété, les impôts, les lois et règlements.*

(1) C'est ainsi qu'on fait actuellement en Chine, où l'on veut introduire des droits de timbre. Sir Robert Hart a proposé de les établir, pour essai, d'abord à Pékin seulement. Le principe de l'essai a été maintenu, mais les droits seront appliqués soit à des villes maritimes, soit à des provinces fluviales.

CHAPITRE I

Propriété foncière

Nous ne rééditerons pas ici tout ce qui a été publié de sensé et d'absurde sur le droit de propriété, ni quelles sont, par rapport aux individus, les formes diverses que la propriété peut affecter. Ce serait écrire tout un chapitre d'économie sociale, alors que nous n'avons qu'à appliquer certains principes de cette science. Car nous ne sommes plus dans le besoin de rechercher l'origine de la propriété, partant le droit, ce point est acquis, nos lois et nos jugements l'ont reconnu. Mais nous avons à constater la situation actuelle des biens fonciers et leurs relations avec les particuliers ou l'Etat. Nous avons aussi à rechercher comment on devient propriétaire du sol et par qui le sol peut être détenu.

Pour atteindre ce but, il nous faut remonter à la prise de possession. Quel était le régime terrier de l'époque ?

Au sommet de l'échelle, nous voyons l'Etat, personnifié par l'empereur qui, en droit, possède tout (1).

Mais ce droit, d'un parfait platonisme, n'entreprend rien contre la propriété privée et le principe gouvernemental est l'adage connu : *suum cuique*. L'Administration ne vend pas, ne vend jamais le sol, elle légitime simplement l'occupation par l'inscription sur les registres fonciers et la perception de l'impôt. C'est le contrat unique et formel qui intervient entre l'Etat et l'habitant. La formule intégrale de la propriété foncière se trouve condensée dans les deux premières lignes du commentaire officiel faisant suite à l'article 80 du Code : « *Les familles d'un châu ou d'un huyện se partagent le sol, établissent les rôles et toutes*

(1) Nous avons cru devoir reproduire ci-après trois pages de nos *Institutions annamites* (tome II, pages 281, 282 et 283) afin de préciser les faits sans obliger le lecteur à se reporter à notre livre. Il voudra bien nous le pardonner.

relèvent de la même autorité ». Quant à l'héritage, l'Administration n'y touche qu'en cas de deshérence ou de non paiement de l'impôt, ainsi que nous verrons plus loin (1).

Cette prétention au domaine éminent a conduit l'Etat à considérer comme siens tous les terrains vierges, inoccupés, toutes les terres abandonnées ou soustraites à l'impôt foncier. Néanmoins, une terre peut avoir un maître sans payer de redevance, tel est le cas de certains apanages, de certains territoires communaux, le non paiement de la redevance terrienne n'est donc pas une condition absolue de retour du champ à l'Etat.

Dès que nous quittons les terres domaniales, nous arrivons au village, où nous trouvons deux genres de propriété : un collectif, l'autre individuel. Nés simultanément, ils se complètent, se soutiennent et constituent l'élément capital de la commune annamite ; la création du village nous l'a fait voir. Mais reprenons à grands traits cette formation. Elle est simple. Un certain nombre d'individus se réunissent et après avoir fait choix d'un territoire inculte, demandent à s'y établir, à le mettre en rapport, si déjà ils ne s'y sont installés sans autre forme de procès. Le terrain leur est ensuite concédé collectivement tout en tenant registre du champ cultivé par chacun. Les habitants forment de la sorte et dès le début, non pas un groupe administratif, mais une société agricole avec ses droits et ses responsabilités envers l'Etat. Les limites du territoire communal n'ont pas besoin de confiner et ne confinent pas toujours à celles des villages voisins. La commune est ainsi, en fait, une unité d'exploitation alors que l'unité administrative est le huyện ou le phủ.

C'est de cette unité d'exploitation, propriété collective, que naît, au fur et à mesure, la propriété individuelle. Car, après la création du village et la reconnaissance première des champs cultivés ou demandés en culture, cette reconnaissance se poursuit. Chaque habitant défriche, en dehors de ce qu'il peut déjà posséder, tout le terrain qui lui plaît ou qui lui échoit et, après coup, sollicite — sans crainte de refus — l'inscription au *điền bộ* qui, en même temps, l'oblige à payer l'impôt et lui confère le droit de propriété.

Ainsi, chaque inscrit a une terre à lui : celle qu'il a mise en culture ; il a, d'un autre côté, la jouissance en commun de la partie inculte du territoire qui n'est pas aux individus en particulier.

Ce dernier point est capital, et c'est se faire une très fausse idée de la propriété en Annam que de croire à une possession quelconque de l'Etat dans les limites de la commune. Certes, l'administration annamite se réservait le droit exclusif d'inscrire au *điền bộ* et d'ainsi sanctionner l'occupation. Mais n'oublions pas qu'elle usait de ce droit moins pour donner acte au propriétaire que pour établir l'assiette de l'impôt ; c'était, au fond, surtout une mesure fiscale. Et pourquoi l'Etat eût-il conservé des terres dans la commune alors qu'il possédait le domaine éminent alors que toutes les terres du pays ne cessaient de lui appartenir ?

Lorsqu'un homme ne payait pas l'impôt, l'Administration le rayait du registre

(1) « Bien que le droit de propriété soit conditionnel et lié au paiement de l'impôt foncier, le propriétaire, en dehors de cette condition, est maître absolu de l'usage de son bien ; on ne peut le forcer à quoi que ce soit relativement à l'usage qu'il en fait, ni lui imposer aucune charge ou devoir relativement aux fruits ou bénéfices qu'il en retire. » (Philastre, voir art. 85 du Code, page 429).

foncier et donnait son champ à un autre. Ce seul trait nous fait voir que la propriété foncière en Annam n'affectait pas le moins du monde le caractère que nous lui connaissons en France ; il nous fait mieux voir aussi que l'État octroyait aux inscrits de la commune non seulement leurs champs respectifs, mais encore toutes les terres incultes que le village englobait et c'est de la sorte que le territoire communal se composait :

1^o Des parcelles cultivées appartenant aux individus.

2^o Des parcelles cultivées appartenant à l'association communale et exploitées pour son compte par des particuliers (biens công điền, etc).

3^o De la partie inculte du territoire communal dont les habitants du village avaient la jouissance exclusive et dont ils tiraient souvent d'importants revenus (cire, bois, paillottes, poissons, etc).

Cet état de choses explique parfaitement les procès qui ont lieu (arrêt de la Cour de Saigon du 22 juillet 1881), les revendications, les usurpations et les contestations encore toujours renouvelées quant aux limites communales. Il faut dire aussi que l'administration française n'a pas peu contribué à entretenir l'erreur et la confusion.

Ainsi, à l'exemple de la Métropole, le territoire de la Colonie a été divisé en arrondissements (départements) (1), cantons et villages. Qu'en est-il résulté? C'est que :

1^o Les immenses terres domaniales — toutes ou presque toutes entièrement incultes et inoccupées — ont été attribuées arbitrairement et souvent avec fort peu d'intelligence (2) à la totalité des villages.

2^o Les villages s'appuyant sur leur ancien statut se considéraient, et non sans quelque raison, comme propriétaires du sol compris dans leurs limites.

Cette croyance des communes était consolidée par le fait que l'Administration les laissait, comme autrefois, exploiter les terrains incultes, et que, de plus, elle reconnaissait aux villages la propriété précaire des terres abandonnées (arrêt de la Cour de Saigon du 20 juillet 1880).

Tout ceci est un vaste assemblage d'états contradictoires, de principes opposés, antagoniques même, bref, un colossal contresens.

(1) Aujourd'hui provinces.

(2) Tel village n'a pas un mètre carré de forêt, tandis que tel autre qui le touche n'a que des bois ; tel village n'a pour toute voie de communication qu'un misérable rach sans eau à marée basse, tandis que tel autre s'étale insolemment devant le premier, tout le long d'un grand fleuve.

Avec notre régime foncier, la division territoriale de la Cochinchine en communes entraînait, comme corollaire de la délimitation des villages, celle des biens communaux. Sans cette dernière, celle-là n'est qu'une génératrice de tripotages et une garantie d'impunité pour les notables. Plus que jamais il fallait accentuer la distinction entre les biens du domaine et ceux des particuliers, plus que jamais il fallait observer l'adage « à chacun le sien ».

Mais laissons là cette critique des faits accomplis et voyons quels sont les propriétaires actuels du sol en Cochinchine. Nous nommerons : *le domaine local, le domaine de l'Etat, les communes et les particuliers.*

Domaine local. — A ce possesseur, appelé aussi *domaine colonial*, et qu'il faut se garder de confondre avec *domaine de l'Etat*, appartiennent les établissements publics de toute nature (sauf quelques restrictions que nous verrons plus loin) et **tous les terrains libres et sans maître de la Colonie**. Ce domaine local existe dans tous nos établissements d'outre-mer, il est une conséquence forcée du double régime domanial et financier qui régit les colonies. Et, en effet, celles-ci sont autant de personnes morales publiques, indépendantes les unes des autres, investies chacune « d'une mission générale d'administration, distincte de la personnalité administrative de l'État, *stricto sensu* » (1).

L'État oblige les colonies à pourvoir aux dépenses de leur administration intérieure en prélevant sur les revenus locaux, et, dans ce but, il leur fait entier abandon de ses revenus quelles qu'en soient la nature et l'origine. C'est en vertu de ce principe fondamental que les colonies ont obtenu de l'État la concession générale des propriétés domaniales, à seule charge de les réparer, de les entretenir et de n'en disposer qu'avec l'autorisation du chef de l'État (2). Mais comme l'administration serait parfaitement impossible si, pour toute aliénation des biens domaniaux d'outre-mer, il fallait en référer au chef de l'État, celui-ci a délégué le pouvoir d'aliéner les

(1) Voir au sujet du régime domanial la très intéressante étude insérée au *Bulletin de la Société des études coloniales et maritimes* (nos 137, 139, 141 et 144) et due à la plume savante de M. Gabriel Cudenet, avocat, délégué de la Nouvelle-Calédonie au Conseil supérieur des colonies.

(2) Ordonnances royales des 26 janvier et 17 août 1825. — Loi de finances du 12 janvier 1825. — Sic sénatus-consultes des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866. — Décrets-lois des 26 septembre 1855 et 24 novembre 1882 sur le régime financier des colonies.

propriétés coloniales aux représentants de la personnalité administrative des colonies, soit en Cochinchine, au gouverneur en conseil privé. Quant aux formes employées pour les aliénations et les concessions, elles sont soumises à la législation particulière qui régit chaque colonie (1).

Domaine de l'État. — Dans la concession générale faite aux colonies, l'État excepte : les bâtiments militaires, les fortifications, batteries, forts et autres ouvrages défensifs. Ces diverses propriétés constituent le domaine de l'État aux colonies. Domaine qui est administré et aliéné suivant une législation spéciale différente de celle qui régit dans la Métropole le domaine de l'État (2).

Communes. — En dehors des grands centres qui, on le sait, sont administrés à l'européenne, nous avons, partout, affaire aux *communes annamites*, les unes de création récente, les autres, et c'est le plus grand nombre, de formation antérieure à l'occupation française. Toutes ces communes sont des personnes morales publiques ayant des propriétés et les administrant. Nous n'examinerons pas l'entière série des biens qu'un village peut posséder et nous ne nous arrêterons qu'à la propriété foncière.

Les biens de cette catégorie se divisent tout d'abord en *biens inaliénables* et en *biens aliénables*.

Les premiers comprennent les dotations faites aux pagodes par de simples particuliers, les terres laissées pour honorer la mémoire des gens riches morts sans enfant, etc., auxquels il faut ajouter les terres publiques données soit par l'État, soit par des particuliers et qui sont connues sous le nom de biens *công điền*.

Les seconds appelés *bôn thôn điền*, comprennent les terres que la commune a acquises de ses propres deniers et dont elle peut, cela se comprend, librement disposer.

La reconnaissance des biens communaux et leur distinction en aliénables et inaliénables est des plus justes. Dans la pratique

(1) Ordonnances du 21 août 1825 pour l'île de Bourbon ; du 9 février 1827, pour les Antilles ; du 27 août 1828, pour la Guyane, etc. — Sénatus-consulte du 4 juillet 1866 art. 1^{er}. — Décret organique du 12 décembre 1874 et décret du 2 avril 1885 pour la Nouvelle-Calédonie.

(2) Ordonnance du 17 août 1825 ; du 21 août 1825 ; du 9 février 1827. — Décret du 12 décembre 1874.

néanmoins, le système laisse fort à désirer. Ce sont des prétentions et des revendications injustifiées des villages, une intrusion tracassière, des fois même assez inintelligente de l'Administration ; ce sont des usurpations, des interprétations fausses qui s'écartent, de part et d'autre, également du bien commun. Et pourquoi tout cela ? Parce que les terres communales ne sont pas délimitées, parce qu'elles n'ont pas de sérieux état civil, en un mot, parce qu'elles manquent d'individualité.

Au lieu d'avoir perdu un temps immense et gaspillé un argent fou aux levers par masses de culture qui, tout le monde le sait, n'ont servi à rien, il eût fallu lever régulièrement et cadastrer les biens communaux. C'était le moyen et d'empêcher les tripotages des notables et de briser leur opposition ; c'était le moyen de classer les biens inaliénables, d'ajouter aux autres terres communales ou d'en retrancher les superficies voulues pour que les villages pussent jouir d'un revenu en rapport avec leurs besoins.

En second lieu, il eût fallu procéder à la délimitation des villages d'une toute autre manière, et *après la délimitation des biens communaux seulement*. Point n'était besoin de diviser l'entier territoire cochinchinois en communes ainsi qu'on l'a fait ; les terres vierges pouvaient rester en dehors. L'essentiel était de reconnaître, dans la mesure du possible, à chaque village, la quantité de forêt dont il a besoin et une rive suffisamment étendue d'un cours d'eau navigable en tout temps. Avec ce procédé, pas de revendication possible des communes : elles gardaient d'abord ce qui leur appartenait en toute propriété, et recevaient, en sus, ce qui était indispensable à leur existence sociale. Quant aux terres non comprises dans les limites du village, celui-ci n'y ayant en l'état ni droit ni intérêt, eût fait son possible pour obtenir la mise en culture des régions qui l'avoisinaient et les incorporer subséquentement dans le territoire communal. L'inverse de ce qui se produit aujourd'hui eut eu lieu. C'était, il est vrai, obliger l'Administration à modifier de temps à autre les limites communales, mais c'était aussi lui créer la possibilité de soumettre à l'impôt et sans de coûteuses opérations cadastrales les champs nouvellement défrichés, c'était enfin lui fournir le moyen d'assurer et de surveiller l'aliénation des terrains domaniaux. D'ailleurs, la transformation des limites communales n'eût eu aucune importance administrative, tandis qu'elle était une conséquence forcée de l'état de tout bien aliénable qui peut, selon les

conventions, passer en entier ou en partie d'une personne à une autre (1).

Toutefois, pour appliquer cet ordre d'idées, il eut fallu ne jamais perdre de vue l'origine, la forme et le fonctionnement de la commune annamite. Malheureusement, par suite du trop grand et trop constant changement des personnes, aussi de la bibliographie trop pauvre, la notion exacte de l'association communale s'est rapidement et presque entièrement effacée.

Le lecteur peut très facilement s'en rendre compte en comparant la commune sous l'ancien régime (2) avec la commune actuelle. Il verra, du même coup, quel système hybride, illogique, est le village annamite contemporain.

Les grands traits de la commune annamite sont d'être une société agricole dont les membres (*inscrits*) jouissent d'un ensemble de droits, mais sont, par contre, solidaires les uns des autres et demeurent assujettis à un faisceau de devoirs formels envers l'Etat. Cette société ainsi constituée reçoit de nouveaux membres qui, selon leur apport, sont participants intégraux (*inscrits*) ou serviteurs (*non inscrits*) sans obligations explicites envers l'Etat et ne jouissant que de droits restreints dans l'association communale. Or, qu'avons-nous fait depuis ?

Nous avons décrété l'impôt personnel pour tous et nous laissons les villages accepter ou refuser de nouveaux membres, nous leur laissons user et abuser du seul pauvre peuple pour tout le service des corvées intérieures.

Nous avons constitué la propriété absolue, strictement individualisée, nous avons établi dans sa sévérité la plus formelle l'impôt foncier par parcelles et nous avons conservé la solidarité de tous les inscrits en cas de non paiement de cet impôt.

Nous avons gardé le domaine éminent des terres incultes de la commune, nous refusons à celle-ci le domaine utile de ces mêmes

(1) Les Annamites avaient très bien fait en prenant pour plus petite unité administrative le huyèn, laissant ainsi à la commune son caractère d'association agricole. Nous eussions pu faire comme eux, en prenant le canton pour dernière unité administrative ; mais, que voulez-vous, cela eût renversé toutes nos idées sur la matière. Une fois de plus, nous avons prouvé notre manque de faculté d'adaptation à des institutions étrangères ; il faut que ces institutions se plient à notre manière de voir, à nos habitudes ; toujours et partout où nous colonisons, nous nous efforçons, avec la plus sincère conviction du monde, à vouloir faire chausser aux indigènes un soulier qui n'est pas fait pour leur pied.

(2) Voir *Les Institutions annamites*, tome II, pages 5 à 12 et pages 286 à 298.

terres, mais nous la constituons gardienne des biens domaniaux, et lorsqu'on en vient à l'aliénation, nous la rendons responsable tout à la fois de ses erreurs et de nos bévues.

Bref, en faisant payer l'impôt personnel à tout le monde et en retirant aux villages le domaine utile des terres incultes comprises dans leurs limites, nous avons dissous l'association communale. Tous les droits, tous les avantages inhérents au pacte consenti par les habitants leur ont été retirés, mais voyez l'inconséquence, l'absurdité, nous leur avons conservé tous les devoirs, toutes les responsabilités.

Tandis qu'autrefois, le territoire du village ne comprenait en fait que deux catégories de biens — ceux des particuliers et ceux de la communauté — il en comprend aujourd'hui trois : les biens domaniaux, les biens communaux et les biens des particuliers.

Dans ce long article, nous n'avons qu'à nous occuper des communaux (1), incidemment nous venons d'analyser toute l'ancienne organisation foncière du village, qui, le lecteur a pu juger, en valait plus d'une autre et des meilleures. Mais, après le passé, nous devons nous arrêter encore un instant au présent.

L'état actuel des communaux est éminemment défectueux. Par suite du manque de cadastre et des limites aussi vagues que l'antaisistes accusées au bô, les terres de la commune ont acquis une faculté de déplacement qui tient du prodige. Grâce à cette élasticité d'une chose qu'il semblerait impossible d'étirer, les champs se déplacent, s'étendent ou se resserrent au gré des notables intéressés, et la mise en culture, l'aliénation des terres sont partout entravées, des fois littéralement empêchées.

Autre remarque, c'est que par suite de cet état de choses, le revenu des communaux échappe souvent à tout contrôle sérieux. Les fonds, qui dans l'ancienne association communale étaient la propriété de tous les inscrits et restaient à leur libre disposition, risquent aujourd'hui d'être gaspillés, en partie du moins, par quelques-uns : les notables. Et ces derniers, en raison de notre centralisation outrancière, de notre intrusion judiciaire dans les moindres différends, bref, de notre absorption de tous les pouvoirs, ces derniers ont cessé d'être des cultivateurs aisés, représentant et défendant les intérêts de l'association, pour devenir de simples agents de l'Administration

(1) Nom générique sous lequel nous entendons comprendre toutes les terres que possède un village et à quelque titre que ce soit.

et de la Magistrature, peu ou point payés, continuellement distraits de leurs propres affaires, continuellement appelés au chef-lieu de la province où les attendent les amendes, le traï, les presse-papiers à la tête et les coups de pied au derrière. Aussi la fonction de notable a-t-elle cessé d'être une charge enviée, c'est une sale corvée dont les braves gens se débarrassent dès qu'ils en trouvent l'occasion ; la canaille seule y cherche bénéfice.

La dissolution de la société agricole entraînait : *a*) la dissolution du corps des notables avec la création de deux ou trois fonctionnaires municipaux salariés par l'Administration ; *b*) la reconnaissance exacte des biens communaux ; *c*) l'ingérence serrée de l'Administration dans l'emploi du revenu. Le régime patriarcal, qui a façonné les populations de l'Indo-Chine comme celles de toute l'Asie, ne permet pas de demi-mesures, de restrictions, de tracasseries administratives, de vétilles judiciaires dans les affaires communales. Les moyens termes ne réussissent pas ; c'est l'autonomie entière ou la tutelle étroite qu'il fallait laisser ou introduire.

Enfin, dernière conséquence, c'est que les communaux de bien des fois trop importants pour les besoins de certains villages, sont ridiculement insuffisants pour d'autres. De là, nouvelles exactions des notables par le prélèvement de *cents* additionnels ; et c'est ainsi que, dans certains villages, les gens paient, en dehors de l'impôt foncier et de l'impôt personnel, une contribution qui va souvent jusqu'au double de ce dernier impôt et plus encore.

Particuliers. — Avec la concession définitive, avec la vente des terres domaniales, avec la reconnaissance de la propriété quiritaire, la possession du sol s'est trouvée soumise à un statut différent de celui qui la régissait sous le gouvernement annamite. Plus que jamais, le mesurage, la délimitation du bien de chacun s'imposaient. Car à quoi sert l'introduction des droits et des charges inhérents à la propriété absolue si l'on demeure incapable de faire la preuve géométrique et juridique de cette propriété ? Là encore nous sommes en présence d'une institution métisse qui a conservé tous les défauts de ses parents sans s'être assimilée aucune de leurs qualités.

Prenons un exemple :

Le propriétaire d'une parcelle de terre disparaît, le champ reste en friche et l'impôt n'est plus payé. Sous le régime annamite, la loi et la coutume voulaient que le propriétaire de tout bien abandonné

et inculte fût simplement rayé des rôles, et, avec la radiation, cessait le droit de propriété. La terre ainsi dégagée pouvait devenir le bien de qui consentait à payer l'impôt foncier. C'était une déduction logique de la constitution de la propriété foncière chez les Annamites, où l'Etat gardait le domaine éminent du sol, certainement sous des conditions très libérales pour l'occupant ; mais, au fond, c'était toujours l'Etat qui, le cas échéant, reprenait, sans autre forme de procès, le bien qu'il avait donné.

En peut-il être ainsi avec le régime que nous avons introduit ? Evidemment non. La terre même lorsqu'elle est abandonnée reste à son maître. L'abandon n'annule point *de plano* le droit de propriété. Notre loi, qui a prévu le cas, admet la *prescription afin d'acquérir*. Mais elle oblige l'occupant ou le possesseur (1) à attendre trente ans, du moins dans le cas qui nous occupe, pour que le droit de propriété puisse lui être reconnu.

Quant à l'impôt, notre jurisprudence encore nous oblige à le recouvrer par la voie judiciaire. L'impôt foncier est une créance de l'Etat, spéciale à chaque parcelle qu'elle concerne. En cas de non paiement, l'Etat n'a qu'un seul droit, celui de poursuivre la rentrée de l'impôt dû par voie d'expropriation et seulement jusqu'à concurrence du montant de sa créance.

Eh ! bien, que faisons-nous après avoir introduit notre statut français ? Nous autorisons la prise de possession du champ de l'absent par quiconque demande à continuer les charges imposées au propriétaire. Cette manière de procéder, en tout conforme à la loi annamite, est profondément irrégulière quant à la loi française. Si l'Etat n'a aucune créance sur la terre abandonnée, il doit, en bon père de famille, faire administrer le bien de l'absent, mais pour le compte de celui-ci. La prescription trentenaire seule peut lui donner le droit de disposer de ce bien. Si, par contre, l'impôt est dû, c'est l'expropriation qui doit intervenir. Mais, dans ce cas encore, l'Etat n'a qu'un seul droit, celui de prélever sur la recette le mon-

(1) Si dans le cours de cette étude, nous employons souvent indifféremment les expressions *propriétaire* et *possesseur*, c'est, on le sent bien, pour éviter la répétition trop fréquente d'un même mot. Mais, ici, nous sommes obligé de nous servir du mot propre et nous prions le lecteur de se rappeler que notre droit civil distingue entre *propriété* et *possession*. La première est un *droit*, la seconde un *fait*. La personne qui sort avec le parapluie d'un tiers en a la *possession*, ce qui n'empêche pas ce tiers d'en conserver la *propriété*.

tant de sa créance et de garder le surplus en dépôt au compte du propriétaire.

L'on nous dira peut-être que le village a l'administration des biens des absents et n'a rien que cette administration (arrêt de la Cour de Saigon du 25 octobre 1883). Oui, mais il a aussi les fruits du bien abandonné qui sont siens (arrêt de la Cour de Saigon du 10 janvier 1884). Voilà le système pris sur le vif. D'une part, application de la loi française, qui reconnaît à l'absent sa propriété, et de l'autre, jurisprudence annamite qui prive l'absent intégralement du revenu de son bien. C'est toujours la même histoire : destruction de l'association communale avec ses avantages et conservation de toutes les mesures coercitives imposées à celle-ci. Mais, enfin, messieurs, si vous teniez tant que ça à marier les deux jurisprudences, pourquoi n'avez-vous pas rédigé un code civil spécial pour les indigènes ? Vous auriez pu ainsi concilier toutes choses, rester logiques et surtout éviter la dureté excessive — pour ne pas dire pis — dont vous faites preuve à chaque pas. Et n'allez pas nous dire que semblable travail est au-dessus des forces humaines ; en 1883, M. Lasserre, alors vice-président de la Cour d'appel de Saigon, vous l'a offert tout préparé. Certes, ce travail était à discuter quant au fond (nous en avons fait la critique ailleurs), mais il existait, il avait aussi du bon. Qu'avez-vous fait de ce *Projet de code civil à l'usage des Annamites* ? . . .

Eh ! tenez, nous allons vous faire voir dans un ordre d'idées peu différent de celui qui nous occupe combien est superficielle et aussi combien est barbare votre judiciaire dans les questions foncières.

Dans la province de Soctrang où la propriété est encore assez mal définie — la mise en culture est de date relativement récente — il était d'usage de délivrer, à l'indigène qui présentait une demande de concession, un reçu de sa demande qu'on instruisait et classait. Ce reçu n'a jamais été considéré comme un titre conférant des droits à la propriété, mais bien comme une simple autorisation de défrichement. Quant à la délivrance du titre, elle est subordonnée, dans la plupart des cas, au lever géométrique et, s'il y a lieu, aux décisions des instances supérieures. En règle donc, le demandeur se reconnaissait autorisé à défricher et, à ses risques et périls, s'occupait de la mise en culture.

L'on sait que la rizière ne rapporte que peu ou rien la première année, l'on sait aussi qu'elle absorbe une certaine somme de main-

d'œuvre, et nous démontrerons dans la seconde partie de cette étude que le cultivateur est obligé d'incorporer de 3 à 4 piastres par hectare au sol pour le rendre productif. Ces faits établis, l'on comprendra sans peine, qu'après un certain nombre d'années d'occupation, le terrain acquiert, par incorporation directe de capital et par bonification résultant du travail annuel, une valeur autre que celle qu'il avait à l'état vierge ; l'augmentation représente ici, chacun le comprend, le fruit du travail de l'occupant, c'est son bien. Or, que disent vos règlements ? C'est que l'occupant n'a point le droit de vendre la terre dont il n'a pas la concession définitive, que le fait de la vente le prive de tous ses droits (1). Vraiment, et vous appelez cela de l'équité ? Mais ce n'est même pas de l'intérêt politique, c'est de la piraterie pure et simple. Comment, vous contestez à l'individu, non pas le droit de disposer d'un sol qui ne lui appartient pas, mais le droit de disposer du fruit de son travail ? Avouez, messieurs, que si ce n'est pas inintelligent, c'est pour le moins scandaleux.

Mais afin de ne pas être accusé de paroles vaines, nous appuierons notre dire d'un fait citant nom, lieu et date.

Le 3 décembre 1891, Trần-Keo, Cambodgien habitant le village de Phú-Dúc (province de Soc Trang), obtient un reçu contre le dépôt d'une demande de concession de huit hectares. La mise en culture a lieu sitôt après. En 1894, le manque d'eau et la mousson font rater la récolte. L'occupant, à court de riz et d'argent, incapable de rembourser les avances qui lui avaient été faites sur sa récolte, pressé peut-être aussi par des créanciers plus anciens, vend sa parcelle. Lorsque la transaction est présentée aux bureaux de l'inspection, elle est déclarée nulle, le reçu de demande de concession est déchiré et le défricheur, rayé du registre des demandes, est tout bonnement mis à la porte (4 février 1895). Ainsi d'un seul trait de plume, on lui confisque la plus-value du sol due à trois années de travail, on lui confisque tout l'avoir qu'il a incorporé à la rizière ! Nous ne savons comment on peut nommer cet acte en orthodoxe langage administratif ou juridique, mais dans notre parler familier, nous dirons, avec plus d'un lecteur, « c'est bougrement sauvage ».

(1) L'arrêté du 6 novembre 1891, signé Danel, dit, dans son article 3 :

« Il ne pourra durant cette période (trois ans) l'aliéner, l'hypothéquer d'aucune façon, sous peine de retour de la concession à la Colonie ».

Voir aussi la circulaire du 27 novembre 1891.

Tout ce que nous venons d'exposer sur la propriété des particuliers, nous fait voir que celle-ci n'est pas mieux respectée que la propriété collective. Aux deux l'on applique les droits juridique et administratif, tantôt en s'appuyant sur la loi française, tantôt sur le code ou la coutume annamite, et c'est pour cela aussi que la propriété manque des garanties voulues et que les perfectionnements agricoles sont si lents à venir, qu'enfin le *nhà qué* ne peut pas, même s'il le voulait, sortir de son antique routine. Nous reprendrons cette question plus loin. Pour le moment, résumons à grands traits ce qui précède : la commune annamite n'existe plus en Cochinchine, la terre s'acquiert par voie d'achat ou de concession gratuite définitive et les propriétaires sont, soit les particuliers, soit les villages (en tant que personnes morales civiles), soit le domaine de la colonie, soit l'État.



CHAPITRE II

Propriétaires

Après la question capitale de la propriété foncière en vient une autre dont l'importance n'est pas moindre, car elle régit l'entier système économique de la Cochinchine. Nous voulons parler de la nationalité, de l'appartenance de race des propriétaires du sol. Ceux-ci se partagent en trois grandes catégories : les Français et les étrangers non asiatiques, puis les indigènes et, enfin, les Asiatiques étrangers.

Français et étrangers non asiatiques. — Au point de vue des concessions gratuites, nous traiterons tout ce qui concerne ces personnes dans la seconde partie de notre étude. Reste à voir les acquisitions qu'elles peuvent faire de terrains appartenant à des particuliers ou au domaine local.

Nos lois et les conventions internationales nous obligent, en l'espèce, à laisser toute liberté aux acheteurs, qu'ils soient citoyens français ou non. Mais si l'Administration ne peut intervenir d'une façon restrictive dans les transactions concernant les biens-fonds de particuliers, il n'en saurait nécessairement être de même alors qu'il s'agit de terres domaniales. En ce cas, l'accaparement est fréquent, car il est facile, l'acquisition coûte généralement peu. La spéculation n'ayant pas de grands débours à faire peut attendre. Et c'est ainsi qu'elle arrive à soustraire, durant de longues années, des terres vierges à la culture ; ou, du moins, qu'elle empêche les petites bourses d'acquérir, tout en retenant les gens dans cette étroite dépendance du capital, qui n'engendre que le prolétariat besogneux, haineux, toujours prêt aux dernières violences. Nous en avons

d'ailleurs une preuve tangible dans toutes ces immenses concessions faites à diverses époques, à des fonctionnaires et surtout à des membres du Conseil colonial. Que sont-elles devenues ?

La plupart de celles que nous avons visitées autrefois étaient aux trois quarts incultes, et la partie défrichée se trouvait occupée par des gens qui n'avaient quelquefois aucune relation avec le concessionnaire. Evidemment, ces messieurs n'ont pas une notion bien exacte de ce qu'est une superficie de 5,000, 6,000 ou 10,000 hectares ; ils ne semblent nullement se rendre compte de l'énorme capital nécessaire à mettre de telles surfaces en culture. Dans les pays d'élevage, où la population est très clairsemée, où le terrain à exploiter n'exige aucun travail préalable, les aliénations de grandes étendues à un seul propriétaire se comprennent et sont nécessaires. Dans les régions agricoles, elles sont absurdes et, qui pis est, dangereuses ; car, si elles réussissent, on se trouve en présence du *latifundium* avec tous ses inconvénients, toutes ses misères. Ce sont les *latifundia* qui ont perdu l'Italie « *latifundia perdidere Italiam* », ne l'oublions pas. Dix mille hectares représentent, en Cochinchine, la superficie de deux et même de plusieurs villages. Accorder de telles surfaces, c'est établir la propriété seigneuriale, c'est attacher le paysan à la glèbe, c'est retarder la mise en culture, c'est empêcher la colonisation.

Les concessions de terre à des Européens ont besoin d'être très étroitement surveillées. Comme superficie à accorder, selon nous, le maximum de 500 hectares ne doit jamais être dépassé. En tous cas, deux conditions invariables à exiger du demandeur (cette règle doit s'appliquer à toutes les personnes qui sollicitent plus de cinquante hectares) sont : 1^o qu'il prouve la possession de ressources suffisantes pour la mise en culture immédiate de tout le terrain demandé ; 2^o qu'il démontre avoir à sa disposition la main-d'œuvre requise pour le travail. Ces deux conditions ne sont presque jamais remplies, de là proviennent tous les abus, tous les succès que l'on connaît.

Indigènes. — On ne se rend généralement pas assez compte du rôle capital que joue l'indigène dans la colonisation de ce pays. C'est lui le vrai colon. Supprimez l'Annamite avec ses buffles, et la Cochinchine redevient une terre sauvage. Certes, on pourrait y introduire des cultivateurs asiatiques étrangers, malheureusement

leur puissance de travail est rien moins que démontrée. Depuis quarante ans que nous occupons le pays, nous n'avons pas vu un seul Indien essayer de faire de la rizière, pas un Malais non plus (1); quelques Chinois méridionaux seuls ont tenté l'aventure, et encore sont-ils plutôt jardiniers que laboureurs.

Nous ne connaissons pas les raisons qui empêchent le paysan indien de tenter la culture du riz, le climat lui serait-il fatal? C'est dans l'ordre des choses possibles, un nègre africain est ici sujet aux fièvres, à la dysenterie, tout comme un Européen. Quant au Malais, il a chez lui plus de terres qu'il n'en peut cultiver. Enfin, ni les Hollandais, ni les Anglais ne voient de bon œil l'émigration de leur main-d'œuvre. En ce qui regarde le Chinois — le plus vigoureux des Extrêmes-Orientaux — il s'acclimate et peut travailler; mais son esprit mercantile le pousse tôt à délaisser la charrue pour le trafic.

En somme, nous avons l'Annamite, acclimaté, ayant fait ses preuves, nous ne trouverons jamais mieux. Le tout est de le bien guider, de détourner de lui les misères que nous vaut notre organisation sociale. Dans ce but, il convient surtout de le pousser vers l'agriculture, de lui fournir les moyens de devenir petit propriétaire, mais pas plus. Les grands domaines, nous le répétons, conduisent au dangereux prolétariat agricole. Et la petite propriété, nous dirait-on, conduit au morcellement à l'infini, non moins dangereux. En France oui, en Cochinchine non. Pourquoi?

Parce que nous sommes ici en un pays de monoculture; les quelques ares de terre de tel habitant sont de la rizière, le demi-hectare contigu appartenant à tel autre est également de la rizière, l'hectare d'un troisième qui les confine est encore de la rizière. Ces gens peuvent faire leurs talus ensemble, et c'est ce qu'ils font.

Parce que la liberté de tester existe (il est vrai que notre incomparable jurisprudence fait tout ce qu'elle peut pour l'enrayer), que l'autorité du chef de famille est respectée, que les enfants, dès que la part du champ familial devient trop petite, l'abandonnent à l'ainé. Nos jeunes héritiers d'Europe pourraient venir prendre leçon auprès des Annamites.

Enfin, il reste une idée fondamentale que nous développerons à la deuxième partie, c'est celle de promptement surpeupler la

(1) Nous ne parlons point des Malais de Chaudoc qui étaient dans le pays avant notre arrivée.

Cochinchine, afin de pousser le trop plein de la population vers le Cambodge et le Laos, pour ainsi arriver à la colonisation effective de tous ces pays. Colonisation que ne réaliseront jamais ici les sociétés même les mieux pourvues de capitaux. C'est à l'évolution lente, au travail constant de l'Annamite, à son aventureux esprit de déplacement qu'il faut demander le progrès, la mise en exploitation du pays. Il ira de proche en proche, s'acclimatera et restera, ou trouvera la contrée insalubre et poussera plus loin, il fera pour le haut pays ce qu'il a fait en moins de deux siècles pour l'Annam méridionale et la Cochinchine ; mais sous une direction intelligente et une protection efficace, il le fera plus vite.

Nous n'avons donc aucun intérêt à le taquiner dans ses travaux et dans sa vie habituelle comme nous faisons, en l'administrant à outrance, en lui rendant une justice qu'il ne réclame pas toujours. Nous n'avons surtout pas à lui refuser les terres incultes qu'il demande à exploiter.

Asiatiques étrangers. — Nous touchons ici à une question d'actualité, car elle intéresse directement la main-d'œuvre. Précédemment, nous avons fait remarquer que nous ne pouvons compter ni sur les Malais ni sur les Indiens. Le cultivateur indien, plus faible encore que l'Annamite, est, en outre, « économe à l'excès » ; il ne consomme pas nos produits, relève d'une puissance concurrente et conserve ses attaches aux Indes. Ce n'est pas l'homme qu'il nous faut.

Reste le Chinois qui peut, incontestablement, se faire au climat et travailler la terre. Son défaut principal est d'être peu maniable ; il n'est pas un modèle de docilité. Mais, néanmoins, on peut en tirer parti. Son avantage sur tous les autres Asiatiques est d'être d'éducation et de croyances à peu près identiques à celles des Annamites ; il prend volontiers femme dans le pays et, s'il n'est pas riche, il reste, fait souche et meurt ici.

Judicieusement, honnêtement employé, nous trouverions dans le Chinois un remplaçant du corvéable annamite qui, mieux chez lui, devrait rester à sa rizière, payer ses impôts et ne pas être détourné de son activité par des prestations en nature, abusives souvent, tracassières toujours. De plus, ce Chinois finirait par s'incorporer au peuple annamite et augmenterait la population agricole de bras nombreux et vigoureux.

Nous nous expliquons. Il s'agirait de faire appel à de jeunes laboureurs chinois qui s'engageraient à travailler, cinq ans par exemple, aux voies de communication. Leur travail permanent ne durerait que deux années, pendant lesquelles l'Administration les paierait à la journée ; mais ils ne toucheraient qu'une partie de leur salaire, les retenues leur étant rendues à la fin de la seconde année, époque où il serait accordé à chaque travailleur trois hectares de terre *cultivable*. Durant les trois dernières années de leur engagement, ils n'auraient plus qu'à fournir soixante journées de travail par an, à la saison sèche et après la rentrée de la récolte. Ces hommes auraient ainsi le moyen d'entreprendre de la culture sans grand secours de personne. Bien entendu, la Colonie devra leur faire des avances si leurs économies ne suffisaient pas à les mener jusqu'à la quatrième année, car la cinquième — qui est la troisième année de culture — la rizière doit pouvoir les nourrir.

Un point essentiel dans cette organisation de la main-d'œuvre chinoise serait la défense formelle pour les travailleurs d'amener des femmes de Chine. Il faut mettre ces gens dans l'obligation de ne prendre que des épouses annamites et tenir sévèrement la main à l'exécution du décret de Minh-Mạng (1835) et de la décision du gouverneur de la Cochinchine en date du 31 août 1874 : les enfants de père chinois et de mère annamite sont annamites. Au bout de deux générations, ces métis se seraient fondus dans la race de leurs mères. Il ne faudrait pas non plus, pensons-nous, autoriser les pères chinois à former des congrégations ou des villages à part ; pourtant cette question ne saurait être résolue que par la pratique. Une expérience de quelques années établirait jusqu'à quel point Annamites et Chinois doivent être séparés.

Nous ne pouvons et ne voulons pas discuter ici autrement cette question de l'introduction de travailleurs chinois dans la Colonie, que les uns accueillent avec beaucoup de faveur, que les autres redoutent énormément. Faisons remarquer toutefois qu'au point de vue économique, les conditions ne sont pas les mêmes ici qu'en Australie ou aux Etats-Unis ; le travailleur chinois n'est pas un concurrent. Au point de vue politique, il n'est pas plus à craindre que l'Annamite lui-même, et, en tant que propriétaire convaincu, il sera bien moins disposé à prendre part à un mouvement que l'Annamite.

Son appoint comme main-d'œuvre permettrait, en peu d'années,

de rendre rédimibles toutes les prestations en nature. C'est d'ailleurs avec les fonds provenant de cette source qu'il faudrait payer les Chinois. Leur incorporation aux Annamites, leurs alliances, nous le répétons, infuseraient à ceux-ci un sang plus vigoureux et développeraient sûrement cet esprit de constance, de prévoyance, qui fait les bons travailleurs.



CHAPITRE III

Garantie de la propriété

La propriété foncière ne saurait exister, chacun le comprend, que si elle est définie, circonscrite par rapport aux propriétés ses voisines, que si, en d'autres termes, elle a son état civil. Ce point relève, nous le verrons plus tard, de la mensuration des terres : du cadastre. Mais cet état civil, une fois établi, ne suffit pas à assurer l'existence future au terrain cadastré, il faut encore que son individualité et tous les droits, charges ou obligations qui s'y rattachent, lui soient garantis à l'égard ou contre des tiers. Une pareille garantie ne peut être donnée que par l'Etat.

Pour en arriver là, il faut nécessairement que l'Etat se crée une législation foncière énumérant, définissant les droits réels, exposant aussi comment ils naissent et se transmettent. Notre code civil contient, tout comme les divers codes des nations policées, une loi foncière explicite, détaillée, mais surannée, nullement en rapport avec les besoins de la société moderne. Ce qu'on lui reproche surtout, c'est qu'elle n'aide point à faire la preuve juridique de la propriété ; c'est que son régime hypothécaire entrave les transactions et rend le crédit difficile ; c'est que la nécessité de remonter, au moins, à trente ans de date avec les titres successifs de propriété, accumule les complications, appelle les erreurs et les omissions. Aussi, en acquérant une terre, n'est-on jamais assuré d'en être le propriétaire réel.

Ces graves inconvénients ont été depuis fort longtemps écartés à l'étranger par la création de *livres fonciers*, *livres hypothécaires*, etc. Est-ce à dire que l'on n'ait jamais rien tenté chez nous en ce sens ? Non point, déjà le maréchal de Fabert et, après lui, Vauban et Colbert, s'étaient occupés de la question (nous en reparlerons dans la troisième partie de cette étude). Mais la direction prise était si spécialement fiscale, des intérêts si puissants se trouvaient atteints,

que le côté juridique ne put arriver à se faire jour. Il faut dire aussi que notre jurisprudence, si fortement imprégnée de droit romain, notre mentalité néo-latine n'admettaient pas cette publicité large, ouverte à tout venant, que réclame un livre foncier, pas plus qu'elles n'admettaient que le droit ne naquit qu'avec l'inscription dans ce livre. Selon notre jurisprudence, dès que l'accord des parties est formé, le droit réel est créé ou transmis. Si la loi exige, après coup, une inscription ou une transcription sur les registres publics, c'est dans la seule intention de rendre le droit opposable à des tiers et de percevoir un impôt. La foi publique ne saurait s'appuyer sur un édifice aussi fragile, qui n'offre à la propriété qu'une sécurité moins que précaire.

Sans modifier notre conception du droit, il nous sera bien difficile d'arriver au Livre foncier.

Une œuvre, quelle qu'elle soit, a toujours un germe, un embryon dont elle procède et qui détermine son développement plutôt dans un sens que dans un autre. Or, cet embryon s'est trouvé ici dans les institutions germaniques. On pourrait remonter jusqu'aux premiers temps du Moyen âge, alors que les églises et les couvents possédaient déjà des registres (*polyptycha*) où étaient inscrits les états de possession, les possesseurs, les impôts à payer, etc. Certaines villes avaient aussi des livres (*Stadtbücher* et *Gerichtsbücher*) qui, tant bien que mal, relataient la propriété terrienne. Mais le livre foncier actuel doit chercher son vrai point de départ au ^x^e siècle, à Cologne, puis viennent Hanovre, Riga, Rostock, Munich, etc.

Contrairement au droit commun pour la transmission de la propriété, soit mobilière soit immobilière, la législation moderne allemande (1) fait dépendre tous droits de l'inscription sur un livre public, et cette inscription elle-même est subordonnée au principe de la publicité la plus absolue.

Dès le commencement du ^{xix}^e siècle, divers Etats allemands adoptent le système du livre foncier moderne avec les garanties et conséquences qu'il comporte : Bade, 1810 à 1822 ; Saxe-Weimar, 1836 ; divers cantons suisses et les comtés anglais d'York et de Middlesex, dès 1829. Remanié et amélioré successivement par les Etats qui l'adoptaient, le système a presque trouvé son

(1) Depuis le 1^{er} janvier 1900, l'empire allemand possède un code civil unique (*Allgemeines deutsches Bürgerliches Gesetzbuch*).

expression finale en Prusse dans l'*Ordonnance sur le Livre foncier* du 5 mai 1872. Il est bon de noter aussi que le principe du Livre foncier a été adopté en Espagne (1860), en Suède (1875) ; il existe aussi en Autriche (loi du 25 juillet 1871) et en Russie (1887) ; la Tunisie le possède d'après la loi du 5 juillet 1885.

En France, on fit bien quelques tentatives aussi. C'est de la sorte que M. Decourdemanche, avocat au barreau de Paris, proposa, en 1832, un projet de Livre foncier. Sans succès, hélas ! Decourdemanche avait devancé son temps d'un demi-siècle.

En Australie, sir Robert Torrens eut plus de chance. Son système, qui a bien des points de ressemblance avec celui de M. Decourdemanche, fut adopté tout d'abord dans l'Australie méridionale (loi du 2 juillet 1858), puis, avec des modifications, au Queensland (1861) et, successivement, dans la plupart des colonies anglaises qui, chacune, l'a retouché selon ses besoins. On l'appelle couramment chez nous *acte Torrens*, que d'aucuns écrivent *Act Torrens*, par une singerie de l'anglais *Torrens' Act*. Pourquoi ? Nous l'ignorons. M. W. E. Maxwell, *commissionner of lands*, à Singapore, le désigne tout au long de son livre (1) par « système Torrens ». Il n'y a d'ailleurs que l'Australie méridionale qui ait adopté réellement ce système, et elle l'appelle *Real property act*, sans nom du promoteur. Partout ailleurs, le système a été modifié. D'après nos recherches, les lois britanniques n'en parlent pas non plus, nous n'y avons relevé que les *Torrens' and Cross' Acts* ou *Dwellings Improvements Acts* concernant les logements d'ouvriers. La législation foncière basée sur le livre terrier n'est connue en Angleterre que sous le nom de *Registration of title*. Il vaut donc mieux dire « système Torrens » et il est infiniment plus juste encore de parler d'un « système du Livre foncier ou terrier », dont les lois foncières des colonies australiennes et autres ne sont que des variantes, nullement les premières en date. D'après M. E. Besson, Sir Robers Torrens a puisé « l'idée fondamentale du *Real property act* australien, à savoir la procédure de publications préalables à la délivrance des titres définitifs de propriété » dans le régime foncier de la ville de Brème. « Prendre modèle sur l'*Act Torrens* », « introduire l'*Act Torrens* » sont sans doute des mots qui sonnent bien ; malheureusement, ils ne prouvent

(1) *Exposé théorique et pratique du système Torrens*, traduit de l'anglais par M. R. de France de Tersant.

d'ordinaire, chez ceux qui les emploient, qu'une ignorance complète du sujet. Nous n'avons pas à vouloir appliquer plutôt l'acte Torrens que la loi foncière autrichienne, allemande ou espagnole, nous avons à étudier le système général du Livre foncier.

Mais qu'est-ce que le système du Livre foncier, quels sont ses principes ?

Ces principes sont :

1^o Un cadastre juridique, c'est-à-dire une mensuration des terres exécutée de telle sorte qu'elle fasse la preuve de toute propriété foncière aussi bien comme périmètre que comme situation par rapport aux autres propriétés foncières du lieu.

2^o Un registre, dépôt de la foi publique, que chacun peut consulter, où toute propriété est inscrite suivant les indications numériques du cadastre, ce qui lui constitue un état civil nettement défini ; où sont inscrits également et successivement les droits et obligations, les mutations et enfin tout événement qui intéresse la propriété. Aucune inscription ne peut être faite ou ne devient définitive sans une large publicité préalable.

3^o Un titre, copie tirée du registre ci-dessus et délivrée au propriétaire, qui ne peut ni emprunter sur hypothèque, ni faire aucune opération foncière sans la présentation de son titre au bureau foncier, où sont portées, simultanément, sur le registre et sur le titre, les mêmes notations.

Les avantages que ce système offre sont :

a) Que les contestations de limites deviennent presque impossibles ; qu'en tout cas, elles sont faciles à régler par l'application des données cadastrales. Et comme celles-ci ne sont plus contestables en raison des méthodes de mensuration employées, l'État peut, moyennant un léger droit d'assurance, devenir le garant absolu de la propriété foncière (1), en tant que position de celle-ci dans le territoire et position des sommets d'angles les uns par rapport aux autres (2).

(1) « Les recours contre les fonds d'assurance sont très rares. En 1871, dans la colonie de Victoria, la caisse contenait un million et n'avait encore remboursé que 11,500 francs. Dans le Queensland, il n'y avait eu qu'un cas d'indemnité ». (A. Dain, *Le système Torrens et de son application en Tunisie et en Algérie*).

(2) Il ne saurait être question de *superficie*, celle-ci étant une conséquence, une dérivée de la position des lignes périmétrales. Il ne saurait non plus être question d'*échelle*, avec l'emploi des coordonnées, qui donnent numériquement la position de chaque sommet d'angle, le plan peut être fait à telle échelle que l'on voudra, tout dépendra de l'espace dont on peut disposer sur une feuille de papier donnée. Le plan redevient ainsi ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une image capable d'aider aux recherches et de donner une vue d'ensemble des limites de la propriété.

b) Que le registre rend presque impossible le stellionat par l'obligation d'y faire inscrire en même temps que sur le titre toute opération affectant la propriété, sous peine de nullité. Que rien ne peut être caché au public, qui, donc, ne saurait arguer d'ignorance. Que l'acte de celui ayant agi de bonne foi ne peut donner lieu à rescision et que l'Etat garantit forcément le propriétaire du jour où il est inscrit, tout comme il garantit le créancier hypothécaire dans ses droits dès qu'inscription en est faite.

c) Que le titre simplifie énormément les actes de transmission de la propriété, n'oblige à aucune recherche spéciale et permet de se passer du concours d'un officier ministériel ; il facilite les emprunts, leur cession, et autorise même à emprunter sans inscription aucune, rien qu'en donnant le titre en gage.

d) Qu'au point de vue fiscal, si l'on ne parvient pas à organiser l'impôt foncier d'après le revenu du sol, on arrive au moins à l'établir suivant des superficies exactes.

Nous ne nous attarderons pas plus longuement à l'énumération des avantages, persuadé que nous sommes d'avoir la plupart des lecteurs de notre côté. Nous ne prêcherons pas des convertis ; mais, dans ce qui va suivre, nous essayerons de répondre à deux questions capitales : 1^o Est-il utile d'introduire, en Cochinchine, le système du Livre foncier ? 2^o Ce système, le cas échéant, peut-il être adopté sans grosses difficultés pratiques ?

Pour ce qui est de l'utilité, il n'y a, pensons-nous, que les intéressés eux-mêmes, soit les propriétaires, qui puissent répondre avec autorité. Or, leurs déclarations — du moins celles qui nous ont été faites — sont unanimes. Toutes peuvent se résumer en deux points : un cadastre garanti par l'Etat et qui fasse foi devant les tribunaux ; puis un titre simple, facilement transmissible, capable d'être mis en gage et ce sans l'intervention de fonctionnaires spéciaux, hormis pour l'inscription. Ces deux points représentent, en somme, toute l'économie du Livre foncier.

En ce qui concerne d'autres personnes compétentes, les magistrats, les gens de loi, les administrateurs, beaucoup, nous le savons, sont favorables à l'idée. Des fois pourtant, nous avons dû entendre les mots *d'arbitraire*, *d'illégalité* ; un sentiment instinctif d'attachement au Code ne permettait que difficilement à tel ou tel d'admettre une atteinte à la loi. Pourtant, toute œuvre humaine — et les lois

en sont — est sujette à transformation, à destruction. La loi faite par les hommes peut être défaite par eux ; enfin, tout n'est-il pas illégal avant d'être légal ? Certes, il faudra, au début, prendre des mesures radicales, mais cet arbitraire créera le droit sur lequel tous pourront sûrement s'appuyer dans la suite. Plus particulièrement en Cochinchine, au milieu d'une société toute asiatique, il ne faut pas songer à procéder par conviction, mais par obligation (comme on l'a fait, du reste, pour des choses bien moins bonnes).

Les objections les plus spécieuses, et aussi les plus persistantes nous sont venues — chose presque incroyable — des géomètres du cadastre de Cochinchine eux-mêmes. Hâtons-nous d'ajouter « des vieux géomètres » qui tous ont disparu. La jeune génération est entièrement portée de bonne volonté et ne réclame qu'un guide autorisé, qui soit également un soutien ; elle ne demande pour marcher, qu'on nous passe l'expression un peu triviale, qu'une bonne mise en train. Quant aux anciens dont nous parlions, peu familiarisés avec les mathématiques, habitués à leur planchette et aux méthodes de sabrage qu'elle sollicite, les études à faire les effrayaient tout autant que les responsabilités à encourir. Un travail exact n'était pas de leur goût. Ils ont quitté la Cochinchine, le plus grand nombre même la terre, n'en parlons plus. Mais citons deux noms qui ont fait une consolante exception dans cette conjuration générale de défaillances : MM. Gilly et Ducroix, vérificateurs du Cadastre. Seuls, ces deux-là ont plaidé courageusement, sans se lasser, pour le mesurage par coordonnées, pour le Livre foncier ; leur voix, tout comme la nôtre, s'est perdue dans le vide. Gilly est mort à la peine, Ducroix a quitté la Cochinchine malade, découragé, pour ne pas dire écœuré, devant une œuvre ne pouvant fournir aucune garantie juridique, sans cesse à refaire et dévorant des sommes folles en pure perte. Ce sont deux hommes de cœur dont la mémoire doit être conservée.

Quant à la seconde question, la réponse est simple. Les difficultés, s'il s'en présente, ne pourront venir que de l'Administration elle-même, car du côté du public il n'y en aura pas. La propriété terrienne, sous l'ancien régime, s'appuyait sur un livre foncier « *địa bộ* », avec cadastre descriptif, basé lui-même sur des délimitations contradictoires ; tout intéressé pouvait s'en prévaloir comme preuve devant les tribunaux. Les indigènes ne l'ont pas encore

oublié et rien ne sera plus facile que de les y faire revenir. Il reste bien les Européens, mais la part de propriété foncière qui se trouve entre leurs mains en Cochinchine est une quantité fort minime comparée à ce que possèdent les indigènes ou autres Asiatiques; ils sont, du reste, unanimes à réclamer des garanties, donc à consentir aux mesures nécessaires pour y arriver.

Quels que soient les droits ou charges qui peuvent s'attacher actuellement à la propriété, quelles que soient les dettes générales, cachées, occultes, tout ce qu'on voudra, dont elle peut être obérée, une publicité convenable et une purge définitive doivent en avoir raison. On va nous opposer sans doute notre régime hypothécaire et la loi qu'il faudrait violer. Mais si nous exceptons quelques immeubles appartenant à des Européens ou à de gros propriétaires fonciers, nous ne trouverions peut-être pas une créance hypothécaire dans toute la Cochinchine. L'indigène, même s'il le voulait, ne peut pas emprunter sur hypothèque, le taux d'intérêt le fait reculer et plus encore l'incertitude où il est de pouvoir payer à l'échéance. L'emprunt hypothécaire, c'est l'expropriation pour l'indigène, et à bref délai; aussi n'use-t-il guère que de la vente à réméré; pour de petites sommes, c'est l'emprunt sur gage, sans en excepter le titre de propriété lui-même. L'Annamite devance ainsi le système du Livre foncier.

En définitive, ce n'est que la propriété européenne qui pourrait amener quelque difficulté. Mais rappelons-nous que cette propriété n'est pas très ancienne. Les droits des plus vieux immeubles ne remontent guère au-delà de trente ans. Les enquêtes seront relativement faciles. Quant au droit nouveau, en ce qu'il aura de contraire à notre législation, il faudra, nécessairement, qu'il se fasse sanctionner par une loi venue de la Métropole qui seule a qualité pour retirer ou modifier ce qu'elle nous a imposé. Cela vise surtout deux points, le régime hypothécaire et la consécration des droits réels par l'inscription au Livre foncier (non simplement par l'accord des parties). En dehors de ces points — essentiels selon notre droit — peu nombreux en somme, tout, pensons-nous, peut être fait par arrêté de gouverneur, car la propriété foncière personnelle existe en Cochinchine, et toute terre relevant du domaine de la Colonie peut être constituée en propriété privée par les autorités locales qui ont les pouvoirs requis.

Mais, retenons bien ceci, que même alors qu'on écarterait le

principe de la foi absolue au Livre foncier en matière d'hypothèque, même alors que le système hypothécaire métropolitain serait conservé en entier (cela ne toucherait guère, nous le répétons, la propriété indigène), le Livre foncier et les titres qui en dérivent ne rendraient pas moins d'inappréciables services à la propriété foncière et aux propriétaires en notre colonie.

Et puis, une dernière observation. Sauf les points de droit que nous avons mentionnés plus haut, n'existe-t-il pas, en Cochinchine, un système de Livre foncier rudimentaire ?

La partie matérielle de la propriété, le cadastre, se fait un peu partout; il n'y a qu'à imposer à sa confection les règles et conditions indispensables pour en faire un cadastre probant.

La partie juridique, le livre terrier, se retrouve de la même manière dans les registres fonciers des villages, appelés sans trop de raison « đia bô ».

Il n'y a pas, il n'y a jamais eu, même dans les colonies anglaises, un pays mieux préparé à se voir appliquer le système du Livre foncier que la Cochinchine.

Cependant, nous avons une objection à formuler. Nous nous inscrivons contre l'avantage le plus apprécié du système en d'autres pays : la mobilisation du sol (1). Le titre de propriété si aisément transmissible, si facile à donner en gage est une menace de ruine à brève échéance pour le petit propriétaire annamite. Le jour du Têt, quand il aura perdu son argent, les quelques bijoux de sa femme, les vêtements de soie et jusqu'à la dernière sapèque, il se souviendra qu'il a encore le titre de sa rizièrre et que le croupier lui prètera sur ce gage. Si rien ne venait empêcher de tels faits, en moins de dix

(1) Nous signalerons à ce sujet certaines dispositions de la loi prussienne qui dépassent de beaucoup tout ce qu'offre le système Torrens. Chaque propriétaire est libre de transformer son immeuble en une valeur à crédit qu'il réalisera au gré de ses besoins, par le moyen de bons hypothécaires. D'après M. Dain (*Le Système Torrens*, p. 70) :

« 1^o A chaque bon hypothécaire sont attachés des coupons représentant les intérêts de la dette garantie. Le porteur du bon hypothécaire, à chaque échéance, détache ces coupons qui deviennent une véritable monnaie.

« 2^o Le bon hypothécaire contient une description exacte de la condition juridique de l'immeuble, il reproduit la feuille du registre foncier où l'immeuble est immatriculé. Il suffit de le lire pour avoir tous les renseignements sur la valeur et l'étendue du gage hypothécaire : cette mesure ajoute encore à la sécurité et la solidité du gage ».

La ville libre de Brème a été tout aussi loin et bien avant avec ses *Handfesten*, dont l'ordonnance remonte à 1833, mais qui a été révisée le 13 juillet 1870 et modifiée partiellement les 21 novembre, 25 décembre 1879 et 16 novembre 1880.

ans, toute la petite propriété annamite aurait passé aux mains des Chinois et des Indiens, exploiters non travailleurs. Et le prolétariat agricole, dont nous ne cessons de signaler la menace et le danger, naîtrait des institutions mêmes qui doivent le combattre.

A ce mal, nous proposons trois remèdes concurrents :

1^o Il sera défendu de recevoir en gage un titre de propriété depuis l'avant-veille du Têt jusqu'à la fin du quatrième jour qui suivra cette fête.

2^o L'emprunt sur simple remise du titre ne pourra jamais dépasser le cinquième de la valeur de l'immeuble que le titre concerne.

3^o Chaque père de famille ou sa veuve pourra toujours déclarer inaliénables trois hectares de terre (en une ou diverses parcelles) plus l'habitation qui se trouve dessus, pourvu que la valeur totale ne dépasse pas 3,000 piastres.

C'est la création du *home stead* des Américains, qui n'est pas à confondre avec le *huong hoà* du pays d'Annam (1). La déclaration d'inaliénabilité n'aura son effet qu'après des publications convenables et alors qu'aucune dette ne grève les immeubles en question. La mesure prise par le père de famille reste irrévocable jusqu'à sa mort et, en tous cas, jusqu'à la majorité des enfants s'il en existe. A leur majorité, elle pourra être dissoute sur la proposition du père de famille (ou de sa veuve) suivi de l'assentiment écrit et signé de la femme et des enfants.

Ainsi comprise, la mobilisation du sol ne sera plus un danger pour le cultivateur annamite. Tout au contraire, il y aura moins de ventes à réméré, peu ou point d'hypothèques ruineuses en ces pays, le crédit foncier s'établira de lui-même. Avec le titre comme gage, les prêts dits sur récolte se généraliseront et le taux d'intérêt, en raison des garanties offertes, baissera nécessairement. On ne verra plus de ces opérations hasardeuses que les seuls Chinois, Malabars et Chettys osent tenter et qui, si elles réussissent, leur rapportent de trente-six à cent cinquante pour cent d'intérêt par

(1) Le *huong hoa* est un bien inaliénable dont le revenu est destiné à l'entretien des tombes et aux cérémonies du culte des ancêtres. Ce bien, géré par l'aîné, devenu chef de famille, et dont il a le bénéfice intégral, appartient, comme nu-propriété, à tous les membres de la famille quels que soient leur rang et leur établissement. Tandis que le *home stead* que nous proposons, indépendant du *huong hoa*, ne se rapporte qu'au père, à la mère et à leurs enfants.

au (1). La sûreté du gage et l'esprit de concurrence feront naître très rapidement dans les provinces de petites banques s'occupant d'avances sur titres. Ce seront des opérations que même les Européens entreprendront avec certitude de bénéfice ; et, sans être grand prophète, on peut prévoir que le taux d'intérêt oscillera entre huit et douze pour cent ; ce qui serait encore un joli revenu pour le prêteur et un immense bienfait pour la population agricole qui aura ainsi le moyen de se soustraire à la dévorante usure.

Il convient de dire, à présent, quelques mots sur la manière de procéder à l'immatriculation de la propriété, d'après le système du Livre foncier.

C'est naturellement par la mensuration des terres qu'il faudra commencer. Nous verrons à la *Troisième partie (Cadaastre)*, tout ce qui a trait aux opérations des géomètres, au côté technique de la question. Toutefois, nous devons insister ici sur un point. C'est que, malgré le savoir et l'expérience de celui ou de ceux qui dirigeront l'ensemble du système, ils se heurteront inévitablement à des obstacles que la seule connaissance des livres fonciers étrangers ne permettra pas d'écarter. La science économique est de date trop récente ; ses lois, aussi immuables au fond que des principes de mathématiques, sont, par contre, très fréquemment déviées par des causes locales. Or, ces déviations, généralement imprévues, ne se révèlent que lors de l'application ou de la mise en pratique du système.

Il y aura donc, et en dépit de tout ce que l'on peut savoir, un apprentissage à faire. Mais pour que les frais de l'inexpérience soient réduits à leur moindre valeur, et afin de pouvoir aisément y porter remède, il faudra procéder, au début, en petit, pour n'augmenter de vitesse et d'étendue, dans l'application de la méthode, qu'au fur et à mesure des preuves faites. C'est ainsi que, tout d'abord, le système du Livre foncier ne doit être appliqué qu'à un seul village. Il faut que les géomètres, l'administrateur et le magistrat compétent fassent un apprentissage rationnel. Aussitôt le village

(1) La Banque de l'Indo-Chine fait bien aussi ce genre d'opération, à raison de douze pour cent d'intérêt, mais elle a comme couverture l'administration provinciale qui sait faire rentrer les fonds récalcitrants. Sans compter qu'une bonne part de ces prêts vont à des richards indigènes qui les reprêtent aux taux usuraires habituels. Tant qu'il y aura un intermédiaire, des formalités, des notables entre le prêteur et l'emprunteur, le premier paiera toujours fort cher la somme qu'il emprunte.

terminé, il faudra entreprendre un canton, ou pour mieux dire, un groupe de plusieurs villages, puis une province tout entière, en ne passant au chef-lieu qu'à la fin, alors que chacun saura bien ce qu'il doit faire et laisser.

Nous aimons à croire que le lecteur ne s'imagine pas toutes ces recommandations dictées par un esprit de pusillanimité qui n'est point dans notre caractère. C'est la voix du bon sens d'un homme qui n'a pas fait rien que de la théorie dans son existence.

Passons maintenant aux opérations elles-mêmes. Au temps où se fera le mesurage, une commission — composée d'un magistrat de la province président, de l'administrateur et du géomètre désigné pour diriger plus tard le *Bureau foncier provincial* — statuera sur la valeur des titres en premier et dernier ressort. Lorsque la commission aura des doutes ou que les occupants contesteront, elle soumettra le cas à une commission supérieure siégeant à Saigon qui donnera les explications et instructions requises.

Après la reconnaissance des titres, trois publications au *Bulletin officiel de la Colonie* et au *Giu-Dinh báo*, à quatre semaines d'intervalle, feront connaître au public les parcelles avec le nom des propriétaires qui sont en instance d'inscription au Livre foncier. Une copie de cette publication sera affichée durant trois mois à la maison commune du village intéressé ; une autre, à l'entrée des bureaux de l'administration provinciale ; et, une troisième, à l'entrée du Bureau foncier dès qu'un local lui aura été affecté.

Si aucune revendication ou plainte n'est formulée par des tiers dans les trois mois qui suivront la première publication au *Bulletin officiel*, les parcelles seront inscrites au Livre foncier et un titre délivré aux intéressés, qui signeront avec le géomètre sur le Livre foncier et le titre ; deux témoins signeront pour les illettrés ; leur « *điêm chỉ* » à tous (géomètre excepté), pris avec un instrument mesureur, y sera également noté en millimètres et dixièmes de millimètres. A partir de ce moment, la colonie garantira la propriété et les droits inscrits.

Les mutations, translations et droits subséquents seront inscrits à la suite les uns des autres, par ordre de date où ils se produiront. L'acte fait sur papier de dimensions spéciales, à formules imprimées, en ce qui concerne les conventions et renseignements devant être transcrits sur le Livre foncier et le titre, est établi par les parties ou par un officier ministériel ; il est ensuite présenté par les parties à

L'administrateur de la province qui, sans délai, l'examine, et le vise s'il est régulier. En cas de non validité ou seulement de doute, l'administrateur s'adresse au magistrat désigné, qui ordonne l'inscription de l'acte, et le vise alors conjointement avec l'administrateur, ou rejette celui-ci et donne, par écrit, aux parties le motif du rejet, leur expliquant verbalement ce qu'ils ont à faire ou à laisser.

L'acte visé est présenté au géomètre chargé du Bureau foncier, qui fait les inscriptions nécessaires et classe l'acte dont les parties peuvent demander copie en ce qui concerne les inventaires, clauses et conditions ne donnant pas matière à inscription. Si l'acte est seulement visé par l'administrateur, et que le géomètre croit lui découvrir un vice, il suspend l'inscription et en fait part à ce fonctionnaire ; en tout cas, peut-il toujours, pour couvrir sa responsabilité, demander le visa au magistrat.

Les parties signent avec le géomètre l'inscription nouvelle sur le Livre foncier et le titre ; leur « *điêm-chí* » est apposé en même temps. Deux témoins signent pour les illettrés.

Aussitôt après, le géomètre adresse une lettre recommandée à chacune des parties, en son domicile. Des affiches relatant l'inscription sont apposées à la maison commune du village où se trouve l'immeuble, à la porte du Bureau foncier et à celle des bureaux de l'administrateur. Ces affiches doivent rester trois mois, après lesquels, seulement, la Colonie transfèrera sa garantie de l'ancien propriétaire au nouveau, s'il y a eu transmission d'immeuble.

Les actes seront foliotés au fur et à mesure, puis reliés, au bout de l'an, par année, semestre ou trimestre d'année, suivant leur nombre.

Le registre foncier, établi par village, sera, lui, également, divisé en un ou plusieurs volumes, selon le nombre des parcelles dont chacune occupe une feuille. Chaque village recevra du Bureau foncier un plan parcellaire de la commune et un registre contenant la désignation des parcelles, leurs nature, limites et superficie ; le nom du propriétaire actuel et celui de qui il a acquis en dernier lieu. Tous les ans au moins, plus souvent si le géomètre le juge nécessaire, chaque village apportera son registre et son plan au Bureau foncier afin de les faire mettre à jour ; il sera sévèrement défendu aux notables d'insérer ou de rectifier quoi que ce soit sur ces documents.

Il est bien entendu que le Bureau foncier est ouvert à tout le monde, chacun, et sans aucune justification d'identité, doit pouvoir

y demander les renseignements dont il a besoin, chacun peut se faire délivrer, moyennant rétribution, un extrait de l'état actuel de telle ou telle parcelle, comme il peut se faire délivrer copie du plan de cette parcelle.

Les propriétaires auront toujours le droit de se faire délivrer un nouveau titre s'ils viennent à perdre le leur ou s'ils désirent le remplacer par suite de son mauvais état. Le nouveau titre portera une mention spéciale et sera daté du jour de sa délivrance. S'il s'agit d'un titre perdu, un affichage de trois mois fera connaître au public qu'il a été remplacé ; dans le cas d'un titre à refaire pour raison d'usure, l'affichage n'a pas à intervenir, car l'ancien titre, rendu au géomètre du Bureau foncier, est détruit par lui.

Les rôles de l'impôt foncier seront établis, la première année, dans le Bureau foncier même, par le personnel de l'administrateur provincial et sous la surveillance du géomètre. Pour les années suivantes, les rôles de l'année écoulée devront être envoyés au Bureau foncier où un cahier de correction leur sera adjoint ; puis ils seront renvoyés à l'administrateur qui, d'après ces corrections, fera établir les rôles de la nouvelle année.

En ce qui concerne les impôts eux-mêmes, nous en parlerons un peu plus loin.

Pour terminer ce chapitre, il nous reste à signaler un autre livre que nous n'avons pas encore eu l'occasion de mentionner : le *Livre des propriétaires fonciers*.

Sans ce livre, il est toujours possible à un propriétaire malhonnête de soustraire une partie de ses biens à l'action des créanciers et aussi à la justice. Un homme peut avoir des terres dans des villages de diverses provinces ; or, si cet homme vient à être déclaré en faillite, s'il disparaît, s'il meurt, et que tous ses titres de propriété ne sont pas retrouvés, on n'arrivera que fort difficilement à établir une situation exacte. Les recherches officielles en ce cas seront si lentes, si laborieuses, que des parcelles pourront rester celées durant de longues années, à moins que des parents ou amis, ayant connaissance de ces terres, ne les déclarent.

Le seul moyen de parer au mal est la création du livre des propriétaires. Ce livre est tenu au Bureau foncier de chaque province, *il n'est pas public*. La Justice et l'Administration seules peuvent le consulter. Il n'est délivré d'extrait que sur une réqui-

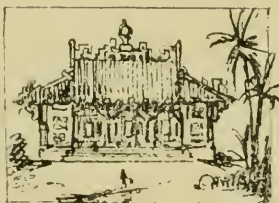
sition du président du tribunal de la province. Cette mesure préserve l'état de fortune de chacun d'indiscrétions qu'il ne doit pas subir. Autant la situation d'une terre est chose publique pouvant être connue de tous, autant l'ensemble des terres appartenant à une même personne est affaire privée qui a droit au respect de tous.

Tous les propriétaires nés dans la province figurent sur le registre, portés par lieux de naissance (villages). On y inscrit les noms et prénoms de chacun d'eux, la date exacte ou approchée de sa naissance (1) et, en regard, toutes les terres qu'il possède avec les mentions suivantes : province, canton, village, où chaque parcelle est située ; le numéro du titre de propriété afférent à la parcelle et la superficie.

Le registre est tenu à jour au fur et à mesure que les mutations surviennent au Bureau foncier, et par les renseignements que les géomètres s'adressent d'un bureau à l'autre.

La constitution du livre des propriétaires exige, d'autre part, que la date et le lieu de naissance des propriétaires soient portés au Livre foncier. Elle veut aussi que toutes les fois que la propriété passe en d'autres mains, le nouveau propriétaire présente à l'inscription son extrait de naissance ou une pièce qui peut en tenir lieu.

En ce qui concerne les personnes nées hors de la Colonie, un registre sera tenu à Saigon où elles seront inscrites par nationalité. S'il s'en trouve beaucoup d'un même pays, comme c'est le cas pour les Chinois et les Indiens, on subdivisera les nationalités en Etats et provinces.



(1) Le lecteur sait que l'état civil est d'institution assez récente en Cochinchine. Bien des indigènes ne connaissent leur âge qu'à un ou deux ans près (voir les *Institutions annamites*, tome II, pages 212 et 213). Il faudra bien encore une trentaine d'années avant que tous aient leur inscription au registre des naissances.

CHAPITRE IV

Impôts

Il ne s'agit en l'espèce que des impôts fonciers ou ceux qui s'y rattachent directement ; tels, par exemple, les droits de sortie sur les riz. Mais, avant d'aborder ce sujet, nous prierons le lecteur de vouloir bien nous permettre une incidence sur la fiscalité en général ; nous y trouverons sans doute quelque enseignement utile.

Toute réunion d'êtres humains, associés en une vie commune, en une défense, un travail communs, doit parfaire des dépenses qui ne sont pas à imputer plus particulièrement à tel ou tel membre de la société, mais bien à la totalité, quoique tous n'aient peut-être pas également bénéficié des avantages ou utilités que les dépenses ont fournis. Cette inégalité des avantages obtenus pour une même contribution individuelle est le plus grave des reproches qui se puissent adresser à tous les systèmes fiscaux, dont aucun n'est encore parvenu à établir la péréquation des impôts tant cherchée.

En dehors de ce quasi insoluble problème, il en est un autre, très diversement envisagé et conduisant, forcément, à des solutions non moins diverses. C'est celui de savoir quel procédé une association peut ou doit employer pour trouver de quoi régler ses dépenses sociales.

Deux voies lui sont également ouvertes, et il n'existe que ces deux. Ou bien l'association doit se créer un revenu propre qui lui servira pour payer ses dépenses ; ou bien elle doit réclamer le nécessaire à tous ses membres qu'elle fera contribuer par quote-part ; que celle-ci soit égale pour tous ou non, qu'elle soit perçue directement ou d'une manière indirecte.

Les principes que nous venons d'énumérer s'appliquent aussi bien à la réunion de quelques individus, à une famille, qu'à une cité ou un corps de nation. L'idéal à poursuivre, selon nous, est de diminuer, de plus en plus, la contribution individuelle pour créer à la société un revenu propre, qui lui permette d'assurer elle-même le plus gros des dépenses. C'est de la sorte, au reste, que procèdent les associations privées de tout ordre (commerciales, industrielles, agricoles, etc.) qui ne réclament des subsides à leurs membres qu'en des circonstances tout à fait exceptionnelles.

Les communes, les provinces et les Etats devraient pouvoir en faire autant. Ils le font bien, mais dans une trop faible mesure (postes et télégraphes, tabacs, certaines forêts, certains chemins de fer, etc.) ; tandis que ceux qui proposent des voies et moyens en ce sens, tendent généralement à dépasser toute mesure, et guideraient, s'ils étaient libres, le pays vers un fort périlleux socialisme d'Etat.

Nous disons périlleux, car il substituerait à l'initiative individuelle, à la légitime ambition qui en naît, à la concurrence, enfin à tout ce qui fait les solides races d'avenir, une volonté impersonnelle — par cela même médiocre — qui prétendra conduire, soutenir le peuple, et qui ne formera que deux sortes d'individualités : l'une, incapable de la moindre lutte pour l'existence, n'attendant le pain quotidien que de l'Etat et vivant à ses gages ; l'autre, de travailleurs découragés, forcés de dépenser toute leur activité à entretenir ce monde d'incapables au travail, mais de très propres à servir d'instrument d'oppression au premier ambitieux venu.

Les adversaires de l'étatisation de certaines industries ou productions affirment, avec preuves à l'appui, que tout d'abord, les frais généraux des entreprises de l'Etat sont exorbitants ; qu'ensuite, le nombreux personnel entretenu prive l'activité nationale d'une partie de ses forces vives pour en faire des partisans intéressés du gouvernement qui les paie, et dont ils appuieront aussi bien les bonnes que les mauvaises actions.

Ces raisons, des plus judicieuses sans doute, ne nous paraissent pourtant pas définitivement concluantes ; par contre, elles nous montrent dans quel sens il faut chercher un revenu national.

Toute manufacture de produits, tous travaux utilisant des matériaux, sont à écarter ; car, outre l'immense et luxueux personnel à solder, il y a l'aléa de toute opération commerciale ou industrielle

que seul l'homme intéressé à fond sait victorieusement combattre. Si quelque entreprise de ce genre devait néanmoins prévaloir, aucun moyen terme ne serait à rechercher : le brutal et absolu monopole d'État devra être adopté. C'est l'unique manière de réduire les risques de l'entreprise entre des mains insouciantes ou inhabiles, et aussi d'augmenter les chances de bénéfice.

Quant à l'étatisation d'autres branches, il faut rechercher uniquement celles qui n'exigent qu'un personnel peu nombreux, identique à celui employé par les particuliers et pouvant être militarisé. Tels sont les forêts, les chemins de fer, les canaux, certaines banques, etc. Malheureusement, et là est bien le mal, au lieu de songer à diminuer les dépenses en limitant les besoins, on ne crée des ressources nouvelles qu'avec l'intention bien arrêtée de faire de nouvelles dépenses.

On procède un peu comme cela en Cochinchine. Lorsque nous propositions, il y a une dizaine d'années, l'impôt du timbre, l'impôt sur les allumettes, sur le sel, le tabac, etc., etc., c'était avec la contre proposition de supprimer l'opium, de le prohiber entièrement. Tous les impôts que nous avons proposés ont été adoptés depuis, mais l'opium nous est resté, et la Colonie va simplement un peu plus mal.

Nous nous arrêterons là dans notre discussion pour passer à l'examen des diverses sources de revenu que le sol fournira directement à la Cochinchine après l'adoption du système du Livre foncier (une partie de ces revenus existe déjà), à savoir : *Droits d'immatriculation, Droits de mutation et d'inscriptions diverses, Produits des copies et extraits du Livre foncier, Impôt foncier, Monopole du sel, Droits de sortie des riz.*

Droits d'immatriculation. — Contre ces droits, l'intéressé reçoit une utilité (le mesurage de sa terre et un titre) qui lui est particulière. Les droits d'immatriculation ne sont donc, au point de vue financier, que de simples recettes couvrant des frais et débours faits par l'Administration, aussi longtemps que leur somme ne dépasse pas les dépenses faites. Dès qu'ils s'élèvent au-dessus, ils deviennent, pour cette part, un impôt qui restera nécessairement personnel, mais n'en sera pas plus juste pour cela. En principe, nous le répétons, l'impôt doit être payé : soit également par tous, ce qui est un à peu près d'équité ; soit selon le revenu de chacun

(non selon son avoir), ce qui serait l'idéal absolu (1). Or, devenir propriétaire d'une chose, c'est augmenter son avoir, mais ce n'est pas toujours, tant s'en faut, augmenter son revenu.

Il ne nous appartient pas de décider sur cette question d'impôt, et nous allons nous en tenir aux frais tels que l'immatriculation les occasionne. En première ligne, vient le lever cadastral qui réclame, par hectare, environ une piastre et demie, ainsi que nous le démontrerons à la *Troisième partie (Cadastre)*. Selon le point de vue où l'on se place, ce prix par hectare peut aussi être considéré comme un prix de vente ; il n'y aurait donc, en aucun cas, jamais lieu de demander à la personne dont la terre est admise à l'inscription des sommes autres ou supplémentaires. Il faut également laisser à l'intéressé la faculté de payer immédiatement ou par acomptes ; mais, invariablement, avant tout transfert de la propriété (nous exceptons la transmission par héritage direct). Le titre restera comme gage au Bureau foncier jusqu'à l'acquittement intégral des frais du lever et des frais d'inscription dont nous allons parler.

L'immatriculation au Livre foncier et l'établissement du titre sont à peu près les mêmes pour toutes les parcelles ; il y a néanmoins des différences de travail entre l'inscription d'une petite parcelle limitée par quatre côtés et d'un grand lot de terrain ayant de nombreux sommets d'angles (énumération des coordonnées). Ici, le principe d'un droit fixe doit prévaloir ; mais nous pensons qu'il serait juste d'établir quatre catégories de droits, selon la superficie des parcelles :

Jusqu'à 5 hectares.....	3 \$ 00
De 6 à 20 hectares.....	5 00
De 21 à 50 hectares.....	10 00
Au-dessus de 50 hectares.....	15 00

(1) Les économistes admettent généralement que la protection, les avantages sociaux dont jouit chacun sont en raison directe de son revenu. Pour notre part, nous ajouterons que l'impôt sur le revenu, comme *tous les impôts*, finit presque toujours par se répercuter sur le consommateur. Or, comme, en règle, chacun consomme suivant son revenu, cet impôt se répartit finalement avec plus de justice et de proportionnalité que tout autre.

Nous venons de dire « presque toujours » et, en effet, la règle quoique très étendue n'est pas absolue. En voici un exemple. Quelque impôt nouveau est frappé sur les maisons d'une ville ; s'arrêtera-t-il aux propriétaires ou se répercutera-t-il sur les locataires (consommateurs) ?

Si la ville ne possède que juste les immeubles nécessaires pour loger ses habitants et si elle ne peut pas s'étendre, les propriétaires s'empresseront d'augmenter leurs loyers et tout sera dit. L'impôt se répercute sur les locataires.

Si, par contre, il y a, d'une manière permanente, beaucoup de logements vides, un grand nombre de propriétaires seront obligés de maintenir les anciens prix, sinon ils verraient les locataires désertir leurs maisons pour d'autres aux conditions meilleures, et l'impôt, cette fois, s'arrête aux propriétaires.

Le lecteur pourrait nous faire remarquer que, dans les colonies australiennes, le droit à payer est généralement proportionnel à la valeur de l'immeuble et varie entre 6 fr. 25 et 25 francs, auxquels il faut ajouter les frais d'avertissement et de publication assez élevés.

C'est une manière toute fiscale d'envisager la question qui, à la rigueur, peut être admise dans un pays exempt de distinctions politiques ou civiles entre les habitants.

Elle ne saurait être appliquée qu'avec la plus extrême prudence en une colonie de domination où toute mesure fiscale est, en règle, mal vue par la population dominée, d'autant plus mal qu'elle est moins équitable.

C'est le cas en l'espèce. Le prix de vente, la valeur estimative d'un immeuble, ne sont pas toujours en rapport avec son revenu, et si le calcul de la perception des droits est rendu facile, les droits eux-mêmes n'en demeurent pas moins sujets à critique.

Il reste encore la prime d'assurance moyennant laquelle la Colonie donnera sa garantie. Ce droit, à l'inverse de ce que nous venons de voir, ne peut être calculé que d'après la valeur de la parcelle à immatriculer. Car c'est cette valeur que prendront, le plus souvent, pour base les demandes éventuelles en dommages-intérêts.

Le droit d'assurance ne saurait avoir aucun caractère fiscal, il doit être calculé d'après les risques que peut courir la Colonie. Or, ces risques sont faibles et un droit de 0,25 pour cent *ad valorem* nous paraît juste suffisant. D'après la *Loi sur propriété du 7 août 1861*, les colonies australiennes ne perçoivent que 0,20 pour cent par immeuble immatriculé. Nous ne croyons pas pouvoir descendre si bas en Cochinchine, et nous préférons le droit de vingt-cinq centimes par cent francs de valeur. Ce droit, bien entendu, ne se perçoit que lorsque l'immeuble est immatriculé ou qu'il subit des changements de limites ; un droit moins élevé, de 0,05 pour cent, serait à percevoir lors de chaque inscription comportant mutation ou emprunt.

Afin que le lecteur puisse mieux se rendre compte de ce qu'il y aurait à payer pour l'immatriculation d'un bien, nous donnons ci-après le décompte se rapportant à deux terres ; l'une de 3 hectares de superficie et l'autre de 150 hectares, évaluées également à 40 piastres l'hectare.

Pour la terre de 3 hectares

Frais de lever (3×1.50).....	4 \$ 50
Droit d'immatriculation.....	3 00
Assurance (valeur de la terre : 120 \$)....	0 30
Total.....	7 \$ 80 (1)

Pour la terre de 150 hectares

Frais de lever (150×1.50).....	225 \$ 00
Droit d'immatriculation.....	15 00
Assurance (valeur de la terre : 6,000 \$)..	15 00
Total.....	255 \$ 00 (1)

Ces deux décomptes nous font voir que, par rapport à la superficie, la proportionnalité des frais diminue à mesure que celle-là augmente, mais cette diminution est de plus en plus insignifiante ; la différence n'est vraiment sensible qu'entre les très petites parcelles et les très grandes. Il en est de même, si nous comparons les frais à la valeur de la terre immatriculée. Dans le premier des cas ci-dessus, nous avons un rapport d'environ 1 à 15 ; dans le second, il est de 1 à 23. Naturellement, ce rapport va diminuant avec l'augmentation de valeur de l'unité de superficie. On pourrait nous dire qu'il y a inégalité de frais en faveur des grandes parcelles. Certainement, mais l'équité persiste. Les différences constatées viennent du droit d'immatriculation dans son rapport avec le montant du lever. Au fond ce droit est moindre pour les petites parcelles que pour les grandes.

Droits de mutation et d'inscriptions diverses. — Ces droits, également, peuvent être envisagés sous une double face, soit comme un revenu fiscal, soit comme une rétribution pour travail fait. En France, nous avons adopté surtout le premier point de vue, mais il ne faut pas oublier qu'une partie des droits perçus représente toujours le travail fourni. Il est, pour le moment, sans utilité pratique de disenter

(1) Pour être exact, il convient d'ajouter à ces totaux le prix des bornes en granit avec le béton nécessaire et qui peut s'élever à une piastre par borne. Il semble que ces frais devraient être supportés en commun par les propriétaires limitrophes. Pourtant cette manière de procéder ne nous paraît pas juste. Le prix des bornes doit être supporté par les propriétaires proportionnellement à la surface que leur parcelle occupe dans le village. Chaque propriétaire restant libre d'opter pour le paiement intégral des bornes de son terrain ; les optants régleront par parts égales entre eux, s'ils sont limitrophes. Ce système exonérerait beaucoup de petites parcelles des frais de matériaux de bornage ; elles se trouveraient bornées du fait même de leurs voisins. C'est pour cette raison que nous n'avons pas mentionné les frais afférents aux bornes.

le tarif de cet impôt connu sous le nom général de droits d'enregistrement et de timbre. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que le tarif aura besoin d'être révisé et mis d'accord avec l'entier système du Livre foncier. Pour le bon renom de l'Administration, il faudra aussi, le cas échéant, séparer le *droit de l'impôt*. Le public a besoin de voir clair dans les comptes qu'il acquitte, il doit connaître et le prix du travail, de l'utilité que l'Administration lui fournit, et le montant de l'impôt qu'elle lui réclame en plus.

Produits des copies et extraits du Livre foncier. — Pour la copie du titre de propriété tout entier, on pourrait appliquer des droits identiques à ceux de l'immatriculation elle-même ; car il ne faut pas habituer le public à se faire délivrer des duplicata, triplicata, etc., de titre, sans rime ni raison. Parmi les Annamites, surtout, beaucoup n'auraient plus aucun soin de leur titre, et, malgré toutes les précautions prises, il pourrait résulter des fraudes du fait de l'existence simultanée de deux titres relatifs à la même parcelle. On pourrait néanmoins diminuer les prix que nous avons indiqués précédemment, mais nous ne le recommandons pas.

Quant à tous autres extraits ou copies, les droits à payer peuvent être restreints et ne jamais dépasser une somme de deux ou trois piastres, suivant leur importance.

Dans l'Australie méridionale, le titre est coté à 25 francs ; toute autre copie, inscription ou recherche, varie entre 12 fr. 50 et 1 fr. 25.

Impôt foncier. — Nous ne discuterons pas le taux élevé ou bas de l'impôt foncier. Tout ce que nous pourrions dire à cet égard resterait sans effet. Par contre, nous insisterons sur un meilleur classement des terres de même culture ou affectation. Il revient aux géomètres de diriger les opérations de classement contradictoirement avec les notables et les intéressés. Les déclarations des villages, même sous le contrôle de fonctionnaires indigènes, n'offrent pas assez de garantie.

C'est au moment du lever des parcelles que le classement doit se faire pour être porté sur le Livre foncier lors de l'inscription. Les modifications dans le classement, la culture ou l'affectation sont provoquées soit par le géomètre du Bureau foncier, soit par les intéressés eux-mêmes.

Une autre question sur laquelle nous désirons insister est celle des dégrèvements. Plutôt que de courir mille ennuis et de se voir débouté

en fin de compte, le paysan annamite paie l'impôt de son champ, même quand il n'a rien récolté, quitte à pirater son prochain pour trouver le nécessaire.

Le système est détestable. L'impôt foncier ne doit être perçu, à notre avis, que si la récolte a pu être faite. Ce principe était reconnu en des temps plus anciens, en des pays plus despotiques, plus durement menés que notre Cochinchine, l'Égypte, par exemple :

« Le minimum de la crue nécessaire, dit Abd-Allatif, est seize coudées pleines, ce terme s'appelle *l'eau du sultan*. Car quand une fois la crue est parvenue à ce point, la contribution des terres est acquise au profit du prince. . . . » (*Relation de l'Égypte*, trad. S. de Sacy).

Les Annamites de l'ancien régime admettaient si bien les dégrèvements, que l'article 85 de leur Code et les six décrets qui lui font suite exposent des règles fort nettes au sujet des pertes éprouvées par l'agriculture.

Une administration, qui se croit juste et honnête, ne doit pas attendre que le contribuable lui fasse une demande de dégrèvement. C'est à elle de prévenir le cas, à elle de faire dresser, chaque année, par les villages, l'état des parcelles dont la récolte a été perdue, et qu'il faut se garder de confondre avec les parcelles non mises en culture. Les propriétaires de ces dernières ne sauraient compter sur aucun dégrèvement, ils demeurent même, dans certaines circonstances, parfaitement répréhensibles. Les productions du sol ne sont pas uniquement pour le bénéfice du propriétaire, elles sont pour le bien de tous. Nous pensons que, sans motif sérieux, un homme ne devrait pas avoir le droit de laisser son champ en friche. S'il est incapable de le cultiver qu'il le passe à d'autres plus habiles.

Il y a tous les ans, en Cochinchine, des rizières où la récolte est perdue par suite d'une trop grande inondation ou d'un manque d'eau. Que l'année soit bonne, médiocre ou mauvaise, le fait se produit invariablement. Il est même la raison principale pour laquelle le riz ne peut jamais complètement rater en Cochinchine. S'il ne tombe pas assez de pluie dans le Delta pour assurer la culture des rizières élevées ou éloignées du Fleuve, celles qui sont sur ses bords bénéficieront toujours des eaux déversées par le haut pays. Durant plusieurs mois de l'année, l'eau du Mékong ne cesse d'être douce, elle coule avec force vers la mer et l'influence de la marée ne se traduit que par un gonflement et un dégonflement quotidien des cours d'eau sans que le courant cesse de se diriger vers la mer. Cela permet

d'irriguer à volonté les terres riveraines et de leur procurer un fécondant limon charrié par les eaux. Si, au contraire, les pluies sont trop abondantes et que l'inondation commet des dégâts sur les bords du Fleuve, il y aura les terres de niveau plus élevé, celles ne recevant que l'eau des pluies, qui produiront.

A ce compte, nous dira-t-on, il ne serait jamais possible qu'une mauvaise année se produisît quant au riz. Si fait, car il est un troisième facteur dont il faut faire état : les semis. La sécheresse ou le trop d'eau peut les détruire, et la grande difficulté est d'en obtenir de nouveaux en temps utile.

Nous n'avons cité ici que les grandes causes de perte. Il en est d'autres qui sont plus localisées, mais non moins désastreuses : les chenilles qui s'attaquent aux semis, les crabes (dans le voisinage de la mer) qui fauchent les semis fraîchement repiqués, les rats qui s'en prennent au riz à tous ses états, une certaine espèce de puccron qui s'attache au pied et dessèche le plant, etc., etc.

Les causes de perte, on le voit, sont multiples, et comme la seule culture dont vive réellement l'Annamite en Cochinchine est le riz, l'année où le paddy rate est une année de misère pour l'indigène atteint. Ce sont les conséquences de la monoculture, impossible à changer ici, vu que les quatre cinquièmes du sol ne sont propres qu'à la rizière. De plus, on ne peut faire qu'une récolte en notre delta, car dès que les pluies cessent, l'eau douce disparaît rapidement et, dans bien des régions, la marée fait remonter aussitôt l'eau salée ou saumâtre dans les terres de culture.

Durant la saison sèche, un bon tiers de la Cochinchine n'a d'eau à boire que celle conservée dans des jarres, dans des citernes difficiles à rendre étanches et celle restée dans des mares où elle s'évapore et se corrompt très vite. Les buffles, les bœufs ne trouvent plus à boire, ils ne trouvent même plus d'herbes bonnes à manger. Le bétail dépérit alors et, dans certaines provinces, on est obligé de l'envoyer fort loin pour lui assurer la subsistance. De janvier à mai, toute la région comprise entre Saigon et l'embouchure de la rivière (environ 40 kilomètres en ligne droite) vient chercher son eau potable à Saigon et à Cholon. L'eau douce se vend ainsi, selon les lieux et la saison, de deux à dix *cents* les vingt litres (capacité d'une touque à pétrole). A Bac-lieu, en 1891, nous avons payé vingt *cents* la touque. On cherchait l'eau en barque jusqu'à deux journées de marche du chef-lieu.

Pour être juste avec l'indigène, il faut donc le dégrever de l'impôt de son champ alors qu'il n'y a pas fait de récolte. Le gouvernement annamite, en un très sage esprit de prévoyance, faisait amasser du paddy dans les greniers de l'Etat ; c'était une réserve pour les mauvais jours. Notre gouvernement colonial avait, lui aussi, créé autrefois, et dans le même esprit, un fonds de réserve. Il n'y a plus de greniers impériaux et le fonds de réserve de la Cochinchine est allé on ne sait où.

Monopole du sel. — Nous touchons là au plus pitoyable des concepts fiscaux nés et instaurés sous le gouvernement général de M. Doumer. C'est à se demander si les gens qui ont inventé le système savaient qu'une science économique existât, s'ils ont lu l'histoire de la gabelle du sel à travers les siècles — car cette histoire est presque aussi vieille que le monde policé — si seulement ils avaient des notions d'administration. Le plus ignorant, le plus inhabile des petits commerçants s'y serait pris de meilleure façon. Mais — c'est qu'il y a un « mais » — il n'aurait sans doute pas songé un seul instant à créer l'impôt du sel rien que pour caser plusieurs centaines de chasseurs d'emploi (1) que des ministres, des sénateurs et des députés sans vergogne lui auraient jetés sur les bras comme cela est arrivé à M. Doumer.

Nous n'énumérerons pas tous les ennuis que la mise en pratique de cet inconcevable système a créés aux contribuables et même au personnel de la régie. Nous laisserons aussi de côté les pertes considérables qu'éprouvent sauniers et consommateurs en gros : les uns ne pouvant pas écouler leur produit, les autres ne pouvant pas trouver de sel ! Nous négligerons également toutes les pertes économiques et fiscales qui en résultent quant à l'industrie du poisson. Mais nous retiendrons un fait, c'est que les frais de perception de l'impôt du sel dépassent tout ce qu'on peut imaginer. Dans les premiers temps, ils égalaient presque l'impôt.

Quoique abondant en notre sens, le lecteur est tenté, sans doute, de nous poser les deux questions suivantes :

1^o Quelle corrélation y a-t-il entre le monopole du sel et l'impôt foncier ?

(1) La plupart n'ont pas été employés au sel, mais le personnel distrait pour ce service a permis de caser les nouveaux venus.

2^o Puisque nous condamnons la gabelle du sel d'aujourd'hui, pourquoi l'avons-nous proposée nous-même autrefois ?

Nous allons répondre aux deux questions.

Il n'y a monopole que parce que le gouvernement le veut ainsi. Mais supprimez le monopole, et il reste une industrie du sel, comme il existe une industrie du riz. De part et d'autre, c'est un champ que l'on prépare ; dans l'un, on fait entrer de l'eau douce pour laisser croître le paddy ; dans l'autre, c'est de l'eau de mer pour avoir du sel, et, lorsque la sécheresse persiste, on peut obtenir deux et trois récoltes de sel dans la même saison. Les Annamites classaient les salines parmi les champs. On dit encore aujourd'hui, tout comme autrefois, *ruộng muối* (*champ sel*), *ruộng lúa* (*champ paddy*). Le gouvernement colonial lui-même avait adopté ce point de vue ; maintenant la classification annamite, il percevait l'impôt sur les salines non suivant leur rendement, mais suivant leur superficie, tout comme pour les autres terres. C'est à ce système qu'il faut revenir, laissant à chacun la liberté de faire de son champ une saline ou une rizière. Cela n'empêcherait nullement la perception d'un impôt sur le sel, ainsi que nous allons l'expliquer en répondant à la deuxième question.

Au point de vue pratique, les premières conditions auxquelles un impôt doit répondre, sont d'être facile à recouvrer et de ne réclamer que d'insignifiants frais de perception. Il ne faut pas que ces frais dépassent quelques unités pour cent du rendement de l'impôt (1).

L'industrie du sel en Cochinchine offre précisément toutes les conditions désirables. Il n'y a que deux localités où l'on fait du sel : Bac Lieu et Baria. Dans les deux, les salines forment des groupes très rapprochés d'une surveillance archisimple. La première idée qui viendrait à tout homme de bon sens serait d'entourer les lieux de production de quelques gardes, de manière à faire acquitter l'impôt sur la place même, et de laisser ensuite le sel circuler sans entraves à travers le pays, laissant ainsi la production et la vente absolument libres.

(1) En France, les frais de douane par rapport au montant des recettes varient, si nous sommes bien renseigné, entre 7 et 10 pour cent. En 1889, d'après M. Leroy-Beaulieu, ils étaient de 7, 5 pour cent. Cela nous paraîtrait énorme si nous ne tenions compte que les 25.000 hommes formant le personnel des Douanes sont, la plupart, armés et équipés et peuvent être mobilisés du jour au lendemain.

C'est en ce sens que nous avons fait à M. Doumer la proposition qui suit :

Laisser chaque saunier produire la quantité de sel qu'il voudra et le vendre ce qu'il pourra. Mais obliger chacun à mettre son sel en tas facilement cubables. Dans les salines de l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône), le sel est entassé sous forme de prismes à section triangulaire, cette forme pouvait être adoptée ici également ; elle permet très facilement de calculer la quantité de sel produite et celle enlevée.

Le contrôle de la régie était donc facile et n'exigeait, à Baclieu par exemple (nous ne connaissons point Baria), que quelques gardes indigènes avec un ou deux préposés européens chargés de mesurer le sel et de contrôler, plus un secrétaire indigène aux bureaux de la régie (entrepôt d'opium).

Celui qui voulait acheter du sel se rendait, tout d'abord, à la régie pour y payer l'impôt relatif à la quantité de sel (1) à acheter. Le bureau lui délivrait une quittance détachée d'un carnet à souche et qui comportait elle-même un talon. Muni de cette pièce, l'acheteur se rendait aux salines, discutait son prix et, une fois tombé d'accord, enlevait de sa quittance le talon qu'il remettait au saunier pour lui servir de justification. Le sel chargé devait passer devant le poste de garde où la quittance était visée afin qu'elle ne put pas servir deux fois.

Le contrôle se faisait tous les mois ou tous les quinze jours ou plus souvent, selon la saison, c'est-à-dire selon l'activité des achats. A cet effet, le saunier et le préposé européen avaient deux carnets identiques où étaient portées les quantités de sel produites ainsi que les quantités enlevées, en se basant sur le total fourni par la somme des talons. Les carnets tenus par le préposé étaient signés réciproquement par le saunier et celui-là. Le mesurage du sel resté en place permettait un contrôle. A condition, bien entendu, de laisser une large tolérance et de styler les préposés pour qu'ils n'aillent pas chercher la petite bête, ce qui arrive trop fréquemment à de pauvres diables dès qu'on leur confie un grain d'autorité.

Avec le sel surtout il ne faut pas chicaner. La fraude, s'il s'agit de petites quantités, est absolument insignifiante en tant que perte pour le fisc. Quant aux grandes masses, elles ne sont pas à dissimuler, et si la surveillance est tant soit peu faite, toute fraude est impossible. Le saunier ne s'y prêterait pas, lui le premier, car il n'y trouve aucun intérêt.

Il n'y aurait eu, comme on voit, que peu de monde d'employé. Si, en outre, on veut bien se rappeler que les gros achats de sel ne se font guère que durant une saison de l'année et qu'après, il ne reste presque plus de sel sur place, on voit aussi, qu'à un moment donné, une partie du personnel devient disponible. Le cordon de surveillance autour des salines peut alors être entièrement supprimé ; il suffit de placer les gardes près des tas de sel eux-mêmes. La topographie des lieux, la disposition et le nombre des tas de sel permettent seuls de décider du système de surveillance qui exige le moins de monde. Il se pourrait même que la garde immédiate des tas fût le meilleur moyen à employer toute l'année.

(1) Les Annamites, sous l'ancien régime, vendaient le sel à la mesure tout comme le paddy. Plus tard, ils se sont servis concurremment de la mesure et du poids. L'Administration pèse le sel, cela ne nous semble pas juste. Le sel est un corps très hygrométrique dont le poids varie avec le plus ou moins d'humidité qui l'environne.

Tel était le système que nous préconisions et qu'un gouvernement mieux instruit, plus économe de personnel, devra fatalement adopter un jour. A moins que, mieux inspiré encore, il ne supprime entièrement la gabelle du sel, qui frappe le produit le plus indispensable à l'alimentation humaine. Ajoutons qu'en tous pays, l'impôt du sel est voué à une profonde impopularité, qui se traduit maintes fois par des violences, regrettables sans doute, mais absolument justifiées.

Quant à avoir proposé autrefois l'impôt sur le sel, nous le répétons, c'était afin de supprimer l'opium qui est un danger pour l'humanité.

Droits de sortie des riz. — La taxe sur les riz qui sortent de la Colonie avait été créée, dans le temps, avec l'intention évidente de constituer une nouvelle source de revenu ; mais les promoteurs, poussés par un scrupule que tous les honnêtes gens ont malgré eux lorsqu'il s'agit de faire adopter une contribution supplémentaire, s'excusaient prétendant, de cette manière, recouvrer au fisc ce qu'il perdait du fait des terres soustraites à l'impôt.

Nous aimons à croire qu'ils étaient de bonne foi dans leur affirmation, transformée depuis en une sorte de cliché stéréotype qui se réédite, de temps à autre, aux séances du Conseil colonial. Mais nous, qui n'acceptons pas volontiers des affirmations sans preuves, nous avons voulu savoir ce que vaut celle-ci.

Il y avait autrefois, en effet, pas mal de terres soustraites à l'impôt — un cinquième du total général, suivant notre estimation, basée sur les nombreux levers parcellaires faits par nous en Cochinchine — mais depuis qu'ont été créés des registres fonciers supplémentaires (*bộ phụ* comme disent les Annamites) que, de toutes parts, les administrateurs provinciaux ont pressé et même menacé les villages pour augmenter leurs déclarations, il est arrivé que le but a été dépassé. Quantité de parcelles sont portées pour une superficie plus grande que la réelle. Nous avons constaté le fait à mainte reprise. Bien entendu, il reste toujours des terres soustraites à l'impôt, mais en les évaluant actuellement au dixième des terrains de culture, nous croyons aller encore au delà du vrai.

Une autre remarque à faire, c'est que les terres soustraites à l'impôt ne sont pas toutes des rizières, il y a aussi des forêts d'ananas, des champs de tabac, de cannes à sucre, d'arachides, des jardins d'aréquier, de cocotiers, des cultures diverses, des terrains dits d'habitation mais complantés, etc., etc. A y regarder de près,

les droits de sortie des riz ne comprennent plus qu'une partie infinitésimale de l'impôt non payé des rizières. Les cultivateurs de paddy sont ainsi obligés de subir un droit fiscal qui ne les concerne guère, partant absolument injuste. La raison donnée est donc mauvaise et, de ce fait, l'impôt devrait être supprimé. Parions que les droits seront maintenus et qu'on supprimera tout bonnement le cliché traditionnel.

Pour notre part, nous n'y voyons pas grand inconvénient. Nous y applaudissons même, d'abord parce qu'en toutes choses il faut être loyal et franc, on ne ment jamais sans danger aux autres ni à soi-même. Nous y applaudissons encore parce que les droits de sortie sont faciles à percevoir et contribuent généralement — dans la mesure de leur taux — à maintenir bas la valeur du riz dans la Colonie même, ce qui ne peut être qu'au bénéfice du consommateur. Rappelons-nous bien que, malgré le morcellement des terres en Cochinchine, malgré l'extension de la culture du riz, le total des rizières ne se répartit pas entre 400,000 propriétaires, alors que la population se chiffre par trois millions d'habitants et que chaque année des récoltes sont perdues.

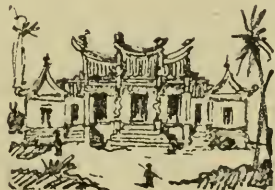
Cette taxe d'exportation nous met, une fois de plus, en présence du problème de la répercussion des impôts. Nous venons d'affirmer que les droits de sortie maintiennent d'autant le prix du paddy en baisse à l'intérieur, on pourrait nous contredire ; en tout cas, est-il intéressant d'étudier la marche de cet impôt.

Si la Cochinchine se trouvait être le seul pays producteur du riz, et étant donnés les inéluctables besoins de consommation du dehors, il est évident qu'un droit frappé sur ce produit se répercuterait fatalement sur le consommateur, ainsi que c'est la règle habituelle. Mais nous ne sommes pas seuls à fournir l'étranger, le Siam et la Birmanie font de grandes exportations aussi, les Indes anglaises, les Indes néerlandaises, les Philippines même s'en mêlent parfois, quoique ces trois derniers pays courent trop l'aléa des mauvaises récoltes pour devenir jamais de sérieux concurrents. Quant au Siam et à la Birmanie, si nous sommes bien renseigné, leurs riz acquittent aussi des droits de sortie.

Il ne semblerait donc pas que la situation fût autre que celle qu'elle serait si la Cochinchine était seule productrice. Pourtant, il n'en est rien, les droits de sortie des trois pays doivent différer, tout comme le prix du riz lui-même en raison de sa qualité et du frêt.

De là déjà inégale répercussion. Mais il est un autre facteur qui, d'une année à l'autre, bouleverse tout. Ce sont les bonnes et les mauvaises récoltes que font, tant les pays producteurs que les pays consommateurs, les guerres et toute la série des événements imprévus. Les combinaisons qui résultent du jeu de la production et de la consommation déterminent, de la sorte, à peu près seules la répercussion des droits. Quoique nous retombions ainsi sur l'invariable équation de la production et du besoin, de l'offre et de la demande, le problème reste des plus complexes, et il faudrait des séries d'observations simultanées faites pendant une dizaine d'années sur tout l'Extrême-Orient pour se rendre un compte exact des choses.

En ce qui concerne la Cochinchine, où d'une façon normale, la production augmente toujours sans que la consommation intérieure grossisse dans la même proportion, on peut dire qu'*il faut qu'elle vende*. De plus, ses riz ne sont pas les mieux cotés, quoique les paddys de Baixau soient très estimés en Chine ; aussi est-il permis de déclarer, sans commettre d'hérésie économique, que la répercussion de l'impôt doit ici se faire sur le producteur, car il subit la loi du consommateur. Toutefois, nous le répétons, des observations prolongées seules peuvent donner une certitude absolue.



CHAPITRE V

Lois et règlements

Nous avons fait observer précédemment que la réglementation ou, pour mieux dire, la législation concernant la propriété foncière en Cochinchine était, en grande partie, de la compétence du Gouverneur et relevait, pour quelques points essentiels seulement du Parlement métropolitain. Dans le projet qui va suivre, nous ne distinguerons pas entre ces diverses compétences, et d'autant moins que nous estimons mieux atteindre le but, tout en prévenant des difficultés pour l'avenir, si nous présentons l'ensemble sous forme de projet de loi. Les Chambres auront ainsi, avant de se prononcer, une idée plus nette des choses ; et, en matière foncière, l'autorité d'une loi, sa stabilité, comparée à celle d'un arrêté de gouverneur, sont d'une valeur que personne ne voudra discuter.

Ce projet de loi peut, au reste, prendre tout son temps pour être étudié, remanié, amendé, pourvu que, finalement, il soit adopté. Cela n'empêchera nullement les travaux de mesurage d'être entrepris, ni même le Livre foncier d'être créé. Les débuts seront lents — nous en avons donné les raisons antérieurement — et il faudra plus de deux ans pour que la première province ait son cadastre probant avec son Livre foncier ; donc, le temps nous reste.

Enfin, qu'une loi soit votée ou non, cela n'empêchera point, nous le répétons, le Livre foncier d'être établi. Tant que la sanction métropolitaine ne lui aura pas donné la force d'intervenir utilement dans les droits réels des intéressés, il fournira quand même la preuve géométrique de la propriété : son dire ne peut que faire foi en justice. Le titre pourra toujours être mis en gage et avec plus de garantie pour le prêteur qu'aujourd'hui. D'autre part, le côté fiscal

aura lui aussi son plein effet ; plus de terres soustraites à l'impôt, une perception de frais de levers (au lieu de dire frais d'immatriculation) qui déchargeront grandement le budget colonial de la lourde dépense exigée par le cadastre actuel, et, pour clore, toute une série de procès disparaissant ou réduits à leur plus simple expression ; en matière foncière, la justice deviendra plus expéditive et se fera à moins de frais.

Ci-après, nous donnons un projet de loi que nous ferons suivre d'un commentaire.

PROJET DE LOI SUR LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN COCHINCHINE

TITRE I

Du bureau foncier

Article premier. — Il est créé, dans chaque chef-lieu de province en Cochinchine, un *Bureau foncier* où seront établis, gardés et tenus à jour, tous les documents concernant la propriété foncière de la province, ainsi qu'ils sont énumérés dans la présente loi.

Les bâtiments du Bureau foncier devront être construits de telle sorte qu'ils soient complètement à l'abri du feu.

Art. 2. — Le Bureau foncier sera dirigé par un géomètre de l'Administration de Cochinchine, qui prendra le titre de *Chef du Bureau foncier* ; il sera assermenté et devra fournir un cautionnement de cinq mille francs. Ce cautionnement, versé au Trésor, rapportera un intérêt annuel de 4 pour cent, payable par trimestre échu.

Art. 3. — Le chef du Bureau foncier pourra avoir sous ses ordres un ou plusieurs géomètres de l'Administration, un dessinateur-archiviste européen, un ou plusieurs commis européens et le nombre de dessinateurs, secrétaires et expéditionnaires indigènes que nécessiteront les besoins du service.

Art. 4. — En même temps que le Bureau foncier, sera instituée, dans chaque province, une commission permanente composée d'un magistrat de la province président, de l'administrateur provincial et du chef du Bureau foncier.

Cette commission statuera, en premier et dernier ressort, sur toute question relative à l'immatriculation de la propriété foncière ou aux inscriptions subséquentes qui peuvent la concerner. Elle refusera l'inscription à tout acte illégal ou irrégulier.

La commission n'a pas nécessairement besoin de se réunir pour fonctionner. Les membres pourront donner leur avis séparément, pourvu que cet avis soit écrit et signé de leur propre main. Lorsque la commission se réunit, sa décision est rédigée sous forme de procès-verbal signé du président et de chaque membre.

En cas d'absence d'un membre quelconque de la commission, il est remplacé *de plano* par le magistrat ou fonctionnaire qui le remplace dans ses fonctions ; sinon ce magistrat ou fonctionnaire est désigné et requis par le membre devant s'absenter.

La commission doit toujours être au complet et elle ne pourra jamais ajourner ou refuser de statuer sous prétexte de membre absent.

Art. 5. — Tout refus d'inscrire ou de recevoir un acte doit être notifié par écrit aux intéressés, soit que le refus vienne d'un seul membre, soit qu'il vienne de la commission réunie. Celui qui notifie (le président si c'est la commission) a charge d'expliquer aux intéressés en quoi leur acte est répréhensible ou défectueux, comment ils doivent faire et ce qu'il leur est permis de faire.

Art. 6. — Lorsqu'il se présente un cas imprévu ou particulièrement difficile à élucider, la commission provinciale devra demander des instructions à une commission supérieure, permanente également, siégeant à Saigon et composée : d'un conseiller à la Cour président, d'un administrateur principal ou inspecteur des services civils et d'un vérificateur du corps des géomètres.

Tout ce qui a été dit aux derniers alinéas de l'article 4 s'applique également à la commission supérieure.

TITRE II

De l'immatriculation de la propriété foncière

Art. 7. — Avant toute immatriculation, la propriété sera délimitée, mesurée et un plan dressé ; la délimitation se fera contradictoirement avec les propriétaires voisins ; toutes les bornes, tous les

sommets d'angles seront déterminés par coordonnées rectilignes. Le géomètre devra faire également le nécessaire avant l'inscription de tout acte exigeant un placement ou déplacement de bornes, soit par suite de la division d'une parcelle, soit par suite de la réunion de deux ou plusieurs parcelles en une seule; néanmoins, le chef du Bureau foncier, mais sous son entière responsabilité, peut, s'il le juge sans inconvénient, inscrire l'acte avant les opérations sur le terrain.

Le mesurage et toutes les opérations qui en dérivent ou s'y rapportent seront exécutés par un géomètre de l'Administration qui devra se conformer absolument aux *Instructions pour les géomètres de Cochinchine*.

Art. 8. — Pour la délimitation de chaque parcelle, le géomètre chargé du lever convoquera, par écrit, et au moins huit jours à l'avance, les propriétaires ou possesseurs voisins. Ceux-ci devront assister en personne à la délimitation ou se faire représenter par un fondé de pouvoirs, sous peine d'une amende de cent francs. Dans des cas justifiés, pourtant, l'amende ne sera pas appliquée, mais la délimitation des parcelles ne pourra jamais être retardée du fait de l'absence d'un ou de plusieurs voisins; il sera passé outre.

Art. 9. — Au fur et à mesure que les parcelles seront délimitées et mesurées, les titres des possesseurs devront être examinés par le chef du Bureau foncier qui les soumettra avec tous renseignements les concernant à la commission provinciale.

Nul n'a le droit de refuser la remise au chef du Bureau foncier soit du titre ou des documents afférents à la parcelle en instance d'immatriculation, soit de son extrait de naissance ou d'une pièce pouvant en tenir lieu.

Le chef du Bureau foncier est personnellement et pécuniairement responsable de tout titre ou document qu'il requiert ou que lui confient des particuliers. Il ne devra donc pas se dessaisir des titres ci-dessus, mais les soumettre, lui présent, à l'examen de la commission réunie, qui statuera séance tenante ou demandera des instructions à la commission supérieure.

Art. 10. — Les décisions de la commission provinciale, qu'elles émanent directement d'elle ou qu'elles aient été prises en conformité

d'instructions demandées à la commission supérieure, sont sans recours. Toutefois, lorsque les intéressés contestent la décision prise directement par la commission provinciale, celle-ci devra toujours en référer à la commission supérieure et notifier aux contestants les instructions reçues.

Art. 11. — Dès que le titre ou les droits du propriétaire auront été reconnus par la commission, le chef du Bureau foncier fera insérer, par trois fois, au *Bulletin officiel de la Colonie* ainsi qu'au *Gia-Định báo* et à quatre semaines d'intervalle : les nom et prénoms du propriétaire, son lieu de naissance, le village, canton et province où la parcelle est située, sa superficie, sa nature, ses abornements ainsi que tous les renseignements provenant d'un cadastre antérieur, s'ils existent ; l'invitation aux personnes ayant des droits sur la parcelle en instance d'immatriculation d'avoir à déposer leurs titres au Bureau foncier dans les trois mois qui suivront la date de la première publication au Bulletin, afin que la commission provinciale puisse examiner et statuer.

Le chef du Bureau foncier fera également afficher trois copies de ces publications, et jusqu'à l'expiration du délai de trois mois, l'une à la maison commune du village où est sise la parcelle, l'autre à l'entrée des bureaux de l'Administration provinciale, la troisième à l'entrée du Bureau foncier.

Art. 12. — S'il n'a été formulé aucune revendication, à l'expiration du délai de trois mois, la parcelle est inscrite au Livre foncier établi conformément au modèle *A* ci-annexé et aux instructions qu'il comporte.

Les droits réels des tiers qui les ont présentés et fait reconnaître seront inscrits également. Tous droits autres ne pourront être inscrits que sur décision judiciaire ; il en sera ainsi également pour tout droit réel qui serait revendiqué après le délai des trois mois et avant l'expiration de la troisième année (à compter de la première publication au *Bulletin officiel*) qui entraîne la forclusion. Mais alors même que l'inscription est ordonnée, elle ne prendra rang qu'après celles déjà admises. D'autre part, la forclusion, qui ne permet plus aux droits de s'exercer sur la parcelle immatriculée, n'enlève pas à leurs détenteurs la faculté d'entamer une action en dommages-intérêts contre le propriétaire inscrit.

Le chef de Bureau foncier et le propriétaire ou le détenteur de droits réels signeront sur le Livre foncier au-dessous de l'inscription qui les concerne. Les illettrés feront une croix et devront être assistés de deux témoins qui signeront. Afin de mieux identifier encore les intéressés et signataires — sauf le chef du Bureau foncier — leur « diêm chi » (1), pris avec un instrument mesureur, sera consigné en millimètres et dixièmes de millimètres sous la signature ou croix de chacun y compris les témoins. Cette règle est générale pour toutes les signatures apposées au Livre foncier et au titre, pour quelque raison que ce soit.

Lorsque, dans la suite, des intéressés (propriétaire, possesseur de droits réels, etc.) se présentent avec le titre pour obtenir une inscription ou radiation et qu'ils ne soient pas personnellement connus du chef du Bureau foncier, son premier soin, et avant d'ouvrir le Livre foncier, sera de demander leur signature et de prendre leur diêm chi à fin d'identification.

Art. 13. — Les droits ne naissent qu'avec l'inscription au Livre foncier. A partir du moment où la parcelle est immatriculée et les droits réels inscrits, la Colonie garantit :

1^o Au propriétaire : la jouissance de tous ses droits ; les limites géométriques de la parcelle, à l'exclusion des limites naturelles en tant qu'elles pourront être modifiées par l'action des eaux, les éboulements, glissements et, en général, par tout fait indépendant de la volonté humaine.

2^o Aux intéressés : les droits dont ils ont obtenu l'inscription.

(1) « Le diêm chi est une mesure anthropométrique qu'on ne saurait rejeter sans examen. Voici en quoi consiste cette mesure. On trace à l'encre une ligne droite parallèlement au bord de la feuille et à quelques centimètres de celui-ci ; la feuille est ensuite pliée le long de cette ligne (on peut aussi plier la feuille avant et encre le pli). Le signataire tend alors sa main gauche, le papier ainsi plié est placé entre l'index et le médium bien allongés, le bord du pli venant à toucher la jointure des doigts : pour obtenir plus de tension, on tient quelquefois le pouce du signataire ramené en arrière. Puis on trace à l'encre deux traits à hauteur des plis de la deuxième phalange de l'index ; un autre trait est tracé à hauteur de la première phalange et deux autres encore marquant l'un la racine de l'ongle et l'autre le bout du doigt ; des fois aussi, pour ce dernier, c'est l'endroit où l'ongle se détache des chairs.

« Pour les femmes, c'est la main droite qui sert à tracer le diêm chi.

« Tel qu'il est, le diêm chi a une valeur réelle, et celui auquel on l'oppose se trouve fort rarement en état de pouvoir le contester, car il n'est peut-être pas deux doigts sur mille ayant exactement les mêmes dimensions. Mais si le diêm chi ne saurait presque jamais être désavoué, il peut, cependant, être déclaré contrefait, il est, en effet, de la dernière simplicité de le reporter sur un acte forgé. Néanmoins, l'habitude d'apposer le diêm chi ne s'en est jamais trouvée amoindrie et, aujourd'hui même, elle est encore aussi répandue qu'au vieux temps. » (*Les Institutions annamites*, tome III, page 394).

La Colonie ne garantit que le sol, elle n'est pas tenue en ce qui regarde les constructions ou plantations qui peuvent se trouver dessus, les mines, carrières, sources, etc., qui peuvent exister dans ses flancs, quoique mention générale doive en être faite au Livre foncier.

Art. 14. — Le Livre foncier étant le dépôt de la foi publique peut être consulté par quiconque acquittera une taxe selon le tarif à établir conformément à l'article 54. Le renseignement demandé sera lu à l'intéressé qui pourra prendre note. Cependant, lorsque la demande de renseignements se rapporte à plusieurs parcelles non contiguës du même propriétaire, elle prend, de ce fait, un caractère visant l'état de fortune de celui-ci, et doit être refusée s'il n'y a consentement du propriétaire lui-même.

Chacun peut obtenir aussi, moyennant un droit fixé au tarif à établir conformément à l'article 54, un extrait du Livre foncier relatif à telle ou telle parcelle. Copie du titre entier ne peut être délivrée qu'avec l'autorisation du propriétaire.

Toute manœuvre tentant à obtenir une copie entière du titre ou des renseignements sur l'état de fortune du propriétaire sans son consentement, est punie d'une amende de 50 à 500 francs.

Art. 15. — Chaque village recevra, à titre onéreux, du Bureau foncier une copie du plan parcellaire de la commune ainsi qu'un registre conforme au modèle *B* ci-annexé et comprenant la désignation des parcelles, leurs nature, limites et superficie, le nom du propriétaire actuel et celui de qui il a acquis en dernier lieu.

Tous les ans au moins, plus souvent si le chef du Bureau foncier le juge nécessaire, chaque village apportera son registre et son plan, afin de les faire mettre à jour. Ce travail de mise à jour est fait gratuitement.

Il est expressément défendu aux notables ou à des tiers quelconques d'inscrire, de rectifier quoi que ce soit sur ces documents, auxquels il ne peut être touché qu'au Bureau foncier même.

TITRE III

Du titre de propriété

Art. 16. — Aussitôt après l'immatriculation de la parcelle, un titre sera délivré au propriétaire contre le versement des frais tels

qu'ils seront prévus au tarif à établir conformément à l'article 54. Les anciens titres ou documents relatifs à ce bien foncier seront retirés au propriétaire, pour être gardés trois ans encore s'il s'agit d'un terrain non surbâti, et trente ans s'il y existe des constructions; après ces laps de temps, les titres doivent être détruits par le feu.

Le nouveau titre sera la copie textuelle du folio du Livre foncier, il n'en différera que par le format et la teinte du papier. Le titre, tout comme le Livre foncier, comportera le plan de la parcelle; il recevra également toutes les signatures et diêm chi qui s'y trouvent.

Si une parcelle est indivise, chacun des copropriétaires recevra un titre. S'il y a démembrement des droits, le nu-propriétaire et l'usufruitier recevront chacun un titre également. Aucune inscription ne pourra être faite sans que tous les intéressés ne soient présents avec leurs titres qui porteront mention des qualités du détenteur et, en tête, en gros caractères, les mots : *Titre de copropriétaire*, ou *Titre de nu-propriétaire* ou *Titre d'usufruitier*.

Le prix de tous les titres afférents à une même parcelle, sauf un qui paiera plein tarif, seront taxés au prix des copies de titre. Le total des frais étant à partager entre tous les ayants droit.

Art. 17. — Aucune inscription au Livre foncier ne pourra être faite si ce n'est en présence du propriétaire ou de son fondé de pouvoirs. Le titre devra invariablement être présenté à fin d'identification et d'inscription. Toutefois, dans le cas d'inscription ordonnée par décision judiciaire, celle-là est faite au Livre foncier dès la notification du jugement; le chef du Bureau foncier requiert ensuite le propriétaire d'avoir à se présenter avec son titre pour inscription parallèle.

Art. 18. — Tout propriétaire qui perd son titre doit adresser au chef du Bureau foncier une déclaration écrite aussitôt que la disparition lui est connue. Il peut, sur cette même déclaration, demander la délivrance d'un titre nouveau, sinon il fera une demande à part et versera, en même temps, la somme prévue au tarif à établir conformément à l'article 54.

Le chef du Bureau foncier établira sans retard un nouveau titre de propriété portant en tête *Duplicata* (ou *triplicata*, etc.) *délivré par suite de perte*, le.....19... Cette mention devra être portée aussi au Livre foncier. Un affichage de trois mois, aux lieux désignés à l'article 11, fera connaître le fait au public.

Tout propriétaire peut encore demander un titre neuf en remplacement du sien sali ou usé. En ce cas, il n'aura qu'à verser la somme prévue au tarif à établir conformément à l'article 54 et à déposer le titre à remplacer. Aucune mention spéciale n'est faite, ni sur le titre, ni sur le Livre foncier, aucun affichage non plus. Lors de la délivrance du titre nouveau, l'ancien est brûlé par le chef du Bureau foncier, en présence du propriétaire.

TITRE IV

Du Livre des propriétaires fonciers

Art. 19. — Le chef du Bureau foncier de chaque province ouvrira, conjointement avec le Livre foncier, le *Livre des propriétaires fonciers*. Sur ce registre, établi conformément au modèle C ci-annexé, seront portés par lieux de naissance (villages) tous les propriétaires fonciers nés dans la province avec la mention de leurs nom, prénoms, surnoms et date de naissance. En regard du nom figureront toutes les terres appartenant au propriétaire avec les indications suivantes : province, canton, village où chaque parcelle est située ; numéro du folio matriculaire afférent à la parcelle, superficie et valeur.

Art. 20. — Les personnes nées hors de la Colonie seront inscrites sur un registre tenu à Saigon. Le classement se fera par pays d'origine et, s'il y a lieu, par provinces ou Etats du pays d'origine.

Art. 21. — Le Livre des propriétaires fonciers est tenu à jour par le chef du Bureau foncier lui-même au moyen des mutations présentées à l'inscription, que ce soit au Bureau de la province d'origine ou au Bureau d'une autre province. Les divers chefs des Bureaux fonciers ont à se communiquer, sans délai, tous renseignements utiles à ce sujet.

Art. 22. — Les données du Livre des propriétaires fonciers ne sont pas communiquées au public, et le Livre lui-même, alors qu'il ne sert pas, doit être déposé dans le coffre-fort du chef du Bureau foncier. Les services judiciaire et administratif ont seuls droit de consulter ce document, dont des extraits ne sont délivrés que sur réquisition du président du tribunal.

Du transfert et de la transmission de la propriété foncière

Art. 23. — Toutes les fois qu'une parcelle change de propriétaire ou de possesseur par suite de vente, donation, héritage ou démembrement de la propriété, un acte, conformément au modèle *D* ci-annexé, sera établi par les parties elles-mêmes ou par un officier ministériel, à moins qu'une action judiciaire ne soit intervenue, auquel cas le jugement devra être notifié au chef du Bureau foncier.

L'acte non signé ni daté sera présenté à l'administrateur provincial, membre de la commission permanente, qui le visera sans retard s'il est régulier ; sinon il renverra les parties en leur expliquant pourquoi il refuse le visa.

L'acte ainsi visé est présenté au chef du Bureau foncier qui l'examine à son tour et, s'il ne trouve rien à y reprendre, le fait signer, dater par les parties en sa présence, pour en faire aussitôt l'inscription au Livre foncier et sur le titre. Les parties signent avec le chef du Bureau foncier au bas des deux inscriptions.

L'acte lui-même est folioté, puis reçoit la signature ainsi que le timbre du chef du Bureau foncier qui le classe.

Art. 24. — L'acte se compose de deux parties. La première, imprimée, doit être remplie dans ses vides par les données que réclame l'inscription au Livre foncier. La seconde, en blanc, est destinée à recevoir toutes les clauses et conditions, énumérations et inventaires qui n'ont pas à figurer au Livre foncier.

Les parties peuvent toujours, si elles le désirent, obtenir, moyennant rétribution, copie des susdites clauses, conditions, etc.

Si le texte est rédigé en langue annamite, la traduction française sera écrite en regard au Bureau foncier même en présence des intéressés et à leurs frais. Cette règle est générale et concerne tous les actes.

Pour faciliter l'assemblage et la reliure des actes, en fin d'année, les notifications des jugements devront également être établies sur papier à acte.

Art. 25. — Si le chef du Bureau foncier trouve quelque chose à

reprendre à l'acte, il suspend provisoirement l'inscription, soumet l'acte derechef à l'administrateur et, au besoin, en réfère au président de la commission. Selon le cas, celui-ci convoque la commission afin de soumettre la question à la commission supérieure, sinon il rejette l'acte ou le vise à son tour, et l'inscription devra en être faite par le chef du Bureau foncier.

Le rejet doit être notifié par écrit aux intéressés et des explications verbales leur sont données par le président. Si la question est soumise à la commission supérieure, les parties doivent en être informées également et la commission supérieure devra statuer sans retard.

Art. 26. — Dans les huit jours qui suivent l'inscription de l'acte, le chef du Bureau foncier adressera à chacune des parties, en leur domicile et sous pli recommandé, avis de l'acte qui vient d'être inscrit au Livre foncier. Il fera poser également, aux lieux mentionnés à l'article 11, des affiches relatant l'acte, qui devront rester en place trois mois à compter du jour de l'inscription.

Les droits et charges des parties naissent avec l'inscription de l'acte au Livre foncier, mais la garantie de la Colonie n'est transférée de l'ancien propriétaire au nouveau qu'à l'expiration des trois mois d'affichage.

TITRE VI

Des hypothèques et de l'antichrèse

Art. 27. — Tout propriétaire d'un immeuble peut l'affecter à l'acquittement d'une obligation qu'il contracte, soit qu'il remette l'immeuble à son créancier pour sûreté de sa dette, soit qu'il lui reconnaisse une hypothèque.

Le propriétaire doit toujours tenir compte au créancier des dépenses indispensables que celui-ci a faites pour la conservation de l'immeuble remis en antichrèse ; par contre, le créancier répond, selon le droit commun, de la perte ou détérioration de l'immeuble qui serait survenue par sa négligence.

Art. 28. — L'hypothèque consentie s'étend à la parcelle, aux constructions et plantations qui se trouvent dessus, aux accessoires

réputés immeubles et aux améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué.

Art. 29. — Lorsque le propriétaire et le futur créancier hypothécaire ou l'antichrésiste seront tombés d'accord, ils établiront eux-mêmes ou par l'entremise d'un officier ministériel un acte conforme au modèle *E* ci-annexé. La procédure à suivre est la même que celle indiquée aux articles 23 et 24 pour une transmission de propriété.

Art. 30. — Les droits du créancier hypothécaire ou de l'antichrésiste naissent avec l'inscription au Livre foncier, ils ne peuvent être consentis par le débiteur pour une période de plus de dix années, quoique celui-ci soit libre de les renouveler à l'expiration du temps consenti.

Après inscriptions faites, le chef du Bureau foncier délivre au créancier hypothécaire ou gagiste une cédule conforme aux modèles *F* ou *G* ci-annexés, relatant les droits acquis, ainsi que tous renseignements relatifs à la parcelle hypothéquée et aux immeubles qui s'y trouvent.

Art. 31. — L'antichrésiste peut toujours transmettre son gage à un tiers. Le créancier hypothécaire, également, peut transmettre tout ou partie de ses droits à un tiers. A cet effet, l'un ou l'autre, muni de sa cédule, se rend au Bureau où il signe une déclaration. Le chef du Bureau foncier assigne les intéressés à comparaître avec leurs titres afin de pouvoir faire les inscriptions requises. L'acte de transmission, rédigé dans la même forme que celui énoncé à l'article 29, n'a besoin d'aucun visa.

Il est établi, s'il y a lieu, autant de cédules que d'ayants droit.

Une cédule peut être mise en gage de la même manière qu'un titre sauf que la valeur du prêt n'est pas limitée légalement.

Art. 32. — Toute hypothèque acquise en vertu d'une décision de justice est inscrite par le chef du Bureau foncier sur notification du jugement. Le propriétaire ou détenteur du titre de propriété est requis ensuite d'avoir à présenter ce titre pour inscription parallèle.

Les droits de l'hypothèque forcée, tout comme ceux de l'hypothèque volontaire, ne prennent naissance que par inscription au Livre

foncier. Néanmoins, le juge peut ordonner, en cours de procès, la suspension provisoire de toute inscription au Livre foncier eu égard au propriétaire en cause.

Art. 33. — Une même créance hypothécaire ne peut jamais s'étendre à plusieurs parcelles à la fois. Les créances hypothécaires concernant un même immeuble sont privilégiées les unes par rapport aux autres, suivant leur rang d'inscription, alors aussi que cette inscription aurait eu lieu le même jour. La première inscrite a privilège sur toutes les autres, la seconde a privilège sur celles qui viennent après elle et ainsi de suite.

Art. 34. — Celui qui vend sa propriété a, de droit, hypothèque sur l'immeuble vendu aussi longtemps que le prix de vente et les intérêts ne lui auront pas été intégralement payés. Il n'y a pas lieu à inscription spéciale de ce fait au Livre foncier.

Art. 35. — L'hypothèque s'éteint : 1^o par l'extinction de l'obligation principale ; 2^o par la renonciation du créancier ; 3^o par la prescription.

Art. 36. — Si un mois après le terme échu, le débiteur n'a pas payé les intérêts, ou l'annuité ou la rente foncière garantie par une affectation immobilière, également en cas d'inexécution d'une des conditions, expresses ou implicites, consenties dans l'acte, le créancier hypothécaire ou gagiste peut faire sommation par voie d'huissier au débiteur de s'exécuter. En cas de non-paiement, après un nouveau délai d'un mois, le créancier hypothécaire ou l'antichrésiste pourra, à volonté, entrer en possession de l'immeuble affecté à sa créance ou le vendre aux enchères publiques.

Le prix de vente sera imputé en premier lieu sur les frais, puis sur la créance du poursuivant ; le surplus, s'il y a lieu, sera remis au débiteur hypothéqué.

Si lors de la prise de possession, le débiteur estime que son immeuble vaut plus que le montant de la créance hypothécaire, il peut, dans les huit jours qui suivront cette prise de possession, demander au tribunal la mise en vente de l'immeuble.

Art. 37. — Le dernier terme d'intérêts ainsi que le principal ou la dernière annuité due sont à payer au créancier hypothécaire ou

à l'antichrésiste en présence du chef du Bureau foncier et dans son bureau. Celui-ci réclame sa cédule au créancier pour la détruire en présence des parties et leur fait signer l'extinction de la dette sur le Livre foncier et le titre.

Si, à l'expiration de la période stipulée pour le prêt hypothécaire ou l'antichrèse, le créancier n'est pas remboursé, il continue néanmoins de jouir de tous ses droits, mais il devra, sous peine de forclusion, procéder, dans les délais, comme il a été dit à l'article 36.

TITRE VII

De la mise en gage du titre

Art. 38. — Lorsqu'un propriétaire ne désire pas que mention soit faite au Livre foncier de l'emprunt qu'il veut contracter, il peut laisser son titre en gage au prêteur qui lui donne reçu. L'emprunteur et le prêteur, séparément, peuvent, en outre, s'ils le jugent utile, présenter soit le reçu soit le billet de prêt au visa du chef du Bureau foncier qui en prend note sur un carnet modèle *H* ci-annexé.

Art. 39. — Les stipulations et conditions du prêt sont faites sous seing privé par les parties.

Le montant du prêt ne pourra jamais dépasser le cinquième de la valeur de l'immeuble portée au titre. Le prêt ne pourra être consenti pour plus de deux ans, quoiqu'il puisse être renouvelé à l'expiration de ce laps de temps. Il est défendu de contracter un prêt sur titre, chaque année, depuis l'avant-veille du Têt jusqu'à l'expiration du quatrième jour de cette fête.

Art. 40. — En cas de non paiement des intérêts ou du principal quinze jours après le terme échu, le créancier peut déposer le titre avec la créance au greffe du tribunal et solliciter du président une inscription hypothécaire.

Sur le dépôt des titres, le président du tribunal signifie au débiteur d'avoir à s'exécuter dans le délai de quinze jours, après lesquels, si la signification est restée sans effet, il ordonne l'inscription hypothécaire au Livre foncier et sur le titre de propriété, qui reste au Bureau foncier à la disposition du propriétaire, le créancier recevant une cédule en échange.

Après inscription, si le créancier n'a pas obtenu satisfaction du débiteur, il poursuit son dû comme il est dit à l'article 36, mais les délais ne sont plus que de quinze jours.

Le créancier perd tout droit à inscription et il est tenu de restituer le titre à l'emprunteur s'il est prouvé qu'il a prêté l'argent durant les jours défendus du Têt, tels qu'ils sont prévus à l'article 39.

TITRE VIII

De la déclaration d'inaliénabilité

Art. 41. — Tout chef de famille indigène a droit de disposer, qu'après sa mort, telles ou telles de ses propriétés soient érigées en hương hỏa, sans que toutefois la valeur totale puisse dépasser la part d'un enfant et la somme de 3,000 piastres.

Les biens hương hỏa appartiennent comme nu-propriété à tous les descendants du chef de famille, ils ne peuvent être aliénés que du consentement de tous. Le fils aîné du chef de famille décédé ou, à son défaut, celui des fils ou descendants chargé du culte des ancêtres a seul la jouissance du hương hỏa ; il doit, en échange, pourvoir à l'entretien des tombes et aux cérémonies du culte des ancêtres.

Art. 42. — Les biens hương hỏa sont insaisissables. Ils peuvent être loués à bail, mais toute aliénation de droits, qu'elle soit totale ou partielle, leur fait perdre leur qualité privilégiée.

Art. 43. — Ne peuvent être érigés en hương hỏa que des immeubles francs de toute dette ou charge.

Pour obtenir un privilège de hương hỏa, les héritiers devront présenter le testament du défunt chef de famille à la commission permanente provinciale qui l'examinera ainsi que l'état des immeubles devant être affectés au hương hỏa. S'il y a lieu, elle ordonnera l'inscription au Livre foncier qui devra être suivie des publications au *Bulletin officiel de la Colonie* et au *Gia-Định báo* ainsi que de l'affichage dans la forme et le temps prévus à l'article 44. La publicité est faite aux frais des héritiers.

Art. 44. — Tous père et mère de famille sont autorisés, de commun accord, à déclarer inaliénables et insaisissables telles

parcelles de culture avec l'habitation et les dépendances qui peuvent se trouver dessus, à condition que ces immeubles soient francs de toute dette ou charge et que leur valeur totale ne dépasse pas 3,000 piastres.

La déclaration une fois inscrite au Livre foncier est irrévocable, elle ne peut plus être changée du vivant des déclarants, à moins que tous les enfants ne soient arrivés à leur majorité et ne consentent par écrit au changement. Le veuf ou la veuve, également, est obligé de respecter la déclaration. Les enfants seuls, à leur majorité, peuvent disposer à volonté des biens s'ils n'ont plus de parents.

Art. 45. — Aucun célibataire sans enfant reconnu, aucun veuf ou veuve sans enfants n'est admis à faire de déclaration d'inaliénabilité. Les époux peuvent en faire une même alors qu'ils n'ont pas d'enfant.

Art. 46. — Pour obtenir inscription au Livre foncier, le ou les intéressés devront présenter une déclaration signée, ainsi qu'une liste des biens désignés à la commission permanente provinciale. Celle-ci procédera comme il a été dit à l'article 43.

Art. 47. — Les biens ainsi déclarés inaliénables et insaisissables peuvent être loués à bail, mais ne peuvent être l'objet d'aucune autre aliénation de droits. Tout acte fait en ce sens n'a point de valeur.

TITRE IX

Des baux

Art. 48 — Tout bail doit être inscrit au Livre foncier. L'acte est établi conformément au modèle *I* ci-annexé; les clauses et conditions pourront être toutes celles que les lois et coutumes existantes autorisent.

La procédure à suivre est la même que pour toute autre inscription. L'acte est conservé au Bureau foncier, mais les parties peuvent en obtenir copie moyennant rétribution.

Art. 49. — Nul bail ne pourra être inscrit, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires, sans le consentement écrit de

ceux-ci. Ce consentement doit être établi et signé au Bureau foncier même et en présence du chef; il peut être donné sur le bail lui-même. Toutefois, en cas d'absence du créancier hypothécaire, son consentement établi par acte notarié suffit. Le consentement reste joint au bail et est classé avec celui-ci.

Art. 50. — A la fin du bail, le propriétaire devra présenter son titre au chef du Bureau foncier pour que mention y soit portée, ainsi qu'au Livre foncier, de la cessation du bail.

Art. 51. — En cas de résiliation volontaire du bail, le propriétaire et le fermier devront se présenter au Bureau foncier pour signer l'inscription de la résiliation.

Si la résiliation a eu lieu par décision judiciaire, le chef du Bureau foncier l'inscrira dès que le jugement lui sera notifié. Au besoin, il requerra le propriétaire d'avoir à lui présenter le titre pour inscription parallèle.

TITRE X

Du fonds d'assurance

Art. 52. — Il est prélevé, lors de l'immatriculation de chaque parcelle, un droit d'assurance de 0,25 pour cent sur la valeur de la parcelle, déduction faite des constructions qui y sont édifiées.

Ce droit est perçu à nouveau lorsque plusieurs parcelles sont réunies en une seule ou lorsqu'une parcelle est divisée en deux ou plusieurs autres, c'est-à-dire chaque fois qu'il y a création d'une nouvelle parcelle ou qu'une parcelle est modifiée géométriquement. Il est prélevé, lors de chaque inscription comportant mutation, emprunt ou bail, un droit d'assurance de 0,05 pour cent sur la valeur de la parcelle, déduction faite des constructions qui y sont édifiées. Les deux droits de 0,25 et de 0,05 pour cent s'excluent mutuellement.

Art. 53. — Toutes les sommes ainsi perçues seront versées au Trésor de la Colonie qui devra les placer à intérêt; elles constitueront un fonds d'assurance.

C'est avec ce fonds que seront payées les créances judiciairement reconnues des personnes qui auraient été privées d'un droit de propriété ou d'un droit réel par suite de l'immatriculation d'une parcelle. C'est sur ce fonds également que seront prélevés les frais de procès et dommages-intérêts qu'auront pu amener des données géométriques ou des inscriptions erronées.

En cas d'insuffisance du fonds d'assurance, les sommes nécessaires seront payées sur les fonds du budget local.

TITRE XI

Des droits d'immatriculation, d'inscription, de copie et autres

Art. 54. — Les droits relatifs à l'immatriculation des biens fonciers, aux inscriptions, copies, extraits et autres seront proposés par le Lieutenant-Gouverneur de la Cochinchine et soumis à l'approbation du Conseil colonial. Ils pourront toujours et par les mêmes moyens être modifiés ou supprimés.

Art. 55. — Tous les droits sont payables d'avance, sauf ceux d'immatriculation dont le paiement peut, sur la demande de l'intéressé, être ajourné ou fait par termes. Les droits devront être intégralement réglés avant l'entreprise de toutes opérations visées aux titres V, VI, VII, VIII et IX, sauf la transmission par héritage, auquel cas le survivant des deux conjoints, ainsi que les enfants, bénéficieront du droit d'ajournement.

Art. 56. — Les frais d'immatriculation non encore payés sont considérés comme un prêt fait par la Colonie au propriétaire de la parcelle, qui devra laisser son titre en gage au Bureau foncier jusqu'à complet paiement. La Colonie ayant tous les droits du prêteur, tels qu'ils sont prévus au titre VII.

TITRE XII

De l'impôt foncier

Art. 57. — Tous les ans, avant le 1^{er} février, les villages établiront, conformément au modèle *J* ci-annexé, un état des parcelles

dont la récolte a été entièrement perdue. Cet état sera soumis à la commission pour examen. La commission pourra désigner un de ses membres ou déléguer un tiers chargé de se rendre sur les lieux pour s'assurer de l'exactitude des faits.

Art. 58. — La parcelle dont la récolte est reconnue totalement perdue, malgré l'exécution régulière des travaux de culture, sera dégrevée de l'impôt foncier pour l'année courante.

Les parcelles demeurées en friche ne bénéficieront pas de cette disposition.

Art. 59. — Toute déclaration fausse, soit des villages, soit des particuliers, sera punie d'une amende de 20 à 200 francs.

TITRE XIII

Des cas non prévus par la présente loi

Art. 60. — Tout ce qui n'a pas été prévu dans la présente loi foncière et qui n'est pas contraire à ses dispositions devra être exécuté ou jugé selon les lois et coutumes existantes.

Art. 61. — Sont abrogés en Cochinchine tous décrets, lois, coutumes et arrêtés contraires à la présente loi foncière.

Reprenons à présent notre projet pour le discuter article par article et donner les explications indispensables.

Art. 1^{er}. — Dans cet article, il faut relever tout d'abord l'établissement du Livre foncier et de sa composante, le Cadastre, par province. Toute centralisation à Saigon serait absolument contraire à l'esprit du système qui veut une publicité large, immédiate et faite principalement sur les lieux où se trouve la parcelle ; qui prétend supprimer toute lenteur, tout relai inutile dans les opérations touchant la propriété foncière. Le déplacement des intéressés dans leur province, la venue au chef-lieu sont choses relativement faciles et fréquentes. La venue à Saigon, même par des moyens rapides, exigerait souvent plusieurs jours, parfois plus d'une semaine; comptez-en autant pour le retour et joignez-y les frais très sérieux qu'entraîne

tout voyage de ce genre, et vous reconnaîtrez l'impossibilité d'une centralisation au delà de la province. Avec le Cadastre actuel et sa prétention de tout faire converger sur Saigon, déjà les effets sont désastreux pour tout le monde, et nous n'exceptons pas l'Administration elle-même.

Il est bon de dire aussi quelques mots des bâtiments du Bureau foncier comme taille et comme solidité. Le nombre des villages de la Cochinchine est pour le moment de 2,032, soit 2,000 en chiffres ronds, répartis entre 20 provinces, d'où une moyenne de 100 villages par province (1). Or, la moyenne des parcelles par village peut être fixée à 400, ce qui donne quatre cent cinquante folios (avec une réserve de folios blancs) qui devront être reliés au moins en deux volumes, car plus les volumes sont nombreux, moins fréquente sera leur manipulation, moins ils seront lourds, donc moins ils seront sujets à détérioration.

Ces données nous fournissent une moyenne de 200 volumes du Livre foncier par province, auxquels il convient d'ajouter une vingtaine de volumes pour le Livre des propriétaires, soit en tout 220 volumes. D'autre part, il faudra songer à un aménagement tout spécial pour la conservation des actes établis chaque année et que nous évaluerons au vingtième de la totalité des parcelles, soit 2,000 par province. Il est vrai que ces actes devront être détruits en même temps que se fera leur radiation au Livre foncier s'il s'agit de droits réels ou de baux ; ils devront être détruits à l'expiration des délais de prescription s'il s'agit de transferts. Mais, enfin, il faudra généralement les conserver un certain nombre d'années, ce qui exige de la place et du mobilier.

Il appartiendra au service compétent de tabler sur ces données pour construire un local suffisamment grand devant contenir, à la fois, les bureaux, une salle de dessin et le logement du chef du Bureau foncier (qui ne doit pas se séparer de ses archives). Le tout sévèrement à l'abri du feu, car les droits et la propriété foncière de toute une province sont réunis en ce local.

Est-ce à dire que la destruction du Bureau foncier rendrait toute reconstitution du Livre foncier impossible ou exigerait un renouvellement général des opérations requises par l'immatriculation ?

(1) La province de Mytho en a le plus : 202 ; la province de Gocong en a le moins : 38. Mais il n'est permis d'en rien conclure quant au nombre de parcelles que comprend la province.

Non point. Les titres des propriétaires, conjointement avec les copies de plans délivrées aux villages, permettraient de rapidement tout refaire par un simple travail de bureau. Le Livre des propriétaires fonciers également peut être reconstitué sans peine, si chaque Bureau foncier tient, en dehors de ce registre, une liste par provinces des noms et lieux de naissance des propriétaires nés hors de la province avec le numéro du folio et le nom du village où se trouve la parcelle. Les actes seuls seraient perdus, mais ceux-là aussi peuvent être rétablis dans leurs parties essentielles, et par les inscriptions faites sur les titres et par les copies des clauses, conditions et inventaires que les intéressés ont dû avoir le soin de se faire délivrer lors de l'inscription de l'acte.

Art. 2. — Dans les colonies australiennes, la direction du Livre foncier revient un peu partout à un homme entendu en jurisprudence, le géomètre et son œuvre n'apparaissent qu'à l'arrière-plan. La grande préoccupation du législateur a été le droit ; le cadastre probant, juridique, celui qui fait du plan une simple image et n'appuie la propriété que sur des données numériques indiscutables, ce cadastre lui a complètement échappé, il semble même en ignorer la possibilité. C'est que le législateur australien n'a étudié que le droit, il n'a pas fait de mathématiques. La preuve se lit explicitement à l'*Article 120 de la Loi sur la propriété du 7 août 1861* (Acte Torrens):

Le registrar general peut requérir tout propriétaire qui veut placer son immeuble sous le régime de la présente loi, ou le vendre, ou l'affecter, de déposer dans son bureau un plan certifié par un arpenteur breveté.

Le plan sera dressé, pour une parcelle moindre d'un acre (4,840 mètres carrés), à l'échelle de 1 pouce pour deux chaînes (1/1684) ; pour une parcelle de 1 à 5 acres, à l'échelle de 1 pouce pour 5 chaînes (1/3960) ; pour une parcelle de 5 à 8 acres, 1 pouce pour 10 chaînes (1/7820), et au-dessus 1 pouce pour 20 chaînes (1/15640) (1).

(1) A cette dernière échelle, un millimètre sur le papier représente 15 mètres et demi (en chiffres ronds). Or, comme il est reconnu qu'on ne peut, avec un compas, obtenir une mesure qu'au cinquième de millimètre près, nous arrivons à cette monstruosité que celui qui mesurera les lignes sur le plan ne pourra répondre de leur longueur qu'à *trois mètres près* ! Et ceci sans compter les défaillances du dessinateur, les déformations du papier dues à l'état hygrométrique de l'air.

M. Alfred Dain, professeur agrégé à l'Ecole de Droit d'Alger, avocat à la Cour d'appel, dans son livre *Le système Torrens, de son application en Tunisie et en Algérie*, fait voir le même côté faible que le législateur australien : « On y parviendrait en confiant l'opération du bornage à des géomètres assermentés obligés de dresser leurs plans d'après *une échelle déterminée* et de prendre pour base de leurs travaux une triangulation préalable effectuée aux frais de l'État. »

Ce n'est pas seulement une triangulation préalable qui est nécessaire, il faut, en outre, un triangle au moins pour chaque sommet d'angle.

Et pourtant la partie matérielle du Livre foncier est essentiellement géométrique. Quant à l'état civil des parcelles, il est également de la compétence des géomètres ; ce travail, ils le font depuis plus d'un siècle, il est devenu traditionnel, de science courante, chez eux ; c'est le *tableau indicatif* en Cochinchine, la *matrice cadastrale* ailleurs. Restent le droit de propriété lui-même, les droits réels et toutes inscriptions qui en découlent. Mais, pour aplanir cette difficulté, nous avons proposé la commission permanente provinciale dont le président est un magistrat.

En Australie, c'est le *registrar general* qui, sans être absolument un juge en la matière, a dû faire son droit ; lui-même préside une commission composée, sans sa personne, de deux assesseurs pris en dehors de l'administration. En Prusse, le fonctionnaire chargé de la tenue du Livre foncier est un véritable juge.

Nous ne pouvons pas adopter cette manière de voir, parce que le Livre foncier est avant tout une œuvre géométrique, qu'en Cochinchine toutes les terres ne sont pas encore distribuées et que la propriété foncière, de date fort récente et très morcelée, change encore trop souvent de forme. Quant au droit, nous donnons au chef du Bureau foncier, dans le magistrat et dans l'administrateur, les guides dont il a besoin. Ce serait vraiment à douter du bon sens français si, ainsi organisé, le Livre foncier ne devait pas fonctionner régulièrement.

On pourrait, malgré tout, insister à vouloir ou un magistrat ou un administrateur à la tête du Bureau foncier, mais nous le répétons, il faudra toujours flanquer ce fonctionnaire des deux autres membres de la trinité requise. Si encore il y avait des chances que le travail se fit mieux. Pour notre part, nous en doutons. Le service du Cadastre et de la Topographie de Cochinchine a été dirigé de début et durant une vingtaine d'années par les directeurs de l'Enregistrement et du Domaine. Ces messieurs ont tout juste fait voir leur incapacité à organiser et à diriger ce service. Le gâchis actuel est leur œuvre, car les géomètres en chef qui leur ont succédé, sans doute incapables par eux-mêmes de faire mieux, se sont trouvés, de prime abord, dans une ornière si profonde — qui va se creusant chaque jour davantage — qu'il ne leur eût pas été possible d'en sortir, même en le voulant.

Pour terminer cet article, nous dirons encore un mot du cautionnement. Le chef du Bureau foncier étant pécuniairement respon-

sable des documents qui lui sont confiés et des erreurs qu'il peut commettre, doit, de toute évidence, fournir un cautionnement. Mais, de toute évidence aussi, ce cautionnement doit lui rapporter un intérêt équivalent, au moins, à celui qu'il en obtiendrait s'il déposait son argent en banque. Nous avons proposé le taux de quatre pour cent, par ce que c'est celui que paient les banques à Saigon pour dépôts d'argent devant rester un an ou plus.

A l'origine, l'Administration avait consenti un intérêt de 5 pour cent, ce qui était juste; puis, elle a diminué successivement le taux d'intérêt des sommes déposées en cautionnement jusqu'à 2 pour cent, ce qui est injuste. L'Administration, au lieu de laisser cet argent dans les caisses du Trésor, n'a qu'à le déposer en banque et, sans perte aucune, elle pourra servir la rente.

Art. 3. — Cela semble un bien gros chiffre de personnel. Nous allons démontrer qu'il n'est guère plus élevé que celui actuel. Le budget pour 1902 a prévu :

EUROPÉENS

Géomètres et élèves	58
Commis, dessinateurs et journaliers.....	18

INDIGÈNES

Piqueurs, dessinateurs et élèves.....	68
---------------------------------------	----

Si nous comptons vingt-un chefs de Bureau foncier (20 provinces plus Saigon-Cholon) et que nous adjoignons à chacun un géomètre, cela en fera quarante-deux. Ce chiffre toutefois n'est pas nécessaire, car un géomètre-adjoint pourra généralement suffire aux exigences de deux et même trois provinces. Néanmoins, nous maintiendrons le chiffre en l'augmentant encore d'un quart pour les indisponibles (malades, en congé, etc.), au total donc 53 géomètres et élèves.

Le nombre des commis et dessinateurs serait trop faible, il faudrait le doubler, soit 36 (un pour chaque Bureau foncier, sept à répartir entre les bureaux les plus chargés, et un quart d'indisponibles). L'effectif total du personnel européen serait donc de 89 tandis qu'il est actuellement de 76. Mais il faut se rappeler aussi que presque tout le travail fourni par le personnel des Bureaux fonciers est à la charge du public intéressé. Si donc l'on veut tenir compte des produits — absolument insignifiants aujourd'hui — on s'apercevra tôt que quoique plus nombreux de quelques unités, le personnel coûtera bien moins cher à la Colonie qu'en ce moment.

En ce qui regarde les indigènes, leur effectif actuel nous paraît largement suffisant pour assurer et le service de piqueur et le travail des bureaux.

Art. 4. — Si le Bureau foncier, avec ses géomètres, est le corps même du système, la commission permanente provinciale en est l'esprit, sinon l'âme. Nous avons déjà fait remarquer à plusieurs reprises que la bonne ordonnance des choses exige une triplicité nettement définie de connaissances qu'on ne rencontre, pour ainsi dire, jamais chez la même personne. Il n'y a donc pas à vouloir l'impossible, il faut se résigner à réunir en un faisceau les trois idoine^s indispensables. Et comme le but final de toute l'œuvre est le droit, que toutes les opérations, tous les actes, toutes les constatations ne sont que pour établir le droit; que celui-ci est la raison même d'être du Livre foncier, qu'il prime tout, il est logique que ce soit au magistrat d'avoir la présidence et la prépondérance dans la commission.

Il ne faut pas qu'une deuxième ou une nième instance puisse reprendre les décisions de la commission (qui, du fait de la commission supérieure, n'est pas livrée sans merci à elle-même), sinon on n'en finirait jamais, avec les indigènes surtout. La Colonie garantit — elle est couverte par une assurance — et si des droits ont été méconnus, ceux qui les revendiquent n'ont qu'à s'adresser à la justice du pays qui leur accordera, s'il y a lieu, des dommages-intérêts équivalents aux pertes subies, cela doit suffire.

La commission refuse l'inscription de tout acte illégal ou irrégulier. Plus d'un, mais surtout parmi les gens de loi habitués aux subtilités de procédure, voudra nous poser la double question : quand un acte est-il illégal, quand est-il irrégulier ?

Ici, il nous faut instamment faire appel au bon sens, et prier l'interlocuteur de répudier les arguties, les chicanes de palais. Un acte est illégal, par exemple, lorsqu'il n'est pas fait par celui qui a le droit de le faire. Le tuteur qui, de sa seule autorité, vend les biens des mineurs confiés à sa sollicitude, commet un acte illégal, et la commission, qui possède tous les éléments pour s'en rendre compte, a le devoir de refuser l'inscription. Un acte est irrégulier lorsqu'il n'est pas fait sur les imprimés à ce destiné, ou lorsque ces imprimés n'ont pas été remplis convenablement.

Une illégalité qui ne peut être constatée d'emblée par la com-

mission, ne saurait être une illégalité pour elle, son devoir est d'inscrire ; le tribunal compétent jugera s'il en est requis. Une irrégularité qui ne concerne pas la forme de l'acte et que la commission ne peut apercevoir (comme il en existe parfois dans un inventaire, une clause, une condition quelconque) ne saurait empêcher l'inscription. Cette irrégularité relève, elle aussi, du tribunal. Mais, ne l'oublions pas, ni ce genre d'illégalité, ni ce genre d'irrégularité, ne peuvent rien contre l'inscription.

Il va de soi que la commission doit toujours être présente et active, car le moindre retard dans le fonctionnement de tout le système peut entraîner des perturbations et des pertes considérables. Il n'est pas admissible que les opérations concernant la propriété foncière puissent être entravées pour quelque raison que ce soit. Une vente, un prêt, n'importe quel acte ne doit pas être livré à la merci des convenances d'une commission.

Art. 5. — Il ne suffit pas de dire aux contribuables — indigènes surtout — comme cela se fait trop souvent : « Ce n'est pas ça, l'... moi le camp ! Lorsque vous serez en règle vous reviendrez ». C'est du caporalisme pur, pour ne pas dire de l'imbécilité.

Nul n'est censé ignorer la loi. Fiction juridique très commode pour condamner les gens, mais parfaitement absurde, car *nul ne connaît la loi*, pas même les magistrats, sinon les instances supérieures n'auraient aucune raison d'être. Pour cela aussi le fonctionnaire qui vit par et pour le contribuable, lui doit des explications sur ce qu'il ignore.

Art. 6. — La commission supérieure n'est pas une deuxième instance, elle n'est là que pour éclairer, instruire une commission moins expérimentée qu'elle, dont les membres sont généralement plus jeunes d'âge, moins anciens dans leurs fonctions et dans leur séjour en Cochinchine.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que les instructions de la commission supérieure ne peuvent être que des ordres. La commission provinciale, en lui demandant avis, fait voir qu'elle ne sait pas, ou que sa science est mise en discussion ; elle s'interdit donc le droit d'être d'un autre avis, n'en ayant pas eu au début ou en ayant émis un qui est discuté.

Il faut bien insister sur ce point, la commission provinciale n'a

pas à solliciter des conseils, elle doit demander des instructions et les suivre.

Art. 7. — La nécessité des coordonnées pour chaque sommet d'angle, admise en Allemagne, en Italie et en d'autres pays étrangers, a été contestée par certains géomètres de Cochinchine. Il est impossible, en quelques lignes, de faire le procès d'une contestation beaucoup plus intéressée que sincère, nous renvoyons le lecteur à la *Troisième partie (Cadaastre)* où nous donnons tous les détails que le sujet comporte.

Des *Instructions pour les géomètres* ont toujours manqué en Cochinchine. De là des méthodes de travail aussi diverses que les instruments employés, partant des œuvres de valeur et de poids très différents. De là un manque de règle dans les relations entre géomètres et administrés d'une part, entre géomètres et administrateurs de l'autre ; de là aussi des travaux mal entrepris et péniblement achevés. Il ne faut pas, comme cela arrive trop fréquemment dans notre administration française et coloniale, que la bonne marche des travaux puisse être entravée par de futiles raisons d'opinions ou d'antipathie entre tel fonctionnaire et tel autre qui lui est plus ou moins subordonné.

Art. 8. — Les délimitations doivent toujours avoir lieu contradictoirement entre les propriétaires voisins. Afin d'éviter le mauvais vouloir de certains, nous avons cru devoir recourir à une amende que le tribunal pourra appliquer sur la plainte du géomètre.

Il est évident que si le propriétaire ne paraît pas, il faut passer outre, car il a été averti à temps ; depuis des semaines et des mois déjà il sait que la délimitation va atteindre son terrain. La marche des travaux ne saurait être arrêtée parce qu'il plaît à un monsieur de ne pas donner signe de vie. Les agents de l'Administration et les propriétaires voisins venus à la convocation ont droit à du respect ; si celui que cela concerne n'estime pas mieux la loi et ses concitoyens, s'il n'attache pas plus d'importance à la délimitation de sa terre d'avec celles qui la touchent, il n'y a pas non plus à tenir compte de sa personne et de ses protestations éventuelles.

Art. 9. — On agit souvent dans notre Administration avec beaucoup de légèreté eu égard à la constitution et à la transmission des

dossiers. Combien de fois des documents très sérieux partis avec un dossier ne s'y trouvent plus au retour. Tant qu'il n'est question que de pièces administratives, pouvant presque toujours être refaites, le tort n'est pas immense ; mais la perte d'un titre de propriété rend le mal irréparable. Il faut donc que quelqu'un soit dûment responsable, et que ce quelqu'un puisse arguer de la loi pour ne pas être entraîné à des complaisances de service préjudiciables au public.

Le refus de remise des pièces exigées par le chef du Bureau foncier doit être porté devant le tribunal afin que le délinquant puisse être forcé de s'exécuter. Si l'action judiciaire reste sans effet, les recherches voulues doivent être poursuivies aux frais et dépens du délinquant.

Art. 10. — D'après tout ce que nous avons dit précédemment et étant donnée la garantie de la Colonie, il n'est pas admissible que les décisions de la commission provinciale puissent être portées devant une autre instance. Ce serait une porte ouverte à toutes les chicanes, et avec un peuple processif comme celui d'Annam, la propriété ne se constituerait jamais. Cependant, il est juste que l'intéressé, non convaincu par les arguments de la commission, puisse lui faire des observations et, au besoin, l'obliger à prendre des instructions auprès d'une autorité plus élevée. On écarte, de la sorte, les instances successives tout en accordant satisfaction à l'administré qui se croit lésé, et en évitant à l'indigène la peine de lancer une dénonciation anonyme ou telle autre vilenie dont il est coutumier.

Art. 11. — Il ne saurait guère y avoir d'objection sérieuse à formuler contre cet article. Nous proposons les deux feuilles officielles de la Colonie, parce que ces deux publications ont un tirage beaucoup plus considérable que n'importe quel autre journal local, parce qu'on les trouve sûrement dans chaque province et le *Gia-Đinh báo* même dans chaque village de la Colonie.

Trois mois d'affichage et de publicité sont plus que suffisants, car de la manière dont les travaux de cadastrage devront être entrepris (c'est-à-dire par l'achèvement complet d'une province avant de passer à une autre) le public saura longtemps d'avance le nom des localités où l'on procédera à l'immatriculation des terres.

Art. 12. — Rien à dire pour l'inscription de la parcelle ou des droits réels reconnus. Nous devons nous arrêter, par contre, à ce que nous avons appelé « d'autres droits ». Quels sont-ils ? Ce ne peuvent guère être que ceux d'héritiers, de privilégiés, d'incapables ou de créanciers non hypothécaires. Prenons quelques exemples.

Un individu meurt en cours d'immatriculation de sa terre. C'est lui qui avait été reconnu propriétaire, lui seul peut et doit être inscrit. Mais les héritiers se présentent qui réclament l'inscription en leur nom. La commission n'a pas à accorder ou à refuser cette inscription, le cas n'étant pas de sa compétence. Les héritiers devront donc adresser une requête au tribunal qui, suivant la procédure légale, ordonnera, s'il y a lieu, l'inscription des héritiers à la place du défunt propriétaire.

Un créancier a prêté au propriétaire une somme d'argent et a reçu en gage son ancien titre de propriété. Ici, encore, la reconnaissance de la dette, telle quelle, n'est pas de la compétence de la commission. Ou il faut que le débiteur reconnaisse le bien fondé de la revendication du créancier, et alors il devra passer par les formalités prévues au titre VI ; ou l'affaire devra être soumise au tribunal qui jugera.

L'entrepreneur qui s'est chargé de construire une maison, comment fera-t-il pour s'en garantir le paiement ? Dès qu'il commencera les travaux, il présentera une requête et son contrat au tribunal du lieu où est situé l'immeuble. Le président, se basant sur le privilège que le Code civil reconnaît aux architectes, ordonne la suspension provisoire de toute inscription de translation ou de droit réel immobilier au Livre foncier. Lorsque la maison sera terminée, l'entrepreneur sollicitera du tribunal inscription hypothécaire pour toutes les sommes qui restent à lui être dues. Dans la pratique courante, cette procédure en dehors du propriétaire pourra être évitée si l'on insère dans le contrat deux clauses, l'une par laquelle le propriétaire consent à la suspension provisoire mais immédiate de toute inscription, la seconde par laquelle il consent hypothèque à l'entrepreneur pour les sommes qui resteraient à être payées après achèvement de la construction. En ce cas, le contrat serait établi en triple expédition (un contrat spécial et unique pourrait aussi être fait), dont une déposée aux archives du Bureau foncier, où, lors de la fin des travaux, se rendront propriétaire et entrepreneur pour signer l'inscription hypothécaire et prendre cédule.

Remarquons encore qu'aucun privilège n'est directement inscriptible au Livre foncier, car, par son essence même, il n'a pas la forme mathématique, exactement limitée comme quantité et comme durée, que doit avoir toute inscription d'un droit quelconque au Livre foncier. Il sera généralement nécessaire — en attendant une transformation complète de nos lois — d'en arriver par un détour quelconque, et tout en s'appuyant sur le Code civil, à une inscription hypothécaire catégorique et précise, qui s'il y a lieu, devra être renouvelée en temps utile, mais dont les intéressés pourront aussi demander la radiation lorsqu'elle n'aura plus de raison d'être.

Il est, certes, indispensable que la prescription mette un terme aux revendications de droits réels qui seraient capables de remettre indéfiniment en cause les droits du propriétaire. Trois ans nous paraissent un temps plus que suffisant, aussi bien pour l'Européen (qui ne reste jamais trois ans absent de la Colonie sans s'y faire représenter) que pour l'indigène qui ne quitte, pour ainsi dire, jamais le pays.

La prise du *diêm chî*, mesure consignée au Livre foncier, est peut-être le moyen le plus simple, le moins tracassier et, surtout, le moins onéreux pour les indigènes — les notables ou les témoins se paient — lorsqu'il faut s'assurer de leur identité. Et il est indispensable de le faire, car dès que l'Annamite sera familiarisé avec le système du Livre foncier, il essaiera de tromper en s'emparant, par exemple, du titre d'un autre pour le mettre en gage. Or le *diêm chî* du vrai propriétaire est porté numériquement sur le titre, il suffira donc au prêteur de reprendre le *diêm chî* de l'emprunteur sur un chiffon de papier quelconque et de s'assurer si les mesures sont conformes aux chiffres du titre. Au Bureau foncier, la main placée sur l'instrument mesureur certifiera, mieux que tous les notables du pays, l'identité de l'intéressé.

Art. 13. — Le lecteur comprend facilement que si la Colonie doit garantir un droit, elle ne peut être prise à partie que du jour où elle a reconnu ce droit et que, dans ces conditions, les particuliers également ne peuvent faire état de leur droit que du moment où ils l'ont fait reconnaître. C'est là le principe fondamental de tout le système du Livre foncier. Mais si le lecteur le comprend très bien, il n'est pas dit qu'il l'accepte de même, il lui faudra vaincre, sans doute, les tenaces préjugés que lui impose sa mentalité néo-latine.

Dans cette lutte, je suis impuissant à agir et il ne me reste qu'à crier : quand on veut la fin, il faut aussi vouloir les moyens.

La Colonie ne peut garantir que la terre, car celle-ci seule reste en place, immuable à travers les plus complets changements de limites et les plus profondes extractions de matières. Les bâtiments, les plantes, finissent tôt ou tard par disparaître ; ils subissent, en tout cas, durant leur existence, de constantes transformations de caractère et de changements de valeur, tandis que le sol — comme superficie — reste indestructible. Son existence ne prendra fin qu'avec celle de notre planète. N'y a-t-il point là de quoi donner confiance aux plus hésitants ?

Art. 14. — Nous proposons de refuser toute demande de renseignements visant l'état de fortune d'un propriétaire à moins que celui-ci ne soit consentant.

Pourquoi ce consentement nous dira-t-on sans doute ? Une des raisons de l'utilité du Livre foncier n'est-elle pas précisément de pouvoir être consulté malgré le refus et peut-être à cause du refus du propriétaire de montrer ses titres ?

Comme réponse, nous ne pouvons que nous répéter : le Bureau foncier n'est pas une agence de renseignements, il est le dépôt de la foi publique. C'est la situation d'un immeuble qu'on y vient chercher, non point celle d'un propriétaire. La fortune de chacun est sienne et la pire des tyrannies serait de permettre à quiconque de savoir ce que l'on possède ou ne possède pas. Celui qui veut faire des opérations où le crédit ait à jouer un rôle ne saurait être qu'un honnête homme ou un coquin. Il n'y a pas de milieu. S'il est franc, il n'a aucune raison de cacher sa vraie situation, et il donnera les moyens d'en faire la preuve ; s'il est un fourbe, il hésitera toujours, même alors que son arrière-pensée n'est pas encore arrêtée ; on n'entre pas en relations avec un individu de cette espèce. Oh ! nous savons bien qu'une foule d'affaires ne sont que des tricheries mutuelles, un jeu à qui trompera le mieux l'autre. Mais, encore un coup, le Livre foncier — du moins dans les pays germaniques et anglo-saxons où il existe — n'a nullement été institué pour faciliter ce genre d'opérations.

Nous n'admettons pas non plus que copie entière d'un titre puisse être délivrée sans le consentement du propriétaire. Cette restriction nous est dictée par des raisons purement locales. Nous sommes

convaincu qu'il ne faudrait guère de temps à certains indigènes pour fabriquer de faux titres ; ce serait une simple question d'imprimés, qu'on arrive toujours à se procurer. Que le lecteur veuille bien se rappeler ce qui s'est passé il n'y a pas bien longtemps avec le papier timbré.

Il va de soi que le tribunal seul peut condamner à l'amende sur la plainte du chef du Bureau foncier.

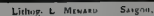
Art. 15. — Les communes ont besoin, pour les impôts, les travaux de viabilité, les rapports avec les villages limitrophes, etc., d'avoir un plan parcellaire de la commune ainsi qu'un tableau indicatif des parcelles. Il est nécessaire aussi que ces plans et registres soient tenus à jour. Mais il faudra toujours défendre avec la plus extrême rigueur aux villages de rectifier ces documents. Pour quiconque connaît les notables annamites, les résultats seraient aisés à prévoir, ils se résument en deux mots : erreurs et faux.

Art. 16. — Avec l'immatriculation de la propriété et la garantie de la Colonie, les anciens titres de terrains non surbâtis n'ont plus aucune raison de se trouver entre les mains des propriétaires, tandis qu'au contraire la Colonie pourrait être prise à partie ; ces titres doivent donc rester sous garde au Bureau foncier jusqu'à la prescription ternaire. La raison est bonne aussi en ce qui concerne les titres afférents aux terrains surbâtis, pour lesquels le Bureau foncier sera incontestablement un meilleur gardien et conservateur que les particuliers. Ces derniers titres doivent être conservés trente ans dans l'intérêt des propriétaires mêmes, car la Colonie, dont la garantie ne s'étend qu'au sol, est couverte par la prescription après trois années.

Le titre ne peut être que la copie textuelle du Livre foncier, sinon il ne relaterait pas tout l'état civil et tous les états antérieurs de la parcelle, il manquerait son but. La différence de format et de teinte du papier est destinée à diminuer les chances de voir une main criminelle détacher quelque feuillet du Livre foncier, pour le falsifier et l'opposer ensuite comme titre authentique.

Le plan de la parcelle doit former corps avec le titre — et non se trouver sur une feuille à part — afin que le lecteur ait sous les yeux, du même coup, l'image du terrain, les données numériques de la mensuration et l'état civil de la propriété.

H



On nous a demandé pourquoi nous n'avons pas mentionné conjointement avec l'indivision et le démembrement des droits, l'état de tutelle et l'interdiction du propriétaire. Cela nous semble parfaitement inutile. Une terre ne peut avoir qu'un propriétaire ou des copropriétaires ; que ceux-ci soient mineurs ou interdits, le bien ne leur appartient pas moins. S'ils n'ont point la faculté d'en disposer librement, il faut qu'un jugement en ait décidé ainsi, or ce jugement doit être notifié au Bureau foncier afin qu'inscription soit prise, et cette inscription continuera son effet jusqu'au jour de sa radiation, poursuivie par les intéressés. Nul ne saurait donc être induit en erreur.

Art. 17. — Comme toute inscription doit être portée simultanément et intégralement sur le Livre foncier et sur le titre, comme tous les intéressés ont à signer, il est clair que le propriétaire devra se présenter avec son titre. D'autre part, l'identité des intéressés n'est généralement pas connue du chef du Bureau foncier ; le système des témoins vaut ce que chacun sait, le système des notables, plus onéreux encore, ne vaut pas davantage ; il ne reste donc de réellement pratique et sans frais que le *diêm ch* — dont nous avons suffisamment parlé — et celui-ci exige encore la présence des intéressés et du titre de propriété.

Une inscription ordonnée par décision judiciaire n'a besoin d'aucune autre signature que de celle du chef du Bureau foncier. Mais afin d'empêcher toute manœuvre pour obtenir une inscription frauduleuse durant le temps qui devra s'écouler entre le prononcé du jugement et l'époque où la partie intéressée pourra demander l'inscription (il faut rédiger le jugement, en faire une expédition, etc., tout cela demande du temps), nous proposons une notification spéciale qui doit être faite au levé de l'audience ou qui peut l'être dans les vingt-quatre heures, à condition de prévenir immédiatement le chef du Bureau foncier.

Voici en quoi elle consiste : un imprimé sur papier à acte (voir art. 24) est à remplir par le greffier qui signe avec le président du tribunal. Tout se réduit donc à l'inscription de quelques noms, d'une date et de deux ou trois lignes de texte. C'est un travail de cinq minutes que le greffier peut expédier à l'audience même. L'imprimé, dûment rempli et signé, est porté par un planton au chef du Bureau foncier qui, dans la journée, accusera réception au

président du tribunal en lui portant ou en lui faisant porter l'accusé de réception par un Européen de son bureau. Les plantons indigènes étant sujets à caution ne sauraient être employés à porter et à prendre la réponse dans une même affaire.

D'une manière générale, le système du Livre foncier ne comporte que deux sortes d'hypothèques : l'hypothèque volontaire ou contractuelle et l'hypothèque forcée qui résulte d'un jugement. En dehors de ces deux formes, pas d'inscription, donc point de droit.

Nous proposons ce mode spécial de notification en raison de sa rapidité et de son bon marché. La notification d'un jugement par ministère d'huissier n'est pas admissible en raison de son prix et de sa lenteur ; la présentation du jugement par l'intéressé est également trop lente. Enfin, le chef du Bureau foncier ne saurait perdre son temps à feuilleter les pages d'un jugement qui ne l'intéresse guère, qu'il n'a pas l'habitude de lire et qui ne pourrait le conduire qu'à faire des bévues.

Nous ne reviendrons plus, dans la suite, sur cette manière de notifier un jugement, et chaque fois que nous parlerons de notification, c'est comme ci-dessus qu'il faudra l'entendre.

Comme le jugement doit être notifié aussitôt rendu, l'on pourrait nous demander ce qui se passerait en cas d'appel. Nous répondrions que le jugement doit être inscrit quand même, puis la mention que le défendeur a interjeté appel, et ce sans préjudice du futur arrêt. Si cette inscription n'était pas faite, la cour aurait pour devoir immédiat d'ordonner la suspension provisoire de toute inscription. Telle ordonnance retirerait momentanément l'entier crédit à l'immeuble visé, tandis que l'inscription du jugement ne fait que réduire le crédit du montant de l'hypothèque forcée, ce qui nous paraît plus équitable. Il va de soi que la cour, pour des motifs particuliers, pourra toujours ordonner suspension provisoire d'inscription.

Est-il nécessaire de forcer le propriétaire à présenter son titre pour inscription alors qu'il s'y refuse ? Oui, car n'ayant pas sur son titre une inscription qui diminue son crédit, le réduit à rien peut-être, il essaiera de le donner en gage à quelque prêteur confiant, qui ne sera désabusé que le jour où il devra lui-même solliciter une inscription hypothécaire.

Art. 18. — Les mesures proposées à cet article sont destinées à empêcher les fraudes dans la limite du possible ; le lecteur le com-

prend, et nous ne pensons pas qu'il soit utile d'insister autrement. Cependant, nous désirons faire remarquer quel genre de fraude sera le plus à redouter, surtout dans les premières années de l'établissement du Livre foncier. Dès que l'indigène se rendra bien compte de la facilité qu'il y a d'emprunter sur la mise en gage du titre, des vols de titres se produiront tout comme se produisent des vols de bijoux. Ceux-ci, chacun le sait, vont au mont-de-piété, ceux-là iront au prêteur trop confiant.

Art. 19. — Rien à dire sur cet article, car l'utilité du Livre des propriétaires fonciers n'échappera certainement à personne.

Art. 20 et 21. — Il n'y a rien à ajouter non plus à ces deux articles.

Art. 22. — Nous avons déjà fait remarquer, en commentant l'art. 14, pourquoi nous sommes formellement opposé à l'intrusion du public dans la situation de fortune des particuliers, qui n'a besoin d'être étalée au grand jour que dans des cas spéciaux : disparition, mort sans héritiers, faillite, etc. Mais, alors, c'est la justice et l'Administration qui ont besoin de voir clair dans les affaires en cause ; elles rendront compte aux intéressés. Quant au public, ça ne le regarde pas.

Art. 23. — Nous avons, en commentant l'article 4, exposé dans quelles limites doit s'exercer le refus d'inscrire, partant le refus de viser. Ces explications empêcheront-elles tout refus arbitraire de se produire ? Il ne faut pas l'espérer, mais au moins donneront-elles le moyen de rappeler à la réalité le fonctionnaire qui s'oublierait et même de lui faire passer pour longtemps l'envie de recommencer.

L'acte original doit rester aux archives du Bureau foncier afin d'éviter toute espèce de transcription et d'en mieux assurer la conservation. Ce qui n'exclut pas l'intervention du notaire, mais peut l'obliger à faire le dépôt de la minute au Bureau foncier, où alors elle est signée en sa présence par ses clients. Et comme il n'y a rien de nouveau sur terre, nous rééditerons ainsi un usage pratiqué sous l'antique domination macédonienne qui assujettissait « les titres translatifs à la double formalité de l'insertion dans les registres

tenus aux greffes des tribunaux et du dépôt dans les archives du fonctionnaire spécialement préposé à la conservation des contrats » (1).

Ajoutons pour terminer que le visa de l'administrateur — mais celui-là seulement — disparaît si l'acte est établi par un officier ministériel qui le présente lui-même au Bureau foncier.

Art. 24. — Dans cet acte, il y a à relever la traduction du texte annamite en français, qui doit être faite par un secrétaire-interprète du Bureau foncier même. Les intéressés ne sauraient apporter de traduction française avec eux, car il n'est pas admissible que, étant données les difficultés de traduction toutes particulières aux langues extrêmes-orientales, un acte soit rédigé sous forme bilingue. S'il existe une traduction française, celle-ci doit faire foi et le texte annamite, inutile, est à écarter; s'il n'en existe pas, c'est le texte annamite qui fera foi et la traduction n'est là que pour faciliter la compréhension de l'acte à un personnel européen ne possédant qu'imparfaitement la langue annamite.

En ce qui concerne les mentions à transcrire sur le Livre foncier, elles relèvent toutes de la partie formulaire de l'acte qui doit être imprimée sur doubles lignes en français et en quôc ngũ. Et comme il ne s'agit guère que de dates, de noms, de chiffres et de certaines mentions, toujours les mêmes, on peut exiger que cette partie soit rédigée en français; mais le serait-elle aussi en quôc ngũ, que chacun pourrait la lire et la comprendre.

Nous avons écarté la langue cambodgienne, parlée, par endroits, dans quelques provinces de l'Ouest, car la plupart des Cambodgiens de Cochinchine savent l'annamite, et il est parfaitement inutile de compliquer le service par l'admission de la langue cambodgienne et la prise à gage d'interprètes spéciaux.

Art. 25. — Nous avons fait remarquer précédemment que l'acte fait et présenté par un officier ministériel se passe du visa de l'administrateur, mais il n'est pas soustrait pour cela à l'examen du chef du Bureau foncier, qui peut toujours le soumettre, s'il a des doutes, au président de la commission.

(1) *Les livres fonciers et la réforme hypothécaire*, par Emmanuel Besson.

Art. 26. — L'avis adressé sous pli recommandé aux parties est destiné, dans une certaine mesure, à découvrir la fraude qu'aurait pu amener un vol de titre.

Au sujet de l'affichage, nous avons entendu diverses observations qui, en bloc, peuvent se résumer comme suit : « Il ne faut pas que tous les actes de disposition soient ainsi clamés *coram populo*. C'est une entrave à la liberté. Les intéressés viendront consulter le Livre foncier quand ils le jugeront à propos, mais la généralité n'a pas à être prévenue de cette manière ».

C'est une façon de comprendre les choses que nous ne partageons nullement. La propriété foncière est d'une nature toute particulière, elle s'étale forcément au grand jour, chacun la voit et la connaît, chacun aussi doit savoir à qui elle appartient. La clandestinité de possession ne sert qu'à ceux qui ont peur de faire savoir à leurs concitoyens la base scandaleuse de leur fortune, elle ne sert qu'à ceux qui ont l'intention de duper leurs semblables en jouant d'un crédit qu'ils n'ont plus.

Nous saisissons là sur le vif cette conception toute spéciale des droits du propriétaire que nous a si profondément gravé dans l'esprit le *jus romanum*. La clandestinité prédomine à Rome en matière foncière, et les tiers ne comptent pour rien. On y chercherait en vain ce large principe de publicité que connaissaient le Grecs, que pratiquaient les Germains, et que leurs descendants n'ont jamais abandonné. Chez les premiers Romains existait bien la *mancipation*, mais la publicité des transferts devint, avec le temps, de moins en moins sérieuse, et reçut une atteinte mortelle sous Justinien, qui déclara la tradition comme seule manière volontaire de translation des bien fonciers. Les Romains avaient aussi, il est vrai, l'*insinuation*, mais elle ne concernait que les donations, et si l'on doit admettre que ce genre de publicité se faisait dans l'intérêt des tiers, il faut reconnaître, d'autre part, qu'il devait singulièrement flatter la vanité des donateurs (1).

Nous vivons sur un fonds d'idées qui n'admet que difficilement la franchise lorsqu'elle porte préjudice à nos intérêts personnels ou même seulement à notre amour propre. « C'est une entrave à la

(1) Le principe de publicité, qui est une institution essentiellement germanique, a été revendiqué aussi pour la France par M. E. Besson. Après avoir exposé dans son intéressant ouvrage (*Les livres fonciers et la réforme hypothécaire*) comment fonctionnait le *nantissement* dans nos provinces du Nord et de l'Est et l'*appropriance* en Bretagne, puis

liberté ! » Oui, mais à la liberté de tromper autrui. En vendant une propriété, le vendeur amoindrit d'autant son crédit, et s'il ne consent pas à le clamer *coram populo*, c'est que cela blesse sa vanité et diminue — surtout — son crédit ; il sait très bien que parmi ses relations d'affaires un petit nombre seulement exige impérieusement la consultation du Livre foncier. Il en profite pour jongler avec la bonne foi de ceux qui lui ont ouvert un crédit comme il le ferait avec des pommes.

Tous nous réclamons l'application de *l'acte Torrens* — puisque *acte Torrens* il y a — mais dès que, dans un projet, il entre seulement le quart des duretés (à notre sens français) que contient la loi australienne, chacun s'élève contre et propose un amendement qui finit par transformer un projet de loi sur la matière en tout ce que l'on voudra, excepté en copie du système Torrens. Au Tonkin, après des discussions typiques, on a fini par proposer une véritable monstruosité : un Livre foncier pour ceux qui demandent la garantie de la Colonie et, conjointement, un deuxième Livre foncier pour ceux qui n'en veulent pas. En d'autres termes, un premier Livre pour les honnêtes gens, et un second pour les... gens honnêtes.

Notre mentalité néo-latine est certainement une des grandes causes qui nous empêchent d'adopter le Livre foncier dans ses principes essentiels, tel qu'il doit être, avec ses avantages pour tous et ses inconvénients pour quelques-uns. En rejetant constamment les mesures qui gênent — au détriment d'autrui — on arrive à ce que nous venons de constater au Tonkin, on arrive au système hybride qui fonctionne en Tunisie, on arrive à tout, nous le répétons, excepté au Livre foncier.

Le dernier alinéa de cet article concerne la garantie de la propriété inscrite. Il est évident que l'inscription ne saurait subir de

comment ces institutions disparurent ou furent rendues illusoires sous l'influence du droit romain, il ajoute « que la théorie de la force probante, ce *criterium* de la publicité allemande, n'est pas absolument étrangère à nos traditions juridiques et qu'en insérant ce principe au premier plan de notre projet de réforme nous ne faisons que reprendre notre propre bien. »

En effet, nous n'empruntons pas à l'Allemagne, mais nous tenons de la Germanie. Les Francs, les Burgondes, les Wisigoths et autres peuples germaniques qui envahirent le territoire gallo-romain apportèrent avec eux leurs coutumes et leur mode de publicité. Le droit romain les fit disparaître. Que nos traditions juridiques ne soient pas absolument étrangères à la publicité allemande, nous ne songeons pas à la contester, mais le principe — pour les Allemands comme pour les Français — a une origine foncièrement germanique.

radiation si l'intéressé a été de bonne foi. Mais il peut arriver que l'inscription ait pour point de départ un titre volé ; nous ne pensons pas qu'aucun jurisconsulte français veuille, dans ce cas, en soutenir la validité. Ce serait certainement fort désagréable pour l'acheteur, mais, enfin, il lui appartenait, à lui aussi, de prendre des informations, des précautions. La Colonie ne doit pas pouvoir être prise à partie par l'acquéreur avant un certain délai. C'est pour cette raison que, tout en respectant la continuité de la garantie, nous proposons de la conserver durant trois mois encore à l'ancien propriétaire.

Art. 27 et 28. — Ces deux articles n'ont besoin d'aucun commentaire particulier.

Art. 29. — L'intervention du notaire sera fort souvent très utile, eu égard au versement des sommes. Le créancier ne peut faire valoir ses droits que du moment qu'ils sont inscrits, il ne lui serait donc pas prudent de verser avant une somme quelconque à l'emprunteur ; celui-ci, de son côté, pourrait avoir à craindre si, une fois inscrite, la somme prêtée ne lui était pas versée. Un des moyens de diminuer les chances de fraude est de faire établir l'acte par le notaire et de lui confier, en même temps, le dépôt de l'argent qui sera remis par lui à l'ayant droit dès inscription au Livre foncier.

Art. 30. — Le créancier hypothécaire n'a pas besoin du titre de propriété vu que mention de sa créance y est faite. Il jouira néanmoins des mêmes avantages que le propriétaire puisqu'il pourra, lui aussi, emprunter une somme en donnant sa cédule en gage.

Art. 31. — Nous ne voyons rien de particulier à relever dans cet article.

Art. 32. — L'inscription de l'hypothèque forcée est indispensable sur le titre (comme au reste toutes les inscriptions portées au Livre foncier), afin d'empêcher, nous le répétons, un propriétaire malhonnête d'emprunter sur la mise en gage de son titre que le prêteur confiant croit franc de toute dette et dont la bonne foi est ainsi surprise.

Art. 33. — L'hypothèque générale n'est pas admissible avec le système du Livre foncier — du moins nous ne l'admettons pas. Chaque parcelle inscrite ayant son individualité propre et devant pouvoir, sans difficulté aucune, se séparer de la fortune du propriétaire, il faut donc que la somme des dettes qui l'obère soit nettement définie. Le vrai crédit n'existe qu'à ce prix.

Lorsque la créance est plus forte que la valeur de la parcelle, elle doit être divisée en un certain nombre de créances partielles qui seront attribuées, chacune, à une des autres parcelles appartenant au propriétaire. C'est aux intéressés à s'entendre sur cette question, sinon à faire nommer un expert et à s'en remettre au tribunal pour la distribution.

Evidemment, l'hypothèque générale est aussi commode pour le juge que pour le créancier, mais elle porte préjudice au débiteur, et qui pis est, entrave le crédit, partant fait du tort à la société.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler comment s'est exprimé sur cette question M. Félix de Robernier (président à la Cour impériale de Montpellier), dans une *Etude sur le Cadastre des terres, sur les hypothèques et l'enregistrement, etc.*, publiée à Neuilly en 1860 :

Il va sans dire — et sans cela point de régime hypothécaire acceptable par les besoins de la propriété et du crédit foncier — que, dans ce système, on n'admettra plus d'hypothèques occultes du chef des femmes mariées, des mineurs, des interdits, de l'Etat; qu'elles seront toutes forcées de se faire inscrire et préalablement spécialiser; que les hypothèques générales seront exclues par le fait comme elles le sont en vain par le droit; que l'hypothèque judiciaire (si le législateur la conserve) ne sera admise qu'à la condition d'avoir été cantonnée par le juge.

Art. 34. — On nous a fait l'observation suivante : « Le chef du Bureau foncier devrait inscrire cette hypothèque toutes les fois que l'acte ne contient pas quittance du prix ».

Inutile, répondons-nous, car l'inscription de la vente au Livre foncier comporte le montant des sommes versées. Tant que tout n'est pas payé, l'hypothèque subsiste. Il n'y a pas d'erreur possible, car nous ne sommes point là en présence d'une hypothèque tacite ou occulte qui n'est inscrite nulle part et que la qualité du créancier seule peut faire connaître.

Art. 35. — N'a rien de particulier.

Art. 36. — L'entrée en possession consiste à occuper l'immeuble ou à jouir de son revenu. A cet effet, le créancier hypothécaire fera notifier par ministère d'huissier aux occupants ou locataires, s'il en existe, qu'il est le nouveau propriétaire; il les fera expulser au besoin. Quant au débiteur, s'il estime que l'immeuble vaut plus que la dette hypothécaire (principal et intérêt), il s'adressera au tribunal pour obtenir la mise en vente. La mise à prix ne saurait alors être inférieure à ce qui est dû au créancier hypothécaire, les frais restant à la charge de l'acquéreur. Afin d'éviter tout mécompte, le tribunal exigera du débiteur le dépôt des frais de mise en vente, car celle-ci peut ne pas aboutir.

Enfin, il faut que le débiteur présente sa requête au tribunal dans un délai très restreint, soit dans les huit jours qui suivront la prise de possession. S'il avait la faculté de réclamer la vente à n'importe quelle époque, il n'aurait qu'à attendre que des travaux faits à l'immeuble lui-même ou aux immeubles voisins, des changements de destination, etc., aient amené une hausse dans la valeur de ces biens; il profiterait ainsi de l'industrie des autres et sans aucun effort ni souci, chose absolument inadmissible.

Art. 37. — Le moyen le plus pratique pour obtenir du créancier hypothécaire la signature nécessaire à affirmer l'extinction de la dette est de ne lui payer le dernier terme qu'au Bureau foncier même. S'il ne vient pas au jour fixé, le débiteur laissera son argent et son titre en dépôt au Bureau foncier contre un droit de tant pour cent à imputer au créancier. L'inscription sera faite au Livre foncier et sur le titre, le débiteur signera les deux. Quant au créancier, il signera en venant prendre son dû, et le chef du Bureau foncier avertira le propriétaire que le titre est à sa disposition.

Il est clair que le créancier hypothécaire ne peut rien contre son débiteur avant l'échéance si celui-ci a payé tous ses termes sauf le dernier. Mais, à ce moment, l'hypothèque cesse son effet en vertu de notre projet de loi. Pour cette raison aussi, proposons-nous de prolonger les droits du créancier au delà de la période convenue et jusqu'à obtention de satisfaction, à condition que la procédure soit entamée dans les délais fixés à l'article 36.

Art. 38. — Ni le prêteur ni l'emprunteur ne sont forcés d'avoir une confiance illimitée l'un dans l'autre, et si le moyen que nous

proposons n'est pas entièrement efficace, il empêche toujours, dans une certaine mesure, celui-ci de demander un titre nouveau à l'insu de celui-là ; comme aussi celui-là d'user d'un titre en propriétaire alors qu'il n'est que le détenteur gagiste.

Art. 39. — Si nous proposons comme maximum du prêt le cinquième de la valeur de l'immeuble portée au titre, c'est, d'une part, afin d'enlever au propriétaire la trop grande facilité d'emprunter sur son bien et plus que de raison ; de l'autre, pour mieux garantir les tiers contre les fluctuations de valeur des immeubles. Les mesures restrictives concernant la durée du prêt et le Têt nous sont dictées également, le lecteur le comprend, dans l'intérêt du petit propriétaire indigène.

Les conditions ne sont plus les mêmes en ce qui regarde le créancier hypothécaire qui met en gage sa cédule (art. 31). On peut admettre, tout d'abord, que ce créancier a une certaine fortune et qu'il est simplement obligé, par ses affaires, de réaliser quelques fonds. Il n'y a donc pas à le prémunir contre des entraînements qui mettraient son héritage en danger. Le gagiste, à son tour, peut prêter avec plus d'assurance, car le créancier hypothécaire n'a dû consentir le prêt qu'après inspection de l'immeuble et enquête sur sa valeur ; aussi, le besoin de limiter la somme à prêter ne se fait pas sentir.

Art. 40. — Les délais ne sont fixés qu'à quinze jours pour le créancier gagiste et pour le tribunal, parce que, réunis, ils représentent un mois tout comme à l'article 36.

Art. 41. — En ce qui concerne les biens hương hoà, nous n'avons fait que respecter la coutume annamite et les décrets impériaux qui s'y rapportent. Cette disposition de la loi doit aussi concerner les Chinois établis en Cochinchine, mais ne saurait comprendre les autres Asiatiques étrangers ni les Européens.

Art. 42. — Les biens hương hoà sont, par leur essence même, inaliénables ; si donc la famille consent à aliéner tout ou partie des droits, c'est qu'elle ne respecte plus la volonté du testataire ; les biens perdent du fait leur privilège et l'insaisissabilité disparaît.

Art. 43. — Rien à relever de particulier.

Art. 44. — Cette faculté de rendre inaliénable et insaisissable une propriété garantira — mieux que toute mesure de police — l'Annamite contre les entraînements de sa passion pour le jeu. Elle assure l'existence de la famille à travers les vicissitudes de fortune si fréquentes en ce pays. Que l'inscription soit irrévocable pour celui qui l'a obtenue, ne souffre aucune discussion, sinon la loi serait illusoire, le but manqué.

Art. 45. — Le célibataire sans enfants ne doit point bénéficier d'une loi qui n'est faite que pour assurer l'existence, la stabilité des familles ; tandis que les époux, même privés d'enfants, sont admis à faire déclaration, vu que, s'ils n'ont pas d'enfants à l'époque, ils pourront en avoir plus tard.

Art. 46 et 47. — N'offrent rien à notre discussion.

Art. 48. — Le bail doit être inscrit au Livre foncier, car il modifie l'état de la propriété qu'il concerne, partant sa valeur.

Art. 49. — Le consentement du créancier hypothécaire peut sembler une entrave ; d'aucuns seraient peut-être même portés à nous dire qu'un bail ne gêne pas le créancier inscrit. Nous ne sommes point de cet avis. Lorsque le créancier hypothécaire a consenti son prêt, l'immeuble n'avait pas cet engagement qui peut le déprécier alors qu'il faut en venir à la vente. Si le propriétaire tient à conserver sa liberté en l'espèce, il n'a qu'à faire insérer dans le contrat hypothécaire qu'il se réserve le droit de louer son immeuble à bail sans l'autorisation du créancier.

Assurément, le consentement des créanciers hypothécaires est une entrave pour le propriétaire, mais il est une garantie pour les créanciers qui pourront ainsi empêcher un débiteur de diminuer la valeur de son bien en le donnant à bail contre un loyer versé d'avance.

Art. 50 et 51. — N'ont besoin d'aucun commentaire.

Art. 52. — Le lecteur comprend que s'il existe des chances d'erreur lors de l'immatriculation et que l'assurance est faite contre ces chances, il en existe d'autres — moins importantes il est vrai — lors de certaines inscriptions. Nous pensons qu'elles sont aux pre-

mières dans le rapport de 4 à 5, et c'est pour cela que le droit est diminué dans cette proportion.

Il est juste que si l'un des deux droits est perçu, l'autre ne puisse l'être en même temps.

Art. 53. — Quant au fond, nous n'avons rien à relever dans cet article, mais nous voulons rendre attentifs magistrats et fonctionnaires contre une tendance qui, certes, est de tous les pays, mais qui s'accuse souvent avec trop de vivacité en France. L'Administration ne veut jamais avoir tort, elle ne consent à reconnaître son erreur que devant l'évidence poussée à sa dernière limite. Nous ne résistons pas au désir de reproduire ces quelques lignes de M. W. E. Maxwell (1):

Une autre considération peut encore nuire à la popularité de la mesure auprès des populations australiennes. C'est la difficulté (dans quelques colonies, on peut dire l'impossibilité) de soutenir avec succès une réclamation contre le fonds d'assurance. La loi a entouré ce fonds de tant de précautions qu'il est presque impossible au réclamant d'obtenir une indemnité, lors même qu'il a éprouvé un dommage.

L'admission d'une réclamation équivaut à la preuve d'une erreur commise par l'Administration; elle est, naturellement, combattue par tous les expédients légaux.

Il serait, je crois, à la fois juste et politique que le pouvoir exécutif admit et payât une indemnité lorsqu'une lésion est le résultat évident du jeu du système; il doit, en pareil cas, renoncer à une défense basée sur des moyens purement techniques, sur la lettre seule de la loi.

Nous ne pouvons qu'abonder dans le sens de M. Maxwell.

Si, après l'immatriculation de toutes les terres cultivées, il était établi que le fonds d'assurance, croissant toujours, arriverait à dépasser toutes limites raisonnables — un ou deux millions de francs par exemple — on pourrait réduire les divers droits à percevoir et même les supprimer complètement.

Art. 54, 55 et 56. — Ne demandent aucune discussion.

Art. 57, 58 et 59. — La récolte en Cochinchine est à cheval sur deux années. Les fruits de la terre, plus particulièrement les paddys, mûrissent vers la fin de la saison des pluies et durant une partie de la saison sèche, soit de novembre à fin février. Pour les uns, donc,

(1) *Exposé théorique et pratique du Système Torrens*, page 36.

l'impôt foncier est payé d'avance ; pour les autres, à terme échu. Mais, peu importe, toutes les récoltes étant faites autour de décembre-janvier, c'est l'impôt de l'année nouvelle, celui qu'on commence à faire rentrer vers mars, qui sera dur à payer pour le cultivateur n'ayant rien récolté, c'est donc de cet impôt qu'il devra être dégrevé.

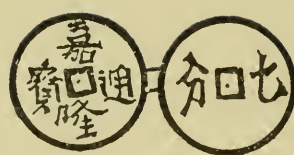
Ici se présente le cas ou jamais de faire appel au sens commun pour empêcher l'application de la loi d'une façon stupide. Ne pas admettre que la récolte a été entièrement perdue parce que quelques épis sont venus à maturité, c'est faire preuve d'inintelligence absolue. Il en est des lois comme de bien des choses, l'esprit doit servir de guide, non la lettre.

Art. 60 et 61. — Une loi foncière a besoin, avant tout, de n'être pas trop en opposition avec les autres lois du pays, sinon elle demeure inapplicable ou conduit à refaire le code civil tout entier. Elle a besoin aussi d'être concise (1) et rédigée en la langue que parle tout le monde, alors seulement elle aura des chances d'être comprise par chacun, fût-il jurisconsulte et législateur. C'est ce que nous avons essayé de faire en permettant au juge de se mouvoir dans un cadre suffisamment large et en lui laissant la faculté de recourir, s'il y a lieu, aux lois existantes. C'est ce que nous avons essayé de faire aussi en rédigeant le projet en termes qui peuvent ne pas être ceux usités dans la littérature juridique, mais qui sont au moins de ceux que le gros public comprend.

Et maintenant, comme mot de la fin, encore quelques lignes de Maxwell :

Le bureau des titres de propriété, le meilleur, le mieux agencé, serait, dans une colonie où toutes les propriétés seraient immatriculées, celui où les inscriptions s'effectueraient par pure routine ; où l'exactitude mécanique serait seule nécessaire ; où la science des hommes de loi serait le moins souvent mise à contribution.

(1) Notre projet de loi comprend 61 articles, l'acte Torrens en compte 144 et la Loi foncière tunisienne 381.



DEUXIÈME PARTIE

ADMINISTRATION

CHAPITRE I

Aperçu de la situation actuelle

Au début et dans toutes les colonies, quelle que soit leur catégorie, les gouvernements ont toujours été aux prises avec une difficulté capitale, celle de la distribution, partant de la mise en rapport, des terres inoccupées. Sous la pression de la nécessité, les systèmes les plus variés ont été tour à tour proposés ou mis en pratique. Ils ont eu, comme toute conception humaine, des fortunes diverses et suivant leur valeur intrinsèque et suivant leur judicieuse application. M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son livre *De la colonisation chez les peuples modernes*, a retracé, de main de maître, tant la règle suivie que celle à suivre pour faire passer le sol des mains improductives de l'Etat dans celles éminemment laborieuses des particuliers.

Un point toutefois a complètement échappé au savant économiste. C'est la constitution de la propriété dans les colonies de domination, c'est-à-dire dans des contrées où la grosse part des terres est à distribuer aux natifs, les colons agricoles européens ne figurant que pour une quantité infinitésimale dans le pour cent général de la population.

Si, presque partout ailleurs, le système des concessions gratuites s'est affirmé, d'une manière générale, comme détestable, et si, presque partout aussi, il a été remplacé par l'aliénation à titre onéreux, en est-il de même dans les colonies de domination, et plus particulièrement en Cochinchine ? M. Leroy-Beaulieu ne nous le dit pas. Aussi, que reste-t-il à faire ? C'est de soumettre la question à l'examen et d'essayer de lui trouver une solution.

Il est indispensable, toutefois, avant d'entrer en matière, de se reporter au régime des terres antérieurement à l'occupation française. Car il ne faut pas oublier que, lors de notre arrivée, nous avons

trouvé en Cochinchine et des habitants et des terrains cultivés ; soit un état de choses préétabli, que nécessairement nous fûmes obligés d'accepter, qui n'a pas été sans influencer sur nos décisions subséquentes et qui, aujourd'hui encore, nous empêche de prendre arbitrairement telle ou telle mesure.

Force nous est donc de remonter aux institutions annamites, et, à cet effet, nous les prendrons à environ un siècle de date.

Vers cette époque, nous voyons Nguyễn-Anh lutter contre les usurpateurs Tây-Son, dont il arrive finalement à détruire la puissance et la dernière résistance (prise de Qui-Nhon) en 1801. Dans toutes ses tentatives pour ressaisir le pouvoir, la Basse-Cochinchine lui servit invariablement de base d'opérations et lui fournit, sans conteste, la meilleure part de ses forces. C'est que, déjà en ce temps, le Delta était régulièrement gouverné et fort judicieusement administré.

Nguyễn-Anh, une fois devenu l'empereur Gia-Long, fit ordonner un recensement cadastral de toutes les terres de la Basse-Cochinchine (1806). De ce premier cadastre, rien ne nous est parvenu (voir pour plus de détails *Les Institutions annamites*, tome II, pages 298 à 304).

Minh-Mạng, le fils et le successeur de Gia-Long, fit procéder, en 1836, à un deuxième mesurage des terres. Il chargea un haut mandarin, ayant le titre de *khâm sai*, du lever cadastral de la Basse-Cochinchine. L'envoyé impérial « arriva suivi d'une foule de mandarins de rang assez élevé, désignés sous le nom de *đạt điển quan* (mandarins cadastrateurs). Il distribua la direction des opérations partielles par province et par *phủ* aux mandarins cadastrateurs. Ceux-ci aidés de tout le personnel de la province, procédèrent au mesurage de chaque parcelle, en présence des autorités locales et des intéressés. Chaque village dressa, en trois expéditions, un cahier contenant les résultats du mesurage. Ce cahier donne, par catégories de cultures, l'origine de la propriété pour chaque parcelle, sa contenance, la description des quatre limites de cette parcelle, et le nom de son propriétaire actuel. C'est le *địa bộ* ». (Luro).

De ce cahier, daté de Minh-Mạng (17^e année), sont partis tous les rôles d'impôt. Le *địa bộ* n'a jamais été refait, mais tel qu'il était, il faisait foi devant les tribunaux ; il avait été créé dans un double but, juridique et fiscal, la propriété y trouvait une base certaine que nul ne contestait.

Nous venons de voir comment le gouvernement annamite établit l'état civil de la propriété, il nous reste à voir comment il la jugeait, ou quel était le droit.

Ici, comme dans presque tous les autres pays d'Orient, le souverain a le domaine éminent du sol et les détenteurs de terres ne sont que de simples tenanciers impériaux. C'est pour cette raison que l'abandon du champ, c'est-à-dire la cessation de la culture, corroborée avec la cessation du paiement de l'impôt, faisait retourner le sol à l'Etat ; celui-ci se réservait le droit de le concéder à nouveau. D'une manière plus générale, toutes les fois qu'il « y avait déshérence dûment constatée, l'Etat concédait au premier demandeur venu, attendu qu'il est de principe en ce pays que toute terre qui est abandonnée, dont personne ne paie l'impôt, doit être concédée à nouveau ». (Luro). La propriété foncière avait donc un caractère des plus précaires qui est prouvé encore par la confiscation des terres soustraites à l'inscription et les nombreuses confiscations pour toutes autres raisons. La propriété absolue, celle qui ne peut aller à l'Etat que par voie d'expropriation ou par manque de possesseur, la propriété quiritaire enfin n'existait pas au pays d'Annam (1).

Voilà quant au droit. Dans la pratique, cependant, tout laisse supposer que l'on était bien moins sévère. L'Etat d'alors n'avait d'ailleurs pas plus d'intérêt que l'Etat d'aujourd'hui à s'opposer à la mise en rapport du sol et l'Annamite pouvait, à peu près, se considérer comme le propriétaire absolu du terrain qu'il occupait. En raison même de l'immense quantité de terres vacantes (nous l'avons dit ailleurs), le droit annamite avait consacré le principe que *toute terre non possédée appartenait au premier qui en faisait la demande*.

(1) Voici à ce sujet, ce que dit Philastre : « Nous avons vu que l'Etat concède gratuitement les terres domaniales aux particuliers à la seule condition qu'ils en payent les impôts ; que, par suite, du moment où elles sont abandonnées par leurs propriétaires, où elles tombent en friche et ne payent plus d'impôts, elles font retour au domaine. Que si un cultivateur en prend plus qu'il n'en peut cultiver et refuse l'impôt de ce qu'il a en trop, l'Etat confisque cet excédent. Dans le cas où l'Etat vendrait les terres, il n'aurait naturellement plus ce droit, car son contrat avec le cultivateur serait d'une autre nature, et si le cultivateur refusait de payer les impôts d'une partie des terres vendues, l'Etat n'aurait plus qu'un droit, celui de poursuivre le paiement des impôts dus en expropriant au besoin le cultivateur jusqu'à concurrence du montant de sa créance. Ce décret d'expropriation ne s'étendrait qu'aux parties de la terre dont les impôts ne seraient pas payés parce que l'impôt est une chose divisible spéciale à chaque parcelle de terre ou unité de mesure de la surface de la terre ; il ne s'étend pas à l'ensemble de la propriété ; il n'atteint que le lot qu'il grève. (*Code annamite*, tome I, page 409).

Toutefois, « nul ne devenait *propriétaire* d'une terre vierge, abandonnée ou en déshérence, *qu'en payant l'impôt*. Or, nul n'était admis à payer l'impôt que par inscription au diên bô. Mais l'inscription au bô n'avait lieu qu'à la suite d'une demande motivée sur une concession obtenue ou sur tout autre mode d'acquérir la propriété ». (Luro).

Nous avons fait remarquer précédemment la rigueur avec laquelle étaient frappés ceux qui soustrayaient des terres à l'impôt. « La loi annamite était, en général, fort sévère tout en ne demeurant pas constante. Ainsi, sous les Tày-Son, c'était la confiscation pure et simple aggravée d'une peine corporelle. Quand Gia-Long fut au pouvoir, un décret ordonna la confiscation de la terre au profit du dénonciateur, à moins que celui-ci n'usât pas de son droit, auquel cas elle restait à l'ancien occupant. C'était le quan bô qui jugeait et punissait ; le délateur n'avait qu'à établir une requête en double expédition disant qu'il demandait à prendre les *n mầu* qu'un tel cultivait en les soustrayant à l'impôt. Le fraudeur était puni et les *n mầu* inscrits au nom du dénonciateur. Avec Minh-Mạng le droit fait une distinction et la pénalité suit le droit (décret daté de la 15^e année — 1834) ; la confiscation n'est plus prononcée que si le délinquant, après avoir défriché une terre, l'a soustraite en totalité à l'impôt ; cette terre alors est concédée au premier venu qui s'offre à payer la contribution. Par contre, si le propriétaire ne fait qu'occuper plus de terrain qu'il n'y en a d'inscrit, la confiscation est remplacée par une amende de trois ligatures par *mầu* au profit du dénonciateur. Sous Tự-Đức, une nouvelle distinction s'ajoute à la précédente. Si la terre *entièrement* soustraite à l'impôt avait antérieurement été cultivée puis abandonnée, l'occupant qui l'a remise en culture n'est pas dépossédé, mais il est tenu de verser une amende de trois ligatures par *mầu* au dénonciateur, et de payer à l'Etat, outre l'impôt de l'année courante, celui de l'année précédente. Indépendamment de cette amende, et que la soustraction à l'impôt ait été totale ou partielle, le fraudeur reste passible des peines corporelles prévues par la loi. Ces peines étaient proportionnelles à la surface. Pour plus de détails, voir l'art. 84 du Code annamite ». (*Les Institutions annamites*, tome II, pages 311 et 312).

Ainsi, lors de la prise de possession de la Cochinchine, nous trouvons une propriété individuelle qui fait sa preuve par l'inscription

au registre d'impôt de la commune, mais qui, par suite de l'imperfection du mesurage primordial, et, plus tard, du manque absolu de toute espèce de mesurage, est mal assise quoique assez bien définie. D'autre part, nous sommes en présence du principe que « chacun peut défricher le terrain qui lui convient ou remettre en culture telle terre abandonnée qui lui plaît, et en devenir propriétaire, à la seule condition de payer la redevance fiscale. En outre, pour empêcher la trop facile soustraction des terres à l'impôt, la délation est favorisée par la loi ; disposition fort utile, administrativement parlant, mais qui n'en exerce pas moins une action déplorable sur la morale publique ». (*Les Institutions annamites*, tome II, page 312). A tout ceci vient se joindre le fait que les terres inoccupées, propres à la culture, étaient nombreuses et surpassaient de beaucoup le pouvoir de travail de la population d'alors.

Depuis cette époque, que s'est-il créé, où en sommes-nous ? L'examen le plus superficiel révèle que nous n'avons fait que piétiner sur place et pour cette raison aussi, que nous n'avons fait qu'accroître le gâchis existant déjà. En effet, non seulement nous distribuons les terres de la même façon que sous l'ancien régime, mais nous les distribuons sans aucune mesure ; ce que le gouvernement annamite, tout mauvais administrateur qu'il fut, n'avait jamais fait.

L'agriculteur était libre de prendre autant de terre vierge ou abandonnée qu'il en pouvait cultiver, *mais pas plus*, à condition, bien entendu, de solliciter la sanction administrative, c'est-à-dire l'inscription au rôle. Or, cette inscription qui seule donnait le droit de propriété avait pour conséquence inéluctable le paiement de l'impôt (après trois ans et même six ans pour les terres vierges et un an pour les terres abandonnées depuis plusieurs années) (1). Mais encore fallait-il que la terre ne restât pas en friche, car quiconque s'appropriait des terres en quantité plus considérable que ce que ses forces lui permettaient d'exploiter était passible d'une peine proportionnelle au nombre de mào et variant de trente à quarante coups de rotin ou de truong.

Une distribution plus bénévole eût valu aux Annamites ce qu'elle nous vaut aujourd'hui : l'immobilisation de bien des terres, sans profit pour personne, ni pour le gouvernement qui n'en tire aucun

(1) Voir *Les Institutions annamites*, tome II, page 305.

revenu, ni pour le travailleur qui en est privé, ni même pour le propriétaire, auquel la Colonie peut fort bien imposer le paiement de la taxe foncière, mais auquel elle ne peut imposer en même temps la mise en culture.

La Cochinchine cultive exactement selon le nombre de bras qu'elle possède et, en dépit de toutes les concessions accordées, elle ne cultivera pas un hectare de plus sans l'adjonction de bras nouveaux.

Nous ferons remarquer aussi que la difficulté de distribuer d'énormes étendues de terres couvertes de jones, de Broussailles et de forêts est grande. Indépendamment de cette considération, il y a encore la question de voies d'accès et, plus particulièrement dans le delta du Mékong, de la canalisation, sans laquelle, dès qu'on s'éloigne du bord des cours d'eau, la culture devient à peu près impossible. Cette dernière question, objet d'une sollicitude constante des mandarins de l'ancien régime, a été beaucoup trop négligée jusque dans ces derniers temps. Avec un tel ensemble de conditions, l'Etat qui aliène des terres vierges sans mesure ni prudence s'expose, pour sûr, à les voir rester partiellement en friche, et, même alors qu'il peut en réclamer l'impôt, il n'en retirera pas la moitié des ressources fiscales qu'une terre cultivée lui fournirait.

Mais ce n'est pas tout encore, au lieu de nous réserver, d'une manière effective, la distribution des terres, nous avons laissé cette question capitale à la discrétion des oligarchies communales. Nous nous expliquons. Il est d'usage que toute demande de concession doit être au préalable visée par le village. C'est la disposition la plus malheureuse qui se puisse imaginer, car étant donné l'état flottant, ambigu, de la propriété en général, mais plus particulièrement de cette gigantesque bouteille à l'encre que constituent les biens *công điền* (communaux) ou soi-disant tels, tout demandeur de concession est à la merci absolue des notables. Il aura ou n'aura pas une terre suivant qu'il se sera ou non procuré les bonnes grâces des exploiters communaux. Car ces braves gens prouveront quand ils voudront, et pièces en mains, que le terrain demandé a un légitime propriétaire, ou au moins qu'un tiers l'a déjà sollicité antérieurement (1). Il est vrai que l'approbation du village n'est pas indis-

(1) Le lecteur pourrait croire que nous exagérons, nous citerons un exemple entre mille à l'appui. En 1891, un particulier du village d'An-Khanh (arrondissement de Bac-lieu) se trouve en contestation avec les notables de l'endroit au sujet d'une terre qu'il cul-

pensable ; mais la plupart des administrateurs l'exigent croyant par là éviter les fourberies et engager la responsabilité des muni-cipes ; aussi bien peu de gens parviennent à s'affranchir de l'onéreuse et inutile formalité. En deux ans de temps, nous n'avons vu qu'un seul cas.

Et vous croyez, ami lecteur, que c'est tout. Il y a plus fort. Un individu fait une demande de concession au-dessus de dix hectares, remplit les formalités prévues et, à ses risques et périls, commence la culture en attendant une solution. La demande à son tour, est classée en attendant qu'elle puisse être accompagnée d'un plan pour passer devant le Conseil colonial. Et, en attendant toujours, l'individu cultive sans payer un *cent* de contribution. Car n'ayant pas de titre, il ne figure pas au bô et n'y figurant pas il ne saurait payer l'impôt. Personne, du reste, ne songe à l'inscrire vu que cette inscription équivaldrait à un titre de propriété, sinon établirait, en tout cas, une présomption telle que la Colonie ne pourrait plus, sans injustice grave, retirer la terre à celui qui en paie l'impôt (1). Pas plus tard qu'hier (2), un bonhomme de cultivateur est venu nous demander si nous voulions lever sa rizière à Hoà-Tú (arrondissement de Soctrang), afin d'arriver à régulariser sa situation. Depuis cinq ans il a fait une demande de concession, depuis cinq ans il cultive sans arriver à obtenir la sanction administrative et depuis cinq ans aussi il n'a jamais payé une sapèque d'impôt. Assurément, cette situation semble avantageuse pour l'occupant, en réalité elle

tivait. Nous sommes appelé pour faire le lever. Pas plutôt sur les lieux que l'*ông ca* se présente réclamant la propriété du terrain contesté. Il exhibe, à cet effet, un titre unique de concession de 20 hectares. Or, avec les limites indiquées au titre, il pouvait occuper une surface d'environ 1,000 hectares (en réalité il en occupait 400). Que se passa-t-il ? C'est que partout où nous voulions prendre les quarante hectares, objet du litige, il nous opposait invariablement son titre. Pour finir, et suivant les ordres de l'administrateur, nous lui taillâmes 20 hectares à l'endroit qu'il voulut nous désigner et ce n'est qu'après cette opération qu'il fut possible de liquider le reste. Il est presque superflu de faire observer que, dans de pareils cas, sans le mesurage ou, au moins, l'intervention énergique de fonctionnaires européens, le dernier mot reste toujours aux notables.

(1) Depuis quelques années on a établi, partiellement suivant nos indications, des *registres supplémentaires* (nous les avons déjà mentionnés dans la première partie de cette étude aux *Droits de sortie des riz*). On réclame, de la sorte, l'impôt, mais on ne reconnaît aucun droit de propriété au cultivateur. L'impôt, affirme-t-on, est un droit de location, ni plus ni moins. Oui, si la terre avait été donnée défrichée et en plein rapport. Mais cette terre était vierge, et le défrichement, et la plus value donnée au sol, ça ne compte donc pas ? Tenez, il y a de quoi outrer le plus indifférent des hommes.

(2) Nous avons écrit ces lignes autour de 1894.

ne l'est guère, car le premier gratte-papier venu, pour peu qu'il soit appuyé, réussirait aisément à s'emparer de cette terre sans que celui qui l'a défrichée puisse s'y opposer. Notre client, qui d'ailleurs ne nous paraît nullement avoir cherché à se soustraire aux exigences fiscales, a trop de bon sens pour ne pas comprendre le côté précaire de sa situation, et s'il consent à passer par les frais d'un mesurage, c'est qu'il en a reconnu l'utilité.

Il y aurait encore beaucoup à censurer sur ce chapitre des terrains domaniaux, mais nous nous arrêtons là, car nous croyons avoir suffisamment appuyé notre critique. Maintenant, comment peut-il se faire que des hommes pourvus généralement de solides connaissances spéciales, des hommes instruits, rompus aux affaires, aient fait beaucoup moins bien que leurs prédécesseurs, les mandarins annamites ? Y a-t-il eu légèreté, indifférence ? Certes, non, l'énorme masse d'arrêtés, de décisions et de circulaires concernant la propriété prouvent, au delà de toute évidence, que la question a largement préoccupé les autorités. La faute, ici, est bien moins aux individus qu'à la société, à l'époque, aux événements.

Il y a quelque quarante ans, nous débarquons en Basse-Cochinchine, et, durant une bonne dizaine d'années, nous avons fort affaire rien que pour pacifier le pays. Songer en ce temps à bouleverser les institutions locales eût été de la folie. Le gouvernement devait s'estimer trop heureux d'avoir trouvé, et des lois toutes faites, et des gens habitués à leur obéir, pour se risquer à des transformations. C'était prudent et d'une haute sagesse politique. Plus tard, quand l'ordre fut rétabli, qu'on eut le temps de se retourner, on s'aperçut de bien des défauts, de bien des abus ; on résolut d'innover. C'était parfait, mais à condition de s'assimiler l'expérience acquise — et presque toujours chèrement achetée — par les peuples colonisateurs nos voisins, à condition de raisonner moins en surface qu'en profondeur, à condition de ne pas toujours trouver mauvais ce que des prédécesseurs, de quelque nationalité qu'ils puissent être, ont fait. Malheureusement, ces conditions multiples mais essentielles n'ont jamais été observées.

Il n'y a, du reste, là rien que d'assez naturel. Combien trouve-t-on d'hommes dont le premier mouvement n'est pas de critiquer toute chose établie, toute proposition nouvelle ? Combien, en Cochinchine, où le soleil torride exerce si puissamment son influence irritante, combien trouve-t-on de personnes qui acceptent sans contredire

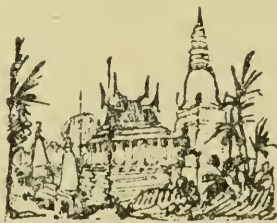
ce qui leur est soumis ? D'autre part, avec nos défauts et nos qualités de race, nous devons fatalement faire comme nous avons fait. Car nos défauts ne nous autorisent pas à travailler longuement un problème, à nous identifier avec lui, à le poursuivre des années durant ; tandis que nos qualités nous rendent la conception des choses trop facile, nous font toujours trouver un joint aux situations les plus compliquées et nous permettent, le plus souvent, de nous débrouiller là où d'autres peuples, en dépit de leur esprit géométrique, restent empêtrés. Nos institutions éclosent ainsi sous la forme de brillants et passagers impromptus, tandis que les leurs s'enfantent péniblement, lentement, mais présentent le type d'une lourde permanence. Joignez à cela notre mobilité de caractère qui, tour à tour, nous porte à rejeter avec un suprême dédain ou à saisir avec un engouement sans bornes ce qui vient de l'étranger, et vous comprendrez que l'expérience acquise par d'autres ne devait pas nous servir. Nous avons voulu faire notre apprentissage par nous-mêmes et, certes, nous y avons réussi, mais... c'est à nos dépens.

Aujourd'hui cet apprentissage est terminé, une expérience quarantenaire nous permet d'asseoir nos institutions. Les impromptus ont fait leur temps, il faut passer à l'argumenté, au permanent, et c'est chose facile, nous en donnerons la preuve. Mais avant d'en venir à la démonstration, il est bon de reconnaître encore une fois les parties du problème, car il est complexe. Trois éléments principaux s'offrent à l'examen : *la législation, l'administration et le mesurage*.

Ces trois éléments doivent faire l'objet d'études spéciales, nous en avons déjà traité un (la législation). Il y aura sans doute des redites dans ceux que nous allons développer encore, mais tous s'enchevêtrent si bien les uns dans les autres, qu'il est à peu près impossible d'éviter certaines répétitions. Le lecteur voudra nous en tenir compte et remarquer aussi combien sont dissemblables les questions, partant combien elles sont difficiles à traiter par le même homme. On est ou jurisconsulte, ou administrateur, ou géomètre, on n'est généralement pas les trois à la fois. C'est la grosse difficulté, et si ce genre d'étude n'a pas mieux réussi en Cochinchine, c'est que les personnes qui s'y sont attaquées n'avaient presque toujours que des connaissances trop unilatérales. En dehors de leur perfectionnement professionnel, elles n'ont guère eu le courage de consacrer de longues années à s'assimiler d'autres branches.

Dès les premiers temps de notre entrée au Cadastre de Cochin-

chine (il y a dix-huit ans passés), nous avons reconnu l'écueil et nous n'avons jamais cessé de le contourner par l'étude. Il est, évidemment, resté des points faibles dans nos travaux ; mais, ceux-ci sont d'un ordre secondaire, peuvent être amendés par des gens compétents et n'entraînent pas, comme d'autres essais tentés jusqu'à ce jour, une condamnation presque irrémédiable, par suite du manque de connaissances géométriques chez le jurisconsulte et de connaissances juridiques chez le géomètre. On nous accusera peut-être de manquer de modestie, soit ; mais il est des choses qu'il faut dire en ce siècle pour convaincre bien des gens et nous les disons.



CHAPITRE II

Régime de l'aliénation des terres domaniales

La première des choses que fait un particulier quand il veut acheter ou vendre un immeuble, c'est de s'enquérir de sa superficie. A ce point de vue, la Colonie, qui poursuit l'aliénation de terrains domaniaux, se trouve dans la même situation que le particulier ; comme celui-ci, en premier lieu, elle a besoin de savoir ce qu'elle possède. Avant toute chose, il convient donc de rechercher de quoi la Colonie peut disposer.

La superficie totale de la Cochinchine est de 5,687,700 hectares (1) qu'il faut diminuer tout d'abord d'un dixième pour les cours d'eau, étangs, canaux et voies de communication terrestres dont le domaine ne se dessaisit pas. Il reste donc une surface de 5,118,930 hectares. La partie cultivée, c'est-à-dire celle dont la Colonie ne dispose plus, s'élève d'après les données du Cadastre à 1,286,630 hectares.

Mais cette quantité qui ne comprend pas les centres habités (environ 5,000 hectares) est encore trop faible pour d'autres raisons. Il y a d'abord les terres soustraites à l'impôt et qui ne figurent nulle part, il y a ensuite les terres défrichées depuis la confection des tableaux par masses de cultures (dont quelques-uns remontent à plus de vingt ans) ; nous croyons rester en dessous de

(1) C'est la superficie accusée par le service de la Topographie et du Cadastre de Cochinchine, elle diffère de celle de l'*Annuaire du Bureau des longitudes* pour 1902 qui est de 5,946,000 hectares. Mais on ne peut pas accorder une très grande confiance à cette compilation. Nous avons déjà eu l'occasion de relever une autre erreur dans cet annuaire au sujet du calendrier chinois (voir *Les Institutions annamites*, tome II, page 260) et qui s'est reproduite dans l'annuaire pour 1902.

L'*Almanach de Gotha* paraît mieux renseigné quant à la superficie, il donne, en chiffres ronds, 5,690,000 hectares.

la vérité en évaluant le tout au cinquième de la valeur accusée, soit 257,326 hectares. La partie actuellement inaliénables s'élèverait ainsi à 1,543,956 hectares.

Il reste donc de disponible 3,574,974 hectares ou, en chiffres ronds, 3,570,000. Toutefois, le Domaine est loin de pouvoir disposer d'une manière effective de la totalité de cette surface. Car il est beaucoup de terres qui ne pourront être livrées à la culture que du jour où la Colonie aura fait les travaux de canalisation indispensables pour régler le niveau des eaux. Aussi sommes-nous forcé de partager la superficie totale en groupes que nous supposons égaux. Un premier comprenant les terres qui ne pourront être aliénées qu'après l'exécution de grands travaux par la Colonie. Un deuxième comprenant les terres propres à être mises en culture moyennant des travaux de moindre importance qui peuvent être entrepris par des particuliers. Enfin, un troisième qui comprend les terres situées au bord des cours d'eau et où il n'y a que les travaux ordinaires de défrichement à exécuter. Nous avons admis précédemment l'hypothèse de l'égalité des groupes, il est pourtant loin d'en être ainsi; un simple regard sur la carte de Cochinchine fait voir que le premier groupe est de beaucoup le plus important. En somme, étant donnée notre situation budgétaire, partant l'impossibilité d'entreprendre d'ici longtemps une canalisation de grande envergure, il ne reste de vraiment aliénable qu'environ 2,380,000 hectares, et c'est, comme on voit, largement compté. Mais, comme on voit aussi, c'est bien peu de chose comparé aux centaines de millions d'hectares dont disposent les Etats d'Amérique et l'Australie.

Voici, à ce sujet, quelques chiffres comparatifs :

PAYS	SUPERFICIES en hectares	POPULATION	NOMBRE d'habitants par cent hectares ou kilom. carré
Cochinchine	5.687.700	2.968.529	52.2
Etats-Unis d'Amérique.....	938.302.900	76.388.288	8.0
République Argentine	288.562.000	4.794.149	1.6
Australie.....	792.901.400	4.357.350	0.5

Cette comparaison amène nécessairement la question : pouvons-nous, sans inconvénient, aliéner d'un seul coup et au même individu des superficies de terres égales à celles qu'il pourrait obtenir dans les pays susmentionnés ?

Nous ne le pensons pas et nous allons essayer de le démontrer.

L'aliénation rationnelle des terres, celle qui conduit à la mise en culture et écarte la spéculation, s'appuie sur quatre facteurs principaux :

- a) la quantité de terres à distribuer ;
- b) le nombre d'individus qui peuvent en demander ;
- c) le genre d'industrie agricole auquel le sol est destiné ;
- d) le mode d'aliénation.

En Australie, la production par excellence est la laine ; le colon y fait de l'élevage, il lui faut, ainsi qu'à tous les pasteurs, d'immenses espaces pour nourrir ses troupeaux ; comme le sol libre est abondant, on peut lui en donner selon ses besoins. C'est par milliers d'hectares que les terres sont aliénées.

Dans l'Amérique du Sud, la production consiste en peaux et en viandes de conserve. C'est encore l'élevage, et vu qu'il y a surabondance de terrain, on peut également donner satisfaction au demandeur.

Aux Etats-Unis, le colon couvre le sol d'emblavures, de plantations ; il lui faut donc des surfaces bien moindres, et il ne peut les prendre qu'à proximité des voies de communication, sinon ses produits lui resteraient pour compte. Aussi, malgré l'immensité des terres disponibles, n'y a-t-il toujours qu'une partie d'immédiatement aliénable : celle où l'Etat a fait les travaux d'accès nécessaires. Avec de semblables conditions, le gouvernement est obligé de prendre des dispositions plus étroites. Comme on sait, le lotissement et l'aliénation des terres se font généralement par demi-section du domaine public, soit 320 acres (129 hect. 28 ares). Tous les ans, le président des Etats-Unis fixe la quantité de terres à aliéner dans chaque Etat. Ces aliénations, comme nous verrons plus loin, se font invariablement à titre onéreux.

En nous inspirant de ces données, nous pouvons établir *a priori* que dans un pays où le produit agricole qui, à rendement égal, occupe le plus de surface est le riz, que dans un semblable pays on agit sagement en n'aliénant le sol que par petites quantités, quelques centaines d'hectares au plus. Il convient donc de rechercher

quel est le maximum de terre qu'il est raisonnablement permis d'accorder d'un seul coup au même individu. Et pour qu'on ne nous accuse pas de dureté envers les « colons », nous allons laisser, pour un instant, de côté les quatre facteurs dont nous avons parlé précédemment et nous placer à un tout autre point de vue : le revenu.

L'hectare de bonne rizière, en exploitation, rapporte, par an, un revenu brut moyen de soixante-huit piastres. Les frais de culture et d'impôt varient entre 20 et 35 piastres, selon que l'on emploie le sabre, la houe ou la charrue, soit une dépense moyenne de 28 piastres. Le revenu net est donc de quarante dollars. Ainsi, cent hectares rapporteront 4,000 piastres et cinq cents 20,000. Cette dernière somme représenterait le revenu net absolu si pour cultiver les cinq cents hectares il n'eût fallu — comme cela se pratique annuellement dans les vieilles rizières — que couper les herbes ou labourer et repiquer. Bien des terres se trouvent dans ce cas, mais plaçons-nous dans les pires conditions, et recherchons quelle quantité de capital notre terrain peut absorber avant d'être en mesure de fournir un rendement convenable. Nous le supposons donc couvert de broussailles ou de forêts. Si ce sont des broussailles, le défrichement s'opère très vite et peut être décompté à raison de trois piastres par hectare ; si c'est de la forêt, il est plus lent, mais la vente des bois couvre une bonne partie des frais, et au bout du compte, le défrichement ne revient encore pas à plus de trois piastres. Un premier millier et demi de dollars est donc absorbé. Concurrément avec le défrichement, nous supposons qu'il a fallu creuser un système de canaux, faire des talus et comme la surface occupée par les cinq cents hectares représente un carré d'environ 2,240 mètres de côté, nous estimerons ces canaux et talus à trois mille mètres. Ce qui, à une piastre et demie le mètre courant, représente encore quatre mille cinq cents piastres. Ainsi notre rizière aura exigé un capital de six mille dollars avant de pouvoir être mise en culture. Assurément, cette somme est excessive et nous n'avons jamais vu en Cochinchine l'hectare de rizière absorber douze piastres pour être mis en rapport, rarement nous avons vu atteindre le chiffre de six piastres, et si des gens parvenaient à nous prouver qu'ils ont dépensé davantage, nous nous ferions fort de leur démontrer qu'ils n'entendaient rien aux travaux agricoles, qu'ils se sont fait gruger par leur personnel et, qu'en tous

cas, ils ont choisi leur terrain d'exploitation sans l'avoir parcouru ni même vu (1).

Mais qu'il en soit ce qu'il voudra, nous maintenons le chiffre de six mille piastres afin d'éviter tout mécompte. Les deux premières années, l'une portant l'autre, la rizière ainsi défrichée fait à peine plus que ses frais. Ce n'est que la troisième année, quand la meilleure part des souches a pu être éliminée, que le rapport devient normal (2). Donc, à la fin de la troisième année, nous sommes en présence d'une première mise, capital et intérêts (à 12 p. %) de 7,526 piastres. Si nous déduisons cette somme du revenu net de 20,000, il reste 12,474 piastres pour cette troisième année, tandis que les années subséquentes rapporteront 20,000 piastres. Mais comme il faut tenir compte des mauvaises récoltes ou d'autres accidents, que généralement toute la superficie n'est pas cultivable (de prime abord, les talus et les canaux sont à déduire), nous diminuerons de plus de moitié ce chiffre et nous admettrons pour revenu net annuel 8,000 piastres seulement (3). C'est un joli denier, dont se contenterait plus d'un et dont devraient se contenter, pour leurs débuts, nos « colons » surtout alors qu'ils peuvent, en manœuvrant convenablement, ne pas enfouir un *cent* de leur avoir propre dans les vases de Cochinchine.

Le lecteur curieux nous demandera peut-être comment il faut manœuvrer pour obtenir cet heureux résultat. Voici :

Vous choisissez votre terrain de manière à avoir le moins à défricher possible, des hautes herbes partout et même quelques bouts de terre déjà mis en culture, mais dont les occupants n'ont

(1) « *M. le Lieutenant-Gouverneur*. — Il faut dire aussi que beaucoup de personnes demandent des concessions sans savoir exactement où elles se trouvent.

« *M. Paris*. — C'est exact. . . . »

(Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil colonial du 13 janvier 1897, page 90).

(2) Il y a lieu aussi de tenir compte de l'acidité (on dit, mais à tort, croyons-nous, *Palunage*) de certaines terres. Il faut bien deux ans pour les en débarrasser suffisamment. (Le lavage complet demande d'ordinaire de quatre à six ans). Que l'on n'aille pas supposer toutefois qu'un terrain acide ne puisse rien fournir. Le riz y pousse aussi, mais il fournit plus de paille et moins de grains qu'ailleurs. Ainsi un hectare de bonne rizière produit 100 *gia* de paddy, tandis qu'un hectare de terrain acide n'en produira, par exemple, que 50, soit un rapport brut de 34 piastres au lieu de 68. Ces rizières produisent donc au début de quoi couvrir les frais tout comme les terrains non acides.

(3) Nous prions le lecteur de se méfier des comptes faits par certains colons. Car ces messieurs n'ont, généralement, du colon que le nom; ils ne cultivent pas leurs terres, ne savent quelquefois même pas au juste où elles se trouvent. Aussi ne font-ils que louer le sol à des tenanciers qui entendent bien partager les bénéfices.

aucun titre. Ce sont, du reste, de grands criminels qui se sont permis de vouloir vivre de leur travail sans en avoir demandé la permission à M. l'Administrateur ! Sans avoir même acheté les bonnes grâces des notables ! Allez de l'avant, rien n'est à craindre. D'ailleurs, comme vous avez bon cœur, vous préviendrez ces gens qu'ils peuvent rester où ils sont, pourvu qu'ils travaillent à votre compte ; vous leur avancerez même quelques dollars, dont ils ont toujours besoin. Il est vrai qu'en les chassant, vous n'auriez peut-être pas trouvé d'autres travailleurs ; qu'en leur glissant deux ou trois piastres dans la main — que vous retrouverez avec usure à la récolte — vous les empêchez, du même coup, soit de réclamer, soit de s'en aller ; et puis, pour négocier un emprunt à la Banque de l'Indo-Chine, il faut que vous puissiez faire voir que la terre est exploitée. Mais c'est égal, vous avez bien des scrupules, et c'est très généreux de votre part de ne point balayer toute cette racaille hors du terrain qui vous a été régulièrement concédé.

Dès que vous serez muni de tous les sacrements administratifs et que votre titre vous aura été remis, vous demanderez à contracter un emprunt que les autorités auraient bien mauvaise grâce de vous refuser à vous, Français, alors qu'elles l'accordent si bénévolement aux Annamites. Si les notables font des difficultés, offrez-leur quelques dollars — ils les prendront — promettez-leur en d'autres quand vous aurez touché, et tout ira pour le mieux. Vous aurez votre argent, eux le leur, les rizières seront cultivées et, après la récolte, vous réglerez et vous ramasserez un très honnête bénéfice. Si, par extraordinaire, les affaires devaient tourner mal, que perdrez-vous ? Une concession qui ne vous a rien coûté. Les prêteurs ou garants n'y trouveront sans doute pas leur compte, mais vous les consolerez en disant que c'est un malheur, que vous n'y êtes pour rien et que vous perdez bien plus qu'eux... votre temps !

Mais revenons à notre thèse. Nous venons de démontrer que cinq cents hectares fournissent un bénéfice net fort respectable, qui permettrait à un Européen de vivre dans le confort le plus parfait et de faire de sérieuses économies. Il s'agit de voir maintenant si ce chiffre peut s'accorder avec l'effectif de la population agricole en mesure et en volonté de défricher des terres nouvelles. A raison de 500 hectares par individu, notre réserve de 2,380,000 hectares immédiatement disponible, se partagerait entre 4,760 propriétaires qui, au taux de trois hectares par paire de bras, occuperaient environ

800,000 personnes. Nous devons, toutefois, faire remarquer de prime abord que l'on ne trouverait pas à l'heure actuelle, dans toute l'Indo-Chine, un effectif de travailleurs disponible aussi considérable, on n'en trouverait certes pas le dixième ; il y a lieu de remarquer encore que le chiffre complet est loin d'être nécessaire, car il est à supposer qu'en maint endroit des bêtes de labour seraient utilisées. Quoi qu'il en soit, un semblable partage créerait, à côté d'une peu nombreuse aristocratie terrienne, une immense armée de prolétaires agricoles. Ce n'est évidemment pas ce qu'il faut rechercher. Aussi des concessions de 500 hectares — que nous considérons, comme le maximum de surface à aliéner d'un seul coup — ne doivent être accordées qu'exceptionnellement et alors qu'il est nettement prouvé que les terres ne peuvent être mises en culture sans qu'il leur soit incorporé une certaine quantité de capital. En dehors de là, il faut agir avec bien plus de parcimonie, sinon l'on n'arriverait guère vite à constituer la moyenne et la petite propriété ; cette petite propriété si nécessaire pour fixer la masse encore assez vagabonde des basses classes indigènes. Nous ferons observer, en outre, que si l'on distribuait les terres disponibles à raison de cinq hectares par famille, ce qui représente à peu près la quantité de rizière que peut cultiver une famille annamite sans avoir recours aux animaux de labour, on arriverait à en fournir à 476,000 familles, c'est-à-dire à tout le monde en Cochinchine.

Que nous disent ces chiffres ? C'est que rien qu'avec les terres immédiatement disponibles, nous avons de quoi contenter chacun. Il nous faut simplement agir avec un peu de discernement et ne distribuer les surfaces que proportionnellement aux bras et aux animaux dont disposent les demandeurs et proportionnellement aussi aux capitaux que les terres réclament pour être mises en culture. Ainsi un homme seul, sans buffles, ni bœufs, n'arrive à cultiver que trois hectares de rizière, il n'y a donc pas lieu de lui en accorder quatre. Un homme marié qui a quelques enfants peut en cultiver cinq, il faut les lui donner, mais ne pas lui en attribuer plus. Le paysan qui possède une paire de buffles peut cultiver dix hectares, qu'on lui en accorde donc dix. On pourrait ainsi aller jusqu'à cinquante hectares (1). De cinquante à cinq cents hectares, la terre

(1) Il faut pour cultiver cinquante hectares, environ quinze hommes. Avec trois paires de buffles, il n'en faudrait qu'une dizaine (le repiquage exige momentanément tout ce qu'il est possible de trouver de gens : des femmes, des filles, des gamins). Ce sont des

ne devrait être distribuée que s'il est établi qu'il faudra dépenser au moins 3 piastres par hectare pour mettre le terrain en rapport. Bien entendu, il y aura toujours lieu de tenir compte de la quantité de terre que possède déjà le demandeur ainsi que de leur origine. Sûrement, la commission (dont nous parlerons plus loin) se trompera dans ses appréciations ; sûrement, on la trompera ; mais quelques frustes que soient ses moyens d'évaluer et de répartir, elle distribuera le sol encore mille fois plus judicieusement que cela ne se fait aujourd'hui, où l'on accorde des concessions à tort et à travers, sans compter, ou, plutôt, en comptant... les recommandations du pétitionnaire.

L'intérêt de la Colonie n'est pas d'immobiliser des terres en les donnant à qui ne sait les mettre en culture, ou de les garder en réserve alors qu'il y en a pour tout le monde. Ce système ne lui rapporte rien. Il faut qu'elle les distribue le plus vite possible, mais d'après un mode tel que toute parcelle aliénée soit nécessairement et immédiatement mise en rapport, que le plus grand nombre d'individus puissent en obtenir, et qu'ainsi, le prolétariat se réduise à sa plus faible expression. Nous reviendrons sur ces questions plus loin où nous proposerons une réglementation complète sur le régime des concessions, ainsi que les voies et moyens pour la mettre en pratique.

Nous venons de voir dans quelle mesure la Colonie peut aliéner les terres. Il convient, à présent, de rechercher suivant quel mode elle doit procéder : la gratuité ou la vente. Cette question dépend beaucoup de l'espèce et de la quantité de gens capables de demander du sol à cultiver. Deux catégories sont en présence, les indigènes et les Européens, c'est-à-dire les sujets et les dominateurs. D'un côté 2,960,532, de l'autre 4,681. Si nous admettons que le dixième environ de la population indigène soit en état de demander et de cultiver des terres nouvelles, nous aurons un chiffre rond

chiffres que le cultivateur annamite peut atteindre par son industrie seule. Au delà, un apport immédiat de capitaux devient généralement nécessaire.

Nous devons faire une remarque encore. Toutes les terres de rizière ne réclament pas le labour, il en est où, pour rien au monde, l'Annamite ne ferait passer la charrue ; il se contente de couper les herbes, de laisser monter l'eau et de repiquer. Ce sont des terres où la mince couche d'humus repose sur une profonde épaisseur de glaise improductive. Chaque trait de charrue ramènerait à la surface une matière sans valeur agricole et enfouirait le sol cultivable à une profondeur que les courtes racines du riz ne sauraient atteindre.

de 296,000 individus. Pareille hypothèse nous donnera pour les Européens le chiffre de 468 que, pour ne pas nous tromper, nous élèverons à 500 (1). Ainsi 592 indigènes pour un Européen.

La proportion d'indigènes qui, à la vérité, est beaucoup trop faible, démontre clairement une chose que, dans cette question d'aliénation des terres domaniales, l'Administration, pour arriver à un résultat sérieux, doit se placer à un point de vue tout annamite ; l'élément français, par sa faiblesse numérique, n'étant d'aucun poids dans les dispositions à prendre. Il va de soi que partout où ces dispositions devraient léser l'intérêt français, il y aurait lieu d'apporter des modifications spéciales applicables uniquement au colon, de telle sorte qu'il n'ait pas à souffrir d'une mesure générale prise en vue d'indigènes.

Ceci établi, nous pouvons entamer la discussion et, comme précédemment, nous allons jeter un rapide coup d'œil sur ce qui se passe au dehors.

En Algérie, on a recouru longtemps au système des concessions gratuites ; il n'a fourni que de mauvais résultats. Après bien des tâtonnements et des hésitations on a adopté, pour l'aliénation des terrains domaniaux, la vente aux enchères publiques. Ce procédé a naturellement pour conséquence une très grande variation dans les prix, ainsi d'après M. Leroy-Beaulieu, en 1885, « la mise à prix par hectare oscillait de 6 fr. 50 à 265 francs, le prix le plus habituel étant de 30 à 80 francs par hectare ».

En Australie, l'acre s'est vendu, au commencement, au prix moyen de 1 livre sterling ; plus tard, ce prix fut porté à 30 shillings, puis 1 livre 12 shillings, et plus encore. L'hectare s'est donc vendu jusqu'à 100 francs et même au-dessus.

Aux Etats-Unis, la mise à prix des terres destinées à l'aliénation est fixée invariablement à un dollar un quart l'acre (16 fr. 48 l'hectare).

La vente a lieu aux enchères publiques. Si la mise en adjudication n'est pas suivie d'effet, quinze jours après, les terres sont vendues à bureau ouvert au taux minimum de la mise à prix. La vente se fait au comptant. Toute terre qui n'a pas trouvé d'amateur après dix ans de mise en vente, peut être cédée à un dollar l'acre ;

(1) Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler qu'en cette année 1902, la Chambre d'agriculture de Cochinchine relève dans notre colonie 233 concessionnaires, européens ou naturalisés, presque tous fonctionnaires, avocats, missionnaires, commerçants, industriels, etc. On en compte à peine une dizaine qui vivent sur leur exploitation et ne fassent que du plantage.

au bout de quinze ans, l'Etat peut la vendre au prix de 75 cents, au bout de vingt ans, à celui de 50 cents, après vingt-cinq ans, à celui de 25 cents, et après trente ans au prix de 12 cents 1/2 l'acre. Toutefois, l'Union n'empêche pas les gens de s'établir sur le domaine de l'Etat, sans aucune formalité préalable. La loi reconnaît le droit de première occupation dans une limite qui ne peut pas dépasser 320 acres. Au jour de la mise en vente, le *squatter* jouit d'un droit de préemption à raison de 1 dollar 1/4 l'acre.

Il ressort d'une façon très nette de ces observations, que si la vente des terres n'est pas toujours, pour les gouvernements précités, un très important appoint budgétaire, elle permet au moins de payer, en grande partie, les frais de mesurage et d'accès. Aux Etats-Unis, la fixation annuelle de la superficie à aliéner a créé une source régulière de revenu qui, en raison des énormes quantités de terre encore inoccupées, n'est pas près de disparaître.

Si nous comparons l'état de la Cochinchine avec celui des divers pays que nous venons d'examiner, deux dissemblances capitales nous frappent. La première concernant la production agricole, la seconde relative à la population.

Partout ailleurs, les terres sont de rapport presque immédiat. Ce rapport, exception faite des pâturages, va diminuant d'année en année, au fur et à mesure que le sol vierge s'épuise, et si, au bout d'un certain laps de temps, il parvient à se maintenir stationnaire, ce n'est qu'à force de travail et d'engrais. En Cochinchine, l'inverse se produit. Que ce soit la rizière ou le jardin, le bénéfice est nul ou presque nul au début, tandis que les dépenses de premier établissement sont souvent considérables. Au bout de quelques années, toutefois, le revenu, qui n'a fait que croître, devient relativement constant (1), ainsi que les dépenses d'exploitation qui, elles, à rebours du revenu, n'avaient fait que diminuer.

(1) Il est bon de remarquer cependant que cette constance n'existe pas partout. Certaines terres finissent aussi par s'user. Ce sont particulièrement celles soustraites au mouvement des eaux fluviales et qui, par conséquent, ne reçoivent aucun limon fécondant. Toutefois l'usure est très lente, car la terre ne travaille ici guère que cinq mois sur douze ; ensuite les herbes et la paille de riz (une partie au moins) restent aux champs, et qu'elles soient brûlées ou qu'elles pourrissent sur place, elles forment toujours un certain engrais. A cela il faut ajouter que, pendant la sécheresse, la terre se crevasse fortement, ce qui permet aux premières eaux de diluer, sinon de dissoudre, des matières fécondantes à de grandes profondeurs, et qui sont ramenées en partie à la surface. Enfin les nombreux oiseaux qui habitent la rizière, les buffles et les bœufs qui y pâturent la meilleure part de l'année, tous les animaux qui vivent auprès du cultivateur et celui-là lui-même contribuent dans une appréciable mesure à entretenir la fertilité des terres.

Si donc l'aliénation à titre onéreux peut avoir lieu en Cochinchine, il est évident qu'elle ne saurait se faire à un prix très élevé ; car des terres qui n'ont qu'une valeur insignifiante sinon nulle lors de la mise en vente, des terres auxquelles il faut incorporer un certain capital rien que pour les rendre productives, de pareilles terres ne trouveraient sûrement pas d'acheteur si le prix était élevé. (Il s'est vendu, en 1894, dans les arrondissements de Soctrang et de Bacieu, des rizières nouvelles, mais en exploitation, au prix de trois piastres l'hectare).

Quant à la population, nous sommes partout ailleurs en présence d'une forte masse d'immigrants européens, tandis qu'en Cochinchine, nous avons affaire à des autochtones. Il y a là une différence essentielle. L'immigrant est allé spécialement aux pays d'outre-mer pour planter, pour améliorer son sort, essayer de faire fortune. Or, de deux choses l'une : ou c'est un travailleur ou c'est un faiblard. Pour les deux caractères, le régime des concessions gratuites est une mauvaise chose. L'expérience a surabondamment démontré que le travailleur sérieux n'est nullement décidé à se soumettre aux fantaisies, au bon vouloir administratifs, et, pour peu qu'il ait des ressources, il aimera mieux acheter de seconde main la terre dont il a besoin, dût-il aussi payer fort cher à la spéculation ce qu'il eût été en mesure d'obtenir de l'Etat à titre soi-disant gratuit. Pour ce qui est du faiblard, qu'il ait le sol pour rien, que même on lui fournisse encore des aides, il n'en tirera aucun parti. C'est également un fait reconnu par l'expérience. Dans les pays de peuplement, le système des concessions gratuites n'a jamais mené qu'à un seul résultat, celui de mettre la terre entre les mains d'incapables ou de spéculateurs qui tous ne cherchent qu'une chose : à revendre avec de gros bénéfices ce qui ne leur a rien coûté.

Il n'en est pas de même dans les possessions. Là, nous trouvons une population établie, qui a ses coutumes, son industrie, son caractère et aussi ses droits. Car nous avons beau être les maîtres, nous serions absolument incapables de gouverner nos sujets si nous ne leur reconnaissons pas des droits. Et, parmi ces derniers, se trouve, pour les indigènes de Cochinchine, celui de devenir gratuitement propriétaire des terrains de culture. C'est un droit que le gouvernement annamite avait établi et que nous avons reconnu d'une façon tacite en continuant la distribution des terres comme autrefois. Du reste, ce droit est si bien ancré dans l'esprit de la population que

toute disposition qui tenterait de le violer se heurtera à la force d'inertie de l'indigène ; elle restera lettre morte ; et nous en avons une preuve dans l'arrêté du 29 décembre 1871 qui autorise la vente des terrains de culture à raison de 10 francs l'hectare. Cet arrêté n'a jamais trouvé d'écho sérieux parmi les Annamites.

Autre est le cas alors qu'il s'agit de l'élément venu du dehors. Que le colon soit français ou étranger, nous retombons sur les inconvénients qu'offrent les concessions gratuites dans les pays de peuplement. A ce titre aussi, nous ne devrions jamais accorder de terres gratuitement aux colons. Mais, nous avons fait remarquer précédemment que leur effectif est si minime qu'il n'y a pas lieu de prendre une mesure exceptionnelle pour eux. D'ailleurs, en raison même de leur faible effectif, les abus qui pourraient se produire sont faciles à éviter, il ne s'agit que d'avoir le courage de les dénoncer. Le remède s'indiquera de lui-même.

Que faut-il conclure de tout ceci ? Que les terres vierges destinées à l'exploitation agricole ne doivent pas être vendues en Cochinchine, toutes réserves faites quant aux frais d'immatriculation au Livre foncier, partant de cadastrage, qui atteignent aussi bien les anciennes propriétés foncières que les parcelles nouvellement concédées.

Mais cette conclusion, toute juste qu'elle nous paraît, peut ne pas sembler suffisamment appuyée. La question est trop sérieuse pour ne point mériter un beaucoup plus large examen. Nous allons la reprendre et la traiter sous ses divers aspects.

Au point de vue du droit, assurément, nous, les maîtres, nous pouvons décréter qu'à l'avenir toutes les terres domaniales seront vendues, nous pouvons marcher sur la coutume et imposer violemment notre volonté. Les baïonnettes ne nous manquent pas, et longtemps encore elles nous donneront raison. En faisant ainsi, nous agissons comme le plus fort non comme le plus sage. Et, en effet, les choses ne se vendent jamais que ce que l'utilité et le besoin les font valoir. Nous ne sommes donc pas libres de fixer arbitrairement le prix. S'il existe dans le Delta des parcelles vierges qui trouveraient preneur à cinq ou six piastres l'hectare, il en est d'autres — et la meilleure part — qui ne se vendraient même pas vingt *cents*. Nous ferons remarquer, en outre, qu'il ne saurait être question ici que de terres relevant du troisième groupe, soit de celles situées au bord des cours d'eau et n'exigeant aucun travail extraordinaire pour la mise en culture. C'est le petit nombre. On n'en totaliserait sûrement

pas 300,000 hectares. Quant aux autres terres, il ne pourrait, dans ces conditions, être question de les aliéner.

Maintenant, passons aux résultats de la vente. Si elle a lieu à prix fixe unique et à bureau ouvert, il arrivera fatalement que toutes les terres dont la valeur réelle est inférieure à ce prix, resteront pour compte à la Colonie. Si les prix varient avec la situation et la qualité des parcelles, les terres d'excellent rapport, à savoir, le petit nombre, seront achetées à beaux deniers comptants par les riches cultivateurs, tandis que la meilleure part des autres passera, à bas prix, aux mains de spéculateurs généralement avides, bien des fois influents, toujours quémandeurs s'ingéniant à éluder l'impôt et à faire exécuter par la Colonie les travaux préparatoires qui devraient leur incomber. Ce second mode de vente a le double inconvénient d'empêcher le petit cultivateur de devenir propriétaire et, chose plus grave, de favoriser les abus. La vente aux enchères publiques avec une mise à prix très faible a presque les mêmes défauts que la vente à bureau ouvert et à prix variable ; son seul mérite est d'empêcher le favoritisme, auquel se prête trop facilement toute vente de terre où l'Administration est obligée de tenir compte de la situation et de la qualité du sol.

Mais admettons aussi que la Colonie parvienne à vendre 300,000 hectares (quoique nous soyons convaincu de l'exagération du chiffre) et ce au prix unique de une piastre l'hectare (1).

Il faudra plusieurs années pour achever cette opération. Le mesurage, les délais pour la mise en vente, le temps nécessaire pour l'établissement des titres, etc., exigeront au moins cinq ans. Le produit moyen annuel des ventes s'élèverait donc à 60,000 piastres. Comme on voit, c'est peu ; encore cette somme, ainsi que nous le démontrerons plus loin, ne suffirait même pas à couvrir les frais de cadastrage. Et après..., quand les ventes seront terminées... ? Il faudra en revenir au système des concessions gratuites ; bien plus, il faudra exécuter une bonne partie de ces travaux préparatoires qu'on aurait pu laisser au compte des particuliers. Car les terres situées au bord des cours d'eau auront été enlevées, les lots placés en arrière seront obligés pour avoir accès et faire écouler les eaux de

(1) On avait proposé, il y a quelques années, de laisser au concessionnaire la faculté de se libérer des charges et conditions résolutoires qui grèvent sa concession moyennant une piastre par hectare payable soit d'un coup soit en cinq annuités. (Séance du Conseil colonial du 19 avril 1894).

prolonger leurs canaux à travers les terres déjà occupées. Le gouvernement trouvera-t-il des gens décidés à entreprendre, à leurs frais, un travail aussi ingrat? En dernière analyse, le gain passager produit par la vente des 300,000 hectares, déjà plus qu'absorbé par le mesurage des terres vendues, serait encore cinq fois dépassé pour la mise en culture du reste. Où est l'intérêt de la Colonie? Procéder de la sorte, c'est agir en fils de famille qui se livre aux usuriers.

L'on nous dira sans doute que lorsque les travaux préparatoires (canalisation et lotissement) seront achevés, les terres nouvellement disponibles pourront aussi être vendues. Oui, mais à perte (et à condition qu'il y ait assez de bras en Cochinchine pour les cultiver). La Colonie ne les vendra pas plus cher que celles actuelles, les conditions n'ayant pas changé (en admettant toujours qu'il y ait suffisamment de monde); tandis que les frais auront été considérables. Au reste, même en supposant que les recettes parviennent à égaler les dépenses, chose impossible, le budget n'en tirera aucun profit, car les dépenses sont immédiates, les recettes subséquentes. Or, ces dernières se feront attendre, croyez-le bien. Il y aura là aussi sélection et spéculation. Les mauvaises terres qui auront réclamé une somme de dépenses égale à celle des bonnes, resteront encore longtemps sans trouver d'acquéreur. Le nombre et l'accroissement limité de la population agricole en sont deux sûrs garants.

Enfin, ce qui nous conduit surtout à repousser la vente — le lecteur l'a compris déjà — ce sont les frais d'immatriculation et de cadastre, qui doivent, à notre avis du moins, être entièrement supportés par les intéressés (nous dirons plus loin pourquoi). De ce chef, il nous faut reprendre la question sous une toute autre face.

Dans toute transaction ou vente, dans toute translation de propriété, il est nécessaire, pour que cette opération soit réelle, effective, que le vendeur remette à l'acheteur ce qu'il a cédé, autrement dit, qu'il y ait mise en possession. Quand il s'agit de terres, c'est : 1^o *par la remise d'un titre et d'un plan*; 2^o *par le bornage éventuel, et, si celui-ci est apparent, par son contrôle, plan et titre en main*. Ces conditions exigent nécessairement une délimitation et un mesurage en règle. L'Etat qui aliène des terres à titre onéreux — ne les vendrait-il aussi qu'un sou l'hectare — ne peut se soustraire à cette exigence, sous peine d'être malhonnête ou imbécile. Or, comme

aucun Etat ne cherche à mériter un de ces qualificatifs, nous les voyons tous faire de grands sacrifices pour assurer le mesurage (1).

Voici en quels termes M. Leroy-Beaulieu (*De la colonisation chez les peuples modernes*) fait ressortir ce point :

Après les routes, le principal travail préparatoire, c'est l'arpentage et la délimitation géométrique des lots de terrain. C'est là un service du premier ordre qui a été presque universellement négligé dans les colonies antérieures au XIX^e siècle et qui, même de nos jours, est imparfait dans beaucoup d'établissements européens. En Australie, ce service des *surveys* fut organisé sur une très vaste échelle. Mais c'est surtout en Amérique qu'il est admirablement constitué et qu'il donne les résultats les meilleurs. Il importe que toutes les nations qui veulent coloniser empruntent sur ce point les procédés américains. Une des conditions essentielles de la prospérité des colonies, c'est, en effet, que la propriété y soit nettement délimitée et ne donne lieu à aucune contestation. L'histoire des colonies de l'Amérique a montré combien il fallait de temps pour arriver à cette parfaite sécurité de la propriété, si l'on ne prenait, dès l'origine, des mesures pour bien délimiter les lots que l'on concède ou que l'on vend.

Ces lignes visent essentiellement les pays de peuplement. Toutefois, elles ne perdent rien de leur valeur s'il s'agit de *possessions*. Aux Indes anglaises, le mesurage du sol est confié à trois services nettement distincts, désignés sous les noms de *Trigonometrical survey*, *Topographical survey* et *Cadastral survey*. Il est presque inutile de faire remarquer que les agents et fonctionnaires de ces divers services sont des hommes de choix possédant de solides connaissances scientifiques. Aux Indes néerlandaises, le personnel est supérieur également. Il est vrai qu'il ne l'a pas toujours été. Cette colonie avait commencé de très bonne heure à instituer le mesurage. Malheureusement, elle s'inspira des idées de l'époque et confia les travaux à des hommes qui ne possédaient pour tout bagage mathématique que ce qu'ils avaient appris à l'école primaire ou, de rares fois, dans quelque établissement secondaire du temps. Il arriva aux Hollandais ce qui arrive à tous ceux qui se figurent qu'il suffit d'être praticien dans une branche où la pratique est nécessairement quelque chose, mais où les connaissances mathématiques sont tout ; il leur arriva donc qu'après avoir longtemps pataugé, après avoir recueilli du travail impossible, ils s'aperçurent qu'ils

(1) Nous signalons ici l'alinéa 2 de l'article 13, chapitre II, de l'arrêté du 29 décembre 1871, qui est tellement contraire aux principes d'une administration intelligente et honnête que nous ne voulons même pas le qualifier. Si la Colonie n'entend donner aucune garantie de superficie, pourquoi exige-t-elle un plan (art. 31, chap. IV) ?

avaient dépensé des sommes fabuleuses en pure perte. Le mal était patent ; il fallait le détruire. Les Hollandais s'y décidèrent, mais en gens qui ont la tête et le cœur à la bonne place, ils recoururent à un moyen héroïque. Pour se débarrasser de leurs géomètres, ils les pensionnèrent. Puis ils firent venir des Pays-Bas de bons ingénieurs et un certain nombre de jeunes gens sortant de leurs universités ou de leurs établissements d'enseignement supérieur. A ce nouveau personnel manquait l'habitude du terrain, il eut à passer par un apprentissage ; mais la pratique une fois acquise, il se dévoila comme un élément de premier ordre et, aujourd'hui, ce sont les Indes néerlandaises qui, de toutes les colonies européennes, ont le corps de géomètres le plus sérieux, sinon le plus instruit.

Si nous avons parlé de ces deux « possessions », c'est parce que ce sont celles qui, par leur situation géographique, leur organisation politique dominatrice et leurs populations indigènes, se rapprochent le plus de notre Cochinchine.

Après tout ce que nous venons de voir, il est donc bien établi que si le lever cadastral est hautement désirable en matière de concession gratuite, il s'impose quant à la vente et presque au même titre que pour l'immatriculation foncière. Mais le mesurage comporte des frais. Il y a une carte à payer, et c'est du montant de cette carte que dépend la somme à acquitter par le concessionnaire ou le propriétaire, que dépend même la possibilité d'exécution du travail. Nous sommes ainsi conduit à rechercher ce que coûte un hectare à lever par le Cadastre de Cochinchine.

Mais avant de nous étendre sur cette question, il nous faut faire une rapide incursion dans la technique, car s'il y a fagots et fagots, il y a de même levers et levers. Aussi importe-t-il de bien définir ce que nous devons entendre par plan ou lever parcellaire.

Les arpenteurs, suivant les connaissances qu'ils possèdent, selon le temps, le soin et les instruments qu'ils emploient peuvent fournir deux sortes de travaux fort différents comme valeur :

a) Une représentation graphique du terrain avec ou sans consignation de la mesure des lignes qui lui servent de limite.

b) Une représentation graphique du terrain sur lequel ont été fixés, au préalable, des repères spéciaux et, relativement immuables. Ces repères et les sommets d'angles qui forment les lignes limites sont tous rapportés à un système de coordonnées. Le plan ainsi établi donne, outre l'image de la parcelle, la longueur des lignes

limites et la position des sommets d'angles par rapport aux repères qui eux-mêmes sont consignés sur le papier.

Le premier procédé ne fournit qu'une image, vu que la longueur des lignes — en supposant qu'elle soit indiquée — ne suffit pas pour rétablir la parcelle sur le terrain ; car, tout en conservant leurs valeurs respectives, ces lignes peuvent faire entre elles des angles très variés. Un bornage, surtout si les bornes sont maçonnées dans le sol, permettrait quelque peu d'obvier au défaut. Malheureusement, le lever à la planchette ou au tachéomètre, pour des raisons d'économie, quelquefois aussi pour des motifs moins avouables, ne comporte, le plus souvent, qu'un piquetage ; et, avec la disparition des piquets — qui est inévitable au bout de quelques années, de quelques mois même — disparaît non seulement la certitude mathématique dans le rétablissement des limites, mais encore la meilleure part de responsabilité de celui qui a fait le mesurage. Pour toute délimitation ultérieure, le géomètre n'a qu'une seule ressource, celle de prendre les angles sur le papier et, s'il ne connaît pas la longueur des côtés, de les mesurer également sur le plan. On comprend facilement tout ce que cette manière de procéder a de défectueux. Aux erreurs du travail primitif viennent se joindre celles très sensibles du mesurage graphique qui dépendent du plus ou moins de finesse des traits de l'échelle, des pointes du compas, des yeux de l'opérateur, enfin et surtout de la qualité du papier que l'état hygrométrique de l'air allonge ou rétrécit, altérant du même coup la valeur des lignes.

Les plans exécutés de la sorte ont encore un autre défaut, c'est qu'il n'est pas possible de lever isolément des parcelles en vue de les réunir plus tard sur une feuille unique. La somme des erreurs partielles est généralement telle que l'assemblage devient impossible. S'il faut pourtant qu'il se fasse, on est obligé de déformer tant soit peu chaque plan particulier par la modification des angles et des lignes. Le lecteur peut juger de ce que vaut un pareil travail.

On pare, tant bien que mal, à tous les inconvénients précités en réunissant, sur un même plan, un grand nombre de parcelles placées de telle sorte que le terrain tout entier se trouve limité par des cours d'eau, des canaux, des routes, etc., formant un cadre que les parcelles ne sauraient franchir. Le contour ainsi adopté est généralement soumis à une triangulation. Mais ici encore,

le jour où les piquets auront disparu, rien ne sera plus assis. Vient là-dessus les modifications que subit la propriété en suite de mutations, vienne une rectification de route ou de canal, un déplacement, même peu important, d'un cours d'eau, et l'on perdrait vainement son temps à vouloir rétablir les anciennes limites de telle ou telle parcelle. Il faut alors ou renoncer à un travail sérieux ou se résoudre à faire un plan nouveau. C'est ce qu'en Cochinchine on appelle une « révision cadastrale ». Certes, l'euphémisme est bien trouvé, malheureusement il n'atténue pas d'une sapèque les frais de l'opération, et, tout bien compté, ce travail — qui n'a déjà par lui-même qu'une valeur très médiocre — revient beaucoup plus cher que s'il avait été exécuté d'après des principes exacts, mathématiques. Cette assertion est d'un contrôle tellement facile que nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps ici (elle trouvera sa place à nouveau dans la *Troisième partie*). Nous avons, du reste, beau chercher, nous ne voyons pas un seul gouvernement étranger qui, pour de récents levés parcellaires, n'ait adopté de rigoureuses méthodes scientifiques, et il faut bien aller en Algérie ou en Cochinchine pour voir employer des moyens, depuis longtemps condamnés par la science et le plus simple bon sens.

Le deuxième procédé — où l'on se sert uniquement du théodolite et du ruban d'acier ou des règles — a une toute autre valeur. Grâce aux repères spéciaux (bornes maçonnées dans le sol), le terrain se trouve nettement circonscrit, aucun jeu ne peut plus avoir lieu. Grâce au rapport des repères et des sommets d'angles des parcelles à un système de coordonnées, il est toujours possible, dès que deux bornes sont connues, de rétablir les limites d'un terrain avec la dernière rigueur. Mais il y a un autre avantage, qui acquiert une importance capitale en Cochinchine où le cadastre rural est encore à faire. C'est la possibilité de lever isolément des parcelles, pourvu qu'on y établisse des repères ou, le cas échéant, qu'on les rattache à un minimum de deux repères déjà existants. Lors de l'exécution du lever cadastral, il n'y aura pas de mesurage spécial à entreprendre, tout se réduira à un travail de cabinet. Certes, il peut y avoir, on est presque autorisé à dire qu'il y aura sûrement désaccord entre les données accusées au plan de la parcelle ainsi mesurée et celles que fournira plus tard le lever cadastral. Ce désaccord toutefois ne constitue pas une somme d'erreurs capables de faire rejeter le

travail, mais bien de simples divergences sujettes à rectification. Du reste, rien qu'en nommant la source de ces erreurs, on en détermine la portée. Tout d'abord, il s'agit du degré supérieur d'exactitude qu'offre la triangulation totale du terrain à cadastrer sur la triangulation partielle d'un lot isolé. Ensuite, il y a l'erreur, particulière et fatale, inhérente tant à chaque instrument de mesure qu'au travail de chaque opérateur (erreur personnelle). Mais tout ceci se résout en une question, au plus, de centimètres, tandis qu'avec le premier procédé l'erreur peut se chiffrer par mètres et enlever ainsi au travail toute valeur autre que celle d'un croquis bien fait, c'est-à-dire d'un simple renseignement.

Nous venons d'énumérer les avantages immédiats du deuxième procédé sur le premier, mais pour ne rien omettre, il convient aussi de signaler les avantages subséquents. Sans repères ni coordonnées, il faut — si l'on tient à posséder un cadastre de quelque utilité — refaire périodiquement tout le travail. La durée des périodes est, évidemment, d'autant plus courte que le pays est plus neuf, c'est-à-dire que le sol et la propriété changent plus fréquemment de forme et de maître. Ainsi, en Cochinchine, nous sommes conduits à une révision cadastrale tous les dix ans au plus. La moindre réflexion fait voir que le prix du travail atteint, de la sorte, rapidement des proportions exagérées et, qui pis est, sans jamais assurer la fin ; car le cadastre n'est même pas achevé dans une région que déjà il faut le « réviser » dans une autre.

Avec les repères et les coordonnées, la révision, quant au travail sur le terrain, n'existe pas en réalité. Il s'agit tout bonnement de tenir les plans à jour au fur et à mesure que le sol se modifie et que les mutations se produisent. Lorsqu'une feuille est surchargée, culottée, déchirée, il n'y a qu'à se reporter au tableau des coordonnées et en dessiner une nouvelle. C'est une simple opération de cabinet dont les frais ne sauraient être considérables. Nous reprendrons cette question plus en détail à la *Troisième partie (Cadastre)* et nous n'appuierons ici que sur le fait, qu'*aussi longtemps que subsisteront les repères sur le terrain et les chiffres au bureau, aussi longtemps il n'y aura pas lieu de faire un lever nouveau.*

Le lecteur, imparfaitement au courant des travaux du cadastre, pourrait supposer que nous le mettons en présence d'une méthode nouvelle. Il n'en est rien cependant, car tout le système s'appuie sur quelques problèmes de géométrie analytique, et, comme on sait,

cette partie des sciences mathématiques est due à Descartes. Elle remonte donc à la première moitié du xvii^e siècle. Si, lors de la confection du cadastre en France, elle ne fut pas employée, c'était parce que la masse des arpenteurs d'alors ne se trouvait ni en mesure ni en volonté de procéder ainsi. Mais il n'en reste pas moins établi que la méthode fait partie, depuis fort longtemps, du domaine pratique et nous en citerons des preuves.

Dès 1760, un certain Guiot, garde-marteau de la maîtrise des eaux et forêts de Rambouillet, exécute ses plans en se servant de coordonnées rectangulaires. En 1764, il publie sur le sujet un ouvrage intitulé *L'Arpenteur forestier*.

Un autre ouvrage sur la matière est publié en 1788 par un nommé Didier.

A partir de 1824, le génie militaire piémontais applique les coordonnées à ses levers, et, depuis 1830, le reste de l'Italie en fait autant.

En 1855, s'édite à Paris une brochure anonyme intitulée : *Spécimen démonstratif du véritable cadastre stable et probant ou du terrier perpétuel*.

En 1860, paraît à Neuilly une triple étude sur le cadastre due à MM. Félix de Robernier, magistrat, Ignace Porro, ancien officier supérieur du génie et Félix Porro, ancien administrateur. Ce travail tout vieux qu'il est n'en conserve pas moins une indiscutable autorité et voici en quels termes le président de la cour impériale de Montpellier s'exprime sur le mesurage :

La seule forme cadastrale capable de satisfaire à toutes les conditions du problème c'est, il faut le dire, celle qui *localise* et *individualise* chaque parcelle par le relèvement de l'énoncé des *coordonnées rectangulaires* de ses angles, qui conserve ces cotes numériques et en déduit le tracé graphique des feuilles de l'Atlas communal. Sans insister ici sur les avantages généraux de cette méthode qui fait la matière de plusieurs publications, disons seulement, quant à l'objet actuel, qu'elle permet d'opérer la mutation sur les registres et sur les plans, au moment même où l'acte est produit et d'après les seules indications de cet acte ; et que, pour être faite en l'absence et même à l'insu des voisins limitrophes, pour n'avoir pas besoin d'une vérification géométrique sur les lieux, cette opération n'en exclut pas moins toute possibilité d'usurpation frauduleuse ou involontaire.

Enfin, pour compléter cette rapide esquisse historique, la commission extra-parlementaire du cadastre a ordonné, il y a une dizaine d'années, l'exécution des plans par coordonnées rectangu-

lares dans les sept départements où est mis en essai le nouveau projet cadastral.

Ainsi donc entre les deux procédés, l'hésitation n'est plus permise, que le terrain soit levé par parcelles isolées ou par sections cadastrales toutes entières, il faudra, avant n'importe quel mesurage, placer des repères spéciaux formant entre eux un réseau exactement triangulé. C'est à ces repères que seront rattachées les parcelles, en observant bien que tous les points du travail soient rapportés à un système de coordonnées. A la *Troisième partie*, nous aurons l'occasion d'exposer les détails d'exécution et aussi l'entière possibilité quant aux dépenses. Nous ne nous étendrons donc pas plus longuement sur ce sujet. Toutefois, nous pouvons déclarer, dorés et déjà, que durant les longues années de notre activité comme géomètre civil, nous n'avons jamais procédé autrement que nous venons de l'indiquer, et, pour ce qui regarde les frais exigés par l'établissement des bornes, nous étonnerons peut-être le lecteur en lui affirmant que quatre fois sur cinq, nos clients nous demandaient de placer des bornes en granit avant même que nous leur en ayions parlé, et cela simplement afin que la délimitation fût *châc* comme ils disaient.

Le choix dans la méthode du lever ainsi fixé, il convient de rechercher la quantité de travail que peut fournir normalement un géomètre ainsi que les émoluments qui lui reviennent. Ces deux éléments nous permettront ensuite d'établir le coût du mesurage d'un hectare de terre. Ici, toutefois, une difficulté surgit. Nous ne savons, en dehors de nous-mêmes, où prendre des données certaines quant à la superficie et au nombre de parcelles que peut lever un homme, dans les conditions où nous venons de le placer. Cependant, si le lecteur veut bien ajouter foi aux chiffres qui nous concernent personnellement (alors que nous étions géomètre civil), il sera possible de tabler sinon sur quelque chose de très exact, du moins sur quelque chose de certain.

Dans de bonnes conditions, nous fournissions, en un mois, le mesurage et les plans de dix parcelles, d'un seul tenant, d'une superficie totale de 150 hectares. Lorsqu'il ne s'agissait que d'une ou deux parcelles, nous levions jusqu'au double et plus en trente jours. Mais le géomètre du cadastre, opérant sur de très grandes surfaces, peut mieux industrialiser son travail, il n'a pas non plus

à subir la même somme de contretemps et d'ennuis qui assaillent le géomètre civil ; s'il est dûment soutenu par l'autorité compétente, il arrivera facilement à fournir une moyenne de 200 hectares par mois.

Or, le budget pour 1902 accuse 58 géomètres et élèves, si nous en déduisons 14 pour les indisponibles, il restera 44 opérateurs. D'autre part, le même budget alloue au service du Cadastre et de la Topographie un crédit de 274,515 piastres. Donc, en supposant que les terres à lever soient toutes d'un seul tenant (ce qui n'est pas le cas), le personnel disponible des géomètres pourra cadastrer 105,600 hectares, d'où le prix du lever d'un hectare : 2 \$ 57.

Nous pouvons encore nous placer à un autre point de vue, en prenant isolément un géomètre et son personnel. Ce point de vue est plus juste à notre sens, car avec la décentralisation du Cadastre, disparaîtront une foule de parasites et de non-valeurs qu'on paie pour ne rien faire.

Nous supposerons le géomètre de 3^e classe (c'est la moyenne) et nous lui accorderons un piqueur et trois chaîneurs. Le décompte des dépenses (suivant les données du budget de 1902) sera le suivant :

1 Géomètre de 3 ^e classe.....	{ Solde annuelle.....	2.708 \$ 00
	{ Indemnité de présence sur le terrain.	1.000 00
1 Piqueur aux. de 1 ^{re} classe.	{ Solde annuelle.....	350 00
	{ Indemnité de présence sur le terrain.	144 00
3 Chaîneurs.....		288 00
Total.....		4.490 \$ 00

Ainsi 2,400 hectares, production annuelle du géomètre, auront coûté 4,490 piastres, soit 1 \$ 87 l'hectare.

Le lecteur trouvera peut-être ce prix élevé, et, en effet, il l'est. Pourquoi? Parce que le service du cadastre de Cochinchine est entaché d'un vice originel. Il n'y existe pas de division du travail, on y confie à une même personne tous les travaux inhérents au mesurage du sol. C'est une véritable hérésie économique. Les opérations cadastrales se scindent nettement en deux parties; l'une, toute scientifique, réclame des exécutants de solides connaissances mathématiques; l'autre, purement industrielle, presque manouvrière, n'exige, au besoin, qu'une bonne instruction primaire. La première ne saurait être tarifée ni soumise à l'entreprise. Lorsque toutes les facultés mentales de l'homme sont mises à contribution, lorsque la passion de la science a besoin d'intervenir, il n'y a même plus de tâche

moyenne possible, l'exécution du travail reste une affaire de conscience et dépend tant du tempérament que de la puissance intellectuelle de l'opérateur. Si l'on avait proposé aux Puissant, aux Corabeuf, aux Perrier et à leurs autres collègues de faire de la triangulation à tout le point trigonométrique, il est certain qu'ils eussent refusé net ; et il est encore plus certain que s'il se fut trouvé des gens moins scrupuleux, et, incontestablement moins instruits que nos géodésiens, pour accepter une semblable proposition, la triangulation de France et d'Algérie ne se serait jamais faite. Quant à la seconde partie, lorsque le travail est presque manuel, l'État peut se risquer à le donner à l'entreprise ; mais alors il faut que les tarifs soient très rémunérateurs, sinon l'arpenteur sera fatalement conduit à vouloir produire beaucoup, ce qui entachera sûrement la qualité de la production, et, tout compte fait, nous croyons qu'il y a moins d'avantage à faire travailler à la tâche qu'à des appointements fixes. Mais entre les deux parties du travail que nous venons de citer, il reste la différence essentielle que si la première exige de hauts prix, la seconde en réclame de bien moins élevés. Aussi les géomètres du cadastre de Cochinchine sont-ils, selon le point de vue, ou trop rétribués ou pas assez.

Pour en revenir au prix du lever, nous considérons, néanmoins, ce chiffre de 1 \$ 87 comme encore trop élevé, car nous sommes parti du travail d'un homme isolé. Il est évident que si l'on industrialisait le mesurage par la division du travail, employant chacun selon son savoir et ses aptitudes, on ramènerait sûrement le prix du lever à 1 \$ 50 l'hectare et moins peut-être.

Voilà, en principe, ce que le concessionnaire devrait payer par hectare concédé (sans préjudice des frais d'immatriculation). Nous ne sommes plus là en face du prix de vente d'un terrain vierge, mais du prix d'une utilité. Assurément, la Colonie, par faveur spéciale, peut ne réclamer aux concessionnaires qu'une somme inférieure au prix coûtant, elle peut même — comme cela se pratique aujourd'hui encore — ne rien demander du tout, exécuter le cadastre *gratis pro Deo*. Comme contribuable, nous nous élevons avec la dernière énergie contre cette générosité faite à nos dépens. Tout le monde n'est pas propriétaire foncier, tout le monde ne veut pas et ne saurait l'être ; pourquoi, dans ces conditions, faire payer à tous ce qui ne profite qu'à quelques-uns, ce qui ne pourra jamais profiter qu'à un petit nombre d'individus mieux favorisés par la fortune. Nous com-

prenons très bien les secours, les aides, les bourses qu'un gouvernement sait délivrer à des gens en détresse ; une telle mesure, sans bénéficier directement à chacun, peut éventuellement s'appliquer à tous, c'est de la solidarité humaine. Nous ne comprendrions pas qu'un gouvernement pût avoir la prétention de faire payer à la masse des prolétaires les frais de cadastrage des terres du petit nombre des propriétaires fonciers ; ce serait plus qu'une dérision, ce serait une insulte au bon sens et aux pauvres gens.

Et puisque nous en sommes aux choses déplaisantes, nous allons aussi parler des abus précédemment visés.

De quelle nature sont-ils ? Question délicate, plus facile à poser qu'à résoudre. Tous, tant que nous sommes en Cochinchine, nous avons, dans l'intimité, entendu parler d'abus, quant à les avoir vu signaler et discuter publiquement, c'est une autre affaire. On critique volontiers, on n'ose pas dénoncer, on recule devant la preuve à donner. Nous essayerons ici de faire tout cela.

En ce qui concerne la distribution gratuite des terres domaniales, les abus peuvent porter sur trois points différents : 1^o sur la quantité accordée à une même personne ; 2^o sur la qualité de cette personne ; 3^o sur l'usage ultérieur que cette même personne fait de la concession.

Pour ce qui est de la quantité, nous avons vu précédemment que toutes les fois qu'on dépassera un nombre d'hectares fixé par nous à 500, il y aura préjudice pour la société, partant abus. Mais ici, le tort ne peut être imputé aux distributeurs que s'il leur est démontré — ainsi que nous venons de le faire — que leur façon de procéder est contraire aux intérêts de la population et de la Colonie. Cette démonstration n'avait jamais été faite.

Par rapport à la qualité du concessionnaire, la chose est différente. Il est, chez toutes les nations policées du monde, une convention tacite sinon formelle que ceux chargés de distribuer quelque chose à la population ne commencent point par s'attribuer la meilleure et la plus grosse part à eux-mêmes. Relisez les séances du Conseil colonial depuis sa création et vous verrez comment MM. les Conseillers coloniaux et toute une série de fonctionnaires, convenablement payés pourtant, ont mis en pratique ce principe. Dans les possessions, où la population indigène se considère, non sans quelque raison, comme l'héritière du sol, il est parfaitement impolitique de donner des

parties de ce sol, et non les moins bonnes, à des gens salariés par l'Etat. Que l'on accorde des concessions de terre aux colons-plantateurs, surtout alors qu'il y en a pour satisfaire à la puissance productrice de tout le monde, rien de plus raisonnable ; mais que l'on donne des terres à des fonctionnaires ou agents placés dans l'impossibilité de les cultiver par eux-mêmes, et forcés, conséquemment, de les exploiter, c'est-à-dire de toujours plus ou moins opprimer des gens qu'ils ont mission de soulager, d'administrer, cela n'est guère admissible.

Il nous reste à examiner l'abus provenant de l'emploi ultérieur que l'intéressé peut faire du terrain. Nous croyons qu'ici, généralement, l'on commet une singulière erreur ; c'est celle de vouloir dicter au concessionnaire l'usage qu'il doit faire de sa concession. Certes, l'Administration a le devoir de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la prompte mise en exploitation des terres concédées ; mais, du jour où le pétitionnaire a rempli toutes les conditions exigées par les règlements, du jour où il a obtenu son titre définitif de propriété, de ce jour il nous semble bien que personne n'ait plus rien à voir dans ses affaires. C'était à la Colonie de ne pas accorder la terre si elle prévoyait un usage abusif ; car une fois prise, la Colonie ne saurait revenir sur sa décision, ni ne saurait maintenir sous son contrôle ce qui a cessé de lui appartenir.

Les pouvoirs chargés de distribuer le sol ont, à notre sens, une action autrement utile à exercer, qui ne doit pas être curative, mais préventive. Qu'ils s'opposent net à l'aliénation du sol sous forme de libéralité. La situation du pétitionnaire permet, en règle, de voir, très-clairement le fond de ses intentions. S'il sollicite une concession de terre dans un simple but de commerce, de spéculation, les autorités compétentes doivent impitoyablement l'écarter, car elles n'ont pas plus de cadeaux à faire qu'elles n'en ont à recevoir.

Pour établir une réglementation rationnelle sur l'aliénation des terres domaniales, il est donc indispensable de tenir compte des données, conditions et particularités exposées précédemment. Cette réglementation, relativement facile à établir, va faire l'objet du chapitre suivant ; elle est consignée en deux projets d'arrêtés dont tous les articles seront commentés ensuite.

CHAPITRE III

Projets d'arrêtés

1. — Arrêté réglementant l'aliénation des terres domaniales en Cochinchine

Article premier. — Tout citoyen français, ainsi que tout indigène de l'Indo-Chine française, a droit à la concession gratuite de terres vierges appartenant au domaine de la Colonie, dans la mesure et sous les conditions déterminées par le présent arrêté.

Sont exceptés : les fonctionnaires et employés salariés par l'Etat ou la Colonie, sans distinction de nationalité ou de race, les conseillers privés, les conseillers coloniaux, les avocats-défenseurs, les notaires, les géomètres civils et tous autres officiers ministériels ou agents assermentés.

Néanmoins, les employés et agents européens dont la solde annuelle ne dépasse pas quatre mille francs, pourront obtenir des concessions de terre alors même qu'ils sont en fonctions, mais ils seront tenus de résigner leur emploi dans le courant de l'année qui suivra la date où la concession leur aura été accordée.

Quant aux autres personnes exceptées, elles pourront toujours obtenir la quantité de terre nécessaire pour édifier une maison d'habitation avec jardin d'agrément, sans que toutefois la surface accordée puisse excéder trois hectares.

Art. 2. — Tout étranger, s'il n'est pas de race européenne, ainsi que tout sujet français non originaire de l'Indo-Chine française, s'il n'est pas compris dans une des exceptions de l'article premier,

peut obtenir la faveur d'une concession gratuite de terres vierges appartenant au domaine de la Colonie, dans les mêmes conditions que les personnes visées à l'article premier.

Art. 3. — Les terres ne seront concédées qu'aux chefs de familles, aux personnes isolées, non mariées, majeures, et ce, s'ils ne possèdent encore aucune terre, dans la proportion qui suit :

Par chef de famille, marié ou veuf, avec enfants, six hectares.

Par personne isolée, trois hectares et demi.

Si les demandeurs possèdent déjà des terres, il ne leur sera accordé que le complément des superficies ci-dessus.

Art. 4. — Si les personnes désignées à l'article 3 possèdent des animaux de labour, les terres leur seront concédées à raison de dix hectares par couple de bêtes, sans tenir compte de l'effectif des membres de la famille.

La quantité totale d'hectares concédés suivant ce principe ne pourra pas dépasser cinquante.

Si le demandeur possède déjà des terres, il ne lui sera, en aucun cas, accordé plus que la quantité complémentaire à cinquante hectares.

Art. 5. — Au-delà de cinquante hectares, les terres ne seront concédées que si la mise en culture exige, d'une façon invariable, une dépense en travaux préparatoires (canaux, talus, etc.) autres que ceux de défrichement proprement dits, d'au moins trois piastres par hectare.

En aucun cas, il ne pourra être concédé à la même personne et en une seule fois plus de cinq cents hectares.

Art. 6. — Il ne pourra être fait de nouvelle demande de concession et, bien entendu, sous les conditions énumérées aux articles 3, 4 et 5 que lorsque les dernières terres concédées ont été pourvues du titre définitif de propriété et que, de plus, elles ont acquitté l'impôt foncier, depuis deux ans au moins pour les concessions prévues aux articles 3 et 4, et depuis un an au moins pour celles visées à l'article 5.

Art. 7. — Les terres domaniales jusqu'à une distance de cinq cents mètres des bords des canaux, chemins et autres voies de com-

munication ou de drainage nouvellement créés, seront distribuées aux demandeurs suivant les dispositions des articles 3 à 6 et dans l'ordre que voici :

D'abord aux prestataires qui ont exécuté les travaux de communication. S'il reste des terres après que cette catégorie de gens aura été satisfaite, elles pourront être demandées par les notables des villages qui ont surveillé les travaux. Enfin, après eux seulement, les colons européens et les autres indigènes du pays seront admis à en demander.

Les prestataires et les notables ne pourront pas réclamer indéfiniment le terrain. Si, un an après l'achèvement des travaux, ils n'ont fait aucune demande, ils seront déchus de leur droit particulier et prendront rang avec le reste du public.

Les terres susdésignées ne seront aliénées que par lots de six hectares au plus. Les lots n'auront pas nécessairement besoin d'avoir en profondeur une étendue de cinq cents mètres, mais ils ne pourront, en aucun cas, avoir plus de cent vingt mètres de front sur la voie de communication. Lorsque la longueur extraordinaire d'une voie de communication permettra d'étendre le front, une notification spéciale le fera connaître au public.

Art. 8. — Lorsque les voies de communication ou de drainage auront été exécutées aux frais de la Colonie, sans l'intervention de prestataires, les terres visées à l'article 7 seront alloties par parcelles d'environ six hectares et vendues aux enchères publiques, au fur et à mesure des demandes.

Les parcelles qui, au bout de trois ans, n'auront pas trouvé d'adjudicataire, pourront être concédées comme toutes les autres terres domaniales.

Art. 9. — Les frais de mesurage et d'immatriculation du terrain concédé sont invariablement et entièrement à la charge du concessionnaire, mais ne sont payables qu'après inscription au Livre foncier et dans les conditions prévues aux articles 55 et 56 de la *Loi sur la propriété foncière en Cochinchine* du.....

Art. 10. — L'excédent de superficie que pourra relever le mesurage exact sera laissé au concessionnaire s'il ne dépasse pas le dixième de la superficie concédée.

Dans le cas contraire, l'excédent, s'il représente au moins un hectare, déduction faite du dixième accordé par la tolérance, sera ou vendu aux enchères publiques, ou concédé à qui en fera régulièrement la demande. Toutefois, si la terre a déjà été mise en culture par le concessionnaire, elle lui restera, mais il devra en acquitter l'impôt foncier à partir de l'année qui aura suivi celle de la mise en culture, mais jusqu'à concurrence de deux années d'impôt seulement.

Les dispositions de cet article s'appliquent à toutes les terres concédées, même antérieurement à la promulgation du présent arrêté. Pour ces dernières terres, la tolérance d'excédent sera du cinquième et, comme pour les parcelles nouvellement concédées, ce cinquième sera déduit de l'excédent soumis à la vente.

Art. 11. — Les terres concédées, qu'elles soient situées ou non sur le bord des cours d'eau, le sont sans réserve particulière, sauf l'obligation de respecter les tombes qui peuvent s'y trouver. Néanmoins, la Colonie conserve toujours le droit de reprendre, sans aucune indemnité, la quantité de terrain, non surbâti ni complanté, nécessaire à l'établissement de quais, chemins, berges de halage, canaux, etc. S'il existe, sur cette partie, des constructions, des arbres, des plantations non annuelles ou si le terrain enlevé dépasse le dixième de la superficie concédée, le concessionnaire sera indemnisé, suivant expertise, du montant intégral des bâtiments, plantations ou terrains qui lui sont enlevés.

Cette disposition concerne également les terres situées au bord de la mer, sauf les parties réservées pour la défense, la pêche, l'atterrissage, etc., lesquelles ne pourront qu'être données en location.

Art. 12. — Toute personne qui désire obtenir la concession d'une terre vierge relevant du domaine local devra la délimiter au moyen de buttes en terre de forme et de dimensions prescrites. Ces buttes n'ont pas nécessairement quelque chose de commun avec celles que fera établir le géomètre lors du lever et du bornage du terrain. Au milieu de chaque butte sera plantée une perche portant sur une planchette en gros caractères bien apparents le nom et l'adresse du demandeur. Celui-ci, dès qu'il aura délimité le terrain, se rendra directement aux bureaux du chef de la province où, sur

sa déclaration verbale et d'après ses renseignements, l'on établira une demande en triple expédition qu'il signera.

Art. 13. — Les imprimés seront fournis par l'Administration à raison de vingt *cents* l'exemplaire et, si la superficie demandée est de dix hectares ou plus, chaque expédition de la demande sera revêtue de timbres mobiles à raison de cinq *cents* par hectare.

Art. 14. — Les demandes de concession seront faites dans le courant du mois d'octobre de chaque année. Il ne sera reçu aucune demande à une autre date.

Art. 15. — Sitôt établies, les demandes seront inscrites dans un registre *ad hoc* et visées par l'administrateur, sans que ce visa puisse être refusé ou différé et, au 1^{er} novembre suivant, un exemplaire de chaque demande sera envoyé aux villages respectifs qui en accuseront réception et l'afficheront sans délai à la maison commune.

Art. 16. — Toute personne qui aura une réclamation à élever contre une demande de concession, devra adresser cette réclamation directement et par écrit à l'administrateur avant le 1^{er} février suivant. Cette réclamation sera visée au reçu par l'administrateur et jointe à la demande de concession qu'elle concerne.

Art. 17. — Par province, au premier février de chaque année, entrera en activité une commission composée d'un fonctionnaire européen, d'un géomètre européen de l'Administration et d'un fonctionnaire indigène. Le plus ancien de service des deux membres européens présidera.

Cette commission sera chargée de statuer sur les demandes en tant que propriété domaniale aliénable et superficie probable. A cet effet, elle se transportera successivement dans les villages, munie de toutes les expéditions de demandes et, s'il y a lieu, des réclamations. Elle retirera les expéditions soumises à l'affichage, puis se rendra sur le terrain objet de la demande de concession ; là, en présence des intéressés, et sans que le village ait à intervenir autrement que s'il réclame pour son propre compte, elle statuera sur les points suivants :

1^o Si le terrain est réellement vierge et inoccupé.

2^o S'il n'y a aucun empêchement à son aliénation.

3^e Si les limites indiquées sur la demande concordent avec celles du terrain et si la superficie ne dépasse pas la capacité du demandeur. Au besoin, elle rectifiera ; sinon elle mentionnera le fait.

4^e La suite à donner en cas de réclamation.

La commission prendra également des informations quant à la qualité et aux droits du demandeur. Elle contrôlera ces deux points, mais ne statuera pas.

Toutes ces données, ainsi qu'un croquis du terrain, seront consignés sur les trois expéditions de la demande de concession qui devront être retournées à bref délai à l'administrateur.

Les membres de la commission toucheront, aussi longtemps qu'ils seront dehors, une indemnité journalière de présence sur le terrain fixée comme suit :

Pour le géomètre.....	l'indemnité réglementaire
Pour le membre européen.....	5 francs.
Pour le membre indigène	2 francs.

Les dimanches et jours fériés, la journée du départ et celle du retour au chef-lieu ne donnent point droit à l'indemnité.

Art. 18. — Dès que les demandes lui auront été renvoyées par la commission, l'administrateur statuera sur la qualité et les droits du demandeur. Sa décision sera consignée sur les demandes et si la surface ne dépasse pas vingt hectares, il accordera, s'il y a lieu, immédiatement la concession du terrain.

Au-dessus de vingt hectares et, quelle que soit la superficie, lorsqu'il s'agit de personnes désignées à l'article 2, les demandes seront soumises à la délibération du Conseil colonial et à l'approbation du lieutenant-gouverneur en Conseil privé.

Ces demandes devront être adressées aux autorités compétentes avant le 1^{er} mai. A cette date, le Conseil colonial, réuni en séance extraordinaire, examinera les demandes de concessions et les transmettra avec avis au lieutenant-gouverneur qui, le Conseil privé entendu, les approuvera ou les rejettera.

Art. 19. — Dès qu'une concession sera accordée, les trois expéditions de la demande, revêtues de l'approbation de l'autorité compétente, seront remises : une au concessionnaire, une autre aux archives de la province et la troisième aux archives du secrétariat du gouvernement.

L'exemplaire remis à l'intéressé lui servira de titre provisoire. Il le conservera encore, malgré la remise du titre définitif. Après que la parcelle aura acquis son inscription au Livre foncier, les trois expéditions de la demande seront réunies au secrétariat du gouvernement et détruites par le feu.

Lorsqu'une partie seulement du terrain demandé aura été accordée, mention en sera faite sur les trois exemplaires de la demande. Une note relative à la diminution sera établie par les soins de l'administrateur et affichée, le plus tôt possible, à la maison commune du village intéressé. Le concessionnaire devra immédiatement déplacer les buttes conformément aux ordres de l'autorité supérieure. Au bout d'un mois d'affichage, la note sera renvoyée à l'administrateur avec une apostille du village relative au déplacement des buttes. Cette note sera classée avec les demandes de concession ultérieures et la commission instituée par l'article 17 s'assurera, lorsqu'elle se rendra sur le terrain, si le nouveau bornage a réellement été exécuté. Attestation en sera donnée sur la note même qui, retournée à l'administrateur, devra être jointe à l'exemplaire de demande déposé aux archives de la province.

Si, par contre, la demande est rejetée, les trois expéditions seront retournées, avec la mention « refusé » et le motif, à l'administrateur (à moins que, en raison de la contenance, il ne les ait par devers lui) qui notifiera le refus motivé au demandeur ainsi qu'au village. Ce dernier devra incontinent faire détruire les buttes par le demandeur et afficher la notification à la maison commune. Le refus restera affiché durant un mois, au bout duquel la notification, apostillée par le village, sera retournée à l'administrateur qui la classera avec les demandes refusées, afin que la commission puisse contrôler les faits. A la suite de ce contrôle, les demandes seront brûlées par les soins de l'administrateur.

Art. 20. — L'impôt foncier sera payé à partir du 1^{er} janvier de la troisième année qui suivra celle où a été accordée la concession.

Cet impôt devra être acquitté pour le nombre total d'hectares concédés, que la terre soit exploitée ou non et sans que l'Administration ait à garantir la superficie accordée et imposée. Cette garantie étant subordonnée à l'inscription au Livre foncier.

Art. 21. — En aucun cas, les dégrèvements éventuels de l'impôt foncier ne pourront porter sur des terres incultes.

Art. 22. — Toute terre concédée qui ne paiera pas l'impôt à la date fixée, fera immédiatement retour à la Colonie. Dans le cas où elle aurait subi un travail quelconque de mise en culture, cette terre sera vendue aux enchères publiques et au profit de la Colonie.

Toutefois, les frais du lever et ceux nécessités par la mise en vente déduits, il devra être prélevé, sur le restant du prix de vente, une somme destinée à indemniser le concessionnaire des travaux préparatoires. Cette somme ne pourra, en aucun cas, excéder le montant des travaux qui ont été faits.

Ce montant sera évalué par la commission désignée à l'article 17.

Art. 23. — Un titre définitif de propriété sera délivré au concessionnaire dès qu'il remplira l'une ou les deux conditions suivantes :

1^o Présenter la quittance de l'impôt foncier relatif au terrain concédé.

2^o Pour les terres accordées sous condition des travaux préparatoires prévus à l'article 6, présenter un procès-verbal établi par la commission mentionnée à l'article 17 et déclarant que les travaux ont réellement été exécutés.

Art. 24. — Le titre définitif de propriété délivré sans qu'il y ait eu un mesurage régulier de la parcelle concédée, ne préjuge en rien de la superficie et des cotes que détermineront les opérations cadastrales lors de l'immatriculation des terres. Ce titre n'autorise aucune revendication de superficie de la part du propriétaire, ni aucune restitution d'impôt en trop perçu.

Art. 25. — Pour l'obtention plus rapide du titre définitif de propriété, le concessionnaire peut renoncer à l'avantage spécifié en tête de l'article 20, et payer, dès la première année, l'impôt foncier. Il sera établi, le cas échéant, un rôle supplémentaire d'impôts.

Art. 26. — Lorsque deux ou plusieurs personnes, ayant pareillement droit, demanderont la même terre, elle sera concédée à celle qui s'engage à payer immédiatement l'impôt foncier.

Si tous les demandeurs consentent également à cette condition, l'administrateur fera déposer, par chacun d'eux, le montant des frais du lever accompagné d'une offre d'achat, et adressera au lieutenant-gouverneur un rapport dans le but de provoquer la vente aux enchères

du terrain demandé, en adoptant pour mise à prix la somme consentie par le plus offrant des demandeurs.

Le plan régulier du terrain sera exécuté immédiatement après que l'approbation du lieutenant-gouverneur aura été obtenue, et la vente se fera dès que le géomètre chargé du lever pourra fournir les données exactes indispensables.

Les demandeurs intéressés, avertis quinze jours à l'avance, auront seuls le droit de surenchérir.

Les frais du lever restent à la charge de l'adjudicataire et sont à régler en même temps que le prix de vente. Cette disposition s'applique à toutes les ventes aux enchères, soit publiques, soit restreintes, où le lever géométrique doit être exécuté immédiatement.

Art. 27. — Nulle terre déjà mise en culture, même sans autorisation préalable et même alors qu'elle est abandonnée, ne pourra être concédée gratuitement. Ce genre de terre sera, s'il y a lieu, toujours vendu aux enchères publiques.

Art. 28. — Les terrains d'habitation des centres ne pourront, en aucun cas, être concédés gratuitement. S'il y a lieu, ils seront mis en vente aux enchères publiques.

A cet effet, une commission composée d'un fonctionnaire européen, d'un géomètre européen de l'Administration et de trois propriétaires urbains des plus imposés — présidée comme il est dit à l'article 17 — procédera à la classification des terres par zones (trois au moins et cinq au plus). Dans chaque zone, le mètre carré de terrain sera évalué à un taux unique qui servira de mise à prix pour la vente.

Art. 29. — Les occupants de terrains mentionnés à l'article 28 pourront exercer un droit de préemption aux conditions suivantes :

Moyennant le paiement des six douzièmes de la mise à prix si le terrain est occupé depuis plus de dix ans, ou, sans tenir compte de la durée d'occupation, si l'occupant y a édifié un bâtiment en maçonnerie couvert en tuiles.

Moyennant les huit douzièmes de la mise à prix si le terrain est occupé depuis plus de cinq ans ou, sans tenir compte de la durée d'occupation, si l'occupant y a édifié un bâtiment en bois couvert en tuiles.

Moyennant les dix douzièmes de la mise à prix, si le terrain est occupé depuis plus d'un an.

Moyennant la mise à prix, si le terrain est occupé depuis moins d'un an.

Art. 30. — Nul ne pourra construire, soit en dur, soit en paillette, sur un terrain urbain dont il n'est pas propriétaire s'il n'en a obtenu l'autorisation préalable.

A cet effet, l'intéressé adressera directement à l'administrateur une demande en double et celui-ci, après information et sans que le cachet de la commune ou la signature des notables intervienne, mentionnera sur les deux expéditions son approbation ou déchirera purement et simplement celles-ci. Un exemplaire, s'il y a lieu, restera aux archives et l'autre sera remis au demandeur. Inscription en sera faite sur un registre spécial.

Lors de la délivrance du titre de propriété, les demandes seront retirées et détruites.

Art. 31. — La personne autorisée à occuper un terrain urbain, devra, dans l'année qui suivra celle où l'autorisation aura été accordée, payer l'impôt foncier de la parcelle qu'elle occupe.

Ce paiement est à considérer, dans ce cas, non comme la redevance fiscale que tout détenteur du sol doit à l'Etat, mais bien comme un simple droit de location.

Art. 32. — L'abandon d'un terrain urbain, alors même qu'on y laisserait des bâtiments déserts et que l'on continuerait à payer l'impôt, fait perdre le droit de premier occupant si ce droit dérive d'une autorisation d'occupation accordée en vertu de l'article 30.

Le terrain ainsi abandonné pourra être occupé par le premier ayant droit qui en fera la demande. L'impôt sera nécessairement acquitté par le nouvel occupant qui paiera l'année en cours si elle ne l'a déjà été par son prédécesseur.

Art. 33. — Nul terrain (urbain ou rural) ne pourra être vendu s'il n'a été, au préalable, l'objet d'un lever régulier.

Les ventes se feront toujours au comptant ; le montant devra en être acquitté, au plus tard, dans les trois jours qui suivront l'adjudication.

Les occupants qui exercent un droit de préemption auront un an, à compter du jour de leur déclaration, pour acquitter le prix de vente.

Le terrain aliéné de la sorte paiera invariablement l'impôt foncier à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de l'adjudication ou de la déclaration.

Art. 34. — Toutes les demandes de concession antérieures à la date de promulgation du présent arrêté pourront être accordées, tant comme quantité de terre — en tenant compte des dispositions prévues à l'article 10 — que comme qualité des demandeurs, en se conformant aux règlements et usages en vigueur jusqu'à cette date.

Art. 35. — Il est expressément défendu aux villages d'exploiter pour leur propre compte ou d'autoriser des tiers à exploiter des terres domaniales.

Les terres soumises à ce régime cesseront de l'être sitôt la rentrée de la plus prochaine récolte. Toutefois, les occupants actuels pourront obtenir l'autorisation de continuer la culture de ces terres conformément aux dispositions de l'arrêté du réglementant la situation des terres occupées sans titre. A cet effet, ils adresseront des demandes aux chefs de province qui statueront.

Art. 36. — Le présent arrêté abroge tous arrêtés, décisions et circulaires antérieurs relatifs à l'aliénation des terres domaniales.

Art. 37. — Le présent arrêté, commenté, sera traduit en quòc ngũr et imprimé aux frais des villages. Le tirage devra être suffisant pour qu'il soit possible de délivrer cinq exemplaires au moins à chaque commune.

II. — *Arrêté réglementant la situation des terres occupées sans titre*

Article premier. — Sont qualifiées *terres occupées sans titre*, toutes les parcelles ou fractions de parcelles de terrain agricole, qui en raison de leur exploitation, devraient être soumises à l'impôt foncier que, faute de déclaration ou d'inscription, elles n'acquittent pas.

Sont exceptés, par suite des dispositions spéciales qui les concernent, les excédents des terres concédées en conformité de l'arrêté du réglementant l'aliénation des terres domaniales.

Art. 2. — Toute terre occupée sans titre devra faire l'objet d'une déclaration de la part du détenteur et être inscrite sur un registre spécial établi par commune et intitulé *Registre foncier supplémentaire*.

Art. 3. — Les déclarations seront formulées sur imprimés fournis par l'Administration à raison de vingt *cents* l'exemplaire.

Elles seront réunies par les soins des villages et remises aux administrateurs avant le 1^{er} octobre 1903.

De cette date jusqu'à la fin de l'année, les déclarations seront faites directement aux bureaux des chefs de province et elles seront alors appuyées des raisons qui ont obligé les déclarants à agir ainsi.

Art. 4. — Les réclamations au sujet des inscriptions seront reçues du 1^{er} octobre 1903 jusqu'au 31 décembre de la même année. Il sera procédé à cet égard comme il a été dit pour les réclamations prévues par l'arrêté du La commission instituée par l'article 17 du susdit arrêté sera chargée d'informer. L'administrateur statuera en première et dernière instance.

Art 5. — Tout individu qui aura déclaré faussement occuper une terre, sera passible de un à huit jours de prison plus une amende de cinq à cinquante francs.

Si la déclaration fausse a lésé des tiers, ceux-ci pourront s'adresser aux tribunaux en vue de dommages-intérêts et ce sans préjudice de la peine administrative.

Art. 6. — Les terres inscrites paieront l'impôt foncier à partir du 1^{er} janvier 1904.

Cet impôt, considéré comme une simple taxe de location, ne garantit ni la superficie, ni le droit de propriété ; il laisse intact le droit de préemption.

Art. 7. — Toute inscription faite après le 31 décembre 1903, entraînera une amende qui, si la déclaration de l'occupant est volontaire, sera du montant de l'impôt d'une année. Dans tous les

autres cas, l'amende sera égale au montant de deux années d'impôt. Ces amendes sont indépendantes de l'impôt foncier de l'année courante qui devra toujours être acquitté.

Art. 8. — Les terres occupées sans titre ne seront aliénées que par la vente aux enchères publiques. Néanmoins, les terres inscrites au registre supplémentaire, et celles-là seulement, donnent un droit de préemption aux occupants.

Ces dispositions ne concernent pas les terres pour lesquelles les occupants auraient fait, avant l'inscription, des demandes de concession acceptées par l'Administration. Ces dernières terres seront concédées conformément aux prescriptions de l'arrêté du 19...

Art. 9. — Le droit de préemption est fixé à cinquante *cents* par hectare. Ce prix, indépendant des frais que réclameront les opérations de cadastrage et d'immatriculation, devra être acquitté dans le courant de l'année à compter du jour de la vente.

Si l'occupant n'use pas de son droit, le prix de vente lui sera remis déduction faite de l'impôt foncier décompté pour toutes les années que la parcelle a été cultivée sans rien payer au fisc.

Art. 10. — Le présent arrêté, commenté, sera traduit en quôc ngûr et imprimé aux frais des villages. Le tirage devra être suffisant pour qu'il soit possible de délivrer cinq exemplaires au moins à chaque commune.

Passons maintenant à la discussion des articles.

I

Article premier. — Le système des concessions gratuites impressionne très différemment les gens, selon qu'ils sont ou gouvernants ou gouvernés. Pour les uns, la concession tend, le plus souvent, à prendre le caractère d'une faveur, tandis que pour les autres, elle apparaît généralement sous la forme d'un droit. Il en est ainsi d'ailleurs de la distribution gratuite de tout bien, alors qu'une réglementation serrée, précise, ne dicte pas à tous les conditions et les obligations.

Or, la réglementation peut dériver de deux ordres d'idées abso-

lument opposées : soit de conditions à remplir, et qui, une fois réunies, constituent un droit absolu ; soit de la bonne volonté du distributeur guidé par les convenances générales, ce qui amène fatalement à procéder par sympathie et antipathie, c'est-à-dire à remplacer le droit par la faveur. Les deux procédés ont, selon les personnes et les circonstances, leur valeur et leur bonne raison d'être.

Quand une distribution ne peut s'étendre qu'à quelques individus ; quand ces individus n'ont à faire valoir aucun droit, même contestable ; quand les circonstances forcent à tenir compte de l'état, de la qualité des gens ; quand, d'autre part, des motifs politiques empêchent d'exprimer publiquement les raisons qui font agir, eh ! bien, alors, la faveur aura forcément libre jeu. Mais lorsqu'une distribution intéresse le corps de nation entier, lorsque tout le système économique du pays repose sur elle, il ne saurait plus être question de faveur, la place revient au droit. Pour que, dans ce cas, la distribution soit juste et judicieuse, il faut, dans la mesure du possible, la soustraire au bon vouloir des distributeurs, il faut que chacun ait l'assurance que s'il remplit les conditions communes voulues, sa demande ne peut, sans des motifs très graves, lui être refusée. Et c'est pour bien établir ce fait que l'article premier porte les mots « a droit ».

Nous venons d'avancer que *tout le système économique du pays repose sur cette distribution*. Il convient de le prouver. La Cochinchine, à l'heure actuelle, ne peut plus être considérée par nous que comme une base d'opérations pour la future mise en rapport d'une large part du bassin du Mékong. C'est de cette base que nous devons tirer tous les éléments dont nous aurons besoin, c'est par son expansion graduelle que — permettez-moi une image triviale — nous devons faire tache d'huile le long du Fleuve. Et ce résultat ne pourra sérieusement être obtenu que le jour où nous aurons mis en exploitation tout ce qui peut l'être dans le delta cochinchinois. Mais cette exploitation, qui se rapporte presque intégralement à la culture du sol, dépend d'un élément capital : la population indigène. L'Européen ne compte pas en l'espèce, car, à de bien rares exceptions près il ne peut, dans notre colonie, se livrer aux travaux agricoles ; il a beau s'intituler *colon-plantateur*, il ne saurait jamais être qu'un dirigeant ou, plus crûment, un exploiteur. Et, il faut le redire, sans hommes des races tropicales, pas de culture, pas même d'exploitation possible.

Il est clair que, dans ces conditions, nous devons tout entreprendre pour favoriser l'établissement de l'indigène, lui assurer l'avenir et le soustraire, en l'attachant au sol, à cette vie inquiète, presque vagabonde, qu'il mène encore si fréquemment dans les basses couches de la société. Et, comme on voit, nous laissons complètement en dehors toute sentimentalité ; car les bienfaits de la civilisation que nous daignons si généreusement répandre sur la colonie sont un mobile tellement secondaire, qu'il faut être d'une naïveté ou d'une tartuferie sans bornes pour oser les invoquer. Que demain la métropole soit placée devant la nécessité d'avoir à sacrifier pour la Cochinchine, non pas des milliers d'hommes, mais simplement quelques millions d'argent, et l'on verrait de quel poids « les bienfaits de la civilisation » pèseraient dans la balance des destinées du pays.

Mais revenons au sujet. Notre expansion dans la vallée du Mékong exige, d'abord, que nous soyons solidement établis dans le delta qui est l'organe de distribution et de direction, puis elle nous met dans l'obligation de peupler cette vallée. Or, en un tel ordre d'idées, nous n'avons nul succès à espérer si l'élément colonisateur que nous pousserons devant nous ne répond aux trois conditions suivantes : pouvoir se livrer aux travaux manuels sans tenir compte du climat, être inféodé à notre cause, être une race qui progresse. Que l'on nous trouve en Indo-Chine, et même ailleurs, un individu qui réunisse toutes ces conditions si ce n'est l'Annamite de Cochinchine.

Nos intérêts, dans ce pays, sont essentiellement commerciaux et industriels. Ils nous incitent donc à désirer l'accroissement rapide de la population indigène, c'est-à-dire des producteurs agricoles et des consommateurs en général. L'expansion dans le bassin du Mékong le demande aussi. Tous nos efforts doivent tendre à peupler la Cochinchine et à la surpeupler. Alors viendra un moment où le flot humain, à moins de se jeter dans la mer, sera bien obligé de remonter le chemin de la vallée. Conclusion : il faut féliciter aux indigènes la mise en culture des terres, il faut guider le prolétaire annamite vers la petite propriété qui assure le nécessaire sans donner la richesse et qui pousse les gens à procréer.

Passons maintenant aux exceptions. Sûrement, il se trouvera parmi les gens visés des mécontents. Ce serait trop présumer des vertus humaines que de croire qu'il puisse en être autrement. Ce qui nous guide le plus souvent dans nos actions, ce sont les convenances

personnelles, l'intérêt général ne vient qu'à l'arrière-plan : *D'abord moi, ensuite les autres*. Mais pour ne laisser subsister aucun doute à cet égard, aussi pour faire voir combien sont contraires à notre action dominatrice et colonisatrice, les prétentions que les intéressés pourraient élever, nous allons examiner le cas de chaque catégorie.

Le personnel de fonctionnaires et d'employés, entretenu dans une colonie de domination, a pour but nettement défini d'administrer la population native, de lui rendre la justice, enfin de la protéger contre l'étranger et même contre les propres nationaux, alors que ceux-ci, méconnaissant la raison d'être de la colonie, n'ont cure des intérêts indigènes, partant des intérêts métropolitains, ou plutôt sociaux, et veulent faire prévaloir leur avantage particulier au détriment de l'avantage général. Dans ces conditions, il nous paraît absolument inadmissible qu'un personnel orienté tout exprès pour la domination puisse aussi vouloir prétendre à l'exploitation. Cette branche doit être réservée à la partie du public non aux gages de l'Etat. N'est-ce pas pour cette partie et grâce aux contributions qu'elle acquitte que l'Etat doit et peut entretenir son personnel ?

Au fait, que se passe-t-il alors qu'on admet les gens salariés par la Colonie à devenir concessionnaires du sol ? C'est qu'au lieu de consacrer en entier leur temps de travail aux fonctions pour lesquelles ils sont payés, une partie de ce temps sera nécessairement employée ailleurs : premier dommage pour la société ; c'est que, en maintes circonstances, la situation officielle des concessionnaires leur permettra d'exercer sur l'indigène une action, pour ne pas dire une pression, aussi funeste à celui-ci qu'à la Colonie elle-même : deuxième dommage. Enfin, d'une façon générale, l'effet moral que produit une telle situation sur la population indigène est tout droit désastreux. Ceci dit pour la théorie ; quant à la pratique, le Parquet général de Saigon pourrait fournir des données autrement édifiantes : l'un se fait à moitié tuer, l'autre va en prison, un troisième crève une femme indigène à coups de pied et n'échappe aux assises que par une mort venue à point, ainsi de suite.

L'on nous dira peut-être — et c'est un argument assez en faveur — que les concessions sont données à de vieux serviteurs, soit à titre de récompense pour les services rendus (1), soit à titre d'appoint à

(1) Arrêté du 29 décembre 1871, chapitre II, article 12.

une solde trop faible. Il ne serait pas difficile de prouver que si le principe est tel, la pratique le dément à chaque pas. D'ailleurs, ce n'est pas avec des concessions que l'on doit payer ceux qu'on emploie ; agir ainsi, c'est laisser la porte ouverte à tous les abus — entre autres au favoritisme — sans compter l'impossibilité de savoir dans quelle mesure la terre accordée est en rapport avec le service rendu. Si, d'autre part, la solde de tel ou tel emploi est reconnue insuffisante, pourquoi ne pas l'augmenter ? En tous cas — nous insistons là-dessus — ce n'est pas avec des concessions de terres domaniales que la Colonie doit régler ses agents. Nous dirons plus, elle n'en a pas le droit ; car le budget a prévu et alloué les sommes destinées au traitement du personnel ; prélever, dans ce but, la moindre parcelle du domaine public est absolument illégal.

En ce qui regarde les conseillers privés et les conseillers coloniaux, nous avons déjà exprimé notre pensée à leur égard ; dire plus nous conduirait à des duretés de langage qui n'ajouteraient rien à la démonstration. Certes, ces messieurs peuvent, comme tout citoyen ou sujet non aux gages de l'Etat ou de la Colonie, devenir concessionnaires de terres, mais alors qu'ils résignent leurs fonctions et qu'ils ne se mêlent pas de distribuer au commun ce qu'ils convoitent pour eux-mêmes. Agir autrement laisserait supposer que le bien public n'a pas été l'unique souci qui a fait briguer les fonctions occupées.

Aussi poserons-nous un principe, c'est que nul conseiller ne doit pouvoir demander ou obtenir, d'une manière quelconque, du terrain en concession. Nous irons plus loin : nul ne doit être élu conseiller s'il a obtenu la concession d'une terre depuis moins de deux ans et s'il n'en acquitte l'impôt foncier ; nul conseiller sortant ne doit pouvoir demander de concession de terre que s'il a quitté ses fonctions depuis plus de deux ans.

Quant aux avocats-défenseurs, aux notaires, aux géomètres civils, etc., quoique non salariés par l'Etat ou la Colonie, ils n'en occupent pas moins des situations officielles nettement caractérisées et, à ce titre, ils n'échappent pas à la critique que nous avons adressée au personnel gagé par l'Etat. Et puis, avons-nous besoin de faire remarquer que toutes ces professions gagnent largement leur vie dans notre Colonie, qu'elles n'ont pas le moins du monde besoin de chercher un supplément de revenu dans une exploitation qui n'est guère compatible avec leur situation. Et si tel n'était pas le cas pour quelques-uns, il faudrait assurément parer au mal, mais,

alors, en employant les vrais moyens. Si les professions susmentionnées ne font pas vivre tous les intéressés, c'est que de deux choses l'une, ou il y en a de trop, ou il y en a qui ne savent pas leur métier. Dans le premier cas, le gouvernement doit empêcher l'établissement de ceux qui sont inutiles ; dans le second, il n'y a qu'à inviter les maladroits à chercher fortune dans une autre branche, dans l'exploitation du sol, par exemple, mais qu'alors, ils quittent leur premier métier et se fassent carrément planteurs.

Donc, conclura-t-on, nul homme occupant des fonctions officielles ne pourrait devenir colon. Si fait, mais à condition de quitter tous d'abord ses fonctions. Nous ne voyons pas bien, nous tous colons et contribuables, pourquoi nous consentirions à créer des suppléments de solde, des rentes, en faveur de gens qui émargent au budget sans y aider autrement que par des contributions indirectes, alors que nous payons tout et toujours sans jamais obtenir satisfaction pour nous-mêmes.

Personne plus que moi ne désire voir s'établir des colons européens en Cochinchine, car je suis intimement convaincu que ce serait tant pour nous, les dominateurs, que pour nos sujets, un solide point d'appui. Mais encore faut-il que nous ayons affaire à de véritables colons, non à cette catégorie d'exploiteurs qui neuf fois sur dix ne cherchent qu'à faire de la colonisation... aux frais du budget.

A ceux qui veulent risquer leurs économies, leur temps et leur santé aux travaux agricoles, il ne faut marchander ni les terres ni l'appui. Il faut faire beaucoup pour ces gens, mais pour ceux-là seulement, car les autres ne sont pas sérieux. C'est pour cette raison aussi que l'article premier prévoit que les employés inférieurs ne seront tenus de résigner leur emploi que dans le courant de l'année qui suivra la concession du terrain. On pourrait même les admettre à jouir pendant l'année d'un congé avec solde, cela faciliterait singulièrement leur établissement et, peut-être un jour, arriverions-nous à constituer cette *grande masse de colons sérieux* dont on parle si volontiers, mais qui se chercherait en vain dans la Colonie. Quant à ceux qui ont des fonds à faire valoir et qui persistent à rester aux gages de l'Etat, qu'ils cherchent ailleurs que dans l'exploitation du sol un placement pour leur argent. Certes, l'Administration ne saurait les empêcher d'acheter des terres et d'exploiter malgré tout (ces cas seraient rares), mais qu'au moins elle ne prête pas la main à ce genre d'opération.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de reproduire ici l'article 88 du Code annamite ainsi qu'un fragment du commentaire de Philastre :

Tout fonctionnaire ou employé pourvu d'une fonction ne peut acquérir par achat des rizières ou des constructions dans l'étendue du ressort de sa fonction et pendant qu'il en est investi. Quiconque contreviendra à cette loi sera puni de cinquante coups de rotin, privé de sa position, et les rizières ou constructions seront confisquées au profit de l'Etat.

C. O. — La loi dit « acquérir par achat », c'est qu'il n'est question de rien qui ressemble à l'usurpation et à l'enlèvement par la violence ; cependant, par ces acquisitions les gens du peuple sont privés de leurs moyens d'existence. A plus forte raison, l'obtention des mêmes biens, rizières ou constructions, par voie de demande et à titre de don, est opposée au vœu de la loi, et cela au plus haut point. La peine est de cinquante coups de rotin et la privation de la position ; enfin, la confiscation au profit de l'État des rizières et des constructions. S'il s'agit de *ngay diên*, rizières consacrées à un but de charité, ou de rizières dont le revenu est affecté aux écoles et autres fondations analogues, ces cas ne rentrent pas dans l'application de la loi. Priver de leur position, veut dire de leur fonction actuelle ; ils peuvent être employés dans un autre lieu ; cela n'implique pas la perte de la dignité du fonctionnaire.

Le commentaire (officiel) dit que le but de la loi est d'empêcher les fonctionnaires de priver le peuple du bénéfice qu'il retire de la possession de la terre ; la raison nous semble fausse ; car enfin, il s'agit d'une vente de gré à gré et l'acquéreur donne, en échange de la terre, un capital qui vaut autant et peut procurer des bénéfices équivalents. La véritable raison, et celle-ci est très importante, c'est que le législateur a craint les abus de l'influence et du pouvoir des fonctionnaires dans l'étendue du ressort de leur juridiction.

Cette loi est, pensons-nous, indispensable à observer en Basse-Cochinchine ; elle préviendrait les abus criants que commettent certains fonctionnaires annamites, lesquels, venus sans fortune dans le district, y sont, au bout de quelques années, devenus de grands propriétaires fonciers. (*Le Code annamite*, tome I, page 456).

L'article 88 du Code annamite a été restreint par l'arrêté du 18 décembre 1877 établissant qu'il ne sera applicable qu'aux fonctionnaires du rang de *huyên* et au-dessus. Enfin, depuis, cet arrêté a fini par complètement tomber en désuétude. C'est un tort grave, et dans le présent article, ne pouvant faire plus, nous avons, au moins, complètement écarté l'indigène salarié par la Colonie du droit aux concessions. Quiconque a vu faire les Annamites et connaît leur mentalité, nous donnera certainement raison. Cette question étant traitée en détail dans la *Troisième partie*, au chapitre III, *Personnel*, nous prions le lecteur de s'y reporter.

Il nous reste à dire quelques mots sur le maximum de trois hectares qui peut être accordé aux personnes exceptées. Il s'agit en l'espèce non d'exploitation, mais soit de demeure habituelle, soit d'habitation de plaisance, et, dans cet ordre d'idées, nous pensons qu'il serait abusif d'accorder une superficie plus considérable.

Art. 2. — Si nous sommes sévères envers nous-mêmes, nous avons le droit de l'être aussi envers les Européens étrangers qui, sous ce climat, ne peuvent faire ni mieux, ni plus que nous.

Pour ce qui est d'autres étrangers, il faut que nous nous réservions la possibilité d'attirer et d'établir des agriculteurs, car l'indigène seul n'arriverait pas, même en plusieurs siècles, à surpeupler la Cochinchine.

Quant à savoir à quelle race, à quelle catégorie de gens, nous devons nous adresser, c'est une question de tact et d'opportunité, nous en avons déjà parlé dans la première partie de cette étude. Il faut, en tout ceci, que le distributeur sache bien ce qu'il veut, où il compte en venir. Mais dans ce cas spécial, la possibilité même d'un droit ne saurait exister et la faveur vient naturellement prendre sa due place.

Art. 3. — Il est indispensable de spécifier que les terres ne peuvent être distribuées qu'aux chefs de famille ou aux personnes isolées non mariées et majeures, sinon les abus continueront d'avoir libre cours. Les concessions accordées à des enfants en bas âge, à des mineurs vivant sous le toit paternel, à la femme mariée, sont autant de violations du principe fondamental de l'aliénation des terres domaniales. Grâce à leur famille, certains roublards sont arrivés à obtenir, par concessions séparées de dix hectares, des superficies de terrain qu'ils ont été ensuite absolument incapables de mettre en rapport. C'est tout droit de la spéculation.

Les terres ne doivent être distribuées qu'à ceux qui sont effectivement capables de les cultiver et dans la mesure de ce qu'ils peuvent cultiver. Pour cette raison aussi, il ne doit être donné que trois hectares et demi à l'individu isolé et six hectares à l'homme marié. En accorder au delà serait du gaspillage.

Le lecteur s'est aperçu sans doute qu'après avoir posé précédemment les chiffres de 3 et de 5 hectares, nous avons adopté ici ceux de 3, 5 et de 6. C'est que, avant, nous faisions de la théorie pure. Dans la pratique, on se rend très vite compte que la superficie des

parcelles n'est jamais entièrement cultivable. Il y a tout d'abord les talus et les fossés à défalquer, puis les trous, les mares, etc.

Art. 4. — Les dispositions de cet article sont une déduction logique du principe qui doit nous guider dans la distribution des terres, à savoir : la puissance de travail du demandeur. Il est encore une autre raison qui vient appuyer celle-ci, c'est l'encouragement à l'élevé du bétail en général et plus particulièrement des buffles, sans lesquels la production du paddy serait strictement subordonnée au nombre de bras employés. Enfin, tout le monde sait que la viande de boucherie, les cuirs et les engrais sont encore loin d'être proportionnés au pouvoir de consommation du pays.

La quantité de cinquante hectares exige déjà pour la culture une quinzaine de personnes, et il est bien rare qu'une seule famille atteigne un effectif aussi considérable. Si, par contre, le cultivateur possédait cinq paires de buffles, il pourrait faire le travail avec moitié moins de monde. Mais la possession de buffles et de bœufs laisse supposer que le propriétaire est aisé et qu'il compte, indépendamment des membres de sa famille, un certain nombre de serviteurs à gages. C'est sur cette présomption qu'est basé le chiffre maximum de cinquante hectares que l'intéressé peut demander.

Art. 5. — Lorsque la demande de terre dépasse cinquante hectares, il est clair — d'après tout ce que nous avons vu précédemment — que la mise en rapport exige l'adjonction de travailleurs étrangers. Il ne s'agit donc plus simplement de culture par la famille, mais bien d'exploitation dans toute la force du terme. Et pour que cette exploitation ne conduise ni à une spéculation outrée, ni au servage agricole, pour qu'en peu de mots, elle soit utile à la société, il est indispensable qu'elle ne s'attaque qu'aux terres dont la mise en culture exige un apport de fonds que le commun des *dân* n'a pas ; il est indispensable qu'elle laisse à ceux-ci les terres d'accès et de culture faciles, ce qui permet, pour le moins, au cultivateur d'opter entre le travail à son propre compte et celui au compte d'autrui.

L'obligation d'incorporer un certain capital au sol justifie la distribution, elle est le seul moyen de faire mettre en culture de grandes étendues de terre dont l'unique défaut est d'être peu praticables. L'exploiteur trouvera une compensation aux dépenses dans la superficie qui peut lui être accordée.

Quant au maximum de cinq cents hectares, il découle de considérations antérieures.

Art. 6. — Avec l'immatriculation future du terrain, la délivrance du titre définitif de propriété n'a plus besoin de dépendre strictement du mesurage exact qui se fera sûrement plus tard. En attendant, le croquis fait par le géomètre de la commission (art. 17) suffira, en cas de nécessité, à rétablir le droit, tout aussi bien que les coûteux et inutiles plans cadastraux actuels, qui ne l'ont pas plus foi en justice que le croquis.

Comme il a déjà été spécifié, l'acquittement de l'impôt doit réfréner la spéculation et inciter à la culture totale des terres obtenues ou déjà possédées. Pour les surfaces qui ne dépassent pas cinquante hectares, on peut admettre qu'au bout de la deuxième année elles seront entièrement mises en culture ; donc elles le seront même si l'intéressé paie l'impôt dès le jour où la concession lui est accordée.

Si l'on n'espace point les demandes de concession, la spéculation aura libre cours et il arrivera que des gens feront métier de demander des concessions rien que pour les revendre. D'autre part, l'acheteur voudra une situation nette, il se conformera donc aux dispositions des articles 23, 25 et paiera l'impôt. Il en résulterait que, dans l'année même où la concession a été accordée, le nouveau propriétaire pourrait en demander une autre. Ce serait de la spéculation pure. On l'empêchera en partie si l'on fait dépendre toute nouvelle demande de terrain du paiement d'au moins deux années d'impôt.

Ne serait-il pas plus simple, nous dira-t-on, de recourir à une défense de vendre durant un temps donné ? Certainement, oui, mais ce serait, comme nous l'avons déjà fait remarquer, interdire au propriétaire la libre disposition du fruit de son travail, du capital incorporé au sol, ce serait une intrusion hautement abusive du gouvernement. Donnez une chose ou ne la donnez pas, mais ne dictiez point au concessionnaire l'usage qu'il doit faire de son bien. Et puis, quelque restrictif, quelque serré que soit un règlement, il y a toujours moyen de l'éluder ; c'est une affaire d'étude et de patience. Vouloir atteindre à la perfection absolue est une pure chimère ; le but à poursuivre est de circonscrire les abus dans des limites assez étroites pour que leur influence n'ait pas d'action sérieuse sur la bonne ordonnance des choses.

S'il n'est exigé que l'acquittement d'un an d'impôt pour les concessions prévues à l'article 5, c'est afin d'autoriser une plus rapide mise en exploitation des terres. Il n'est point nécessairement dit que l'exploiteur ne doive mettre plus de cinq cents hectares en culture alors qu'il possède une main-d'œuvre, des fonds suffisants, que les terres antérieurement accordées sont toutes défrichées et qu'il existe encore d'autres terrains inabordables aux petits cultivateurs en raison des coûteux travaux de mise en culture. Agir autrement ne serait plus empêcher la spéculation, la constitution des latifundia, ce serait empêcher l'exploitation, la colonisation.

Cependant, nous ne craignons pas d'affirmer qu'avec la disposition qui défend aux villages d'intervenir dans les affaires de concession, bien peu d'individus arriveront à mettre un deuxième lot de cinq cents hectares en culture. Car les pauvres gens n'étant plus à la merci des notables pourront librement opter entre la situation de propriétaire et celle de tenancier ou de tâcheron agricole. Les grosses exploitations seront alors forcément limitées. L'énorme quantité de bras qui leur est nécessaire faisant défaut. C'est déjà le cas aujourd'hui. Presque partout où le possesseur compte son terrain par demi-milliers d'hectares, il est obligé d'en laisser annuellement une portion en friche, si même une bonne part du terrain ne reste à l'état vierge. Nous insistons tout particulièrement sur ce fait, car c'est là surtout que se révèle le dommage, pour la société, des grandes concessions.

Ce n'est pas en Cochinchine qu'il faut essayer d'établir de vastes domaines, c'est dans le haut bassin du Mékong. Le delta est pour nous un point d'appui, un pays qu'il nous faut rapidement rendre vieux, surpeuplé, très morcelé comme propriété foncière ; par ce moyen seulement — le plus puissant de tous — nous prendrons lentement mais sûrement possession du Fleuve et de tout son bassin.

Art. 7. — L'aliénation des terres avoisinant les voies de communication nouvellement percées a déjà fait l'objet d'une réglementation spéciale (arrêté du 1^{er} mai 1893) et l'article 7 ne fait que préciser davantage les choses.

Quant au fond, il est tout naturel que ceux qui ont été à la peine soient aussi au profit, tandis qu'il n'est pas juste du tout que la nuée des sauterelles de bureau, des miliciens quémandeurs et autres individus plus intéressés qu'intéressants, s'abattent avides et serrés

sur ces lots de terre d'exploitation facile à la valeur desquels ils n'ont pas contribué.

L'exiguité des parcelles est imposée par l'obligation d'en distribuer à beaucoup de gens. Pour ce qui regarde la profondeur, la fixer seulement par rapport au front du lot comme le fait l'arrêté du 1^{er} mai 1893, permet, tout en observant la lettre du texte, de ne tenir aucun compte de l'esprit. Pour avoir cinq cents mètres de front, c'est-à-dire la place de cinq ou six petits laboureurs, il suffit de demander deux mille mètres en profondeur, soit 100 hectares. Il n'y a qu'une manière de parer à tous ces inconvénients, c'est de fixer la profondeur ainsi que le maximum de front et de superficie.

Art. 8. — Par l'établissement de voies de communication, de canaux de drainage, etc., les terres acquièrent sans conteste une certaine plus-value. L'Etat qui, ici, a fait œuvre de pionnier, peut et doit récupérer, sinon la totalité, au moins une partie de ses frais.

Le lotissement par parcelles de peu d'étendue est maintenu dans le double but d'écarter la spéculation et d'offrir aux petites bourses le moyen d'acquérir des terrains qu'il leur soit possible de cultiver en dépit de la faiblesse de leurs ressources.

Nous ne pensons pas qu'il soit utile de maintenir indéfiniment la mise en vente, car si, dans le cours de trois années (c'est-à-dire alors que toutes les parcelles voisines sont exploitées) nul acquéreur ne se présente, il faut bien admettre que les lots non demandés ne sont que de très médiocre qualité.

Art. 9. — Nous avons donné précédemment les raisons pour lesquelles nous repoussons la gratuité du mesurage et de l'immatriculation, nous avons dit également pourquoi le cadastre s'impose et comment le lever régulier n'est pas indispensable pour la délivrance du titre définitif. Nous reviendrons plus en détail sur cette dernière question en commentant l'article 17. Il convient de s'arrêter ici sur un autre point : la gratuité des concessions. Elle n'existe nullement dans le mode d'aliénation des terres proposé et nous nous sommes efforcé de maintenir intact le principe d'économie sociale qui recommande la vente. Mais nous avons fait notre possible aussi pour ne laisser payer au concessionnaire que ce que les choses valent et au moment où il pourra le plus facilement s'en acquitter. En écartant de notre mieux la vente aux enchères, en la

restreignant à l'occasion, nous autorisons le plus pauvre à devenir propriétaire foncier. En laissant à la convenance de chacun l'époque et le mode de paiement des frais de lever et d'immatriculation — seule dépense que la Colonie ait faite et qu'elle doit récupérer — nous permettons à tous les travailleurs d'arriver à la possession du sol. Aux pays anglo-saxons, le système est plus dur, car le colon est forcé d'avoir à sa disposition, dès le début, outre les fonds pour la mise en culture, ceux destinés à l'achat du sol. La spéculation aussi y est à redouter, et, s'il n'existait pas l'institution corrective du *squatting*, les pauvres gens auraient bien de la peine à devenir propriétaires fonciers.

Art. 10. — Cet article nous place devant une question de haut intérêt. Fréquemment, pour ne pas dire toujours, le mesurage exact accuse des excédents de terre (1). Fréquemment aussi les intéressés ne sont pas sans ignorer qu'ils occupent plus que leur compte. Jusqu'à ce jour et si les terres sont réellement cultivées, il n'y a que demi mal (le fisc perd l'impôt, mais il se rattrape largement sur les droits de sortie des riz et il ne perd aucun des autres droits qui se répercutent sur le producteur-consommateur). Avec la manière de procéder prévue ici, la tolérance devra être assez étroite. Il n'y a du reste aucune raison d'accorder quinze hectares, par exemple, à un homme dont le pouvoir de production n'en autorise que huit. Le dixième nous paraît être une tolérance très suffisante à laquelle vient s'ajouter encore l'excédent alors qu'il est inférieur à un hectare ; car s'il est utile de morceler la propriété foncière, il serait parfaitement nuisible de la pulvériser comme en France. Le possesseur aura donc droit au dixième par rapport à la surface qui lui revient plus l'excédent s'il est au-dessous d'un hectare.

Cependant, il n'en saurait être de même pour les terres concédées antérieurement à la promulgation du présent arrêté, car l'absence de toute réglementation sérieuse sur la matière nous défend d'être sévère. Enfin, toutes les terres cultivées — indépendamment de la plus-value que peuvent leur donner les travaux préparatoires — acquièrent, nous le savons déjà, une certaine valeur par le seul fait

(1) Nous rappelons au lecteur que ces lignes étaient écrites avant l'apparition des *Registres fonciers supplémentaires* et que s'il existe encore des terres ayant des excédents non accusés, il en est d'autres aussi qui n'arrivent plus à la superficie inscrite.

de la mise en culture ; aussi serait-il injuste de retirer ces terres aux occupants dont, en somme, l'unique péché est de les avoir mises en rapport sans autorisation ! Alors que l'Administration a commis la faute, bien autrement grave, de ne pas avoir mis l'intéressé en possession de la terre accordée. Exiger du concessionnaire qu'il se mesure strictement sa terre à lui-même, c'est trop présumer des capacités intellectuelles d'un laboureur annamite, c'est encore bien plus présumer de ses facultés morales (1). Et quel est le paysan européen qui le ferait ?

Néanmoins, comme il faut agir avec mesure, même dans des cas fautifs où nous sommes les premiers responsables, nous estimons que la tolérance doit être abaissée pour ce genre de terre au cinquième de la surface concédée, avec faculté à l'intéressé d'exercer un droit de préemption quant au surplus de l'excédent cultivé.

Le paiement de l'impôt, que personne assurément ne voudrait mettre en discussion ici, ne doit pourtant pas dépasser de certaines limites dans son action rétroactive, sinon nous en ferions un prix de vente que ne justifie ni la situation, moins encore notre inhabileté. Il faut envisager les choses de plus haut, et ne pas s'attacher à des ventes dont, nous l'avons démontré, il n'y a rien de bon à attendre. C'est l'impôt foncier qui doit être notre objectif, là seul se trouve un revenu solide, régulier, nullement impopulaire, qui nous assurera des sommes bien supérieures à celles de la vente des terres, et ce non point durant quelques années, mais pour toute la durée de notre domination.

Oh ! nous savons l'objection qui est sur plus d'une lèvre. Agir ainsi serait donner la sanction à toutes les usurpations antérieures.

(1) Voici l'appréciation de Philastre : « Ainsi il peut se présenter ou, pour mieux dire, il se présente continuellement un cas que voici : un propriétaire est inscrit sur les rôles comme possédant 25 *mâu*, or, en réalité, sa terre en mesure 30 ou 40, par exemple, mais ces 30 ou 40 *mâu* sont renfermés dans les limites délinées dans son titre ou sur le registre appelé *diên bô*. Le premier paragraphe de l'article lui est-il applicable, c'est-à-dire doit-il être puni proportionnellement au nombre de *mâu* qu'il possède en plus de ce qui est inscrit, et ce même nombre de *mâu* de terre en surplus doit-il être confisqué au profit de l'État ou donner lieu à l'application d'une des règles que nous avons tracées selon le cas ?

« Nous répondons non, et le considérer ainsi serait illégal, injuste et illogique : illégal, parce que la loi dit que pour être coupable il faut n'avoir pas déclaré la propriété de façon qu'elle ne soit pas inscrite ; or ici la propriété est inscrite et l'erreur ne porte que sur la mesure.

« Injuste, parce que ce n'est pas le propriétaire qui mesure sa terre.

« Illogique, parce que ce serait le rendre responsable d'une opération qu'il est incapable de faire, au moins dans la presque universalité des cas » . (Le Code annamite, tome I, page 408).

Malheureusement, oui, mais il faut bien faire la part du feu, si nous tenons à sortir une bonne fois de l'impossible situation créée par nous-mêmes. En ce qui me concerne, je ne demande pas mieux que de me rendre à un autre avis, pourvu que l'on me trouve une solution plus profitable à la Colonie et plus facilement acceptée de l'indigène que celle que je propose. Mais je doute fort qu'on puisse faire mieux.

Au fait, est-ce donc un crime de mettre en culture — nous disons « mettre en culture » et non accaparer puis laisser en friche — de la terre vierge sans en demander une autorisation qui, jusqu'à ce jour, a été aussi capricieusement accordée que refusée ? Les agissements des notables, le bon juger trop variable de l'Administration devaient porter fatalement les gens à ne solliciter que le moins possible, alors surtout que cette même administration était absolument incapable de rien empêcher. Nous avons prouvé déjà que les finances de la colonie n'y perdent guère. On peut, assurément, par des moyens convenables, restreindre ces usurpations, mais on n'arrivera pas à les écarter complètement aussi longtemps qu'on ne voudra point appliquer une réglementation et une procédure assurant à chacun la quantité de sol qu'il est capable de cultiver. L'individu aura beau s'emparer de terres, il ne pourra pas les exploiter, et comme toute partie inculte, alors qu'elle n'est pas propriété privée appuyée sur des titres, peut (d'après le présent projet) être demandée en concession par le premier ayant droit venu, l'accaparement ne signifie rien. Nous ferons remarquer, en outre, que le *squatting*, comme disent les Américains, n'a jamais été empêché dans les colonies modernes vraiment dignes de ce nom. Les seules dispositions administratives frappant celui qui défriche sans autorisation, c'est que le terrain, lorsqu'il est atteint par le mesurage est mis en vente avec faculté au *squatter* d'exercer, pour une superficie déterminée un droit de préemption comme premier occupant. Or ce droit représente en règle les frais de mesurage et de viabilité que l'Etat a dû faire.

Si l'Administration se faisait par trop tracassière (elle l'a toujours été), si armée de son droit, elle prétendait vendre strictement les excédents aux enchères publiques ou seulement à des prix un peu élevés, il est probable que personne ne bougerait. Les intéressés se contenteront de cultiver sans bruit leurs terres en attendant le cadastre et, à ce moment, il pourra très bien se faire que les habitants,

se donnant le mot, ne viennent pas aux enchères. Le cas s'est présenté avec des terres saisies et mises en adjudication par la Banque de l'Indo-Chine. Chacun ne cherchant qu'à ravoïr son bien, il n'y aurait déjà de ce fait ni compétition ni surenchère. Mais, encore un coup, les indigènes peuvent opposer à l'Administration cette remarquable force d'inertie dont nous avons tous éprouvé les effets, ils peuvent ne rien acheter du tout, et alors ?!...

Art. 11. — Dans un pays où les bateaux ne marchent qu'avec la marée, où, par conséquent, le halage est à peu près inconnu, où les gens ont un besoin impérieux d'habiter au bord de l'eau, il est contraire aux intérêts de la population et parfaitement inintelligent de conserver des bandes de terre le long des berges. La réserve faite par l'Administration de reprendre, s'il y a lieu, sans aucune indemnité, le terrain nécessaire aux voies de communication est elle-même injuste. Si le propriétaire ne risque de perdre qu'une faible partie de son champ, il court, d'autre part, la chance de trouver une compensation dans les avantages que lui procure la voie de communication. Mais, si le terrain enlevé est grand, s'il s'y trouve des bâtiments, des plantations, ne pas indemniser le propriétaire serait tout uniment le spolier.

Quant aux terrains côtiers, il y a lieu d'être un peu plus restrictif sans pourtant atteindre aux inconcevables exagérations de l'arrêté du 25 mai 1874 qui dit dans son article 3 :

L'Administration se réserve également :

1^o La propriété imprescriptible et inaliénable du littoral, sur une profondeur de cinquante pas géométriques (quatre-vingt-deux mètres) à partir des plus hautes mers ;

Nous voudrions bien savoir où l'inspirateur de cet article a pu découvrir l'inaliénabilité du littoral de la mer. Depuis plus d'un siècle, la doctrine et la jurisprudence n'ont pas varié et le Code lui-même (art. 538) est d'accord que les rivages, lais et relais de la mer sont dépendants du domaine public et peuvent être aliénés par l'Etat. Quant à la réserve des cinquante pas géométriques (cinquante pas du Roy) qui n'a jamais concerné que nos anciennes colonies, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, le Sénégal, la Réunion, l'Inde et Mayotte, elle a subi elle-même la plus catégorique des atteintes par le décret du 21 mars 1882 qui porte que dans toutes les villes, bourgs, villages de la Guadeloupe et dépendances, les détenteurs de terrains

bâties, situées dans la zone des cinquante pas géométriques, recevront des titres définitifs de propriété. L'article 7 du décret du 4 juin 1887, concernant la Martinique, va plus loin encore, il autorise même la concession des terrains non bâtis dans les centres habités. On ne comprend pas l'application à la Cochinchine, dont le développement côtier est à peu près égal à celui de notre littoral méditerranéen, d'ordonnances et d'édits royaux, d'il y a deux ou trois siècles qui n'ont eu en vue que des îles, dont la plus grande n'égale pas le tiers du département de la Corse.

Il faut croire que l'inspirateur de l'arrêté de 1874 était ou le type le plus parfait du fonctionnaire tracassier, étroit de vue et d'esprit, ou un simple ignorant. Les cinquante pas géométriques sont un peu comme le fameux Acte Torrens, on en parle sans trop savoir ce que c'est. L'historique de la question aurait pu donner la raison de cette réserve spéciale, mais a-t-on seulement cherché à savoir ?

Les cinquante pas géométriques ont toujours eu les caractères qui distinguent les diverses parties du *domaine public* de l'Etat. D'après Dessalles (*Annales du conseil souverain de la Martinique*, tome I, p. 145), l'utilité générale de cette réserve était si grande que les seigneurs, lors de la première occupation de l'île, l'attribuèrent au roi, « gardien du domaine public et des droits de tous », pour la mettre sous sa protection et la conserver à la « communauté », en la garantissant contre les envahissements des propriétaires voisins.

M. le commissaire Rougon, dans un mémoire paru à la Martinique en 1866, cite une lettre du gouverneur général des îles d'Amérique au ministre, remontant au 8 février 1674, et où se trouve nettement indiquée la destination des cinquante pas réservés le long du littoral, aux Antilles. Cet espace de terrain, partout où ne s'élevaient pas de constructions et sauf les passages ménagés pour parvenir de la montagne jusqu'aux embarcadères, devait, à l'origine, être *planté en raquettes*, formant comme des murs d'épines, afin de permettre aux colons de repousser plus aisément les attaques des ennemis venant par mer ; le premier but de la réserve a donc été d'établir le long des côtes une ligne de défenses naturelles. A mesure que les ressources des premiers occupants augmentèrent, ces simples obstacles opposés aux descentes de l'ennemi se transformèrent en véritables fortifications sur les points stratégiques.

Mais la zone privilégiée n'avait pas seulement pour objet de rendre les abords des îles impraticables, elle offrait aussi un passage le long de la mer, elle donnait aux équipages des navires l'occasion de faire gratuitement du bois sur des terres non défrichées, elle laissait surtout un espace libre pour la fondation des paroisses et des bourgs, dont plusieurs devinrent des villes importantes (1).

(1) *Organisation des Colonies françaises et des pays de protectorat*, par Edouard Petit, tome II, page 63.

Donc il est bien établi que la réserve ne devait et ne pouvait pratiquement s'appliquer qu'à des côtes de peu d'étendue et surtout d'un certain relief, tel que c'est le cas aux Antilles et à la Réunion. Mais comme le besoin d'assimiler est notre moindre défaut, vite il a fallu appliquer le système à la Guyane, au Sénégal, à la Cochinchine, où la côte, sur des centaines de kilomètres, est si basse que l'eau, jusque fort avant dans l'intérieur des terres, reste salée ou saumâtre, et que les grandes marées inondent parfois d'énormes étendues de territoire. Là, avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de préciser l'endroit où la mer finit et la terre ferme commence. Décréter, dans ces circonstances, la réserve des cinquante pas géométriques est la dernière des absurdités. Il ne faut jamais avoir vu ces côtes de palétuviers et de forêts particulières aux eaux saumâtres pour venir parler d'une bande régulière de terrain à réserver.

Certes, il est utile de faire des réserves, mais dans des régions et sur des points déterminés. Il appartient aux services compétents (génie, marine, douanes, administration provinciale, etc.) de désigner et de délimiter les réserves de telle sorte qu'il n'y ait aucun malentendu possible. Mais, de grâce, faisons les choses avec un peu de bon sens et n'oublions pas le bien public.

Art. 12. — Les concessions ne peuvent se rapporter qu'à des terrains absolument incultes. Toute terre cultivée ou portant des traces certaines de culture ne saurait être concédée gratuitement, pas même à l'occupant. Car, dans le premier cas, elle tombe dans la catégorie des terres occupées sans titre, relevant, comme on a vu, d'une réglementation spéciale. Dans le second cas, la terre quoique abandonnée, peut avoir un légitime propriétaire ; l'aliénation alors ne saurait avoir lieu qu'à la suite d'un mesurage régulier, d'une enquête minutieuse et de publications destinées à permettre aux anciens occupants de faire valoir leurs droits. Ce sont des frais importants que la Colonie doit chercher à recouvrer par la vente. Du reste, un pareil travail ne peut être entrepris utilement que lors de l'immatriculation des terres

Les buttes sont destinées à assurer la délimitation durant un nombre d'années suffisant pour permettre aux limites artificielles que crée la culture de nettement s'accuser, et aussi pour faciliter plus tard le mesurage régulier. Il nous paraît nécessaire toutefois de bien spécifier que ces buttes peuvent être déplacées par le géo-

mètre, afin que, s'il y a lieu, l'on puisse les établir d'une manière conforme aux exigences du lever. La perche placée au milieu de la butte sert à reconnaître de loin les limites du terrain demandé, et le nom inscrit sur la planchette permet à des tiers intéressés de savoir contre qui ils ont à formuler leurs revendications.

Cette délimitation doit être faite avant toute chose et en dehors de la surveillance ou du patronage de l'autorité communale. Car il ne faut à aucun prix que cette autorité ait encore à intervenir dans une question où elle est trop intéressée et trop annamite pour agir avec impartialité. Si le village n'a pas d'objections à faire, à quoi bon l'intervention, et s'il en a, il peut agir comme tout autre intéressé ; la porte ne lui est pas plus fermée, à lui, qu'aux simples particuliers et moins qu'à ceux-ci, car, étant chargé de l'affichage des demandes de concession, il ne saurait ignorer les choses.

L'établissement des demandes, tel qu'il se fait aujourd'hui, laisse beaucoup à désirer. Leur rédaction est embrouillée, prolix, manque d'uniformité et fait simplement perdre le temps et la patience à celui qui doit les lire. Toutes ces demandes comprennent, en principe, deux parties distinctes. Une première, inutile, c'est la série des compliments, des supplications et des arguments étrangers à la question. La seconde, nécessaire, mais généralement incomplète, erronée, c'est le fond de la demande : les droits, la superficie, les limites. Or, pour donner suite à une demande de concession, il faut un certain nombre de renseignements et il ne faut que ceux-là. Que l'Administration les reçoive de la bouche de l'intéressé, qu'elle les consigne elle-même sur l'imprimé qui servira de demande, c'est le plus sûr moyen d'obtenir un peu de clarté et de supprimer la perte de temps. En somme, le fond de la question est le suivant :

1^o Moi, un tel, je demande une concession de terre vierge de tant d'hectares.

2^o Voici la situation et les limites du terrain demandé.

3^o Voici mes droits, conformément à l'arrêté du

Tout se réduit à peu de mots si l'on sait se servir d'imprimés convenables.

Il nous reste un autre point à signaler, c'est que la première expédition de ces demandes devrait toujours être remplie par un fonctionnaire européen (cela prendrait moins de temps que l'examen des demandes actuelles), ou, en cas d'impossibilité absolue, au moins remplie sous les yeux d'un fonctionnaire européen ; car

nos petits employés indigènes, s'ils étaient soustraits à une surveillance étroite, ne manqueraient pas de mettre le demandeur à contribution. Inutile d'insister, n'est-ce pas ?

La raison des trois expéditions sera discutée plus loin.

Art. 13. — Il est tout naturel que l'Administration fasse payer le travail qu'elle exécute pour des particuliers, et il est logique que ceux qui demandent une plus grande surface soient aussi ceux qui contribuent pour une plus large part aux frais pris dans leur ensemble. N'oublions pas, enfin, que les petits y trouveront largement leur compte, car les demandes qu'ils font établir aujourd'hui par des écrivains privés leur coûtent généralement une piastre, sans compter l'apposition du cachet du maire, etc.

Art. 14. — Les demandes doivent être toutes faites ensemble, tant pour faciliter la besogne administrative que pour permettre aux réclamations éventuelles de se produire plus aisément. Ces demandes devront être remises au mois d'octobre, pour que les trois mois destinés à l'affichage expirent au plus tard le premier février, soit en pleine saison sèche, alors que la moisson est faite, que le terrain est praticable et qu'il devient possible d'incendier les ajoncs dont la hauteur masque parfois complètement la vue.

Art. 15. — L'inscription dans un registre permet de donner suite à la demande même alors que les trois expéditions auraient disparu. Le visa ne saurait être ni refusé ni différé, car, en bonne administration, toute demande veut une solution et, en la matière, cette solution ne se trouve pas dans les bureaux, mais bien sur le terrain.

Une objection pourrait néanmoins être soulevée. N'y a-t-il pas lieu de refuser le visa ou, plus simplement, la rédaction de la demande, lorsque le pétitionnaire ne remplit aucune des conditions requises pour l'obtention de la concession ? Nous estimons que non, car si l'intéressé avait établi sa demande lui-même, on aurait bien été tenu de la recevoir et de l'examiner. Puis, le péremptoire refus d'informer accuse toujours un manque de cette bonne volonté dont une administration soucieuse de sa réputation doit faire preuve en toute occasion. Enfin, nous retomberions en plein sur le bon vouloir, le bon juger, méthode vicieuse ici, nous l'avons prouvé. D'ailleurs sans penser à mettre en suspicion les excellentes intentions des

administrateurs, il est certain que l'appréciation des hommes varie selon leurs vues et leur caractère ; elle varie chez le même sujet selon l'esprit du moment et le plus ou moins de sympathie qu'inspire le demandeur. Pour tel, *n* hectares suffisent largement, pour tel autre, le compte est beaucoup trop faible. Il n'y a qu'une manière de réduire la part de l'arbitraire, c'est d'appliquer une règle invariable et catégorique à tout le monde, c'est de faire suivre aux demandes une filière rapide mais inéluctable. A tout ceci l'on peut ajouter que bien rares seront les cas où des individus solliciteront indûment de la terre sans faire des déclarations fausses. Or, comment le reconnaître sinon par une vérification sur les lieux mêmes.

Il y a, toutefois, un inconvénient plus grave au rejet pur et simple de la demande, c'est que les habitants n'en sont pas instruits, et les buttes établies par le demandeur permettraient à ce dernier d'exploiter clandestinement un terrain auquel il n'a pas droit. Ces buttes doivent être détruites par les soins du village sur l'ordre de l'administrateur, conformément à sa décision ou à celle du lieutenant-gouverneur. Le refus devient ainsi public.

Quant à l'établissement des buttes, il ne porte aucun préjudice aux travaux agricoles, puisqu'il est fait à une époque où l'on ne s'occupe pas de mise en culture (au moins dans les pays de rizière).

Art. 16. — C'est la marche logique et habituelle suivie en pareil cas, sauf le cachet du village qui, dans ces questions de terres domaniales, ne saurait figurer à aucun titre. L'administrateur est le seul représentant du domaine dans sa province et ni les autorités communales, ni les autorités cantonales ne doivent être appelées à jouer le moindre rôle dans la distribution d'une chose dont elles n'ont pas à connaître (1).

Art. 17. — La commission doit comprendre un membre indigène parce que ce membre a plus de facilité pour rechercher la qualité des demandeurs. Elle doit avoir une prépondérance d'Européens, afin

(1) Autour de 1894, l'administrateur de Soctrang avait introduit dans sa province le plus détestable des systèmes que l'on pût imaginer en matière de concessions. C'est ainsi que les demandes devaient porter la signature de trois notables, le cachet du maire et celui du chef de canton. Pour le prix que cette apposition de cachets et de signatures coûtait au demandeur, il aurait pu, fort souvent, acheter une rizière en pleine exploitation.

d'annihiler, dans la mesure du possible, les effets de la tentation à laquelle est trop exposé le fonctionnaire annamite. Le géomètre est indispensable pour établir le croquis et apprécier la superficie.

Toute demande de concession offre deux points à l'examen : le sol et l'individu. Le premier ne saurait être étudié que sur les lieux, c'est un point matériel sur lequel la commission peut et doit statuer en dernier ressort. Quant à l'individu, elle est également à même d'obtenir les meilleurs renseignements, mais elle peut être induite en erreur, elle peut aussi se tromper. C'est le côté moral de la question, il est utile de ne pas le trancher sur le champ et de laisser prononcer une autorité qui a plus d'expérience et qui doit aussi avoir des vues et des informations plus étendues. C'est pour cela que l'administrateur est chargé de statuer sur la qualité, sur les droits du demandeur.

Le croquis est de première nécessité, car :

1^o Il force au moins un membre — et le plus compétent — à se rendre sur le terrain. Les informations ne seront donc plus simplement prises du seuil de la maison commune (ainsi que cela est arrivé).

2^o Il empêche le concessionnaire par la désignation de limites précises, de s'emparer, dans la suite, de beaucoup plus de terre qu'il n'en a demandé.

3^o Il permet d'imposer le concessionnaire d'après la superficie qu'il occupe et non d'après celle qu'il demande.

4^o Il supprime ces croquis de haute fantaisie accompagnant les demandes de concession, et qui n'ont servi qu'à établir des titres faux ou à faciliter l'accaparement des terres aux concessionnaires.

La manière d'établir ce croquis doit être rapide et simple. L'opérateur, muni d'un télémètre de poche et d'un cercle de poche ou d'un simple rapporteur, stationnera sur deux sommets d'angles (même sur un seul) du terrain à lever. Il rapportera les angles avec la longueur des lignes sur une feuille de papier quadrillé. A défaut de télémètre, il pourra mesurer les lignes au pas. Une boussole breloque lui donnera le Nord. L'on obtiendra ainsi, et du même coup, une figure à peu près du terrain, la longueur approchée des côtés et la contenance approximative ; c'est suffisant pour compléter les demandes sur lesquelles ces diverses données seront rapportées à l'encre.

Il importe encore de dire quelques mots sur la quantité de demandes que la commission est capable d'examiner. En procédant comme nous venons de le dire, il n'est guère probable qu'elle puisse

en voir plus de cent dans l'espace de quatre à cinq semaines, durée de son fonctionnement. Si nous supposons maintenant que, sur ces cent, un cinquième aille au Conseil colonial, celui-ci aurait à statuer annuellement sur environ quatre cents demandes. C'est beaucoup et si chaque demande est examinée avec le sérieux qu'elle mérite, il faudra un bon mois pour en finir. Nous concluons que si les demandes de concession devenaient trop nombreuses, il serait utile ou d'en limiter le chiffre annuel ou d'instituer plusieurs commissions dans les provinces les plus chargées. Sinon l'on arriverait au résultat autrefois obtenu dans la province de Soctrang, par exemple, où, en quatre années, s'était accumulé un millier de demandes de concession.

Pour ce qui est de l'indemnité de présence sur le terrain, elle nous semble juste et surtout nécessaire si l'on tient à obliger la commission à se rendre effectivement sur les lieux. Les sommes doivent varier selon la quantité de travail ou plutôt de fatigue au soleil que chacun fournit. Au cas où l'indemnité jointe aux frais d'imprimés s'élèveraient à un chiffre plus fort que celui fourni par la recette prévue à l'article 13, il y aurait lieu de modifier le taux à percevoir par hectare.

Art. 18. — Nous savons la raison qui veut que l'administrateur connaisse de la qualité du demandeur. Il nous reste à discuter le chiffre d'hectares qu'il pourra accorder. Nous l'avons fixé à vingt, dans le but d'accélérer la besogne qu'une trop grande centralisation rendrait difficile, peut-être impossible. Comme compétence, nous aimons à croire qu'un homme résidant à proximité des lieux, connaissant le terrain et les habitants, vaut bien un conseil jugeant de loin sur renseignements parfois très discutables. Quant à la crainte de voir distribuer du sol plus que de raison, c'est un abus qui peut avoir lieu aussi bien avec dix hectares qu'avec vingt. Il n'y a qu'à trouver un nombre suffisant d'ayants droit (d'après l'article 3 ce sera sans doute difficile) et le même homme, au lieu d'obtenir cent hectares d'un seul coup, les obtiendra par concessions successives de dix ou de vingt hectares. Pour empêcher de pareils faits, il faudrait refuser aux administrateurs tout droit de distribuer, ce qui serait une injure bien gratuite, et qui plus est, un empêchement grave à l'aliénation des terres domaniales. D'ailleurs — il faut le redire — par la force même des choses, les abus deviendront rares,

et si les demandeurs parvenaient à surprendre la bonne foi des administrateurs, à plus forte raison surprendraient-ils celle des conseillers coloniaux.

Pour les concessions au-dessus de vingt hectares, elles sont jugées, en première instance, par l'administrateur. Mais il s'agit d'aliénations importantes et l'administrateur traite la question au point de vue de sa province. Aussi, pour le bien commun, est-il indispensable que sa décision soit reprise par une autorité supérieure qui prononcera selon des vues d'ensemble.

Le date du 1^{er} mai a été choisie afin que le Conseil colonial et le lieutenant-gouverneur en Conseil privé puissent prononcer dans le courant du mois. Il importe que tout soit terminé dès les premiers jours de juin afin que les concessionnaires ne ratent point la saison.

Il pourra se faire néanmoins que des demandes restent en souffrance et qu'il faille les renvoyer à la fin de l'année. Faudra-t-il dans ce cas autoriser la mise en culture sous condition ? Nous n'hésitons pas à dire non. Car il y a du travail pour tout le monde en Cochinchine même alors que quelques individus ne pourraient pas cultiver immédiatement la terre qu'ils ont demandée ; de plus, l'autorisation de mise en culture nous ramènerait fatalement à la situation des terres soustraites à l'impôt, aux abus et au désordre (1). Mieux vaut, dans ce cas, reprendre les demandes à la première occasion, mais défendre formellement aux intéressés de mettre le terrain demandé en exploitation. Si ces cas devaient être nombreux, il faudrait évidemment recourir à des mesures spéciales : soit en élevant le chiffre d'hectares à accorder par les administrateurs, soit en créant plusieurs commissions de conseillers coloniaux chargés d'examiner les demandes, soit de toute autre manière qui permette de liquider sans user de l'ajournement et des autorisations de culture.

Art. 19. — Les demandes doivent être faites en trois expéditions, quel que soit le nombre d'hectares demandé, car il importe, aussi longtemps qu'un titre définitif de propriété n'a pas été établi, de

(1) Si, après avoir autorisé la mise en culture, on n'accorde pas au concessionnaire la superficie toute entière, telle qu'il l'a demandée, il ne l'aura pas moins mise en culture et cela d'autant plus vite que sa situation précaire l'incite à placer l'Administration devant un fait accompli. Mais il ne sera possible que dans de bien rares cas d'envoyer exprès un géomètre pour retrancher la partie non accordée. L'individu continuera donc généralement d'exploiter le tout. Il sera inscrit pour une quantité donnée, et en cultivera beaucoup plus.

conserver un exemplaire en dehors de la province, vu que des tiers intéressés pourraient arriver à détruire les pièces existantes et nonobstant l'inscription au registre des demandes (art. 15) et même à celui des impôts, créer de sérieux embarras au concessionnaire.

Le titre définitif dont il est question n'est pas — le lecteur s'en est rendu compte — le titre délivré par le Bureau foncier lors de l'immatriculation ; mais il sert à établir les droits du propriétaire et permet à celui-ci, en attendant l'inscription au Livre foncier, d'aliéner son bien. Le titre définitif est délivré par la province ou par l'Administration centrale. Dans les deux cas, il est à détacher d'un registre à souche afin d'éviter cette volumineuse et inutile paperasserie que nous savons. Les demandes doivent rester entre les mains de qui elles sont jusqu'à l'immatriculation, car elles contiennent le croquis et les données requises pour l'établissement du lever cadastral.

Quant aux mesures de publicité et autres à prendre lorsque le terrain est partiellement ou entièrement refusé au demandeur, elles ont pour but de permettre à d'autres de solliciter la terre et de prévenir un abus assez fréquent qui consiste à ne tenir aucun compte du refus de l'Administration. L'intéressé, sachant l'impossibilité du contrôle, cultive sans s'inquiéter de rien ; mais, au lieu de payer l'impôt à la Colonie, il s'arrange, moyennant redevance, avec les notables, et tout est dit.

Art. 20. — L'impôt foncier, voilà le palliatif à l'accaparement des terres. Ce n'est certes pas un remède radical, mais il suffit aux besoins. Un individu qui, en trois ans, n'est pas capable de mettre intégralement sa concession en culture prouve simplement qu'il a demandé plus de terre qu'il n'en peut cultiver. Il est bien possible qu'après cinq, huit ou dix ans il arriverait à tout mettre en rapport, mais durant cette longue période il soustrairait la terre à l'impôt et empêcherait d'autres de la mettre en culture.

L'Administration perçoit l'impôt, mais ne garantit pas la superficie, cela est logique aussi longtemps qu'un mesurage exacte n'a pas permis d'établir rigoureusement la contenance. Mais après, c'est tout juste malhonnête. Il n'est pas un commerçant qui ne soit tenu de garantir ses marchandises sous le rapport du poids et de la mesure, l'Administration seule a prétendu, jusqu'à ce jour, se soustraire à la loi commune. Si elle-même n'a pas confiance dans

les plans qu'elle fait faire — et elle n'osera pas s'en défendre — pourquoi ne cherche-t-elle pas à en obtenir de plus appropriés aux exigences de tous ? Pourquoi a-t-elle toujours refusé d'entendre les voix les plus autorisées qui n'ont cessé de clamer et le mal et le remède ? Pourquoi, depuis trente ans, n'a-t-elle pas eu un seul mouvement de bonne volonté, alors que les parties, les experts et les juges s'élèvent journellement contre les travaux d'un cadastre sans valeur mathématique ni juridique ?

Art. 21. — Les dégrèvements qui portent sur des terres incultes sont des encouragements à la spéculation. Celui qui n'est pas capable de mettre, en un temps donné, une surface déterminée en exploitation, ne doit pas la demander. Qu'il n'occupe que selon ses forces et n'empêche pas les autres de cultiver.

Il est vrai que les excuses ne font jamais défaut. L'argument favori des concessionnaires est qu'ils ne parviennent pas à réunir assez de bras. Mais s'ils ne trouvent pas suffisamment de travailleurs — ce dont ils pouvaient aisément s'assurer d'avance — pourquoi demandent-ils plus de terrain que les circonstances locales ne leur permettent de cultiver ? Cette question concerne surtout les Européens dont un trop grand nombre n'entend faire de la colonisation qu'à la française, c'est-à-dire avec le secours de l'Administration. Or ce procédé amène de bien tristes résultats, et les quelques téméraires qui, en Cochinchine, ont tablé sur l'aide et la bonne volonté administratives, se sont préparés, en règle, d'amers regrets. Dans toutes les colonies de domination, l'Administration, vu son orientation spécial, doit être considérée par le planteur européen comme un adversaire — nous ne disons pas un ennemi. Pour réussir en ces pays, il faut s'arranger de telle sorte que le concours des autorités devienne une quantité négligeable, il ne faut jamais avoir besoin d'elles. L'art consiste à intervertir les rôles, et loin d'avoir à compter avec l'Administration, il s'agit d'amener celle-ci à composer avec le colon.

Pourquoi les grandes exploitations n'ont-elles jamais réussi en Cochinchine ? Parce que les intéressés sont tous partis d'une fausse base et visaient tous un objectif faux. Pour ne citer qu'un exemple, nous rappellerons les usines à sucre. Magnifiquement elles s'installent et lorsqu'elles veulent se mettre à l'œuvre, elles s'aperçoivent qu'elles ne trouvent pas assez de cannes. Il fallait s'en apercevoir avant, c'était élémentaire. Mais ce n'est pas ainsi que les usiniers l'entendent ;

ils veulent que l'Administration impose aux habitants la culture de la canne, ils veulent qu'elle les oblige à ne vendre leurs produits qu'à l'usine, etc. L'autorité a refusé, d'abord parce que c'était contraire aux intérêts et à la volonté de la population indigène qu'elle a charge d'administrer, de protéger au nom de 39 millions de Français métropolitains ; ensuite, parce que la culture forcée (une des plus désastreuses formes du protectionnisme), dans un pays à propriété individuelle, n'a jamais donné de bons résultats ; enfin, parce qu'elle n'a pas le droit de dicter aux gens les cultures à entreprendre. Mais les précédents qu'on invoquait valent la peine d'être signalés, ils ont été reproduits autrefois dans la presse locale. On citait Java où les Hollandais imposaient aux indigènes le produit et la quantité à cultiver, oubliant complètement qu'à Java la propriété indigène affecte la forme collective, que, pendant de longues années, l'impôt s'y est payé en nature et que le gouvernement batave avait le monopole des denrées-impôts.

Art. 22. — Cette mesure est une conséquence inévitable de l'article précédent. Elle peut soulever des protestations. De la part de qui ? De quelques colons intéressés. Eh bien, que pour les terres de ces colons *et pour celles-là seulement*, on prenne des dispositions spéciales, nous n'avons rien contre, un passe droit de plus en Cochinchine ne fait pas compte. Mais qu'au moins la mesure s'applique aux terres des indigènes et enfin à toutes les terres que demanderont ultérieurement nos colons. Cessons une bonne fois notre insensée conduite, mais passons une éponge sur le passé, car le lecteur sent bien qu'il ne serait pas difficile, en se livrant à la moindre enquête, de découvrir des faits pour le moins singuliers : un tel a obtenu un terrain déjà partiellement défriché et mis en culture par des indigènes — les scélérats, ils n'avaient pas d'autorisation ! — un tel, qui n'a pas eu cette chance, n'a jamais mis sa terre en culture ; tel autre, nous le répétons, ne sait même pas où est sa concession, etc. (1).

(1) « Les règlements sur le retrait des concessions de terres, dans le cas d'inexécution des conditions, sont, en Cochinchine, trop souvent lettre morte. Il est arrivé que, pendant sept ou huit ans, des concessionnaires sont restés propriétaires des terres à eux données, sans y avoir jamais dépensé un sou, sans avoir payé l'impôt, sans même, pourrait-on peut-être ajouter, les avoir jamais visitées ». (P. Paris. — *Le Colon et l'Administration en Basse-Cochinchine*).

La vente aux enchères publiques s'impose lorsqu'il y a eu commencement de mise en culture. Mais la Colonie doit rendre, dans la mesure du possible, le capital que le concessionnaire a enfoui dans le sol, sinon ce serait une confiscation. S'il en est ainsi, nous demandera-t-on, pourquoi ne pas déduire tout juste du produit de la vente le montant des frais et laisser le reste au concessionnaire ? En effet, cette somme représente la plus-value acquise par le sol ; mais son attribution est au moins discutable alors que toute la terre concédée n'a pas été mise en rapport, que des travaux sur des parcelles voisines, de nouveaux moyens d'accès étrangers au concessionnaire, etc., ont pu contribuer à l'élévation du prix des terrains. Et puis, cette proposition n'est pas assez coercitive. Une menace de perte est nécessaire pour écarter la spéculation. Tout autre serait le cas si la terre était entièrement cultivée, mais il est certain que le concessionnaire s'empresserait alors de payer l'impôt.

Le lecteur désire peut-être savoir comment on arrive à spéculer dans le cas cité plus haut. Il suffit d'être intrigant, de posséder quelque argent pour faire des avances (prêt sur récolte) à des gens qui consentent à mettre la terre en culture, et auxquels on ne demandera aucune redevance. Or, dans tout terrain bien choisi, il se trouve des parties immédiatement cultivables, et parmi la catégorie de gens qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent ou ne veulent pas être propriétaires fonciers, on trouvera toujours quelques travailleurs. Il n'y aurait donc qu'à laisser faire et, le jour du paiement de l'impôt, à déclarer qu'on n'est pas en mesure de régler. Les terres seraient ainsi vendues, et comme elles sont occupées en partie, elles trouveraient sûrement acquéreur. Le concessionnaire qui, en toute cette affaire, n'aurait pas dépensé un *cent* pour la mise en culture, ni pour quoi que ce fût, parviendrait, sans même avoir un titre définitif de propriété, à vendre et à réaliser des bénéfices que rien ne justifie.

Art. 23 — La quittance d'impôt n'est évidemment pas une preuve absolue de mise en culture. Mais, du moment que la terre paie la redevance foncière, et surtout dans les conditions prévues à l'art. 6, on peut admettre la preuve relative. Trop de sévérité ou pas assez sont deux extrêmes également nuisibles.

Quant aux travaux à exécuter, il est tout simple que la commission qui les a notés soit aussi chargée d'en vérifier l'accomplis-

sement. Rappelons qu'elle est sur les lieux et s'y trouve au bon moment.

Art. 24. — Le titre définitif peut être délivré sans qu'il y ait eu mesurage exact. Il est même préférable qu'aucune parcelle ne soit levée isolément par les géomètres. Un tel éparpillement de travail ne peut que nuire à la rapidité et à la précision des opérations cadastrales. Depuis quarante ans, la propriété foncière se crée et se maintient sur des à peu près d'individualisation, sans que cela ait empêché les jours de succéder aux nuits, les riz de pousser ni les affaires de suivre leur cours ; elle peut donc fort bien s'en tenir à ce système durant quelques années encore. Tout finira par prendre la forme voulue et se mettre à sa place, mais pour aller sûrement et vite, il faut procéder selon une méthode, suivre avec la dernière rigueur le plan adopté. Si quelques-uns se permettaient d'y toucher, il n'y aurait qu'à les traiter comme ils le méritent : en gamins et non en hommes. Les impatiences ne se justifient pas dans la géométrie.

Il va de soi qu'un titre, qui n'est pas appuyé sur un plan exact, ne saurait donner à son possesseur le droit de revendiquer une contenance autre que celle qu'il occupe dans les limites établies contradictoirement avec ses voisins. Les différences de superficie entre le plan et le croquis ne seront, au reste, jamais bien sensibles, et la pratique démontre, chaque jour, qu'un professionnel sait très convenablement apprécier les surfaces même avec des moyens rudimentaires, car la force de l'habitude lui fera toujours choisir le procédé aux moindres erreurs.

Art. 25. — En commentant l'article 23, nous avons dit tout ce qui concerne cette disposition spéciale.

Art. 26. — Souvent il arrive qu'une compétition se produit pour le même lot de terrain, c'est le cas d'aliéner à titre onéreux. Car les demandeurs ne sont mus, en règle, que par deux raisons : la jalousie et la valeur du terrain. Or, cela doit se payer.

S'il y a simplement jalousie, il suffira, le plus souvent, d'exiger le paiement immédiat de l'impôt, vu que la jalousie seule n'est généralement pas assez puissante pour faire payer cher aux gens une chose qu'ils peuvent avoir bon marché. Si les concurrents persistent, c'est que réellement la terre a une certaine valeur. Il faut alors passer à

la vente aux enchères restreintes. Autoriser tout le monde à miser serait une injustice, car pour demander une terre, il faut d'abord la chercher, il faut donc se fatiguer, dépenser du temps, sinon de l'argent ; et, au bout du compte, un particulier qui n'aurait pas bougé de chez lui, ni déboursé une grise sapèque, serait capable de l'enlever au nez de ceux qui ont peiné ! Cela n'est pas admissible quoique pouvant être avantageux pour la Colonie ; mais lorsque celle-ci peut, sans préjudice sérieux, agir autrement, elle ne doit pas faire primer l'avantage des administrés par le sien propre.

Le lever géométrique est indispensable alors qu'il s'agit d'une vente, nous l'avons démontré. Mais comme l'acquéreur, à quelque titre que ce soit, n'a subi nulle mise en demeure, qu'il a été entièrement libre d'acheter ou non, il n'y a aucune raison de lui accorder des termes pour payer son acquisition et les frais qu'elle comporte. C'est le paiement immédiat ou à bref délai, comme on en use dans toutes les ventes aux enchères, qui doit être exigé.

Art. 27. — Nous sommes ici en présence d'un des plus criants abus qui se puissent voir en matière de concession. Combien de fois n'a-t-on pas accordé à des tiers du terrain que d'autres avaient défriché et cultivaient. Glissons là-dessus, je ne demande pas mieux, et que les personnes trop curieuses le sachent bien, une enquête sérieuse pourrait faire regretter à elles, toutes les premières, leur trop grande curiosité.

Quant à la vente, elle doit évidemment avoir lieu aux enchères publiques, car là il n'y a pas de terrain à chercher ; le champ est connu, il est, en outre, d'exploitation immédiate. Les enchères publiques sont aussi nécessaires à un autre point de vue. Les anciens occupants, s'il en existe encore, pourront être avertis par les publications et seront ainsi à même de faire valoir leurs droits. Tandis que s'il se trouve des occupants sur le terrain, ils pourront user de leur droit de préemption conformément à l'arrêté réglementant la situation des terres occupées sans titre. Le plus équitable, le plus sage pourtant serait d'attendre avec ces parcelles que le cadastre régulier atteignît la commune où elles sont situées.

Art. 28. — Les terrains d'habitation des centres se trouvent dans une toute autre situation que les terrains ruraux. Ils ont, même non surbâlis, une valeur qui est généralement bien supérieure aux

frais du lever géométrique. Du reste, les centres sont presque tous, tant bien que mal — plutôt mal — cadastrés, et les occupants ne demandent pas mieux que de payer leur terrain pourvu qu'on le leur laisse dans des conditions acceptables et qu'on ne fasse pas, comme autrefois à Soctrang, des ventes aux enchères publiques sans égard aucun pour les droits du premier occupant. La classification par zones et la fixation des prix réduiront l'arbitraire.

Il nous reste enfin une remarque à faire au sujet des zones elles-mêmes.

C'est que certaines parcelles ont besoin d'un remblai considérable, ou au moins beaucoup plus fort que les autres parcelles de la même zone. Il n'y aurait pas lieu, dans ce cas particulier de faire un prix spécial pour le mètre carré de chaque lot en contre-bas ; mais, selon toute justice, il faudrait défalquer, du prix qu'atteindra la vente, le coût du remblai nécessaire pour mettre le terrain au niveau des lots voisins.

Art. 29. — Cet article s'explique de lui-même et chacun comprend qu'il avantage les occupants en raison de leur temps d'occupation et suivant le genre de construction qu'ils ont élevé sur le terrain.

Art. 30. — Comme les terrains urbains sont tous aliénés à titre onéreux, il n'y a aucun inconvénient d'autoriser des gens à les occuper, surtout si on leur impose, d'une façon générale, la construction en dur qui les mène forcément à vouloir régulariser leur situation par l'achat et qui écarte grandement les dangers d'incendie auxquels toute agglomération de paillottes est exposée.

Art. 31. — Tout occupant de terrain urbain doit, c'est certain, payer l'impôt foncier. Mais lorsqu'il n'occupe que sur une simple autorisation, cet impôt ne peut être considéré que comme un droit de location, car la contribution foncière frappe par essence la propriété non l'occupation ou la location (sur laquelle elle peut néanmoins se répercuter alors que la propriété appartient à des particuliers). Il importe de bien spécifier cette distinction afin que plus tard l'occupant ne puisse pas invoquer des droits autres que ceux que la Colonie a voulu lui accorder.

Art. 32. — Cet article est indispensable si l'on veut empêcher la spéculation. Car, sans ses dispositions explicites, il serait possible,

tout en observant la lettre de l'arrêté d'en méconnaître complètement l'esprit. Un bâtiment insignifiant, mais en maçonnerie, empêcherait d'autres de s'installer et suffirait pour s'assurer le droit de préemption le plus favorable. L'homme bien informé pourrait ainsi risquer l'acquittement de l'impôt durant quelques années tout en conservant la chance de gros bénéfices lors de la vente.

Art. 33. — Le lever régulier s'impose, nous ne cesserons de le dire, dans toute espèce de vente de terres. Et l'on ne saurait assez le redire, car l'Administration est coutumière du fait, elle vend des terres sans les avoir fait mesurer au préalable. Il en résulte que l'acquéreur est obligé de solliciter une mise en possession qui, des fois, se fait attendre, qui peut révéler de fortes erreurs de contenance, qui même peut déplacer le terrain et donner à l'intéressé autre chose que ce qu'il croyait acheter. Tous ces cas se sont vus.

Les ventes doivent se faire au comptant, car celui qui achète n'est pas pris au dépourvu ; il sait ce qu'il cherche, il doit donc avoir les moyens de s'acquitter. Autre est le cas de l'occupant qui veut exercer un droit de préemption ; la mise en vente peut le surprendre, il faut lui laisser le temps nécessaire pour réunir les fonds.

Art. 34. — Il se trouve actuellement une quantité de demandes de concessions entre les mains des administrateurs qui toutes enfreignent plus ou moins l'esprit du présent projet d'arrêté. Par le fait même de l'acceptation de ces demandes, les intéressés se sont crus autorisés — ou le sont réellement — à mettre les terres demandées en culture. Leur appliquer les dispositions actuelles serait, bien des fois, les chasser de leur exploitation et confisquer le capital, le produit du travail que ces gens ont incorporés au sol. Ce n'est évidemment pas ce qu'il faut viser. L'intérêt de la Colonie est d'augmenter le rendement de l'impôt foncier, donc de pousser à la mise en culture.

Le plus sage sera pour sûr de fermer les yeux sur la plupart des cas et chercher tout uniment à régulariser la situation. En bonne politique, les dispositions restrictives ne doivent pas avoir d'effet rétroactif ; et ici, ce serait mécontenter tout le monde sans avantage pour personne. En droit, également, nous ne croyons pas qu'il soit juste de faire supporter aux gens les conséquences d'un défaut antérieur de réglementation, dont le gouvernement seul est responsable,

A part ces réserves, il est évident que lorsque les quantités demandées seront très fortes, plus de cinq cents hectares, par exemple, il conviendrait de prendre des dispositions spéciales, dont les principales sont le lever régulier immédiat, l'inscription d'office au rôle d'impôt foncier de la superficie totale relevée. Ces mesures seraient indépendantes du prix que le concessionnaire doit acquitter pour l'excédent.

Art. 35. — Sans cette défense formelle, rien n'est fait, rien ne se fera. Les villages, par une tolérance qui a sa source dans la tradition et dans un sentiment très généreux du gouvernement, exploitent à leur profit les terrains domaniaux. Cette situation les fait, en quelque sorte, les usufruitiers des terres domaniales, aussi n'ont-ils ni intérêt ni envie de les voir aliéner par la Colonie, à moins que les concessionnaires ne leur fassent de suffisantes largesses. Ils vendent les terres, ni plus ni moins, et ce en dépit de l'arrêt de la cour de Saigon, en date du 22 juillet 1881, qui dit que les terres incultes sont à l'Etat. L'on comprendra sans peine que, dans ces conditions, les *dân* ne peuvent que fort difficilement devenir propriétaires et la réponse « je suis trop pauvre » (*tôi nghèo quá*) à l'interrogation « pourquoi ne demandez-vous pas de concession ? » s'explique parfaitement bien (1).

(1) Comme on pourrait nous taxer d'exagération, nous allons citer un fait consigné sur notre cahier de notes vers 1894 :

« Le village de Thuân-Hoà (arrondissement de Soctrang) touche au nord à l'arrondissement de Rachgia : il englobe, de ce côté, une partie de cette immense cuvette d'ajones connue sous le nom de Plaine des éléphants. Pour s'installer en un tel pays, il faut, sinon des fonds, du moins un certain courage, car on n'y est pas maître des eaux. Or, il y a quelque deux ans, treize propriétaires ont résolu d'y installer leurs familles et d'exploiter le terrain par une culture plus ou moins concertée. La part qui devait revenir à chaque groupe était d'environ 300 hectares, sur lesquels toutefois les trois-quarts, ou la moitié, ou même le tiers seulement est cultivable chaque année. Tout dépend du niveau des eaux. Une canalisation de longue portée pourrait seule écarter l'aléa. Mais une semblable entreprise est au-dessus des moyens de simples particuliers et devrait traverser des terres déjà occupées.

« Eh ! bien, les notables de Thuân-Hoà prétendent s'opposer à ce que des étrangers au village s'installent là. Et pour des raisons qui ne tiennent pas debout. Il faut, disent-ils, laisser ces terres aux *dân* de la commune. Mais, alors, qu'est-ce qu'ils attendent, ces *dân*, pour les demander ? Car jamais aucune demande n'a été faite. Sont-ils eux aussi « trop pauvres ? » Ou trouvent-ils que le risque à courir est trop grand ? Cette dernière raison est certainement déterminante. Mais s'ils n'en veulent pas, pourquoi empêchent-ils d'autres de s'y hasarder ?

« C'est que, voilà, les treize demandeurs n'ont pas jugé à propos de faire apposer sur leurs demandes le cachet du village !... Deux administrateurs déjà ont débouté les notables des fins de leur réclamation, et vous croyez qu'ils se tiennent pour battus ? Il parle maintenant de s'adresser à la justice ».

L'intervention des notables dans les questions de concession est une chose absolument fausse :

1^o Parce que la propriété est strictement individuelle. La collectivité relative inhérente à la constitution même des communes sous le régime annamite ayant cessé du jour où nous avons divisé *l'entier territoire* de la Cochinchine en villages, cantons et arrondissements. Ce n'est donc que lorsqu'il se croit lésé dans ses intérêts de possesseur de communaux que le village a droit d'élever des réclamations.

2^o Parce que les droits de tous les indigènes sont les mêmes. Chacun peut réclamer directement à l'Administration s'il a un sujet de plainte et nul n'a besoin de recourir aux notables comme défenseurs ou porte-parole.

3^o Parce que les demandes (de même que les réclamations) ne sont pas des pièces officielles ayant besoin d'une authenticité préalable. La suite qui leur est donnée détermine seule leur caractère authentique et le cachet communal n'a que faire sur ces pièces.

Certes, les villages, tout comme les particuliers, ont des dépenses ; tout comme ceux-ci, il leur faut des recettes. Or ces recettes — nous l'avons expliqué dans la première partie de cette étude — peuvent découler de deux sources : ou d'un revenu propre, ou d'une contribution prélevée sur les habitants. Cette dernière source est la moins bonne et l'on ne doit y recourir qu'en cas d'absolue nécessité, aussi est-il très désirable que les communes aient un revenu certain, indépendant de la contribution. Il leur faut donc des *công điền*. Mais ces biens doivent être reconnus et bornés, afin d'interdire aux notables tout déplacement, ou substitution, ou changement de forme et de contenance des parcelles. Il est indispensable aussi que ces terres soient proportionnées aux besoins, et que les villages qui n'en ont pas suffisamment obtiennent la quantité nécessaire. C'est par là que l'Administration eut dû commencer, nous le rappelons à nouveau.

La faculté laissée aux occupants de faire inscrire les terres à leur nom, coupera court à cette exploitation des notables qui, du reste, ne profite ni à la commune ni à la Colonie. Car les terres ainsi cultivées, n'étant pas inscrites, sont soustraites à l'impôt, et, parce qu'elles sont soustraites à l'impôt, la somme que l'oligarchie communale perçoit ne saurait figurer à aucun compte. C'est de l'argent de jeu et de débauche pour les notables.

Art. 36. — Nos gouvernants passés ont eu un grave tort, celui de prendre des décisions, des arrêtés nouveaux, sans jamais abroger ou, du moins, complètement abroger les anciens ; aussi se trouve-t-on aujourd'hui en présence d'un fatras de règlements auxquels on peut faire dire tout ce qu'on veut.

Quant on désire être compris, il faut être clair, faire les choses nettement, sans laisser de place au doute, à l'ambiguïté, aux interprétations fausses. Il faut lorsqu'on prend des arrêtés nouveaux abroger les anciens, ce qui n'empêche pas de leur faire des emprunts.

Art. 37. — Jusqu'à ce jour nous avons très bien su expliquer aux indigènes leurs devoirs envers les dominateurs, pourquoi ne leur expliquerions-nous pas aussi un peu leurs droits ? On leur a traduit le code pénal, c'est bien ; en leur traduisant le présent arrêté avec un commentaire convenable, ce sera mieux encore. Le *Gia-Định báo* leur donnera bien l'arrêté (s'il le leur donne), mais il ne l'expliquera pas, et puis, ce journal ne se trouve pas suffisamment répandu pour que les choses soient portées à la connaissance explicite de tous.

Enfin, il est très important que la population indigène sache bien, qu'à l'avenir, elle n'aura pas plus à compter avec la rapacité des notables qu'avec le bon vouloir des dominateurs ; il faut qu'elle sache, une bonne fois, que le gouvernement de la France n'est pas un gouvernement d'exploiteurs avides et que, s'il impose des devoirs, il accorde aussi des droits qu'il respecte et sait faire respecter.

II

Article premier. — Il existe actuellement encore en Cochinchine un certain nombre de terres cultivées qui ne paient aucune contribution. Ces terres, dont nous avons précédemment évalué la masse au dixième environ du sol inscrit, ne sont pas toutes frauduleusement soustraites à l'impôt. Une bonne part est cultivée en vertu de demandes régulières de concessions auxquelles, faute de géomètres, on n'a pu donner suite jusqu'à ce jour. Cet état de choses est aussi préjudiciable à la Colonie qui perd l'impôt, qu'aux particuliers dont la situation reste des plus précaires.

Indépendamment des champs demandés en concession, il y a les excédents sur les superficies déclarées, il y a encore les terres cultivées sans autorisation autre que la connivence des notables. Pour atteindre

celles-ci, il faut absolument cadastrer les villages. Mais cette opération, si elle est entreprise, ne sera terminée que dans un certain nombre d'années, et, d'ici là, les fraudeurs continueront à frustrer la Colonie sous le couvert de la plus parfaite immunité. Il convient donc de prendre des dispositions, mais pour les bien prendre, il est nécessaire, avant toutes choses, de préciser ce qu'il faut entendre par terres occupées sans titre.

Les termes de l'article même définissent ces terres. Aussi toute parcelle en friche, toute terre vierge, ne peuvent être comprises sous la rubrique « occupées sans titre ». Si nous faisons *occupation* synonyme d'*exploitation* nous pourrions dire que de semblables terres ne sont jamais *occupées*, mais simplement *accaparées*, ce qui ne saurait être permis. Il est bien entendu que les terrains d'habitation situés dans les villages ne doivent pas être comptés parmi les terres occupées sans titre ; ce serait se créer pour plus tard de bien inutiles ennuis. Ces terrains ont, très souvent, vu se superposer une longue série d'occupants qui ont tous conservé quelques prétentions sinon de vrais droits. Le mieux est d'attendre que l'immatriculation les atteigne. Alors la situation se résoudra d'elle-même. Du reste, la part contributive que ces terres pourraient fournir au budget est absolument insignifiante étant donné que l'agriculteur s'installe, maintes fois, au beau milieu de la rizière, et que sa demeure ne forme ainsi nulle parcelle à part, susceptible d'être classée comme terrain d'habitation.

Naturellement, toute terre mise irrégulièrement en culture, ne le serait-elle aussi que depuis vingt-quatre heures, doit payer la contribution foncière. C'est d'abord à titre d'amende que l'impôt la frappe, ensuite à titre de droit de location ; il ne saurait donc être question de tempérament, les délais d'exemption n'ont pas à intervenir en ce cas.

Lorsque furent établis les *registres fonciers supplémentaires*, dont nous avons suggéré l'idée et pour lesquels nous avons fourni divers rapports, nous ne pouvions pas supposer que certains interpréteraient, au lendemain même de leur établissement, notre pensée avec la férocité de ronds-de-cuir n'ayant aucune notion d'économie sociale, ne semblant même pas se douter de ce qu'est le dur labeur des champs, sous n'importe quel climat. Oui, nous avons écrit que l'impôt devait être considéré comme un prix de location ne donnant pas droit à la propriété du sol ; mais, nous avons prêché aussi que quiconque a mis une terre en culture doive,

lors de la vente, pouvoir exercer un droit de préemption ; nous ne nous sommes jamais lassé de dire que le travail incorporé au sol est un capital dont nul n'a le droit de spolier le travailleur. De tous nos principes, tel fonctionnaire n'a retenu que ceci, « l'impôt est un droit de location » pour en conclure que la terre peut être vendue à n'importe qui sans dédommagement quelconque au premier occupant ! C'est à se demander si on n'eût pas mieux fait de donner des buffles à garder à de tels gens plutôt que de les mettre à la tête de provinces.

Art. 2. — La déclaration devra être faite par les intéressés eux-mêmes, de telle sorte qu'ils restent seuls responsables de leur affirmation. Au sujet de cette déclaration, il y a lieu de prévoir certains abus (1), car la promulgation de l'arrêté sur l'aliénation des terres domaniales, en enlevant aux notables toute immixtion dans les affaires de concession, produira chez ces braves gens un courant d'idées diamétralement opposé à celui qu'ils professaient. Leur intérêt le veut de la sorte, et voici pourquoi : presque tous cultivent plus de terre qu'ils n'en ont déclaré, aussi pour s'assurer un droit de préemption favorable ils ne manqueront pas de faire inscrire leurs terres ; mais, il est probable, qu'ils en feront inscrire plus que la réalité et, moyennant finances, ils aideront aux *dân* à en faire autant. Ce sera leur unique et dernier bénéfice. Le fisc y trouvera profit, car il n'aura jamais plus à espérer que la contribution foncière pour la totalité des terres cultivées, et, dans ce cas particulier, il percevra plus. La société, par contre, sera lésée, car il y aura accaparement des terres. Il sera donc utile de ne faire les inscriptions qu'après une première vérification consistant à totaliser les terres ainsi déclarées avec celles payant déjà l'impôt ; la somme devra rester dans les environs de la superficie globale des terres par masses de cultures portées aux tableaux indicatifs, en tout cas ne jamais dépasser la superficie du village. Si le désaccord était flagrant, un géomètre du Cadastre irait sur les lieux afin d'évaluer *grosso modo* la partie inculte du territoire communal et obliger les villages à rapprocher leurs déclarations de la réalité.

(1) Nous prions le lecteur de toujours se rappeler que ces lignes ont été écrites en 1893-94. Quant aux abus que nous prévoyions, ils sont arrivés effectivement ; mais personne n'a rien fait pour les empêcher, tout au contraire.

Avec le temps, le contrôle deviendra de plus en plus étroit, surtout si l'on ne perd pas de vue que la location n'affecte que le terrain exploité. D'où la conclusion que toute terre inculte, payât-elle aussi l'impôt, pourra toujours être demandée en concession par le premier ayant droit venu. Si cette disposition est bien expliquée aux indigènes, les déclarations se rapprocheront sensiblement de la vérité, car la crainte de se voir enlever le terrain, après en avoir acquitté la taxe, retiendra les moins hardis et obligera les audacieux à mettre une grande mesure à leurs spéculations.

Art. 3. — Comme pour les demandes de concession, il faut des imprimés spéciaux afin d'obtenir des renseignements clairs et précis.

Nous avons arbitrairement fixé une date (le 1^{er} octobre 1903) afin de pouvoir énoncer d'autres dates qui sont en corrélation étroite avec la première.

Les villages devront réunir les déclarations, car eux seuls savent bien distinguer le vrai du faux. Qu'ils s'arrangent, qu'ils tripotent. . . s'ils le peuvent ; cela ne leur servira, du reste, pas à grand chose, nous venons de le voir. Toutefois, comme ils pourraient, contre l'évidence même des faits, vouloir exclure les gens qui ne leur conviennent pas, il faut que ceux-ci aient la faculté de se faire inscrire au chef-lieu de province, où, bien entendu, ils seront obligés de fournir des explications qui permettront de vérifier la sincérité de leur dire.

Art. 4. — Les réclamations — qui se présenteront et il s'en présentera sûrement — ne peuvent pas être examinées sur les lieux par l'administrateur, le temps lui manque pour cela ; elles ne doivent pas l'être par des fonctionnaires indigènes, parce qu'ils sont . . . indigènes. Le seul moyen d'arriver à tangenter la vérité et l'équité, c'est de confier la besogne à la commission qui sera chargée d'instruire les demandes de concession. La constitution et l'époque où elle fonctionnera offrent les meilleures garanties de justice, et l'administrateur, bien informé, pourra juger en connaissance de cause. Il n'y a pas lieu d'autoriser un recours à une instance supérieure vu qu'il ne s'agit ici d'aucune aliénation de terre et que l'administrateur n'a qu'à reconnaître le fait matériel de l'occupation afin de pouvoir écarter, parmi les réclamants, ceux qui n'ont pas droit.

Art. 5. — La perspective d'une punition et, le cas échéant, d'une action en dommages-intérêts, sont encore deux moyens pour obtenir une sincérité relative dans les déclarations.

Art. 6. — Nous ne sommes pas ici en présence d'une aliénation de terrain quelconque ; c'est une location faite sur la déclaration du locataire, aussi la colonie n'a point à garantir de superficie ni de droit de propriété (celui de préemption réservé).

Les terres qui auront fait l'objet de réclamations ne devront être inscrites que lorsque l'Administration aura statué. L'impôt n'en sera pas moins acquitté à compter du 1^{er} janvier 1904, les réclamations devant être liquidées avant l'époque de la grande culture.

Art. 7. — Malgré les précautions prises, il pourra se faire que quelques terres échappent à l'inscription. Or, ces terres seront ou déclarées spontanément par les occupants et comme elles n'ont pu être mises en culture qu'avant le 1^{er} janvier 1904, elles devront payer l'impôt d'une année, ou bien elles seront découvertes par l'Administration et alors l'intention frauduleuse, nettement caractérisée, n'autorise plus tant de ménagements. Une peine sera nécessaire et la plus sensible pour l'occupant est de doubler l'impôt dû. C'est un autre moyen d'assurer la déclaration en temps utile. On pourrait, évidemment, être plus sévère, mais, encore une fois, nous demandons grâce pour ces gens, que n'eussions-nous pas fait à leur place ?

Une observation à noter, c'est que l'inscription des terres occupées sans titre est faite une fois pour toutes, elle ne peut se renouveler ultérieurement sous peine de voir continuer la culture sans titre. Aussi cette culture doit-elle être rigoureusement interdite dans l'avenir, et lorsqu'un cas se présente, il faut être d'autant plus sévère avec le délinquant que la Colonie lui a laissé toutes les facilités voulues pour obtenir une concession par la voie régulière.

Art. 8. — Les terres occupées sans titre ne peuvent être concédées gratuitement, à moins qu'elles n'appartiennent à la catégorie des terres cultivées à la suite d'une demande régulière de concession. La gratuité est destinée à faciliter la mise en culture du sol vierge, elle ne saurait donc bénéficier à des terrains exploités, surtout alors que ces terrains sont cultivés frauduleusement aussi bien d'après le droit annamite que d'après le droit français.

La vente aux enchères s'impose donc, mais il y a lieu de laisser aux occupants l'exercice du droit de préemption qu'aucun peuple colonisateur moderne n'a refusé aux *squatters*, nous le répétons, et qui dénié ne servirait qu'à faire passer la terre des mains du cultivateur dans celles de l'exploiteur.

Art. 9. — Le prix de l'hectare montera ainsi à deux ou trois piastres, ce n'est pas énorme pour une terre en rapport.

L'occupant peut renoncer à son droit de préemption, dans ce cas, la Colonie doit lui restituer le fruit de son travail ; mais, il n'est que juste aussi qu'elle recouvre intégralement ce dont elle a été frustrée.

Art. 10. — Les explications concernant cet article sont les mêmes que celles faites au sujet de l'article 37 du projet d'arrêté concernant l'aliénation des terres domaniales.

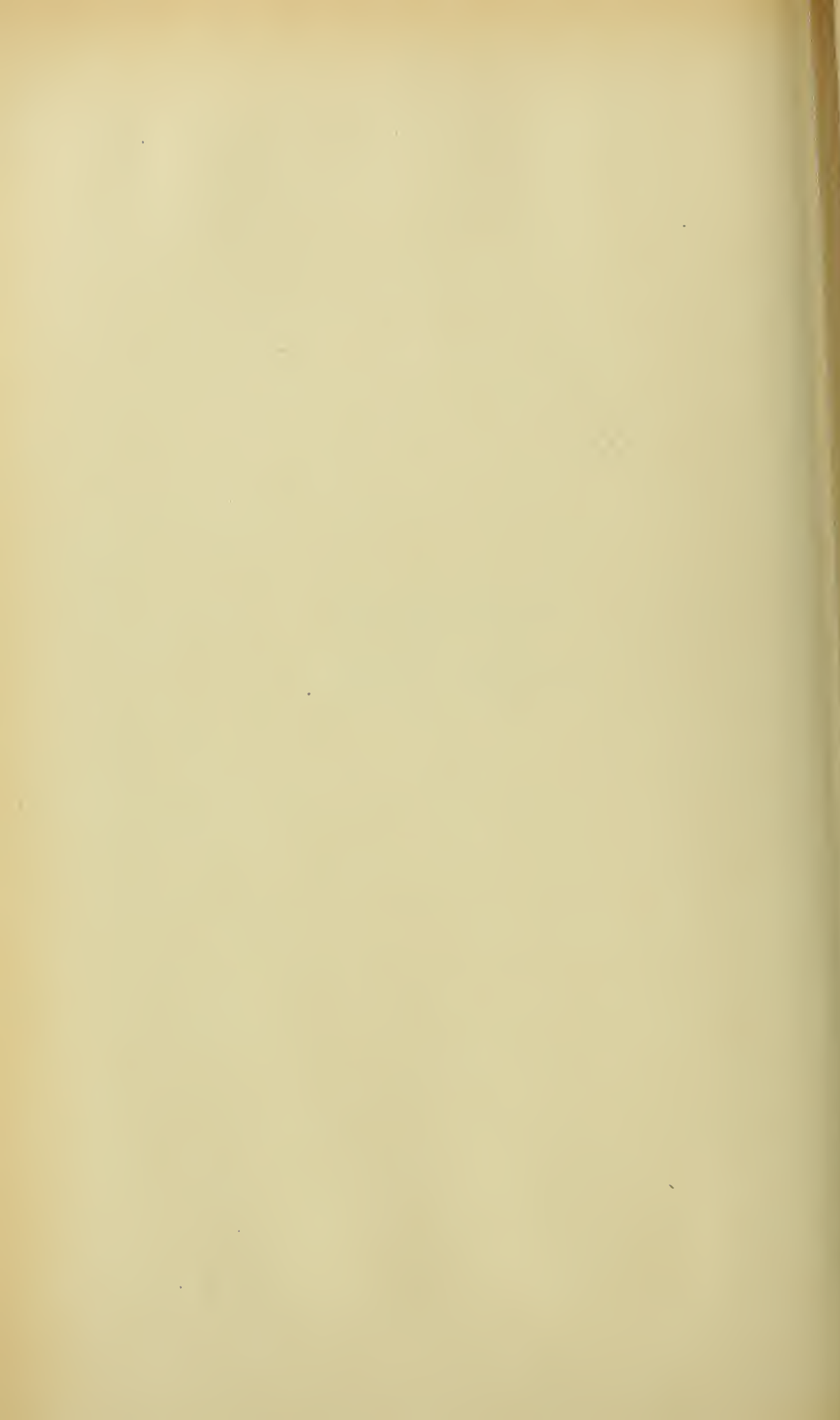
Ici se termine ce que nous avons à dire sur l'aliénation des terres domaniales. Le lecteur a pu suivre le développement de notre pensée, elle se résume en ce peu de mots : activer la mise en culture du territoire cochinchinois ; faciliter aux agriculteurs indigènes l'accès de la propriété foncière ; donner à chacun la quantité de terre qu'il est capable de cultiver : être très coulant sur les abus anciens (provenant la plupart de notre faute) ; passer l'éponge sur le passé, mais, à l'avenir, se montrer sévère avec les exploiters de toutes races ; être inflexible envers les colonisateurs aux frais du budget et sur le dos de la population indigène, envers des gens dont l'industrie principale est de soutirer à la Colonie, soit à la masse des contribuables, le revenu qu'ils devraient arracher au sol.

Le lecteur nous objectera peut-être que ce n'est pas chose facile d'écarter les abus, que notre projet comporte bien des difficultés d'exécution, qu'il faut craindre d'innombrables empêchements. A tout ceci nous répondrons par quelques lignes de Félix de Robernier :

En toutes choses, il y a obstacles à jamais insurmontables pour ceux que des idées préconçues laissent indifférents ou rendent hostiles au progrès, et qui s'évanouissent comme fumée au souffle des hommes de bonne volonté et de bonne foi.



TROISIÈME PARTIE
C A D A S T R E



CHAPITRE I

Historique et considérations générales

Il n'est peut-être pas au monde une question sur laquelle on ait tant discuté, et aussi stérilement, que sur celle du cadastre. Jurisconsultes, économistes, administrateurs, géomètres, s'y sont tour à tour attaqués, apportant chacun, et tous selon leurs connaissances, des matériaux à l'œuvre commune. Mais si les idées foisonnent, si les projets s'amoncellent, l'exécution pratique est loin de marcher du même pas, et il s'en faut de beaucoup que nous ayons seulement atteint le degré d'avancement des anciens.

Cela peut sembler bizarre et pourtant cela est. Car si le cadastre probant exige de multiples et variées connaissances chez ceux qui doivent l'établir, il réclame, d'autre part, une bonne volonté, un concours sans arrière-pensée, une conviction inébranlable de sa nécessité chez les propriétaires fonciers. La difficulté principale est, d'un côté, de trouver ou de former des praticiens de valeur; de l'autre, d'amener la masse des intéressés au consentement d'indispensables sacrifices pécuniaires.

Et, maintenant, pourquoi les anciens étaient-ils plus avancés que nous? Parce que leurs géomètres étaient les hommes les plus savants de la nation, parce qu'ils ne comptaient pas avec le temps, parce que les propriétés terriennes étaient toutes délimitées avec un soin, une minutie, dont les bornages actuels ne sont que de bien pâles imitations. Le culte intervenait dans la pose des pierres, et le cérémonial avec ses malédictions, ses anathèmes contre ceux qui toucheraient aux *termes*, faisait du bornage un acte sacro-saint qui assurait à la parcelle son absolue individualité.

Mais, avant de pousser plus loin, une question. Qu'est-ce que le cadastre, quel est son but ?

Le cadastre est le mesurage et l'immatriculation de la propriété foncière. Son but est de répartir avec équité l'impôt entre les contribuables et d'asseoir la propriété ; « il termine, il prévient pour l'avenir une foule de contestations entre les propriétaires sur les limites de leurs propriétés ; il peut et doit même nécessairement par la suite servir de titre en justice pour prouver la propriété. . . . » (*Recueil méthodique des lois, décrets, règlements et instructions sur le cadastre général de France. — 1811*).

Ainsi le cadastre est établi dans un double but : *juridique* et *fiscal*. Mais si telle doit être son essence, il faut reconnaître qu'elle ne l'a pas toujours été. On lui a demandé, tour à tour, de mieux répartir les impôts ou de mieux garantir l'héritage de chacun, parfois aussi on exigeait les deux à la fois. Un rapide examen historique va nous le démontrer.

Le plus ancien des cadastres dont l'histoire nous ait transmis l'existence est celui des Egyptiens. Ce sont, paraît-il, les crues périodiques du Nil qui les obligèrent de recourir au mesurage des terres. Les hautes eaux d'alors — tout comme celles d'aujourd'hui — couvraient le sol de limon, effaçaient ou détruisaient les limites ordinaires des champs et ouvraient ainsi la porte à toutes les contestations, toutes les usurpations. Le mesurage des terres, appuyé sur des repères certains, immuables, permettait de rétablir, en cas de besoin, le bien de chacun. Et il faut croire que ce travail se faisait avec toute la précision que pouvaient fournir les instruments de mesure du temps, car les 5,000 stades donnés par le cadastre égyptien comme séparant Alexandrie de Syène, permirent à Eratosthène, lorsqu'il eut déterminé la distance zénithale du soleil pour ces deux villes à l'époque du solstice d'été, de conclure que la circonférence du globe est de 250,000 stades, soit environ 40,000 kilomètres (1). Ce résultat, ainsi que le fait très justement remarquer M. Camille Flammarion, est d'une remarquable approximation.

(1) Le stade itinéraire des anciens n'est pas à confondre avec le stade olympique (*stadion*) dont on a pu déterminer assez exactement la longueur (184^m97), et qui était la distance du champ, pour les courses à pied, d'après la longueur de celui d'Olympie, qui servait d'étalon. Le *stade itinéraire* est le nom donné par les modernes à un stade moins long que le précédent et mesurant, en principe, 200 pas. Toutes les distances itinéraires grecques,

Les Egyptiens avaient donc commencé par établir un cadastre juridique. Que, plus tard, ils s'en servirent dans une intention fiscale, c'est possible quoique cela ne soit pas très certain, vu qu'ils avaient des moyens plus péremptoires d'évaluation et de taxation pour les impôts. Diodore de Sicile nous fait connaître que tout regnicole devait se rendre, chaque année, au chef-lieu du nome qu'il habitait pour y déclarer son revenu et ses occupations, toute tromperie était punie de mort.

D'autre part, il convient de signaler l'opinion des égyptologues qu'avec les rois Hyksos la propriété individuelle avait fini par disparaître. « Hérodote raconte, dit M. Gustave d'Eichthal, que Ramsès II, le grand Sésostris, partagea le territoire de l'Egypte par portions égales entre tous les habitants, et cette mesure, qui paraît d'ailleurs n'avoir eu qu'une durée éphémère, suppose un état antérieur d'indivision tel qu'avait dû le créer l'opération de Joseph (établissement de la redevance du cinquième sur le revenu, imposée à toutes les terres de l'Egypte) ». Et, en effet, sous l'Ancien et le Moyen empire, il existait une sorte de féodalité, pas mal turbulente et souvent en lutte avec le pouvoir suprême ; le Pharaon n'était pas, tant s'en faut, le maître absolu des hommes et des choses. Sous le Nouvel empire, c'est-à-dire après les Hyksos, il n'est plus fait mention de cette organisation sociale ; le roi, puissance redoutable, apparaît alors comme le grand propriétaire du sol et c'est pour cette raison que Ramsès II Méiamoun a pu partager la terre entre tous les Egyptiens. Mais, à côté du domaine pharaonique, existaient les terres des guerriers et les immenses biens sacerdotaux, ces derniers exempts d'impôts.

Avec une pareille organisation sociale et des mesures coercitives extrêmes, il est tout simple d'admettre que les Egyptiens devaient forcément considérer le côté juridique comme la grande raison d'être du cadastre. Et c'est la seule vraie, car le côté fiscal n'est qu'une conséquence, une dérivée, de la détermination de la propriété foncière. Partant de celle-ci on aboutit sans peine à celle-là ;

jusque vers le milieu du deuxième siècle avant notre ère, se rapportent à ce stade qui a été évalué (par la comparaison des mesures anciennes à des distances connues) à la longueur moyenne de 148 mètres.

Eratosthène aurait donc trouvé exactement 36,800 kilomètres pour la circonférence de la terre, à condition, s'entend, que le stade du lieu et de l'époque ait juste mesuré 148 mètres. Une concordance parfaite eût exigé un stade de 160 mètres ($250,000 \times 0,160 = 40,000$).

tandis que la réciproque est tout droit impossible. Aussi lorsque le cadastre n'est établi que dans le but de mieux répartir l'impôt, de mieux déjouer les fraudes fiscales, il demeure une œuvre incomplète appelée à se fausser en un temps très court et à perdre, de la sorte, toute son utilité.

Chez les Romains, également, le bornage et le mesurage du sol visent, à l'origine, un but juridique et non fiscal. Les premiers arpenteurs connus dans la péninsule italique sont les augures étrusques qui avaient, comme on dirait aujourd'hui, le monopole du bornage et s'occupaient essentiellement de sciences mathématiques. L'*agrimensor* était, à la fois, prêtre et géomètre, il mesurait la terre selon les rites consacrés et la délimitation se faisait avec tout le cérémonial d'une pratique religieuse.

Le bornage commençait par la prise des auspices et se terminait par des sacrifices. Le premier soin de l'*agrimensor*, après l'opération du bornage, était de dresser un plan figuratif de la terre mesurée que l'on nommait *aes* ou *forma*. Ce plan était déposé dans les archives publiques et faisait foi à l'égard de tous.

On le consultait lorsqu'il y avait *controversia de positione terminorum*. (C. Morin) (1).

A Rome, la propriété du sol était donc protégée par la religion qui l'établissait avec toute la rigueur possible, l'entourait des garanties les plus efficaces et lui assurait une sanction terrible ainsi que nous l'enseigne le droit romain : *Que l'homme et les bœufs qui auront touché le Terme soient dévoués* (Festus V^o Terminus), c'est-à-dire immolés en expiation.

Il faut bien dire aussi que la propriété était des mieux assises. Entre deux domaines voisins, se trouvait toujours une bande de terrain libre, espace sacré où se plaçait le *terme*, gardien vigilant du champ familial, et si le voisin s'avisait de le serrer de trop près « le dieu qui se sentait heurté par le soc ou le hoyau criait : *Arrête, ceci est mon champ, voilà le tien* ». (Ovides, Fastes II, 67).

Ici donc, comme chez les Egyptiens, le cadastre commence par être juridique. Plus tard, il devient fiscal et, à l'époque de la décadence, l'estimation du revenu foncier, partant de l'impôt, est poussée si loin que non seulement on a recours à la superficie, mais au dénombrement des plants de culture.

(1) *La Réforme cadastrale*, n^o 6, juin 1887.

Avec les Barbares le cadastre se perd et, à travers tout le Moyen âge, on en chercherait vainement la trace. L'organisation sociale le voulait ainsi. La disparition de la propriété quiritaire rendait le cadastre juridique inutile ; la destruction de l'ancien système des impôts supprimait tout besoin d'un cadastre fiscal.

Le régime foncier sous la féodalité part d'un point de vue tout spécial, il associe le droit de souveraineté à la possession du sol. L'un ne va pas sans l'autre et le vassal tient de son suzerain, par l'investiture, tant ses prérogatives seigneuriales que la portion de territoire qui en dépend. Aussi, les anciens propriétaires libres, incapables de se défendre par eux-mêmes, se recommandent-ils au seigneur et deviennent des censitaires. L'alleu lui-même « qui ne doit rien au roi ni à personne qui vive » finit par se transformer en fief. Bref, la propriété foncière, au sens juridique du mot, n'existe plus. Il n'y a que des tenures nobles (fiefs) ou roturières (censives) qui se signalent par l'absorption de toutes les petites propriétés. Partout elles s'enflent à des proportions exagérées, cherchant à se donner des limites naturelles, ou plutôt, des barrières qui leur permettent de s'isoler, de vivre de leur vie propre. Et si, quelque part, il restait une parcelle libre, ses jours étaient comptés, le propriétaire n'avait qu'une ressource : de la placer sous le patronage de plus puissant que lui-même.

Avec des limites naturelles, avec des suzerains juges et parties, avec l'habitude de régler les contestations terriennes la lance au poing, personne ne devait se soucier d'un mesurage géométrique. Avec un rudiment de système fiscal où l'impôt se traduisait par des redevances en nature, des corvées, des péages, des rançons, qu'importait le cadastre. Le plus clair des revenus royaux ou seigneuriaux était l'amende, les droits de forfaiture, de déshérence, d'épaves, etc., qui tous se résument en ce mot unique : confiscation.

Aussi longtemps que la terre reste soumise à une étroite vassalité, aussi longtemps elle n'a besoin d'aucun mesurage. Mais après les Croisades, la propriété se transforme et le régime fiscal la suit. Les seigneurs besogneux ébrèchent d'eux-mêmes leur patrimoine ; la royauté délivre des chartes, accorde des franchises, cherche à diminuer la puissance de ses trop gênants vassaux par une immixtion incessante dans les différends entre eux et leurs sujets. Elle accorde à ceux-ci des libertés, des droits, pour peu qu'il s'en trouve une

occasion ; elle les émancipe lorsqu'elle se sent assez forte, et, en échange, elle réclame des aides, édicte des impôts.

La propriété foncière devait fatalement être mise à contribution, car son revenu ne peut presque pas se soustraire aux investigations, et le gage qu'elle offre est de ceux qu'on ne saurait dissimuler. La mesure était excellente en soi, à condition toutefois de l'appliquer à toutes les terres du royaume et de maintenir le taux de la redevance dans de justes limites. Or, ces deux conditions ne purent être observées ; aussi, à la longue, l'impôt foncier se fit-il sentir dur, écrasant pour le contribuable. Ceux qui avaient charge de l'administrer s'en apercevaient bien et plus d'un dut songer aux moyens d'alléger le poids. L'idée d'un cadastre fiscal devait fatalement venir à l'esprit des penseurs, et d'autant plus, que le pouvoir, à ses divers degrés, s'était partout rabattu sur un genre de contribution si maniable.

Malheureusement, la *taille réelle* (impôt foncier), évaluée d'une façon odieusement arbitraire par les élus, était souvent l'occasion de troubles et de violences. Ces évaluations erronées, iniques, firent naître en tous lieux d'ardents désirs de réforme. Dès le *xvi^e* siècle on parle de *cadastre* (1) au sujet de la taille, le mot reparait sous Richelieu et finit par se nettement définir dans le mémoire si plein de cœur et de bon sens du maréchal de Fabert (1656). Grâce à ses efforts, l'ordonnance du 25 octobre 1656, portant révision de la quote-part d'impôt fixée pour chaque communauté des terres de la Champagne, s'étendit aussi à la généralité d'Amiens et à quelques élections voisines. Fabert voulait que la taille réelle fût basée sur le cadastre, qu'elle s'étendit à toutes les terres du royaume et qu'elle fut proportionnelle à celles-ci. A cet effet, il demandait, par paroisse, un registre *descriptif* et *estimatif* de toutes les propriétés, auquel il joignait des *plans cadastraux* : plan parcellaire par section et plan d'ensemble de la paroisse. Il fut puissamment aidé dans ses travaux par un topographe, ancien capitaine d'infanterie, très excellent homme, du nom de Téruel. C'est lui que le maréchal envoya auprès du cardinal Mazarin pour donner les indications nécessaires au développement de son idée (2).

(1) Le mot *cadastre* vient de l'italien *catastro* qui dérive de l'expression moyen-âgeuse *capitastrum*, venue elle-même du bas latin *capistratum*, ou registre de l'impôt par tête.

(2) Voir l'intéressant ouvrage du colonel J. Bourelly : *Le maréchal de Fabert*.

Ce premier et audacieux appel à l'équité resta, on devait s'y attendre, à l'état de projet ; tout comme cet autre mémoire publié un demi-siècle plus tard et dont l'auteur, aussi homme de cœur que Fabert et maréchal de France comme lui, n'obtint que la réprobation du souverain. La *Dirme royale* fit disgrâcier sur ses vieux jours l'illustre Vauban.

Colbert, laissant de côté la question fiscale et le mesurage, avait, avant déjà, fait rendre l'édit de 1673, qui visait le crédit foncier cherchant à protéger le débiteur solvable contre les dévorants frais de justice, tout en assurant mieux les droits du créancier. Le grand ministre eut la chance de faire rendre un édit ; hélas ! il eut aussi, un an plus tard, la douleur de le voir révoquer. La coalition de la noblesse et des Parlements fit échouer son œuvre (1).

Mais si la classe privilégiée s'opposait avec une opiniâtreté extrême à toute innovation en matière de crédit et d'impôt fonciers, la classe des taillables faisait, de son côté, des efforts désespérés pour obtenir plus de garantie et une répartition plus équitable des taxes fiscales. Il faut dire également que, de temps à autre, elle était, nous venons de le voir, énergiquement appuyée par les travaux et les publications de quelques esprits élevés, plus nobles encore de cœur que de naissance.

L'idée du système d'un cadastre parcellaire finit pourtant par triompher. Mais ce n'est pas chez nous qu'elle trouva sa première réalisation pratique, ce fut en Italie, dans le Milanais. Cependant, déjà sous l'ancien régime, on l'appliqua en France, à la généralité de Montauban, ainsi qu'à diverses autres localités. On se servait alors de feuilles parcellaires très petites non rattachées les unes aux autres et formant de la sorte autant de travaux isolés. Ces feuilles que la langue du temps appelait des *compoix* ne devaient pas posséder une bien grande valeur probante si nous nous en rapportons à l'adage des jurisconsultes d'alors : *compoix et cadastre ne font pas foi*. Adage qui subsista en se transformant après que le

(1) Dans son testament politique, Colbert en parle de la sorte :

« Le Parlement n'eut garde de souffrir un si bel établissement qui eût coupé la tête à l'hydre des procès dont il tire toute sa subsistance. Il démontra que la fortune des plus grands de la Cour s'allait anéantir par là, et qu'ayant, pour la plupart, plus de dettes que de biens, ils ne trouveraient plus de ressources, dès que leurs affaires seraient découvertes. Ayant su, sous ce prétexte, engager tant de gens très considérables dans leurs intérêts, ils cabalèrent si bien qu'il fut sursis à l'édit qui en avait été donné ».

cadastre moderne eut dévoilé son incapacité juridique et devint : *compas et cadastre ne font pas foi*.

Enfin, la Révolution, brisant toutes les entraves, essaya d'entreprendre ce que la royauté n'avait pas voulu ou pas osé faire. Une loi de 1791 posa le principe du cadastre parcellaire, mais il fallut attendre encore seize années pour qu'une autre loi l'ordonna (1807). Le travail commencé presque aussitôt ne prit fin qu'en 1850, époque où le dernier de nos départements, le Cantal, fut achevé. Ainsi l'exécution du cadastre parcellaire de la France avait demandé quarante-trois ans et n'avait pas coûté moins de 150 millions de francs. Tout cela pour aboutir au plus déplorable des résultats. Les évaluations du cadastre, avons-nous besoin de le rappeler, sont devenues si outrageusement fausses que mieux vaudrait n'en pas avoir (1). Quant à la preuve juridique de la propriété, elle n'existe pas. Mais laissons, sur ce point, la parole à M. de Robernier (2) :

Dans cette lamentable défaillance de tous les éléments connus de la preuve du droit de propriété, il faudrait pouvoir compter sur un puissant auxiliaire, sur l'institution du *cadastre* qui met au service de la description du sol et de ses divisions toutes les ressources de la géométrie. Les documents officiels qui annoncèrent ce grand travail topographique en avaient donné l'espérance (3) ; mais, après exécution, l'administration elle-même a cru devoir la démentir et proclamer l'insuffisance, au point de vue juridique, de ses matrices et de ses plans (4). C'est qu'en effet la forme et le mode d'exécution du parcellaire le rendent absolument impropre à un tel usage. Sans parler des inexactitudes d'arpentage dont fourmillent les premiers atlas cadastraux non plus que des erreurs

(1) D'après un travail administratif fait en 1879 pour établir la proportion entre le principal de l'impôt foncier (pour les propriétés non bâties) et le revenu, le rapport moyen relatif à la France entière était de 4,49 pour cent. Quarante départements payaient plus que cette moyenne et quarante-six moins. Les trois départements payant le plus étaient : la Vienne, dont le contingent en principal représentait 7,71 pour cent du revenu net ; la Vendée (7,36) ; les Hautes-Alpes (7,21). Les trois départements payant le moins étaient : la Haute-Savoie (2,60) ; la Seine (1,96) ; la Corse (0,94). Si l'on tient compte maintenant des centimes additionnels et des inégalités dans la répartition individuelle du contingent communal, on arrive à ce résultat, qu'en France, certains propriétaires paient, à peine, 1, 5 pour cent de leur revenu foncier, tandis que d'autres acquittent plus de 20 pour cent.

Pour plus de détails, consulter le tome I^{er} du *Traité de la Science des Finances*, par P. Leroy-Beaulieu.

(2) *Précis du système du terrier perpétuel*.

(3) « *Recueil des lois, décrets, règlements, etc., sur le cadastre général de France*, articles 1142, 1143 ».

(4) « Voir notamment le discours du ministre des finances à la séance de la Chambre des députés du 27 juin 1845, le rapport de la commission du cadastre instituée en 1837, et l'appendice aux *Documents sur le régime hypothécaire* ».

d'allivrement commises par les géomètres opérant à la suite d'indicateurs mal payés partant mal choisis, il suffit de dire qu'exécuté dans un but tout fiscal, exclusivement confié à des agents administratifs, le cadastre ne pouvait constater et refléchir la réalité des *droits territoriaux* : « il ne décrit pas les faits existants », disait la commission de 1837, et encore cette assertion était-elle au moins contestable en ce qu'elle a d'affirmatif.

Mais ce qui exclut surtout l'assimilation du cadastre à un titre de propriété, c'est sa constitution même qui, ne décrivant l'immeuble que sous la forme d'un plan géométrique, ne saurait faire admettre cette image linéaire dans les énonciations écrites d'un contrat conçu en la langue commune ; c'est que, pour rédiger leur contrat, les parties ne peuvent se mettre aux ordres d'un géomètre officiel, attendre son loisir ou le contraindre à procéder, lorsqu'un morcellement de parcelles exigerait son concours immédiat, c'est enfin que les plans cadastraux, maintenant vieillis, et partout restés immobiles, n'offrent plus un tableau réel des possessions actuelles.

Si d'Europe on passe à l'ancien pays de Nam-Kỳ, l'on constate que des difficultés, des besoins identiques à ceux que nous avons relevés sous nos climats s'y sont présentés. Dans la *Deuxième partie* de cette étude nous avons mentionné l'unique et grande opération cadastrale faite sous Minh-Mạng. Le cadastre annamite lui aussi était juridique et fiscal. « Mais ce travail, qui laissait beaucoup à désirer sous le rapport du mesurage, n'eût que médiocrement rempli son but avec un revenu foncier de grande importance et un impôt en rapport avec ce revenu. Au point de vue de la propriété — en raison de la consignation de l'origine et de la description des limites — le *địa bộ* avait plus d'autorité et valait la peine d'être consulté ». C'est le jugement que nous avons porté sur cette œuvre dans nos *Institutions annamites*, auxquelles nous renvoyons le lecteur désireux d'en savoir plus long.

Pour compléter ce précis historique, il nous faut repasser en Europe, car nous avons encore à dire quelques mots sur la Savoie. Lors de son annexion à la France, le duché de Savoie possédait un cadastre plus que centenaire, solidement constitué, faisant autorité en justice et respecté de tout le monde. Il avait été établi sous le règne de Victor-Amédée. L'arrêté qui l'ordonna fut promulgué par dom Louis Lovere, intendant général de la Savoie, à la date du 19 avril 1728. Le travail exigea dix années et fut achevé en 1738.

Au point de vue technique, l'œuvre avait été aussi soignée qu'elle pouvait l'être à une époque où les instruments mathématiques étaient

loin d'avoir la précision qu'on a su leur donner de nos jours. Et si les *mappes* laissaient parfois à désirer comme jonctions de feuilles, elles n'en étaient pas moins, dans leurs détails parcellaires, aussi exactes qu'elles pouvaient l'être à la petite échelle employée. Aussi le cadastre savoisien, reconnu par tous comme un titre collectif et public, au témoignage certain, réglait, sans appel, les contestations de limites.

Un acquéreur voulait-il se prévaloir de son titre pour agrandir sa propriété au préjudice de ses voisins ? Ceux-ci lui répondaient, et toujours victorieusement : « Votre vendeur possédait telle parcelle ou numéro, porté au cadastre pour telle contenance ; il n'a pu rien vendre en dehors de ce qu'il avait droit de posséder. S'il s'est trompé ou s'il a voulu vous tromper en désignant dans votre acte une contenance plus grande, nous n'avons pas à nous en occuper. Nous sommes étrangers à vos conventions, nous ne les connaissons pas et nous ne voulons même pas les connaître ; elles n'ont rien pu entreprendre utilement contre nos propres droits ».

Un propriétaire s'avisait-il de profiter de l'absence de bornes pour étendre sa possession sur une partie de la parcelle voisine ? Le propriétaire riverain pouvait lui dire : « La *mappe* nous donne le moyen de fixer la *longueur*, l'*orientation* et la *position* de chacune des lignes périmétrales de nos parcelles. Son application prouve que la ligne qui divise nos deux propriétés — pour être à la place qu'elle doit occuper dans le réseau parcellaire de la commune — doit partir de tel point pour aboutir à tel autre point ; cherchez ailleurs votre défaut de contenance, si défaut il y a, et, lorsque toutes vos lignes périmétrales occuperont leur véritable place dans la commune, votre parcelle sera dans sa véritable *forme*, dans sa véritable *position* et aura sa véritable *contenance* ».

Voilà donc le cadastre constitué gardien des droits de chacun, obligeant les contractants à être de bonne foi, forçant le vendeur de respecter les droits des tiers et montrant à l'usurpateur où doivent s'arrêter ses prétentions. On voit par là que le législateur de 1728 avait compris que, à côté de son droit de prélever un impôt sur le revenu de nos terres, se trouvait placé le devoir pour lui de veiller paternellement à la conservation de nos droits respectifs, et de protéger l'homme honnête contre les atteintes du fripon. (Extrait du journal de l'arrondissement de Moûtiers, *Le Tarin*, 1886).

Il ressort clairement de ces lignes que l'ancien cadastre savoisien nous offrait un modèle à suivre. Le refaire en se servant des instruments et en appliquant les procédés de la science moderne était une ligne de conduite toute tracée. Nous avons là une excellence occasion d'entreprendre du cadastre expérimental sur une étendue de pays assez grande pour fournir des résultats probants ; nous avons, en outre, affaire à une population portée de bonne volonté, pour qui le cadastre juridique n'était pas une nouveauté. Et que

faisons-nous? Les mêmes sottises qu'autrefois. Nous renouvelons tranquillement les grossières insanités du temps passé. Le lecteur s'en convaincra par deux autres emprunts au journal *Le Tarin*.

On a vu que l'administration sarde a pris toutes les précautions possibles pour que le cadastre de 1728 représentât fidèlement les droits de chacun, et qu'elle obligeait tous les propriétaires, sous peine d'amende, d'assister à la mensuration de leurs héritages.

Aujourd'hui, rien n'est plus désiré que l'absence des propriétaires pendant l'opération. Et pourtant rien n'est plus facile que de refaire en Savoie ce qui y fut fait, il y a 150 ans, ainsi que le fait remarquer M. Noizet, ancien magistrat, dans son précieux ouvrage : *Le cadastre et la délimitation des héritages*. Voici en quels termes il s'exprime en parlant du nouveau cadastre de Savoie :

« Les propriétaires de ces contrées sont si bien pénétrés de l'idée que le cadastre, par sa nature même, est l'élément constitutif de l'étendue de leurs héritages, que partout, de l'aveu des géomètres en chef eux-mêmes, à l'arrivée du géomètre chargé des travaux, ils se présentaient d'abord spontanément à lui pour concourir à l'établissement et à la constatation régulière des limites de leurs parcelles, et qu'ils éprouvaient un véritable désappointement lorsque ce géomètre leur expliquait que l'opération n'ayant pour objet que la répartition de l'impôt, il lui était prescrit de n'avoir égard qu'à la jouissance actuelle, sans s'occuper du droit de propriété ».

.....
Il y a une douzaine d'années, environ, dans un canton qui n'est pas très éloigné de Moutiers, les géomètres du cadastre remarquaient, depuis quelque temps, qu'il ne leur était plus possible de faire *cadrer* leurs mesures dans celles de la triangulation, sans donner un *coup de pouce* par trop démesuré.

Les uns, craignant de s'être un peu relâchés dans leurs opérations, n'osèrent rien dire ; les autres, plus certains de leurs résultats, eurent le courage d'émettre quelques doutes sur la valeur de la triangulation. Mais le cas était grave : la triangulation était approuvée, tout plan parcellaire qui ne cadre pas dans la triangulation doit être rejeté. Pour ne pas perdre le prix d'un travail qu'ils savaient bon et consciencieusement exécuté, les géomètres durent faire dilater certaines lignes, contracter certaines autres, modifier les angles, transformer la figure du parcellaire. Il leur fallut, en un mot, dénaturer, abâtardir leur œuvre pour la faire admettre !

Cependant, plus les géomètres apportaient de soins dans leurs travaux, plus pénible devenait aussi la mutilation de leurs plans. Quelques géomètres, et des meilleurs, quittèrent alors l'administration, pour ne pas participer plus longtemps à une œuvre bien digne des Vandales.

On reconnut enfin, mais un peu tard, que les opérations trigonométriques laissaient beaucoup à désirer ; que les résultats révélaient chez le triangulateur une *adresse* inconnue jusque là, mais que, sinon lui, du moins les vis de son instrument avaient dû se relâcher considérablement au cours des travaux, sans doute pour éviter la grande fatigue qui résulte toujours d'une tension trop prolongée. Si bien que la *position de certains points trigonométriques fut reconnue erronée de dix, quinze, et même vingt-deux mètres !*

Le géomètre en chef eut-il connaissance de ces erreurs? Je n'ose dire oui. Mais voyez combien sa situation eût été délicate en cas d'affirmative :

Le géomètre en chef est responsable du travail des géomètres et des paiements qui leur ont été faits, il l'est également des travaux de l'expert et du contrôleur qui se trouveraient inutiles par suite des défauts des plans. Il a néanmoins son recours contre les géomètres. (Art. 30 du Recueil méthodique).

Son recours contre les géomètres... il n'aurait pas pu l'exercer, puisque ceux-ci avaient accordé leur travail avec la triangulation. Contre le triangulateur, pas davantage, puisque les calculs étaient approuvés depuis longtemps.

Faire refaire les plans défectueux, c'était, pour le géomètre en chef, prendre à sa charge une dépense d'un *demi-million de francs*.

Quant au vérificateur du cadastre, sa position est toute autre : il n'est pas entrepreneur du cadastre ; il reçoit des appointements fixes et des frais de tournée. Rien donc ne pouvait l'empêcher de faire son devoir. C'était, il est vrai, briser la carrière du triangulateur — un charmant homme d'ailleurs — et ruiner le géomètre en chef ; mais le devoir professionnel et les intérêts du département de la Savoie n'étaient-ils pas au-dessus ?

Eh bien ! le géomètre en chef ne fut pas ruiné, et le triangulateur, au lieu d'être révoqué, fut promu à un grade supérieur !

Il faut convenir que, dans cette affaire comme dans celle de la Haute-Savoie, le vérificateur du cadastre ne pouvait être qu'un ignorant ou un complice : pour l'honneur de l'Administration française, j'aime à croire qu'il a toujours péché par ignorance.

Et maintenant, revenons à notre Cochinchine. Le lecteur n'a sûrement pas été sans remarquer l'analogie qui existe entre les faits signalés par *Le Tarin* comme se rapportant aux travaux en Savoie vers 1874, et ceux qui se sont produits, à diverses reprises, en Cochinchine. C'est que les mêmes procédés amènent les mêmes résultats, c'est que les mêmes causes produisent, infailliblement, les mêmes effets.

En France, on a fini par se convertir à la croyance en un cadastre probant. Le moins est d'espérer que cette fois ce sera pour de bon, et si nous avons des réserves à faire, elles ne visent pas le point de vue juridique ou économique, mais bien le point de vue technique. Le côté faible, s'il s'en trouvera un, sera le fait des géomètres. Ils ne paraissent pas suffisamment inspirés de la nécessité de faire du travail rigoureusement exact. On parle encore beaucoup trop de méthodes rapides, de tachéométrie, de plans, alors qu'un cadastre juridique, loin de pouvoir s'accommoder de vitesse et d'images, exige impérieusement de la précision et des chiffres.

Le plan est une chose aussi secondaire que la contenance. Car ces deux éléments ne sont que des dérivées de la mensuration. Précisez

les mesures, consignez-les en chiffres connus sur le papier, et vous aurez le moyen de faire tant de plans que vous voudrez, et quand vous voudrez. Pour ce qui est de la superficie, aucun compas, aucun planimètre ne pourra vous la fournir avec la rigueur absolue que lui assurent les données numériques des mesures.

En France, on semble n'être pas assez pénétré de l'idée que le cadastre doit durer aussi longtemps que la propriété elle-même. C'est un travail qui ne se refait pas. Or, les instruments employés par la plupart des géomètres français sont des instruments de topographie, non de cadastrage. La boussole, le tachéomètre, le ruban d'acier, etc., ont leur indéniable valeur pour confectionner des plans et des cartes, mais ils ne donnent pas au travail la précision mathématique que réclame un cadastre probant, perpétuel. Il n'y a ni « approximation suffisante » ni « large tolérance » qui tienne. Deux points ont sur le plan des positions respectives, déterminées, certaines, assurant exactement la direction de la droite qui les joint et sa longueur. Il faut donc que les instruments et les procédés de mesurage employés soient tels qu'ils donnent la position de ces points avec toute la rigueur que la science moderne permet d'atteindre. Hors de là, rien ne vaut, et le plan le plus agréablement bariolé de toutes les teintes de l'arc-en-ciel, n'empêchera ni les ennuis, ni les usurpations, ni les procès ruineux. Nous en appelons à tous les magistrats, tous les gens de loi, toutes les personnes que des contestations foncières ont obligé de recourir à la justice.

Le cadastre juridique ne peut être établi qu'au moyen du théodolite et des règles (exceptionnellement du ruban d'acier et uniquement pour des distances très courtes). Ces instruments seuls permettent de lui donner, dans sa forme toute numérale, l'inflexible rigueur dont il a besoin ; seuls ils l'autorisent à faire la preuve de la propriété en énonçant : les limites naturelles de la parcelle, la longueur exacte des lignes périmétrales et la position des sommets d'angles par rapport à des repères *ad hoc*. La preuve est ainsi écrite en langue vulgaire, nette, intelligible à tous, condensée en une sorte de registre trigonométrique. Quant au plan, il reste — ce qu'en réalité il a toujours été — un renseignement utile destiné à faciliter maintes recherches, mais non un document probant, car son essence même lui enlève cette qualité. Il en est ainsi également de la surface, et si le droit a dû s'appuyer le plus souvent sur la contenance accusée au plan ou affirmée par des experts, c'est qu'il

n'avait pas d'autre moyen de se formuler. Enfin, avec le cadastre juridique, il n'y a besoin d'aucune disposition spéciale au point de vue budgétaire ; les données qu'il peut fournir sont mille fois plus sûres, plus complètes et plus propres à la juste répartition des charges contributives, à la peréquation de l'impôt, que n'importe quel cadastre fiscal particulier.

Des personnes mal renseignées pourraient faire diverses objections de même ordre que celles qui ont été faites dernièrement en France au sujet de la réfection du cadastre, à savoir : la lenteur des travaux et leur prix élevé.

Le travail est, en effet, plus lent avec un théodolite et des règles qu'avec les instruments généralement en usage encore aujourd'hui. Mais la lenteur n'est pas si grande qu'on serait tenté de le croire ; puis avec un outillage et un exercice convenables on pourrait singulièrement accélérer l'allure. Tout particulièrement en Cochinchine, la différence avec les procédés ordinaires est peu sensible quant aux opérations sur le terrain, car les lectures à la stadia sont, du fait des porte-mire indigènes, tellement sujettes à caution, qu'un opérateur tant soit peu consciencieux n'osera jamais s'y fier. Enfin, pour ce qui est des règles, si leur emploi est lent, leur grande précision rachète largement ce défaut ; de plus, elles ont, sur le ruban d'acier, l'avantage immense de pouvoir s'employer partout. Que le terrain soit vaseux et de plusieurs décimètres sous l'eau, ou qu'il soit crevassé par la sécheresse et dur comme un ciment romain, le mesurage pourra toujours se faire, car les règles reposant sur des chevalets n'ont pas à compter avec le relief du sol. Aussi n'est-ce point là que se trouve la grande différence de vitesse, mais bien dans les travaux de cabinet (1).

(1) Pour mémoire, nous devons citer l'emploi d'instruments goniométriques à divisions centésimales, au moyen desquels le temps — aussi bien dans les observations que dans les calculs — est réduit de trois à deux et les chances d'erreur de quatre à une. Nous devons dire toutefois que ces instruments, employés depuis longtemps au *Dépôt de la guerre*, à l'*École d'application de l'artillerie et du génie* et adoptés en principe par l'administration métropolitaine du cadastre, n'ont nullement trouvé l'accueil favorable que les promoteurs de la division centésimale du cercle s'en promettaient. Nous n'entrerons pas dans une discussion qui dure depuis un siècle et qui, au reste, dépasse notre compétence. Cependant, nous devons faire remarquer que les principaux intéressés, les astronomes, ont dû rejeter la division du cercle en 400 grades. Indépendamment de raisons d'ordre purement mathématique qu'ils donnent, il en est une péremptoire qui touche tout le monde : la division du temps. Depuis des milliers d'années, l'humanité compte les heures du jour selon le système duodécimal. Or, il faut que les divisions du

Si les calculs sont tellement laborieux, c'est surtout au manque d'habitude qu'il faut l'attribuer. C'est le cas de beaucoup de géomètres. Ils calculent peu et n'acquièrent donc pas suffisamment d'habileté pour faire vite sans se tromper. Très volontiers, parfois même avec beaucoup de minutie et d'amour-propre se font les observations sur le terrain; quant aux calculs, une certaine répugnance se dessine. Au cabinet, les géomètres manquent de rapidité et de sûreté; pourtant il n'y a que là qu'ils puissent se rattraper.

A force de forger on devient forgeron, affirme un vieux dicton; il reste vrai en mainte autre circonstance, et l'on peut très bien dire aussi que c'est à force de calculer qu'on devient calculateur. Et qui de nous n'a vu, dans certaines administrations, de tout petits employés s'attaquer en jouant à des colonnes d'additions monstres. Quelques minutes leur suffisent à totaliser d'interminables files de chiffres capables, pour le moins, de donner la chair de poule aux inexpérimentés. Il en est de même avec les logarithmes. Un homme bien entraîné fait deux fois et même trois fois plus de besogne que celui qui ne l'est pas. La division du travail exige que les observations soient faites par certains et les calculs par d'autres. Ce qui ne signifie pas qu'un homme soit condamné à faire perpétuellement le même travail. Tout au contraire, il faut savoir changer de postes,

cercle aient des relations de divisibilité avec celles du temps, sinon les calculs seraient gravement compromis. D'autre part, il est avéré que si l'on peut obtenir de gens qu'ils comptent les heures d'une révolution diurne par 24 au lieu de deux fois 12 il est non moins avéré qu'on n'obtiendrait pas d'eux qu'ils comptent par quarante heures au lieu de vingt-quatre.

La division en 360 degrés subsistera donc aussi longtemps qu'on n'aura point adopté le seul terme de conciliation acceptable et possible, celui de diviser le cercle en 240 degrés dont les subdivisions seraient centésimales. Pour le public il n'y aurait alors de changé que la minute et la seconde qui de 60 à l'heure ou à la minute serait de 100. Ce système a été proposé il y a quelques années déjà. Mais il faudra, sans doute, encore bien du temps pour vaincre la force de l'habitude qui nous régit. Et, sous ce rapport, les anciens étaient certainement plus logiques que nous. Ainsi le système arithmétique des Chaldéens était décimal, leurs successeurs, les Assyriens, continuèrent de l'employer, mais y adjoignirent un système de numération sexagésimal qui leur servit, entre autre, pour la division du cercle.

Dans un ordre différent d'idées il fait bon de signaler — toujours pour mémoire — les tables de logarithmes actuellement en usage qui ne donnent, à première lecture, que des nombres de cinq chiffres, ce qui oblige à des calculs proportionnels ralentissant le travail et amenant des erreurs. Il faudrait aux géomètres des tables où l'on pût lire, à première vue, le logarithme d'un nombre de sept chiffres. Des tables de ce genre ont été publiées autrefois par un ingénieur hydrographe, M. Bagay; elles sont devenues introuvables.

mais se rappeler toujours qu'il est mauvais de s'occuper, à la fois, du four et du moulin.

Après les calculs, vient la confection du plan. Là, aussi, le temps peut être économisé toute en poussant la précision à l'extrême limite. Le carroyage d'une grande feuille demande plusieurs heures de travail et il est rarement parfait. Avec une table métallique, suffisamment grande, portant, gravé au burin, un quadrillage fait avec soin, il n'y a qu'à placer la feuille à diviser sur la table et le travail ne demande pas dix minutes. Le rapport au compas des points calculés aussi est fort lent sans être pour cela très exact. Avec l'instrument appelé *ordinatographe*, il devient rapide, précis et peut être exécuté, en un rien de temps, sur le nombre de feuilles que l'on voudra.

Ainsi donc, les objections, quant à la lenteur des opérations, peuvent être singulièrement réduites, tandis que la précision incomparable du travail rachète et au-delà toute espèce de perte de temps. Ce point est si vrai, si palpable, que les Allemands, qui pourtant n'ont pas la réputation de gaspiller leurs finances, appliquent aux opérations techniques du cadastre des procédés sinon parfaits du moins très supérieurs. Ainsi, en Alsace, les arpentages cadastraux exécutés conformément à la loi du 31 mars 1884 ont donné des résultats topiques.

La triangulation de troisième ordre faite au moyen d'un théodolite donnant directement les dix secondes aux verniers a comporté des erreurs tout à fait insignifiantes. Pour une longueur moyenne de rayon de 4,500 mètres, la valeur moyenne des erreurs a été : en direction $\pm 3'',4$ et en longueur 0^m0298 .

Pour les triangulations des communes, le théodolite employé donnait directement les 20'' aux verniers et la valeur moyenne des erreurs a été $\pm 9'',12$ et 0^m041 .

Pour la polygonation, le théodolite donnant les 30 secondes aux verniers a été couramment employé, l'erreur moyenne en direction a été de $35'',7$ pour des chemineements de 7 à 9 sommets. Les mesurages ont été faits avec des règles de 5 mètres.

Quant à l'arpentage parcellaire, la valeur moyenne des erreurs entre les longueurs mesurées et les longueurs déduites des coordonnées a été de 0^m00966 . Cette moyenne a été prise sur 390 lignes variant de 40 à 500 mètres. La plus forte erreur, en terrain défavorable, a été de 21 millimètres sur une longueur de 50 mètres;

la plus faible en terrain favorable a été de 6 millimètres sur une longueur de 350 mètres.

Comme nous ne saurions jamais assez insister sur la précision du travail à exiger dans les mesurages cadastraux, nous reproduirons ici une page du rapport de M. Rodenbusch, contrôleur du cadastre à Strasbourg, en date 1^{er} janvier 1888. Ce rapport, publié dans la *Zeitschrift für Vermessungswesen*, a été traduit de l'allemand par M. A. Bertinet, sous le titre : *Sur la précision des nouveaux arpentages cadastraux en Alsace-Lorraine*, et a paru dans « La Réforme cadastrale » (fascicule de novembre 1888 et suivants) :

Les arpentages dont il s'agit sont rattachés au réseau trigonométrique établi par la section trigonométrique de la *Landesaufnahme* (1) comprenant 2,723 points, soit environ 1,8 point pour 1,000 hectares.

Les coordonnées géographiques des 2,723 points déterminés par la section trigonométrique de la *Landesaufnahme* ont été transformées en coordonnées sphériques rectangulaires au bureau du cadastre. Pour ces travaux on a admis deux systèmes de coordonnées, le premier ayant pour origine le point trigonométrique de premier ordre Sansheim, dans le cercle de Mulhouse, comprend la Haute et la Basse-Alsace ainsi que les cercles de Sarreguemines et Sarrebourg en Lorraine ; le second ayant pour origine le point trigonométrique de premier ordre Delme, dans le cercle de Château-Salins, comprend le reste de la Lorraine.

Dans l'intérieur des deux systèmes de coordonnées, tous les travaux trigonométriques et autres ont été effectués sans tenir compte de la courbure de la terre.

Jusqu'à présent, il a été déterminé par le personnel des géomètres, dans dix circonscriptions comprenant, en nombre rond, 50,000 hectares, 1,465 points trigonométriques et 20,000 points polygonaux, ce qui donne 29,3 points trigonométriques et 250 points polygonaux par 1,000 hectares.

En choisissant l'emplacement des points trigonométriques on a pris soin :

1^o Que les directions servant à déterminer les points soient, autant que possible, d'égale longueur et réparties uniformément sur l'horizon de chaque point.

2^o D'éviter la détermination d'un point au moyen de deux intersections seulement.

3^o De relier, entre eux, les points rapprochés, par des visées réciproques.

Le mesurage des angles a été effectué, par tours d'horizon, en observant dans chacune des positions de la lunette : quatre fois les directions servant à la détermination des points trigonométriques et trois fois les directions servant à déterminer les points subsidiaires.

La position des points trigonométriques et des points subsidiaires a été calculée d'après les règles données par l'instruction IX du cadastre prussien.

(1) La *Landesaufnahme* des Allemands correspond au *Service géographique de l'armée* en France.

Les points polygonaux ont été déterminés au moyen de cheminements d'une forme tendue autant que possible, et ayant des côtés variants de 150 à 180 mètres en moyenne. Dans ces cheminements, on a mesuré une fois dans les deux positions de la lunette, la valeur de chacun des angles, et deux fois la longueur de chaque côté.

Conformément au § 15 de la loi sur le cadastre, l'arpentage parcellaire a été précédé d'un bornage obligatoire de toutes les limites de propriétés suivant les instructions de la commission du cadastre.

Ce bornage a été effectué au moyen de bornes en pierre ; la fourniture des bornes a été faite par la commune aux divers possesseurs de biens-fonds obligés au bornage. La surveillance de l'emploi des matériaux prescrits et l'exécution du bornage régulier des confins de la commune ont été confiées au personnel du cadastre.

En raison des prescriptions de la loi sur les borneurs-jurés, d'après laquelle les bornes ne peuvent être placées, déplacées ou enlevées, après l'achèvement du cadastre, que par des géomètres brevetés, en présence des borneurs-jurés commissionnés, les cadastres basés sur l'arpentage parcellaire acquièrent pour l'avenir une valeur indiscutable.

L'arpentage parcellaire a été précédé de travaux de polygonation toutes les fois que cela a paru nécessaire pour assurer et faciliter l'établissement du réseau des lignes d'opération ; ces dernières lignes ont dû être rattachés, sans exception, aux côtés polygonaux ou à des lignes déjà rattachées directement ou indirectement à ces côtés.

La longueur et la position des lignes d'opérations ont été assurées d'une manière suffisante par un double mesurage, ou par d'autres moyens de contrôle.

Après l'achèvement du lever du plan et la confection des croquis, les mesurages relatifs à la fixation des limites de propriété, ont été contrôlés, sans exception, par un deuxième géomètre au moyen du mesurage des largeurs des parcelles, ou de toute autre manière convenable, afin d'éliminer les erreurs non tolérables dans la détermination des limites de propriétés.

Pour faciliter et contrôler le rapport des plans, on a calculé les coordonnées des extrémités de toutes les lignes d'opérations qui ont une longueur comprise entre 100 et 200 mètres, pour les plans dressés aux échelles des 1/500 de 1/1000.

Ainsi qu'on voit, le cadastre allemand sans être encore un cadastre rigoureusement numéral et juridique se rapproche néanmoins beaucoup de cette dernière forme. En tous cas, les opérations mathématiques sont conduites avec un esprit de logique et de contrôle qui exclut toute chance d'erreur, et c'est le point capital.

En suite des explications que nous venons de fournir au sujet de la lenteur, il convient de passer à la question du prix. Nous ne saurions, ici, que répéter ce que nous avons déjà dit. Le petit nombre de plans cadastraux établis en Cochinchine, depuis une

tréntenaine d'années, ont tous été refaits non pas une, mais deux, trois et même quatre fois. Aussi faut-il être doué d'une bien surprenante dose de bonne volonté pour ne pas s'apercevoir du prix exorbitant de cette triste marchandise. Que l'autorité supérieure s'arme de courage et ouvre une enquête. La vérité brutale, irréductible, démontrera aux plus optimistes que pour l'argent que ces plans ont coûté, on aurait pu mesurer les longueurs avec des règles géodésiques et déterminer les angles avec les procédés en usage à l'Observatoire. Quant à la valeur intrinsèque de tout ce fatras géométrique, il faut la demander aux propriétaires de terrains. Ceux là fourniront la vraie réponse et elle sera cruelle pour le Cadastre.

Une question déjà posée et, en partie, résolue antérieurement, renaît à nouveau ici.

Pourquoi tant de travail inutile, pourquoi tant d'erreurs, tant de bévues ? En parlant de l'aliénation des terres domaniales, nous avons fait ressortir que le peu de valeur du travail était dû à l'absence, sur le terrain, de repères immuables, certains ; au refus, dans le mesurage, d'employer les coordonnées pour la détermination des sommets d'angles. Nous venons de voir, en plus, qu'à tous ces défauts se joint le manque d'un outillage spécial. Il reste, toujours encore un autre facteur et non le moins important à étudier ; nous voulons parler des connaissances générales et spéciales des opérateurs.

Il se trouve évidemment au nombre des géomètres du cadastre, ainsi que cela se rencontre dans tout groupe humain, quelques individualités instruites, possédant assez de science mathématique pour qu'un travail de précision ne les oblige à retourner pendant de longs mois sur les bancs de l'école. Nous dirons même que le cadastre de Cochinchine a toujours eu de ces hommes. Autrefois, malheureusement, il ne faisait pas bon être trop savant et les sabreurs de la vieille école connaissaient le moyen de ramener à leur niveau toutes les vellétés de savoir. Avec la disposition d'esprit de ces gens, nulle organisation rationnelle, scientifique, aucun progrès n'était possible.

Cependant il ne faut pas accuser ce vieux personnel outre mesure. Il travailla, en règle, consciencieusement selon son savoir, et agit fatalement comme le lui dictait sa mentalité. La responsabilité doit peser toute entière sur ceux qui ont engagé ce personnel, qui ont

voulu diriger un travail auquel ils n'entendaient rien. Durant de longues années, le Cadastre de Cochinchine était rattaché aux contributions directes, à l'enregistrement et au domaine. Malheureusement, les divers chefs de ce service, n'ayant aucune connaissance pratique du mesurage, étaient incapables de la moindre initiative personnelle, ils hésitaient en tout, ne sachant quelle voie prendre et finissaient toujours par abandonner à eux-mêmes des hommes qui avaient surtout besoin d'être instruits et guidés. Les directeurs de l'enregistrement et du domaine n'ont su ni recruter leur personnel de géomètres, ni lui donner, après coup, le savoir indispensable. Il leur eût fallu posséder de bien plus vastes connaissances que celles qu'ils avaient ; il leur eût fallu être d'une toute autre taille.

Au reste, et en dehors de toute personnalité, cette réunion hybride de services divers est, certainement, une des grandes causes de la marche routinière suivie par le cadastre. L'idée de cet assemblage remonte jusqu'au règne de Louis-Philippe, elle a été formulée tout d'abord par un personnage de grande autorité en matière d'administration et de finances, M. le marquis d'Audiffret. Il avait indiqué la réunion, dans un même bâtiment, mais non point nécessairement sous un même chef, de l'administration de l'enregistrement, de celle des contributions directes et de celle des hypothèques, auxquelles devait s'adjoindre le service du cadastre. Le but était d'arriver, sans procédés inquisitoriaux, à établir la valeur et le revenu des terres, afin de pouvoir transformer, très simplement, la contribution foncière, d'impôt de répartition en impôt de quotité. En France, l'idée eût été bonne, si le cadastre avait pu fournir des données exactes, et à condition aussi de laisser à chacune des administrations susmentionnées un chef particulier. En Cochinchine, elle était tout uniment absurde, car au manque de renseignements du cadastre, se joignait l'unité de direction pour tous ces services, prétention excessive et nécessairement fatale à l'institution. Comment, en France, ces diverses administrations, qui sont cantonales, ne parviennent que difficilement à s'occuper de quelques milliers d'hectares, respectivement d'autant de parcelles et de quelques milliers d'individus ; tandis qu'en Cochinchine, avec une population de près de trois millions d'habitants et une propriété privée, assez morcelée, de plus d'un million et demi d'hectares, on a la prétention de tout vouloir centraliser au chef-lieu, de faire converger sur

un seul point des affaires qui, par les voies rapides, peuvent rester jusqu'à huit jours en route ! C'est, il faut l'avouer, vouloir exécuter de la haute prestidigitacion administrative.

Le cadastre a un but spécial à remplir, et toutes les fois qu'on cherchera à lui confier une besogne qui ne lui revient pas, toutes les fois qu'on voudra le centraliser d'une manière excessive, on fera fausse route, on gaspillera l'argent des contribuables et cela sans même pouvoir accorder un peu de sécurité à la propriété, sans même pouvoir concilier les intérêts du fisc avec ceux des particuliers. Comme cette question sera traitée en détail plus loin, il n'y a pas lieu de s'y arrêter davantage.

Mais revenons aux capacités des opérateurs. Nous l'avons dit précédemment, et nous le répétons ici, le cadastre possède quelques géomètres qui, avec un complément d'étude et sous une direction choisie, seront très aptes à satisfaire aux exigences d'un travail de précision ; il en a, malheureusement, d'autres aussi qui ne remplissent pas les conditions voulues. Cela provient du mode de recrutement. Les connaissances requises par l'ancien programme d'admission étaient absolument insuffisantes ; elles sont trop faibles encore aujourd'hui.

On doit exiger plus et suivre en ceci l'étranger. Nous n'avons pas sous la main le programme des examens allemands, toutefois nous savons qu'on demande aux candidats de la géométrie descriptive, de la géométrie analytique, du calcul des probabilités et, par conséquent, du calcul infinitésimal. Mais il importe peu que nous reproduisions ce programme, car l'on pourrait nous faire l'objection que voici : l'instruction, à tous les degrés, est plus répandue en Allemagne qu'en France, ainsi n'y a-t-il rien d'étonnant que l'on soit plus exigeant pour les examens d'admission. Il y a certainement une part de vérité dans cette objection et nous pouvons l'admettre comme fondée, mais prenons un pays où l'instruction générale est moins développée que chez nous : l'Italie. Ce pays offre, en outre, la particularité, que ses chroniques embarras financiers ne lui permettent pas d'accorder de gros émoluments aux fonctionnaires.

En Italie, le cadastre comprend deux catégories de personnes : les triangulateurs, appelés *ingénieurs* et les arpenteurs, désignés sous le nom de *géomètres*. Remarquons aussi qu'indépendamment des conditions générales d'admission, nul ne peut concourir s'il ne

possède certains diplômes d'études. Voici à ce sujet, ce que dit le décret royal du 25 novembre 1888 :

Article premier. — Les emplois d'ingénieur et de géomètre du cadastre de la dernière classe sont donnés à la suite d'un concours suivant les dispositions des articles 8 et 10 du présent décret.

Article 2. — Pourront concourir pour les emplois d'ingénieur de la dernière classe :

a) les ingénieurs civils ayant subi, avec succès, les examens de sortie des écoles d'application et des instituts techniques supérieurs.

b) les officiers du génie et de l'artillerie ayant suivi les cours des écoles d'application de leur arme, ainsi que les officiers de la marine royale du grade de sous-lieutenant de vaisseau, ayant suivi les cours de l'académie navale, qui sont en activité de service ou qui se sont retirés volontairement.

Article 3. — Pourront concourir pour les emplois de géomètre de la dernière classe :

a) les licenciés des instituts techniques ayant obtenu le diplôme de la section mathématique et physique, de la section d'arpentage, ou de la section d'agronomie.

b) les licenciés des écoles supérieures d'agriculture de Milan, Portici et Pise, ainsi que les licenciés de l'institut forestier de Vallombra.

.....

Voilà pour les diplômes exigés avant toute espèce d'épreuve. Quant aux examens eux-mêmes, nous reproduisons ci-après les données du programme ; elles sont extraites de l'arrêté pris par le ministre des finances à la date du 23 janvier 1889 :

Article 7. — Les matières sur lesquelles porte l'examen sont indiquées dans l'annexe A pour les aspirants à l'emploi d'ingénieur et dans l'annexe B pour les aspirants à l'emploi de géomètre.

Article 8. — Les épreuves consistent :

a) à traiter par écrit deux sujets choisis par la commission d'examen, convoquée spécialement à cet effet en temps utile par le Président, parmi les matières du programme.

b) à exécuter un dessin topographique.

c) à effectuer sur le terrain des opérations topographiques.

d) en un examen oral.

Les concurrents qui ont déclaré connaître des langues étrangères sont soumis, en outre, à une épreuve écrite consistant dans la traduction en italien avec le seul concours d'un dictionnaire d'un sujet écrit dans les langues qu'ils ont déclaré connaître.

.....

Annexe A

Programme des connaissances exigées des candidats à l'emploi d'ingénieur de la dernière classe dans le corps technique du cadastre.

I. — Trigonométrie rectiligne et sphérique.

II. — Géométrie descriptive, application de la géométrie descriptive à la représentation du terrain et à la formation des cartes.

III. — Géométrie analytique.

1^o Géométrie analytique à deux dimensions. Ligne droite, sections coniques. Equations générales et propriété des lignes du second degré.

2^o Géométrie analytique à trois dimensions. Système des coordonnées. Plan. Equations générales et propriété des surfaces du second degré. Caractères et équations des principales surfaces.

IV. — Analyse algébrique.

1^o Arrangements, permutations et combinaisons. Binôme de Newton pour un exposant quelconque.

2^o Notions sur le calcul des probabilités.

3^o Théorie des séries. Séries exponentielles, logarithmiques et trigonométriques.

4^o Propriété fondamentale des équations. Résolution des équations numériques d'un degré quelconque. Interpolation.

5^o Analyse infinitésimale.

V. — Eléments de calcul différentiel et intégral dans ses applications à la géodésie.

VI. — Théorie des erreurs d'observation et de la compensation des erreurs par la méthode des moindres carrés ; application aux principaux problèmes de la géométrie pratique et aux observations instrumentales.

VII. — Géométrie pratique.

1^o Mesure des longueurs et des angles. Détermination des points trigonométriques et polygonaux ; calcul des coordonnées rectilignes, sphériques, sphéroïdiques et géographiques. Levers cadastraux de grande et de moyenne étendue.

2^o Dessin, copie et réduction des plans. Généralités sur les signes conventionnels.

3^o Calcul et mesurage des surfaces.

4^o Division des terrains. Recherche et indication sur le terrain des points et des lignes figurant sur les plans.

5^o Procédés approximatifs pour la compensation des erreurs.

VIII. — Théorie des instruments :

1^o Instruments employés pour les tracés, les levés et les nivellements.

2^o Instruments pour construire, copier et réduire les plans.

3^o Instruments pour calculer les surfaces.

4^o Emploi, vérification et rectification des instruments.

IX. — Economie rurale et évaluation des biens-fonds.

1^o Notions d'agriculture.

2^o Notions d'économie rurale.

3^o Principes de l'évaluation des terrains.

4^o Cadastre ; évaluations cadastrales ; lois et règlements sur le renouvellement du cadastre.

Annexe B

Programme des connaissances exigées des candidats à l'emploi de géomètre de la dernière classe dans le corps technique du cadastre.

I. — Théorie et usage des logarithmes.

II. — Trigonométrie rectiligne.

III. — Principes de géométrie descriptive.

IV. — Principes de géométrie analytique à deux dimensions.

V. — Géométrie pratique.

1^o Mesurage des longueurs et des angles. Détermination des points trigonométriques et polygonaux. Calcul des coordonnées rectilignes. Levers cadastraux.

2^o Dessin, copie et réduction des plans.

3^o Calcul des surfaces.

4^o Division des terrains. Recherche et indication sur le terrain des points et des lignes figurés sur les plans.

5^o Procédés approximatifs pour la compensation des erreurs.

VI. — Théorie des instruments :

1^o Principaux instruments employés pour les tracés, les levés et les nivellements.

2^o Instruments pour construire, copier et réduire les plans.

3^o Instruments pour déterminer les surfaces.

4^o Emploi, vérification et rectification des instruments.

VII. — Economie rurale et évaluation des biens-fonds.

1^o Notions d'agriculture.

2^o Notions d'économie rurale.

3^o Principes de l'évaluation des terrains.

4^o Cadastre ; évaluations cadastrales ; lois et règlements relatifs au renouvellement de l'impôt foncier.

Le programme italien dépasse de beaucoup celui de Cochinchine, et, cependant, il n'offre rien d'extraordinaire. Les matières exigées répondent aux études de l'enseignement secondaire, la haute science universitaire n'y entre que pour peu. Mais, ce savoir, nos hommes de France le possèdent aussi bien que ceux de l'Italie et ils peuvent, pour le moins, faire autant que ceux-ci, voire plus. C'est ce que nous allons tâcher de démontrer dans les deux chapitres suivants, où nous examinerons successivement les *travaux* et le *personnel*.

CHAPITRE II

Travaux

La première idée qui devrait venir à tout être pensant, c'est qu'avec un personnel et des moyens financiers limités, il faut entreprendre les opérations par région et ne commencer une nouvelle subdivision territoriale que lorsque celle en cours d'exécution est complètement achevée. Pourtant cette idée ne semble être jamais venue aux principaux intéressés, quoiqu'elle ait été émise publiquement et en plein Conseil colonial (19 avril 1894) par le secrétaire général, M. Lacan, qui invoquait, à l'appui de son opinion, l'exemple des Etats-Unis où les délimitations sont faites par région. Le fond de l'idée est absolument juste, et nous ne regrettons qu'une chose, c'est que l'honorable M. Lacan n'ait pas mieux choisi son exemple. Car le mot région n'indique pas aux Etats-Unis ce qu'il peut indiquer en Cochinchine. Ainsi, annuellement et par décret présidentiel, chaque Etat est autorisé à aliéner une certaine quantité de terres (celles qui viennent d'être alloties et pourvues de voies d'accès) ; mais ces terres ne sont point toutes d'un seul tenant dans l'Etat, elles sont réparties sur un grand nombre, parfois sur la totalité des comtés. On comprend donc que la dénomination de région s'applique, aux Etats-Unis, non point à un seul endroit du pays, mais bien à une infinité de territoires répartis sur les divers Etats et leurs subdivisions administratives.

Quoi qu'il en soit, la pensée du secrétaire général était bien la nôtre et nous allons essayer de la faire partager au lecteur en énumérant et en exposant les opérations successives auxquelles un territoire peut ou doit être soumis pour arriver à la constitution d'un terrier probant, perpétuel. Nous disons « peut ou doit » car lorsqu'on sait au juste ce que l'on veut, il n'y a qu'à travailler dans le sens de la moindre résistance, l'on évitera ainsi sûrement de la besogne inutile,

du moins, non indispensable. Enfin, les ressources budgétaires, qui ne sont pas illimitées, s'élèvent également contre tout travail sans but ni raison solides. Aussi la distinction entre pouvoir et devoir ne doit-elle jamais être perdue de vue.

Ceci étant passons aux travaux. Tout Etat qui veut avoir un plan exact, développé, de son territoire et qui possède les moyens de l'obtenir, est tenu de procéder à des opérations mathématiques dont la marche invariable, inéluctable, s'impose de façon péremptoire. C'est ainsi qu'arrive, en première ligne, la triangulation géodésique du pays ; puis vient une triangulation secondaire dont les points terminaux sont rattachés aux sommets de premier ordre. Les triangles secondaires sont eux-mêmes généralement recouverts par une triangulation dite de troisième ordre. Les longueurs des côtés de ces triangles d'ordres divers sont assez variables, pourtant il est des dimensions normales entre lesquelles les opérateurs cherchent autant que possible à se tenir. En règle, les géodésiens adoptent pour les triangles de premier ordre des longueurs de côtés variant entre 40 et 50 kilomètres ; pour ceux de second ordre, entre 10 et 20 kilomètres et pour ceux de troisième ordre, entre 2 et 5 kilomètres. Mais, nous le répétons, ces dimensions n'ont rien d'absolu.

Après la triangulation vient le lever topographique ou, s'il s'agit aussi d'établir un cadastre, le lever parcellaire. Il est bon d'insister ici sur ce point que partout où l'on s'occupe de délimiter la propriété foncière, le lever topographique est à écarter, car il fait double emploi avec le lever cadastral. Lorsqu'un pareil cas se présente, il convient d'attendre pour établir la carte que le parcellaire soit achevé. Le travail atteint alors une très grande précision graphique, car la réduction des plans cadastraux à l'échelle requise pour la carte fait disparaître toutes les défaillances de l'opérateur. Il est évident que si les plans parcellaires ne donnent pas tous les détails topographiques du terrain, il y a lieu de les compléter avant. C'est de cette manière que notre service d'état-major s'y prit autrefois pour l'établissement de la carte de France dite *carte d'état-major*.

L'ordre de succession des travaux énumérés nous conduit naturellement à parler de leur raison d'être.

La triangulation de premier ordre sert à des fins diverses dont voici les essentielles : 1^o déterminer avec le plus de précision possible la distance entre des points opposés situés sur les confins du territoire ; 2^o former un cadre certain, rigide, qui puisse fournir un appui aux

travaux postérieurs et assigner un terme à leurs faiblesses ; 3^e répartir sur la surface entière du pays un certain nombre de repères immuables, très exactement déterminés en position, et dont le but est, d'abord, de contrôler les opérations ultérieures, puis de faciliter l'élimination des erreurs en les localisant ; 4^e constituer un réseau où viendront s'encadrer les levés topographiques requis pour l'établissement de la carte de l'État.

Les triangulations d'ordres subséquents ont, avec une diminution progressive d'importance, le même rôle à assumer par rapport aux travaux qui les suivent, tandis qu'elles-mêmes cherchent un appui et un moyen de contrôle dans ceux qui les précèdent. Nous n'avons presque pas besoin de rappeler que cette coordination des travaux est commandée par la logique, par le plus simple bon sens, qui désignent ici la voie d'analyse comme seule bonne et qui font ainsi passer de l'ensemble au détail, du tout à la partie.

En se plaçant à ce point de vue, on comprendra facilement pourquoi les géodésiens cherchent à faire leurs premiers triangles le plus grand possible : en espaçant beaucoup les sommets, ils augmentent la précision du travail ; en diminuant le nombre des triangles, ils diminuent également les chances d'erreur. Malheureusement, cet agrandissement des rayons a, lui aussi, des limites, parmi lesquelles nous citerons : la sphéricité de la terre, les accidents du sol, la portée des lunettes, etc., et c'est pour cela que les rayons de premier ordre ont d'habitude des longueurs de 40 à 50 kilomètres.

La triangulation géodésique est, en règle, une opération lente et coûteuse que les gouvernements ne confient qu'aux sommités de la science.

En France, les travaux furent exécutés par des ingénieurs-géographes, des officiers supérieurs d'état-major et du génie, des professeurs, hommes de haute érudition, la plupart, sinon tous, anciens élèves de l'Ecole Polytechnique. Voici comment s'exprime M. H. Faye dans son *Cours d'astronomie de l'Ecole Polytechnique*, tome I, page 350 :

Le premier plan de ces travaux (de géodésie) a été conçu et proposé par l'ingénieur-géographe Bonne ; à l'exécution du travail se rattachent encore les noms du colonel Puissant, de Corabœuf, Henry, Broussaud, Peytier, du chef d'escadron Hossard, depuis professeur d'astronomie à l'Ecole Polytechnique, et de beaucoup d'autres officiers du corps d'état-major. De jeunes officiers, placés sous la direction du colonel Perrier, revisent aujourd'hui les parties les plus importantes de cette grande triangulation afin de les tenir au courant de la science ; ces derniers viennent de terminer en Algérie des travaux analogues pour la carte de la région.

En Allemagne, les géodésiens sont gens de même savoir. Il suffit de rappeler des noms tels que Bessel et de Baeyer, tous deux bien connus dans le monde des mathématiciens, pour fixer l'opinion.

Mais cette triangulation géodésique fort coûteuse et tant exigeante de haute science — devons-nous croire, puisqu'elle n'est confiée partout qu'à d'éminentes personnalités — est-elle donc indispensable? Oui, s'il s'agit de la carte topographique du pays. Non, s'il n'est question que du cadastre ou d'une carte géographique.

Nos deux réponses renversent peut-être pas mal d'idées reçues. Mais qu'y faire, il en est de la triangulation générale comme de l'acte Torrens, comme des cinquante pas géométriques, on en parle d'ordinaire avec beaucoup plus de conviction que de savoir. Cependant, nous devons distinguer, car s'il est relativement facile de s'instruire sur une question de législation foncière ou territoriale, il n'en est pas de même alors qu'il s'agit d'une question mathématique requérant un bagage scientifique tout spécial. Il nous faut admettre ici les circonstances atténuantes et expliquer la raison d'être des diverses espèces de levers.

La topographie s'occupe de la reproduction sur papier de tous les accidents du sol, c'est elle qui fournit les éléments nécessaires à l'établissement des cartes sans exception aucune. Car la distinction en cartes géographiques, cartes ou plans topographiques ne dépend, comme on sait, que de l'échelle employée. La topographie peut donc être considérée comme le remplissage du réseau trigonométrique. Or, que ce remplissage se fasse région par région ou partout à la fois, ce seront toujours les sommets de la triangulation générale qui lui serviront d'appui. Lorsque de tels points d'appui manquent, l'assemblage des feuilles devient impossible ou demeure une œuvre de haute fantaisie.

Tel est le cas de la carte de Cochinchine dont aucun cadre géométrique n'a limité le placement des feuilles. Aussi, dans certaines régions — Tanan par exemple — où aux défectuosités irréductibles toujours attachées à semblable opération, étaient venues se joindre des erreurs absolument grossières, l'assemblage n'a pu être fait que par la déformation complète de certaines parties des plans.

Le lecteur curieux nous demandera peut-être s'il n'eût pas été possible de faire tout de même, avec ces plans particuliers, une carte générale convenable. Assurément, oui, car (sauf pour les erreurs du genre de celles citées plus haut) les défectuosités prove-

nant des imperfections inhérentes à la méthode employée se tiennent dans des limites assez étroites pour disparaître complètement à la réduction aux grandes échelles. Quant au réseau trigonométrique indispensable on l'eût trouvé dans les pylônes de nos lignes télégraphiques de Cochinchine. Nous allons nous expliquer.

La Cochinchine est un pays absolument plat, sillonné de nombreux et tortueux cours d'eau, généralement boisés sur leurs bords. Cette configuration du sol présente aux observations géodésiques de presque insurmontables difficultés vu la hauteur à donner aux observatoires. Ainsi, en terrain tout à fait plat et privé de végétation, dès que la distance de deux points atteint de quarante à cinquante kilomètres, la sphéricité de la terre réclame des observatoires de quelque *vingt-sept mètres* de hauteur, sinon le sol masquerait la trajectoire visuelle.

De tels observatoires sont toujours d'un prix très élevé et n'offrent pourtant que peu de garantie de précision ; car, sous l'influence du soleil, leurs sommets se déplacent peu à peu dans le cours de la journée et ce déplacement diurne est d'autant plus sensible qu'ils sont plus élevés. Les géodésiens ont dû prononcer le rejet de leur emploi de même que celui des clochers. Et, cependant, malgré ces conditions si précaires, l'Administration a ordonné l'entreprise de notre triangulation générale au moyen de tels observatoires. Elle est arrêtée aujourd'hui, et pour longtemps, par le manque de fonds. Une fin pareille était à prévoir et nous l'avions prévue.

Mais à quoi bon les récriminations, les reproches, ils n'ajouteront pas un triangle de plus à ceux qui existent. Aussi laisserons-nous là cette discussion pour faire voir comment les pylônes des lignes télégraphiques eussent pu être utilisés.

La Cochinchine n'est pas si dépourvue de points élevés qu'on pourrait le croire, il s'agit simplement de ne pas leur demander ce qu'ils ne sauraient fournir. Le pays est, pour ainsi dire, entouré d'une ceinture de montagnes. Nous citerons Baria, Tayninh, Chaudoc, Hatien et les îles le long de la côte ouest. Une étude patiente, approfondie de la question permettrait, en utilisant ces montagnes, de recouper les pylônes et d'ainsi déterminer leur position. Les plus rapprochés seraient observés de jour au moyen des signaux ordinaires, les plus éloignés le seraient de nuit en employant des lampes électriques de grande puissance. La mise en action de ces lampes est de la dernière simplicité, il suffit d'installer une dynamo sur une

chaloupe à vapeur (dont on enlèverait au besoin l'hélice) qui viendra mouiller dans le voisinage du pylône à éclairer.

Par ce procédé, relativement peu coûteux, on peut obtenir un canevas trigonométrique ayant tous les défauts des réseaux de France de la première moitié du XIX^e siècle, réseaux qui cependant ont servi à faire la carte d'état-major (1). On pourrait, pensons-nous, s'en contenter.

Et puisque nous sommes à ce sujet, disons quelques mots de l'idée qui présida au lever des premiers plans topographiques de Cochinchine, elle nous donnera la raison de leur défectuosité et fournira, en même temps, une excuse aux géomètres de l'époque. On ne voulait, au début, que délimiter les subdivisions administratives de la Colonie et reconnaître la propriété immobilière domaniale (2).

L'opération était donc purement administrative. Personne, sans doute, ne songeait à faire de ces plans un assemblage quelconque, tout au plus devait-on penser à leur utilisation pour rectifier et

(1) Voici à ce sujet quelques lignes du colonel Peytier, extraites du *Mémorial du dépôt général de la guerre*, tome IX, page 386, et publié par ordre du ministre en 1853.

« Les observations critiques que l'on pourrait faire sur la méridienne de Dunkerque nous paraissent devoir se réduire aux suivantes : 1^o les triangles n'en sont pas tous bien conditionnés ; 2^o la forme de certains édifices servant de signaux n'était peut-être pas assez régulière ; 3^o quelques angles n'ont pas été obtenus par un assez grand nombre de séries, et il y a même deux angles conclus. Si Delambre et Méchain n'avaient pas été restreints dans leurs moyens d'exécution, ils auraient pu remplacer par des signaux les édifices d'un mauvais pointé, et améliorer également la forme des triangles mal conditionnés, au moyen de quelques signaux substitués à des clochers. Quant au petit nombre de séries, pour quelques angles, si ces astronomes n'avaient pas été inquiétés dans quelques localités, où l'on voulait s'opposer à l'accomplissement de leur mission, ils auraient pu, en prolongeant la durée des observations, en obtenir un nombre suffisant. Delambre dit cependant n'avoir jamais quitté une station sans avoir obtenu des observations qui lui parussent satisfaisantes.

« C'est surtout entre Fontainebleau et Bourges que la méridienne renferme des triangles qui ne remplissent pas les conditions voulues pour un bon enchaînement. On pouvait craindre que l'emploi de cette partie défectueuse de la chaîne n'eût occasionné quelque erreur sur tout le reste ; c'est pour éclaircir ce doute que le Dépôt de la Guerre a fait mesurer une chaîne contiguë, formée de triangles bien conditionnés, et qui, partant du côté Bois-Commun Chappelle-la-Reine, et longeant la méridienne à l'Est, la rejoint sur le côté Bourges Dun-le-Roi. Le calcul de cette petite chaîne de 12 triangles (mesurant 25,610 mètres) a donné pour le dernier côté un résultat de 3^m,98 plus fort que celui de Delambre. En faisant entrer dans le calcul des triangles de la méridienne, ceux de cette petite chaîne, dite méridienne de Fontainebleau, on trouve un accord plus satisfaisant entre les cinq bases mesurées pour la géodésie de la nouvelle carte de France, mais alors celles de Melun et de Perpignan n'offrent plus la même concordance ».

(2) L'arrêté du 29 décembre 1871 dit dans son article premier :

« Il sera procédé à la délimitation générale des cantons, villes et villages, ainsi qu'à la reconnaissance des propriétés immobilières du domaine dans toute l'étendue de la colonie ».

compléter la carte Bigrel. Ce qui est certain, c'est que les termes mêmes de l'arrêté du 29 décembre 1871 prouvent que les rédacteurs et inspireurs ne demandaient que de la besogne à toute vitesse, sinon il faudrait admettre qu'ils ne connaissaient ni les conditions essentielles d'un lever topographique sérieux, ni les exigences particulières du travail en ce pays. Et la preuve se lit à l'article 6 du chapitre I : « le géomètre continuera le *lever rapide* du domaine public, tels que chemins et sentiers d'intérêt général, fleuves, rivières, arroyos, terrains forestiers, etc. ». On voulait des croquis non des plans (1).

Les conditions du travail contribuent également à démontrer ce fait, l'article 7 dit formellement : « elles (les bornes) pourront être faites avec les matériaux que la commission trouvera sous la main, tels que poteaux, pierres, arbres marqués, etc. ». La résistance, la durée des matériaux n'entrait donc pas en ligne de compte, sinon l'on n'eût parlé que de pierres et de maçonneries. D'ailleurs, de tous les poteaux et piquets plantés autrefois par les sous-commissions de délimitation, il n'en reste plus un seul, à peine découvrent-on encore, par-ci, par-là, quelques traces d'une butte. Les arbres, en majeure partie, ont disparu également. Quant aux pierres, les sous-commissions de délimitation n'en ont jamais employées que nous sachions. L'on nous objectera que l'arrêté du 29 décembre 1871 a été complété par les instructions du 9 décembre 1875. Au point de vue administratif, oui ; au point de vue technique, non.

C'est là que tout s'embrouille, les croquis se transforment en plans, la pensée de les assembler pour en faire une carte s'accuse brusquement (2). On tend vers une fin nouvelle, sans avoir prévu les moyens d'y arriver. C'est là que commencent l'ignorance et la présomption. On ne devrait jamais se mêler d'ordonner ou de diriger un travail auquel on n'entend rien.

(1) Nous avons lu, autrefois, dans un document qu'il ne nous est plus possible de préciser, mais que nous croyons être les *Instructions du 21 avril 1872* et que, également, jusqu'à ce jour, nous n'avons pas pu retrouver ; nous y avons lu que le géomètre mesurera les distances par tous les moyens rapides, *même au pas*.

(2) L'article premier des instructions du 9 décembre 1875 dit :

« Les instructions générales du 21 avril 1872 ne sont qu'une esquisse rapide, tracée à grands traits, pour le fonctionnement régulier des commissions. Après l'expérience de deux ans de travaux et la période inévitable des tâtonnements et des hésitations, il a paru nécessaire de les modifier et de les compléter, tout en ne perdant pas de vue que le but de l'Administration est d'avoir, dans le plus bref délai possible, le levé topographique de toute la colonie à l'échelle de un vingt millième ».

Passons maintenant au lever parcellaire. Le plan cadastral doit fournir les contours, ou limites, des parcelles avec toutes les énonciations numérales qu'elles comportent, il assigne aux propriétés leur place dans la commune et donne leur superficie. Quelquefois aussi l'on voit figurer au plan les bâtiments en dur qui sont édifiés sur les parcelles. On obtient ainsi des repères devant suppléer les bornes absentes. Système défectueux au possible, car le repérage sur des constructions pouvant se modifier, être masquées et même disparaître complètement, reste des plus précaires.

Il n'est certes pas sans intérêt de faire remarquer ici que s'il existe des bornes *ad hoc*, des repères spéciaux, les bâtiments n'ont aucune raison de figurer sur les plans, car ils n'ajoutent rien à l'individualité de la parcelle. Dans le sens juridique, ils sont étrangers à la preuve de la propriété, dans le sens fiscal, ils ne disent rien du tout, vu que leur projection sur le plan — seule manière de les représenter — ne donne aucune indication sur leur nature. S'il y a lieu d'en faire mention, ce n'est pas sur le plan, mais bien au Livre foncier, et plus particulièrement (avec tous les détails voulus) sur les actes de disposition conservés aux Bureaux fonciers. Là peuvent être indiqués le genre de construction, le nombre d'étages, la destination, la valeur de l'immeuble, son rapport, etc., toutes choses que le fisc veut connaître. Quant à la projection d'un bâtiment telle qu'elle peut figurer sur un plan parcellaire, il faut le répéter, elle ne dit rien sur son volume, son emploi, son rapport, elle est donc parfaitement inutile.

Le but des levers étant ainsi établi, nous pouvons revenir à la triangulation. Aux conditions déjà énumérées, vient s'en joindre ici encore une autre très importante. C'est qu'il n'est d'ordinaire pas possible de poursuivre indéfiniment la triangulation géodésique en passant, d'ordre en ordre, à des rayons, ou côtés de triangles, de moins en moins longs. En maint endroit, les cultures et les habitations finissent, à un moment donné, par masquer la vue ; il faut alors recourir à la polygonation. Cet autre procédé exige de nouveaux mesurages, des observations nouvelles absolument indépendantes de celles du réseau géodésique et pour lesquels les sommets de la grande triangulation sont surtout des points de rattachement. La relation entre la triangulation géodésique et le lever cadastral devient, de la sorte, une relation de contrôle, une preuve de l'excellence du travail.

On comprend donc que cette grande triangulation, malgré sa haute utilité, est loin d'être indispensable à la constitution de la propriété. Quelques exemples vont mieux le démontrer.

Entre Travinh et Soctrang, il y a un fleuve qui mesure plusieurs kilomètres de large. Qu'importe à la propriété de Travinh de savoir qu'un signal de Soctrang se trouve à tant de mètres, de centimètres et de millimètres d'un signal de Travinh. Le cours d'eau qui les sépare empêchera durant des siècles, éternellement si l'on veut, toute contestation de terrain entre les deux provinces.

A Saigon même, que fait au propriétaire d'An-Loi-Xa (rive gauche) de savoir la distance de tel angle de maison de la rue Catinat à son habitation. La rivière qui coule entre les deux s'oppose net même à l'éventualité d'une dispute de limite.

L'absence de repères géodésiques en Cochinchine ne constitue pas, n'a jamais constitué, un empêchement à l'établissement du cadastre.

La configuration toute particulière du pays réclame un autre genre de mesurage. Les nombreux et souvent fort larges cours d'eau, avec leurs méandres, leur manière de se diviser, forment du delta cochinchinois une vaste agglomération d'îles ayant des limites naturelles, sortes de barrières infranchissables aux contestations, aux empiètements, aux usurpations. Ce sont ces divers îlots qu'il faut couvrir, chacun, d'une triangulation spéciale. Il n'y a pas à sortir de là, car les propriétés foncières, dans l'unique région territoriale où elles peuvent utilement élever des contestations, auront une place assignée, dont la position sera absolue et ne pourra plus être mise en discussion.

Il n'en est, du reste, pas autrement ailleurs. Quel que soit le territoire cultivé et habité qui se présentera, il pourra toujours être limité par des cours d'eau, des canaux, des ravins, des routes, des voies ferrées qui lui fourniront le cadre au delà duquel les contestations ne sont plus possibles. Et voilà pourquoi — nous ne saurions assez le redire — le mesurage, la délimitation de la propriété foncière n'ont que faire de la triangulation générale. Le cadastre peut servir à la confection de la carte d'un pays, mais les travaux de cette carte ne lui sont d'aucune utilité. Ce sont, si nous pouvons nous exprimer ainsi, des solliciteurs qui, dans leur intérêt unique, demandent que le cadastre se mette à leur unisson ; mais, encore une fois, celui-ci n'a nul besoin d'eux, ils ne lui donnent pas un atome de précision en plus. Dès que le parcellaire est enserré dans sa petite

triangulation particulière, il a ses moyens de preuve que rien ne saurait plus mettre en doute, il a son existence assurée.

Ces triangulations partielles, nous l'avons dit, peuvent être rattachées entre elles, et, faites avec soin, permettront de construire, au moyen des plans cadastraux, une très bonne carte routière, commerciale et administrative, que l'autorité militaire pourra compléter à son gré pour en faire une carte de guerre.

Il va de soi qu'aujourd'hui le travail sera d'autant plus facile que les points de la triangulation générale existant déjà assureront le rattachement des petites triangulations et leur fourniront un élément de contrôle.

Nous ne quitterons pas cette question sans revenir encore un fois sur les anciens travaux. Lorsqu'on en vint à l'idée de faire des plans destinés à l'établissement d'une carte, la pensée vint aussi à quelques-uns de faire des triangulations partielles et, en effet, il y en eut d'entreprises, mais pas partout (1). Certains géomètres firent du lever topographique sans plus, d'autres assignèrent un cadre à leurs opérations à la planchette en relevant par des recoupements quelques points suffisamment éloignés les uns des autres, c'est ce qu'ils appelaient une « triangulation graphique »; ceux-là, au moins, se sont payé l'illusion du mot. Enfin, quelques géomètres, et des meilleurs, triangulèrent le terrain à lever, ce qui donna une certaine consistance à leur travail, mais ne réduisit point les difficultés d'assemblage. Pourquoi? Parce que ces triangulations, faites par des personnes, des méthodes et des instruments très divers, n'avaient aucune homogénéité entre elles, ce qui les rendait impropres à un rattachement. Deux vices redhibitoires entâchaient la plupart :

1^o Le manque d'accord entre les bases. Chaque triangulateur ayant mesuré sa base : *a*) avec un ruban d'acier qui différait forcément un peu de celui de ses collègues; *b*) avec des chaîneurs particuliers qui apportaient au mesurage leur erreur personnelle; *c*) sans tenir aucun compte de la température qui, par la dilatation, allonge ou raccourcit très sensiblement les rubans ou fils d'acier durant le mesurage.

(1) Les instructions du 9 décembre 1875 ont bien prévu les triangulations et même une triangulation générale; la seule chose qu'elles aient omise, c'était de dire comment il fallait que ces triangulations se fissent et avec quels fonds on devait les payer.

2° Dans le cas d'une chaîne de triangles, le manque presque général du mesurage d'une base d'arrivée qui eût dû être accordée avec celle de départ. Dans le cas d'un réseau, le manque de sévérité dans les calculs de fermeture.

Ces divers manquements, sans compter beaucoup d'autres, amenèrent le résultat que deux triangulations venant à se toucher par leurs côtés terminaux accusaient toujours et fatalement des différences de plusieurs mètres. Et il n'est point question ici de ces « lours » de dizaines, même de centaines de mètres qui se sont rencontrés.

Après l'exposé de nos critiques, il est juste que nous disions aussi comment les triangulations eussent dû être faites.

Il fallait, d'abord, écarter l'idée d'un travail au grand galop, d'un sabrage quelconque, et se livrer sur le terrain même à un très minutieux examen, afin d'obtenir des angles se rapprochant le plus possible de soixante degrés. Puis établir sur les sommets des bornes en granit solidement emprisonnées dans un bloc de béton. Chose qui n'a jamais été faite sous prétexte que ça coûte trop cher. Nous verrons plus loin combien ce prétexte est spécieux.

Ensuite, il fallait se servir de règles pour mesurer les bases. Il fallait avoir un étalon qui permit de déterminer exactement leur longueur au moment du mesurage en tenant compte de la température. Il fallait confier ce travail à un personnel unique, toujours le même, afin d'obtenir beaucoup de régularité et une rapidité relative dans le mesurage. Il fallait non point prendre invariablement la moyenne arithmétique des mesures comme on a fait, mais se servir à l'occasion de la méthode des moindres carrés. Cette dernière remarque s'applique aussi aux observations.

Une autre question très importante pour ce genre de travaux, c'est l'orientation. Là aussi, il eût été nécessaire de faire déterminer la méridienne par une même personne (celle chargée du mesurage des bases) afin d'obtenir le plus d'uniformité possible et de compenser, par la division du travail, le manque de connaissances scientifiques. Au lieu d'agir de la sorte, l'on prenait autrefois des méridiennes aussi variées que fantaisistes (nord magnétique du lieu et du moment, nord vrai avec des erreurs allant jusqu'à deux degrés et plus), ce qui assurément n'est pas un mal irrémédiable, mais n'est pas fait non plus pour faciliter un rattachement quelconque, déjà aggravé par la

diversité des origines des coordonnées (1). Après, il fallait invariablement stationner sur tous les sommets d'angles et ne se servir pour les observations que d'un théodolite donnant les 10 secondes aux verniers. Ces conditions n'ont pas toujours été observées.

Enfin, il importait surtout de mesurer des bases terminales et d'amener par le calcul l'accord entre ces bases et celles de départ. Ce dernier point, le plus indispensable de tous, a généralement été négligé, parce que la plupart des géomètres ne savaient pas faire les calculs de compensation requis. Ils mesuraient parfois une base d'arrivée, non point pour l'accorder avec la base de départ, mais simplement comme contrôle du travail. Nous citerons ici les paroles textuelles de l'un d'eux qui, pour démontrer l'excellence de sa triangulation, nous dit : « J'ai trouvé deux mètres de différence entre le calcul et la mesure de ma base d'arrivée, et vous comprenez bien, je n'y ai pas touché ».

Jusqu'ici nous ne sommes pas sorti de la théorie, il nous faut en venir à présent aux moyens d'exécution, à la partie pratique.

Les différentes questions à voir touchent également aux triangulations partielles et au mesurage des propriétés, nous les examinerons dans l'ordre qui suit : *établissement des bornes, choix et mesure des bases, détermination de la méridienne, observations et calculs trigonométriques, coordonnées, délimitation et mesurage des parcelles, confection des plans, établissement du livre foncier.*

Etablissement des bornes. — Avant de chercher où et comment on établira les bornes, il faut savoir de quelle manière on se les procurera. Car il ne suffit pas d'indiquer les emplacements, de calculer le nombre des repères, si après l'on ne sait à qui les demander. Cette question, pour n'être, somme toute, pas très difficile à résoudre — nous l'avons maintes fois résolue — mérite pourtant qu'on s'y arrête, car l'Administration en a fait une sorte de problème insoluble, décourageant les meilleures volontés.

En définitive, que coûte une borne avec les divers matériaux nécessaires, le transport et la mise en place ?

(1) Cette dernière difficulté disparaîtra maintenant dans les régions où se trouvent des sommets de la triangulation générale. Il s'agira simplement de choisir comme origine un de ces sommets dont la position soit à peu près vers le centre de la région à trianguler.

Les bornes en granit employées depuis quelques années reviennent, en gros, vers soixante *cents* la pièce. Mais ces massives et lourdes bornes, qui sont d'un transport difficile dans la rizière et qui, en somme, coûtent assez cher, sont parfaitement inutiles. Elles sont trop lourdes pour un maniement aisé et ne le sont pas assez pour empêcher la malveillance de les déplacer. Aussi, afin d'en augmenter le poids et de leur donner la stabilité qu'elles n'ont pas, les avons-nous toujours emprisonnées dans un bloc de béton en forme de pyramide tronquée à base carrée, d'environ 4 mètre de haut sur 0^m 70 de côté à la base inférieure et 0^m 50 à la base supérieure. La borne de dimensions réduites, telle que nous la recommandons, reviendrait à environ 20 *cents* et le béton y compris les frais de transport à 80 *cents*. Encore faut-il tenir compte que le sable se trouve un peu partout, il ne coûte généralement que la peine de le ramasser ; quant aux briques cassées, on en rencontre parfois dans les provinces qui ne demandent qu'à être enlevées.

Tous frais comptés, la borne revient donc à une piastre. Ce n'est pas un bien gros capital. Pour ce qui est du placement, la besogne incombe naturellement au géomètre et à son personnel aidé par les intéressés. Il n'y a donc, à ce dernier sujet, pas de dépense spéciale. Reste à savoir qui paiera la piastre. Ce doit, comme de raison, être celui qui a intérêt au bornage. Nous avons expliqué dans la *Première partie*, page 50, comment il faut faire la répartition des frais.

Ceci étant, passons au choix des emplacements.

Les villages, personnes morales publiques, possédant des terres et des revenus propres, sont ici à considérer sous deux rapports. D'abord, comme associations d'individus qui devraient jouir d'un ensemble de droits, mais qui n'ont, malheureusement, que des devoirs à remplir, étant reconnus solidaires les uns des autres. Ensuite, comme propriétaires fonciers. A ces deux titres, ils sont intéressés aux bornages (délimitation des villages, délimitation des communaux), et vu qu'ils peuvent, en tant que collectivité, mieux supporter une charge que des individus isolés, c'est à eux qu'il faut s'en prendre avant tous autres.

Les limites communales sont ou naturelles (cours d'eau, lacs, mers, etc.), ou artificielles (routes, canaux, etc.), ou fictives (lignes idéales déterminées par des points sous forme de buttes, d'arbres, de poteaux, etc.). Ce sont ces dernières qui nous intéressent. Nous avons fait remarquer précédemment que la plupart des points de

délimitation ont disparu ou n'existent plus qu'à l'état de vestige; ici nous ferons remarquer encore que cette disparition a donné naissance à toutes sortes d'usurpations. Elles étaient rares les fois où nous avions à lever un terrain touchant une limite communale fictive sans qu'il y ait eu désaccord, contestation et, presque toujours, usurpation du fait d'un des villages voisins. Cet état chronique et irritant des limites idéales, qui oblige à refaire incessamment le même travail, réclamerait à lui seul déjà l'établissement de bornes et de buttes. Mais de buttes peu élevées, par contre d'un grand diamètre (une longue expérience nous ayant démontré que ce sont les seules qui résistent : durant la saison pluvieuse, à l'action érosive des eaux ; durant la sécheresse, à l'action dislocante du crevassement) ; au milieu desquelles vient se placer la borne en granit avec sa masse de béton s'enfonçant à plusieurs décimètres dans le sol naturel.

Or, comme des repères immuables sont nécessaires aux triangulations partielles, il convient tout d'abord de les chercher dans la série des points afférents aux limites communales. Il importe donc, en premier lieu, de refaire le bornage des communes et ce sans s'inquiéter autrement de triangulation ou de lever. Il ne faut s'occuper que de l'application des plans et procès-verbaux de délimitation. Les frais des matériaux seront, évidemment, supportés à parts égales par les villages limitrophes, sans distinction de province ou de canton.

Après le bornage des communes, vient celui des biens *công điền* et autres appartenant aux villages. Il est inutile d'insister sur cette opération qui s'impose avant toute délimitation de propriété privée et qui seule peut mettre un terme aux tripotages des notables. Dans certains villages, où le clan des exploiters a particulièrement abusé de sa situation, nous proposerons même de faire supporter les frais des matériaux aux seuls notables, présents et passés, qui vivent dans la localité. Les jouissances de toutes sortes « même licites » qu'ils ont retirées des terres communales, valent assurément cela.

Bien entendu, il ne s'agit, en tout ceci, que de borner et de croquiser les communaux ; le lever régulier se fera ultérieurement, comme nous verrons plus loin.

Le nombre des bornes ainsi placées suffira, le plus souvent, à tous les besoins d'une petite triangulation. S'il en fallait d'autres encore, il serait pratique de choisir ces sommets complémentaires parmi les points formant limite commune de plusieurs propriétés.

Ci-après, nous donnons la manière de s'y reconnaître et de déterminer les points

Dès que le bornage des villages et des communaux aura été achevé, il faudra, au moyen des plans topographiques existants, dessiner une feuille réduite de l'ilot à trianguler et y marquer toutes les bornes qui viennent d'être placées (par approximation celles des communaux dont les limites ne figurent pas au plan). On se rendra ensuite sur le terrain, pour fixer, carte en mains, et avec le plus grand soin possible — pas de travail à toute vapeur — le choix des sommets. Si cette étude révèle la nécessité de bornes complémentaires, on les établira immédiatement et l'on fera dégager en même temps les lignes de visées. Les frais de ces nouvelles bornes, ainsi que ceux occasionnés par le débroussaillage sur le parcours des trajectoires visuelles, seront à imputer à tous les propriétaires fonciers de l'ilot. Nous estimons, en outre, qu'il y aurait lieu de grouper ceux-ci en plusieurs catégories, suivant les superficies de terrain qu'ils occupent, et de leur faire payer une quote-part simple, double, triple ou quadruple, d'après la catégorie.

Nous insistons sur la nécessité de toujours faire payer les frais aux intéressés, surtout ceux de main-d'œuvre ou d'aide, car un lever géométrique, en Cochinchine, exige d'ordinaire beaucoup de coolies. Or, le système des corvées non payées s'accuse souverainement injuste et vexatoire en cette occurrence, vu que les villages commandent toujours pour ce travail de pauvres hères qui n'ont ni sou ni maille et qui, par conséquent, n'ont aucun intérêt dans l'affaire. Non seulement on emploie ces gens sans les payer, mais on les fait encore travailler à l'unique profit de propriétaires qui, eux, se reposent des fatigues . . . du jeu et de l'opium.

Une autre observation reste à faire ici, elle concerne les bornes d'axes urbaines. Une fois de plus, il nous faut dénoncer l'incurie de ceux ayant ordonné les travaux. Qui de nous n'a remarqué, dans certaines rues, des bornes déchaussées, écornées, usées, dépassant de plusieurs centimètres le niveau de la voie publique et contre lesquelles viennent buter passants, chevaux et voitures. Ce fait, qui ne constitue en apparence qu'un désagrément pour la circulation, a malheureusement des conséquences bien plus graves. D'abord, ces chocs sans cesse répétés finissent toujours par déplacer, ne serait-ce aussi que légèrement la borne. Puis, au plus prochain empiérement, si l'on dépasse le niveau de la borne, il faudra, ou

recouvrir celle-ci de macadam, ou la déterrer et la remettre à fleur du sol. Deux alternatives également funestes. Si la borne est enterrée, le jour où l'on en aura besoin, il faudra perdre du temps à la chercher, défoncer l'empierrement, puis le rétablir. Si la borne est replacée à niveau, elle risque de n'être plus exactement remise sur la verticale qu'elle occupait. Dans les deux cas il y a travail refait et dépenses inutiles.

Il serait pourtant si simple de faire maçonner ces bornes en contre-bas du sol, de les soustraire aux fluctuations de niveau et de mettre au-dessus un tube en fonte avec couvercle, comme cela se fait couramment pour les robinets des conduites d'eau et de gaz ; enfin, de les placer sur le bord de la chaussée, sur les accotements ou trottoirs. Ces choses ne sont pas nouvelles, elles se pratiquent depuis fort longtemps dans la plupart des villes d'Allemagne.

Oh ! nous savons bien la réplique : ce ne seraient plus des bornes d'axes (quel malheur !) et le prix donc.

Vraiment ! Eh bien, que le lecteur nous permette d'éclairer sa religion. Les observations et les mesurages sur le milieu des routes entravent la circulation et sont fort gênants pour l'opérateur lui-même, tandis que, faits sur le bord du chemin, ils ne gênent personne, du moins n'empêchent-ils pas de circuler ; quand aux résultats géométriques, que les bornes soient sur les axes mêmes ou sur une ligne parallèle en dehors de ces axes, il n'y a aucune différence.

Eu égard au prix, nous dirons qu'une borne placée dans les conditions que nous venons d'énumérer reviendrait à environ cinq piastres. Si donc un géomètre — dont la journée, avec ses aides s'élève à plus de quinze piastres — recherche, déterre et replace une borne dans sa journée, celle-ci reviendra, déduction faite de son prix originel, à plus du triple de ce qu'elle aurait coûté si elle avait été établie comme nous venons de l'indiquer, et cela sans qu'elle puisse jamais offrir cette garantie d'immutabilité dont le Cadastre et les Travaux publics ont si éminemment besoin (1).

D'ailleurs, ici encore, le budget ne doit pas intervenir. Ces bornes sont établies pour garantir la propriété et assurer l'alignement des rues, elles n'intéressent donc que les propriétaires de la localité.

(1) Les bornes urbaines en contre-bas du sol et dûment maçonnées, peuvent servir au nivellement de même que celles maçonnées dans les buttes en pleine terre agricole.

A eux de payer ce qui leur sert. Qu'importe le bornage d'une ville à l'homme qui n'a rien autre au soleil que les vêtements qu'il porte? Pourquoi devrait-il contribuer aux frais d'une œuvre qui ne lui est d'aucun profit? Rappelons-nous bien que la péréquation de l'impôt, qui vise à répartir plus équitablement les charges publiques, commande de les faire supporter dans la mesure du possible, à ceux-là mêmes qui en bénéficient. Or, le bornage est une de ces charges qui ne saurait intéresser que quelques-uns et qui ne donne aux autres pas un brin de sécurité ou de bien-être en plus. A ceux-là donc qui ont intérêt au bornage à en régler les frais.

Mais alors même que toutes ces bornes devraient rester à la charge de la Colonie, nous ne pourrions que dire à nos gouvernants : « Ne faites pas comme l'autruche qui, dit-on, croit se cacher en fourrant la tête dans le sable ; songez un peu que ce n'est point parce qu'à tel chapitre vous n'aurez pas porté les frais nécessaires à l'achat des matériaux du bornage que celui-ci sera meilleur marché. En refusant un crédit de n piastres pour les matériaux et en laissant recommencer un nombre indéfini de fois pour $3n$ piastres de travail déjà fait, croyez-vous ménager le budget? »

Choix et mesure des bases. — Deux formes de triangulation peuvent être employées : le *réseau* et la *chaîne*.

Avec le réseau une seule base est nécessaire, car il n'est qu'une agglomération de chaînes fermées dont les triangles successifs ont un sommet commun. Le désaccord de la base de départ avec celle d'arrivée, dans chaque réseau particulier, prend ici le nom d'erreur de fermeture et son élimination s'obtient par le calcul sans mesurage nouveau. Mais plus on augmente le nombre des réseaux particuliers, plus les conditions de fermeture deviennent complexes et plus aussi s'éloigne-t-on de la vérité absolue. Aussi la méthode des réseaux n'est-elle recommandable que lorsque l'on n'a affaire qu'à un petit nombre de réseaux partiels, ou encore lorsque le manque de règles oblige à mesurer la base avec un ruban d'acier. Auquel cas, les chances d'erreur et de désaccord amenées par le mesurage d'une deuxième base sont plus fortes que celles provenant du calcul de fermeture. Cette méthode n'est donc à employer que lorsqu'on ne peut absolument pas faire autrement. A remarquer, en outre, que les géodésiens de la métropole l'ont écartée, car ce qu'on appelle le réseau géodésique de France se compose de neuf grandes chaînes de

triangles traversant le pays (trois du nord au sud, six de l'est à l'ouest) et reliées entre elles par des chaînes secondaires.

Il faut donc, de préférence, employer la chaîne et celle-ci, comme on a vu, exige le mesurage de deux bases, l'une au commencement de la triangulation, l'autre à la fin. Ces bases n'ont pas nécessairement besoin d'être un des côtés du premier et du dernier triangle, pourvu qu'elles soient disposées de manière à permettre, le plus directement possible, le calcul de ces triangles.

Il n'est pas nécessaire ici d'entrer dans la discussion entre savants français et allemands au sujet de l'agrandissement des bases. Avec des triangles de deux à cinq kilomètres de côté, avec un personnel très habitué à se servir des règles et avec la remarque que, durant la saison sèche, le terrain devient praticable sur de grandes étendues, il est plus exact de mesurer un des côtés de la triangulation ou bien une longueur telle qu'elle n'ait pas besoin d'être agrandie par une nouvelle série de triangles.

En tout cas, les extrémités des bases sont à déterminer par des bornes exactement de la même manière que les sommets de la triangulation.

Comme nous avons vu précédemment, ces bases devront être mesurées au moyen de règles. C'est un travail un peu délicat, qui exige de la patience et de l'habitude. Aussi faut-il, autant que possible, laisser exécuter cette besogne par les deux mêmes géomètres, secondés par les mêmes aides indigènes. Le deuxième géomètre fait ici l'office de piqueur (aussi de successeur éventuel) appelé à prendre note des mesures conjointement avec le premier géomètre. Ce moyen de contrôle, qui exige du sérieux et de la conscience, ne peut être confié à un indigène.

D'après cette méthode, on obtiendra de l'uniformité, de la rapidité et de la précision.

Détermination de la méridienne. — Si le mesurage des bases est une opération très importante, il en est une autre qui ne le lui cède en rien : le calcul de la méridienne.

Est-ce à dire que cette méridienne est indispensable à une petite triangulation ? Non point, car elle n'ajoute rien à la précision de celle-ci et la direction nord vrai qu'elle donne n'est pas une condition *sine qua non* du travail. L'orientation est une pure affaire de convention. Mais, précisément, parce qu'il est arbitraire, il faut,

dans le cas qui nous occupe, le rendre conventionnel et uniforme. Cela nous permettra de donner à nos triangulations partielles un orientation indentique, qui facilite les rattachements et tous les travaux d'ensemble subséquents. La détermination de la méridienne devient donc, nous l'avons affirmé plus haut, une affaire de toute importance.

Dans son exécution pratique, le cas est non moins délicat, car avec ces petites triangulations où l'on ne tient pas compte de la sphéricité de la terre, où le calcul infinitésimal n'intervient guère, on peut considérer la détermination de la méridienne comme l'opération qui exige le plus de connaissances mathématiques et les instruments les plus coûteux : théodolite agencé pour les observations astronomiques, chronomètres, etc. Ces instruments, dans le cas qui nous occupe, ne servent que peu, il n'est pas utile d'en avoir plus d'une série. Le mieux sera donc de confier la besogne aux deux géomètres chargés de mesurer les bases, qui doivent être choisis parmi les plus capables. Mais, vu que leurs connaissances pratiques, en matière d'observations astronomiques, sont faibles sinon nulles, on les placera durant quelques semaines sous le direction d'un officier de marine. C'est la seule manière de leur épargner un apprentissage désastreux... pour les triangulations.

Notre manière d'employer le personnel du cadastre à d'assez compliqués travaux mathématiques peut sembler en contradiction avec notre opinion sur la valeur scientifique de ce personnel. En réalité, la contradiction n'est pas. Il ne s'agit point d'employer tout le monde à cette besogne, il ne s'agit point non plus d'un travail au dessus du pouvoir de certains géomètres, mais d'une œuvre que ceux-ci pourront exécuter si on leur donne le loisir et les moyens de s'assimiler tant la théorie que la pratique indispensables.

Nous reprendrons tout au long cette question en parlant du *Personnel*. Qu'il suffise d'avouer ici que nous, géomètres de Cochinchine, tous tant que nous sommes, n'avons fait que des études trop restreintes pour pouvoir entreprendre utilement un travail géodésique ; mais le cadastrage exact et les triangulations qui s'y rapportent ne sont pas au-dessus de notre savoir. Nous sommes des « arpenteurs », il ne faut pas l'oublier. Si nous savons marcher du même pas que la science moderne et appliquer à nos levés toutes les ressources qu'elle nous offre, nous ferons de très bonne besogne. Mais toutes les fois que nous voudrons nous soustraire à une direction

capable, ou que nous ne la réclamerons pas si elle manque, toutes les fois que nous accepterons un travail au-dessus de nos connaissances, nous ne ferons que gaspiller les deniers publics et nous attirer le mépris de nos concitoyens.

Observations et calculs trigonométriques. — Nous n'avons pas de remarque ou de recommandation bien spéciale à faire à ce sujet. Les méthodes à employer, l'exactitude à chercher, dépendent surtout de la construction et de la précision des instruments. Ce sujet, qui est mieux à sa place dans des *Instructions aux géomètres*, n'ajoute d'ailleurs rien à la thèse que nous soutenons. La seule chose qu'il faille établir d'une façon certaine, c'est que les théodolites doivent donner directement les dix secondes aux verniers et que ces instruments — ainsi que tous les autres d'ailleurs — devront être uniformément du même modèle. Cette exigence est capitale, elle seule peut assurer l'uniformité de la méthode, l'identité dans la précision et la facilité du contrôle ; sans compter la réduction du prix des instruments.

Pour ce qui est des calculs, il faut strictement s'en tenir au principe de la division du travail et ne jamais laisser faire les calculs à ceux qui ont fait les observations. Le travail avance ainsi plus vite et a plus de moyens de contrôle.

Coordonnées. — Tout le long de cette étude, le mot *coordonnées* est revenu bien des fois sous notre plume et le lecteur familiarisé avec les mathématiques d'un ordre plus élevé n'a pas eu de difficulté à se faire une idée claire des choses. Pourtant, s'il n'est pas professionnel et tout en croyant avoir bien compris, il resterait peut-être fort embarrassé s'il lui fallait appliquer le principe des coordonnées à un lever parcellaire. Aussi le prions-nous — même si notre appréciation était fausse — de nous laisser faire le développement d'un sujet que la masse des lecteurs suivra sans doute avec intérêt.

Les coordonnées rectangulaires, dont il est uniquement question ici, sont basées sur le principe suivant : si, par un point, pris dans un plan, on fait passer deux droites qui se coupent à angle droit, l'emplacement de tout point situé dans ce plan est déterminé dès qu'on connaît la distance — la plus courte, c'est-à-dire la perpendiculaire — de ce point aux deux droites, et la région où il se trouve par rapport à celles-ci (au-dessus ou au-dessous, à droite ou à

gauche). Nous n'entrerons ici dans aucun détail d'analyse géométrique et nous passerons sans plus à l'application pratique du principe.

Plaçons, à cet effet, une borne sur le terrain et maçonnons-la de telle sorte qu'elle ne puisse être ni dérangée ni déplacée accidentellement. Nous l'appellerons *origine des coordonnées* et nous la désignerons soit par la lettre *O*, soit par le numéro ou la valeur zéro (0). Par le centre de cette borne, nous allons faire passer une première droite allant du nord au sud, suivant ainsi la direction de la *méridienne* ; c'est d'ailleurs ce nom que les géomètres lui donnent. On la déterminera au moyen de deux nouvelles bornes, placées avec les soins que nous venons d'indiquer, l'une au nord et l'autre au sud du point *O* ; les trois bornes doivent, cela se comprend, être parfaitement alignées. Ceci terminé, on construira, de la même façon, une autre ligne passant par le centre *O* et coupant la première à angle droit ; elle sera donc *perpendiculaire à la méridienne* et prend aussi cette désignation, mais les géomètres, pour abréger, l'appellent d'habitude simplement la *perpendiculaire*. Les deux lignes, en se coupant, forment sur le terrain quatre angles droits, ou régions, dont le sommet commun est en *O* et que l'on peut désigner par leur orientation (angle N-E, S-E, S-O, et N-O).

Rien de plus facile maintenant que de déterminer un point quelconque du plan. Tout d'abord, il ne peut se trouver que dans une des quatre régions, dès qu'on connaît celle-ci et que les distances qui séparent le point de la *méridienne* et de la *perpendiculaire* ont été mesurées, le point est déterminé en position et l'on pourra toujours, avec les données numériques obtenues, le rétablir très exactement s'il vient à disparaître.

Les distances du point à la méridienne et à la perpendiculaire sont ce que les mathématiciens appellent ses *coordonnées*. La méridienne elle-même et, en général, la ligne initiale qui, sur le papier, passe par le point *O* allant du haut en bas de la feuille, se nomme en analyse géométrique *ligne des ordonnées*, tandis que la perpendiculaire a nom *ligne des abscisses*. D'où la distance qui sépare un point du plan de la méridienne s'appelle *abscisse*, et la distance qui le sépare de la perpendiculaire se nomme *ordonnée*. Ceci dit pour mémoire, car, dans le langage courant, arpenteurs et topographes emploient les expressions *distance à la méridienne* pour désigner l'abscisse et *distance à la perpendiculaire* pour l'ordonnée.

Tout ce que nous venons de dire, afin de mieux faire saisir les choses au lecteur, ne se fait pourtant pas sur le terrain. Ni l'origine des coordonnées, ni la détermination effective, au moyen de bornes, de la méridienne et de la perpendiculaire ne sont nécessaires. Pourvu que l'on possède deux repères, bien maçonnés, immuables, sur le terrain et que l'on en connaisse exactement les coordonnées par rapport à l'origine qu'on s'est donnée, on pourra, à volonté, au moyen d'un triangle, déterminer — par rapport à la même origine — n'importe quel point du terrain. Il n'y aura même plus de lignes à mesurer dans ces conditions, tout se résoudra par le calcul trigonométrique.

Mais, plus on s'éloignera des deux points en question, ou plus on se rapprochera de la droite qu'ils déterminent, et moins on pourra établir un triangle dans de bonnes conditions. La nécessité se fera donc bientôt sentir d'avoir recours à d'autres points immuables plus éloignés ou mieux situés. Ces points sont fournis aux opérateurs par les sommets des diverses triangulations, tous rapportés à *perpendiculaire et méridienne*.

Inversement, que faudra-t-il faire pour rétablir un point perdu dont les coordonnées sont connues ?

On choisira deux sommets de la triangulation de telle sorte qu'ils fassent avec le point perdu un triangle convenable, attribuant autant que possible au sommet à chercher un angle de 90° . Ce premier travail se fait au moyen d'une recherche graphique sur le plan même. Puis, comme on possède les coordonnées des trois sommets, on peut calculer tous les éléments de ce triangle. En stationnant donc avec un théodolite sur les deux sommets choisis, on établira l'angle, ou plutôt, la direction des deux côtés dont l'intersection détermine le sommet cherché, c'est-à-dire le point perdu. On aura, à sa disposition, comme moyen de contrôle, le mesurage des deux côtés.

Le procédé que nous venons d'indiquer est élémentaire ; aussi, selon les distances ou le degré de précision que l'on veut atteindre, il faut recourir à des moyens plus lents, plus compliqués que nous ne développerons pas ici, mais qui trouveront leur place dans des *Instructions aux géomètres*.

Délimitation et mesurage des parcelles. — Les triangulations partielles, avec leurs rayons de 1,500 à 3,000 mètres, dont nous

avons parlé jusqu'à présent, ne sont pas ultimes dans l'ordre des travaux. Les sommets ainsi acquis servent à encadrer des triangulations plus petites encore — les dernières — dont les côtés varient entre 300 et 600 mètres. Avec de telles longueurs, il n'y aura jamais plus de 400 mètres à chaîner sur une seule ligne alors qu'il s'agit de rétablir un sommet d'angle perdu ou, plutôt, de contrôler sa position, car pour un rétablissement, il faut recourir à des procédés plus exacts, nous venons de le dire. Lorsque des bâtiments ou plantations, masquant les visées, empêchent l'opérateur de trianguler, il faut contourner l'ilot au moyen d'une ceinture de triangles qui le serreront du plus près possible. On le traversera ensuite au moyen de lignes brisées dont les extrémités viendront s'appuyer sur ces triangles, c'est la polygonation déjà mentionnée.

Ces sommets de triangles et de lignes polygonales ont besoin, eux aussi, d'être définis au moyen de bornes. Ici encore, pour n'avoir point à placer de repères inutiles — car les limites des champs pourront en fournir — il faudra avant tout, procéder à la délimitation et au bornage des propriétés foncières de la localité à trianguler (les triangulations du dernier ordre couvriront rarement plus d'un village, en tout cas convient-il de les tenir dans ces limites).

Les délimitations qui sont faites contradictoirement, en présence des propriétaires voisins, et, s'il y a lieu, des notables, ont à chercher leurs preuves soit dans les titres, soit dans l'occupation, selon le cas. Toutes ces questions seront à préciser, à développer, dans *Les instructions aux géomètres*. Nous croyons bien faire, néanmoins, d'en dire quelques mots dès à présent.

L'origine de la propriété foncière en Cochinchine a deux points de départ différents, et n'a que ces deux : ou la propriété dérive d'un acte de disposition (vente, concession gratuite, échange) consenti par l'Administration au nom du Gouvernement français, ou elle remonte soit à un titre soit à une occupation antérieurs à la prise de possession du pays par la France.

Lorsqu'il s'agit de vente ou de concession faite par l'Administration française, c'est le principe de la superficie qui doit être appliqué. La réglementation concernant l'aliénation des terres a dû, faute d'autres éléments, prendre pour base la superficie. C'est en ce sens que les chefs de province ont été autorisés à accorder

directement des superficies jusqu'à dix hectares, et que le Conseil colonial statue, sauf sanction du gouverneur en Conseil privé, sur toute superficie dépassant ce chiffre. L'individu qui exhibe un titre, lui attribuant 25 hectares, par exemple, n'a pas le droit d'arguer des limites de son occupation pour réclamer davantage, car l'Administration ne lui a cédé, et n'a voulu lui céder, que 25 hectares. L'excédent de son occupation ne se rattache donc pas à un droit établi, mais relève d'un droit contingent. C'est pour cela qu'il est indispensable de réglementer cette question des excédents de superficie (voir *Deuxième partie*). Tant que l'Administration n'en aura pas disposé, il n'existera pas de droit à leur égard et aucune action en justice ne saurait être recevable.

S'agit-il, au contraire, d'un titre (inscription au địa bộ ou au điền bộ), même simplement d'une possession, antérieurs à l'occupation française, la situation change.

D'après la loi annamite, le paiement de l'impôt fait le droit de propriété, mais jusqu'à concurrence de la superficie imposée seulement. Ni la surface, ni les limites du titre — généralement en désaccord flagrant — n'ont, à notre avis, le moindre rôle à jouer. Il convient de se baser sur le nombre d'unités de mesure agraire ayant toujours payé l'impôt, et ce sans égard pour la partie (Colonie ou possesseur) qui encourra dommage. Donc, quelle que soit la surface occupée, avec ou sans titre, le droit de propriété ne saurait dépasser la superficie imposée ; le surplus est indûment occupé.

D'après la loi française, il y a beau temps que la prescription a passé sur ces terres et la superficie totale de l'occupation devrait revenir à l'intéressé. Mais, d'autre part, il importe de savoir quel était le nombre d'hectares (ou de mẫu) payant l'impôt, car si la loi prétend faire droit à l'occupant par l'attribution de tout le terrain, elle doit faire droit aussi au fisc qui, depuis plus de quarante ans, a été frustré d'une partie de l'impôt. Ceci dit simplement pour mémoire, car la loi française n'est pas applicable à l'indigène en matière foncière.

Il est d'ailleurs profondément regrettable qu'après plus de quarante ans d'occupation, on en soit encore à se servir de deux régimes différents pour la propriété terrienne. Dans un pays bien gouverné, il peut, selon les races, y avoir cent lois civiles différentes en tant qu'elles ne touchent qu'aux personnes, il ne saurait y avoir qu'une loi foncière. Toute parcelle du sol a son individualité, sa valeur,

son crédit, qui ne persistent qu'avec la stabilité de ses droits. S'ils ne sont pas les mêmes pour tous, la confiance disparaît et les bons rapports avec. Vouloir soumettre la propriété foncière aux régimes les plus variés, suivant la religion ou la couleur de la peau du propriétaire, c'est vouloir perpétuer le désordre et l'insécurité. Une page empruntée à M. Pâris va appuyer notre dire :

Je suppose un Asiatique vendant sa terre à un Européen :

L'indigène, muni de ses titres de propriété, d'un extrait du *dja bô* constatant son inscription actuelle audit registre, et de ses pièces d'identité, se rend chez le notaire avec son acquéreur. L'acte est passé, enregistré, transcrit ; ce sont là toutes les formalités requises par la loi française, la seule, je le répète, applicable, en l'espèce, d'après la législation actuelle.

L'acquéreur est donc fondé à se croire définitivement propriétaire, sans crainte d'éviction d'aucune sorte. Il n'en est malheureusement pas ainsi : indépendamment des dangers que j'ai signalés plus haut, résultant de l'absence de prescription, et de l'indivision dans laquelle demeurent généralement les indigènes malgré les apparences, il en est d'autres qui tiennent à l'ignorance où peut se trouver la masse des Asiatiques d'un acte passé, exclusivement, sous l'empire de la loi française.

L'Annamite, qui a vendu sa terre à un Européen, reste, en effet, inscrit au *dja bô*, seul registre public de la propriété des Asiatiques, et il peut parfaitement la céder à nouveau, à l'un de ses congénères, avec la certification des notables agissant de bonne foi. Il ne pourra, il est vrai, remettre ses anciens titres de propriété, puisqu'il les aura, généralement, du moins, déjà livrés à son acquéreur européen, mais cette absence des titres n'est pas une formalité tellement substantielle que les notables ne puissent passer outre à la vente dans la plupart des cas.

La même tromperie peut se produire dans le cas d'un prêt hypothécaire, aucune disposition n'enjoignant aux prêteurs européens de faire mentionner leur hypothèque sur le *dja bô*, et ceux qui tiennent ces registres n'étant tenus par aucun texte de déférer aux réquisitions qui leur seraient faites dans ce but.

Il ne faudrait pas que le lecteur s'imaginât que je cherche à plaire les combinaisons au moyen desquelles l'Européen peut être dupé par les indigènes, et que, dans la réalité, les faits ne justifient pas les craintes ci-dessus exposées.

Sans remonter bien haut, je puis citer les cas d'un prêt hypothécaire fait par un Européen, en 1886, à un indigène de l'arrondissement de Mytho. En 1894, les intérêts n'étant plus servis, le prêteur voulut faire saisir les propriétés hypothéquées, il se heurta à un acte de vente consenti par son emprunteur à un de ses congénères. Le tribunal de Mytho, puis la Cour d'appel de Saigon, saisis de l'action en revendication du prêteur, le déboutèrent ; l'indigène emprunteur, ayant mis ses autres biens à l'abri, jouit impunément du fruit de sa mauvaise foi. Le Code pénal, en effet, ne prévoit pas de pareils agissements. (*Le Colon et l'Administration en Basse-Cochinchine*).

Pour revenir à la question, nous dirons qu'une fois les contestations des limites entre voisins aplanies, le champ de chacun doit être

délimité suivant l'occupation, les terres incultes restant en dehors si la superficie dépasse le droit. Cette manière de procéder découle de la réglementation proposée à la *Deuxième partie*, où nous n'avons cessé d'expliquer : que l'occupant d'une terre, mise en culture par lui, a quelque chose qui lui appartient dans cette terre, qu'il y a incorporée ; que la Colonie, n'ayant rien empêché, a perdu, de ce fait, une partie de ses droits ; que cette situation a besoin d'être réglée par arrêt et qu'elle ne saurait l'être en défaveur de l'occupant. Une autre raison conduit également au lever suivant l'occupation des terres cultivées, c'est que les géomètres chargés de la délimitation n'ont pas à dire droit ; ils n'ont qu'à relever les faits existants et à les soumettre, tels quels, à la commission foncière provinciale, seule instance compétente.

Ceci posé, que la terre reste à l'occupant ou que l'excédent lui soit retiré, il n'y aura pas à changer le bornage établi, mais, le cas échéant, il faudra placer deux ou plusieurs nouvelles bornes qui détacheront la partie enlevée à l'intéressé. Le mesurage des parcelles pourra donc être entrepris aussitôt les bornes placées, et sans préjudice aucun pour les décisions à intervenir.

Nous n'entrerons pas dans les détails de ce mesurage, qui n'intéresse que les géomètres. Il est bon cependant de noter quelques principes absolument intangibles : 1^o Un sommet de chaque parcelle au moins, partout où faire se pourra, devra être déterminé par un triangle aux trois angles observés. 2^o Toutes les lignes devront être mesurées au moins deux fois. 3^o A titre de contrôle, chaque ligne sera remesurée une fois, même celles obtenues par le calcul. 4^o Tous les calculs seront refaits une deuxième fois par d'autres que ceux qui les ont faits en premier lieu.

Si les mesures doivent faire foi devant les tribunaux, si la Colonie doit garantir les données cadastrales, il faut que le travail se prévale d'une certitude absolue et justifie la confiance qu'on met en lui. La vérification du lever, sur une ligne prise au hasard, comme elle se pratique actuellement au cadastre de Cochinchine, est une pure dérision. Un peu de réflexion le démontrera au moins géométrique des esprits. Lorsque l'on fait un travail quelconque, avant de le livrer, on l'inspecte pièce à pièce ; le comptable, après avoir fait ses totaux, les vérifie, et s'il continue à ne pas trouver l'erreur accusée, il prie un collègue de repasser ses opérations ; le greffier, le notaire, avant de livrer un acte, le collationnent ; tout écrit important est lu et relu

par d'autres. Invariablement, des tiers interviennent parce que l'expérience a démontré que celui qui vient de faire un travail a trop de chances de passer un grand nombre de fois sur une même erreur sans la voir. Or, le cadastre, où chaque sommet de parcelle, chaque ligne est représentée par un et même plusieurs nombres, le cadastre prétendrait se passer de vérifier chaque chiffre ! Ce serait le comble de l'inconscience.

Confection des plans. — Dès que les travaux de bornage et de mesurage seront terminés, on établira le plan qui, lui non plus, ne doit pas être dessiné par les opérateurs ayant fait le lever. Ceux-ci fourniront les croquis et les données du mesurage, de même que les calculateurs donneront les coordonnées, et la brigade chargée du dessin sera en mesure de construire le plan.

Il nous faut quitter ici momentanément la discussion technique pour traiter un point absolument matériel, qui, mal envisagé, fait perdre beaucoup de temps tout en contraignant les archives à se servir d'un mobilier encombrant, peu maniable et d'autant plus coûteux. Nous voulons parler de la grandeur des plans. L'instruction du 9 décembre 1875 impose aux plans une longueur de 1 mètre à 1^m 10 sur 0^m 65 à 0^m 70 de large, ce qui les rend difficiles à manier et amène une très rapide détérioration.

Evidemment, le travail à la planchette incite à donner aux feuilles de très grandes dimensions. Tel n'est plus le cas dès que les coordonnées interviennent et qu'il n'y a donc à tenir compte, ni de la surface à englober, ni de l'échelle à adopter. Mais, même avec les procédés en usage, on aurait pu réduire les feuilles en supprimant ou en modifiant certains détails qui occupent beaucoup trop de place : le cartouche, les légendes, la flèche indicatrice du nord, les inscriptions en dehors des limites du lever, etc.

Le cartouche est un impédimentum traditionnel qui est très long à dessiner, prend énormément de place et relate un tas de choses fort secondaires. A notre avis, la feuille ne doit contenir que le plan et rien que ça. C'est au bas, en bordure, qu'il faut noter le signalement (province, canton, village, section et feuille) afin que, sans remue-ménage aucun, on puisse trouver un plan parmi les autres feuilles posées sur un même rayon d'armoire. Tout le reste doit être inscrit au dos de la feuille, y compris les dates et les signatures. Quant aux écritures en général, il importe de ne plus tolérer la

manie de faire des lettres caractères d'imprimerie ou toutes autres lettres de fantaisie. Cela n'ajoute rien à l'exactitude du plan et fait perdre leur temps aux dessinateurs. Toutes les écritures doivent être faites, soit en bâtarde plus ou moins grosse, soit en lettres bien moulées style italique, moins ou plus fines, selon l'objet à désigner, et rien d'autre.

La flèche indiquant le nord est également un legs antique. Les cartes et plans des siècles passés comportaient même toute une rose des vents. Mais, enfin, si nos bons aïeux rachetaient le manque d'exactitude de leurs cartes par de très artistiques et très laborieuses enluminures, ce n'est pas une raison suffisante pour que nous continuions à les imiter. Le public nous réclame aujourd'hui des plans exacts, faits rapidement et le moins cher possible. Nous devons le satisfaire. Cette flèche est à supprimer, la mention du nord elle-même est puérile. En règle générale, les plans faits par des Européens depuis plus d'un siècle sont orientés le nord au haut de la feuille (1), il n'y a nul besoin de le spécifier, cela s'apprend à l'école primaire. Lorsque par suite de conditions spéciales, le nord ne se trouve pas au haut de la feuille, il faut le mentionner, ainsi que l'on fait pour toute autre exception à une règle générale.

En tenant compte de ce qui précède, il devient clair que les plans à venir pourront être ramenés aux dimensions d'environ $0^m80 \times 0^m55$. Cela rendra toute lecture possible sans faire jouer le plan sur la table, retardera la destruction des feuilles et permettra de donner aux armoires des dimensions plus naturelles.

Une fois le plan dessiné, on passera au numérotage des parcelles en commençant par le nord-ouest, de manière que les numéros aillent croissant, autant que possible, de gauche à droite. Cependant, malgré tous les soins qui peuvent être apportés à ce numérotage, on aura parfois quelque peine à découvrir la parcelle qu'on cherche. Pour obvier à cet inconvénient, chaque colonne du carroyage de la feuille portera à ses deux extrémités une lettre, tel que cela se pratique pour les cartes géographiques d'atlas pourvus d'une table. De cette manière, la parcelle ayant, par exemple, le numéro 134 et se trouvant dans le carreau qui appartient à la colonne méridienne D et

(1) Les Chinois et les Annamites orientent leurs cartes et plans le sud en haut.

à la colonne perpendiculaire L, sera désignée par l'indication 134/D L, et sa recherche ne souffrira plus aucune difficulté (1).

Le numérotage nous conduit inévitablement à parler de la division en feuilles. Aussi longtemps que le plan parcellaire communal peut être inséré en quatre ou cinq feuilles et que le nombre des parcelles n'arrive pas à mille, il n'y a qu'à poursuivre le numérotage à travers toutes les feuilles. Si un plus grand nombre de feuilles devient nécessaire, l'on divisera la commune en sections cadastrales de deux feuilles au moins chacune. Les parcelles se numérotent alors par section.

L'on attendra, bien entendu, pour faire le numérotage, que la commission ait statué sur la masse des parcelles. Les quelques cas litigieux ne sauraient retarder ce travail. Si une ou plusieurs portions devaient être détachées d'un terrain après coup, la ou les nouvelles parcelles ainsi formées prendraient le numéro du lot primitif avec une lettre alphabétique en indice, ainsi : 134 a/D L, 134 b/D L, 134 c/D L, etc. Cette règle est générale. Les parcelles à indice sont inscrites au Livre foncier après toutes les autres parcelles. Pour faciliter les recherches, leur numéro de folio sera mentionné au folio de la parcelle primitive.

La réunion de deux ou plusieurs parcelles en une seule, fait prendre au nouveau lot le numéro le plus faible des diverses parcelles réunies. Quoiqu'un numéro déjà existant soit conservé, la parcelle n'en est pas moins inscrite à la suite de toutes les autres avec mention du folio aux anciennes parcelles.

Ces divisions et reconstitutions de parcelles, inévitables en matière foncière, jointes au remplissage des pages par les mutations et événements successifs inscrits sur les folios, nécessiteront certainement, au bout de trente, quarante ou cinquante ans, la réfection des livres fonciers et un numérotage nouveau de toutes les parcelles de la commune ou section.

Etablissement du livre foncier. — Au fur et à mesure du lever des parcelles et de l'examen des titres, toutes les données géomé-

(1) Quelques auteurs ont proposé un numérotage basé sur les coordonnées elles-mêmes. Par exemple, on aurait désigné la parcelle au moyen des coordonnées de son centre approximatif ou de son sommet le plus au nord, etc. Ce système, mathématiquement supérieur, a le défaut grave de ne pas être compris par la grande masse du public.

triques, tous les renseignements concernant les droits et charges de la propriété, ceux aussi relatifs au propriétaire sont inscrits sur des feuillets mobiles, imprimés, semblables aux folios du livre foncier. Ce sont des brouillons à rectifier, à compléter sitôt que faire se pourra et qui, en temps voulu, serviront à remplir les folios du livre foncier, car rien ne doit être inscrit sur ce registre avant l'expiration des détails prévus. C'est à ce moment que le numérotage des parcelles au plan sera passé à l'encre et qu'elles seront inscrites au livre foncier par ordre de numéro sans que le foliotage soit tenu de correspondre strictement au numérotage. La mesure vise simplement à faciliter les recherches éventuelles. Le numéro cadastral de la parcelle est son nom, tandis que le numéro du folio n'indique que sa place dans le livre.

Pour terminer cette question, nous expliquerons, en peu de mots, la manière de procéder aux inscriptions et radiations. Il faut, dans la mesure du possible, que tout se fasse suivant quelques formules simples, courtes et constantes; le travail doit être, en quelque sorte, mécanique. On écrira le moins qu'on pourra, des griffes devront suppléer au plus gros.

Le premier tiers environ du recto du folio, soit le haut, sera occupé : à droite, par le plan, les données numériques le concernant et la situation de la parcelle; à gauche, les noms et prénoms des propriétaires successifs, la date et le lieu de naissance, leur qualité de co-propriétaire, nu-propriétaire, etc.

Les deux autres tiers de la feuille et le verso seront divisés en deux colonnes de largeur inégale. Devant recevoir, celle à gauche, la plus large, toutes les inscriptions sans distinction d'espèce, selon rang de date, signées par le chef du Bureau foncier ainsi que par les intéressés. Sous chaque signature on appliquera, au moyen d'une griffe, un dispositif spécial destiné à recevoir les mesures numériques du diêm chî. Chaque inscription sera séparée de la suivante par un gros trait parallèle qui se prolongera, suivant le cas, à travers la colonne de droite; celle-ci recevant la mention des libérations ou des radiations, s'il y a lieu. Toute radiation est opérée, en même temps, effectivement à gauche par un trait oblique à travers l'inscription. De même, le nom de l'ancien propriétaire doit être barré sitôt après l'inscription du nom nouveau.

Lorsque le folio sera plein des deux côtés, on reportera la suite des inscriptions au premier folio blanc à la suite des parcelles inscrites.

La réunion ou la division de parcelle exigeant chaque fois — nous l'avons dit — un nouveau folio et un nouveau titre, il n'y aura pas lieu d'y reproduire les articles radiés. Les mutations de transfert, qui constituent l'historique de la parcelle, et les droits réels non éteints sont seuls à être transcrits. Encore n'ont-ils pas à aller au-delà de trois ans (voir art. 12, page 64); cependant, nous croyons qu'en l'état actuel de notre législation, il sera toujours utile de les faire remonter à trente ans.

Nous ne dirons rien du titre, copie textuelle du folio le concernant, cette question a déjà été traitée dans la *Première partie*.



CHAPITRE III

Personnel

Nous avons, dans le cours de cette étude, fait ressortir la faiblesse plus ou moins grande des géomètres de Cochinchine en tant que mathématiciens. Nous avons appris également — à ceux qui veulent être instruits — combien l'on a gaspillé de sommes en travaux inutiles ; comment ces travaux, à peine terminés, ont toujours besoin d'être refaits, enfin comment le mesurage du sol, en notre colonie, est devenu une incomparable œuvre pénéclopienne.

Aussi faut-il avouer que — même en laissant de côté toute constitution du Livre foncier — vouloir maintenir le service du Cadastre et de la Topographie sur les bases actuelles, serait méconnaître tout principe d'une saine administration et n'avoir cure ni des contribuables ni des deniers publics.

En Cochinchine, comme autrefois à Java, le mal est profond, il exige un remède radical. Est-ce à dire qu'il faille recourir au moyen suprême des Hollandais ? Non point, et d'autant moins que notre personnel, malgré ses défaillances, est loin d'être mauvais dans le sens absolu du mot : il n'est pas inutilisable. Dans ce qui va suivre, nous expliquerons de quelle manière il faut s'y prendre pour le perfectionner et en tirer le meilleur parti. Nous diviserons, à cet effet, la question en quatre articles : *personnel européen, géomètres libres, personnel indigène, rémunération.*

Personnel européen. — Il fait bon de remarquer, tout d'abord, que les géomètres de notre administration ne sont ni pires ni meilleurs que ceux des autres colonies françaises. Leur carrière fermée aux hautes fonctions, la moyenne de leurs salaires, les fatigues

inhérentes à leurs travaux, empêchent le recrutement au-delà d'un certain niveau d'instruction. Si, pour l'admission dans le corps des géomètres, on exigeait les connaissances d'un programme vraiment sérieux, on ne trouverait plus de candidat.

C'est une des difficultés du problème. Au point de vue mathématiques pures, le géomètre devrait posséder tout ce qu'on enseigne à l'École Polytechnique ; au point de vue jurisprudence, il devrait avoir des notions générales de droit civil, connaître le droit annamite, le droit foncier et la législation foncière à l'étranger. Malheureusement, toutes ces choses ne s'apprennent point séparément. L'enseignement de nos grandes écoles gouvernementales comprend une foule de matières qui n'intéressent pas directement le géomètre ; il en est de même des cours de nos facultés de droit, on n'y enseigne pas rien que le droit foncier. D'autre part, des jeunes gens qui, à leur sortie des écoles et universités, ont généralement un avenir très sérieux devant eux, ne consentiront pas à retourner sur leurs bancs d'études, afin d'apprendre, les uns le droit, les autres les mathématiques et pour arriver ensuite à quoi ? À des situations plutôt inférieures.

Le mal que nous venons de signaler n'est pas sans remède, et le lecteur a, certainement, déjà trouvé. Mais ce qui demeurerait plus difficile, c'était de faire un diagnostic réel, d'établir les causes véritables du mal. Si, depuis longtemps déjà, on avait pu ou voulu chercher, on serait fatalement arrivé à se dire : *Puisque nous ne saurions obtenir de géomètres plus savants, choisissons-les au moins jeunes, intelligents, et apprenons-leur ce qu'ils ne savent pas.*

Toute la solution du problème est là. Que faut-il donc faire du personnel actuel ? Le diviser tout d'abord en deux catégories : les jeunes et les vieux. Il est parfaitement inutile de perdre du temps, de consacrer de l'argent à instruire des hommes près d'avoir leur retraite et auxquels l'âge rend l'étude difficile, parfois même impossible. Il y a d'ailleurs du travail pour eux et durant plusieurs années encore, de ce travail que nous voudrions, avec le temps, voir exécuter à un personnel indigène, moins coûteux et plus résistant au climat. Mais ce personnel aura surtout besoin d'un dressage de longue main, et si le jour devait arriver où l'on ne pourrait plus donner d'occupation aux rares vieux géomètres qui resteront, ils seront encore très utiles comme instructeurs auprès de ces Annamites, qu'une longue expérience leur a fait connaître et qu'ils ont l'habitude de manier.

Quant aux jeunes, il y aura évidemment un triage à faire. On ne peut pas envoyer tout le monde en classe à la fois, il faudra procéder par petits groupes et, naturellement, ce sont les plus forts parmi les plus jeunes qui doivent être instruits les premiers. Ce sont eux qui, normalement, ont le plus de facilité d'apprendre, qui promettent de plus nombreuses années de service et qui assureront à l'œuvre sa durée, son esprit de méthode et de suite, qui, enfin, créeront la tradition indispensable au corps nouveau des géomètres.

La manière de leur assurer des leçons sans que le service en souffre beaucoup, exige que nous revenions un instant sur le chapitre des travaux.

Le lecteur sait que pour éviter de grosses bévues, toujours possibles dans un travail nouveau, pour permettre à tous de se familiariser avec leur tâche, de s'assimiler des procédés qui leur sont étrangers, nous avons proposé de commencer en petit, par un, puis plusieurs villages, enfin par une province toute entière. La première circonscription à cadastrer devra être choisie, autant que possible, aux environs de Saigon (1) afin de se trouver à proximité des autorités supérieures et de tout ce qui peut être utile à la cause. Les provinces de Giadinh, de Cholon, sont naturellement désignées.

Il n'y a maintenant qu'à se rappeler que, durant la saison des pluies, l'averse tombe, généralement, l'après-midi ou le soir, ce qui empêche, à ces heures, tout travail sur le terrain. C'est ce temps perdu forcément qu'il y a lieu d'utiliser. Les cours se feront donc dans l'après-midi et durant toute la saison des pluies, soit du 1^{er} mai au 30 novembre. Il n'y aura, dans ces conditions, qu'à réserver le lever des villages les plus rapprochés de Saigon pour la période des cours. Les géomètres seront ainsi à même de profiter des leçons tout en s'occupant de leurs travaux; il n'y aura presque aucune perte de temps.

Ce système pourra durer trois et même quatre ans, laps de temps plus que suffisant; tout le personnel apte aux études aura pu suivre les cours. Les premiers instruits seront examinés, vers la fin de la deuxième année, et, s'ils sont reçus à toutes les épreuves, on les

(1) Ni Saigon ni Cholon ne doivent être entrepris au début; le cadastre de ces deux localités, qui réclame beaucoup de soin et d'expérience, ne peut être confié qu'à une brigade de praticiens très rompus à la besogne. Il faudra donc attendre quelques années; cela se fera sans peine, vu qu'il existe des plans, dont on s'est contenté jusqu'à ce jour, et dont il n'y a qu'à se contenter encore.

placera à la tête de brigades devant cadastrer les provinces éloignées, à commencer de préférence par celles de l'Ouest, où la propriété domaniale est encore considérable et où se forment le plus de demandes de concessions (1).

Les candidats qui se présenteront dans la suite pourront assister aux cours avec non moins de facilité, car on les attachera temporairement aux Bureaux fonciers de Saigon-Cholon, Cholon (province) et Giadinh, qui fonctionneront alors.

Cette nécessité d'enseigner aux géomètres ce qu'ils ne savent pas et de consentir quelques sacrifices pécuniaires est impérieuse, inévitable. Sans études spéciales, nous osons le déclarer, jamais en France ni dans aucune colonie française, on ne pourra faire un cadastre sérieux et durable. Il faut, pour obtenir de bons géomètres, ou des leçons extra, ou une institution *ad hoc*, à la manière des écoles d'agriculture, de l'école vétérinaire, etc.

Il nous reste à dire un mot des professeurs et des cours eux-mêmes. Les matières à enseigner comprendront : les mathématiques pures (calcul infinitésimal, calcul des probabilités, analyse géométrique, géométrie descriptive) ; l'astronomie théorique et pratique, la géographie mathématique, la physique optique ; le droit (principes de droit civil, droit foncier, droit annamite). Il y aura, de la sorte, trois cours différents à deux leçons hebdomadaires chacun et durant sept mois de l'année.

De prime abord, on pourrait croire qu'il ne sera pas possible d'enseigner avec succès tant de haute science en si peu de temps. Que l'on considère cependant la valeur des élèves. Ils possèdent déjà, de par leur choix, un certain bagage mathématique, et, sachant qu'ils devront assister très prochainement à des cours, ils sauront se préparer. La première année leur est laissée dans ce but. Bien entendu, le chef qui assumera la direction générale des travaux, devra

(1) Est-ce à dire que les concessions devront être cadastrées aussitôt accordées ? Antérieurement déjà, nous avons fait remarquer que ce n'est pas très désirable. Nous revenons ici sur cette question pour rappeler combien il est difficile d'opérer dans les terrains non défrichés, et combien vite la parcelle primitive change de forme avec la culture. Le géomètre a tiré de superbes lignes droites sur le papier, seulement dès qu'on arrive au défrichement le cultivateur s'aperçoit que la charrue ne peut pas suivre ces lignes, qui coupent souvent même des espaces tout à fait incultivables et inabordables. Aussi qu'arrive-t-il ? C'est que la nature oblige le laboureur à modifier les limites du géomètre et jusqu'à abandonner certaines parties du terrain ; le plan et le titre accusent un périmètre et une superficie donnés, la possession en affirme d'autres. Nous en déduisons qu'il ne faut jamais lever les terres avant qu'elles n'aient été mises en culture.

les guider dans leurs études préparatoires, il doit être pour eux mieux qu'un chef : un bon maître. Durant cette première année, les géomètres auront à repasser tout ce qu'ils savent déjà et à s'assimiler : la trigonométrie sphérique, les séries, la théorie des déterminants, la géométrie analytique plane, les éléments du calcul infinitésimal et ceux de la géométrie descriptive. Ces connaissances leur permettront de suivre aisément les leçons qui leur seront faites.

Les leçons elles-mêmes doivent se restreindre à l'indispensable, à ce qu'on peut enseigner en sept mois, et qui doit fournir à l'élève le nécessaire pour continuer, plus tard, ses études sans le secours permanent du professeur.

Le personnel enseignant se composera forcément de trois professeurs et de trois suppléants (sous le climat de Cochinchine, il faut toujours prévoir des remplaçants capables et immédiats). Le professeur de mathématique sera choisi parmi les officiers d'artillerie de la garnison sortant de l'Ecole Polytechnique ; le professeur d'astronomie sera un officier de marine de notre station navale ayant coopéré à des travaux d'hydrographie ; le professeur de droit sera pris parmi les magistrats, anciens de Cochinchine.

Les professeurs recevront, pour ce travail supplémentaire, une rémunération à imputer au budget du Cadastre. Les suppléants recevront également une rémunération pour se tenir au courant des cours et être à même de les continuer ; ils feront répéter aux élèves, une fois tous les dix jours, le soir, ce qui leur a été enseigné. La dernière leçon de chaque mois sera consacrée à l'examen oral des élèves et à la critique de leurs compositions ; le professeur suppléant y assistera. Dans le mois qui suivra la fin des cours, les géomètres passeront un examen d'admission à la catégorie des géomètres-triangulateurs dont il sera question plus loin.

Les matières d'enseignement que nous venons d'énumérer peuvent sembler bien supérieures à celles que les géomètres auraient strictement besoin de connaître. Pris à la lettre, cela est vrai, mais toute personne ayant eu à lutter avec des difficultés pratiques sait, par expérience, qu'il faut invariablement posséder plus et beaucoup plus de connaissances que celles requises par un travail donné ; sinon l'on s'embarrasse à la moindre anicroche, et l'on risque de faire totalement fausse route. C'est le cas des géomètres actuels. S'ils avaient été très au-dessus des exigences de savoir du Cadastre, ils auraient depuis longtemps trouvé le moyen de sortir de l'impasse

où ils se sont laissés coincer et dont, nous le garantissons, ils ne sortiront jamais par eux-mêmes.

L'excédent de savoir est encore utile à celui qui veut poursuivre ses études (en aucun temps on ne sait de trop et la Colonie doit se féliciter si elle arrive à posséder des hommes vraiment capables), à celui qui a la légitime ambition d'arriver aux fonctions d'ingénieur-géomètre, dont nous parlerons bientôt. Quant à l'homme qui veut s'en tenir au rang de géomètre-triangulateur, le surplus de science lui est tout aussi indispensable ; car cet homme se reposant sur ses lauriers — imitant en cela maint diplômé — n'étudiera plus. Sa mémoire s'embrumera ; de ce qu'il a appris, les détails s'en iront d'abord, les grandes lignes suivront, et, sur la fin de sa carrière, s'il ne lui restait l'expérience acquise et la routine du métier, il vaudrait bien moins que les nouveaux venus. Il est nécessaire donc qu'il ait poussé ses études assez loin pour que, même après la perte d'une partie de son savoir scientifique, il lui reste encore le nécessaire, vers les dernières années de son activité. Il faut qu'alors comme avant il puisse rendre d'également bons services et s'attirer le respect de ceux qui l'approchent.

L'exposé des études à entreprendre nous conduit naturellement à discuter l'organisation du corps des géomètres, qui dépend, d'une manière presque absolue, des possibilités du recrutement et de certains principes qui ne sont jamais impunément méconnus.

Pour assurer ce recrutement de façon constante et suffisante, il faut que l'examen d'admission soit abordable même à des hommes qui n'auraient point passé par l'enseignement secondaire complet. Ce qu'il convient de rechercher surtout, ce sont des jeunes gens intelligents, à l'esprit ouvert, portés de bonne volonté et désirant apprendre. On leur enseignera plus tard, lorsqu'ils auront acquis une certaine pratique de leur métier, tout ce qu'ils doivent savoir en plus. Le temps de les apprécier restera de la sorte, et la distinction s'établira nette entre ceux qu'on peut utilement instruire et ceux qui sont incapables de plus grands efforts.

D'autre part, il faut encore s'assurer la chance de voir entrer dans le corps des géomètres quelques personnalités de savoir plus étendu et pour cette raison, il est loin d'être bon d'emprisonner la carrière dans des limites d'un avancement qui ne permet aux géomètres actuels que de devenir des vérificateurs plus ou moins

experts du travail de leurs collègues. Les fonctions d'ingénieur-géomètre, avec les connaissances qu'elles comportent, sont ici le correctif indispensable. L'ingénieur n'est plus arrêté dans sa carrière, il peut aspirer à la direction d'un observatoire astronomique, à la conduite de travaux géodésiques, à la direction de l'établissement d'une carte générale du pays, etc.

Les conditions et principes que nous venons de poser entraînent, comme conséquences, la création de trois catégories de géomètres : les *géomètres-arpen-teurs*, les *géomètres-triangulateurs* et les *ingé-nieurs-géomètres*.

La catégorie des géomètres-arpen-teurs comprendra tous les géomètres actuels du service du Cadastre et de la Topographie ; ceux-ci ne passeront à la catégorie supérieure que par voie d'examen. Elle comprendra également les jeunes gens ayant subi avec succès leurs épreuves d'admission. D'une manière générale, et sauf les exceptions mentionnées à l'article 3 du projet d'arrêté organisant le corps des géomètres du Livre foncier de Cochinchine (voir plus loin), nul ne sera admis d'emblée à une catégorie ou une classe autre que la dernière des géomètres-arpen-teurs. Si la Colonie doit garantir la propriété foncière, il est tout naturel qu'elle ait la faculté de choisir et d'examiner son personnel. Il n'est pas admissible qu'un ministre, absolument irresponsable en matière foncière, s'arroge le droit de nommer à des catégories ou classes, même des personnes capables, sans que la Colonie, principale intéressée, ait à dire son mot. Si les gens à caser sont à hauteur de la situation qu'ils briguent, ils n'ont qu'à le faire voir en se soumettant aux mêmes épreuves que tout le monde. Si, par contre, ils ne savent rien, ce qui est généralement le cas, pourquoi les nommer à des fonctions qu'ils ne pourront jamais remplir, et où ils ne feront que compromettre le bon renom de l'Administration ?

Le travail individuel étant en rapport, non seulement avec le savoir, mais aussi avec l'expérience acquise, il faut que l'Administration se réserve le moyen de rétribuer chacun selon les services qu'il rend et, dans ce but, les trois catégories auront besoin d'être divisées en classes. A cause de l'incorporation du personnel ancien, la catégorie des géomètres-arpen-teurs devra comprendre quatre classes plus celle des élèves. Une cinquième classe pour les vérificateurs est inutile, car cette fonction disparaît, les vérifications revenant aux triangulateurs et chefs de brigade.

La catégorie des géomètres-triangulateurs, qui ne se recrute que par voie d'examens et, en règle, parmi les arpenteurs, n'aura besoin que de comprendre trois classes, car ceux qui y seront reçus auront déjà, au moment de leur admission, plusieurs années de service. Trois classes suffiront à les conduire à la retraite... s'ils ne meurent pas avant.

La catégorie des ingénieurs-géomètres, et dans le même ordre d'idées, ne comprendra plus que deux classes. Nous nous arrêterons ici un moment pour parler des conditions de passage dans cette catégorie. Le triangulateur, qui a continué ses études, devra s'arranger de telle sorte qu'à un de ses congés il ait une année entière à rester en France. Il passera, durant son séjour, trois ou quatre mois à l'Observatoire et consacrera le reste du temps à des études de mathématiques et de droit. Des dispositions spéciales devront être prises par l'Administration et le Département afin de guider le candidat vers les cours à suivre et de lui en assurer la gratuité. Des attestations, qu'il produira à son retour dans la Colonie, lui seront délivrées par les autorités compétentes.

Dans le mois qui suivra son retour à Saigon, le candidat devra traiter deux questions concernant : l'une, la géodésie, l'astronomie ou les mathématiques ; l'autre, le droit. Il choisira les deux sujets dans une série de six donnée par la commission d'examen, qui laissera au candidat quinze jours pour préparer chacun.

Une autre observation à faire, c'est que la promotion aux classes successives d'une catégorie ne doit pas être indispensable pour passer à la catégorie supérieure. Le géomètre-arpenteur de 4^e classe aussi bien que celui de 1^{re} pourra être nommé géomètre-triangulateur de 3^e classe, c'est une affaire d'examen. La catégorie est déterminée par le savoir, la classe se rapporte à l'ancienneté, avec cette remarque capitale que chaque passage à une classe supérieure est sévèrement subordonné à la justification de la connaissance, de plus en plus étendue, de la langue annamite.

Enfin une question dernière. Comment le personnel européen actuel sera-t-il réparti et utilisé en cas de réalisation de notre projet ?

On choisira dans ce personnel dix géomètres remplissant les conditions énumérées précédemment. Six seront appelés à exécuter les premiers travaux relatifs à l'établissement du Livre foncier sous la direction de leur futur chef ; ils seront détachés entièrement du Cadastre. Quatre resteront en réserve, qui prendront la place des

manquants éventuels. Ces quatre et le restant des géomètres non désignés seront chargés du lever, en se conformant aux instructions nouvelles, des terrains mis en vente par la Colonie, ils s'occuperont aussi des expertises judiciaires et borneront partout les villages ainsi que les terres communales. Ces dernières seront croquisées et évaluées à peu près comme surface. Les géomètres prépareront ainsi la voie aux brigades chargées d'établir le Livre foncier. Dès que celles-ci seront formées, c'est-à-dire au bout de la deuxième année, tous les géomètres disponibles leur seront attribués, sauf un ou deux chargés du lever des terrains à vendre et des expertises.

Le service du Cadastre et de la Topographie sera alors dissous et remplacé par une *Direction du Livre foncier de Cochinchine* qui, jusqu'à nouvel ordre, prendra charge de tous les plans et documents existant actuellement. Au fur et à mesure de l'établissement des Livres fonciers, et dès que les délais de prescription seront expirés, les vieux plans et documents cadastraux qui n'ont pas de valeur historique seront détruits. Quant aux plans topographiques, ils seront confiés à la garde d'un archiviste.

Chaque fois qu'une province aura été entièrement cadastrée, un plan d'ensemble de la province sera établi au moyen des feuilles cadastrales, qui seront à compléter en se basant sur les triangulations partielles. Un rapport par province sera fait et publié sur ce travail, où seront signalées les différences relevées avec les anciens plans et démontrées, le cas échéant, les erreurs commises. Il faut que les contribuables, aussi bien que l'Administration, arrivent une bonne fois à distinguer le vrai travail du faux, il importe que chacun reçoive la part de louange ou de blâme qu'il mérite.

Géomètres libres. — Tant que les travaux du Cadastre ont été exécutés de la manière qu'on sait, le géomètre libre et patenté avait sa juste raison d'être. Il contribuait au travail général sans grever le budget d'aucune manière. La seule chose que l'Administration pouvait et devait exiger de lui, c'est qu'il fit la preuve de son aptitude professionnelle et de son honorabilité.

Les levés cadastraux n'ayant pas été érigés en monopole d'Etat, l'Administration n'avait aucun droit d'empêcher les gens de faire lever leurs terres par qui leur inspirait le plus de confiance, surtout alors que ces gens payaient leurs plans. Et pourtant, en mainte circonstance, l'Administration, foulant aux pieds tout sentiment de justice

et d'humanité, a brutalement interdit les levers en dehors de son patronage (1). C'est un mauvais rêve dont nous ne voulons plus nous souvenir.

Aujourd'hui, la situation a changé. Avec l'immatriculation des terres au Livre foncier et la garantie géométrique que la Colonie doit fournir, il n'est pas admissible que la délimitation des biens-fonds, l'établissement des plans, soient faits par d'autres que des agents de l'Administration.

Le mesurage du sol devient par nécessité un droit exclusivement réservé à la Colonie, et il importe que le fait soit rendu public, proclamé partout, afin que nul n'en ignore.

Quel travail resterait alors au géomètre civil? Les expertises judiciaires? Mais, dans ces expertises les données du Bureau foncier feront foi; les géomètres de l'Administration auront seuls qualité pour rétablir les bornes déplacées, et, d'ailleurs, si le public peut obtenir le plan et les renseignements numériques d'une parcelle, il n'y a pas lieu de lui délivrer les coordonnées des sommets des triangulations; aussi ne voit-on pas bien le rôle que le géomètre civil viendrait remplir dans une expertise. Assurément, il pourrait évaluer les pertes subies du fait de l'usurpation; mais ce que lui rapporterait ce travail ne paierait même pas sa nourriture, si frugale fût-elle. Et puis, pour ce genre d'opération, il n'y a pas besoin d'être géomètre.

Qu'arrivera-t-il dans ces conditions? C'est que le géomètre libre se verra condamné, sans appel, ou à devenir malhonnête ou à mourir de faim.

Avec l'établissement du Livre foncier, le géomètre civil est absolument impossible. Est-ce à dire qu'il faille le chasser de la Colonie? Non point. Il y a de la place pour lui aussi en Cochinchine.

Si le géomètre libre a un passé sans tache et s'il connaît son métier, il n'a qu'à se soumettre aux examens et l'Administration le prendra à ses gages. En homme d'une certaine trempe, il aura sans doute à surmonter sa répugnance à mettre la main dans le rang pour dire au premier signe: « Brigadier, vous avez raison ». Mais, avec la nouvelle organisation, ce ne lui sera pas pénible, car il trouvera, par la force même des choses, des hommes de valeur dans ses chefs. Les caractères ne se révoltent, en règle, que lorsqu'ils sont forcés d'obéir à des imbéciles ou à des méchants.

(1) Voir la lettre du 28 mai 1892. — Secrétaire général à Administrateur de Baclicu.

Si, d'autre part, le géomètre libre ne remplit pas les conditions voulues pour être admis, il faut lui interdire d'autant plus sévèrement tout travail pour le public, que celui-ci risquerait trop d'être trompé.

Personnel indigène. — L'idée d'employer l'indigène au mesurage du sol, d'en faire un géomètre ou, au moins, un arpenteur, n'est pas nouvelle. Luro déjà l'avait émise dans son *Cours d'administration annamite*. Elle a été reproduite depuis, à diverses époques, et l'on peut même dire qu'elle revient, en quelque sorte, périodiquement sur le tapis. C'est à chaque fois qu'on reconnaît plus vivement l'insuffisance numérique du personnel européen et que le besoin d'économies se fait sentir plus pressant.

Pourtant cette idée n'a jamais reçu le moindre commencement d'exécution pratique. Avec un parfait bon sens et une unanimité complète, les géomètres l'ont toujours rejetée (1). Ils prévoyaient trop bien les conséquences désastreuses d'une pareille innovation, et pour le public et pour l'Administration. Les piqueurs annamites qu'ils ont avec eux les ont édifiés, dès la première heure, sur ce qu'on en pouvait attendre.

Cependant, nous n'avons pas à faire un crime aux Annamites de leur conduite, résultante de la mentalité sinique et d'une éducation plus que dix fois séculaire. Je n'accuse pas, d'ailleurs, je constate.

Pour l'Annamite, comme pour le Chinois, comme pour la plupart des Extrêmes-Orientaux, toute fonction publique est une affaire plus ou moins lucrative dont il faut tirer le meilleur bénéfice. Le fonctionnaire asiatique est parfaitement inapte à comprendre que son emploi ne doive lui rapporter qu'une rémunération fixe. L'idée d'un casuel quelconque est si bien enracinée dans sa cervelle qu'il en est devenu incapable de sentir ce qu'a de délictueux ou de criminel l'action de recevoir des cadeaux du contribuable ou de lui en réclamer. Le public, de son côté, ne voit pas les choses autrement, et même alors que la cause d'un individu est gagnée d'avance, que l'autorité lui est de tous points favorable, il se désolera, ne croira pas au succès, tant qu'il n'aura pas réussi à faire accepter son cadeau.

(1) Nous devons à la vérité de dire que les géomètres comptent actuellement dans leurs rangs un collègue annamite qui a fait ses études en France et a réuni toutes les conditions d'admission. Mais une heureuse exception n'infirme point la règle.

Le gouvernement annamite, à travers les âges, n'a jamais cessé de payer ses fonctionnaires d'une façon dérisoire, et ceux-ci se sont toujours dédommagés sur leurs administrés. Mais avec le génie particulier à la race annamite, on est en droit de se demander si la cour de Huê ne procédait pas ainsi, convaincue qu'elle était de ne pouvoir jamais empêcher, ni le peuple de donner, ni le fonctionnaire de recevoir.

Quoi qu'il en soit, nous sommes là en présence d'un fait que nos idées occidentales réprouvent et qui nous défend d'attribuer au fonctionnaire indigène la moindre part de dire droit. Aussi, en règle, n'est-il pas possible de confier à un Annamite les fonctions de géomètre appelé journellement à se prononcer sur des questions de limites. Avec les meilleures intentions du monde, sa mentalité asiatique le ramènera toujours à traiter ces questions comme au bon vieux temps : « Celui-ci me donne un canard, celui-là un cochon. Il n'y a pas d'erreur, c'est l'homme au cochon qui a raison ». Maître Bridoye, à notre sens européen, était plus honnête : « Celuy je donne sentence duquel la chance livrée par le sort des dez judiciaires premier advient ».

Chaque fois que l'on confie aux Annamites le soin de dire droit, chaque fois même qu'on les revêt d'une autorité quelconque, ils en abusent. C'est la mise en coupe réglée de ceux qui leur tombent sous la main. Depuis le gardien qui prélève ouvertement sur les aliments envoyés du dehors à un malheureux prisonnier, jusqu'au huyên et au phũ qui font des rapports contraires ou favorables, selon la quantité de piastres que les intéressés leur ont discrètement glissées dans la main.

Il n'est, du reste, pas besoin d'aller par trente-six chemins. Prenez un vieux fonctionnaire annamite issu de famille pauvre, faites, d'une part, un relevé exact de sa fortune, supputez, de l'autre, toutes les sommes qu'il a touchées comme solde, vous aurez beau n'en pas défalquer les dépenses d'entretien, y ajouter de gros intérêts, vos efforts seront vains, vous n'arriverez point, tant s'en faut, à égaler l'avoir de notre homme.

Il est certain qu'il donnera d'excellentes raisons, il prouvera que sa fortune a la source la plus naturelle, la plus honnête du monde. La seule chose qu'il ne démontrera pas, c'est comment il se fait que ces bonnes chances n'arrivent qu'aux fonctionnaires et jamais aux gens du peuple ; enfin qu'elles n'arrivent à ceux-là que proportion-

nellement à leur situation plus ou moins prépondérante dans les affaires du public indigène. Tous les secrétaires d'inspection, tous les interprètes, s'ils ne sont pas des joueurs et des débauchés, arrivent rapidement à l'aisance, sinon à la fortune. Les instituteurs, les dessinateurs du Cadastre ou des Travaux publics, qui ont une solde égale et parfois supérieure, restent de pauvres diables toute leur vie. Encore un coup, pourquoi ?

Nous ne contestons pas qu'il ne puisse se trouver dans la masse des indigènes aux gages de la Colonie de très honorables exceptions. Mais combien rares aussi, et combien ne font-elles pas mieux ressortir cette mentalité toute spéciale des Asiatiques, dont, répétons-le toujours, nous n'avons nullement le droit de leur faire un crime, mais dont nous avons le strict devoir de nous garer.

L'Annamite ne restera certes pas éternellement sous le coup de cette tare ; notre contact qui, pour l'heure, lui fait assimiler tous nos défauts, tous nos vices, finira sûrement aussi par lui faire prendre quelques-unes de nos qualités. Malheureusement, ce que dix siècles ont créé ne saurait s'effacer d'un seul trait et il n'est pas certain que dix générations puissent suffire à la tâche.

Mais, peu importe, en laissant actuellement à l'Annamite l'autorité que nous savons, nous perpétons le mal et nous retardons l'évolution que nos idées civilisatrices prônent tant.

L'on nous dira peut-être qu'il serait injuste et profondément impolitique d'écarter systématiquement l'indigène des fonctions publiques. Nous sommes parfaitement de cet avis, et nous ne demandons point cela. C'est de l'autorité propre, du dire droit, de l'interprétation, de la traduction qu'il faut s'évertuer de l'écarter.

Ne demandez jamais de rapport à un indigène ; apprenez vous-mêmes la langue de vos administrés, comme font les Hollandais et les Anglais ; passez-vous d'interprète, étudiez les mœurs, les us et coutumes du pays et faites vos enquêtes vous-mêmes. Vous y gagnerez en dignité et le peuple en justice. Lorsque vos interprètes, vos secrétaires et tous vos fonctionnaires indigènes ne pourront plus s'enrichir sous le couvert de votre autorité, lorsqu'ils se rendront compte qu'ils ne sont pas indispensables, tout ira mieux, et vous y aurez perdu un de vos lieux communs, vous ne pourrez plus dire que l'Annamite n'a qu'un rêve, celui du galon.

L'Annamite n'aime pas plus le galon que l'étude, il aime l'argent. Cet argent qu'il ne sait demander ni au grand commerce ni à

l'industrie, car il manque totalement des hautes envolées, de la constance et de l'esprit d'association indispensables à ce genre d'activité. Pour atteindre au but, il ne lui reste que deux moyens, l'usure et la prévarication, qu'il combine généralement, et s'il recherche les fonctions publiques, c'est parce qu'elles seules lui permettent d'arriver à ses fins. La meilleure preuve, c'est que la plupart des fonctionnaires enrichis voudraient se démettre de leurs fonctions ; ils ne l'osent, car aussitôt les réclamations, les dénonciations tomberaient comme grêle sur eux.

Les lettres sont en honneur chez les Annamites, dit-on, nous-mêmes l'avons cru longtemps, et rien n'est plus faux. Autrefois, beaucoup de gens apprenaient les caractères, ils payaient des maîtres, parce que, reçus aux examens, ils étaient exempts du plus lourd des impôts : la corvée ; parce qu'ils étaient exemptés du service militaire. Aujourd'hui personne ne songe plus à subventionner d'instituteurs et si, dans nos écoles provinciales, on ne pourvoyait pas à l'entretien des élèves, les parents habitant loin du chef-lieu ne les y enverraient pas. Il n'y a pas un seul petit bonhomme qui aille à l'école simplement pour s'instruire, c'est toujours avec l'idée fixe, chez lui et ses parents, de se faire admettre aux gages de la Colonie. Supprimez cet appât et le nombre de vos élèves se réduira à rien (1).

L'Annamite ne cherche qu'une chose, la richesse, parce qu'elle donne satisfaction à son désir de trôner. Autant l'indigène pauvre, le petit cultivateur, sont des gens humbles, braves, naturels, de commerce facile, autant le richard est vain, hautain, puant d'orgueil. Aussi bien comme fonctionnaire que comme particulier, nous retrouvons toujours la caractéristique du jaune : plat, rampant avec le fort ; superbe, insolent avec le faible. Il y a, évidemment, nous ne cesserons de le redire, des exceptions, surtout si nous en croyons l'histoire, les contes populaires, qui sont pleins d'exemples de lettrés, méprisant honneurs et fortune pour aller vivre dans l'obscurité et la pauvreté. Nous n'ajouterons qu'une chose, c'est que les peuples, tout comme les individus, n'admirent, ne glorifient que les vertus qu'ils n'ont pas.

(1) Sur 6,617 élèves annamites des écoles gouvernementales, 44 seulement payent la rétribution ou pension scolaire ; sur 300 élèves annamites de l'école des Frères, il y en a 210 qui payent. Ainsi, en chiffres ronds, sur 7,000 élèves indigènes de Cochinchine, il y a 250 payants ; et encore, pour la plupart, les parents ont eu recours à cette mesure extrême, soit parce que leurs enfants n'ont pas été reçus aux examens des boursiers, soit parce qu'ils ont pensé qu'un enseignement spécial fera admettre plus facilement leurs héritiers aux emplois du gouvernement.

Quittons là cette dissertation déjà un peu longue, pour revenir à notre sujet. Le bien commun n'autorise pas à faire de l'Annamite un arpenteur dans toute l'acception du mot. Mais l'activité du géomètre s'étend à deux ordres de faits très distincts, l'un où intervient constamment sa bonne judiciaire, son appréciation personnelle, l'autre qui n'en appelle qu'à son savoir scientifique et manouvrier. C'est dans ce dernier ordre de travaux qu'il faut cantonner l'Annamite. Celui-ci ne doit pas délimiter les parcelles, mais dès que le géomètre européen aura planté ses piquets et croquisé le terrain, l'agent annamite peut s'occuper du remplacement des piquets par des bornes, de la détermination des alignements, du mesurage des longueurs, même des angles, et d'une partie des travaux de cabinet. Il sera ainsi, par la force même des choses, sous la surveillance incessante de l'opérateur européen. N'ayant rien à décider par lui-même, l'occasion de prévariquer ne se présentera plus, et avec elle s'éloignera, du même coup, la tentation du mal.

Au point de vue du travail géométrique et de ses frais, les avantages résultant de l'emploi d'indigènes surveillés sont énormes. Un géomètre européen peut suffire à tailler de la besogne à trois ou quatre Annamites, et leur production sera identique à celle des Européens, car le maçonnage des bornes et le chaînage se sont toujours faits au moyen de coolies indigènes, tandis que la mise en station d'un instrument goniométrique et les observations réclament de l'opérateur tout autre chose que de la vitesse et de la brusquerie. En tenant compte de cette situation, on peut affirmer qu'un Européen aidé de quatre Annamites fournira, au moins, la même somme de travail que trois géomètres européens. Quant à la solde et les accessoires de tout ce monde indigène, y compris les chaîneurs, cela ne représentera pas même la dépense d'un seul géomètre européen, surtout si l'on tient compte de ce que ce dernier touche ou coûte alors qu'il ne travaille pas (en congé, en route, cas de maladie, etc.).

Le piqueur annamite du Cadastre doit nécessairement disparaître dans une organisation nouvelle. Il n'a d'ailleurs jamais rendu que de mauvais services. Son rôle a été néfaste au géomètre. Pour notre part, nous avons, dès le début, supprimé le piqueur, et, dans la suite, nous n'avons eu qu'à nous en féliciter. Mais il est bon de préciser les faits et de démontrer son inutilité dans les occupations multiples qu'on lui fait remplir aujourd'hui.

Il sert, tout d'abord, d'interprète, dit-on. C'est possible, mais nous n'admettons nullement le géomètre qui ne sait pas se faire comprendre sans le concours de Monsieur l'interprète. Il faut absolument que le cadastre sache assez d'annamite pour se tirer d'affaire tout seul. S'il l'ignore, qu'il l'apprenne, il est payé pour ça. Tant qu'on laissera des interprètes aux géomètres, même alors que l'avancement serait subordonné à la connaissance de la langue annamite, ils n'apprendront pas à s'expliquer avec les indigènes. Si, au Rachgia, en 1887, alors que je savais à peine demander de l'eau en annamite, je n'avais refusé énergiquement de prendre un piqueur avec moi, jamais peut-être je n'aurais appris la langue du pays. Ce n'est que placé en face d'une nécessité inexorable qu'on s'ingénie à se tirer d'affaire, qu'on apprend ce qu'il faut savoir (1).

Le piqueur sert aussi comme dessinateur. Encore un travail qui n'est pas admissible, sous le régime actuel, bien entendu. Le géomètre est responsable de son plan, il le signe, il doit le dessiner; s'il ne s'agit que de copies de plans, ce n'est ni à lui ni à son piqueur de les faire; il y a pour ce service des dessinateurs.

Le piqueur est appelé aussi à placer des signaux, à prendre des mesures, toutes choses également inadmissibles. L'observateur seul doit placer ses signaux, c'est une opération que nous considérons comme très délicate; elle est généralement mal faite, de là proviennent beaucoup de défaillances dans les travaux. Egalement le mesurage ne doit être fait que par celui qui en est directement responsable. Le géomètre n'a pas à faire mesurer par délégation. Jamais nous n'avons permis à qui que ce fût de placer un signal ou de chaîner une ligne sans que nous fussions présent. Avec la situation nouvelle, évidemment, le rôle du piqueur, ou du borneur, serait tout autre; chargé de l'exécution d'un travail, il en deviendrait seul responsable.

(1) Nous savons tous combien a été brillante cette pléiade des premiers inspecteurs des affaires indigènes auxquels nous devons toute la bibliographie annamite que nous avons. Ils étaient, sans conteste, de rudes travailleurs, mais seraient-ils arrivés si rapidement à posséder la langue de leurs administrés s'ils avaient eu des interprètes comme les fonctionnaires d'aujourd'hui? Tout ce qu'ils ont trouvé au début pour les aider dans leur besogne, se résumait en quelques jeunes annamites instruits par les missionnaires, et qui baragouinaient un latin impossible, quant à du français, pas un mot. Qui de nous ne connaît l'histoire du fameux *Ego sum Petrus*. Il faut, nous le répétons, mettre les gens carrément aux prises avec les difficultés pour leur apprendre à les vaincre. Les caractères, des hommes qu'il faut conserver, triompheront; les faiblards, les incapables, capituleront, et il n'y aura pas dommage, on en sera débarrassé.

Tout bien analysé, il ne reste au piqueur, tel qu'il est, aucune fonction où sa présence soit justifiée, si ce n'est celle de commander les coolies, et ceci est une occupation dont le géomètre est capable de se charger lui-même, ou dont il peut charger celui des chaîneurs qui a sa confiance.

D'après la répartition actuelle, chaque géomètre doit être accompagné d'un piqueur et de trois chaîneurs. Avec la division du travail et les procédés que nous proposons, la répartition du personnel indigène doit se faire d'une toute autre manière. Chaque géomètre aurait avec lui quatre chaîneurs, dont un caporal sachant quelques mots de français qui, joints aux quelques mots d'annamite du géomètre, doivent suffire à tous les entretiens. Lorsque le géomètre est chargé de la délimitation, du bornage et du mesurage des parcelles, il lui est adjoint, selon les besoins du moment de deux à quatre piqueurs-borneurs, chargés, sous leur responsabilité personnelle et sous le contrôle du géomètre des travaux de bornage et de mesurage. L'effectif des chaîneurs sera décompté à raison de deux par piqueur. Ces chaîneurs y compris ceux du géomètre, seront distribués aux piqueurs selon les nécessités du travail.

Les piqueurs-borneurs, eux non plus, ne doivent pas être constamment tenus à des travaux de terrain. Ils seront attachés, à tour de rôle, aux géomètres chargés du dessin ou des calculs. La division du travail d'une part et la santé du personnel de l'autre exigent ce changement de postes dont nous avons déjà parlé. Il est évident que le géomètre devra abandonner l'idée d'avoir *son piqueur*, *son coolie* ; ces gens ne sont pas ses domestiques, encore moins sa propriété.

Mais, il y a un mais, il faudra procéder à un tout autre recrutement des piqueurs qui, physiquement parlant, ne sont pas tous, tant s'en faut, assez vigoureux pour un travail au soleil. Ce sont, généralement, de frêles petits messieurs, bien mis, portant chaussure fine et bas à jarrettières. Ce n'est pas avec un tel genre de gamins qu'on fera jamais rien de bon ; il faudra chercher des hommes, et l'on en trouvera si l'on sait les payer et les respecter.

Toutefois, le recrutement des piqueurs annamites offre des difficultés du même genre que celui des géomètres européens. La cause est identique : travail pénible, faible solde et carrière fermée.

Parmi toutes les fonctions auxquelles il peut aspirer, l'indigène en sortant de l'école choisit de préférence celles de secrétaire qui

L'appellent à interpréter, qui le conduisent jusqu'au grade le plus élevé de *đốc phủ sứ* et lui assurant ce rôle de trait d'union entre l'autorité française et le contribuable annamite qu'il recherche par dessus toutes choses. Ce n'est qu'après avoir échoué aux épreuves d'admission, après avoir été refusé partout, qu'il se présente à l'examen d'élève-piqueur. Il est généralement reçu et débute alors avec une solde de boy ou de cuisinier ; aussi ne reste-t-il que s'il est incapable d'arriver à mieux. Sinon, dès qu'il sait dessiner, il « demande son démission », et, quelques mois plus tard, on le retrouve aux Travaux publics, ou à l'Arsenal, ou aux Chemins de fer, tous services qui le traitent mieux.

Ici, encore, il n'y a qu'un moyen de sortir d'embarras. Relever la solde, enseigner au piqueur ce qu'il ne sait pas, tout en renonçant à faire de lui un lettré nouveau style. L'examen d'admission restera ce qu'il est pour l'heure, on le rendra même plus facile, car il importe moins de recruter, du premier coup, des savants que de choisir des garçons de bonne volonté, vigoureux, intelligents et capables d'apprendre.

Ces jeunes gens seront attribués, de début, aux diverses brigades, afin de les familiariser avec les travaux, de les faire se préparer à suivre un cours, de permettre à leurs chefs de les apprécier et de savoir ce qu'on en peut faire. Ceux-là seuls doivent être instruits qui sont capables de s'assimiler ce qu'on leur enseigne.

Le candidat reçu débutera donc comme élève-piqueur, avec quatre autres classes devant lui pour récompenser ses services à l'ancienneté. S'il a de l'ambition et quelques facultés, il étudiera, de manière qu'au bout de sa deuxième année de service, il soit en mesure de suivre les cours qui le conduiront à l'emploi de *piqueur-borneur*. Ces cours confiés à un ou deux géomètres-triangulateurs, se feront à la même époque et aux mêmes heures que les cours des géomètres. L'examen qui les clos déterminera, s'il y a lieu, l'admission du candidat. L'emploi de piqueur-borneur comprendra trois classes.

Mais là ne doit point s'arrêter la carrière du personnel annamite. Dans la suite, il devra être créé une dizaine d'emplois d'*arpenteurs indigènes*, qui seront donnés au concours, au fur et à mesure de leur création ou de vacances. Ce nouvel emploi ne changera pas, en règle, les conditions générales du travail des agents promus, quoiqu'ils puissent être appelés à remplacer le géomètre européen dans des travaux de moindre importance ; mais cet emploi leur assurera une

solde plus élevée, leur donnera autorité sur le personnel indigène, qu'ils commanderont et dirigeront chaque fois que les exigences du service viendront à grouper, sur le terrain, les piqueurs en brigades.

Quant aux dessinateurs proprement dits, ils n'ont aucune raison d'être aussi longtemps que dureront les levers cadastraux. Ce sont les géomètres et leur personnel de piqueurs qui doivent, à tour de rôle, être chargés du dessin, de sorte qu'après une période de travail au soleil en vient une autre, moins fatigante, au cabinet. Ce n'est qu'après l'immatriculation de toutes les terres d'une province et l'établissement du bureau foncier que les dessinateurs redeviendront une nécessité. On pourvoira tout d'abord à ces emplois au moyen de piqueurs que l'état de santé ne permet plus d'employer sur le terrain, et, enfin, par voie d'examen.

Avec de telles dispositions, on est autorisé à croire que le recrutement du personnel indigène sera assuré dans de bonnes conditions. Il est certain qu'on n'obtiendra pas de ces beaux parleurs d'interprètes qui, d'ailleurs, ne savent rien que parler, au grand dam de tout le monde, et ce ne sera pas à regretter. Si nos fonctionnaires européens, au lieu d'étayer leur paresse du vain prétexte de propager la langue française, s'inspiraient des idées de leurs illustres devanciers, les Aubaret, les Luro, les Philastre, les Sylvestre, les Legrand de la Liraye et maints autres, en apprenant la langue de leurs administrés, ils rendraient plus de services à la société et à la Colonie que tous les règlements réunis.

Rémunération. — Dire ici ce qu'il faut allouer aux géomètres, n'a aucune valeur pratique, car cela ne saurait modifier, en rien, un état de choses qui dépend tout d'abord des ressources financières de la Colonie, ensuite, de l'offre et de la demande. Conditions impératives relevant toutes étroitement du budget.

Mais si la question des appointements ne peut être utilement traitée dans cette étude, il n'en est pas de même du mode de rétribution et de sa proportionnalité par rapport à la solde des autres fonctionnaires coloniaux.

Au point de vue du mode de rétribution, deux systèmes sont en présence, les *allocations fixes*, basées sur le temps de travail, et les *allocations variables*, basées sur la production. Ces dernières appelées aussi *allocations proportionnelles*.

Depuis des années, les deux systèmes se remplacent mutuellement, sans plus parvenir à triompher définitivement l'un de l'autre, qu'il n'est possible aux gens d'esprit de triompher pour toujours des sots.

Lorsque le tour est aux hommes sérieux, compétents, c'est le système des gages fixes qui prévaut.

Lorsque le tour est aux jeunes gens inexpérimentés, aux vieux incapables, aux bluffeurs, c'est le tarif proportionnel qui a le dessus.

Quant à la preuve, elle n'est ni longue à chercher ni difficile à produire. Le 6 octobre 1877, paraît un arrêté qui établit le tarif proportionnel en Cochinchine. Rapidement il tombe en désuétude. Le 25 juin 1894, un nouvel arrêté le rétablit, et, comme on n'est pas très sûr de soi-même, on a soin d'y introduire un article ainsi conçu : « *Le tarif ci-dessus ne sera appliqué que sur décision spéciale du Lieutenant-Gouverneur* ». (Art. 2).

Mais pourquoi établit-on ce tarif proportionnel ? Parce « qu'il y a avantage pour le budget de la Cochinchine », dit le seul considérant de l'arrêté. Cependant, si le système est tant avantageux aux finances du pays, qu'on donne la raison qui l'a fait supprimer autrefois. Si, au contraire, il s'est affirmé, à cette époque, comme mauvais, son rétablissement ne se comprend pas. Nous laissons aux inspireurs de l'arrêté — s'ils sont encore dans la Colonie — le soin de tirer le lecteur d'embarras.

Cet arrêté resta longtemps lettre morte, enfin, brusquement, on le tira de l'oubli. Il y a quelques années on rétablit les travaux au tarif. Mais déjà l'on s'aperçoit que le budget en souffre tout autant que le travail. Forte dépense d'une part, et, de l'autre, sabrage identique à celui des pires temps de la vieille école. Il n'en sera jamais autrement avec le tarif proportionnel : ou travail à la diable, ou risques pécuniaires pour le géomètre. Et la meilleure démonstration à faire, c'est qu'au bout d'un temps plus ou moins long, on revient toujours aux allocations fixes.

En Nouvelle-Calédonie, on débute par les *levers généraux* (arrêté du 25 mars 1875) c'est-à-dire par les remises proportionnelles. Toutefois cela ne dure guère, le 22 mars 1877, un arrêté les supprime. On travaille alors suivant allocations fixes durant huit années, puis survient l'arrêté du 3 février 1885 dont une raison est pour le moins singulière : « Considérant que il y a lieu de réorganiser ce service (le service topographique) sur des bases en rapport avec

la situation actuelle et de rétablir les levés généraux, ainsi que les indemnités proportionnelles ; que ce dernier mode de rétribution appliqué depuis longtemps avec succès en Algérie et en *Cochinchine* a toujours été reconnu supérieur à celui des indemnités fixes ; que c'est le moyen le plus certain d'obtenir des géomètres une plus grande production de travail, etc. ».

Voilà à quelles insanités, à quelles affirmations fausses peut être entraîné un homme lorsqu'il veut, contre l'évidence des faits et contre le bon sens, faire triompher son idée fixe.

Nous manquons de renseignements exacts plus récents, mais on nous a affirmé que, depuis lors, les Néo-Calédoniens sont revenus aux allocations fixes. Ils ont eu le loisir, d'ailleurs, de faire entre-temps divers essais dans les deux systèmes.

Evidemment, une administration à courte vue, mal renseignée, trouvera toujours que le cadastre revient trop cher, toujours elle sera tentée de le livrer à l'entreprise. C'est faire de la bien méchante, et qui plus est, de la bien coûteuse besogne. Moins le cadastre est bon, plus le public se refuse à payer les frais, donc plus il est cher. L'excellence du travail, au contraire, rend la preuve des limites facile, pousse le propriétaire à désirer le mesurage et à payer les frais sans barguigner. Donc meilleur est le cadastre, plus il est fait avec précision et moins il coûte à l'Etat. On ne trouverait sûrement pas un Annamite qui ne consentit à payer les frais du lever si la Colonie, s'appuyant sur un mesurage bien fait, lui garantissait les limites de sa terre.

Le cadastre est la base de toute bonne organisation sociale ; c'est l'institution qui réclame le plus de soins, le plus de minutie, et c'est juste celle qu'on essaye de traiter avec le plus de légèreté. Ni les remises proportionnelles, ni les entrepreneurs géomètres ne sauraient assurer à la propriété foncière la solidité qu'elle réclame. Le travail méthodique d'agents sérieux et consciencieux peut seul donner satisfaction.

La Tunisie apporte également son contingent de preuves à la démonstration générale. Elle aussi a essayé de l'entreprise. [Décret du 17 Redjeb 1303 (21 avril 1886) et arrêtés qui s'y rapportent] ; plus tard, elle a dû reconnaître que le système ne vaut rien. Malheureusement, nous ne nous sommes pas tenu au courant des événements subséquents, et nous n'oserions affirmer qu'elle n'ait, depuis, changé encore une et même plusieurs fois d'avis.

Le lever à forfait est entaché d'un vice capital qui le fera toujours rejeter au bout d'un temps. L'aléa que les maladies et les intempéries de l'air font courir au géomètre, conduit fatalement celui-ci, ou à réclamer des prix élevés, ou à grossièrement saboter le travail. Deux alternatives plutôt désastreuses pour le budget.

Jamais le cadastre ne saurait être assimilé à une fourniture de matériaux. L'Etat peut marchander, faire soumissionner, admettre la tâche pour bien des travaux, bien des objets; mais lorsque, dans une œuvre où tout doit être précision, le bon marché, la rapidité ne peuvent s'acquérir qu'aux dépens de l'exactitude, il ne saurait être permis de recourir à l'entreprise.

En ce qui concerne plus particulièrement les opérations de mesurage avec la division du travail, telles que nous les avons proposées, le lecteur comprend fort bien que, d'aucune manière, le tarif proportionnel ne peut être admis.

Si nous comparons la solde des géomètres à celles d'autres fonctionnaires de la Colonie, nous constatons de bien curieuses anomalies. Voici, à ce sujet, un tableau de soldes, par catégories, donnant les écarts entre les grades extrêmes non compris les chefs de service.

Commis de comptabilité	
De 3 ^e classe	4.000 francs.
De 1 ^{re} classe.....	6.000 »
Police	
Agent de 1 ^{re} classe	4.000 francs.
Commissaire de 1 ^{re} classe.....	9.000 »
Géomètres	
Elève-géomètre.....	4.000 francs.
Géomètre principal de 1 ^{re} classe.....	10.000 »
Administrateurs	
De 5 ^e classe.....	7.000 francs.
De 1 ^{re} classe	18.000 »

Ainsi les géomètres sont, quant à leur traitement, placés, à peu près, sur le pied d'égalité avec la police et restent de beaucoup derrière les administrateurs. Il n'y a pourtant aucun parallèle à faire entre les connaissances exigées d'un géomètre et celles demandées à un commissaire de police; on pourrait plutôt en établir un avec ce qu'on exige des administrateurs. Que ceux-ci ne cherchent pas à

se faire cadastrateurs cela se comprend sans peine, mais seraient-ils seulement capables — du moins la plupart d'entre eux — de faire ce métier?... Ce qu'il y a de certain, c'est que si l'on n'a jamais constaté qu'un administrateur soit devenu géomètre, on a vu, par contre, des géomètres devenir administrateurs. Mais ne discutons pas plus longuement, le fait est là qui explique pourquoi les gens d'un savoir suffisant n'ont pas le moindre désir de se faire géomètre.

L'on invoquera bien l'indemnité de présence sur le terrain. Nous répondrons qu'elle n'est qu'une fort minime compensation aux fatigues du travail dans la rizière et les marécages, elle indemnise le géomètre des dépenses extraordinaires d'approvisionnements que lui occasionnent ses cantonnements, loin de tout centre de ravitaillement, dans des régions où parfois même il est tenu d'acheter l'eau potable. Cette indemnité est trop faible à notre avis, et ceux qui pensent autrement n'ont qu'à se faire géomètre, si le géomètre leur porte envie.

Nous profitons de ce sujet pour faire une incidence d'ordre réglementaire. L'état des journées de présence du géomètre doit être visé et certifié par l'administrateur qui commet ainsi, ou un faux, ou un acte réprouvé par notre morale française. Le chef de province ne suit pas le géomètre dans ses travaux sur le terrain, il ne sait donc s'il y a été ou non. Une manière de tranquilliser sa conscience lui reste pourtant, c'est de faire contrôler ou, disons le mot tel qu'il est, de faire espionner le géomètre par un indigène quelconque. On voit d'ici le prestige que gagne à ce jeu le fonctionnaire visé et, par répercussion, tous les Européens.

Nous ne savons quel est le génie inventeur de cette mesure de défiance peu justifiée et parfaitement inutile. Cependant, nous croyons qu'il doit être de la même école que celui qui a ordonné la certification par des témoins sur un état de solde que « les parties prenantes illettrées ont été payées en leur présence ». Encore un faux. On émarge l'état de solde pour certifier que le décompte est exact et non qu'on a été payé ; c'est la quittance délivrée sur le mandat qui certifie le paiement. Eh, que voulez-vous, ça se fait de la sorte depuis si longtemps, pourquoi changer ? En 1888 déjà nous avions protesté par lettre — bien entendu avec force précautions épistolaires — auprès de notre chef de service. Il s'est gardé de nous répondre, quoique, certainement, il a dû penser en lui-même : Quelles mauvaises têtes que ces géomètres ?

Mais, revenons à la solde, une chose reste indiscutable, c'est que le géomètre n'est nullement payé pour les fatigues qu'il encoure ; c'est que, dans les grades inférieurs, il est traité à l'hôpital et en voyage d'une manière moins que convenable. Sa solde ne suffit pas à lui procurer les soins et le bien-être réparateurs dont il aurait besoin à de certaines époques. Aussi que se passe-t-il lorsqu'il approche de la retraite ? Il meurt et tout est dit. Des géomètres actuellement retraités, il n'y en a pas un seul qui ait fait toute sa carrière en Cochinchine. Les autres — et nous citons ceux qui ont eu le plus de chance — sont morts dans l'année qui a suivi leur départ définitif de la Colonie ; leur pension de retraite n'était généralement pas encore liquidée.

On aura beau discuter, soutenir le contraire de ce que nous avançons, on ne parviendra jamais à démentir ce dicton qui est de tous les temps et de tous les lieux : *on a les gens comme on les paie*.

Pour ce qui est de la solde des indigènes, on peut répéter exactement la même chose. Si l'on ne consent pas à les mieux payer que leurs collègues des services « où l'on devient riche », on n'aura jamais que des faiblards. Il en est de même des coolies. Si les géomètres ne leur donnent pas la nourriture, ils ne parviennent à recruter que des fumeurs d'opium ou des individus sortis la veille de prison, et encore réclament-ils tous des avances. L'Administration paie ses chaîneurs huit piastres par mois et à terme échu ! Nous demandons au lecteur s'il en trouverait à ce prix ? Nous occupons, tout le long de l'année, des coolies à des travaux horticoles et jamais nous n'en avons pu obtenir à moins de 40 cents par jour. Les coolies du port touchent au moins 60 cents. Occupés aux travaux agricoles ces gens reçoivent d'ordinaire 50 cents et la nourriture. Assurément, dans l'intérieur, l'Administration trouve des coolies à meilleur compte, elle oublie simplement de dire qu'elle les recrute à coups de rotin et que, souvent, des individus partent sans même réclamer leur dû.

Il nous reste à voir encore une autre question, celle de la première mise pour achat d'instruments. Nous avons établi précédemment qu'afin d'obtenir rapidité relative, grande précision, vérification facile et bon marché du matériel, il convenait d'adopter un modèle unique pour les instruments et de les demander, sinon tous, du moins chaque catégorie à la même maison. Toutefois, malgré le rabais que nous invoquons, cet outillage mathématique n'en coûte

pas moins beaucoup d'argent. Il est donc nécessaire de savoir qui supportera la dépense, à qui resteront les instruments.

De prime abord, il semble naturel que ce soit le possesseur qui doive subir les frais. D'un autre côté, il est de coutume à peu près universelle que, lorsqu'un outillage est fort cher, ce n'est pas l'ouvrier qui le fournit, mais le patron. Les instruments goniométriques relèvent de ce cas. Aussi voyons-nous que dans l'Armée, dans certains services civils, ces instruments sont la propriété de l'Administration et non des agents qui s'en servent. Cependant, si en mainte occurrence on est forcé d'agir de la sorte, ce n'est pas une raison de croire que le procédé soit parfait. Tant s'en faut, et l'expérience a cent fois démontré le contraire.

Les instruments mathématiques sont des objets délicats qui exigent du détenteur beaucoup de soins et d'attention. Un choc, une manœuvre un peu brutale, un rien les fausse et peut même les rendre impropres à tout service. Or, il est rare qu'un homme prenne les mêmes précautions avec le bien de l'Etat qu'avec le sien propre, aussi peut-on remarquer que les instruments appartenant à l'Administration sont beaucoup plus vite hors de service que ceux qui sont la propriété des fonctionnaires. Malheureusement, cette remarque ne constitue ni le seul ni le plus important défaut. Il en est deux autres : c'est que quand un instrument se trouve ainsi abîmé, personne ne veut en être la cause, les détenteurs successifs trouveront toujours le moyen de prouver qu'il n'y a pas de leur faute et l'Etat seul supportera la perte ; c'est que, lorsqu'il se commet des erreurs dans le travail, on a trop de facilité de les rejeter sur la défectuosité des instruments et de dégager ainsi sa propre responsabilité.

Enfin, le cas des géomètres est bien différent de celui des topographes et géodésiens de l'Armée ou de celui du personnel d'un service civil quelconque, des Travaux publics, par exemple. Le théodolite est chez les premiers un instrument de manipulation quasi journalière, et ce durant les longues années de la carrière, tandis qu'il n'est chez les autres que d'un usage occasionnel et cesse d'ordinaire de l'être avec un changement de grade ou d'emploi. Le géomètre du cadastre a, généralement, le temps d'user son théodolite, tandis que l'agent de tout autre service a, le plus souvent, tout juste le temps de l'éreinter.

Nous concluons que le géomètre doit avoir ses instruments à lui, ce qui est une garantie d'exactitude dans le travail et une économie

pour le budget. Car, du moment qu'il n'est pas admissible qu'on l'oblige à se fournir lui-même la série entière des instruments et que, néanmoins, les outils doivent être sa propriété, il faut que l'Etat les lui achète.

C'est d'ailleurs ainsi qu'on l'a compris en Cochinchine en allouant une première mise d'instruments aux nouveaux admis. La somme de 500 francs accordée devient, évidemment, insuffisante s'il est question d'acheter un théodolite; elle l'est même sans cela et ne fait qu'accuser de la lésinerie, du manque de franchise.

Que l'Administration accorde une première mise ou n'en accorde pas, mais qu'au moins elle ait le courage de son opinion, qu'elle dise carrément : « je ne veux donner que ça ». Et notez bien que nous abondons volontiers dans son sens, mais pour d'autres raisons.

Nous avons déclaré que la somme est insuffisante et nous ajoutons ici qu'elle n'est pas toujours employée à sa véritable destination. Le nouvel arrivé n'est d'habitude pas très riche. S'il débarque avec des outils, tout va bien. Sinon, il essaiera de se procurer au rabais des instruments plus ou moins usagés, défectueux quelquefois, en un mot des rossignols. C'est avec cet outillage qu'il travaillera durant des mois et même de longues années, alors qu'il n'a pas le goût de son métier, qu'il n'a pas d'amour-propre. Le travail s'en ressent et le dommage est pour la Colonie. Le seul moyen d'y parer est de fournir au nouvel arrivé des instruments bons et neufs, dont le prix pourrait être supporté à parts égales par lui et la Colonie. Cela représenterait pour l'Etat environ deux cents francs de plus qu'il ne donne aujourd'hui, et cela ne grèverait pas énormément le budget du géomètre qui pourrait acquitter sa dette au moyen de légères retenues mensuelles.

Il y a, cependant, croyons-nous, mieux à faire encore, et pour notre part, nous proposerions ce qui suit : en principe, paiement intégral des instruments par le géomètre, et remises successives, par la Colonie, du prix d'achat. De telle sorte, qu'après douze années de service effectif, par exemple, le géomètre soit totalement indemnisé. Le lecteur trouvera le développement de cette proposition dans les deux projets d'arrêté avec lesquels nous allons terminer la *Troisième partie*.

CHAPITRE IV

Projets d'arrêtés

I. — Arrêté réglementant la constitution de la Direction du Livre foncier de Cochinchine ainsi que la délimitation et le mesurage de la propriété foncière.

Article premier. — En vue de l'institution d'une *Direction du Livre foncier de Cochinchine*, il est créé, dès maintenant, une fonction de Directeur du Livre foncier de Cochinchine. Le titulaire recevra une solde annuelle de... et aura droit à l'indemnité de présence sur le terrain ainsi qu'aux frais et indemnités de route ou de séjour tels qu'ils sont prévus par les règlements existants.

Art. 2. — Le Directeur du Livre foncier choisira, sans retard, dans le jeune personnel du Cadastre, dix géomètres qu'il jugera le plus apte à recevoir une instruction complémentaire et spéciale. Il les examinera au besoin afin de les classer en tenant compte non seulement de leur savoir, mais de leur âge et du nombre probable d'années qu'ils auront à rester dans la Colonie jusqu'à leur plus prochain congé.

Les six premiers de ce classement seront immédiatement détachés du service du Cadastre et de la Topographie et mis à la disposition du Directeur du Livre foncier. Les quatre derniers continueront leur service comme auparavant, mais seront appelés, le cas échéant, à remplacer ceux qui viendraient à manquer.

Art. 3. — Les six géomètres désignés, en raison du travail spécial et nouveau qu'ils auront à exécuter, en raison des études qu'ils devront poursuivre, formeront un groupe appelé *Première brigade* (de délimi-

tation) solidairement responsable du travail envers l'Administration, quoique chacun réponde personnellement au Directeur du Livre foncier et au chef de brigade de la part de travail qui lui a été confiée. Ces dispositions concerneront aussi les groupes subséquents qui prendront le nom de la province où ils opéreront : *Brigade de Mytho, Brigade de Chaudoc*, etc.

De début, il sera attribué, à la Première brigade, au moins six piqueurs indigènes choisis parmi tous les piqueurs et dessinateurs indigènes du Cadastre. Avant que les besoins ne se fassent impérieusement sentir, cet effectif devra être augmenté dans les proportions voulues, soit en prélevant sur le personnel du Cadastre, soit par voie de recrutement nouveau.

Le nombre des coolies chaîneurs sera décompté à raison de quatre, dont un caporal, par géomètre et de deux par piqueur.

Art. 4. — En attendant que des crédits spéciaux soient accordés; la solde et toutes indemnités dues au personnel de la Direction du Livre foncier, ainsi que les frais et dépenses accessoires, seront imputés au Chapitre VIII *Cadastre et Topographie*.

L'indemnité de présence sur le terrain des géomètres formant brigade leur sera décomptée individuellement, mais la répartition se fera par parts égales entre tous, le temps de congé ou d'hôpital défalqué. Il en sera de même pour les piqueurs et borneurs de la brigade.

Art. 5. — La Première brigade sera chargée de tous les travaux nécessaires à la constitution du Livre foncier de la province de Giadinh. A cet effet, tous les plans (topographiques et parcellaires), tous les procès-verbaux, tous les registres trigonométriques et, en général, tous les documents ou minutes concernant la province de Giadinh et gardés, actuellement, soit au service du Cadastre et de la Topographie soit au chef-lieu de la province, lui seront remis.

En attendant que le bâtiment affecté au Bureau foncier soit construit, un local provisoire mais convenable devra être aménagé à Giadinh-Ville pour recevoir les archives ci-dessus désignées et servir en même temps, de Bureau foncier provincial.

Art. 6. — Les travaux seront entrepris par la Première brigade sous la direction générale et d'après les instructions du Directeur

du Livre foncier. Ces instructions, après avoir été expérimentées, et amendées s'il y a lieu, seront arrêtées définitivement et publiées avant l'organisation des brigades subséquentes, qui auront à se conformer strictement à ce qui sera dit dans les *Instructions aux géomètres de la Direction du Livre foncier de Cochinchine*.

Le point de départ et la succession des triangulations seront indiqués par le Directeur du Livre foncier; leur exécution déterminera l'ordre dans lequel les parcellaires communaux devront être entrepris. Cependant, partout où faire se pourra, l'avis du chef de la province sera suivi à ce dernier sujet; mais, sans jamais perdre de vue que les parcellaires des villages les plus rapprochés de Saigon sont à réserver pour l'époque où se feront les cours aux géomètres de la brigade.

Art. 7. — Une commission foncière provinciale, composée d'un magistrat président, du chef de la province de Giadinh et d'un géomètre de la Première brigade, sera chargée d'examiner les titres de propriété et de statuer sur toute question relative à la propriété foncière. Elle fonctionnera et se conformera en tout à ce qui est prescrit aux articles 4, 5 et 6 du *Projet de loi sur la propriété foncière en Cochinchine* (1).

La commission foncière supérieure prévue à l'article 6 sera instituée également. Le Directeur du Livre foncier y représentera le membre technique en attendant qu'un géomètre-triangulateur et, plus tard, un ingénieur-géomètre soit chargé de cette fonction.

Les commissions foncières provinciales se composeront partout comme il est dit ci-dessus, sauf que le magistrat sera désigné parmi ceux du tribunal de séant et que le géomètre sera le chef de la brigade ou le chef du Bureau foncier de la province.

Pour la délimitation et l'immatriculation des parcelles ainsi que pour la délivrance des titres, des tableaux et des plans, il sera procédé comme il est prescrit aux articles y relatifs compris dans les titres II, III, IV et XI du *Projet de loi sur la propriété foncière en Cochinchine*.

(1) Nous supposons ici que le travail géométrique et l'immatriculation des terres seront commencés sans retard et avant toute promulgation de loi ou publication d'arrêté sur la propriété foncière. Ces travaux peuvent même être entrepris et continués sans la prévision d'une loi ou d'un arrêté quelconque sur la propriété foncière. C'est pour cela que nous en référons au *Projet de loi*.

Art. 8. — Aussitôt que toutes les opérations de mesurage et d'immatriculation des propriétés foncières d'un village auront été terminées, et même alors que les titres, tableaux et plans ne seraient pas encore tous remis aux intéressés, l'administration provinciale cessera d'enregistrer ou de transcrire les actes de disposition ou autres, concernant les biens-fonds de ce village.

Tous les plans ou copies, les registres fonciers aussi bien de l'administration provinciale que du village seront remis au Bureau foncier.

Le village recevra copie du plan parcellaire le concernant ainsi que le registre indicatif, tels qu'ils sont prévus à l'article 15 du *Projet de loi*. Il devra se conformer à toutes les prescriptions énoncées au susdit article.

L'administration provinciale recevra, dès que faire se pourra, le plan, en une ou plusieurs feuilles, de chaque canton, ainsi qu'un plan général de la province. Les plus prochains rôles d'impôts seront établis au Bureau foncier même, par le personnel de l'administration provinciale et sous la surveillance du géomètre. Pour les années suivantes, le chef du Bureau foncier fera établir un cahier de correction par village, qui sera remis au chef de la province ; s'il en est besoin, le rôle de l'année courante devra être envoyé au Bureau foncier.

Art. 9. — Les frais de lever, d'immatriculation, de mutation et d'inscriptions diverses concernant les parcelles sont à la charge des propriétaires intéressés, le tout comme il est prescrit au titre XI du *Projet de loi*.

Le prix par hectare du lever est fixé provisoirement à 1\$50. Pour les parcelles levées isolément, en dehors de la région dont s'opère le mesurage, le prix pourra être décompté, s'il s'agit de petites parcelles, selon le nombre de journées de travail, mais sans que, d'aucune manière, il puisse être inférieur à 15 piastres. C'est le prix adopté provisoirement pour la journée de travail.

Les propriétaires qui, avant la publication du présent arrêté, avaient fait lever des terres à leurs frais, dans le but d'obtenir un titre ou de régulariser la situation foncière, que ces terres aient été levées par un géomètre de l'administration ou un géomètre libre, n'auront à payer que la différence entre les anciens frais du lever — dont ils justifieront — et les frais nouveaux.

Art. 10. — Les coolies nécessaires au débroussaillage des lignes de visées et à l'établissement des buttes réclamées par les triangulations et les limites communales seront fournis par tous les villages intéressés qui les paieront, en présence du géomètre, au prix habituel de la journée de coolie dans la localité.

Si les villages mettent de la mauvaise volonté à amener du monde ou s'ils n'en trouvent pas, le chef de la province, avisé, fera réquisitionner les propriétaires fonciers suivant leur ordre d'inscription au *dja hô*, sans excepter les notables ; les travailleurs ne seront pas payés dans ce cas.

Chaque propriétaire devant assister à la délimitation de sa propriété, sera tenu d'amener sur le terrain les hommes réclamés pour le débroussaillage des lignes d'opération, l'établissement des buttes et le bornage. Il aura, également, à fournir les piquets, l'outillage pour les enfoncer et celui employé pour faire le béton. Il devra amener les matériaux à pied d'œuvre.

Art. 11. — Les matériaux de bornage seront fournis par l'administration prix coûtant aux intéressés. Les factures étant payables dès livraison, les villages devront faire les avances nécessaires ; elles seront faites par le service régional si les communes n'ont pas de fonds.

Les frais des matériaux de bornage seront supportés :

- par les villages voisins,
- pour les bornes limitant les territoires communaux ;
 - par tous les villages englobés dans les triangulations,
- pour les bornes nécessaires aux triangulations alors qu'elles n'ont pu être placées à des sommets d'angles de propriétés privées ;
 - par chaque village et intégralement,
- pour les bornes destinées aux biens communaux ;
 - par les particuliers,
- pour les bornes délimitant les propriétés foncières et ce de la manière suivante : le montant total des bornes sera réparti, entre les propriétaires de chaque village, proportionnellement à la surface occupée. Néanmoins, chacun reste libre d'opter pour le paiement intégral du nombre de bornes qui limitent sa propriété. Le total des sommes consenties par les optants sera défalqué du total général, et le restant, seulement, réparti proportionnellement à la surface entre les autres propriétaires.

Les frais des matériaux de bornage de toute parcelle levée isolément seront imputés, en entier, au propriétaire de la susdite parcelle.

Les bornes d'axes des centres, la maçonnerie et les matériaux qui les concernent seront à la charge des propriétaires urbains et proportionnellement à la superficie des parcelles. Les municipalités feront les avances nécessaires.

Art. 12. — Les bornes, quelle que soit la partie qui les a payées, appartiennent toujours, par parts égales, à ceux dont elles délimitent les biens ; sauf les bornes non placées à des sommets d'angles de propriétés, qui sont au domaine de la Colonie, qu'elles déterminent des sommets de triangulation ou des limites de villages, et même alors qu'elles se trouvent dans des propriétés particulières.

Art. 13. — Nulle borne nouvelle ne pourra être placée, nulle borne existante ne pourra être enlevée ou déplacée qu'en présence d'un géomètre de la Direction du Livre foncier qui, dans ces deux derniers cas, dressera procès-verbal et déterminera, s'il y a lieu, la nouvelle position de la borne.

L'entretien des buttes que le bornage aura nécessité incombe aux seuls propriétaires sur le terrain desquels les buttes se trouvent placées.

Cet entretien est obligatoire, et toutes les fois que la borne elle-même menacera ruine, les susdits propriétaires seront tenus de porter le fait au plus tôt à la connaissance du chef du Bureau foncier.

Art. 14. — Tout propriétaire qui contreviendra à une ou plusieurs des dispositions de l'article précédent sera passible d'une amende de dix à cent francs, indépendamment des frais que pourront occasionner les recherches et le nouveau repérage ainsi que du recours en justice que peuvent exercer des tiers lésés.

Art. 15. — Quiconque aura déplacé ou fait disparaître une borne sera puni de un à six mois de prison, supportera tous les frais de rétablissement de la borne et ce sans préjudice pour le recours que des tiers lésés peuvent exercer contre lui.

Art. 16. — Quiconque aura détruit ou enlevé un signal placé par le géomètre au cours de ses travaux, sera puni de huit jours de prison, vingt francs d'amende et supportera tous les frais de rétablissement du signal.

Si l'auteur du délit est inconnu, les frais seront supportés par le village sur le territoire duquel était placé le signal, ou par les villages limitrophes s'il se trouvait à une limite commune ; quitte à ceux-ci d'exercer leur recours contre le délinquant s'il vient à être découvert.

Les villages pourront, en outre, être frappés d'une amende de dix à cent francs si par leur négligence le fait se renouvelait.

Art. 17. — Une visite générale des bornes aura lieu tous les deux ans. Elle sera exécutée par des piqueurs-borneurs sous la surveillance d'un géomètre qui dressera procès-verbal de la visite conformément à ce qui est prescrit dans les *Instructions aux géomètres*.

Art. 18. — Tant que les recettes et dépenses provenant du lever ou de l'immatriculation des terres ne seront pas considérables, un des géomètres occupés au cabinet tiendra les comptes. Il n'aura aucun fonds par devers lui et fera verser ou toucher à la perception de la province. Lorsque les besoins l'exigeront, un commis des services civils sera attaché à la brigade. Il sera chargé de la comptabilité jusqu'au jour où le dernier village de la province aura été immatriculé et que le Bureau foncier fonctionnera normalement. A ce moment, le chef du Bureau qui a une caisse et a dû verser un cautionnement prendra en charge la comptabilité et les fonds.

Art. 19. — Le présent arrêté abroge tous arrêtés, décisions et circulaires antérieurs concernant le cadastre en Cochinchine.

II. — Arrêté organisant le corps des géomètres de la Direction du Livre foncier de Cochinchine

Article premier. — Il est créé un corps de géomètres de la Direction du Livre foncier de Cochinchine, secondé par un personnel indigène.

Art. 2. — Le corps des géomètres comprendra trois catégories de fonctionnaires : la catégorie des *géomètres-arpenteurs*, celle des *géomètres-triangulateurs* et celle des *ingénieurs-géomètres*.

L'admission ou le passage dans une de ces catégories a lieu après examen suivant programmes ci-annexés (*Annexe A*, programme pour l'examen de géomètre-arpenteur ; *Annexe B*, programme pour l'examen de géomètre-triangulateur).

Art. 3. — Sont dispensés de l'examen total d'admission :

A l'emploi de géomètre-arpenteur

Les bacheliers ès sciences ; les élèves sortant des écoles d'arts et métiers d'Aix, d'Angers, de Châlons et de Lille.

A l'emploi de géomètre-triangulateur

Les licenciés ès sciences mathématiques ; les élèves sortant de l'Ecole Polytechnique, de l'Ecole des Mines, de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures et de l'Ecole Forestière ; les officiers actifs du génie et de la marine.

Les candidats susvisés n'auront qu'à traiter, par écrit, un sujet concernant le cadastre et à copier un dessin topographique. Ils seront interrogés exclusivement sur la théorie des instruments, le calcul des probabilités et le droit foncier. Ils devront justifier de la connaissance de la langue annamite.

L'examen portant sur le cadastre et le droit foncier pourra, sur la demande du candidat, être reporté à son septième mois de service, celui concernant la langue annamite à la fin de la première année.

Art. 4. — Tous les candidats, sans distinction, devront en outre, remplir les conditions suivantes :

1^o Etre citoyen français et jouir de tous les droits civils.

2^o Avoir 22 ans au moins et 35 au plus.

3^o Avoir accompli effectivement le service militaire exigé de tous par la loi.

4^o N'avoir subi encore aucune condamnation.

Ils auront à faire la preuve de ces conditions en présentant leur livret militaire, un extrait du casier judiciaire et un certificat délivré par un médecin du service local.

Les candidats visés à l'article 3 auront, en outre, à faire voir leurs diplômes, brevets ou certificats. Il en sera pris note et ces titres leur seront rendus séance tenante.

Art. 5. — Les examens d'admission auront lieu après des publications préalables, aux époques fixées par l'Administration et aussi souvent que besoin sera.

Les candidats devront remettre au Secrétariat du gouvernement (*n^e* Bureau), et quinze jours au moins avant la date fixée pour les examens, les pièces mentionnées à l'article 4, ainsi qu'une demande spécifiant le genre d'épreuves qu'ils désirent passer.

Art. 6. — La commission d'examen sera invariablement composée comme suit :

Le Directeur du Livre foncier de Cochinchine, *président* ;

Un ingénieur de l'administration ;

Un officier du génie, ou de l'artillerie, ou de la marine du grade de capitaine ;

Un professeur de mathématiques.

Un magistrat sera adjoint à la commission pour les examens de géomètre-triangulateur.

Une commission spéciale sera instituée pour examiner les candidats devant justifier de leur connaissance de la langue annamite ou désirant faire la preuve de leur savoir en cambodgien et en caractères chinois.

Art. 7. — A l'ouverture, chaque examinateur donnera une liste des sujets à traiter par écrit. Chaque sujet sera tiré au sort.

La veille de l'examen oral, les membres de la commission prépareront un nombre de questions triple de celui des candidats. Elles seront tirées au sort par les candidats après que ceux-ci auront eux-mêmes établi leur rang par le sort.

Le dessin topographique devra être de dimensions telles qu'il soit possible de le terminer en une journée. Si le dessin n'est pas achevé au moment où le candidat va prendre son repas, il sera remis tel quel au président ou au membre délégué de la commission qui le tiendra sous clef jusqu'au retour du candidat.

Art. 8. — Des points seront donnés sur chaque matière par tous les examinateurs comme suit :

Dictée	de	0	à	3
Ecriture	de	0	à	3
Rédaction	de	0	à	6
Arithmétique	de	0	à	6
Géométrie élémentaire	de	0	à	6

Algèbre	de 0 à 9
Trigonométrie	de 0 à 9
Géométrie descriptive	de 0 à 9
Géométrie analytique	de 0 à 12
Analyse algébrique	de 0 à 12
Observations	de 0 à 12
Analyse infinitésimale	de 0 à 15
Probabilités	de 0 à 15
Physique	de 0 à 15
Théorie des instruments	de 0 à 15
Astronomie	de 0 à 18
Dessin topographique	de 0 à 6
Cadastre et droit foncier	de 0 à 12
Langue annamite	de 0 à 9

Le nombre des points à attribuer aux candidats sur chaque matière sera la moyenne des points donnés par les examinateurs. Lorsque la moyenne sur une matière se trouvera inférieure au tiers des points fixés pour le maximum, elle entraînera l'exclusion du candidat ; néanmoins, s'il a satisfait à toutes les autres épreuves, il pourra être admis sous condition de se présenter, six mois plus tard, à un nouvel examen portant exclusivement sur la matière du programme qu'il n'a pas su traiter.

Tout candidat à l'emploi d'élève-géomètre peut demander à n'être examiné sur les matières marquées d'un astérisque au programme qu'au bout de six mois ou d'un an de service.

Sont reconnus admissibles ou admissibles sous condition ceux des candidats qui auront obtenu un total de points égal au moins à la moitié de la somme obtenue en totalisant les *maxima* des points à donner sur toutes les questions ou sur celles comprises dans leur examen partiel.

Ceux des candidats qui possèdent un diplôme de géomètre obtenu en France ou dans une colonie française, et qui auront travaillé comme tel pendant deux ans au moins, auront une avance irréductible de 12 points qui s'ajouteront au total fourni par l'examen. Le bénéfice de 12 points sera accordé également aux élèves sortant des écoles d'agriculture de Grignon, Grand-Jouan, Montpellier et à ceux de l'Institut agronomique.

Ceux des candidats qui sauront lire et interpréter soit le quôc ngữ

annamite, soit l'écriture cambodgienne, soit les caractères chinois, auront également une avance : 1^o de 9 points s'ils connaissent une de ces matières ; 2^o de 15 points s'ils en connaissent deux ; 3^o de 18 points s'ils connaissent les trois.

Les candidats aux fonctions de géomètre-triangulateur, devant justifier de leur connaissance de la langue annamite, ne bénéficieront que de l'avance de 9 ou de 15 points relative au cambodgien et aux caractères chinois.

Art. 9. — Les candidats déclarés admissibles, classés d'après le nombre total de points obtenus, seront reçus dans l'Administration au fur et à mesure de la création ou de la vacance des emplois d'élève-géomètre. Il en est de même des personnes visées à l'article 3 et quel que soit leur emploi.

Art. 10. — Après un an effectif de service, les élèves-géomètres seront admis à faire un plan d'épreuve selon les règles et conditions prévues dans les *Instructions aux géomètres*.

Les élèves seront nommés *géomètre-arpenteur de 4^e classe* immédiatement après la vérification et la réception de leur plan d'épreuve. Cependant, ils ne toucheront la solde inhérente à leurs fonctions que lorsque des vacances ou des créations d'emplois permettront de la leur allouer ; mais ils auront, du premier jour, les avantages de leur nouvel emploi, quant au traitement en voyage et à l'hôpital.

Art. 11. — Les candidats qui possèdent un diplôme de géomètre métropolitain ou colonial français, et qui ont opéré comme tel pendant deux ans au moins, seront autorisés sur leur demande, à faire le plan d'épreuve six mois après leur admission.

Art. 12. — Les candidats non géomètres professionnels qui auront été dispensés de l'examen total (art. 3), ne seront titularisés, au plus tôt, qu'à la fin de leur première année de service. Ils devront avant, et successivement, être employés à tous les travaux de mesurage et d'immatriculation de la propriété foncière. Ce n'est qu'après avoir produit un plan parcellaire d'épreuve (les géomètres-triangulateurs auront, en outre, à fournir une triangulation d'épreuve et à justifier de la connaissance de la langue annamite) que leur titularisation sera prononcée et remontera comme date et pour tous ses effets au jour de leur entrée en service.

Art. 13. — L'admission à la catégorie des ingénieurs-géomètres est subordonnée aux conditions suivantes :

- 1° Etre géomètre-triangulateur.
- 2° Avoir dirigé, deux ans au moins, un Bureau foncier provincial.
- 3° Avoir passé au moins trois mois à l'Observatoire de Paris.
- 4° Avoir suivi en France, et pendant sept mois au moins, des cours de mathématiques et de droit qui seront désignés au candidat.
- 5° Traiter, en dernier lieu, deux questions concernant l'une la géodésie, l'astronomie ou les mathématiques ; l'autre le droit. Le candidat aura la faculté de choisir les deux sujets dans une série de six présentée par la commission d'examen ; il lui sera laissé quinze jours pour les traiter chacun.

Art. 14. — Les géomètres du service du Cadastre et de la Topographie de Cochinchine seront tous admis à la catégorie des géomètres-arpenteurs. Un arrêté ultérieur indiquera l'époque de leur admission et celle de la suppression du service du Cadastre et de la Topographie. Chacun conservera sa classe et sa solde actuelles.

Deux ans après leur passage à la Direction du Livre foncier de Cochinchine, les anciens géomètres du Cadastre auront à subir un examen portant sur les parties du programme, annexé A, marquées d'un astérisque. Ils devront justifier également de leur connaissance de la langue annamite.

Celui qui ne saura satisfaire aux conditions imposées, perdra tout droit à l'avancement. Sur sa demande, il devra être admis à remplir, dans la Colonie, un autre emploi mieux en rapport avec ses connaissances.

Art. 15. — La catégorie des géomètres-arpenteurs comptera quatre classes non compris les élèves-géomètres, celle des géomètres-triangulateurs trois et celle des ingénieurs-géomètres deux.

L'avancement en classe aura lieu invariablement à l'ancienneté sans que le tour d'un géomètre puisse être sauté autrement que par punition et, dans ce cas, l'intéressé devra en être informé sitôt après que sa faute se trouvera jugée.

Chaque avancement en classe est strictement subordonné à une nouvelle justification de connaissance de la langue annamite.

Art. 16. — Tout géomètre faisant partie d'une brigade est justiciable, en premier ressort, de ses camarades. S'il se conduit mal,

s'il donne des preuves de paresse ou d'incurie, il devra sur la demande motivée de tous les géomètres de la brigade être déplacé. Il sera remis dans une autre brigade dès qu'une vacance se produira ; s'il se fait exclure également de celle-ci, il sera licencié.

Art. 17. — La solde et les accessoires concernant les géomètres ainsi que le personnel indigène sont consignés aux Tarifs A et B annexés au présent arrêté.

Les attributions de hiérarchie et de commandement, les droits et devoirs des géomètres et du personnel indigène, les rapports de tous avec leurs chefs ou supérieurs ainsi qu'avec le public sont consignés dans les *Instructions aux géomètres de la Direction du Livre foncier de Cochinchine*.

Art. 18. — Sitôt après son admission dans le corps, tout géomètre ou élève sera pourvu, par les soins de l'administration, d'un jeu complet et neuf de tous les instruments réglementaires dont il a besoin.

En principe, le prix de ces instruments est, en entier, à la charge du preneur. Il sera acquitté, à défaut d'un paiement plus rapide, par des retenues mensuelles sur la solde, qui ne pourront pas être inférieures au cinquième de celle-ci.

Après quatre ans effectifs de service dans la Colonie, il sera fait aux géomètres une remise de la moitié du prix d'achat ; après huit ans effectifs de service, du quart ; après douze ans, de l'autre et dernier quart.

Les anciens géomètres du Cadastre de Cochinchine auront à présenter leurs instruments à une commission de trois membres (un géomètre-triangulateur ou, à défaut, le Directeur du Livre foncier, un ingénieur et un officier de marine ou d'artillerie) qui décidera de leur acceptation ou de leur rejet. Ces géomètres compléteront leur série d'instruments de la même manière et sous les mêmes conditions que les nouveaux admis. Le temps de service antérieur entrera en ligne de compte pour les remises.

Tous les instruments seront matriculés lors de la délivrance (ou de l'admission par la commission) et inscrits avec le nom du propriétaire sur un registre spécial.

Art. 19. — Il ne sera accordé ni avancement, ni congé adminis-

ratif au géomètre aussi longtemps qu'il n'aura pas intégralement acquitté le prix de ses instruments.

Art. 20. — Le personnel indigène comprendra trois catégories d'agents : les *piqueurs*, les *piqueurs-borneurs* et les *arpenteurs*.

La catégorie des piqueurs comptera quatre classes non compris celle des élèves-piqueurs, celle des piqueurs-borneurs en comptera trois, et celle des arpenteurs indigènes, deux.

Art. 21. — L'admission dans la catégorie des piqueurs et dans celle des piqueurs-borneurs a lieu par voie d'examen suivant les programmes ci-après (*Annexes C et D*).

Tout nouvel admis débutera comme élève-piqueur. Nul ne pourra se présenter à l'examen de piqueur-borneur s'il n'est déjà piqueur et s'il n'a, au moins, un an de service.

Art. 22. — Tout indigène de l'Indo-Chine française peut se présenter à l'examen d'élève-piqueur, pourvu qu'il jouisse d'une bonne santé, qu'il soit suffisamment robuste, n'ait subi encore aucune condamnation et n'ait pas déjà été renvoyé de l'Administration. S'il est démissionnaire d'un autre service, il faut que sa démission remonte, au moins, à un an de date.

Art. 23. — L'admission dans la catégorie des arpenteurs indigènes a lieu par voie de concours.

Art. 24. — Les instruments nécessaires aux piqueurs-borneurs, et qui doivent rester leur propriété, leur sont livrés par l'Administration, de la même manière et sous les mêmes conditions qu'aux géomètres.

Art. 25. — Le présent arrêté abroge tous arrêtés, décisions et circulaires concernant l'organisation du corps des géomètres de Cochinchine et du personnel indigène qui le seconde.

ANNEXE A

Programme pour l'examen de géomètre-arpenteur

ÉPREUVE ÉCRITE

Dictée. — Le sujet devra contenir l'application des principales règles de syntaxe grammaticale. La dictée ne sera remise qu'après

avoir été recopiée au net. Elle sera appréciée tant au point de vue de l'orthographe qu'à celui de l'écriture.

Rédaction. — Le sujet devra se rapporter au cadastre ou à la propriété foncière; il sera indiqué succinctement aux candidats qui auront à le développer. Ce travail devra être terminé en une heure et demie.

Arithmétique. — Problème avec solution raisonnée.

Géométrie. — Problème sur la division des aires.

Algèbre. — Problème d'application de l'algèbre élémentaire.

Trigonométrie rectiligne. — 1^o Résolution d'un triangle quelconque avec présentation des calculs. 2^o Problème d'application.

**Géométrie descriptive.* — Problème élémentaire avec épure. Devra être terminé en une heure.

**Géométrie analytique.* — (Plane). Problème élémentaire sur les sections coniques. Devra être terminé en une heure.

**Observations.* — Compensation des observations d'un réseau de triangles ou d'une chaîne.

Dessin topographique. — Il sera commencé à 7 heures du matin et devra être terminé, au plus tard, à 5 heures du soir.

Les épreuves écrites auront lieu avant les épreuves orales.

ÉPREUVE ORALE

Arithmétique. — Numération parlée et écrite. Théorie des nombres. Démonstration et preuve des quatre règles fondamentales. Caractères de divisibilité. Extraction de la racine carrée et de la racine cubique d'un nombre. Système métrique.

Géométrie. — Toute la géométrie élémentaire, plane et dans l'espace.

Algèbre. — Les quatre règles algébriques. Fractions et radicaux algébriques. Caractères de divisibilité des polynômes. Equations du 1^{er} degré. Discussion des formules générales de résolution des équations du 1^{er} degré. Discussion de l'équation du second degré à une inconnue. Progressions. Théorie élémentaire des logarithmes, leur usage. Intérêts composés et annuités.

*Théorie élémentaire des déterminants.

Trigonométrie rectiligne. — Définition des lignes trigonométriques d'un arc. Formules qui donnent les fonctions trigonométriques de la somme ou de la différence de deux arcs. Formules relatives à la multiplication et à la division des arcs. Formules pour transformer en produit la somme ou la différence de deux lignes trigonométriques. Formule qui permet de remplacer par un monôme la somme algébrique de plusieurs termes. Résolution des triangles rectilignes.

**Géométrie descriptive.* — Intersection des droites et des plans. Changements de plans et rotations autour d'axes. Projections auxiliaires. Détermination des distances. Angles formés par des droites et des plans. Résolution de l'angle dièdre. Réduction à l'horizon. Sphère inscrite. Sphère circonscrite.

**Géométrie analytique.* — Géométrie plane : coordonnées, homogénéité, transformation des coordonnées, ligne droite et cercle, courbes du second degré, foyers et directrices.

Les candidats ne seront pas interrogés sur des questions nécessitant l'emploi des dérivées.

**Observations et mesurages.* — Théorie élémentaire des erreurs. Procédés élémentaires de compensation des erreurs.

**Théorie des instruments.* — Principes de leur construction. Leur réglage et leur emploi. Manière de compenser les erreurs instrumentales.

**Cadaastre.* — Historique du Cadaastre de France. Lois et règlements qui le concernent.

ANNEXE B

Programme pour l'examen de géomètre-triangulateur

ÉPREUVE ÉCRITE

Rédaction. — Rapport sur une question concernant l'agriculture, la propriété foncière ou le cadaastre. Ce rapport devra être terminé en quatre heures ; il sera apprécié comme forme et comme fond.

Géométrie descriptive. — Une épure. Le sujet est à prendre dans les parties désignées pour l'épreuve orale sur la matière. L'épure sera commencée à sept heures du matin et devra être terminée au plus tard à cinq heures du soir.

Géométrie analytique. — Problème tiré des parties désignées pour l'épreuve orale sur la matière.

Analyse algébrique. — Problème d'application.

Physique. — Problème sur une question concernant l'optique.

Astronomie. — Etant données des observations, déterminer la longitude et la latitude d'un lieu à l'aide de la *Connaissance des temps* et des tables de logarithmes.

Probabilités. — 1^o Application des moindres carrés à des mesures données. 2^o Détermination des valeurs les plus probables déduites d'observations données.

Langue annamite. — 1^o Traduction d'un acte de disposition (avec dictionnaire). 2^o Rédaction d'une lettre sur un sujet donné (sans dictionnaire).

ÉPREUVE ORALE

Trigonométrie sphérique. — Formules fondamentales. Formules de Delambre et de Neper. Formules de Moivre. Résolution des triangles sphériques. Résolution de l'équation du troisième degré au moyen des tables trigonométriques.

Géométrie descriptive. — Surfaces diverses. Plans tangents. Sections planes des cylindres, des cônes, des surfaces réglées et des surfaces de révolution. Intersection de deux surfaces courbes.

Projections géographiques. — Figure de la terre. Forme elliptique du méridien ; manière de la déterminer. Construction des cartes géographiques. Divers modes de projection ; raisons qui déterminent leur choix.

Géométrie analytique. — Géométrie plane : théorie générale des courbes. Géométrie dans l'espace : coordonnées, transformations des coordonnées, ligne droite et plan, génération des surfaces, similitude, surface du second degré.

Analyse algébrique. — Séries et logarithmes. Dérivées. Imaginaires. Théorie des équations.

Analyse infinitésimale. — Infiniment petits et différentielles. Règles du calcul différentiel et applications. Intégrales simples et applications.

Probabilités. — Précision des observations. Théorie des erreurs. Moyennes et limites. Poids. Méthode des moindres carrés, son application à la géodésie.

Physique. — Eléments de toutes les parties de cette science. Théorie élémentaire des instruments d'optique simples et composés.

Astronomie. — Coordonnées astronomiques. Différentes espèces de temps. Calcul de la réfraction astronomique, des parallaxes, de la précession, de la nutation et de l'aberration. Ephémérides, leur construction et leur usage. Calcul de l'heure, des positions apparentes des étoiles, des distances lunaires.

Droit. — Loi foncière française. Régime hypothécaire en France. Fonctionnement des bureaux de l'enregistrement, du domaine et de la conservation des hypothèques.

Cadaastre. — Cadaastre et constitution de la propriété foncière à l'étranger et dans les temps anciens.

Langue annamite. — Lecture et traduction d'une histoire prise au hasard dans les *Chuyện giải buồn* ou dans la collection du *Nam-Kỳ quốc ngữ*. Conversation.

ANNEXE C

Programme pour l'examen d'élève-piqueur

ÉPREUVE ÉCRITE

Dictées en français et en quốc ngữ. — Les dictées seront recopiées au net, elles seront appréciées au point de vue de l'orthographe et de la calligraphie.

Arithmétique. — Un problème portant sur les quatre règles.

Dessin topographique. — Une copie.

ÉPREUVE ORALE

Langue française. — Lecture et conversation (sera cotée comme la langue annamite).

Langue annamite. — Traduction en français d'un texte facile.

Arithmétique. — Calculs faciles et démonstration au tableau. Les problèmes comportant application de la règle de trois ne sont pas exigés.

La vigueur physique du candidat lui donnera une avance variant de 1 à 6 points. Tous les points spécifiés à l'article 8 seront doublés.

ANNEXE D

Programme pour l'examen de piqueur-borneur

ÉPREUVE ÉCRITE

Langue annamite. — Traduction d'un acte de disposition : 1^o du quộc ngũ en français ; 2^o des caractères chinois en français.

Arithmétique. — Problème comportant application de la règle de trois composée.

Trigonométrie. — Résolution d'un triangle quelconque au moyen des tables de logarithmes. La formule et toutes les valeurs numériques nécessaires au calcul du triangle étant données.

Géométrie. — Problème relatif aux deux premiers livres.

ÉPREUVE ORALE

Arithmétique. — Preuve des quatre règles fondamentales. Caractères de divisibilité. Fractions ordinaires et décimales. Extraction de la racine carrée. Système métrique.

Géométrie. — Les deux premiers livres et les principaux théorèmes concernant le triangle rectangle. Surface d'un triangle quelconque et d'un polygone irrégulier.

Trigonométrie. — Notions sur les lignes trigonométriques ; les formules couramment employées et la manière de les disposer pour le calcul.

Instruments. — Description sommaire des instruments. Leur réglage et leur emploi.

ÉPREUVE PRATIQUE

Cadastre. — Bornage d'un terrain, lever et plan du susdit par des procédés graphiques en se servant du ruban d'acier et d'un instrument goniométrique. Cette épreuve sera cotée de 0 à 15.

TARIFS A ET B

Le lecteur comprend facilement qu'aussi longtemps que l'Administration ne se sera pas prononcée sur les réformes à introduire, l'établissement d'un tarif quelconque est un travail de portée nulle. Nous l'omettons sans plus.

C'est ici que nous arrêtons notre étude, car nous estimons avoir dit, et tout ce qui peut expliquer les raisons de l'état actuel des choses, et tout ce qui doit y remédier. Avons-nous réussi à convaincre le plus grand nombre ? Nous osons l'espérer. Y a-t-il lieu de compter sur la mise en pratique de notre projet ? Nous en doutons fort.

Les motifs de notre doute sont basés sur deux ordres de faits dissemblables quoique concourant à la même fin : la marche habituelle, cent fois observée, des affaires entreprises par l'Administration ; l'égoïsme politique, économique et social dont ne sauraient se départir les privilégiés dans nos races néo-latines.

Mais, supposons les empêchements suscités par le premier ordre de faits écartés, supposons aussi que le gouverneur ait la volonté, la fermeté et la chance requises pour imposer un tel projet. Il lui faudra toujours, d'abord, se familiariser avec la question et se décider à accorder son entière confiance à l'homme qu'il chargera de l'exécution ; il devra se résigner à le soutenir, à le défendre envers et contre tous. Or, ces choses ne se font pas du jour au lendemain. Il est peu de gens, même parmi les spécialistes, qui pourraient assumer une semblable responsabilité sans études préalables ni mûres réflexions. Quant à la confiance, il est élémentaire de ne pas l'accorder sur de simples et primes apparences. Avant, il convient d'étudier le caractère de l'homme, de déterminer sa valeur, son aptitude, de savoir s'il a le tempérament d'un chef, si c'est un esprit droit, si, enfin, il a le cœur à une aussi bonne place que la tête.

Tout cela demande du temps, croyez-le, et pour peu que l'homme ait un certain âge, qu'il soit menacé par les infirmités de la vieillesse, précoces en ces pays, on pourra dire en reprenant les paroles que notre bon Lafontaine prêtait au charlatan : « Avant l'affaire, le gouverneur, l'homme au projet ou celui chargé de l'exécuter ne seront plus dans la colonie ».

En ce qui concerne notre égoïsme de race, qu'on a l'habitude de travestir du nom de conservatisme, l'analyse des faits l'étale si bien aux yeux de qui veut regarder que tout autre genre de démonstration est superflu. La mentalité qui nous domine et nous assujettit malgré tous nos efforts, ne permet à aucun d'entre nous de consentir un sacrifice de quelque importance au bien commun. Les réformes ne s'obtiennent aux pays néo-latins que par la violence ou à la suite de faits accomplis au dehors qui ne leur laissent que l'alternative de s'exécuter ou de crouler. Maintes fois cette dernière solution est préférée. La grande Révolution, la plus sanglante de toutes les révolutions de la Terre, avait été prévue longtemps d'avance, on aurait donc pu l'éviter par des concessions faites à temps, du moins lui enlever ce qu'elle a eu d'homicide et d'atroce. La perte des colonies espagnoles était, de même, prédite depuis bien des années ; de judicieuses et opportunes réformes eussent pu l'empêcher. La dépopulation en Italie, par une émigration constante vers l'étranger, n'a pas de raison qui ne soit connue. Les intéressés n'ont rien fait, ne feront jamais rien. En nos pays néo-latins, ce n'est que par les désordres et les violences que nous arrivons à la paix et à la liberté.

Partout et toujours on se heurte à d'infimes minorités qui, abusant de la puissance de leurs moyens d'actions, faisant bon marché des misères du peuple, s'opposent à toute réalisation de progrès dès qu'elles se sentent lésées dans leurs intérêts. Ici même, en notre Indo-Chine française n'avons-nous pas l'étalon orque, depuis des années, tout le monde réclame. La masse s'élève énergiquement contre le maintien du dollar, et pourtant elle n'obtient aucune satisfaction, parce que les quelques personnalités, seules en mesure de provoquer un changement de situation, n'ont pas intérêt à le voir se réaliser, elles n'agissent pas. Elles seront culbutées à bref délai, c'est certain, mais pas plus que les fonctionnaires et les moines espagnols de récente mémoire, pas plus que la noblesse et le clergé français de 89, elles n'auront rien entrepris pour amortir le choc.

Il n'en est pas autrement quant à l'institution du Livre foncier en Cochinchine, de trop influents personnages en la matière ont ou, du moins, pensent avoir intérêt au maintien du *statu quo*, et ils agiront, sans doute, de leur mieux pour qu'aucune réforme n'aboutisse.

Cependant, il est bon, croyons-nous, de faire voir à tous les conséquences du système proposé.

Les administrateurs n'auront plus à s'occuper de l'enregistrement des actes concernant la propriété foncière. En quoi cela peut-il blesser leur amour-propre ou diminuer leur autorité? C'est une besogne de moins et voilà tout. D'autre part, si l'on accorde aux chefs de province le droit de distribuer les terres domaniales jusqu'à 20 hectares au lieu de 10, ils seraient, pensons-nous, assez mal venus de se plaindre. Enfin, n'occupent-ils pas dans la commission foncière leur due place? Nous avons expliqué ailleurs pourquoi ils ne sauraient présider la commission. Il faut, au bout du compte, se faire une raison; on ne peut pourtant pas laisser admettre que le bien public doive céder le pas à de puériles questions de vanité personnelle.

Les notaires perdront sur ce que leur rapportent aujourd'hui les contrats relatifs aux biens-fonds, c'est vrai, mais ils trouveront une large compensation dans le nombre d'actes à établir. Vu le bas prix, le public ne cherchera plus à écarter l'intervention du notaire. D'autre part, le visa de l'administrateur que nous demandons, utile certes pour obliger les parties à rédiger leurs contrats comme ils doivent l'être, conduira celles-ci fatalement à la remarque qu'il n'est pas plus onéreux de recourir à un officier ministériel que de passer par l'écrivain public, les miliciens et les secrétaires-interprètes. Lorsque la plupart des actes se feront librement par le notaire, on pourra exiger l'authenticité de tous. C'est le but à poursuivre.

Les avocats-défenseurs ne verront guère, hélas! leurs affaires diminuer. Le peuple annamite est d'un naturel trop processif pour qu'il ne s'ingénie point à trouver ailleurs matière à chicane, dès que les limites de propriété ne lui en fourniront plus. Les procès de ce genre ne sont, au reste, ni les plus importants ni les plus nombreux, et si la note des frais se trouve parfois être élevée, la cause en est aux expertises. Avec le Livre foncier, celles-ci vont se réduire à leur plus simple expression, sans pouvoir éliminer

cependant le fait de l'usurpation lui-même ; le procès a donc bien des chances de subsister ; il sera moins coûteux, est-ce un mal ?

L'expropriation se poursuivra rapidement et presque sans frais. Mais, le gros de ces frais ne bénéficie pas à l'avocat, et si sa présence n'est plus requise pour l'expropriation elle-même, elle pourra souvent l'être par suite de la mauvaise foi des parties. Le procès empêché d'un côté surgira plus violent de l'autre. Ce ne sont ni les codes, ni les gens de loi qui suscitent et entretiennent tant les procès, mais bien le peuple lui-même. Les Chinois, et plus encore les Annamites, ont tellement la passion de poursuivre en justice que les plus importantes dispositions de leurs codes sont établies en vue d'empêcher les gens de plaider. L'expérience, si elle est tentée, démontrera, je crains, qu'il n'y a rien eu de changé.

Une autre remarque, c'est que si tous les actes concernant la propriété foncière doivent revêtir la forme authentique, le notaire de Saigon, les greffiers-notaires des provinces ne suffiront plus à la tâche. Une partie de ces actes devra forcément être établie par les avocats-défenseurs, dans l'intérêt même de leurs clients. Ce sera une nouvelle source de revenu et, si l'on veut, une compensation pour ceux qui en cherchent une.

Quant aux magistrats, pour un léger surcroît de travail qui leur sera imposé au début, ils auront une sensible diminution de tâche dans la suite. En matière foncière, ils arriveront à juger très vite et avec une sûreté qu'ils ne peuvent atteindre aujourd'hui. Nous les prions instamment de ne jamais oublier que la justice, en France, n'est pas une institution fiscale, qu'elle n'a ni à faire ses frais, ni à rapporter bénéfice au Trésor ; elle a à dire droit, à appliquer la loi, c'est tout.

Mais aux magistrats aussi un horizon nouveau doit s'ouvrir. Nous avons proposé de mettre des géomètres à la tête des Bureaux provinciaux et de la Direction du Livre foncier, cependant c'est avec une arrière-pensée, car tellé n'est pas la constitution finale que nous rêvons. Lorsque la meilleure part des terrains domaniaux aura été distribuée en Cochinchine, lorsque les géomètres ne trouveront plus ni à se perfectionner ni même à s'entretenir professionnellement, lorsqu'un seul d'entre eux suffira aux besoins de deux et même de plusieurs provinces, lorsqu'on entreprendra l'immatriculation des terres aux pays de protectorat, les chefs des Bureaux fonciers devront émigrer vers ces pays, et recommencer là l'œuvre terminée en

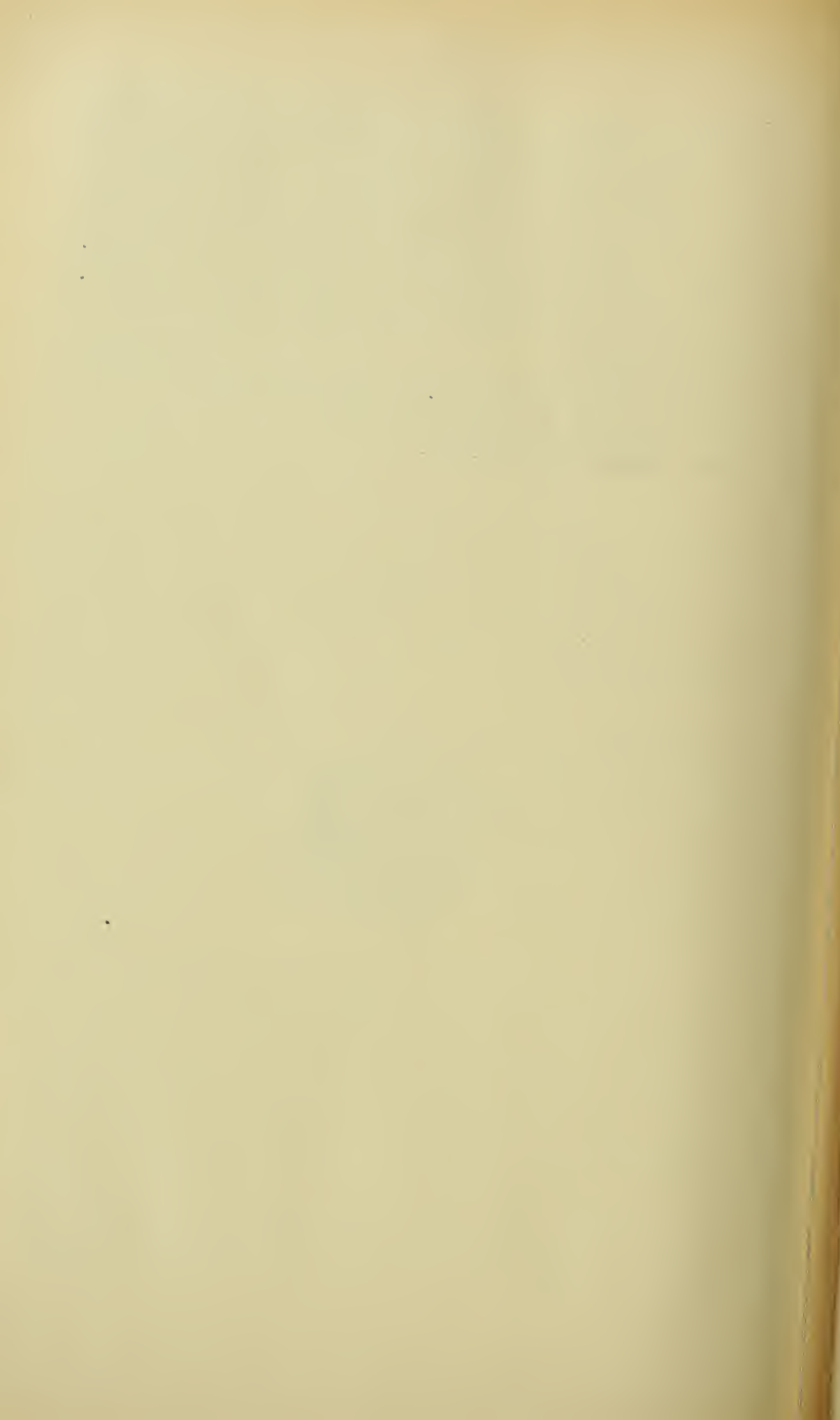
Cochinchine. Il faudra les remplacer dans notre colonie. Par qui ? Par des magistrats. Les commissions provinciales alors disparaîtront, le chef de chaque Bureau foncier sera un juge en première instance quant à l'immatriculation et aux inscriptions au Livre foncier. Nous aurons ainsi *le juge foncier*, le *Grundbuchrichter* des Allemands. Un conseiller à la cour occupera la place de directeur du Livre foncier. C'est vers cette organisation finale que doivent tendre nos efforts. Quand nous l'aurons acquise, le vrai but sera atteint, l'œuvre se trouvera parachevée.

Toutefois, pour en venir à ce degré de perfection, il faudrait le vouloir, et, surtout, il faudrait commencer.

Mais commencera-t-on jamais ?

FIN





ERRATA

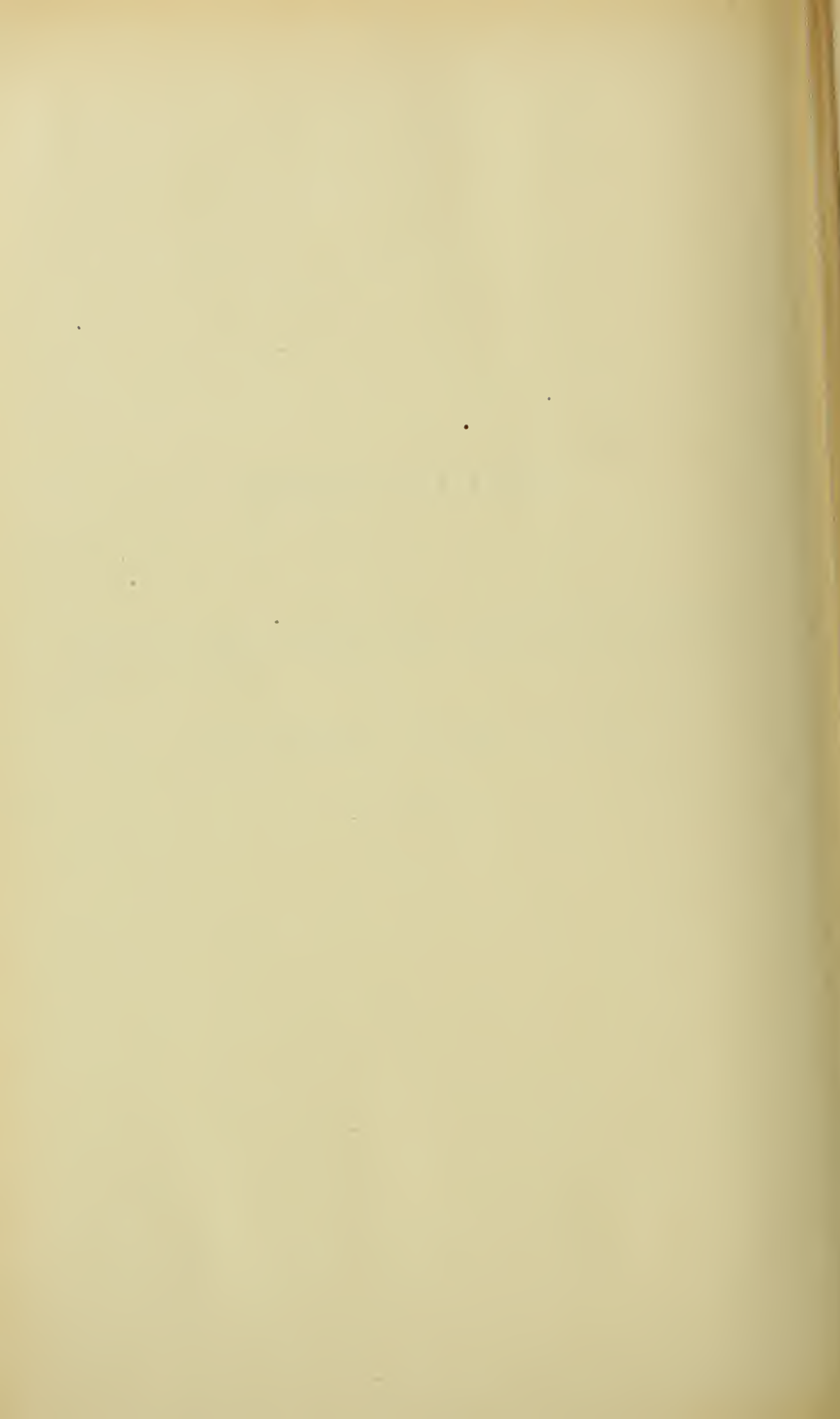
Nous ne relevons ici, bien entendu, que les erreurs pouvant modifier le sens du texte, laissant au lecteur le soin de reconstituer, par la pensée, les accents et les signes ponctuatifs qui manquent ou sont erronés.

- Page 28, ligne 10, méridionale, *lisez* : méridional.
— 33, ligne 31, Sir Robers Torrens, *lisez* : Sir Robert Torrens.
— 51, ligne 33, classement, *lisez* : classement.
— 62, lignes 26 et 27, d'un vérificateur du corps des géomètres, *lisez* : du Directeur du Livre foncier de Cochinchine à défaut d'ingénieur-géomètre ou de géomètre-triangulateur.
— 71, ligne 15, gagiste, *lisez* : à l'antichrésiste.
— 72, ligne 22, gagiste, *lisez* : à l'antichrésiste.
— 74, partout où se trouve le mot « hũa », *lisez* : « hoả ».
— 78, dernière ligne, retour et joignez-y, *lisez* : retour, joignez-y.
— 92, ligne 23, le défendeur, *lisez* : l'une des parties.
— 93, ligne 17, la justice, *lisez* : la Justice.
— 95, ligne 22, le Grecs, *lisez* : les Grecs.
— 95, ligne 28, bien, *lisez* : biens.
— 96, ligne 15, on a fini par, *lisez* : on est arrivé à.
— 96, renvoi, ligne 10, constester, *lisez* : contester.
— 102, ligne 6, mais nous voulons, *lisez* : toutefois nous voudrions.
— 102, ligne 7, contre, *lisez* : sur.
— 111, ligne 32, mầu, *lisez* : mầu.
— 112, ligne 12, la question de voies, *lisez* : la question des voies.
— 113, renvoi (1), ligne 6, plus value, *lisez* : plus-value.
— 127, ligne 12, affaires, *lisez* : affaire.
— 154, ligne 5, par la vente, *lisez* : par vente.
— 156, ligne 31, faliciter, *lisez* : faciliter.
— 157, ligne 25, d'excercer, *lisez* : d'exercer.
— 180, ligne 12, inposaient, *lisez* : imposaient.
— 180, ligne 21, passe droit, *lisez* : passe-droit.
— 185, ligne 32, et chercher, *lisez* : et de chercher.
— 186, renvoi (1), ligne 23, Il parlent, *lisez* : Ils parlent.
— 190, ligne 7, si on, *lisez* : si l'on.
— 198, lignes 3 et 4, propriété ; foncière, *lisez* : propriété foncière.
— 204, renvoi (1), ligne 3, payaients, *lisez* : payaient.
— 206, ligne 38, excellence, *lisez* : excellente.
— 212, ligne 4, toute, *lisez* : tout.
— 224, ligne 2, de Baeyer, *lisez* : De Baeyer.
— 231, ligne 16, établir sur les sommets des bornes, *lisez* : établir, sur les sommets, des bornes.
— 244, ligne 30, ou, *lisez* : au.
— 268, ligne 16, du géomètre des travaux, *lisez* : du géomètre, des travaux.
-

CIRCULAIRES
ET
PROCÈS-VERBAUX

ANNÉE 1902 — 1^{er} SEMESTRE





CIRCULAIRES

ET

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

CIRCULAIRE N° 1

Saigon, le 15 janvier 1902.

Messieurs et chers Collègues,

J'ai été heureux de constater, à la dernière Assemblée générale, que l'année qui vient de s'écouler a été favorable à la Société des Études, que le nombre de ses membres s'était encore accru et que son but et son œuvre se trouvaient mieux appréciés du public. C'est un résultat dont nous pouvons être fiers; prenons la résolution de continuer nos efforts pour que l'année 1902 ne soit pas inférieure à sa devancière et que par une active collaboration de ses membres, la Société des Études continue à mériter l'estime dont elle jouit maintenant. Avec de la méthode dans le travail et l'union des membres, nous pourrons arriver facilement à ce résultat.

La Société des Études reçoit de ses correspondants bon nombre de publications, dont la plupart, surtout celles qui sont rédigées en langues étrangères, sont, je sais au regret de le constater, peu ou pas lues. Il y a là une lacune à combler. Autrefois le bibliothécaire s'était chargé de parcourir toutes les brochures et d'en rendre compte en séance. C'était trop présumer de sa bonne volonté. Je proposerai donc que chaque membre, selon ses aptitudes ou ses

convenances, se chargeât d'une publication et de faire le résumé des articles qui lui paraîtraient intéressants pour la Société, résumé qu'il communiquerait en séance. Quelques membres n'auraient à parcourir qu'une ou deux brochures dans l'année, d'autres en auraient plus, mais cela ne serait jamais une grande fatigue. Ce serait la division du travail bien entendue pour le grand profit de tous et de la Société.

J'aurai encore une proposition à faire. Il y a quelques années, la Société des Études avait organisé des concours photographiques. L'idée, qui était bonne, valut à la Société un grand nombre de vues qui ont été réunies en un album et un travail des plus intéressants sur la sèriciculture.

Pourquoi ne renouvelerions-nous pas cette tentative ? Le nombre des amateurs photographes n'a fait que s'accroître en Cochinchine et un concours avec des prix sérieux aurait des chances de réussir. Je vous serais donc très obligé de me faire part de vos idées sur ce sujet, afin qu'à la prochaine séance, nous puissions fixer la valeur des prix, les sujets à proposer et les conditions générales du concours.

Veuillez agréer, Messieurs et chers Collègues, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président,
PÉRALLE.

Bibliothèque. — Ouvrages reçus

Une collection de Bulletins de la Société d'études coloniales de Bruxelles. Echange.

Musée. — Objets reçus

1^o Echantillon de grès pris dans une carrière de l'île de Phu-quôc. Don de M. DUCAROT.

2^o Un bec de marabout.

3^o Une branche madréporique curieuse. } Dons de M. DUTERTRE.

4^o Un vase en faïence } signature de Khuong-hi } Achat.

5^o Un crachoir

6^o Une dent de scie. Don de M. LAM-VAN-MY.

Membres nouveaux

MM. le Dr MAROTTE, médecin aide-major de 1^{re} classe des troupes coloniales.

le Dr RANGÉ, chef du service de santé de la Cochinchine.

CAROUGEAU, vétérinaire à Nha-trang.

JAOUEN, conducteur de 2^e classe des ponts et chaussées.

HEYD, capitaine d'artillerie coloniale.

A. PENNE, interprète judiciaire à Soctrang.

GUIBAL, agent-voyer à Soctrang.

EMBRY, entrepreneur à Saigon.

BÉRA, enseigne de vaisseau.

DÉMARETZ, commerçant à Saigon.

Convocation

La prochaine réunion mensuelle de la Société aura lieu le vendredi 31 janvier, à 9 heures du soir, au local ordinaire de ses séances.

Ordre du jour. — 1^o Lecture du procès-verbal de la dernière séance ; 2^o Correspondance ; 3^o Lecture d'un travail de M. FERRIÈRE sur les *Maternités indigènes* ; 4^o Organisation d'un concours photographique ; 5^o Lecture de la préface des *Institutions annamites* par M. SCHREINER ; 6^o Projet de budget pour l'année 1902.



Séance du 29 janvier 1902



Présidence de M. PÉRALLE

La séance est ouverte à 9 heures 1/4.

Le Président fait part de la décision qu'il a prise d'écrire à MM. les Administrateurs, chefs de provinces, pour leur proposer l'achat des monographies de la Cochinchine que publie la Société. Un certain nombre ont répondu affirmativement.

Le Président espère obtenir l'adhésion de la plupart des provinces et recueillir ainsi un millier de piastres qui nous seront

très utiles pour mener à bonne fin cet important travail. M. BOSCO dit que la Société devrait s'assurer subsidiairement le concours de l'Administration, car l'ouvrage intéresse aussi bien le Gouvernement que les particuliers ; il lui est répondu que nous espérons qu'en dehors des administrateurs, les chefs de service sauraient nous encourager et prendraient pour leurs bureaux les monographies qui sont en cours de publication.

Le Président donne lecture : 1^o d'une lettre de M. CAROUGEAU, vétérinaire à l'Institut Pasteur de Nha-trang, qui remercie de son admission et qui assure de son concours dévoué.

2^o Lettre de M. AUDOUIN qui demande que la Société veuille bien s'employer auprès de la Société des courses pour faire obtenir des entrées de faveur aux membres de la Société.

Cette demande est repoussée.

3^o Lecture d'une lettre de M. RAMBAUD qui donne connaissance d'une légende qui court à Soctrang sur le naufrage d'une jonque de mer. Cette jonque qui transportait des trésors et des statues destinés à parer les pagodes cambodgiennes du pays, se serait échouée à un endroit aujourd'hui recouvert de terre. M. Rambaud a fait faire des fouilles et a découvert des morceaux de vieilles poteries, de la pierre de bienhoa en formation, du minerai, etc., il a malheureusement été interrompu par l'arrivée de l'eau. Les fouilles n'ont donc pu être continuées, mais il est à peu près certain qu'elles ont été faites au bon endroit puisque, au dire de M. Rambaud, dire contrôlé et approuvé par plusieurs personnes, le sol, quand on le frappe, rend un son sourd comparable à celui du tamtam.

Une assez vive discussion s'engage sur la non-réussite de ces fouilles. M. BOSCO dit qu'on ne peut s'arrêter en si beau chemin, que des fouilles de deux mètres de profondeur, même quand on est arrêté par l'eau, ne sont pas suffisantes et qu'on doit pousser plus loin, qu'on peut trancher la difficulté en faisant des sondages. M. DEVAUX dit qu'en effet les sondages seraient ce qu'il y aurait de plus pratique à faire, que des sondes donnent de parfaits résultats à vingt mètres de profondeur. Il propose d'essayer ce système. Le Président demande à l'assemblée de laisser au bureau le soin de s'occuper de cette question, et qu'avant d'engager des dépenses qui pourraient être considérables pour les ressources de la Société, il serait bon de s'entourer de renseignements suffisants. L'assemblée adopte cette manière de voir.

M. PÉRALLE invite les sociétaires à lire le Bulletin de la Société coloniale de Bruxelles, il y a un fascicule traitant du Congo, qui est très intéressant, par suite de l'analogie qu'il présente avec ce qu'il y a en Indo-Chine.

La parole est donnée à M. SCHREINER pour la lecture de la préface de ses *Institutions annamites*. M. Schreiner, en termes émus, remercie tout d'abord les membres de la Société de l'honneur qui lui a été fait de l'appeler à la vice-présidence; il dit que cette marque de sympathie a été pour lui une grande consolation après les déboires qu'il a éprouvés. Il donne ensuite lecture de sa préface qui est applaudie. Le Président, au nom de la Société, le félicite chaudement.

La parole est ensuite donnée à M. FERRIÈRE pour la lecture de son travail sur les *Maternités indigènes*. Cet ouvrage, d'un très grand intérêt, est religieusement écouté. Mais, vu l'heure avancée et l'ordre du jour qui est très chargé, le Président prie M. Ferrière de bien vouloir reporter à la prochaine séance la lecture de la fin de son travail. M. Ferrière accepte.

L'ordre du jour appelle l'organisation d'un concours de photographie.

L'assemblée consultée décide que ce concours sera général, c'est-à-dire que tout le monde, sociétaire ou non, peut participer à ce concours.

Une commission de cinq membres, composée de MM. MOINE, J. DE CORDEMOY, DEVAUX, OBSCUR, COATANÉA, est chargée de déterminer les sujets du concours et d'élaborer un programme.

Le projet de budget pour 1902, comporte une prévision de 9,000 \$ de recettes contre 7,000 \$ environ de dépenses. Adopté.

La séance est levée à 11 h. 1/2.

CIRCULAIRE N° 2

Saigon, le 16 février 1902.

Messieurs et chers Collègues,

Dans sa réunion de janvier, la Société des Études a bien voulu accueillir favorablement l'idée que j'ai émise d'un concours

photographique. Une commission de cinq membres a été nommée pour en déterminer les conditions qui seront soumises à votre approbation à la prochaine séance.

Peu de membres ont répondu à mon appel du mois dernier au sujet de la lecture et du compte-rendu à faire des diverses publications que reçoit la Société. J'ai fait dresser une liste de ces publications : chacun peut en prendre connaissance en la salle de nos séances, et, à sa convenance, s'inscrire pour tel périodique qui lui sera remis régulièrement par les soins du bibliothécaire. Je le dis et le répète : pour qu'une association arrive à ses fins, remplisse son but, il convient que chaque membre collabore dans la mesure de ses moyens à l'œuvre générale.

Ce qui pour un seul, serait un travail trop absorbant, impossible même, devient, en divisant la tâche, un simple passe-temps, doublé du plaisir de se rendre utile à tous.

Il sera procédé à la prochaine séance, à la sous-location par adjudication des journaux pour le 1^{er} semestre 1902. Les sociétaires empêchés d'assister à la séance peuvent participer à cette adjudication en faisant des offres par lettre adressée au siège de la Société.

Veuillez agréer, Messieurs et chers Collègues, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président,
PÉRALLE.

Bibliothèque. — Liste des journaux mis en adjudication

Le Courrier Saigonnais, L'Opinion, La France d'Asie, Le Courrier d'Haiphong, L'Avenir du Tonkin, L'Echo de Chine, Le Temps, L'Hebdo-Débats, Le Yacht, L'Indépendance Belge, Le Weekly Press de Hongkong.

Musée. — Objets reçus

1^o Fruits donnant l'éponge végétale et provenant des montagnes du Cap St-Jacques. Don de M. DURAND, professeur.

2^o Collection de minéraux.

3^o Collection de coquillages du Cap.

{ Dons de M. PÉRALLE.

Membres nouveaux

MM. ARDIN, prote à l'imprimerie Ménard.

ROYER —

JULLIEN, briquetier à Soctrang.

BASTARD, administrateur à Soctrang.

LÉVESQUE, comptable à Soctrang.

MAGUIN, capitaine au régiment des tirailleurs annamites
à Soctrang.

BEAUVOIR, percepteur à Soctrang.

SON-DIEP, tri-huyèn à Soctrang.

Convocation

La prochaine réunion mensuelle de la Société aura lieu le lundi 24 février, à 9 heures du soir, au local ordinaire de ses séances.

Ordre du jour. — 1^o Lecture du procès-verbal de la dernière séance ; 2^o Correspondance ; 3^o Organisation d'un concours photographique ; 4^o Lecture d'une nouvelle réaliste : *Thi-Bay Bouddha*, par M. SCHREINER ; 5^o Lecture du travail de M. FERRIÈRE sur les *Maternités indigènes*.

Séance du 24 février 1902

Présidence de M. PÉRALLE

La séance est ouverte à 9 h. 1/4.

Le Président donne lecture d'une lettre de M. HECKEL, directeur du Musée et de l'Institut colonial de Marseille, qui nous fait la proposition d'échanger nos bulletins contre les Annales de l'Institut colonial de Marseille. Cette proposition est acceptée.

La commission chargée d'élaborer le programme du concours de photographie ayant remis son travail, la discussion en a aussitôt commencé et, sauf quelques modifications, l'assemblée a approuvé le programme ci-dessous dont les articles ont été discutés un par un,

Concours de photographie

PROGRAMME

Article premier. — Dans le but de mettre sous les yeux du public qui visitera l'Exposition d'Hanoi, une représentation des curiosités de l'Indo-Chine, la Société des Etudes indo-chinoises ouvre un concours de photographie auquel sont admis à prendre part amateurs et professionnels, sociétaires ou non.

Art. 2. — Les pièces relatives au présent concours devront parvenir avant le 1^{er} juin 1902, au siège de la Société des Etudes indo-chinoises, 16, rue de Lagrandière, à Saigon.

Art. 3. — Le format des épreuves est laissé au choix des concurrents sans toutefois pouvoir être inférieur à 8×9 .

Art. 4. — Les photographies porteront sur tous les points intéressant les pays indo-chinois : ethnographie, habitation, monuments, arts, industrie, coutumes, cérémonies, scènes de mœurs, paysages, etc.

Art. 5. — Chaque concurrent pourra envoyer autant de sujets qu'il lui plaira avec un minimum de 6. Le concurrent devra donner la légende de chaque sujet avec le lieu et la date si possible et enfin si le sujet le comporte, l'accompagner d'une notice *ad hoc*.

Art. 6. — Tout concurrent devra adresser les clichés et deux épreuves non montées de chaque cliché, à la Société. Ces épreuves et les clichés réservés par l'article 9 ainsi que les notices les accompagnant demeureront la propriété de la Société qui restera seule maîtresse de l'utiliser comme il lui semblera à propos.

Art. 7. — Aucun papier n'est imposé. Toutefois il est à désirer que les épreuves soient envoyées sur papier inaltérable à la lumière : gélatino-bromure, platine, charbon, etc. Les positives sur verre ou sur support équivalent seront acceptées, mais alors le format exigé est 8×9 .

Art. 8. — Des prix avec diplômes seront décernés aux meilleurs travaux.

1 ^{er} Prix.....	100 \$
2 ^e Prix.....	70
3 ^e Prix.....	40
4 ^e Prix.....	20
5 ^e Prix.....	1 ^{re} mention honorable.
6 ^e Prix.....	2 ^e —

Art. 9. — Tout concurrent primé fera abandon de ses clichés à la Société. Son nom, sauf réserve de sa part, sera publié dans le Bulletin de la Société.

Art. 10. — Le jury se prononcera sur l'exécution du cliché et sur sa valeur artistique, sur l'intérêt du sujet et généralement sur l'ensemble du travail de chaque concurrent.

Art. 11. — Les prix seront décernés dès que le jury d'examen aura terminé ses travaux, au plus tard, un mois après la clôture du concours.

Art. 12. — Afin d'assurer la plus grande impartialité, les envois devront être faits comme il suit :

Les épreuves seront contenues dans une première enveloppe à l'adresse de la Société, chaque épreuve portera, écrite au dos, une devise quelconque, toujours la même pour toutes les épreuves d'un même concurrent.

La première enveloppe, outre les épreuves, renfermera une autre enveloppe cachetée et sans aucune inscription.

A l'intérieur de ce pli, se trouvera une feuille portant le nom et l'adresse du concurrent, ainsi que la reproduction de la devise par lui adoptée pour distinguer ses épreuves.

Art. 13. — Ces dernières enveloppes seront ouvertes en séance, après l'adoption du rapport du jury.

Art. 14. — Le jury, composé de cinq membres, sera choisi en séance ordinaire parmi les membres de la Société des Études et en dehors des concurrents. Il fonctionnera au même titre que les commissions prévues par les statuts de la Société.

Saigon, le 24 février 1901.

Signé : PÉRALLE.

Pour donner plus de publicité au concours, M. FERRIÈRE promet d'insérer gracieusement dans son journal, *Le Courrier Saigonnais*, le programme tel qu'il a été adopté. Le Président l'en remercie au nom de la Société.

La parole est donnée à M. FERRIÈRE pour la continuation de la lecture de son intéressant travail sur les *Maternités indigènes*. L'œuvre entière soulève d'unanimes applaudissements et le Président remercie vivement M. Ferrière d'avoir donné à la Société la primeur de ce travail qui paraîtra dans le prochain Bulletin.

La parole est ensuite donnée à M. SCHREINER. Notre premier vice-président nous lit *Thi-Bay Bouddha*, œuvre humoristique, qui a provoqué une franche gaité dans l'assemblée. Cette étude de mœurs annamites a été si bien dépeinte qu'elle a soulevé d'unanimes applaudissements.

L'ordre du jour appelle ensuite la mise en adjudication des journaux pour le 1^{er} semestre 1902.

<i>Le Courrier Saigonnais</i>	a été adjudé à MM.	BERQUET.
<i>L'Opinion</i>	—	J. DE CORDEMOY.
<i>La France d'Asie</i>	—	DEVAUX.
<i>Le Courrier d'Haiphong</i>	—	BERQUET.
<i>L'Avenir du Tonkin</i>	—	BERQUET.
<i>L'Echo de Chine</i>	—	BERQUET.
<i>Le Temps</i>	—	TRÉFAUT.
<i>L'Hebdo-Débats</i>	—	FERRIÈRE.
<i>Le Yacht</i>	—	FERRIÈRE.
<i>L'Indépendance Belge</i>	—	PÉRALLE.
<i>Le Weekly press de Hongkong</i>	—	DÉMARETZ.

La séance est levée à 11 h. 1/2.

Le Secrétaire,
DUCAROY.

CIRCULAIRE N° 3

Saigon, 19 mars 1902.

Messieurs et chers Collègues,

En raison des fêtes de Pâques, notre réunion mensuelle sera avancée de huit jours et aura lieu le lundi 24 mars.

Dans notre dernière séance, la Société a voté le règlement du concours photographique dont le principe avait été adopté au mois de janvier. Ce règlement, œuvre d'une commission compétente, vous a été adressé à plusieurs exemplaires, afin de vous permettre d'en distribuer parmi vos connaissances qui s'occuperaient de photographie. La Société a tout lieu d'espérer que nombreux seront les amateurs qui voudront bien répondre à son appel.

Notre dévoué bibliothécaire, M. TRÉFAUT, me signale qu'un certain nombre de sociétaires détiennent pendant un temps très long, les ouvrages qu'ils empruntent; je me permettrai de les inviter à bien vouloir se conformer au règlement de la Bibliothèque qui fixe à un mois au maximum la durée des prêts.

Veuillez agréer, Messieurs et chers Collègues, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président,
PÉRALLE.

Bibliothèque. — Ouvrages reçus

- 1^o *Atlas Larousse illustré*, 2 volumes.
- 2^o *L'Indo-Chine*, collection COURTELLEMONT.
- 3^o *Le Laos*, par L. de REINACH (t. 1 et 2).
- 4^o *Pacification du Haut-Tonkin*, par le capitaine MORDACQ.
- 5^o *L'Annam*, du 5 juillet 1885 au 4 avril 1886, par le Général X***.
- 6^o *Le drame chinois*, par M. MONNIER.
- 7^o *Croquis siamois* par Charles BULS.
- 8^o *Dix ans de Haut-Tonkin*, par L. GIROD.
- 9^o *Médecine et Pharmacie chez les Chinois et chez les Annamites*, par le Dr REGNAULT.
- 10^o *Chronicle and directory (annuaire)* pour 1902, publié à Hongkong.
- 11^o *Atlas archéologique de l'Indo-Chine*, Monuments du Champa et du Cambodge, par le capitaine E. LUNET DE LAJONQUIÈRE.
- 12^o *Nouvelles recherches sur les Chams*, par Antoine CABATON. — Envois de l'Ecole française d'Extrême-Orient.
- 13^o *Situation de l'Indo-Chine (1897-1902)*. — Envoi du Gouvernement.
- 14^o *Droit annamite*, par M. G. DURRWELL (2^e fasc.). — Don de l'auteur.

Musée. — Objets reçus

1^o Une photographie (groupe dont Fr. GARNIER, de LAGRÉE, etc., pris autrefois à Cholon). — Don de M. le capitaine LACROIX, au nom de la Société de géographie de Rochefort.

2^o Un poisson rare provenant de Rachgia. — Don de M. LAM-VAN-My.

Membres nouveaux

MM. BAZERQUE, mécanicien aux Messageries fluviales.

Ed. PIGEON, inspecteur de banque à Saigon.

VAIREL, capitaine.

VITALIS, agent comptable au Sanatorium du Cap St-Jacques.

FRÉREJEAN, capitaine.

CATHERINE, commis des travaux publics à Hanoi.

IMBERT, docteur à Soctrang.

LEDUC, président du tribunal de Bacieu.

HÉRAUD, chef de service du jardin botanique à Phnompenh.

CUNIAE, conseiller colonial, maire de la ville de Saigon.

Démission

M. le Dr RANGÉ, rentré en France.

Convocation

La prochaine réunion mensuelle de la Société aura lieu le lundi 24 mars, à 9 heures du soir, au local ordinaire de ses séances.

Ordre du jour. — 1^o Lecture du procès-verbal de la dernière séance ; 2^o Correspondance ; 3^o Lecture d'un travail de MM. CAROUGEAU et BLIN sur la *Pasteurellose bovine en Indo-Chine*.

M. le Dr HECKEL, directeur du Musée et de l'Institut colonial de Marseille, nous a adressé la note suivante :

« Nous serons heureux de trouver parmi les membres de votre Société, un homme actif et adonné aux études indo-chinoises de tout ordre, à qui nous donnerions le titre de *Correspondant de l'Institut colonial de Marseille* et qui accepterait de pourvoir notre laboratoire de recherches coloniales, des produits qu'il reconnaîtrait dignes d'une étude scientifique ou qui nous les signalerait comme tels. »

Séance du 24 mars 1902

Présidence de M. PÉRALLE

La séance est ouverte à 9 h. 1/4.

M. MÉTIX propose l'abonnement à la *Revue Blanche*, l'assemblée adopte la proposition.

Le Président donne lecture : 1^o d'une lettre de M. DEBERNARDI, administrateur de Gia-dinh, qui invitait la Société à assister au concours régional annuel des riz qui s'est tenu du 21 au 23 mars. M. PÉRALLE a tenu à représenter la Société et a fait part à l'assemblée du bon accueil qu'il a reçu.

2^o D'une lettre de M. CUNIAO, maire de Saigon, qui remercie de son admission comme membre titulaire.

3^o D'une lettre de M. KLOSS par laquelle notre collègue donne une traduction faite d'après un journal allemand d'un article sur l'utilisation des bananes. Il s'agirait de constater s'il serait possible de faire sécher ces fruits et de les exporter en Europe où ils remplaceraient avantageusement les figues et les dattes. M. PÉRALLE dit que les Annamites font sécher les bananes au soleil, mais que ces fruits ne se conservent que quelques mois, les indigènes les consomment secs ou les prennent avec du thé. Il n'y a pas actuellement d'usine s'occupant de cette spécialité en Cochinchine, mais M. Péralle ajoute qu'il croit savoir que cette industrie est en train de se développer aux Antilles. M. PASSERAT DE LA CHAPELLE dit qu'il n'a jamais entendu parler aux Antilles d'exportation de bananes séchées, qu'à sa connaissance l'Amérique fait une consommation énorme de bananes vertes qui sont importées de diverses contrées. Cette importation s'élève à plusieurs millions. Il ne croit pas que la banane sèche ait du succès en Amérique. Le journal d'agriculture tropicale nous apprend que l'on vend à Londres des bananes sèches emballées en de jolies boîtes d'une livre de 15 à 20 bananes, ces bananes sont excellentes et on prédit un bel avenir commercial à ces bananes sèches qui sont supérieures aux figues. Les meilleurs bananes à exporter seraient celles de la Jamaïque.

M. MÉZYNSKI fait part de son prochain départ en France, il regrette que la maladie l'ait forcé d'interrompre les travaux qu'il préparait pour la Société, mais dès son arrivée en France, si son état de

santé le permet, il se fera un devoir de les achever et de nous les faire parvenir.

La parole est donnée ensuite à M. MÉTIN pour la lecture du travail de MM. CAROUGEAU et BLIN. Ce travail d'un intérêt tout particulier est expliqué dans ses parties techniques par M. Métin qui rend ainsi plus compréhensible la valeur du travail. M. le Président, au nom de la Société, prie notre sympathique vice-président de transmettre aux auteurs les félicitations et les remerciements de la Société. M. TRÉFAUT demande qu'avec l'autorisation de MM. Carougeau et Blin, M. Métin veuille bien faire des renvois expliquant les termes par trop techniques qui pourraient rebuter les profanes. M. Métin promet d'en demander l'autorisation et de faire les notes demandées.

La séance est levée à 11 heures 1/2.

Le Secrétaire,
DUCAROT.

CIRCULAIRE N° 4

Saigon, le 21 avril 1902.

Messieurs et chers Collègues,

Nous avons à déplorer la mort d'un de nos collègues, M. GUIBAL, agent-voyer à Soctrang, décédé presque subitement le 10 mars dernier. Il y avait un mois à peine que M. Guibal faisait partie de la Société des Etudes : nul doute que la connaissance qu'il avait des Annamites et de leur langue, car il habitait la Cochinchine depuis plus de 15 ans, ne nous eût valu quelques notes originales. — Malheureusement la grande faucheuse ne l'a pas voulu ; ne quittons pas ce collègue sans lui dire un mot d'adieu.

Notre dernière séance a été particulièrement intéressante : tout en donnant lecture du travail de MM. CAROUGEAU et BLIN, sur une maladie de la race bovine, M. le Dr MÉTIN, directeur de l'Institut Pasteur de Saigon et par suite tout compétent en la matière, nous a gratifiés d'une foule d'explications sur les microbes, la manière de les étudier, leurs effets, etc., ce qui a fait de sa lecture une véritable conférence qui a fort intéressé l'auditoire.

Par suite du départ prochain en France de notre sympathique conservateur du Musée, M. BRIDEX, je viens faire appel à votre dévouement pour la Société des Etudes.

Le bureau sera très heureux de nommer aux fonctions de conservateur le collègue de bonne volonté qui se sent des dispositions pour les collections et qui a des loisirs suffisants pour s'en occuper. Il y a là de quoi satisfaire sa passion pour les bibelots et son amour de l'ordre et du goût.

Dans toute Société de France et de Navarre, c'est une coutume de se réunir au moins une fois l'an en une agape fraternelle destinée à resserrer les liens qui unissent les sociétaires entre eux. La Société des Études s'est réunie quelquefois, mais d'une façon intermittente, pour fêter l'anniversaire de sa fondation. Pourquoi ne pas reprendre ce bon mouvement et poser dans notre prochaine séance les voies et moyens d'arriver à faire un banquet dans le courant de juin prochain ?

Veuillez agréer, Messieurs et chers Collègues, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président,
PÉRALLE.

Bibliothèque. — Ouvrages reçus

Mémoire de S. G. M^{re} MOSSARD sur *Les écoles de la Mission de Cochinchine*. Don de l'auteur.

Brochure sur *L'Assainissement de la ville de Saigon*. Envoyée par la mairie.

Bulletin de la Société khédiviale de géographie du Caire.

» » de géographie commerciale de Bordeaux.

» » des études coloniales.

» » de géographie de l'Est.

» » de géographie de Rochefort.

» » languedocienne de géographie.

Bulletin de la Chambre d'Agriculture.

Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient.

Actes de la Société scientifique du Chili.

Journal des savants.

Bulletin of The Geogical institution (Suède), (8 livraisons).

Le travail du Dr MOUGEOT sur *La vaccine en Cochinchine et les idées chinoises sur la variole et la variolisation*, que la Société des Etudes avait décidé de publier, vient de nous être livré par l'imprimeur. C'est un ouvrage très instructif et très intéressant comme vous pourrez vous en rendre compte.

Musée. — Objets reçus

Une sapèque en jade et or, ayant appartenu à la première femme du feu Nguyễn-huu-Doan, vice-roi du Tonkin, régent de l'Annam, beau-père du roi Thành-Thai.

Une piastre de Minh-Mang.

Une demi-piastre de Thiêu-Tri. Dons de M. MÉZYNSKY.

Un poignard laotien (Gnieous de Xieng-toung).

Une corne de buffle sculptée avec dorures (Savannakek).

Un moulage d'une sculpture d'une clef de voûte de Baïon. Dons de M. BAZERQUE.

Un paquet échantillons d'écorce de cây-da' ou cây-gia servant à la teinture kaki, réputée chez les Annamites. Don de M. DUCAROY.

Membres nouveaux

MM. AUBE, professeur à Mytho.

CAUBET, professeur à Mytho.

CARPENTIER, négociant à Soctrang.

Dr BAILLY, médecin-major de 2^e classe.

GUILLON-LAVALLÉE, géomètre à Long-xuyèn.

LAURENS, enseigne de vaisseau.

PLANTÉ, photographe à Saigon.

CÉLORON DE BLAINVILLE, chef du 1^{er} bureau.

LAURENT, directeur du service des chemins de fer.

RODET, photographe à Saigon.

VINCENT GRÉGORI, entrepreneur.

Démissions

MM. BARTOUILH de TAILLAC, GUILBERT (Tonkin), JOBST, MICHEL, MIRANDE, KNOSP (Tonkin), HO-TAN-QUON, SÉVILLE, VILLAREM (Tonkin), MARTIN (Tonkin).

Décès

M. GUIBAL, agent-voyer à Soctrang.

Convocation

La prochaine réunion mensuelle de la Société aura lieu le lundi 28 avril, à 9 heures du soir, au local ordinaire de ses séances.

Ordre du jour. — 1^o Lecture du procès-verbal de la dernière séance ; 2^o Correspondance ; 3^o Notes sur le Cap St-Jacques, par M. PÉRALLE.

Séance du 28 avril 1902

Présidence de M. PÉRALLE

La séance est ouverte à 9 h. 1/4.

Le Président donne lecture : 1^o d'une lettre de M. YERSIN qui regrette que MM. CAROUGEAU et BLIN ne l'aient pas prévenu de la communication qu'ils ont faite à la Société de leur travail sur la *Pasteurellose bovine en Indo-Chine*. Il demande que cette étude qui peut donner lieu à des critiques et à des controverses qu'il ne voudrait pas voir se produire actuellement, ne soit pas publiée dans notre Bulletin ; M. PÉRALLE a répondu que cette demande arrivait trop tard, vu que le travail était déjà en impression.

Le Président fait part de la mort de M. GUIBAL, il dit que la Société perd un de ses membres les plus dévoués, et qu'il regrette d'avoir été averti trop tard pour envoyer une couronne.

Lecture est faite d'une lettre de M. COLARD qui donne sa démission de trésorier provisoire. Il consent à conserver la caisse jusqu'à ce qu'on ait pourvu à son remplacement.

Lettre de M. SCHREINER, premier vice-président, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance à cause des grandes fatigues qu'il a éprouvées ces derniers temps.

Lettre de M. CATHERINE qui demande d'ajouter à l'article 3 de notre concours de photographie que les vues stéréoscopiques pourront être admises. Il est répondu qu'il est un peu tard, maintenant que toutes les circulaires traitant du concours ont été envoyées, de changer quelque chose dans le libellé de ces circulaires.

Lettre de l'administration des travaux publics qui, en réponse à une demande de M. PÉRALLE sur l'état du canal d'Hatien, informe le Président que le canal de Vinh-tê, autrement dit de Chaudoc à Hatien, fait partie des travaux concédés à l'entreprise des dragages, et que par suite de la nature particulière des déblais (bienhoa en formation, agglomérés de toutes sortes) l'exécution des travaux va être retardée.

M. NEL demande si le canal d'Hatien est praticable à toute époque de l'année et par n'importe quel temps. Dans l'ignorance dans laquelle on se trouve, il prie la Société de bien vouloir demander à M. l'Administrateur de Chaudoc de faire faire des observations à ce sujet.

L'ordre du jour appelle les dispositions à prendre en vue d'un banquet entre les sociétaires. Une commission composée de MM. PASSERAT DE LA CHAPELLE, FRÈREJEAN, LEGROS, est chargée de l'organisation.

Le Président donne lecture d'une lettre du Directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient au sujet du Congrès international des Orientalistes d'Hanoi.

Il est décidé d'en renvoyer la discussion à la prochaine séance.

M. NEL dit que la Société devrait s'abonner à la revue intitulée le *Mercur de France* dont le coût, croit-il, est de 50 francs pour 3 ans.

M. PÉRALLE, avant de statuer sur cette proposition, prie l'auteur de bien vouloir donner des renseignements plus complets.

Dans le but de récompenser les cartographes du cadastre qui nous fournissent les cartes nécessaires à la publication des monographies, le Président propose de donner une somme de 100 ₰ qui sera partagée entre les dessinateurs, cette proposition est acceptée.

M. le Président rend un digne hommage à notre ancien trésorier, M. BERQUET, qui s'est scrupuleusement acquitté de sa tâche.

L'assemblée, à l'unanimité, lui vote des félicitations et le récompense en lui accordant une médaille d'argent.

M. PÉRALLE donne lecture d'une série de notes prises sur le Cap St-Jacques pendant le séjour qu'il vient d'y faire. Ces notes, ayant trait à la géologie de ce coin de la Cochinchine, ont intéressé l'assemblée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11 h. 1/2.

Le Secrétaire,
DUCARROY.

CIRCULAIRE N° 5

Saigon, le 14 mai 1902.

Messieurs et chers Collègues,

Notre dévoué bibliothécaire, M. TRÉFAUT, rentre en France pour cause de maladie et vient de se démettre de ses fonctions. Cela porte

à trois, avec les démissions de M. BERQUET, trésorier, et M. BRIDEY, conservateur du musée, qui partent en congé, les changements apportés dans la composition du bureau et nous tombons sous l'application du paragraphe 3 de l'article 20 de nos statuts.

En conséquence, j'ai l'honneur de convoquer pour le 26 mai, à 9 heures du soir, en assemblée générale, les membres de la Société des Etudes pour la nomination :

- 1^o D'un bibliothécaire ;
- 2^o D'un conservateur du musée ;
- 3^o D'un trésorier.

Déjà, par application du paragraphe 2 de l'article précité, le bureau a procédé au remplacement provisoire de M. BERQUET, trésorier, tout d'abord par M. COLARD, puis par M. DÉMARETZ, et M. BRIDEY, conservateur du Musée, par M. COATANÉA.

Je vous prie de bien vouloir confirmer les nominations de MM. Démaretz et Coatanéa et désigner vous-mêmes un nouveau bibliothécaire.

Le vote par correspondance étant admis, je vous adresse, sous ce pli, des enveloppes de différents formats dont la plus petite soigneusement fermée, sans aucun signe apparent, contiendra votre bulletin de vote et sera jetée telle quelle dans l'urne en séance. Pour le pointage, vous voudrez bien écrire votre nom au revers de la plus grande enveloppe.

Ces dispositions ont pour but d'assurer le secret des votes qui seront reçus dès à présent.

Vous pourrez, pour fixer votre choix, consulter la liste des membres publiée dans le bulletin n^o 41, liste complétée par la suivante qui contient les nouveaux membres demeurant à Saigon.

.....

L'élection terminée, l'assemblée aura à s'occuper de la participation de la Société des Etudes au Congrès des Orientalistes qui doit se réunir à Hanoi, du 1^{er} au 6 décembre prochain ; de la nomination d'un ou plusieurs délégués, et en même temps, de la communication qui pourra y être faite.

Dans notre dernière réunion, une commission de trois membres, MM. PASSERAT DE LA CHAPELLE, FRÈREJEAN et LEGROS, a été nommée en vue de l'organisation du banquet projeté pour le mois de juin.

Notre prochaine assemblée aura, sur le rapport de la commission, à décider définitivement.

Veillez agréer, Messieurs et chers Collègues, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président,
PÉRALLE.

Bibliothèque. — Ouvrages reçus

1^o *Les cultures coloniales des plantes alimentaires.*

2^o *Les cultures coloniales des plantes industrielles*, par Henri JUMELLE.

Bulletin de la Société académique.

- de la Société des études coloniales.
- économique de l'Indo-Chine.
- de la Société philomatique vosgienne.
- de la Société d'agriculture et d'acclimatation du Var.
- mensuel de la Solidarité coloniale.

Petite encyclopédie pratique de la chimie industrielle.

Bulletin de la Société de géographie et d'archéologie d'Oran.

- de la Société de géographie de Toulouse.

Musée. — Objets reçus

3 lances.

1 bouclier.

2 coupe-coupe.

1 nécessaire de fumeur composé d'une pipe, d'un filet, d'un briquet et d'amadou dans un étui en bambou.

Le tout provenant des Moïs Dawaks, entre la province d'Attopeu et la province de Quang-nam. Dons de M. VAIREL.

1 morceau, genre bois d'ébène de Bienhoa. Don de M. FREY.

1 canne faite avec une branche de cây mong-chim, provenant de Poulo-Condore. Don de M. VINCENT.

1 sampan royal, à tête de dragon. Achat.

Membres nouveaux

MM. DAMPRUN, administrateur à Soctrang.

LUC, géomètre du cadastre à Saigon.

KERBRAT, télégraphiste à Soctrang.

CERVETTI, vérificateur du cadastre.

MASSARI, agent du mont-de-piété de Saigon.

Convocation

La réunion en assemblée générale de la Société des Etudes aura lieu le lundi 26 mai, à 9 heures du soir, au local ordinaire de ses séances.

Ordre du jour. — 1^o Lecture du procès-verbal de la dernière séance; 2^o Correspondance; 3^o Election pour la nomination d'un bibliothécaire, d'un conservateur de musée et d'un trésorier; 4^o Participation de la Société des Etudes au Congrès des Orientalistes de Hanoi; 5^o Organisation du banquet projeté pour le mois de juin; 6^o Lecture du *Mari de Thi Bay-Bouddha*, par M. A. SCHREINER; 7^o Nomination du jury pour le concours photographique.

Séance du 26 mai 1902

Présidence de M. PÉRALLE

La séance est ouverte à 9 heures 1/4.

Le Président propose d'associer la Société aux souscriptions qui s'élèvent de toutes parts pour les malheureux sinistrés de la Martinique. Une somme de 100 \$ est votée à l'unanimité.

M. PÉRALLE donne lecture: 1^o d'une lettre du capitaine LACROIX qui, nommé membre du comité local de l'Exposition d'Hanoi, se met à l'entière disposition de la Société pour l'aider à figurer dignement à cette exposition.

2^o Lettre de M. BOUDE qui, revenant de congé, a été heureux de voir qu'en lui envoyant le travail du docteur MOUGEOT, la Société n'avait pas oublié un de ses anciens vice-présidents, qui est resté 18 mois absent de la colonie. Il prie qu'on veuille bien le considérer toujours comme sociétaire.

3^o Lettre de M. DAMPRUN qui remercie de son admission.

M. PÉRALLE rend compte de l'initiative qu'il a prise d'inviter à cette séance M. DELONCLE, député de la Cochinchine. Le départ précipité de notre député, ne lui a pas permis de répondre à cette invitation. Cependant il a promis à notre Président que, à son prochain voyage au mois de novembre prochain, il honorera de sa

présence une séance de la Société. M. Péralle propose à l'assemblée, qui adopte à l'unanimité, de nommer M. Deloncle, membre d'honneur de la Société.

Le Président dit que pour compléter les monographies en cours de publication et les mettre à jour, il a demandé à l'Administration, le chiffre de la population par villages. Nous avons déjà reçu onze réponses. L'ordre du jour appelle le vote sur la confirmation de la nomination du trésorier et du conservateur du Musée, faite conformément à l'article 19 de nos statuts, et de l'élection d'un bibliothécaire.

Sur 41 votants, ont obtenu :

Comme Trésorier

M. DÉMARETZ. 40 voix : Elu

Comme Conservateur du Musée

M. COATANÉA. 39 voix : Elu

Comme Bibliothécaire

M. RAMBAUD. 18 voix : Elu

Divers. 21 —

L'assemblée avait reporté à la présente séance, la discussion sur la participation de la Société au Congrès des Orientalistes qui doit se réunir à Hanoi du 1^{er} au 6 décembre prochain.

La Société a décidé de se faire représenter et a nommé comme délégués : M. PÉRALLE, son président ; M. SCHREINER, premier vice-président et M. Pierre PASSERAT DE LA CHAPELLE.

M. SCHREINER parle d'un alphabet international, il dit qu'avant son départ il soumettra à la Société un travail qu'il fera sur ce sujet.

La commission chargée de l'organisation du banquet, s'est réunie sous la présidence de M. LEGROS. Elle a décidé de choisir l'Hôtel Continental qui nous fait le repas à raison de 5 piastres par couvert. Les conclusions de cette commission sont adoptées et le banquet est fixé au 14 juin.

M. MOINE est nommé membre de la Commission en remplacement de M. FRÉREJEAN, absent.

Un jury de cinq membres, composé de MM. OBSCUR, LEGROS,

LAURENS, MOINE, LAURENT, administrateur, ce dernier sous réserve d'acceptation, est nommée pour l'examen des envois relatifs au concours de photographie institué par la Société. Ce jury se réunira en moment opportun.

M. SCHREINER nous donne lecture du *Mari de Thi-Bay Bouddha* qui est la continuation de l'étude précédente sur les mœurs annamites que sait si bien dépeindre notre premier vice-président. Ce travail repose un peu l'assemblée en lui procurant une franche gaieté.

La séance est levée à 11 h. 1/2.

Le Secrétaire,
DUCARROY.

CIRCULAIRE N° 6

Saigon, le 21 juin 1902.

Messieurs et chers Collègues,

Au début de notre dernière séance, il a été décidé que la Société des Etudes participerait aux souscriptions en faveur des victimes de l'éruption de la Martinique et la somme de cent piastres a été votée.

Le résultat de l'élection pour la nomination de nouveaux membres du Bureau a été le suivant :

<i>Bibliothécaire</i>	M. RAMBAUD.
<i>Trésorier</i>	M. DÉMARETZ.
<i>Conservateur du Musée</i>	M. COATANÉA.

Il a été procédé également au choix des délégués de la Société des Etudes pour le Congrès des Orientalistes de Hanoi. Ont été désignés : M. SCHREINER, M. PASSERAT DE LA CHAPELLE et le Président de la Société. Quant à la communication qui sera faite, d'un alphabet international destiné plus particulièrement à la transcription des langues extrêmes-orientales, elle fera l'objet d'une de nos prochaines séances.

Le banquet annuel de la Société des Etudes a eu lieu à l'Hôtel Continental le 14 juin, sous l'aimable présidence de M. le Lieutenant-gouverneur. Invités et Sociétaires étaient au nombre d'une trentaine.

Les organisateurs, MM. PASSERAT DE LA CHAPELLE, LEGROS et MOINE, avaient bien fait les choses, le banquet a été suivi d'une séance de Donato, si bien que les Sociétaires ne se sont séparés que vers minuit, enchantés de leur soirée.

Le Bulletin n° 42 et les monographies des provinces de Giadinh et de Mytho viennent de paraître et sont en distribution. Ces monographies n'ont pu être accompagnées de leur illustration promise et de leur carte au deux cent cinquante millième. Il a paru préférable, pour éviter un plus long retard, de publier immédiatement le texte, les cartes seront livrées ultérieurement et pourront être intercalées dans leurs monographies respectives.

Veuillez agréer, Messieurs et chers Collègues, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président,
PÉRALLE.

Bibliothèque

Dictionnaire siamois-français-anglais. Achat.

Institutions annamites en Basse-Cochinchine, par Alfred SCHREINER. Achat.

Bulletins de la Société des études coloniales.

— de la Société de Borda.

Ymer Tidskrift.

Bulletins de la Société de géographie commerciale de Bordeaux.

— mensuels de la Solidarité coloniale.

— de la Société languedocienne.

— mensuel de la Société d'agriculture.

— de la Société de géographie d'Alger.

— économique.

— de la Société de géographie du Havre.

La Stèle Chrétienne, de Si-ngan Fou.

Bulletin de la Société royale de géographie d'Anvers.

Mémoires de la Société zoologique de France.

Brieven van en aan, M. H. J. van de Graaff.

Notulen Van de Algemeen en Directievergaderingen.

Musée

Deux pièces de bois sculpté. Achat.

Les Sociétaires qui désireraient recueillir des insectes, peuvent demander au siège de la Société des boîtes spéciales qui leur seront

remises. Ils renverraient ces boîtes aux frais de la Société dès qu'elles seraient garnies.

Membres nouveaux

MM. GROS, professeur à Mytho.

ERNY, administrateur.

BALLET, commis des douanes et régies.

DACHERT, employé de la maison Speidel.

Convocation

La réunion de la Société des Etudes aura lieu le lundi 30 juin, à 9 heures du soir, au local ordinaire de ses séances.

Ordre du jour. — 1^o Lecture du procès-verbal de la dernière séance ; 2^o Correspondance ; 3^o Concours photographique.

Séance du 30 juin 1902

Présidence de M. PÉRALLE

La séance est ouverte à 9 h 1/4.

Le Président donne lecture d'une lettre de M. CUNYAC, maire de Saigon, qui nous annonce que le Conseil municipal, dans la séance du 4 avril dernier, a décidé de prendre pour le compte de la Ville, six souscriptions aux monographies des provinces de la Cochinchine. Le Président se charge d'adresser les remerciements de la Société. Il annonce que cela porte à 20 le chiffre des souscriptions. Le Président donne lecture d'un passage paru dans le Bulletin de la Société de géographie ayant trait aux monographies que nous publions en ce moment. M. RABOT, l'auteur de l'article, se plaint que les cartes accompagnant le texte, ne sont pas suffisamment claires, il donne comme modèle les magnifiques publications des *Surveys* des colonies anglaises. Nous ne pouvons que constater la justesse de ces observations, malheureusement il est impossible d'y remédier, l'industrie locale n'étant pas suffisamment outillée pour nous donner quelque chose d'irréprochable.

Le concours photographique n'a pas donné les résultats que nous en attendions, un seul envoi, signé « Lumen » nous est parvenu.

Le jury d'examen composé de MM. OBSCUR, LAURENS, LAURENT et MOINE s'est réuni le 19 juin et a été d'avis d'accorder une première mention honorable à l'intéressé.

Le Président fait passer à chaque Sociétaire les épreuves envoyées et après une assez longue discussion, a mis aux voix les conclusions du jury qui ont été adoptées à l'unanimité.

Après l'adoption des conclusions, le Président, conformément à l'article 12 du règlement du concours, procède à l'ouverture de l'enveloppe qui contient le nom de l'auteur de l'envoi. Le signataire est M. J. HENDRIKX.

Le comité d'examen, sur la proposition de M. LAURENT, émet le vœu qu'à l'avenir un artiste et un praticien soient nommés en semblable circonstance, pour donner plus de poids à ses conclusions. Approuvé.

Il est ensuite procédé au dépouillement du vote sur MM. SINCOVEC et TRAN-QUAN-THUAN qui sont admis à l'unanimité.

Le Président donne lecture des travaux de M. SINCOVEC sur la culture du pavot de Bénarès et sur le tabac. Ces travaux pourront paraître au Bulletin, après avoir été remaniés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour. La séance est levée à 11 h. 1/4.

Le Secrétaire
DUCAROT.



LISTE GÉNÉRALE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ DES ÉTUDES INDO-CHINOISES
(NOVEMBRE 1902)

Président d'honneur

M. le GOUVERNEUR GÉNÉRAL de l'Indo-Chine.

Vice-présidents d'honneur

MM. le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de la Cochinchine.
le GÉNÉRAL commandant la brigade de Cochinchine.
Monseigneur MOSSARD, vicaire apostolique, évêque de Médée.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Laos.

Membres honoraires

Sa Majesté NORODOM, roi du Cambodge.
MM. le RÉSIDENT SUPÉRIEUR de l'Annam.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Tonkin.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Cambodge.
PIQUET, ancien gouverneur de l'Indo-Chine.
DE LANESSAN, ancien gouverneur de l'Indo-Chine.
AYMONIER, directeur de l'École coloniale, Paris.
CONSTANS, sénateur.
DELONCLE, député.
LE MYRE DE VILERS, ancien député.
HARMAND, ministre plénipotentiaire.
CHAUVEAU, membre de l'Institut.
Noel PARDON, ancien gouverneur de la Martinique.
GRISARD, secrétaire général de la Société d'acclimatation de France.

Membres correspondants

- MM. ARCHAMBEAUD, ingénieur aux mines d'étain de Kinta-Kampar,
Kintar-Pérak (Straits-Settlements).
CHALLAMEL, éditeur à Paris.
COMMENÇAIS, payeur-adjoint, Madagascar.
JUSTEN, de la maison Dulau et Co, libraires, Londres.
A. ASHER et Cie, Buchhandlung, Berlin.

Bureau pour l'année 1902

- MM. PÉRALLE, président.
MÉTIN ✱ { vice-présidents.
SCHREINER }
DUCAROT, secrétaire.
DÉMARETZ, trésorier.
RAMBAUD, bibliothécaire-archiviste.
COATANÉA, ✱, conservateur du Musée.

Membres titulaires

- MM. ABBAT, sous-chef de bureau à la Direction des affaires
civiles.
ACHARD, inspecteur de l'agriculture en Cochinchine.
AGEN, administrateur des services civils.
ALBERT ANTOINE, à Luang-Prabang (Laos).
ARDIN, prote à l'imprimerie Ménard.
ARNAULD, géomètre.
AUBE, professeur.
AUDOUIN, commis des postes et télégraphes.
BAILLY, ✱, médecin-major des troupes coloniales.
BAILLY-MASSON, garde d'artillerie de marine.
BALENCIE, commis des services civils, comptable à Giadinh.
BALLET, commis des douanes et régies.
BASTARD, administrateur.
BAUDSON, sous-ingénieur aux Travaux Publics,
BAZERQUE, mécanicien.
BEAUVOIR, percepteur.
BERA, enseigne de vaisseau.
BERQUET, conservateur des hypothèques.
BERTIN, administrateur, chef des Bureaux au Secrétariat de
Cochinchine.

MM. BIANCHI, capitaine d'artillerie de marine.

BÔN, ✱, conseiller colonial.

BOSCO, chef du bureau des interprètes.

BOUDE, inspecteur des forêts, chef du service forestier au Cambodge.

BOULARD, vétérinaire militaire.

BREILLET, greffier du tribunal de 1^{re} instance.

BRENIER, ✱, sous-directeur de l'agriculture et du commerce de l'Indo-Chine.

BRIDEY, lieutenant au régiment des tirailleurs annamites.

BUSSIÈRE, médecin-major des troupes coloniales.

BERTRAND, commis des postes et télégraphes.

CABANNE DE LAPRADE, administrateur des services civils.

CAHUC, géomètre civil.

CAPUS, ✱, directeur de l'agriculture et du commerce de l'Indo-chine.

CARLOTTI, administrateur.

CAROUGEAU, vétérinaire à l'Institut Pasteur de Nhatrang.

CARRÉ, magistrat.

CATHERINE, commis des Travaux Publics.

CAUBET, professeur.

CAZEAU, directeur du chemin de fer Saigon-Mytho.

CÉLORON DE BLAINVILLE, administrateur.

CERVETTI, vérificateur du cadastre.

CHÉON, ✱, administrateur.

CHESNE, administrateur.

CLAUDE, ✱, imprimeur-libraire.

COATANÉA, ✱, professeur.

COGNACQ, médecin de 1^{re} classe, sous-chef de cabinet au gouvernement général.

COLARD, chef de bureau au contrôle financier.

COMTE, payeur, chef de la trésorerie au Laos, à Vientiane.

CORDEMOY (C. J. DE), commis des douanes et régies.

COUDURIER, libraire-éditeur.

COUNILLON, ✱, professeur, chef du service géologique.

CRESTIEN, administrateur des affaires indigènes.

CROCHET, commis des douanes et régies.

CUNIAC, président du Conseil colonial, maire de Saigon.

CHANARD, agent de police.

COLOMBANI, géomètre du cadastre.

DACHERT, gérant de la maison Speidel.

DAMPRUN, administrateur.

- MM. DANCENIS, comptable, chefferie du génie.
DELOST, commerçant.
DEVAUX, officier d'administration d'artillerie coloniale.
DÉMARETZ, commerçant.
DUCARROY, employé de commerce.
DUMAY, géomètre du cadastre.
DUPLA, professeur.
DURRWELL, , vice-président de la cour d'appel.
DUTERTRE, commis des services civils.
EMBRY, entrepreneur à Saigon.
ERNY, administrateur.
ESPÉRIÉS (Raymond d'), commis des douanes et régies.
FERRIÈRE, rédacteur du *Courrier Saigonnais*.
FOUCHER, directeur p. i. de l'Ecole française d'Extrême-Orient.
FOULAZ, commis des douanes et régies.
FOURMANOIT, garde forestier.
FRÉDIANI, avocat-défenseur.
FRÈREJEAN, , capitaine au 11^e régiment d'infanterie coloniale.
FREY, garde forestier.
FUYNEL, avocat général.
GENDROT, administrateur.
GIGON-PAPIN, notaire.
GIROUX, , directeur de l'école de Cholon.
GODARD, commis des Travaux Publics.
GOUJON, administrateur de 5^e classe, percepteur.
GRISOLI, commis des Travaux Publics.
GROS, , professeur.
GUILLON-LAVALLÉE, géomètre du cadastre.
GUYNET, , capitaine de cavalerie, en mission en Indo-Chine.
HAFFNER, directeur de l'agriculture en Cochinchine.
HANGOUWART (Fernand d'), colon à Kratié.
HÉLOURY, directeur de l'*Opinion*.
HENDRICKX, employé de commerce.
HÉRAUD, chef de service du jardin botanique à Pnompenh.
HEYD, capitaine d'artillerie coloniale.
HOÀI, lettré près du tribunal de Bentré.
HUÊ, professeur.
HUỆ, huyên.
IMBERT, docteur.
JAOUEN, conducteur des ponts et chaussées.
JOANNET, O. , capitaine de vaisseau.
JULIEN, industriel.

- MM. KERBRAT, télégraphiste.
KLEIN, commis d'ordre de service de la navigation intérieure.
KLOSS, négociant.
LABOR, géomètre du cadastre.
LACROIX, ✱, ☛, capitaine d'artillerie de marine.
LAPLANCHE, professeur.
LAROSIÈRE (DE), capitaine d'artillerie coloniale.
LAURENT, administrateur.
LAURENT, inspecteur du chemin de fer.
LEAUTIER, huissier.
LE DUC, président du tribunal de Bac-lieu.
LEGROS, imprimeur-éditeur.
LEPAGE, lieutenant d'artillerie coloniale.
LÉOPOLD-BERNARD, cinématographiste, propriétaire.
LEVESQUE, comptable.
LOURME, ✱, directeur des postes et télégraphes.
LUC, géomètre du cadastre.
LUTAUD, vétérinaire.
LUYKX-VON-ESTERZÉE, consul des Pays-Bas.
LEBRET, représentant de la *Mutuelle de France*.
MAGUIN, capitaine d'infanterie coloniale.
MALLOUÉ, inspecteur de l'*Urbaine* (incendie).
MANUEL, professeur.
MAROTTE, médecin aide-major de 1^{re} classe.
MARQUIÉ, avocat-défenseur.
MASSARI, agent du mont-de-piété.
MASSE, administrateur de 1^{re} classe.
MATTÉI, receveur des domaines.
MAYER, planteur.
MÉNARD, imprimeur-éditeur.
MÉRIGNAN, chef de comptabilité du Trésor.
MÉTIN, ✱, docteur, directeur de l'Institut bactériologique de Saigon.
MEYNIER, contrôleur des douanes et régies.
MÉZINSKY, commis des travaux publics.
MICHEL, commis des douanes et régies.
MOINE, administrateur.
MONTAGNE, conducteur principal des ponts et chaussées.
MORANGE, directeur du laboratoire d'analyses et de recherches agricoles et industrielles.
MOUGEOT, docteur en médecine.
MUNIER, géomètre.

- MM. MUNCH (Victor), employé de commerce.
NEL, lieutenant de vaisseau.
NELSON, commis des douanes et régies.
NGHIÊM, ✱, doc-phu-su.
NHIÊU, huyên.
NINH, conseiller colonial, propriétaire.
OBSCUR, professeur.
ORIA-MIREPOIX (M^{me}), institutrice.
PARIS, ✱ 🌿, avocat-défenseur.
PARIS (M^{me}).
PASSERAT DE LA CHAPELLE (Paul), agent principal de la compagnie d'assurances l'*Urbaine* (incendie).
PASSERAT DE LA CHAPELLE (Pierre), comptable de la mairie de Cholon.
PAUCHONT, commis des affaires civiles.
PAULUS, dentiste.
PAULUS CUA, ✱ 🌿, doc-phu-su.
PAUVREHOMME, commis des douanes et régies.
PENNE (A.), interprète, propriétaire.
PETIT, 🌿, avocat-défenseur.
PÉCARRÈRE, employé de commerce.
PÉRALLE, directeur p. i. du collège Chasseloup-Laubat.
PÉRIGAUD, commis des douanes et régies.
PHILIP, commis des services civils, détaché à l'immigration.
PIGEON, commerçant.
PLANTÉ, photographe.
POIRIER, commis au secrétariat du gouvernement.
PORTRET, avocat-défenseur.
POTIER, professeur, directeur de l'école de Cholon.
PIÉTRI, conducteur des ponts et chaussées.
PUYT, géomètre du cadastre.
QUAINTENNE, géomètre du cadastre.
RABOUHAN, commis de trésorerie.
RAMBAUD, géomètre du cadastre.
RAMBAUD (M^{me}).
RAYNAL, capitaine d'artillerie de marine.
RENAUX, commis des postes et télégraphes.
RIVIÈRE, négociant.
ROYER, prote à l'imprimerie Ménard.
RUFFIER, peintre et sculpteur.
ROCHE, commis des postes et télégraphes.
SARTRE, docteur en médecine.

- MM. SCHREINER, administrateur du journal *Le Courrier Saigonnais*.
SCHREDER, négociant
SCHNEIDER, imprimeur-éditeur.
SIMON, ✱ O. 勳, lieutenant de vaisseau, ancien directeur des
Messageries fluviales.
SON-DIỆP, tri-huyện.
STEINAM, administrateur.
Sơ, phủ.
SỬ, tri-huyện.
TANANT, O. 勳, procureur de la République.
THEVENET, géomètre du cadastre.
THIÉMONGE, négociant.
THIRODE, interprète en chef du service judiciaire.
Thọ, đốc-phu-su.
THUAN, tri-huyện.
TINH MICHEL, employé de commerce.
TOUPET, contrôleur des douanes et régies.
TRÉFAUT, caissier-comptable de commerce.
TRUONG, secrétaire.
TOURNIAIRE, commissaire-priseur.
VAIREL, capitaine.
VAUDEY, professeur.
VINCENTELLI, géomètre du cadastre.
VINCENT-GRÉGORI, entrepreneur.
VITALIS, comptable du Sanatorium du Cap St-Jacques.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Etude sur la constitution de la propriété foncière en Cochinchine.	3
 PREMIÈRE PARTIE 	
LÉGISLATION	
Avant-propos	9
 CHAPITRE I 	
Propriété foncière	12
 CHAPITRE II 	
Propriétaires	25
 CHAPITRE III 	
Garantie de la propriété	31
 CHAPITRE IV 	
Impôts	45
Droits d'immatriculation	47
Droits de mutation et d'inscriptions diverses	50
Produits des copies et extraits du Livre foncier	51
Impôt foncier	51
Monopole du sel	54
Droits de sortie des riz	57
 CHAPITRE V 	
Lois et règlements	60

DEUXIÈME PARTIE

ADMINISTRATION

CHAPITRE I

	Pages
Aperçu de la situation actuelle	107

CHAPITRE II

Régime de l'aliénation des terres domaniales	147
--	-----

CHAPITRE III

Projets d'arrêtés	142
-------------------------	-----

TROISIÈME PARTIE

CADASTRE

CHAPITRE I

Historique et considérations générales	197
--	-----

CHAPITRE II

Travaux	221
Etablissement des bornes	232
Choix et mesure des bases	237
Détermination de la méridienne	238
Observations et calculs trigonométriques	240
Coordonnées	240
Délimitation et mesurage des parcelles ..	242
Confection des plans	247
Etablissement du Livre foncier	249

CHAPITRE III

Personnel	252
Personnel européen	252
Géomètres libres	260
Personnel indigène	262
Rémunération	270

CHAPITRE IV

Projets d'arrêtés	278
Errata	303
Circulaires et procès-verbaux des séances	307
Liste générale des membres de la Société des Etudes indo-chinoises (novembre 1902)	333

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ÉTUDES INDO-CHINOISES DE SAIGON

Année 1902. — 2^e Semestre

SAIGON

IMPRIMERIE L. MÉNARD

—
1903

PHILASTRE

SA VIE ET SON ŒUVRE

PAR

M. le Lieutenant de Vaisseau NEL

Membre de la Société des Etudes Indo-Chinoises

5

L'indigence des bibliothèques et le peu de matériaux qu'il est permis de consulter en Cochinchine, nous ont obligé à nous borner à la brève notice qu'on va lire. Nous aurions voulu nous étendre davantage sur la partie consacrée aux travaux sinologiques de Philastre : les éléments de comparaison, indispensables, nous ont fait défaut. D'autre part, le temps n'est pas venu d'écrire l'histoire véridique des fameuses conventions de 1874, signées au lendemain de la mort de Francis Garnier. Cette étude ne renferme que des indications à ce sujet. Mais nous nous réservons de reprendre un jour cette belle et étrange figure de Philastre, de la creuser d'avantage et de tenter de dire, avec l'ampleur qu'elle mérite, ce que fut cette vie de labeur intellectuel et de haute probité.

PHILASTRE

Des trois grands noms : F. Garnier, Luro et Philastre, qui ont illustré l'histoire des premières années de la domination française en Cochinchine, ce dernier est le seul, dont la vie se soit prolongée jusqu'à nos jours, obscure et volontairement effacée, après avoir été mêlé à des débats retentissants. La jeune carrière de F. Garnier avait sombré à l'épilogue d'un beau coup de désespoir ; Luro ne lui avait survécu que d'un petit nombre d'années ; il s'était éteint, tristement, dans un hôpital maritime, épuisé par une vie de labeur acharné sous un climat dévorant. Philastre vient de mourir à son tour, dans une petite ville de France, à Beaujeu, et nous ignorons même la date exacte de sa mort. (1)

Plus que leur communauté d'origine, la similitude de leur intelligence et de leurs aspirations avait étroitement uni ces trois jeunes hommes, associés dans une même œuvre.

Egalement frappés par la force des institutions du peuple vaincu, séduits par cette vieille civilisation asiatique, à qui manquent peut-être le spécieux et le brillant, leur curiosité d'esprit s'éveillait davantage devant une mentalité, si opposée à la nôtre ; et ils devinrent ainsi, dès le début, les promoteurs convaincus de la conquête morale. Ils en furent les ouvriers sincères et laborieux. Il faut avouer que leur passé les avait préparés admirablement à ce rôle.

(1) Le lieutenant de vaisseau en retraite, Philastre, ancien représentant de la France à Hué, est mort à Beaujeu (Rhône) ; *Moniteur de la Flotte* du 20 septembre 1902.

Formés par leur éducation à l'exercice de l'autorité, ils eurent tout ce qui était nécessaire pour asseoir une pareille œuvre sur des bases solides : un désintéressement absolu, un sentiment chevaleresque de l'honneur et une intelligence ouverte et lucide, alliée à la douceur et à la bonté, qui sont la marque des âmes véritablement fortes.

Sans vanité préconçue et à l'abri, par leur intelligence, du préjugé de race, ils purent ainsi, à force d'observation sincère, pénétrer l'âme du conquis, scruter sa vie sociale, s'emparer de son langage et devenir les maîtres de cette âme étrangère et rebelle, jusqu'au point de la séduire et de la captiver. De tels hommes ont plus fait pour la soumission définitive du vaincu que les plus beaux faits d'armes. Ils ont été les véritables pacificateurs d'un pays, encore frémissant sous le joug étranger. Ainsi, leur œuvre a été féconde comme l'a été celle de leurs devanciers sur d'autres points du globe. Partout, en effet, où la France, aux premiers jours de son histoire coloniale, a jeté avec l'élite de ses enfants, la semence de ses idées et de son génie, au Canada comme aux Indes, en Louisiane comme à Maurice et à Bourbon, le passage des fils de sa race a laissé des traces profondes : les noms des chevaliers de la Salle, des Montcalm, des Dupleix, des La Bourdonnais restent impérissables.

F. Garnier, Luro et Philastre pour avoir eu une fortune moins éclatante, appartiennent à l'admirable lignée de ces héros, et combien d'autres avec eux, dont les noms seront peut-être oubliés demain, les Vial, les Lamaille, les Aubaret, les de Champeaux, etc.

*
* *

Avant de prendre part à la conquête de la Cochinchine, Philastre avait fait partie de l'expédition de Chine sous les ordres du vice-amiral Charner. Il était enseigne de vaisseau, sur l'*Avalanche*. Si l'on veut savoir quel rude apprentissage fut cette expédition pour de jeunes hommes tels que Philastre, il faut le demander à un témoin : « Le matériel était en mauvais état, mais les équipages étaient bons, les officiers excellents ; tous rompus par quatre ans de guerre : usés si l'on veut, mais non à bout ; animés d'un souffle héroïque. Parmi ces officiers, partis de France depuis si long-

temps, quelques-uns, lors de leur arrivée en Chine, n'étaient que des adolescents. Ils avaient vieilli dans ce dur labeur.

« Aucun d'eux n'était jeune. Ils avaient comme un air uniforme de virilité et d'activité ; ceux qui eussent été frivoles ailleurs, avaient ici quelque chose de sérieux ; les autres, arrivés à l'âge où la plupart des hommes sont désireux de repos, étaient remplis d'ardeur... Ils formaient une solide réunion militaire, dissoute aujourd'hui et que les mêmes circonstances ne reproduiraient peut-être pas, à cause des hommes qui y marquèrent (1) ». Ces lignes ne dépassent pas la vérité ; la marine apporta sur le sol vierge de la Cochinchine une véritable élite d'officiers, qui venaient de recevoir une trempe énergique. Nous ne trouvons pas le nom de Philastre cité à travers les opérations de guerre, qui illustrèrent les premières phases de la conquête. Tout ce que nous savons est qu'il faisait partie de la division du contre-amiral Page, chargé de couper la retraite à l'armée annamite aux passages de Gò-váp et de Thủ-dầu-một, pendant que le vice-amiral Charner la forçait dans ses retranchements de Khi-hòa. Dès que le contre-amiral Bonard eût fondé le corps des inspecteurs des affaires indigènes (1861), Philastre fut un des premiers à faire partie de la nouvelle organisation. Une pléiade de jeunes officiers renonçait résolument, les uns momentanément, la plupart pour toujours, à leur carrière, pour se consacrer à la mise en œuvre de cette terre de Cochinchine, qui semble avoir été, à ce moment, malgré les funèbres souvenirs de la conquête, étrangement attirante. Francis Garnier devenait administrateur de la ville de Cholon, que son activité transformait comme par enchantement. A son instigation, Luro quittait la France et venait lui servir de coadjuteur dans ce nouveau rôle. Quelques années plus tard, lorsque Philastre aura été placé à la tête de la *Justice indigène*, Luro deviendra son second. C'est ainsi que nous voyons ces trois intelligences étroitement associées au cours de cette première et laborieuse étape de l'histoire de la domination française en Cochinchine.

Nous l'avons dit déjà : nul bruit autour de son nom pendant ces années de préparation. Il s'est mis à l'œuvre, sans éclat, lentement,

(1) Pallu de Barrière, *Histoire de l'expédition de Cochinchine*.

avec la discipline d'esprit des intelligences imbues d'une véritable culture scientifique; il s'assimile la langue du vaincu; il entreprend l'étude du vieux Droit annamite; il étudie la philosophie des maîtres de cette race; il en pénètre la mentalité fuyante, presque insaisissable: dur labeur qui a rebuté bon nombre de ses successeurs, bien qu'il leur ait ouvert largement la voie. Rien de hâtif dans cette œuvre; ses premiers travaux ne verront le jour qu'après douze ans d'études, d'observation et de recherches patientes. Pendant cette longue période d'effacement volontaire, il cause une impression profonde sur ceux qui l'entourent; il étonne les indigènes par sa puissance d'assimilation, il les séduit par sa loyauté et par son désintéressement, il réussit à nous les attacher et à nous créer parmi eux de précieux auxiliaires, tel le *độc-phủ-sứ* *Trần-bá-Lộc*.

On peut, croyons-nous, considérer Philastre comme le véritable organisateur de la Justice, sous le régime nouveau qui commençait pour les Annamites. Cette organisation si libérale, si humaine, est un témoignage éloquent de son désintéressement intellectuel; elle lui fait largement honneur aussi bien qu'aux chefs qui surent l'écouter et agir dans le sens qu'il indiquait. Il y avait quelque grandeur, à ce moment, à comprendre ce qu'il y a de rationnel et de profondément juste à conserver au conquis le code de ses lois, à respecter ses coutumes, à ne pas le désorbiter de sa vie sociale, à ne pas le déraciner violemment de son passé.

Ce sont de tels procédés qui ont assis rapidement l'influence française en Cochinchine. En s'appuyant sur de tels hommes, les premiers gouverneurs de la Cochinchine ont pu laisser une œuvre durable; et malgré des attaques passionnées, suscitées par des intérêts personnels ou par des intérêts politiques, cette œuvre après avoir laissé un souvenir profond parmi ceux qui furent à des titres divers, les premiers ouvriers de la Cochinchine française, semble exciter encore aujourd'hui, en ce pays, la reconnaissance publique.

*
* *

Doué d'une intelligence claire et positive, Philastre devait avant toutes choses, se livrer aux recherches qui pouvaient avoir une utilité immédiate. Ses travaux sont d'abord d'ordre tout pratique; ce n'est que plus tard qu'il abordera, par une suite de déductions

logiques, les belles études, purement spéculatives, peut-on dire, de l'exégèse chinoise.

Pendant plus de douze ans, il travaille à sa magnifique traduction du Code de Gia-long (1), qu'il accompagne de nombreux commentaires et d'importants extraits des Codes chinois. Ce travail est resté, de nos jours, la base la plus solide de toutes les études sur la législation indigène. Ce fut un labeur de haute conscience dont seule pouvait venir à bout une intelligence merveilleusement lucide, servie par une volonté opiniâtre. Peu de temps après sa publication, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres lui accordait le prix Stanislas Julien, récompense qui avait une haute signification à cette époque; car, si nous nous plaignons quelquefois aujourd'hui de l'ignorance de la métropole sur les questions touchant son domaine colonial, que penser de ce temps où la Cochinchine passait aux yeux de tous pour une terre maudite, fermée à tout travail intellectuel?

L'œuvre de Philastre donnait un magnifique démenti à cette croyance; elle prouvait suffisamment que la volonté peut accomplir ses miracles sous toutes les latitudes.

Nous nous trouverions trop vite en défaut si nous voulions entrer dans l'analyse de cette belle traduction; nous nous bornerons à rappeler ici l'hommage qui lui était décerné il y a peu de temps, par des jurisconsultes tels que MM. Miraben et Dürrwell (2).

Ses études sur le Droit annamite avaient conduit Philastre à se rendre maître de la langue chinoise et de la langue annamite. De là, en poursuivant la voie logique de l'investigation intellectuelle, il devait être amené à aborder les problèmes les plus abstraits de la linguistique. La question de l'origine du langage avait le don de le passionner et sa connaissance approfondie de la langue classique chinoise, acquise par le déchiffrement patient des textes préhistoriques, devait l'induire aux hypothèses les plus hardies et les plus séduisantes. Il a condensé ses réflexions à ce sujet et ses

(1) Philastre, *Le Code annamite*, 2 vol. gr. in-8°; Leroux, 1874.

(2) Miraben, *Précis de droit annamite*, 1 vol. in-8°; Plon, 1896. — Dürrwell, *Doctrines et Jurisprudence en matière civile indigène*; Saigon, 1900-01. — Dürrwell, *Notice sur le dộc-phủ-sứ Trần-bá-Lộc* (Bulletin de la Société des Etudes indo-chinoises, 1900).

découvertes dans un ouvrage paru en 1879 (1). Il nous a été impossible de vérifier si, à l'époque de sa publication, ce livre avait suffisamment attiré l'attention et s'il avait été l'objet de discussions de la part des gens compétents. Il contient des vues audacieuses et originales. « Quand j'ai commencé cette étude, nous dit Philastre, je connaissais l'annamite et le chinois depuis dix ans; il m'a fallu, cependant, encore cinq ans pour arriver au but ». Ce n'est donc pas l'œuvre hâtive d'un essayiste; c'est le travail d'une intelligence concentrée, repliée sur son sujet, rompue à l'exercice d'une critique loyale et sévère.

Nous n'hésitons pas à déclarer, malgré notre incompetence, que ce livre est remarquable par la quantité prodigieuse de substance qu'il contient. Il est devenu de mode aujourd'hui de découvrir l'Indo-Chine, et les rapports existant entre les idiomes des différentes peuplades qui l'habitent. Qu'on lise Philastre: nous pensons qu'on pourra se convaincre que la question était déjà assez bien posée de son temps; il s'agirait de savoir si, depuis, un recul ne s'est pas produit. Nous ajouterons que Philastre avait une incontestable supériorité, par sa culture scientifique, sur ceux qui semblent vouloir ignorer que de tels hommes ont existé avant eux.

La culture littéraire, seule, est aujourd'hui un mince bagage dans les recherches positives. Nous croyons qu'il y avait peu de cerveaux aussi bien préparés que Philastre à essayer de fixer la loi de formation des racines, ou si l'on préfère, puisqu'il s'agit de la langue chinoise, du sens primitif des premiers vocables employés. Il suffira de citer un passage de cet ouvrage « substantifique » pour donner une idée de la valeur de pareilles recherches et laisser entrevoir les larges horizons qu'on y découvre. « ... Bien que je doute qu'on trouve directement des données bien intéressantes en déchiffrant les vieux textes préhistoriques cachés sous leur forme exotérique chinoise, on découvrira très certainement les éléments de plus d'un calcul astronomique permettant de fixer les dates à peu près exactes de quelques-unes des étapes de l'humanité dans sa vie terrestre.

« Je crois avoir déjà reconnu la nature du cycle chinois de soixante ans comme cycle planétaire déterminé par une double révo-

(1) Philastre, *Premier essai sur la genèse du langage et le mystère antique*, vol. in-8; Leroux, 1879.

lution de Saturne, équivalente à cinq révolutions de Jupiter (moins 144 jours) ; ou à trente révolutions de Mars (plus 222 jours) ; ou à cinquante-neuf révolutions de la Terre (moins 30 jours) ; ou à quatre-vingt-seize révolutions de Vénus (moins 52 jours) ; ou à deux cent quarante-cinq révolutions de Mercure (moins 34 jours) ; ce qui donne une période au bout de laquelle les cinq planètes connues et la Terre se retrouvent à peu près dans leur position relative première.

« Ce cycle n'est pas le seul ; je crois avoir vu les traces de cycles plus longs connus et observés dans l'antiquité préhistorique. Enfin je suis porté à croire que certaines figures, qui sont données comme ayant servi à Fou-hi pour tracer le Koua ou diagrammes du Yi-king et plus tard à Yü, à l'époque de son déluge, donnent la position de la ligne des nœuds des cinq planètes à deux époques différentes. En réunissant, après les avoir vérifiées, toutes les données analogues qu'on peu vraisemblablement s'attendre à trouver, il me paraît probable qu'on arrivera à établir quelques dates intéressantes ».

Nous espérons pouvoir revenir un jour sur ce livre curieux.

Ces recherches devaient le conduire à tenter sa magnifique traduction du Yi-king, qui fut son ouvrage capital. En effet, dans cette vieille langue chinoise, le mot n'a « de valeur que par ses acceptions traditionnelles ». Il n'y existe pas de racines « au-delà desquelles on n'atteint plus et qui justifient le sens des dérivés dans les divers idiomes ou dialectes d'une même famille ». Le vocable chinois apparaît « comme si, expression naturelle et spontanée d'une pensée abstraite étrangère aux circonstances et aux conditions de la vie animale de l'homme, celui-ci, saisissant dans cette pensée un rapport avec les circonstances et les conditions de sa vie, avait emprunté le son de cette expression pour créer sa parole raisonnée (1) ».

Or, tout est logique dans cette existence, tout s'y enchaîne rigoureusement. Ses études sur la linguistique et ses recherches sur l'origine du langage allaient le conduire à aborder l'étude approfondie des rituels les plus anciens de la littérature chinoise. C'est en effet, en déchiffrant les antiques et les plus vénérés grimoires de la scolastique la plus traditionnaliste, qu'il avait le

(1) Préface de la traduction du Yi-king.

plus de chances de retrouver le sens primitif des caractères de l'écriture. Avec ce sens primitif, il pouvait avoir la clef des lois primordiales du langage, chez un des peuples réputés les plus anciens. Ainsi il entreprend la traduction du Yi-king qui passe pour le legs le plus ancien des premiers âges : la tradition le fait remonter à trente siècles avant notre ère. Nous verrons plus loin ce qu'il y a de probable dans cette croyance, la part de vérité et la part d'erreur qu'elle contient.

Le Yi-king est un des livres canoniques de la vieille Chine. Le caractère *Yi* signifie *changement, modification* ; *King* est le caractère des livres sacrés ou canoniques.

L'ouvrage a pour sous titre : Tshéou-yi. Tshéou est bien le nom de la troisième dynastie, mais le caractère Tshéou veut dire aussi : *révolution circulaire, mouvement cyclique*. Jusqu'ici, on a traduit l'ensemble, titre et sous-titre, par : *Livre des changements de la dynastie des Tshéou*. Telle est l'interprétation générale des commentateurs chinois. Philastre s'insurge contre cette acception ; il pense qu'il est plus exact de traduire Tshéou par son sens vulgaire : *révolution circulaire*. Le titre devient alors : *Livre des révolutions circulaires*, et, si nous traduisons moins littéralement, nous aurons un sens encore plus rapproché : *Livre des révolutions sidérales*. Le Yi-king, dans son essence primitive, n'est en effet rien autre chose qu'un calendrier, une sorte d'almanach fort ingénieux et très complet.

Il peut paraître audacieux de détinir d'une façon aussi simple la substance primitive du Yi-king. Il est temps, cependant de se rendre à l'évidence et de ne pas continuer plus longtemps et tout à fait hors de propos, à faire à la science chinoise plus d'honneur qu'elle ne mérite. Aucune raison d'irrévérence d'ailleurs n'a contribué à former notre opinion ; nul n'a plus que nous le respect et l'admiration des pères de la pensée chinoise, et, almanach ou, ce qui est plus hermétique, livre magique, le Yi-king est assez riche par ces commentaires pour qu'on puisse faire une pareille hypothèse sans mériter d'être soupçonné de dédain pour une pareille œuvre.

Il n'était guère possible à Philastre, après les années de labeur que cette traduction lui avait coûtées, d'aboutir à une conception aussi simple.

Cependant, s'il ne prononce pas le mot, il énonce clairement que les diagrammes du Yi-king n'ont eu primitivement pour but que de reproduire les différentes phases de la lune et du soleil dans

le système comogonique des Chinois, où la terre était au centre de l'Univers.

Mais si une opinion aussi simple n'était guère possible à ce moment, il n'y a pas grand mérite à la formuler aujourd'hui après les belles études critiques de Ch. de Harlez (1).

*
* *

Qu'est-ce donc que le Yi-king ?

Le Yi-king, proprement dit, tel qu'il existait avant d'être embelli et obscurci à plaisir par ses commentateurs, était un recueil de quelques feuillets à peine, dont la substance essentielle et en même temps la partie la plus ancienne, consistait en 64 diagrammes, composés chacun de six traits. Ceux-ci sont de deux sortes : un trait continu et un trait discontinu. Nous verrons plus loin, comment on obtient ces 64 diagrammes.

Disons tout de suite que ces 64 figures correspondaient à 64 divisions de l'année chinoise. De même que dans notre système zodiacal, que nous avons emprunté aux anciens, les douze figures marquent les étapes successives du mouvement apparent du soleil, les diagrammes marquent les différents moments de l'année, en fournissant par leur structure particulière, des indications sur les positions relatives de la lune et du soleil par rapport à la terre.

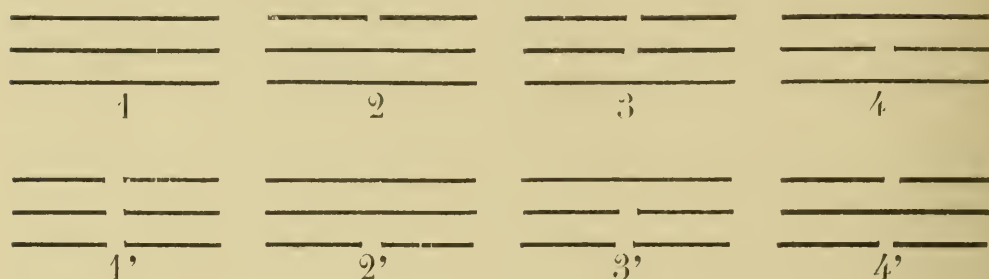
Le système est sans conteste plus ingénieux et plus complet que notre système du zodiaque. Nous allons montrer par une explication qui nous est personnelle que ces 64 hexagrammes ne sont pas le simple produit d'un esprit plus ou moins inventif, mais qu'ils peuvent correspondre à 64 phases astronomiques importantes.

Les hexagrammes étaient obtenus en prenant pour point de départ huit diagrammes de 3 traits chacun ; de là son nom : Pat-koua.

Les huit diagrammes. — Ces huit diagrammes se composent en

(1) Il ne nous a pas été possible d'avoir connaissance des dernières études de Ch. de Harlez, ni des travaux de Douglas, du docteur de Lacouperie, de Feer, etc. Nous n'avons pu, par ailleurs, nous procurer la traduction de Legge qui est postérieure à celle de Philastre ; nous aurions aimé à les rapprocher l'une de l'autre.

combinant trois par trois les deux traits élémentaires que nous avons définis plus haut :



Remarquons que 8 est le nombre exact d'arrangements complets de deux objets associés par groupes ternaires. De même, 64 est le nombre d'arrangements complets obtenus en associant deux à deux et de toutes les manières les 8 trigrammes précédents.

La correspondance qui existe ainsi entre la loi arithmétique et le nombre qui exprime la répétition des mêmes phases sidérales semble, au premier abord, assez mystérieuse. C'est probablement cette correspondance, inexplicable pour eux qui a si vivement impressionné les scolastes chinois et provoqué leur vénération. Il serait puéril de nous laisser dominer par une pareille impression et nous ne devons voir dans cette correspondance que l'effet d'une équation tout à fait occasionnelle. Il faut reconnaître toutefois que cette correspondance met en évidence l'ingéniosité de l'auteur du Pat-koua ; elle dénote, de plus, une connaissance assez étendue de la science des nombres et une grande habitude de les combiner entre eux (1).

Nous allons maintenant exposer quelle était à l'origine, la substance du Yi-king.

Supposons que chacun des trigrammes représente les positions

(1) Si nos souvenirs sont exacts Leibniz pensait que les signes du Pat-koua n'étaient autre chose que les 68 premiers nombres écrits dans le système binaire. Cette opinion, qui est conforme aux lois élémentaires de l'analyse combinatoire nous paraît cependant inadmissible. Les anciens chinois n'auraient donc compté que jusqu'à 68. Ils avaient certainement la notion de la suite indéfinie des nombres. Tout bien pesé, il est possible qu'une humanité primitive ait adopté le nombre 2 comme base de système de numération. Ce serait même un trait saisissant du caractère positif de cette race d'avoir ainsi choisi comme base de leur système de numération le nombre qui peut être indiqué comme le symbole de l'association la plus élémentaire et la plus fréquente dans la nature.

relatives du soleil et de la lune par rapport à un observateur terrestre. Ces positions relatives font partie de l'une ou l'autre des combinaisons suivantes :

- 1^o Le soleil et la lune sont simultanément au-dessus de l'horizon ;
- 2^o Le soleil est au-dessus et la lune est au-dessous ;
- 3^o Le soleil est au-dessous et la lune est au-dessus ;
- 4^o Le soleil et la lune sont simultanément au-dessous de l'horizon.

Ces quatre cas peuvent être représentés par quatre des trigrammes, les figures 1, 2, 3, 4, par exemple, pour un observateur placé dans l'hémisphère boréal. Les quatre autres, les figures 1', 2', 3', 4', correspondront aux mêmes circonstances pour un observateur situé dans l'hémisphère austral. Cette hypothèse peut se justifier par la symétrie de ces huit trigrammes, qui se réduisent à quatre figures distinctes, mais chacune d'elle prise deux fois, dans l'ordre direct et dans l'ordre renversé.

Voilà une supposition sur la signification astronomique de ces huit trigrammes.

Or le soleil, dans sa révolution apparente, parcourt quatre étapes principales bien connues : ce sont les deux équinoxes et les deux solstices. Ces quatre étapes sont symétriques deux à deux par rapport au centre de la terre.

Considérons donc le soleil dans l'intervalle d'un équinoxe à un solstice. Pendant que le soleil accomplit ce trajet, la lune peut se trouver par rapport au soleil à la terre dans une des quatre situations suivantes :

- 1^o La lune et le soleil en conjonction ;
- 2^o La lune et le soleil en opposition ;
- 3^o et 4^o Les deux quadratures.

D'autre part, pour chacun de ces quatre cas, la lune et le soleil peuvent se trouver par rapport à l'horizon de l'observateur, dans l'une ou l'autre des quatre combinaisons énumérées plus haut.

Il s'ensuit que d'un équinoxe à un solstice on a une suite de :

$$4 \times 4 = 16$$

aspects différents du ciel sidéral.

De même, du solstice considéré à l'équinoxe suivant, on a encore $4 \times 4 = 16$, nouveaux aspects du ciel, et comme il y a deux solstices et deux équinoxes, cela fait bien au total 64 phases différentes, qui sont figurées par les 64 diagrammes. Telle peut être la valeur repré-

sentative des 64 figures symboliques, qui constituent la substance primitive du Yi-king.

En résumé, nous n'avons affaire qu'à un système de *Division du temps*, mais ce système a la prétention, comme nous le verrons, de donner à chaque époque considérée une signification particulière.

Tel était le Yi-king à l'origine ; dès lors, on conçoit aisément que le fameux *Shi-hoàng-Ti*, le barbare ou très sage empereur, comme on voudra, qui fit brûler tous les livres existant à son époque, épargnât le seul Yi-king. L'almanach populaire chinois ne pouvait guère, en effet, paraître plus subversif au farouche monarque que ne le paraîtrait aujourd'hui notre Mathieu de la Drôme à nos plus sévères censeurs, *Shi-hoàng-Ti* n'aurait certainement pas agi de même, si le Yi-king avait été, déjà, de son temps, enrichi de ses compendieux commentaires.

C'est vers cette époque que la tradition place l'existence de *Wèn-Wàng*, qui écrivit le premier texte au-dessous de chacune des 64 figures du Yi-king.

Wèn-Wàng était un prisonnier politique ; aucun livre n'existait plus. Ce Silvio Pellico de la vieille Chine occupa ses loisirs à paraphraser les 64 figures symboliques.

Cette opération a eu son analogue chez nous ; nous connaissons tous les formules prophétiques écrites par nos astrologues sous chacune des figures du zodiaque. C'est l'A B C de notre magie populaire.

Toutefois, il faut reconnaître que le texte de *Wèn-Wàng* est plus bref, chaque paraphrase ne comprend qu'un petit nombre de caractères. De plus, il est d'un ordre philosophique très élevé.

En somme, *Wèn-Wàng* indique les analogies entre les phénomènes du monde physique et les états de la vie morale, d'après la structure de la figure considérée.

Ainsi le premier hexagramme signifie :

« Le mouvement, force vitale universelle, création de la vie. Développement, progrès, acheminement vers la perfection des êtres ».

Si on remarque que ce premier hexagramme correspond, dans le système de la division du temps, au 1^{er} mois de l'année, c'est-à-dire aux premiers jours du printemps, on saisit l'analogie qu'a voulu indiquer l'auteur de la paraphrase. Remarquons en passant que la formule de *Wèn-Wàng* n'aurait pas besoin d'être beaucoup transformée pour présenter en raccourci le résumé de nos théories modernes sur l'origine et l'évolution des êtres.

A cette paraphrase de *Wèn-Wàng*, son fils *Tshéou-kong* qui avait probablement de qui tenir, ajouta une glose pour chacun des 64 hexagrammes. Mais cette glose ne s'occupait plus de la nature propre du diagramme ; elle avait pour objet de définir la valeur qualitative de chacun de ses traits constitutifs.

Avec *Tshéou-kong*, on entre dans le langage figuré ou symbolique. Exemple : le premier trait (inférieur) du premier hexagramme est défini :

« *Le Dragon est couché, ne pas agir*. Cela veut dire à coup sûr : Lorsque le soleil est couché, repose-toi. Et nous pensons à un vieil adage : « Se coucher avec les poules », ou : « La nuit porte conseil ». Tant il est vrai que la sagesse des nations se répète sans cesse, sous la variété des formules.

Ces trois parties que nous venons d'énumérer, à savoir :

1^o Les 64 diagrammes ;

2^o Les paraphrases de *Wèn-Wàng* ;

3^o Les gloses de *Tshéou-kong*

constituent le véritable texte du *Yi-king* ; ce texte, nous l'avons déjà remarqué devait tenir en quelques feuillets. Or, la traduction de Philastre comprend deux volumes grand in-8 des *Annales du musée Guimet*. C'est que les commentateurs ont été nombreux et se sont donné libre carrière.

Le premier d'entre-eux est le père de la pensée chinoise, *K'ong-Tsé* lui-même. Il ajouta au *Yi-king* un commentaire en dix chapitres que les lettrés chinois, amoureux de la métaphore, ont appelé les *Dix coups d'ailes* pour indiquer l'envolée superbe de la méditation du vieux philosophe. Après *K'ong-Tsé*, une période de quinze siècles s'écoula sans nouvel apport au texte primitif du *Yi-king*.

Mais sous la dynastie des *S'ong*, la renaissance des belles-lettres et de la philosophie chinoise brille d'une vif éclat. C'est l'âge d'or des rhéteurs et des amateurs de gloses.

Les commentateurs du *Yi-king* sont nombreux ; mais les seuls que la scolastique chinoise ait retenus sont *Tshéou-Tsé*, *Tchèng-Tsé* et *Tshou-Hi* (1). Ce dernier est du *xiii^e* siècle de notre ère ; leurs

(1) Kao-pen-Long, l'auteur du *Tsieh-Yao* (Résumé des principes de *Tshou-Hi*), définit ce philosophe : « L'interprète des *Kings*, celui dont la doctrine illumine le ciel qu'elle traverse comme le soleil et la lune, pénètre la terre comme les sources et les fleuves, projette ses rayons jusqu'aux âges les plus reculés ».

trois commentaires, dans les éditions modernes du Yi-king vinrent enrichir le texte primitif.

Philastre a traduit, sans se laisser rebuter par les obscurités voulues, avec une conscience inlassable, tous ces commentaires, sans en omettre un seul passage. Aucune difficulté n'a pu désarmer sa volonté de donner de ce compendieux recueil de la pensée chinoise une traduction intégrale. Il semble que la règle de conduite qu'il s'était tracée et dont il n'a pas dévié, fut ce précepte du Yi-king : « On doit chercher ce qui est caché en pénétrant dans ce qui est mêlé et en désordre. Caché est ce qui est obscur et enfoncé. On doit constamment scruter et chercher à y pénétrer ».

Sans doute, le traducteur a commis bien des erreurs, à travers toutes les obscurités d'un texte, que le pédantisme des scolastes chinois se complaisait à rendre de plus en plus hermétique. Mais Philastre n'a pas eu besoin du jugement de la critique pour avoir le sentiment de ces erreurs; il a eu lui-même pleine conscience de la valeur relative de son œuvre, malgré ce qu'elle a de considérable.

En bon ouvrier intellectuel, il a compris qu'il n'avait fait qu'asseoir les bases de l'œuvre future et définitive.

Au moment de terminer son magnifique labeur, il écrivait, en manière de conclusion :

« Mon travail est une traduction discutée, rien de plus; malgré ses imperfections, les erreurs inévitables qu'il peut renfermer, je crois pouvoir dire que mon essai est le plus indépendant et, en même temps, le plus fidèle de ceux qui ont été entrepris jusqu'à ce jour. Je serais heureux de le voir discuter ».

La discussion ne se fit pas attendre. L'œuvre en effet était capitale et attira de suite l'attention des sinologues.

La 1^{re} partie de la traduction avait paru en 1885 dans le 8^{me} volume des *Annales du musée Guinet*; la seconde partie ne devait paraître qu'en 1893 dans le 23^e volume.

En 1887, Ch. de Harlez publiait dans le *Journal Asiatique* (1), une première étude sur le Yi-king et la traduction de Philastre.

Cette étude est remarquable par la hardiesse de l'investigation et un sens critique d'une acuité singulière. C'est peut-être ici le lieu

(1) Tome IX.

de faire un court parallèle entre ces deux esprits si opposés qui apportèrent l'un et l'autre une contribution aussi importante et aussi originale aux études sinologiques.

Philastre, avec son intelligence claire, méthodique, sa puissance de travail, sa probité et sa conscience, aimait à se consacrer aux labeurs de longue haleine, qu'il poursuivait avec acharnement jusqu'à en épuiser la substance. Rien n'était capable de le décourager, pas même l'insuccès, et son âme restait introublée si après des années de labeur la solution qu'il avait si opiniâtrement cherchée ne lui apparaissait que d'une façon fugace, incomplète, par lambeaux péniblement arrachés. Par contre, dans ses recherches sur l'exégèse chinoise, ses habitudes de fidélité et de loyalisme devaient influencer sur ses tendances d'esprit et en faire un traditionaliste. Aussi, malgré un effort prodigieux, Philastre n'apparaît que comme un précurseur; il est comme un pont jeté entre le passé auquel il s'est attaché en suivant le sens littéral des textes, et l'avenir auquel il appartient aussi, car sa critique pénétrante a fait éclater les vieux moules, et grâce à son effort d'autres que lui pourront recueillir la vérité.

Ch. de Harlez semble, au contraire, de prime abord, un novateur intelligent, armé d'un sens critique aigu, légèrement irrévérencieux devant les monuments de la scolastique chinoise, mais d'un jugement sûr, pénétrant et d'une critique mordante.

Il semble dédaigner les études de longue haleine; en réalité, il a le travail singulièrement facile, il est primesautier, s'il est permis d'employer ce mot à propos de recherches aussi ardues.

Le nombre d'articles fourni par lui au *Journal Asiatique* sur les questions les plus complexes de l'exégèse chinoise est considérable, mais toutes ces études sont remarquables par leur concision, et leur précision, nous ne disons pas leur sécheresse car la substance en est toujours riche, bien ordonnée et originale.

Il paraît avoir eu le dédain de tout ce qui est rhétorique : comme Philastre, dont il est l'ancien compagnon d'armes, son savoir s'appuie sur une culture scientifique solide.

Les critiques de Ch. de Harlez ouvraient certes des horizons nouveaux. Cependant nul plus que Philastre n'était le créateur d'un pareil ordre de choses; les hypothèses de Ch. de Harlez n'eussent pas été possibles sans le labeur du premier.

Mais ces critiques si justes, si nettes, s'exerçaient à un moment

où Philastre n'avait pas encore achevé son gigantesque travail. Il ne devait le terminer que cinq ans plus tard. Elles durent faire naître dans son esprit un doute douloureux et provoquer une crise, dont il sortit avec honneur, grâce à ses habitudes de loyauté. D'une intelligence trop vive et trop pure pour ne pas comprendre combien les critiques de Ch. de Harlez étaient justes, il maintint cependant sa première manière de voir et il continua son travail, sinon avec la même foi, du moins avec la même conscience. C'est qu'il avait compris que son erreur serait féconde et qu'en allant jusqu'au bout de sa tâche, en restant fidèle aux principes qui l'avaient inspiré au début, il préparait la voie à ses successeurs. Une telle conduite est un noble exemple de désintéressement intellectuel ; combien d'autres auraient à sa place jeté le manche après la cognée et tourné leur activité vers des travaux susceptibles de profits plus immédiats.

C'est grâce à lui que nous possédons le monument complet de la vieille scolastique chinoise, qui peut donner le mieux l'idée de sa philosophie naturaliste, de sa morale et de son système cosmogonique. C'est dans l'étude des commentaires du Yi-king que l'on peut étudier avec le plus de profit la mentalité de la race ; on peut y glaner les observations les plus curieuses. La pensée se replie constamment sur elle-même ; elle aime les détours, les images indirectes, les symboles ; s'exerçant sur un cercle restreint de notions générales concernant la morale, la politique ou la physique du globe, elle atteint souvent à une profondeur surprenante. Elle suit les associations d'idées et voit une connexion constante entre les lois des phénomènes naturels et les lois morales.

L'individu n'est jamais étudié que dans les limites de ses rapports avec la société. Rien de la culture intérieure de l'individualisme de l'occident ; mais une culture sociale d'une rare élévation. De là, le caractère essentiellement positif de la race, son scepticisme religieux général, la régularité de sa vie sociale, le caractère pratique de sa morale.

Résumons dans ses grandes lignes cette philosophie naturaliste.

Deux principes régissent le monde physique comme le monde moral. L'un est l'activité créatrice, le mouvement qui se continue par le développement normal de l'être, son évolution vers le parfait.

Dans l'ordre moral, c'est le bien agissant ; nous touchons ici à la définition d'Herbert Spencer sur le bon ou le bien que le philosophe

anglais définit : tout acte qui peut contribuer au développement normal de la créature.

Le second principe est la passivité, la résistivité du milieu ; en mécanique moderne, nous dirions l'inertie.

Le mélange constant de ces deux principes qui s'opposent, se contrarient ou s'entr'aident, qui se combinent enfin sous mille formes différentes, tel est le système de l'Univers. On le voit, c'est un système de philosophie positiviste qui rejoint, à plus d'un endroit, nos idées les plus modernes. Rien d'une métaphysique nuageuse, simple concept, de l'intelligence ; ici tout est basé sur l'observation directe.

Il est dommage que les penseurs chinois aient aimé, de tout temps, à alambiquer leur pensée, à l'envelopper d'obscurité. Ils sont certes moins rhéteurs que nous, et si la pensée est souvent abstraite, les mots ne le sont pas comme chez nous ; ils ont toujours un sens très concret. Sans ces barrières et ces divergences, il n'existerait pas le fossé profond qui séparera toujours la mentalité orientale de celle de l'occident.

Un des caractères principaux de la philosophie chinoise consiste dans ce qu'elle ne sépare jamais la connaissance pure de l'idée morale. Le *Tsieh-Yao* (principes essentiels ou résumé de la doctrine de Tshéou-Hi) paru en 1602, dit : « Quand la connaissance de la pensée humaine et des causes des êtres n'est point claire et distincte, c'est que la pensée ou la volonté n'est point ordinairement pure et tranquille (1) ».

Le Yi-king est souvent appelé un livre de divination. Nous allons nous expliquer à ce sujet.

On lit dans le *Tsieh-Yao* (Ch. II) :

« Fo-Hi en traçant les 8 Kouas a, par ces quelques signes, ☯, exprimé complètement les lois de toutes les choses de ce monde. Les lettrés qui n'étudient que les paroles n'en ont qu'une intelligence superficielle. Ceux qui scrutent les formes les comprennent à fond ».

Et le traducteur du *Tsieh-Yao*, Ch. de Harlez, ajoute en note :

« C'est dans la forme des Kouas plutôt que dans les paroles qui

(1) Traduction de Ch. de Harlez ; *Journal Asiatique*.

les accompagnent que l'on doit chercher la représentation de la nature des choses ».

Ceci posé, il est facile de comprendre qu'on ait cherché à tirer parti des Kouas pour y lire la destinée des êtres humains, d'après la disposition particulière des traits qui le composent. Nous faisons de même chez nous, après les Kaldéens, en donnant l'horoscope des gens d'après la constellation qui brillait au moment de leur naissance. Nous allons nous livrer à ce petit travail sans le secours des textes chinois ; voyons quel résultat cela va nous donner. Prenons le Koua correspondant à la première partie du 1^{er} mois, c'est-à-dire au commencement du printemps :



nous avons à la partie inférieure un trait plein qui est le caractère de la force, du bien, du bonheur, puis deux traits discontinus qui signifient faiblesse, passivité, négativité. On peut donc lire : Naissance heureuse, jeunesse obscure, pénible ou malheureuse, mais les trois traits pleins de la partie supérieure disent une vie riche, active, bien remplie, bref, une situation heureuse et importante.

Nous avons tiré cet horoscope en nous inspirant de la seule structure du Koua que nous avons choisi. Nous nous sommes ensuite reporté, pour établir une comparaison, aux petits principes d'astrologie populaire, communément suivis en occident. Aux premiers jours du printemps, quelles sont nos constellations les plus brillantes ; ce sont Mercure et Vénus. Or, nous savons tous, que, peut-être malgré une jeunesse traversée de quelques soucis, les Vénusiens ne sont pas à plaindre et que les Mercuriens arrivent très bien à se tirer d'affaire en ce bas monde. D'autre part, le soleil est à cette époque dans la constellation du Bélier, et celui-ci, d'après



PH
MYTHO

les astrologues les plus compétents, signifie: « Ambition, soif de parvenir, richesses et hautes situations sociales, peut élever la position de l'homme jusques aux sommets gouvernementaux, ou à la gloire méritée des hauts grades militaires, mais après des commencements obscurs ou pénibles ».

C'est bien ce que nous a déjà dit le Yi-king.

Jeanneau, dans une notice qui est un chef d'œuvre de clarté parue à la suite de sa transcription en quôc-ngũ du Lục-vân-Tiên, en 1873, a exposé le mécanisme et le rôle du Pat-Koua (Bát-quái) dans la vie annamite, en même temps que les pratiques habituelles des Thấy-bói, qui disent la bonne aventure.

Nous renvoyons les lecteurs à cette notice malheureusement à peu près introuvable. Il est à remarquer que Philastre ne connut sans doute pas la notice de Jeanneau qui lui aurait été d'un précieux secours. Philastre a sans doute, pour la plus grande partie, travaillé sa traduction en France, puisqu'il signale l'existence d'une belle édition du Yi-king à la bibliothèque de Lyon. C'est sans doute sur cette édition qu'il travailla.

*
* *

Nous n'ajouterons qu'un mot à cette esquisse rapide de la vie et de l'œuvre de Philastre, au sujet du rôle qu'il fut appelé à remplir, dans les derniers jours de 1873, au lendemain de la mort de Francis Garnier. Sur des ordres formels, venus de la métropole, le contre-amiral Dupré, Gouverneur de la Cochinchine, se vit dans la nécessité d'arrêter l'œuvre glorieuse de Francis Garnier et de se préparer à l'évacuation d'une conquête, dont l'histoire gardera éternellement les couleurs brillantes de l'épopée (1). Francis Garnier connût, avant de mourir, l'amertume de voir son œuvre désavouée avant d'avoir pu la faire connaître. Sa mort, nous l'avons dit au début de cette étude, ne fût que l'épilogue d'un acte de désespoir. Son successeur, M. Esmez, trouva dans ses papiers, un projet de convention auquel il avait travaillé dans les dernières heures qui

(1) Il faut dire, à l'excuse du ministère de Broglie, de qui émanaient des ordres aussi sévères, que la France, à ce moment., (nov., décemb. 1873) payait à l'Allemagne la dernière annuité de sa contribution de guerre de cinq milliards.

précédèrent sa mort, et cette convention allait être signée lorsque Philastre arriva au Tonkin, avec les pleins pouvoirs du Gouverneur de la Cochinchine. Philastre se substitua alors à M. Esmez et signa les conventions des 5 janvier et 3 février 1874, qu'on peut considérer comme les préliminaires du fameux traité, signé la même année, avec l'Annam.

Il semble impossible, pour un esprit impartial, qu'on pût obtenir, dans les circonstances où l'on se trouvait, plus que n'a obtenu Philastre. Ses conventions nous assuraient non seulement l'accès du Tonkin, mais encore elles nous donnaient le droit d'installer un représentant à Hanoi, d'y maintenir une garnison, ainsi qu'au Cua-câm, sur le futur emplacement de la ville d'Haiphong, alors que la convention préparée par Francis Garnier, prévoyait l'évacuation définitive ainsi que l'exigeaient les ordres venus de la métropole, sous la seule réserve que le Tonkin serait ouvert au commerce étranger. Si, en des circonstances aussi difficiles, Philastre pût obtenir des autorités annamites de si réels avantages, il le dût à sa droiture et au grand crédit qu'il avait auprès des négociateurs de la cour d'Annam. Mais ses conventions stipulaient que l'entreprise commerciale de M. Jean Dupuis serait arrêtée, ainsi que toute autre, jusqu'à la conclusion définitive du traité de commerce. En cela, Philastre n'avait fait que se conformer strictement aux ordres du Gouverneur de la Cochinchine. M. Jean Dupuis se voyait obligé de renoncer, au moins pour quelque temps, à réaliser les beaux bénéfices, sur lesquels il était en droit de compter après ceux qu'il avait tirés d'un premier voyage, l'année précédente.

M. Jean Dupuis n'a jamais pu pardonner ce grief à Philastre, ni au Gouverneur de la Cochinchine.

Mais ceci n'est que le grief d'un commerçant lésé ; la réputation de Philastre reste intacte, malgré les attaques passionnées dont il fut l'objet, plusieurs années après, lorsque par un retour de la fortune, longuement préparé, M. Jean Dupuis eût conquis l'influence, qui lui échappait en 1874.

Ces attaques seront sans écho le jour où l'histoire impartiale écrira les premières pages de l'intervention française au Tonkin.

Jusque là, il est permis de donner un autre titre à des ouvrages empreints d'un caractère polémique et écrits en vue d'une justification personnelle. Ce sera l'œuvre de demain de rendre à chacun ce qui lui est dû.

Nous rougirions de reproduire ici les accusations qui furent lancées contre Philastre (1). Il ne nous appartient pas de les relever. L'homme qu'elles n'ont pu atteindre, fut en cette circonstance un officier discipliné, loyal et fidèle. Il ne rechercha pas la mission difficile qui lui fut confiée ; il la refusa, tout d'abord, mais il dût s'incliner ; et dès lors, après l'avoir acceptée, il employa toute son énergie à la remplir au mieux des intérêts de son pays.

D'ailleurs, son Gouvernement lui accorda, quelques mois après ces événements, la récompense qui lui était due : au mois d'août 1874, Philastre était fait officier de la Légion d'Honneur, pour services exceptionnels en Cochinchine.

Philastre renonça volontairement à atteindre les hautes situations que son passé lui permettait d'espérer. Après avoir été pendant de longues années notre chargé d'affaires à Hué, il prit sa retraite et depuis lors il a vécu dans le silence. Retiré dans une petite ville de son pays natal, il donnait des leçons de mathématiques, sans doute pour améliorer le montant d'une retraite plus que modeste. Le bruit de sa mort est arrivé jusqu'ici par une circonstance presque fortuite. Ce silence, comme couronnement d'une vie aussi noblement remplie, est l'éloge le plus pur qu'on puisse faire d'une pareille existence.

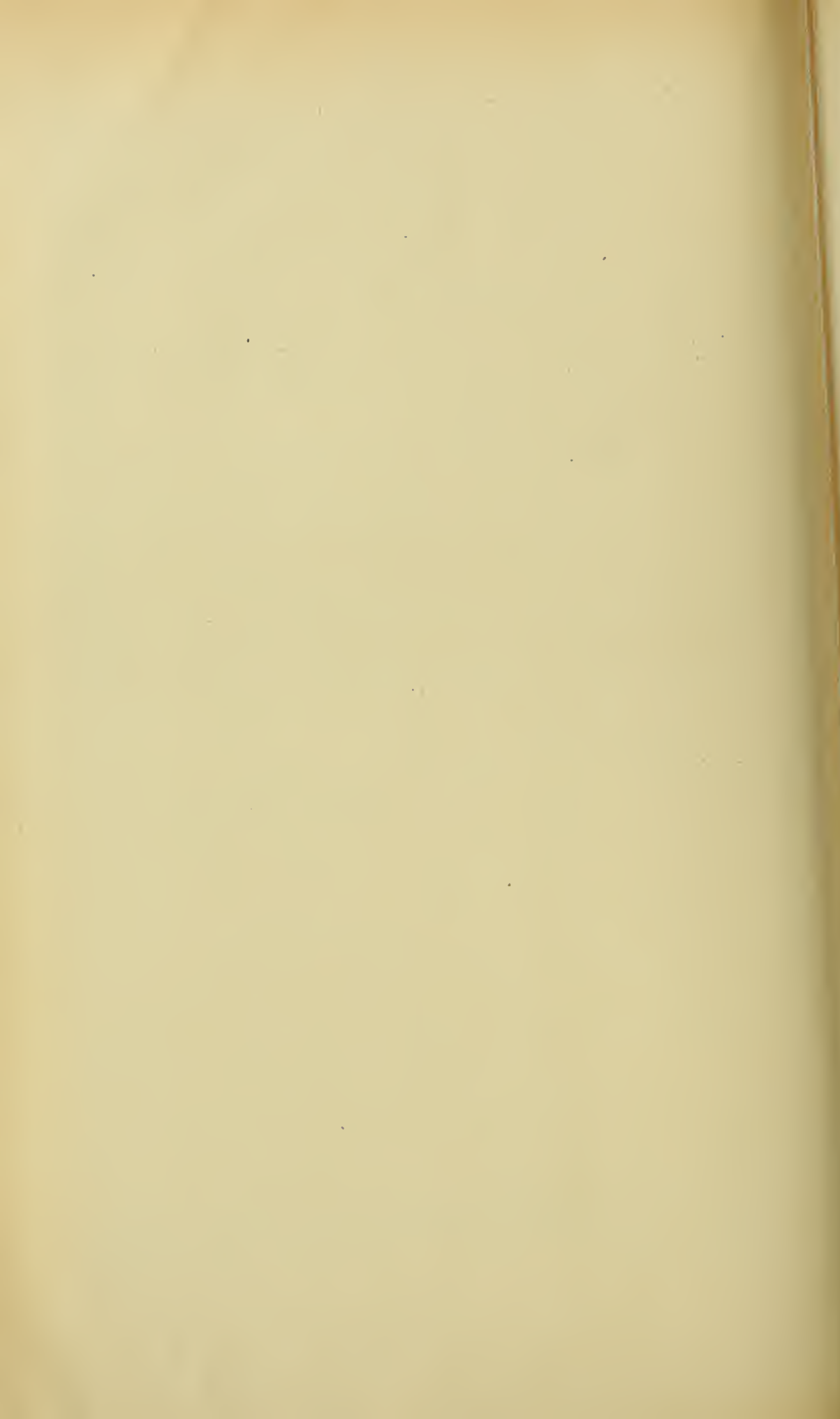
Janvier-avril 1903.

NEL.

Lieutenant de vaisseau

(1) Si on veut avoir une idée de la violence de ces attaques, qu'on lise les lignes que le P. Louvet a consacrées à Philastre dans sa *Vie de Mgr. Puginier*.

On se demande ce qui peut rester de chrétien dans ces pages où la haine côtoie le ridicule.



RECHERCHES

SUR

L'ÉTIOLOGIE DE LA DYSENTERIE DES PAYS CHAUDS

Par M. E. MÉTIN

Médecin-major de 1^{re} classe des Troupes coloniales

Directeur de l'Institut Pasteur de Saigon

Vice-président de la Société des Études indo-chinoises

Recherches sur l'étiologie de la Dysenterie

DES PAYS CHAUDS

La cause de la dysenterie est jusqu'à présent inconnue. Pendant très longtemps, il était généralement admis que les variations brusques de la température, les saisons, le climat, la nature ou la structure du sol, le régime alimentaire, des émanations putrides, etc., avaient une influence directe sur l'éclosion de cette maladie. Cependant des cas de contagion bien observés avaient fait soupçonner l'existence d'un agent animé, et de nombreux observateurs, étudiant la dysenterie sous tous les climats, l'ont rattachée, les uns à des protozoaires, les autres à des bactéries.

Pour les premiers, parmi lesquels il faut citer Kartulis, Kovacz, Gasser (1), Kruse et Pasquale (2), Celli et Fiocca (3), Mathieu et Soupault (4), Marchoux (5), Diamond (6), etc., la dysenterie serait produite par une amibe.

Pour les seconds, la dysenterie est causée par une bactérie, et ici on constate une grande variété dans les espèces qui ont été successivement incriminées comme l'agent spécifique de la maladie. C'est ainsi que pour Ogata (7), cet agent serait un bacille fin et court,

(1) Gasser, *Archives de médecine expérimentale et d'anatomie pathologique*, mars 1893.

(2) Kruse et Pasquale, *Zeitschr. f. Hyg.*, 1894.

(3) Celli et Fiocca, *Hyg. Inst. Rom. Univ.*, 19 février 1895.

(4) Mathieu et Soupault, *Gazette des hôpitaux*, n° 119, 1896.

(5) Marchoux, *Société de biologie*, 4 novembre 1899.

(6) Diamond, *Philad. Med. Journ.*, n° 14, 1900.

(7) Ogata, *Centralb. f. Bakt.*, t. XI, 1893.

prenant le Gram, et phathogène pour la souris et le lapin. Calmette (1) considère le streptocoque associé au pyocyanique comme étant la cause de la dysenterie en Cochinchine.

D'autres observateurs ont recherché et décrit des bactéries appartenant au groupe du bactérium coli. Parmi eux il faut citer Chantemesse et Vidal (2), Roger (3), Lenoble (4), Simon Flexner (5), Deycke (6), Comte (7), etc. Enfin M. Lesage (8) a décrit récemment un microorganisme particulier qu'il a trouvé, à Saint-Mandrier, près de Toulon, dans des selles dysentériques et qui se présente sous la forme d'un microcoque ou d'un streptocoque, mais le plus souvent sous celle d'un diplocoque à grains égaux ou inégaux, ayant dans ce dernier cas l'apparence d'un ballon supportant une nacelle.

Les résultats des recherches bactériologiques, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par la liste, cependant fort incomplète, qui précède, sont tellement variés qu'il est à peu près impossible de se faire une opinion sur la cause exacte de la dysenterie. Depuis la fin de l'année 1900, nous avons eu à Saigon l'occasion d'étudier de très nombreuses selles dysentériques, et c'est le résultat de ces examens bactériologiques que nous désirons rapporter ici.

Lorsqu'on examine sur lame, sans coloration, des parcelles de matières fécales puisées dans une selle dysentérique, on est d'abord frappé de la rareté des amibes. Sur plus de deux cents examens que nous avons faits, nous avons noté huit fois la présence d'amibes. Quant aux bactéries qu'on y voit, ce sont, à côté des bacilles mobiles du groupe coli, des bacilles immobiles, des coccus et des cocco-bacilles, aux extrémités très réfringentes. A vrai dire ces cocco-bacilles ne s'aperçoivent pas du premier coup, et ce n'est que lorsque nous étions déjà prévenu de leur présence possible que nous les avons recherchés et retrouvés dans les préparations directes non colorées.

(1) Calmette, *Archives de médecine navale*, 1892.

(2) Chantemesse et Vidal, *Académie de Médecine*, 17 avril 1888.

(3) Roger, *Presse médicale*, 1900.

(4) Lenoble, *Presse médicale*, 27 octobre 1901.

(5) S. Flexner, *Brit. Med. Journ.*, 21 septembre 1901.

(6) Deycke, *Deutsche Med. Woch.*, 1901.

(7) Comte, *Bulletin médical*, 1901.

(8) Lesage, *Presse médicale*, 17 août 1901.

Après coloration, on retrouve ces mêmes microorganismes se décolorant par la méthode de Gram. Un petit nombre de microorganismes restent colorés par cette méthode. L'examen microscopique montre, à côté de ces agents animés, des cellules de desquamation, des globules rouges en assez grande quantité et de très rares leucocytes.

Lorsqu'on ensemence de la gélose peptonisée, en boîtes de Pétri, avec une très petite parcelle de matières fécales, on obtient le plus souvent des colonies de colibacilles qui envahissent toute la plaque. Mais ces colonies sont impures, et on y trouve mélangées des colonies de staphylocoques, de streptocoques, de proteus, de pyocyanique, de coccus divers, etc. Si la matière fécale est fortement diluée, ou mieux si on emploie pour cette dilution et pour l'ensemencement les mucosités qui surnagent dans les selles dysentériques, les plaques se recouvrent encore de nombreuses colonies de colibacilles, mais on peut à côté d'elles apercevoir de très petites colonies, très fines, bleuâtres, opalescentes. Au microscope, ces colonies apparaissent comme formées de coccobacilles. La séparation de ce coccobacille par la méthode des plaques est extrêmement laborieuse et ne s'obtient que fort rarement.

Un moyen facile de faire cette préparation est l'ensemencement de matières fécales en un milieu très pauvre, tel que l'agar à 2 0/0, sans sel, sans bouillon ni peptone. Dans ce milieu le coli pousse très mal, alors que le coccobacille se développe en 10 à 12 heures avec ses caractères bien tranchés.

Si on délaye des mucosités ou des selles dysentériques dans du bouillon ou de l'eau distillée, et qu'on filtre au Chamberland, le liquide obtenu ne contient pas de microbes et son inoculation aux animaux de laboratoire est tout à fait inoffensive.

Quand on injecte sous la peau d'un lapin des mucosités dysentériques, on provoque la mort de l'animal en un temps très variable, de deux à cinq jours ; l'animal meurt de septicémie due au coccobacille signalé ci-dessus. L'organisme du lapin a isolé lui-même ce dernier microbe : les autres sont restés dans la région avoisinant le point d'inoculation, et seul le coccobacille passe dans le sang, où on le retrouve peu d'heures après l'injection, et dans tous les organes, mais spécialement dans le foie.

Les mêmes résultats sont obtenus si l'on injecte sous la peau d'un lapin du liquide obtenu par trituration d'un ganglion mésentérique

tuméfié, ou d'une ulcération intestinale. De même, on tue le lapin par septicémie coccobacillaire, si on lui injecte sous la peau du sang provenant d'un malade atteint de dysenterie grave, dans la période aiguë, fébrile, ou du sang du cœur d'un décédé, à condition toutefois que l'autopsie ait été faite rapidement après la mort du malade. Le sang des dysentériques pris dans la veine, à la période aiguë, donne le plus souvent lieu à une culture pure du coccobacille.

Le pus des abcès du foie renferme souvent ce coccobacille, mais on le retrouve toujours dans la paroi de ces abcès.

Ces résultats ne s'obtiennent jamais si l'on emploie des liquides ou des selles provenant de sujets sains, ou atteints de diarrhée simple, ou si l'on injecte des ganglions mésentériques provenant d'individus morts à la suite de maladies autres que la dysenterie.

Étude du microbe. — Ce microbe est un coccobacille ressemblant morphologiquement à celui de la peste humaine : il prend facilement les couleurs basiques d'aniline, se colore aux extrémités, qui se trouvent ainsi séparées par un espace clair. Il ne prend pas le Gram. Ce coccobacille paraît immobile ; cependant on constate quelquefois des mouvements particuliers, ressemblant à une pirouette. En milieu liquide, il a une tendance à se réunir en amas ; et en goutte suspendue, il se concentre surtout vers les bords de cette goutte.

Les cultures sont faciles à obtenir à l'air ou sans air : c'est un anaérobie facultatif ; cependant la culture est plus facile et plus abondante à l'air.

Ce coccobacille pousse bien à la température ordinaire (30 degrés en Cochinchine), mais la température optima est de 37 degrés.

En bouillon de viande peptonisée, il pousse rapidement et trouble le milieu où il forme comme des ondes soyeuses ; le trouble est beaucoup moins marqué que celui de la culture du coli : il ressemble, au contraire, tout à fait à celui des coccobacilles analogues (choléra, swine plague, pleuropneumonie septique des veaux, etc.). Ce trouble persiste pendant des mois, ne laissant qu'un dépôt insignifiant au fond du tube.

Ces cultures ne dégagent aucune odeur.

Sur gélose, la culture se présente au bout de huit à dix heures sous forme de petites gouttes de rosée, d'abord transparentes, puis, au bout de vingt heures, légèrement bleuâtres : cet aspect se voit surtout sous certaines incidences, lorsqu'on fait tourner le tube entre les

doigts. Régulièrement circulaires les colonies ont leur centre à peine plus élevé que la périphérie. Après vieillissement, ces colonies, qui n'ont d'ailleurs aucune tendance à s'étendre, deviennent opaques, blanchâtres, et ressemblent alors à de fines gouttes de cire. Les ensemencements par piqûre donnent lieu à des colonies tout le long de la piqûre, mais plus abondantes vers la surface de la gélose.

En gélatine, les colonies sont arrondies, sous forme de perles de couleur blanc jaunâtre, sans caractère spécial ; le milieu n'est pas liquéfié.

Le cocobacille ne pousse pas sur pomme de terre.

Il ne fait pas fermenter les sucres (lactose, glucose), ne vire pas au rouge le tournesol bleu ; il ne coagule pas le lait. Enfin il ne produit pas d'indol, mais une quantité notable d'ammoniaque.

Ces caractères le différencient nettement du *bacterium coli*, et le rapprochent au contraire du groupe auquel Lignières a proposé de donner le nom de *Pasteurella* et auquel appartiennent divers microbes qui causent chez les grands animaux des septicémies diverses accompagnées le plus souvent de diarrhée sanguinolente.

Ce microbe ne se reproduit pas par spores ; aussi est-il relativement fragile. La chaleur à 60 degrés le tue en deux heures, l'ébullition le tue en quelques minutes. Les antiseptiques le tuent rapidement : le bichlorure de mercure arrête son développement à la dose d'un pour deux mille. En tube de bouillon, il s'atténue progressivement, s'il est exposé à l'air, au point de n'avoir plus aucune action pathogène au bout de trois mois au minimum.

Action pathogène. — Parmi les animaux de laboratoire, le lapin est le plus sensible à l'action de ce coccobacille ; puis vient le cobaye, qui n'est d'ailleurs tué que par inoculation intrapéritonéale, et encore ne meurt-il en quatre à cinq jours qu'avec des doses au moins égales à un centimètre cube de culture en bouillon de vingt-quatre heures. Le pigeon vient ensuite et meurt en six et huit jours par inoculation intramusculaire. La poule, le rat, la souris grise sont réfractaires. De même le singe macaque est insensible aux injections sous-cutanées.

Le lapin est tué en 12 ou 18 heures par une dose de 1/10 de centimètre cube en bouillon de 24 heures. Que l'inoculation ait lieu sous la peau, dans le péritoine ou la veine, le résultat est sensiblement le même : l'animal meurt de septicémie. Au point d'inoculation par la voie sous-cutanée, on observe un œdème léger, de couleur

citrine à peine rosée. Les ganglions de l'aîne et de l'aisselle sont tuméfiés, prenant quelquefois l'aspect de véritables bubons. Les vaisseaux du tissu cellulaire sous-cutané sont dilatés, et forment une arborisation très nettement marquée. Dans le péritoine et le péricarde on trouve une certaine quantité de sérosité légèrement sanguinolente qui constitue une culture pure du coccobacille. L'intestin est rouge, distendu par des gaz et des matières liquides le plus souvent sanguinolentes, mélangées à des matières fécales normales. On ne remarque d'ailleurs pas d'ulcérations intestinales. Les poumons et la rate paraissent sains ; le foie est très congestionné, de volume normal. Tous les organes, mais plus particulièrement le foie, renferment le microbe en abondance.

Lorsqu'on se sert d'une culture en bouillon âgée de trois semaines pendant lesquelles elle est restée exposée à l'air en un tube bouché par du coton, l'inoculation d'un dixième de centimètre cube n'amène la mort que très tardivement, de quinze jours à un mois, et quelquefois davantage. Dans ce cas, le lapin maigrit considérablement ; au bout de quatre ou cinq jours, il a de la diarrhée dans laquelle on constate des mucosités sanguinolentes. L'intestin est alors très congestionné, et on peut quelquefois observer des ulcérations très fines dans le gros intestin. Le foie est très sensiblement diminué de volume et le plus souvent parsemé de petits abcès remplis d'un pus concret. La rate est quelquefois, non toujours, hypertrophiée.

L'ingestion de cultures du coccobacille ne donne que des résultats négatifs aussi bien chez le singe que chez le lapin. Des recherches faites chez le chien et le chat n'ont abouti qu'à des conclusions discordantes : l'ingestion prolongée et souvent répétée peut quelquefois donner lieu à de la diarrhée chez le rat.

Immunisation des animaux. — Nous n'avons pu réussir jusqu'à présent à obtenir une toxine du coccobacille. Pour immuniser des animaux de laboratoire, nous nous sommes servi de cultures anciennes et de cultures tuées. Si l'on emploie des cultures chauffées à 60 degrés pendant deux heures, on arrive, avec difficulté cependant, à immuniser le lapin qui peut à ce moment recevoir sans accident par la voie intraveineuse des cultures virulentes. Si on augmente ensuite progressivement la dose du microbe, le sérum du lapin acquiert des propriétés curatives et préventives.

Les premiers essais que nous avons faits sur le lapin nous avaient

donné des résultats très encourageants, qui furent malheureusement interrompus par une épidémie qui passa sur nos cages. De nouvelles expériences nous montrèrent que l'immunisation du lapin est possible, que son sérum est doué de propriétés curatives et préventives, mais que la première saignée seule jouit de ces propriétés. Un mélange de 5 c. c. de sérum de lapin immunisé avec la dose mortelle de culture du coccobacille est bien supporté par le lapin qui survit à cette injection. Si on injecte 5 c. c. de sérum de lapin immunisé à un lapin neuf, et que 24 heures après on lui injecte la dose mortelle de coccobacille, ce lapin n'est pas malade ; c'est tout au plus s'il y a un léger abcès au point d'inoculation. Enfin, si on injecte la dose mortelle à un lapin 6 heures au maximum après que ce lapin a reçu 5 c. c. de sérum de lapin immunisé, l'animal survit. Ces résultats sont obtenus aussi bien lorsqu'il s'agit de virus très actif que quand on opère avec un virus atténué, et dans ce cas la diarrhée du lapin disparaît en trois jours au maximum, et plus rapidement si on renouvelle l'injection de sérum 24 heures après la première injection.

Il nous restait à faire des essais avec le cheval ; mais nous en avons été empêché à Saigon par diverses considérations, telles que l'installation de l'Institut dans l'enceinte de l'hôpital, et la situation budgétaire de l'établissement. Des essais faits à Paris prouvent que le cheval peut-être facilement immunisé contre le coccobacille dysentérique, et nul doute que le sérum de cet animal ainsi immunisé ne donne de bons résultats dans la dysenterie humaine.

Habitat du microbe. — Nous avons dit plus haut que ce coccobacille se trouvait dans les selles et le sang des dysentériques. Il était d'une grande importance de rechercher l'habitat de ce microbe dans le monde extérieur. Pour cela nous avons fait de très nombreuses analyses qui ont porté sur l'eau, le sol et l'air.

En aucun cas, nous ne l'avons trouvé dans l'air, que les analyses aient été faites dans l'intérieur de l'hôpital de Saigon, ou dans les environs et dans des appartements privés.

Dans le sol nous ne pouvons donner que des résultats approximatifs : le plus souvent, en effet, nos animaux mouraient de septicémie qui n'avait rien de commun avec la maladie coccobacillaire.

Enfin, nous l'avons souvent et très nettement retrouvé dans l'eau. Certaines eaux du Cap Saint-Jacques et de Bienhoa en particulier, celles des arroyos du voisinage de Saigon, celles des rizières

contiennent le plus ordinairement des cultures pures du coccobacille.

On retrouve de même le coccobacille dans les flaques d'eau qui, après la pluie, se trouvent à la surface du sol. Il est probable que dans ce cas, cette eau de pluie ne renferme le coccobacille que parce qu'elle a désagrégé quelques parcelles de terre, et la conséquence de cette observation serait la présence du microbe dans le sol.

Il faut ajouter que ce microbe se trouve plus rarement, ou tout au moins se retrouve avec une virulence très atténuée, dans l'eau pendant la saison sèche, qui, précisément, est celle où les cas de dysenterie sont très rares et très bénins.

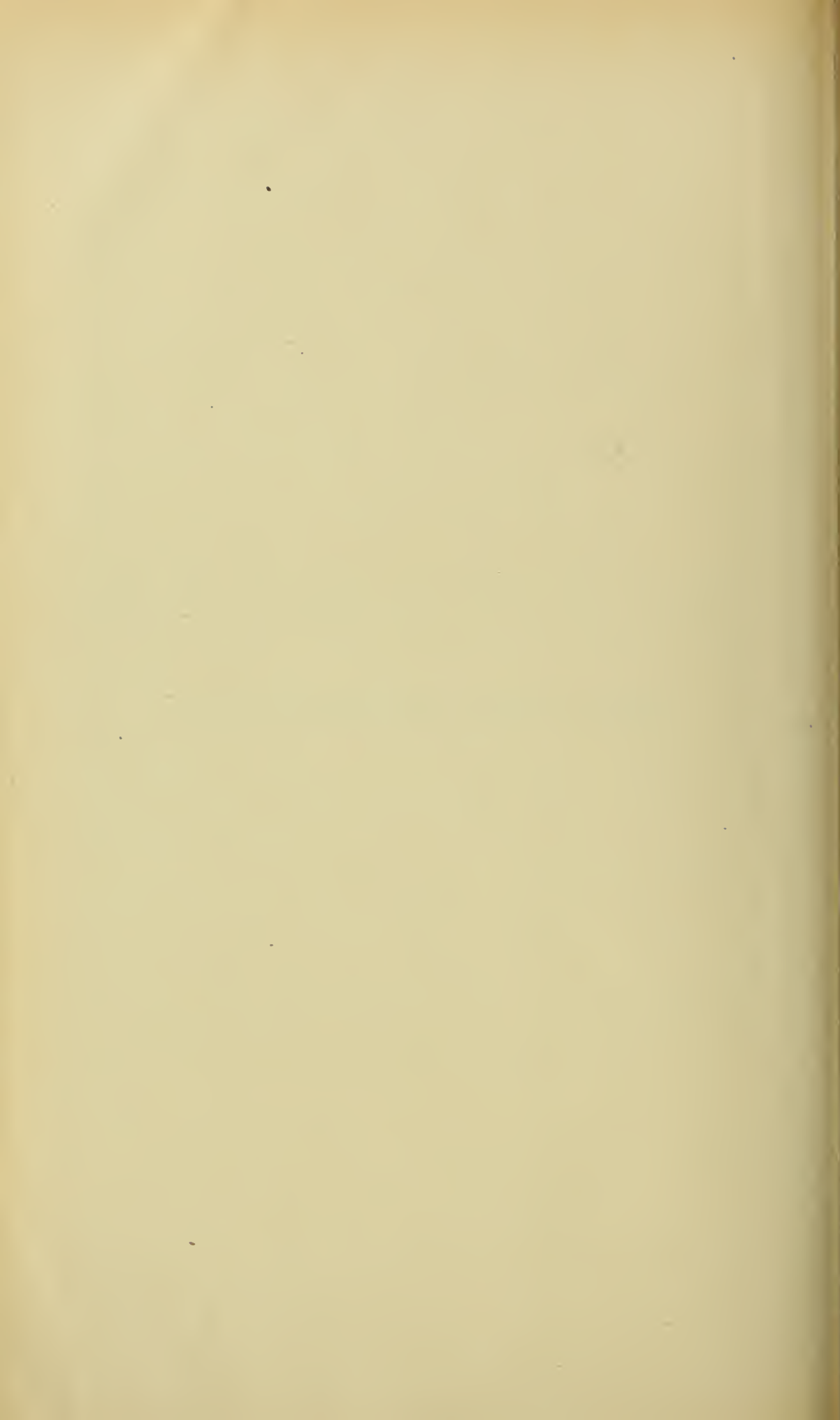
Conclusions. — Tels sont les résultats des recherches que nous avons faites dans l'étude étiologique de la dysenterie en Cochinchine. Il serait sans doute prématuré de conclure, d'une façon ferme, que le coccobacille que nous venons de décrire est la cause de la dysenterie en Cochinchine. Cependant la présence de ce microbe dans les selles et le sang des dysentériques, dans les eaux de la colonie et très probablement dans le sol, puisqu'on le rencontre dans les flaques d'eaux qui suivent les pluies, son analogie avec d'autres coccobacilles qui causent chez les animaux des maladies dont la diarrhée sanguinolente est un des premiers symptômes, son action pathogène se traduisant chez les animaux de laboratoire, en particulier le lapin, par une septicémie où, dans certaines conditions, on constate de la diarrhée et même de la dysenterie; enfin sa disparition à peu près complète pendant la saison sèche ou saine, conduisent à penser, avec quelque apparence de raison, que ce coccobacille n'est pas un organisme banal rencontré par hasard chez les dysentériques, et qu'il y a une relation de cause à effet entre ce microbe et la dysenterie.

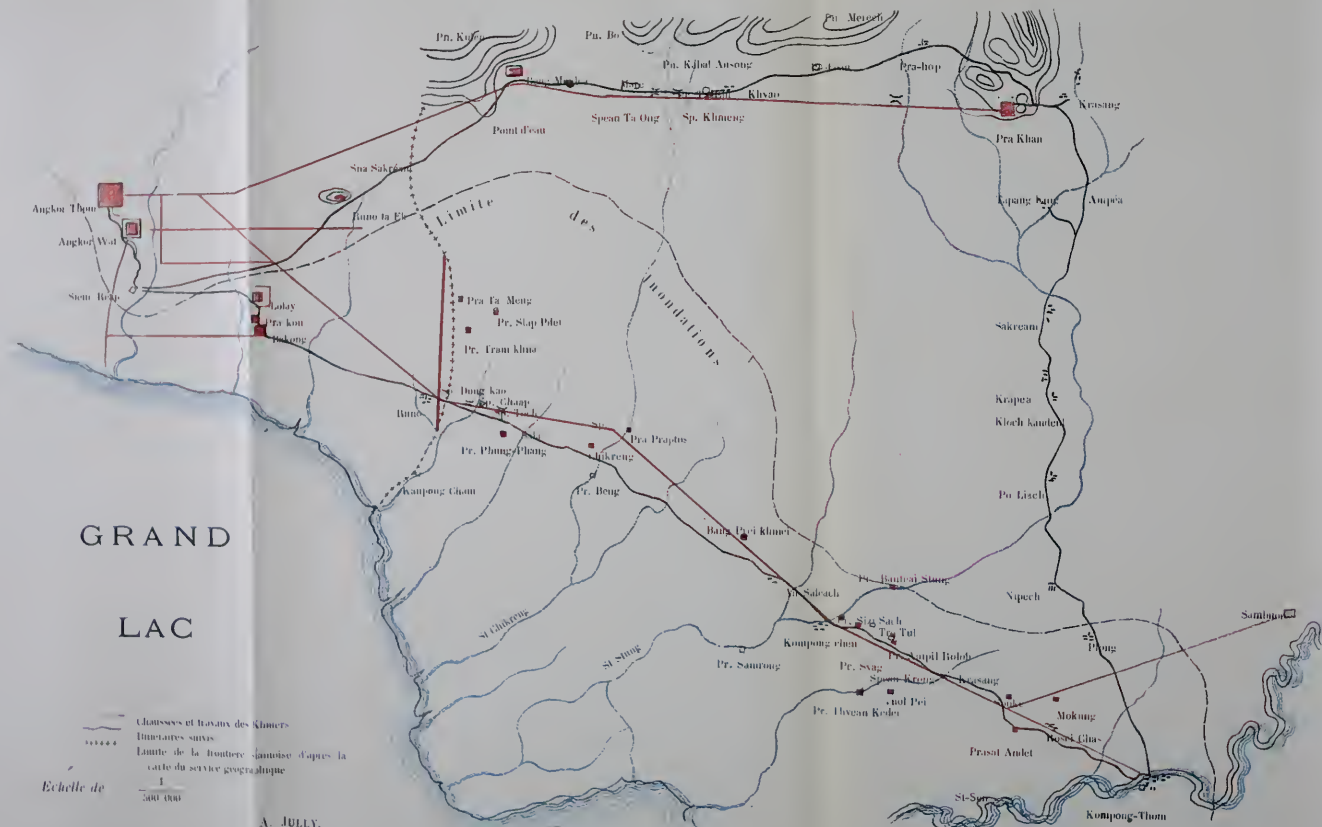
Pour terminer nous dirons que nous avons envoyé en novembre 1901, à M. Roux, à l'Institut Pasteur de Paris, plusieurs échantillons de ce coccobacille que, dès le mois de mars 1901, nous avons découvert et isolé dans la dysenterie en Cochinchine.

NOTE SUR LES ANCIENNES DIGUES DU CAMBODGE

(Avec plan)

Communiqué à la Société par M. Pierre PASSERAT DE LA CHAPELLE







GRAND

LAC



Chaussees et travaux des
Itinéraires suivis.

Limite de la frontière s
carte du service géograp

Echelle de

$\frac{1}{500\ 000}$

NOTES

SUR LES

ANCIENNES DIGUES DU CAMBODGE

M. Jully, architecte principal des colonies, envoyé en mission par le Gouvernement général de Madagascar, vient de parcourir les provinces du Cambodge à l'est du grand lac : son itinéraire passe par Prak-khan, Beng-méaléa, Angkor, Chik-reng et Kompong-thom.

Tout en visitant les différentes ruines khmers situées sur son trajet, il s'est attaché à reconnaître les autres travaux exécutés par les anciens conquérants. Son opinion est que les grandes chaussées que l'on rencontre dans cette région étaient non seulement des routes, mais aussi des *digues* destinées à retenir, pendant la saison sèche, les eaux dans cette vaste cuvette.

La route d'Angkor-thom à Beng-méaléa et Prak-khan endiguait les rivières et ruisseaux qui descendent des Phnom-kulen et Mereck.

La route de Loley, Chik-reng, Kompong-chen et Sambuor, retenait les eaux du grand lac après les inondations.

Un système d'étangs, de mares et de réservoirs, reliés par des canaux, servait à alimenter les grands centres, et à fournir aux vastes piscines des pagodes l'eau nécessaire aux ablutions. Comment en aurait-il été autrement, à Beng-méaléa, par exemple, où actuellement il n'existe aucune rivière.

La double levée de terre qui se branché sur la rivière de Kompong-cham pour remonter vers le nord jusqu'à la hauteur de Siem-réap, signalée par M. Aymonier comme une limite de frontière, ne doit être qu'un canal de ce genre que sa profondeur et l'absence de végétation rendent plus apparent.

Il y aurait grand intérêt à ce que tout ce système d'adduction ou de retenue d'eau fut étudié par un agent technique compétent du Gouvernement de l'Indo-Chine, le rétablissement partiel de quelques-unes de ces digues étant seul capable de rendre à ce pays, actuellement un désert poussiéreux et inhabitable, la végétation et la vie.

La digue de Chik-reng, qui mesure encore en beaucoup d'endroits 6 mètres de haut sur 25 mètres de base environ, serait un des premiers travaux à entreprendre. L'étude de l'empire khmer au point de vue de la colonisation pourrait donc avoir des résultats pratiques.

NOTICE HISTORIQUE

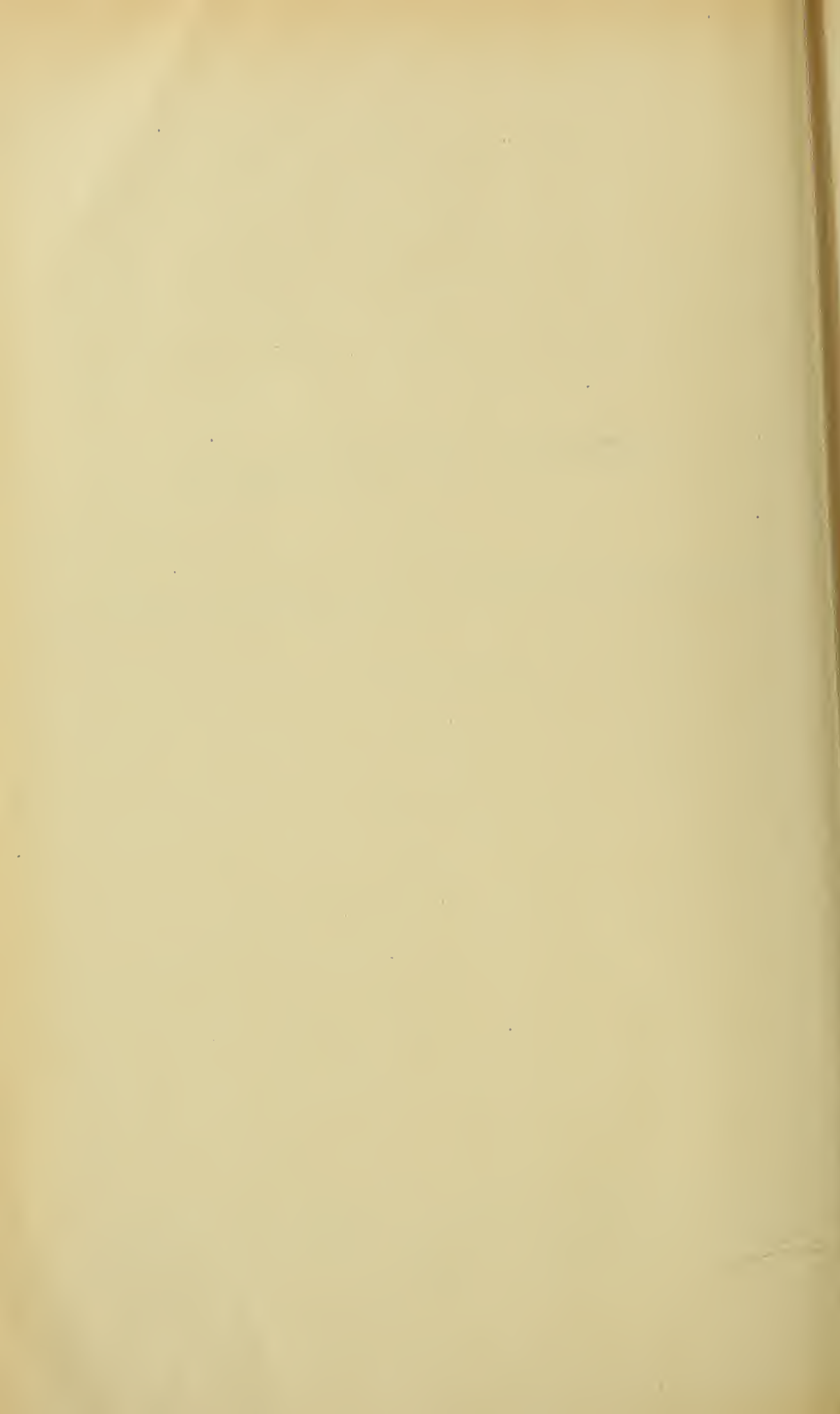
SUR LA

CONQUÊTE DES PROVINCES DE LA BASSE-COCHINCHINE ⁽¹⁾

Par G. D.

(1) Les chapitres ci-joints sont extraits d'une étude destinée à servir d'introduction aux monographies des provinces de la Cochinchine et à compléter la géographie physique, économique et historique de la Colonie, dont la Société des Etudes indo-chinoises a entrepris la publication.

N. D. B.



NOTICE HISTORIQUE

SUR LA CONQUÊTE DES PROVINCES

DE LA

Basse-Cochinchine

I

LES PRÉLIMINAIRES DE LA CONQUÊTE

Quelques pages d'histoire annamite. — La dynastie des Nguyễn. — Gia-long et l'évêque d'Adran. — Traité de Versailles. — L'empereur Minh-mang. — Début des persécutions. — Edit de proscription du 6 janvier 1833. — Thiệu-trị. — Tự-đức. Intervention du gouvernement français.

Gia-long, 1779-1820. — Les dernières années du XVIII^e siècle sont remplies tout entières, dans l'histoire annamite, par l'épopée sanglante des *Tây-sơn* et la lutte héroïque soutenue contre ces rebelles par celui qui régna plus tard sous le nom glorieux de *Gia-long* (1). Deux illustres figures dominent cette période troublée : celle du prince asiatique qui, après avoir vaillamment reconquis son royaume, sut être un grand roi ; et, à côté de lui, plus haut

(1) La formidable crise connue sous le nom de révolte des *Tây-sơn* (montagnards de l'Ouest), qui désola les provinces annamites pendant plus de vingt-cinq années, prit naissance, en 1773, sous le règne du roi-enfant *Huê-vương*, dans la région montagneuse de *Qui-nhơn* : elle s'étendit rapidement jusqu'au Tonquin, et fut marquée notamment par la prise de Saigon et par l'anéantissement de la famille royale des Nguyễn dont tous les membres furent mis à mort à l'exception du seul prince Nguyễn-Anh (*Gia-long*). La révolte ne prit fin qu'en octobre 1799, avec la prise de la citadelle de *Qui-nhơn* par les armées royales.

que lui peut-être, celle de l'éminent diplomate français qui fut, successivement, le sauveur du prétendant malheureux et le fidèle conseiller du souverain tout puissant : nous avons nommé Mgr Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran. L'intime entente, faite d'estime et de confiance réciproques, qui ne cessa de régner entre eux, ne tarda pas, d'ailleurs, à porter ses fruits : son premier résultat fut, en effet, la signature à Versailles, le 28 novembre 1787, sous les auspices mêmes de Mgr d'Adran, d'un traité d'alliance et de commerce aux termes duquel le roi de France s'engageait à envoyer à son nouvel ami, en échange de la cession des îles de Poulo-Condore et du port de *Tourane*, des secours en hommes, en navires et en munitions (1). Mais l'aube de la révolution se levait

(1) Nous croyons intéressant de reproduire ici, *in extenso*, le texte de cet important document qui fut, entre la France et l'Annam, le premier lien d'union diplomatique :

Nguyên-Anh, roi de Cochinchine, ayant été dépouillé de ses états, et se trouvant dans la nécessité d'employer la force des armes pour les recouvrer, a envoyé en France le sieur P. J. G. Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran, dans la vue de réclamer le secours et l'assistance de sa Majesté, le Roi Très-Christien, et Sadite Majesté, convaincue de la justice de la cause de ce prince, et voulant lui donner une marque signalée de son amitié comme de son amour pour la justice s'est déterminée à accueillir favorablement la demande faite en son nom. En conséquence elle a autorisé le sieur de Montmorin à discuter et arrêter avec le dit sieur évêque d'Adran, la nature, l'étendue et les conditions des secours à fournir, et les deux plénipotentiaires, après s'être légitimés, savoir : le comte de Montmorin en communiquant son plein pouvoir ; et l'évêque d'Adran, en produisant le grand sceau du royaume de Cochinchine, ainsi qu'une délibération du grand conseil dudit royaume, sont convenus des points et des articles suivants :

« Le Roi Très-Christien promet et s'engage de seconder de la manière la plus efficace les efforts que le roi de la Cochinchine est résolu de faire pour rentrer dans la possession et la jouissance de ses états.

« Pour cet effet Sa Majesté Très-Christienne enverra incessamment sur les côtes de Cochinchine, à ses frais, quatre frégates avec un corps de troupes de 1,200 hommes d'infanterie, 200 hommes d'artillerie et 250 coffres ; ces troupes seront munies de tout leur attirail de guerre, et notamment d'une artillerie complète de campagne.

« Le roi de Cochinchine, dans l'attente du service important que le Roi Très-Christien est disposé à lui rendre, lui cède éventuellement, ainsi qu'à la couronne de France, la propriété absolue et la souveraineté de l'île formant le port principal de la Cochinchine, appelée *Hoi-nan*, et par les européens *Touron*, et cette propriété et souveraineté seront incommutablement acquises dès l'instant où les troupes auront occupé l'île sus-mentionnée.

« Il est convenu, en outre, que le Roi Très-Christien aura concurremment avec celui de la Cochinchine, la propriété du port susdit, et que les Français pourront

alors en France, et les graves événements qui ne tardèrent pas à surgir mirent le roi Louis XVI dans l'impossibilité d'exécuter strictement ses promesses. Il dut se borner à renvoyer à Saïgon le messager fidèle qui lui avait apporté les propositions de Gia-long, en le faisant accompagner sur la frégate la *Méduse*, d'un certain nombre d'officiers d'élite, dont le souvenir est resté légendaire dans cette terre de Cochinchine où ils furent, grâce à leur génie et à leur infatigable dévouement, les véritables organisateurs de la victoire royale.

Quoique la reconnaissance ne soit pas, en principe, une vertu orientale, Gia-long sut se souvenir des services rendus; et la mort même de Mgr d'Adran, survenue inopinément le 9 octobre 1799, au cours du siège de Qui-nhon, ne modifia pas sensiblement les sentiments bienveillants et les procédés courtois du roi à l'égard de ses conseillers de France. La bonne entente continua à régner, en

faire sur le continent tous les établissements qu'ils jugeront utiles, tant pour leur navigation que leur commerce. Quant à la police du port elle sera réglée sur les lieux par une convention particulière.

« Le Roi Très-Chrétien aura aussi la propriété et la souveraineté de Poulo-Condore.

« Les sujets du Roi Très-Chrétien jouiront d'une entière liberté de commerce dans tous les états du roi de la Cochinchine, à l'exclusion de toutes les autres nations européennes. Ils pourront, pour cet effet, aller, venir, et séjourner librement, sans obstacle et sans payer aucun droit quelconque pour leurs personnes à condition toutefois qu'ils seront munis d'un passe-port du commandant de l'île d'*Hoi-nan*. Ils pourront importer toutes les marchandises d'Europe et des autres parties du monde, à l'exception de celles qui sont défendues par les lois du pays. Ils pourront également emporter toutes les denrées et marchandises du pays et des pays voisins, sans aucune exception; ils ne paieront d'autres droits d'entrée et de sortie que ceux qu'acquittent actuellement les naturels du pays, et ces droits ne pourront être haussés en aucun cas et sous quelque dénomination que ce puisse être.

« Il est convenu de plus qu'aucun bâtiment étranger, soit marchand, soit de guerre, ne sera admis dans les états du roi de Cochinchine que sous pavillon français.

« Le gouvernement cochinchinois accordera aux sujets du Roi Très-Chrétien la protection la plus efficace pour la liberté et la sûreté tant de leurs personnes que de leurs effets, et, en cas de difficulté ou de contestation, il leur sera rendu la justice la plus exacte et la plus prompte.

« Dans le cas où le Roi Très-Chrétien serait attaqué ou menacé par quelque puissance que ce puisse être, relativement à la jouissance des îles de *Hoi-nan* et de Poulo-Condore, et dans le cas où Sa Majesté Très-Chrétienne serait en guerre avec quelque puissance, soit asiatique, soit européenne, le roi de la

apparence tout au moins, et l'envoi en Annam, en 1818, d'une frégate commandée par M. de Kergariou, chargé de remettre à Gia-long une lettre du roi Louis XVIII, ne put que resserrer ces liens d'amitié.

Minh-mang, 1820-1841. — Cette trêve ne devait être malheureusement que de courte durée : elle cessa avec Gia-long lui-même, pour être remplacée par une période de violences et d'excès inouïs, inaugurée par le successeur du grand empereur dès son avènement au trône d'Annam. Gia-long mourut le 25 février 1820, et son enfant bien-aimé, le prince Càng, l'ancien élève de Mgr d'Adran, l'ayant précédé dans la tombe, la succession de la couronne échut à son deuxième fils, le prince Chi-dam, que la douceur de son caractère avait fait préférer, dit-on, à l'héritier direct, le fils de Càng.

« *Aime la France et les Français, mais ne leur accorde jamais un pouce de terre dans tes états* » ; telles furent les dernières recommandations que le roi mourant adressa à son fils. Nous allons voir comment il les comprit. L'ère de persécution commença aussitôt. Implacable ennemi des Européens et partant des missionnaires qui représentaient presque exclusivement alors l'élément européen dans son royaume ; excité encore dans ses sentiments de haine par la caste puissante des lettrés, l'empereur Minh-mang ne tarda pas à affirmer ses opinions. Cette attitude, d'abord sourdement hostile,

Cochinchine s'engage à lui donner des secours en soldats, matelots, vivres, vaisseaux et galères. Ces secours seront fournis trois mois après la réquisition, mais ils ne pourront pas être employés au delà des îles Moluques et de la Sonde, et du détroit de Malacca. Quant à leur entretien, il sera à la charge du souverain qui les fournira.

« En échange de l'engagement énoncé dans l'article précédent, le Roi Très-Chrétien s'oblige d'assister le roi de la Cochinchine, lorsqu'il sera troublé dans la possession de ses états. Ces secours seront proportionnés à la nécessité des circonstances ; cependant ils ne pourront en aucun cas excéder ceux énoncés dans le présent traité.

Le présent traité sera ratifié par les deux souverains contractants, et les ratifications seront échangées dans l'espace d'un an ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Versailles, le 28 novembre 1787.

Signé : LE COMTE DE MONTMORIN :
P. J. G. EVÊQUE D'ADRAN.

amena comme conséquence immédiate, le départ pour France de MM. Vannier et Chaigneau : elle se manifesta, ensuite, plus ouvertement, en 1825, par une injure gratuite adressée au capitaine Bougainville, commandant de la *Thétis*, envoyé à Tourane porteur d'une lettre du roi de France et que le souverain annamite refusa d'entendre; et, en 1831, par la fin de non-recevoir opposée à M. Chaigneau, nommé consul de France à Huê, et par l'obligation imposée par la cour à celui-ci de se rembarquer aussitôt à bord de la frégate la *Favorite* qui l'avait amené à Tourane.

Un premier édit royal fut dirigé, le 25 février 1825, contre les Européens. Mais ce n'est, toutefois qu'en 1833, après la mort du vice-roi de la Basse-Cochinchine, le grand eunuque Lè-văn-Duyêt (1) dont les sympathies pour les Français inquiétaient le roi, que la réaction éclata dans toute sa violence. Mais laissons ici la parole à Mgr Depierre (2), évêque de Benda, un des successeurs de Mgr d'Adran au vicariat apostolique de la Basse-Cochinchine : la plume autorisée du prélat a retracé, avec une éloquence poignante, ces lugubres événements.

« C'est le 6 janvier 1833, qu'après une dizaine d'années de tracasseries et d'oppression sourde, éclata comme un coup de foudre l'édit de persécution générale... Pendant les quarante ans que dura la crise, huit évêques et quinze missionnaires européens furent mis à mort, une vingtaine d'autres furent incarcérés, torturés, et n'échappèrent que par miracle au dernier supplice : d'autres étaient morts de faim et de misère dans les montagnes, dans les bois, où la méchanceté des persécuteurs les avait forcés de se réfugier, sans parler d'une centaine de prêtres indigènes et d'un nombre encore plus considérable de chrétiens notables qui avaient payé de leur tête leur refus d'abjurer leur foi (3) ».

Les lettres adressées, à cette époque, à leur famille par divers membres de la mission de Cochinchine, relatent l'atrocité des supplices auxquels furent soumis certains d'entre eux. L'un, le Père

(1) Le tombeau de ce haut mandarin annamite, qui fut un véritable ami des Français, est situé aux portes mêmes de Saigon, en face de l'inspection de Gia-dinh. Il est entretenu aux frais de l'Administration.

(2) Mgr Depierre, successeur de Mgr Colombert, est décédé à Saigon, le 17 octobre 1898.

(3) *Situation du christianisme en Cochinchine à la fin du XIX^e siècle*, par Mgr Depierre; Publication de la Société des Etudes indo-chinoises.

Cormay, arrêté le 20 juin 1837, eût la tête et les membres tranchés, et son corps, ainsi réduit à un tronçon, fut ensuite coupé en quatre morceaux et jeté au fleuve. Un autre, le Père Marchand, très malencontreusement surpris au milieu des rebelles du phó-vê-uy Khôi qui s'étaient emparés, en 1834, de la citadelle de Saigon, fut expédié à Huê dans une cage en fer : odieusement tenaillé avec des fers ardents, il fut ensuite crucifié, et mourut après avoir eu son corps plusieurs fois lacéré par ses bourreaux.

Thiệu-trị (紹治), 1841-1847. — La mort de celui que l'on a surnommé avec raison le *Néron de l'Annam*, survenue en 1841, sans mettre fin aux persécutions, atténua cependant leur rigueur, surtout aux débuts du règne de son fils et successeur, l'empereur *Thiệu-Trị*. L'attitude très énergique prise par le roi Louis-Philippe vis à vis de l'ambassade composée de trois mandarins annamites que Minh-mạng crût devoir envoyer, vers la fin de son règne, à la cour de France, ne fut évidemment pas étrangère à cette politique d'apaisement relatif.

Une première mesure de clémence, qui ne fut pas d'ailleurs absolument spontanée, consista, en 1843, dans l'élargissement et la remise entre les mains du commandant de la corvette *l'Héroïne*, de cinq missionnaires français que l'empereur Minh-mạng avait retenus prisonniers à Huê et qui se trouvaient même sous le coup d'une sentence de mort. Deux ans après, la cour d'Annam, obéissant aux sommations du capitaine Fornier-Dupla, commandant de *l'Alcmène*, mettait également en liberté Mgr Lefèvre, évêque d'Isaurapolis, qui avait été jeté en prison en attendant que ses persécuteurs eussent décidé de son sort. Dans ces deux circonstances, les représentants de la France avaient su parler haut et faire respecter leur volonté.

Mais un événement grave, survenu en 1847, ne tarda pas à rallumer, avec plus de violence, la haine latente du tyran asiatique. Le 15 avril de cette année, les commandants Lapierre et Rigault de Genouilly, mouillés dans le port de Tourane avec les frégates la *Gloire* et la *Victorieuse*, détruisirent cinq corvettes annamites qui se préparaient à les attaquer par surprise. Cette défaite mit le comble à la fureur de l'empereur Thiệu-trị ; elle se manifesta sans retard par la promulgation d'un nouvel édit de persécution condamnant à mort sans jugement, tout Européen surpris sur le territoire annamite.

Tự-đức (嗣德), 1847-1883. — C'est au début même de cette nouvelle période d'agitation que le fils cadet de Thiệu-trị, le prince Hoàng-nhâm, monta sur le trône d'Annam sous le nom de Tự-đức.

Les premières années du nouveau règne furent relativement calmes : considéré comme un usurpateur par son frère aîné *Hoàng-báo* ou *An-phung*, Tự-đức eut à soutenir tout d'abord contre les partisans du prince évincé une courte lutte qui se termina par l'empri-sonnement et la mort du prétendant. Libre de ce côté, le nouveau souverain se retourna aussitôt contre les étrangers et lança à leur adresse un premier édit de proscription qui punissait de mort tout Européen découvert sur le territoire de l'Annam. Le genre de supplice était toutefois simplifié : une simple corde au cou et un plongeon dans la mer étaient réservés désormais aux barbares de l'Occident. Les mandarins eux-mêmes reculèrent d'abord devant l'exécution de ces ordres cruels, mais un nouveau décret, publié le 30 mars 1851, les rappela sévèrement au strict accomplissement de leurs devoirs ; et la persécution commença dès lors plus ardente, plus impitoyable que jamais. La première victime de ces odieuses mesures fut le Père Schoeffler, qui tomba sous les coups des bourreaux le 1^{er} mai 1851. Son exécution fut suivie de près de celle du Père Bonard (21 mars 1852), et de nombreux chrétiens indigènes subirent le même sort. Cette fois encore la France s'émut ; et le gouvernement impérial chargea, en 1856, M. de Montigny, d'aller porter ses réclamations à la cour de Huê. Le *Catinat* se présenta dans la rade de Tourane, mais toutes les démarches tentées par son commandant, le capitaine Lelieur de Ville-sur-Arc, ayant échoué devant la duplicité asiatique, celui-ci se décida à employer la force. Une compagnie de fusiliers marins fut débarquée et une vigoureuse attaque dirigée par elle contre le fort de Tourane mit en déroute sa garnison annamite. Soixante pièces de canon enclouées et la destruction de toutes les munitions furent le résultat de ce brillant coup de main : la manifestation dut malheureusement se borner là, en raison de l'insuffisance des troupes.

Un mois plus tard, notre plénipotentiaire, M. de Montigny, se présentait à son tour devant Tourane à bord de la corvette la *Capricieuse*. Il ne fut pas plus heureux, et dut se retirer sans avoir rien obtenu.

Les représailles ne se firent pas attendre : de nouvelles arresta-

tions furent aussitôt ordonnées par Tur-đức, et le 20 juillet 1857 Mgr Diaz, évêque espagnol, était condamné à mort et exécuté.

Mais la mesure était comble, et l'heure tardive du châtimement allait enfin sonner. Mgr Pellerin se rendit en France pour présenter à la cour des Tuileries les justes doléances de ses compatriotes. Son éloquent plaidoyer fut écouté, et la conquête de la Cochinchine définitivement décidée.

II

LES DÉBUTS DE LA CONQUÊTE

Prise de Tourane et de Saigon. — Affaire de Chi-hoà. — Occupation de Tran-bang et de Tay-ninh.

Prise de Tourane, 1^{er} septembre 1858. — C'est le 31 août 1858 que l'amiral Rigault de Genouilly, auquel le gouvernement avait confié la direction des opérations, entra dans la baie de Tourane à la tête de la flotte franco-espagnole placée sous ses ordres. Une sommation d'avoir à livrer les forts de la baie dans les deux heures fut notifiée le lendemain matin au gouverneur annamite de la place qui se garda bien d'y répondre, espérant sans doute pouvoir gagner du temps à l'aide de nouveaux subterfuges asiatiques. Mais l'heure des attermoiments était passée et le délai expiré, l'amiral donna le signal de l'attaque. Une demi-heure de canonnade suffit pour éteindre les feux de l'ennemi ; et les compagnies de débarquement, vivement entraînées, ne tardèrent pas à enlever à la bayonnette tous les retranchements qui défendaient la rade : quelques heures après, le pavillon tricolore, hissé au sommet de la citadelle, flottait pour la première fois sur la terre annamite. Aussi prévoyant administrateur que vaillant homme de guerre, le chef de l'expédition songea alors à organiser sans retard sa nouvelle conquête ; et des travaux considérables d'aménagement et de défense, que les rigueurs du climat et la nature du sol rendaient particulièrement pénibles, commencèrent aussitôt pour ne prendre fin qu'en 1860, époque de l'évacuation de Tourane.

Au début de l'année suivante, la prise de Saigon fut décidée à son

tour. La flotte alliée, composée de neuf bâtiments de guerre (1) et de quatre bateaux marchands quitta Tourane dans les premiers jours de février 1859, et se présenta le 9 à l'entrée de la rivière de Saigon ; le lendemain, le passage de la baie de Ganh-rai était forcé, et le port de Can-gio, vivement canonné par le *Phlégéton*, était réduit en cendres. Les jours suivants furent consacrés à remonter le fleuve en enlevant successivement les ouvrages de défense échelonnés sur ses berges. Le 15 février, les deux forts situés en face l'un de l'autre, au sud de la ville, et construits sous le règne de Gia-long, par les ingénieurs mis à sa disposition par le gouvernement français, tombaient également en notre pouvoir : la route de Saigon était désormais libre, et le 17, la flotte franco-espagnole mouillait en face de la citadelle (2). L'attaque par terre habilement conduite par le commandant Martin des Pallières, et soutenue par le feu de l'escadre, eût vite raison de la molle résistance de l'ennemi : à dix heures du matin nos troupes victorieuses entraient dans l'ancienne place forte de Minh-mang et Saigon devenait ville française. Les conséquences de ce brillant fait d'armes furent décisives : au point de vue matériel, il faisait tomber entre nos mains 200 bouches à feu, plus de 20,000 armes de main et près de 100,000 kilogrammes de munitions de toute nature. Il nous assurait, d'autre part, au point de vue moral, une autorité dès lors incontestée sur tous les habitants de la région qui accoururent aussitôt en foule chercher, à l'abri de notre drapeau, aide et protection contre les exactions des mandarins de la cour de Hué.

(1) Voici les noms des navires de guerre qui coopèrent à la prise de Saigon : Bateaux français : le *Phlégéton* et le *Primauguet*, corvettes à vapeur ; l'*Aralanche*, la *Dragonne* et l'*Alarme*, canonnières ; la *Saône*, la *Meurthe* et la *Durance*, transports.

Bateau espagnol : *El Cano*, aviso à vapeur.

(2) L'ancienne citadelle octogonale de Gia-long, élevée d'après les plans et sous la direction du colonel du génie Ollivier, avait disparu depuis longtemps pour être remplacée, sous le règne de Minh-mang, par un ouvrage de moindre importance, à quatre pans seulement, dont les vestiges sont encore très visibles aujourd'hui, et sur l'emplacement duquel ont été construites les casernes d'infanterie de marine.

Le savant professeur Pétrus Truong-vinh-Ky a donné dans sa conférence sur *Saigon et ses environs*, de très intéressants détails sur l'ancienne citadelle de l'empereur Gia-long (Voir *Souvenirs historiques sur Saigon et ses environs*, par P. Truong-vinh-Ky).

L'amiral dut quitter Saigon presque aussitôt après l'accomplissement de sa tâche, pour rejoindre Tourane où le rappelaient d'urgence de nouvelles difficultés suscitées par nos adversaires. Il confia, en partant, la haute direction et l'administration de notre nouvelle conquête à un officier de choix, le commandant Jauréguiberry, auquel il laissa, pour accomplir sa délicate mission, quelques centaines d'hommes éprouvés et une partie des navires de la division : la citadelle fut démantelée faute de monde pour l'occuper utilement, et la petite troupe se cantonna dans le fort du Sud.

Attaque et prise des lignes de Tourane, 15 septembre 1859. — A Tourane, la situation devenait de jour en jour plus tendue, et l'attitude des mandarins à notre égard était peu faite pour l'améliorer. D'atermoiemens en atermoiemens, de promesses en promesses non tenues, on arriva ainsi jusqu'en septembre ; l'amiral, fatigué de ces lenteurs calculées, se décida alors à agir et à affirmer notre autorité par un coup de force. Le 15, le petite armée campée devant la place s'avança contre les lignes fortifiées derrière lesquelles l'ennemi épiait ses mouvemens : elles furent enlevées avec vigueur, et les bandes annamites, dispersées, allèrent porter à Hué la nouvelle de leur défaite.

Départ pour France de l'amiral Rigault-de-Genouilly. — Son remplacement par l'amiral Page, 1^{er} novembre 1859. — Ce succès ébranla momentanément la confiance de la cour ; mais le départ pour France du vice-amiral Rigault de Genouilly, dont la santé avait été fortement atteinte par cette dure campagne, ne tarda pas à ramener la reprise des hostilités. Le 18 novembre, le contre-amiral Page, son successeur, remporta sur les troupes annamites une nouvelle victoire en s'emparant des forts de Kien-chang, situés au nord de la baie : le gouvernement impérial, estimant que la dispersion de nos forces était un obstacle à notre établissement définitif à Saigon, n'en décida pas moins l'évacuation de Tourane ; elle fut opérée le 23 mars 1860.

Evacuation de Tourane, 23 mars 1860. — Saigon port franc, 22 février 1860. — Le contre-amiral commandant en chef, libre de ce côté, regagna alors Saigon avec toutes les troupes dont il disposait, et s'occupa aussitôt d'en organiser la défense : la mesure s'imposait, d'urgence. Saigon, pourvu de logements plus confortables et de

magasins bien approvisionnés, avait été déclaré port franc le 22 février 1860 ; et le grand commerce de Cholon, protégé par la redoute de Caï-mai qui domine la ville chinoise, commençait à affluer vers notre nouvelle possession. Mais l'ennemi veillait de près : chassé de Saigon le 17 février 1859, il s'était retiré à quatre kilomètres environ de l'ancienne citadelle, dans la plaine de Chi-hoà ; et surveillait étroitement, de son vaste camp retranché, les moindres mouvements de nos soldats (1). Nous leur opposions, de notre côté, avec la redoute de Caï-mai qui formait la véritable clé de notre ligne de défense, les deux petits fortins des *Clochetons* et des *Mâres*, anciennes pagodes hâtivement transformées en postes avancés et occupées par de petites garnisons.

Attaque de la pagode des Clochetons, 3 et 4 juillet 1860. — Cette situation durait depuis quelques mois déjà, les deux partis s'observant l'un l'autre, lorsque dans la nuit du 3 au 4 juillet, plus de deux mille Annamites, sortirent en silence de leurs lignes, et, profitant des ténèbres pour entourer la pagode des Clochetons, s'élancèrent à l'assaut de ses ouvrages encore rudimentaires. Ils espéraient surprendre, par la soudaineté de leur attaque, les 250 hommes d'infanterie franco-espagnole qui s'y trouvaient cantonnés, et en avoir facilement raison. Mais ils avaient compté sans la vigilance de nos sentinelles, qui donnèrent l'alarme en temps utile : aussi leur arrivée devant les retranchements fut-elle saluée à coups de fusil, et un combat corps à corps s'engagea au milieu de la nuit. Il dura plus d'une heure : l'arrivée d'un renfort, envoyé de Saigon par le commandant d'Ariès, qui remplaçait depuis peu l'amiral Page rappelé en Chine, mit fin à cette lutte disproportionnée et l'ennemi dut se retirer en abandonnant plus de cent cadavres sur le terrain. Cette sévère leçon eut pour effet d'empêcher à l'avenir toute nouvelle velléité d'agression, mais ne nous dégagea malheureusement pas ; non plus.

(1) M. Pallu de la Barrière a donné, dans un appendice de son ouvrage sur l'expédition de Cochinchine, des détails très circonstanciés sur la nature des fortifications annamites, en prenant précisément comme type les ouvrages en terre durcie garnis de branchages épineux de bambous, qui formaient les lignes de Chi-hoà. (V. *Histoire de l'expédition de Cochinchine*, appendice V, page 291.)

d'ailleurs qu'une brillante reconnaissance opérée le 16 octobre suivant par le commandant d'Ariès lui-même sur l'arroyo de l'Avalanche.

La situation des 800 braves qui depuis près de deux années, tenaient en échec une véritable armée de 12,000 hommes était, comme on le voit, assez précaire, lorsque les événements de Chine nous permirent enfin d'intervenir plus énergiquement.

Paix de Péking, 25 octobre 1860. — Le 25 octobre 1860, la paix signée à Péking par les représentants des trois puissances belligérantes, le baron Gros, lord Elgin et le prince Kong, rendait disponibles les forces de la France. Le gouvernement en profita aussitôt pour se tourner contre cette astucieuse cour de Hué dont tous les engagements avaient été sanctionnés jusqu'alors par des guêts-apens et par des mensonges. Le vice-amiral Charner fut désigné par l'empereur pour commander en chef avec les pouvoirs les plus étendus, la nouvelle expédition; le contre-amiral Page, que son précédent séjour à Saigon désignait tout naturellement pour le seconder, lui fut adjoint pour les opérations maritimes; et le commandement spécial du corps expéditionnaire fut confié au général de Vassoigne. Le contingent espagnol était placé sous les ordres directs du colonel Palanca, dont le nom est resté justement populaire en Cochinchine.

Les préparatifs, retardés par le mauvais temps et par un hiver précoce, se terminèrent à Woo-sung, qui avait été choisi comme point de concentration, vers la mi-janvier; et le 7 février 1861, la frégate amirale l'*Impératrice-Eugénie*, battant pavillon du commandant en chef, jetait l'ancre devant Saigon. L'Amiral quitta son bord le 16 pour aller établir son quartier général près de la pagode Barbé (1) où l'on avait placé une redoute. Le plan d'attaque fut aussitôt concerté et arrêté; en voici les lignes générales. Une flottille, composée de la *Renommée*, de l'*Avalanche*, du *Sham-Rock* et de la canonnière n° 31 devait, sous la direction de l'amiral Page, remonter la rivière de Saigon et opérer entre cette ville et Thù-dâu-môt pour

(1) On avait donné ce nom à la pagode située à l'entrée même de Saigon, du côté de la ville chinoise, en souvenir du capitaine d'infanterie de marine qui la commandait, et que les Annamites avaient surpris et décapité dans la soirée du 7 décembre 1860, sur la route des Mâres.

couper à l'ennemi toute communication entre les deux rives : la canonnière n° 31 avait pour mission spéciale de surveiller l'arroyo du Gò-váp qui débouche dans la rivière à la hauteur de Binh-lôi. Le commandement des autres bâtiments échelonnés en face de Saigon fut confié au capitaine de vaisseau de Surville : ils devaient servir de ligne de soutien et d'ambulances à l'armée de débarquement. Trois autres petits navires de guerre, les lorchas l'*Esperance*, le *Sujarréo* et le *Saint-Joseph*, furent toutefois détachés de la flotte pour aller prendre position, le premier dans l'arroyo de l'Avalanche, le second à la hauteur de Chợ-lôn, dans l'arroyo chinois ; et le dernier à cinq milles environ de la ville chinoise, au confluent du Rach-cat et du Lò-gôm : toutes les issues fluviales étaient ainsi gardées.

Cependant le corps expéditionnaire, fortement appuyé par la ligne des Pagodes et soutenu par le feu des redoutes, devait, par Cai-mai, pris comme base des opérations, attaquer à revers les positions ennemies et refouler l'armée annamite sur la rivière de Saigon ou dans la plaine couverte de fondrières et de marais qui avoisine le tombeau de l'évêque d'Adran. Une proclamation, signée de l'amiral, et destinée à rassurer les populations cochinchinoises en leur expliquant les motifs et le but de notre intervention armée, fut ensuite répandue dans la région (1) ; et la date de la première attaque fut définitivement fixée au 24 février suivant.

Le récit détaillé des deux sanglantes journées des 24 et 25 février ne saurait rentrer dans le cadre restreint de cette notice : le

(1) Voici en quels termes s'exprimait le commandant en chef au début de cette proclamation.

« L'amiral français, commandant en chef toutes les forces de l'Orient et plénipotentiaire pour la pacification de l'empire d'Annam, Charner.

« Rappelle aux populations de la province de Saigon et de tous les départements de la dépendance, que l'empire de France et le royaume d'Espagne se sont entendus dans une même volonté, pour réunir leurs forces et les amener ici, afin de demander raison au gouvernement annamite de tous les actes d'oubli et d'ingratitude dont il s'est rendu coupable. C'est pourquoi, exécutant les ordres augustes de notre grand empereur, nous sommes venus avec nos armées pour demander raison de tout ce qui a eu lieu précédemment ».

Et plus loin : « Nous promettons la paix et la protection complète de leurs biens, de leurs personnes et de leurs maisons, sans qu'il leur arrive aucun détriment, à tous les mandarins civils et militaires et à toutes les populations qui apportent un cœur honnête pour accepter les choses ».

commandant Pallu de la Barrière leur a consacré de longues pages vécues dans lesquelles il a retracé dans leurs plus minutieux incidents, jour par jour, presque heure par heure, les émouvantes péripéties de cette lutte. Il nous suffira, en y renvoyant le lecteur, de rappeler ici l'habile direction du commandement, l'audacieuse bravoure des officiers, l'héroïque entraînement de nos petits soldats, la résistance opiniâtre de l'ennemi; enfin, le résultat final, décisif, mais chèrement acquis au prix de pertes cruelles (1).

Un monument funèbre, dû à l'initiative du *Souvenir français*, a été élevé tout récemment, dans la banlieue de Saigon, sur le terrain même du combat, à la mémoire des braves tombés pour la France, tués à l'ennemi: voici, dans son éloquente simplicité, l'inscription qu'il porte, gravée en lettres d'or:

SOUVENIR FRANÇAIS
AUX SOLDATS ET OFFICIERS FRANÇAIS ET ESPAGNOLS
MORTS AU CHAMP D'HONNEUR
LIGNES DE CHI-HOA
COMBATS DU 16 SEPTEMBRE 1859 ET 24 ET 25 FÉVRIER 1861
VIVE LA FRANCE

La conséquence immédiate de la victoire de Chi-hoà, fut, avec la mise en déroute de l'armée ennemie qui fuyait, débandée, à travers les marais de l'Avalanche, le dégagement complet de la citadelle de Saigon qui avait été si étroitement bloquée jusqu'alors, et la soumission des populations voisines du champ de bataille.

Prise de Tong-kéou, 28 février 1861. — Après deux journées de repos bien acquis, la marche en avant fut décidée; et le 28 février, une colonne composée d'infanterie de marine, d'infanterie espa-

(1) D'après M. P. Vidal, les journées de Chi-hoà nous auraient coûté trois cents hommes hors de combat, dont dix-sept tués et plusieurs blessés qui ne survécurent pas à leurs blessures.

Deux officiers, le lieutenant-colonel Testard, de l'infanterie de marine, et l'enseigne de vaisseau de la Reynière avaient succombé sous les coups de l'ennemi; parmi les blessés se trouvaient le général de Vassoigne lui-même, le colonel espagnol Palanca; les lieutenants de vaisseau de Foucault et de Rodellec-Dupozic; l'enseigne de vaisseau Berger; les aspirants Lesèble, Noël et Frostin; l'adjudant Joly.

gnole, de chasseurs à pied et d'artillerie, se présentait devant *Tong-kéou* : cette petite place, située au nord de la plaine de *Chi-hoà* était alors le véritable magasin d'approvisionnement de l'ennemi. Les trois fortins qui la défendaient, vigoureusement attaqués par nos pièces d'artillerie, furent enlevés sans grande résistance. Après ce premier succès on se dirigea sans désenparer sur le fort voisin du *Rach-trà*, qui commandait la route d'*Hôc-môn*, et que l'on trouva abandonné de sa garnison.

Occupation d'Hôc-môn, 28 février 1861. — Le même soir nos troupes campaient à *Hôc-môn* ; et nous assuraient ainsi la possession incontestée de toute cette région de la province de *Gia-đinh*. De nouvelles soumissions commencèrent aussitôt ; et dès le 1^{er} mars les habitants des villages compris entre la rivière de *Saigon* et les *Vaïcos*, arrivèrent en foule se mettre à l'abri de notre drapeau : on apprit par eux que la grande armée de *Chi-hoà*, complètement désorganisée, avait fui dans plusieurs directions différentes, le gros de la troupe se dirigeant vers *Biên-hòa* où s'était retiré le général en chef *Nguyễn-tri-Phương* grièvement blessé au cours de l'action.

Occupation de Tráng-bàng et de Tây-ninh, 3, 4, mars 1861. — La reconnaissance se poursuivit le 3 mars vers *Tráng-bàng*, situé sur la grande route qui mène de *Saigon* au *Cambodge*, par *Tây-ninh* : ce point fut occupé sans coup férir ; et après lui, la forteresse de *Tây-ninh* elle-même, à laquelle sa position à proximité de la frontière cambodgienne donnait une importance stratégique de premier ordre. L'amiral le comprit et donna aussitôt tous les ordres nécessaires pour assurer la réparation et l'armement de ses remparts : il en fit en outre le chef-lieu d'un véritable arrondissement politique dont la direction fut confiée à un officier avec mission d'entretenir de bonnes relations constantes avec les mandarins cambodgiens du voisinage. Les événements, comme nous le verrons dans la suite de ce récit, ne tardèrent pas à donner pleinement raison aux prévisions de l'amiral *Charner* ; et *Tây-ninh* resta pendant toutes les insurrections cambodgiennes le véritable point d'appui de nos colonnes expéditionnaires.

Création de postes avancés à Thủ-dầu-một et à Cần-giộc, mars 1861. — Le 10 mars, nos troupes rentrèrent à *Saigon*, après avoir

échelonné de petites garnisons sur toute la route parcourue, depuis Tay-ninh jusqu'à Chi-hòa, dont les fortifications furent rasées. Puis, pour garder notre nouvelle conquête et la mettre à l'abri d'un coup de main de l'ennemi, on installa, en regard de Bien-hòa, sur la rive gauche de la rivière de Saigon, un poste avancé à Thủ-dầu-một, et l'on fit occuper, du côté de Mỹ-tho, l'important point de Cần-giộc, placé à l'embouchure du Rach-cát et qui forme par sa position la véritable clé de la région de Gò-công. Pendant ce temps, plusieurs canonnières, la *Dragonne*, le *Monge*, le *Lily* et l'*Alarme*, parcouraient en tous sens les deux Vaïcos et surveillaient de près les agissements de l'ennemi, du côté de la plaine des Jones, de Tân-an et de Mỹ-tho.

Une proclamation, adressée aux autorités indigènes ralliées à notre cause, clôtura cette première phase des opérations ; elle débutait en ces termes :

« Vous direz à vos administrés que leurs lois et leurs usages seront respectés ; qu'ils peuvent se livrer en toute sécurité à l'agriculture et au commerce et apporter leurs produits à Saigon. Ils doivent bien se persuader que le règne des mandarins a disparu pour faire place à celui de la France, et que nous accordons pleine et entière protection à ceux qui reconnaissent notre autorité et nous servent fidèlement ».

(A suivre).

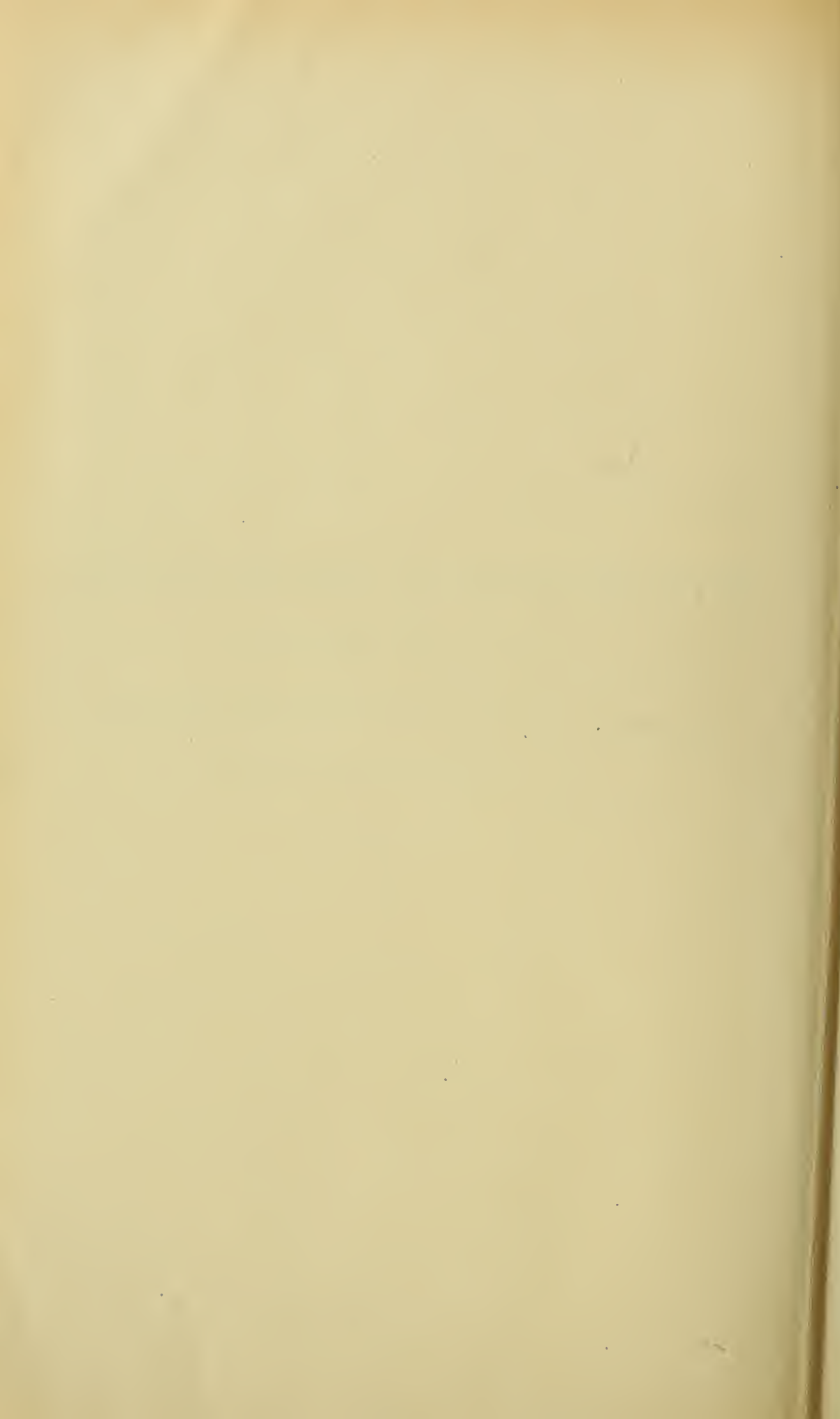
61

NOTICE SUR LE « BÃNH-NGÕI »

(GATEAU-TUILE)

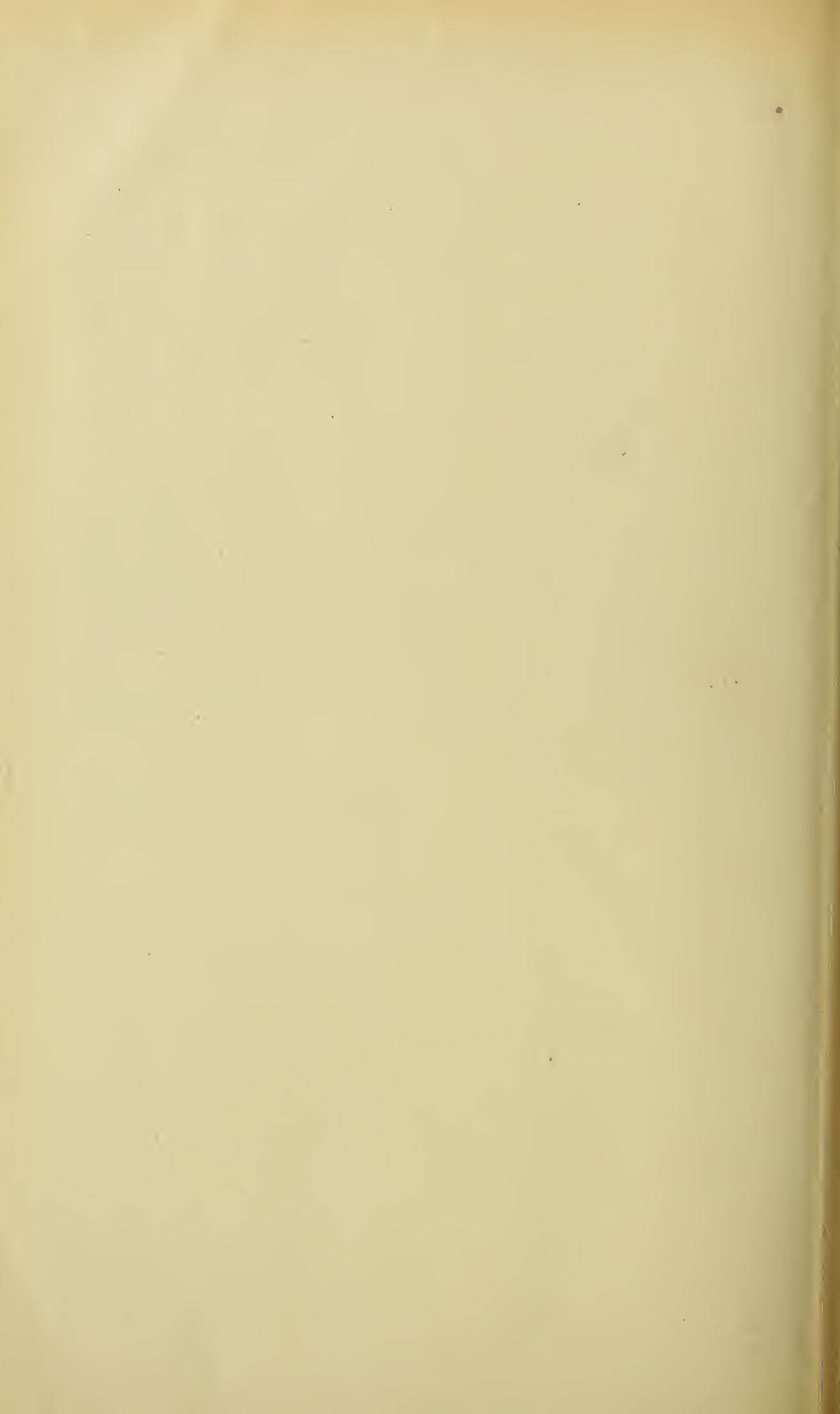
Par NGUYEN-KHAC-HUÊ, Professeur à Bentré

Membre de la Société des Etudes indo-chinoises



Notre collègue indigène, M. Nguyễn-khắc-Huê, professeur à Bê-n-trê, nous a fait parvenir, à son retour de l'exposition de Hanoi, quelques notices pleines d'intérêt dans lesquelles il a relaté, avec beaucoup de verve et d'humour, ses impressions de voyage au Tonkin. Nous pensons être agréable aux lecteurs du Bulletin, en rapportant ici l'une de ces petites études prises sur le vif. Nous lui avons conservé toute sa saveur exotique, qui lui donne un cachet particulier d'originalité.

LE BUREAU.



NOTICE SUR LE « BÁNH-NGÔI »

Pendant mon dernier voyage à l'Exposition de Hanoi, j'ai, une fois, poussé mes pas, en passant par Son-tây, jusqu'à Vinh-yên, une nouvelle résidence créée en 1899.

Ce poste se trouve à 3 ou 4 heures de pousse-pousse de Son-tây. Je ne connais cette dernière localité que de passage, car la chaloupe que j'avais prise, d'Hanoi, vers 11 heures du matin, m'y a débarqué à 4 h. 1/2 du soir, et j'ai été pressé de rejoindre Vinh-yên où des amis m'attendaient.

J'ai commencé, le lendemain, à visiter la nouvelle résidence de Vinh-yên. Elle est admirablement située sur un mamelon, derrière lequel se trouve le Dam-wat, une petite ramification du Fleuve Rouge, qu'on avait bouchée à cause des inondations. Elle est desservie par le chemin de fer de Hanoi à Việt-tri. Cette ligne allait être mise en exploitation quand j'étais à Vinh-yên. De là, on pouvait alors se rendre à Hanoi par le train ballast.

L'Administration avait construit un nouveau marché à quelque distance de la gare; seulement en attendant de nouveaux ordres, le marché se tenait encore à l'ancienne place tout à fait « nhà-quê », qui se trouve non loin de la résidence.

Le jour que j'ai passé à Vinh-yên, était précisément un jour de foire. Les vendeurs et les acheteurs se comptaient par milliers. Les articles que j'ai pu remarquer sur le marché sont à peu près identiques à ceux que j'avais vus à Hanoi. La particularité qui a attiré le plus mes regards, c'était le « bánh-ngôi » (gâteau tuile) qui se livrait en consommation parmi les gâteaux en usage ordinaire.

Ce prétendu gâteau a la forme d'un carton mince d'environ 10 centimètres de large sur 15 centimètres de long. Il est fait avec de la terre glaise, débarrassée de toute matière susceptible de l'empêcher de fondre dans la bouche des consommateurs. La cuisson, m'a-t-on dit, est absolument analogue à celle qu'on fait subir aux tuiles et aux briques.

« Ça se mange », me dit mon guide, un de mes amis cochinchinois

résidant dans la localité. Je me creusais en vain le cerveau, mais pour ne pas contrarier mon camarade, je donnai deux sous à la marchande (c'était une femme qui vendait ces drôles de marchandises), en lui faisant signe que je désirais me procurer un de ces rares gâteaux. Elle me livra en retour une douzaine de ces bizarres friandises.

Je les apportai chez mon ami et je commençai à faire, devant lui, l'expérience de mon achat. J'ai goûté ce drôle de gâteau que j'ai rejeté tout de suite. J'ai poussé un cri : « On ne mange pas la terre, voyons ». « Ici on en mange, me dit-il, mais ce n'est pas à nous de pouvoir avaler cette terre cuite. Donnez-la aux enfants de mes voisins tonkinois là-bas, vous allez voir ».

Ce qui fut dit fut fait ; et si je n'avais pas voulu conserver quelques-uns des gâteaux en question pour les rapporter, comme curiosités, en Cochinchine, tout mon achat du jour aurait été consommé, en quelques instants, par les petits gamins du voisinage.

Je me suis renseigné auprès des hommes d'élites de l'endroit, sur l'origine de ces gâteaux en terre livrés au commerce. On m'a raconté qu'autrefois ils étaient confectionnés pour être vendus uniquement aux femmes enceintes.

On ne s'étonnerait plus de cette spécialité de commerce alimentaire, si l'on pensait à la population considérable du Tonkin et à ces femmes, auxquelles, la grossesse aurait fait, ici comme ailleurs, avoir cet appétit extraordinaire : elles mangeraient volontiers, entre autres matières non comestibles, du plâtre ou du bois pourri.

C'est ainsi que ce petit commerce des gâteaux de terre, qui s'est maintenu à la longue a fini par se généraliser : les campagnardes non enceintes en mangent souvent aussi bien que les petits enfants et les hommes de la basse classe.

On m'affirme qu'à Son-tay le « banh-ngói » se vend également comme sur beaucoup d'autres marchés de ces parages.

J'ai été heureux d'en rapporter quelques échantillons. Malheureusement ces gâteaux sont très friables. Je regrette de n'avoir pu les conserver tels qu'ils étaient.

En foi de quoi, j'en ai consigné l'existence sur la présente notice que je dédie à mes amis de Cochinchine, en leur demandant d'excuser ma curiosité ainsi que mon indiscrétion vis à vis de gens que je n'aurais jamais cru « géophages ».

Bentré, le 15 février 1903.

NGUYỄN-KHÁC-HUỆ.

EXTRAITS
DES
PROCÈS-VERBAUX
DES SÉANCES



EXTRAITS

DES

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

(Juillet à décembre 1902)

Séance du 28 juillet 1902

Présidence de M. le Docteur MÉTIN, vice-président.

La séance est ouverte à 9 heures 1/4.

Sont présents: MM. MÉTIN, vice-président; DUCAROT, secrétaire; DESMARETZ, trésorier; COATANÉA, conservateur du Musée; FERRIÈRE, OBSCUR, MANUEL, DACHERT, P. DE LA CHAPELLE, MOINE, ROYER et LEGROS, membres.

Le Président donne communication de divers documents intéressant la Société :

1^o Lettre de M. le Dr MOUGEOT accusant réception de l'envoi de douze exemplaires de son travail sur la *Vaccine en Cochinchine* et priant le Bureau de la Société de bien vouloir charger un collègue, en instance de départ, de lui remettre le complément des cent exemplaires que la Société doit fournir à l'auteur d'un travail publié par elle.

Satisfaction sera donnée à cette demande.

2^o Lettres de remerciements adressées par divers membres nouvellement admis.

3^o Lettre de M. L. HÉLOURY, directeur de l'*Opinion*, au sujet d'une rectification concernant l'insertion dans son journal du règlement sur le concours de photographie organisé par la Société.

4^o Lettre de l'administrateur de Sadec au sujet du mode de paiement de l'abonnement aux monographies publiées par la Société.

5^o Lettre de M. BOUCHER, directeur du collège de Zi-ka-Wei, accusant réception, avec remerciements, de l'envoi qui lui a été fait par le Bureau du travail de M. le Dr Mougeot sur la *Vaccine en Cochinchine*.

La parole est ensuite donnée à M. COATANÉA, conservateur du Musée, pour la lecture de son projet de nouvelle classification des collections du Musée. Ce projet est adopté à l'unanimité. M. Coatanéa demande qu'il lui soit adjoint deux collègues pour lui permettre de mener à bonne fin le travail que comporte cette réforme : tous les membres de la Société se mettent spontanément à sa disposition.

A la suite de cette communication, lecture est faite par le Trésorier, du compte-rendu de la situation financière de la Société. Il résulte de cet exposé que la Société a encaissé jusqu'à ce jour, la somme de 7,263 \$ 91, et déboursé celle de 3,819 \$ 34. Il reste donc à notre avoir 3,454 \$ 57 disponibles.

Le Président félicite M. le Trésorier de la bonne gestion de ses comptes et lève la séance à 11 heures.

Le Secrétaire,
DUCAROY.

Séance du 25 août 1902

Présidence de M. PÉRALLE, président.

La séance est ouverte à 9 h. 1/4.

Sont présents : MM. PÉRALLE, président ; SCHREINER, vice-président ; DUCAROY, secrétaire ; DESMARETZ, trésorier ; RAMBAUD, bibliothécaire ; COATANÉA, conservateur du Musée ; LAURENT, FERRIÈRE, RUFFIER, ROYER, MANUEL, OBSCUR, MOINE, membres ; M. CAHUC, visiteur.

Le Président donne la parole à M. SCHREINER pour la lecture de son travail intitulé *Alphabet international destiné plus particulièrement à la transcription des langues orientales*. Cette étude, qui doit être communiquée au Congrès des Orientalistes de Hanoi, où

son auteur représentera la Société, est écoutée avec attention et vivement applaudie. M. Schreiner en fera autographier quelques exemplaires qui seront distribués à diverses personnes compétentes. Le président remercie, au nom de tous ses collègues, l'auteur de l'intéressante communication qu'il vient de faire à la Société, et met aux voix l'adoption du travail. Adopté à l'unanimité.

L'ordre du jour appelle la mise en adjudication des journaux auxquels la Société est abonnée : il y est aussitôt procédé.

Le Président donne ensuite lecture d'une communication qu'il a reçue de M. LÉVESQUE, de Soctrang, au sujet d'un anémomètre dont il est l'inventeur. M. Lévesque demande l'appui de la Société auprès du Jury de l'Exposition de Hanoi auquel cet instrument doit être présenté. Le Bureau se réserve d'apprécier quelle suite il conviendra de donner à cette requête.

Il est ensuite procédé à la discussion d'une proposition émanant de quelques membres de la Société et tendant à modifier les jours d'ouverture des locaux en dehors du jour fixé pour la tenue de la séance mensuelle ; il est décidé que la Société sera ouverte tous les lundi et mercredi soir, de 8 à 10 heures ; le jour de la séance ordinaire restant toujours fixé au dernier lundi du mois.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h. 1/2.

Le Secrétaire,
DUCAROT.

Séance du 29 septembre 1902

Présidence de M. PÉRALLE, président.

La séance est ouverte à 9 h. 1/4.

Sont présents : MM. PÉRALLE, président ; DUCAROT, secrétaire ; DESMARETZ, trésorier ; RAMBAUD, bibliothécaire ; CAHUC, P. DE LA CHAPPELLE, OBSCUR, VAUDEY, CLAUDE, RUFFIER, MOINE.

Le Président fait part du décès de M. FREY, membre de la Société, et d'un enfant de M. L. HÉLOURY, notre collègue : il est décidé que des compliments de condoléances seront adressés à ce dernier ainsi qu'à la famille de M. Frey.

La correspondance comprend :

1^o Une lettre de M. MARQUIÉ, avocat-défenseur à Saigon, par laquelle notre collègue fait parvenir à la Société un volume intitulé *L'âme du voyageur*, dû à la plume du prince Henri d'Orléans, récemment décédé à Saigon. Cet ouvrage, destiné à la bibliothèque de la Société, est revêtu d'une dédicace du duc de Chartres, père du regretté explorateur : le Président a déjà transmis à M. Marquié les remerciements de ses collègues.

2^o Lettres de remerciements de divers membres nouvellement admis.

3^o Communication de la Société l'*Université d'Upsal*, au sujet de l'échange des publications et des bulletins. Adopté.

4^o Lettre de la *Revue des cultures coloniales*, qui demande à la Société de lui faire parvenir les monographies de la Cochinchine. Adopté.

Le Président donne lecture d'une étude de M. SON-DIÊP sur *Bassac*. L'Assemblée décide l'insertion au Bulletin de cet intéressant opuscule.

Lecture est ensuite faite du travail de M. NGUYỄN-KHẮC-HUẾ professeur à BÊN-tré portant sur la traduction d'une inscription en caractères gravée sur le tombeau du lettré VÕ-trư-ơng-Toán, au village de BẢO-thánh. Ce travail, d'un intérêt local tout particulier, est attentivement écouté ; et la Société vote son insertion au Bulletin. M. P. DE LA CHAPELLE est d'avis que cette œuvre est digne de figurer au Congrès des Orientalistes d'Hanoi. Il fait remarquer à cette occasion que la Société y est faiblement représentée par l'unique travail de M. Schreiner, et estime qu'une association qui compte, comme la nôtre, plus de trente années d'existence, doit faire preuve, pour soutenir son bon renom, d'un plus grand effort de production : il propose, en conséquence, de soumettre au Congrès, tous les travaux parus dans nos Bulletins. Le Président ne partage pas cet avis et déclare qu'il y a lieu de s'en tenir au vote précédemment émis sur ce point. M. P. de la Chapelle insiste, et tout en reconnaissant la réelle valeur du travail de M. Schreiner déclare qu'il serait opportun d'y adjoindre la traduction de M. Nguyễn-khắc-Huế, nos Bulletins et nos monographies.

Après cet échange d'observations, M. P. de la Chapelle demande au Président de bien vouloir soumettre la question au vote de l'Assemblée. Il est décidé, à la majorité, que l'envoi de la Société au

Congrès d'Hanoi comprendra, avec le travail de M. Schreiner, tous les autres travaux pouvant intéresser les études orientalistes, et qu'une commission spéciale sera chargée de ce soin.

Le Président informe l'Assemblée que le marché passé pour l'impression des Bulletins et des publications de la Société est sur le point de prendre fin : il propose que son renouvellement soit fait par nouvelle adjudication. Adopté. Une commission est nommée pour préparer le projet de marché.

La séance est levée à 11 h. 1/4.

Le Secrétaire,
L. DUCAROT.

Séance du 27 octobre 1902

Présidence de M. PÉRALLE, président.

La séance est ouverte à 9 h. 1/4.

Sont présents : MM. PÉRALLE, président ; DUCAROT, secrétaire ; DESMARETZ, trésorier ; RAMBAUD, bibliothécaire ; COATANÉA, conservateur du Musée ; LEBRET, ARDIN, ROYER, KLOSS, MANUEL, FERRIÈRE. RUFFIER, P. DE LA CHAPELLE, CAHUC, JULIEN, CHANARD, EMERY, MOINE, membres.

Le Président fait part à l'Assemblée du décès de M. BLANCHET, directeur des Messageries fluviales, et rappelle, en termes émus, la part active que notre ancien vice-président a toujours prise à nos travaux : l'Assemblée tout entière s'associe à ces regrets.

La lecture de la correspondance comprend :

1^o Une lettre de M. le capitaine de vaisseau JOANNET accusant réception des publications de la Société, à laquelle il transmet ses vœux sincères de prospérité ;

2^o Une lettre par laquelle M. SCHREINER décline, pour raisons personnelles, le mandat de délégué au Congrès des Orientalistes qui lui avait été confié.

M. PÉRALLE annonce, à cette occasion, qu'il lui sera également impossible, en raison de ses occupations professionnelles, de se rendre à Hanoi pour assister aux travaux du Congrès : l'Assemblée désigne M. MOINE pour le remplacer dans cette mission.

Le Président donne lecture d'une lettre de M. MOINE dans laquelle notre collègue propose l'achat pour la bibliothèque d'un ouvrage comprenant 33 fascicules, publié par le Touring-Club de France, et intitulé *Sites et Monuments*. Adopté.

L'ordre du jour appelle le compte-rendu de la Commission chargée de rechercher dans nos publications et manuscrits les travaux susceptibles d'être communiqués au Congrès des Orientalistes d'Hanoi. La Commission a décidé de comprendre dans cet envoi : 1^o les études de MM. NGUYỄN-KHẮC-HUỆ, HANH et SƠN-ĐIỆP ; 2^o une notice générale relatant l'ensemble et la nature des travaux faits par la Société des Etudes indo-chinoises ; 3^o les monographies actuellement parues des provinces de la Cochinchine. L'Assemblée adopte les conclusions proposées par la Commission.

La Commission chargée d'élaborer le cahier des charges du marché à passer avec un des imprimeurs de la ville remet son travail, dont les chapitres seront discutés à une séance spéciale.

La séance est levée à 11 h. 3/4.

Le Secrétaire,
L. DUCAROT.

Séance du 24 Novembre 1902

Présidence de M. PÉRALLE, président.

La séance est ouverte à 9 h. 1/2.

Sont présents : MM. PÉRALLE, président ; DUCAROT, secrétaire ; RAMBAUD, bibliothécaire ; COATANÉA, conservateur du Musée ; MANUEL, MUNIER, CERVETTI, ARDIN, VINCENTELLI, DACHERT, LEGROS, THIÉMONGE, membres ; CLOUET et MOYAUX, invités.

Le Président donne lecture, au début de la séance, d'un télégramme de M. CLAUDE relatif à l'achat d'une vitrine destinée à renfermer les publications adressées par la Société à l'Exposition de Hanoi. Le nécessaire a déjà été fait par les soins du Bureau. L'ensemble de notre exposition comprendra : Une édition de luxe du *Livre d'or* de la Société ; les monographies des provinces de la Cochinchine ; la collection de nos Bulletins ; et deux travaux manuscrits de MM. NGUYỄN-KHẮC-HUỆ et SƠN-ĐIỆP.

Le Président donne ensuite la parole à M. le lieutenant de vaisseau NEL pour la lecture en séance de son travail sur l'Philastre. Cette intéressante étude, vivement applaudie par les auditeurs paraîtra dans un des prochains Bulletins de la Société.

La séance est levée à 11 h. 1/2.

Le Secrétaire,
L. DUCAROT.

Assemblée générale du 22 Décembre 1902

Présidence de M. DUCAROT, secrétaire.

La séance est ouverte à 9 heures.

Sont présents : MM. DUCAROT secrétaire ; RAMBAUD, bibliothécaire-archiviste, remplissant les fonctions de secrétaire ; DESMARETZ, trésorier ; COATANÉA, conservateur du Musée ; THIÉMONGE, RUFFIER, FERRIÈRE, NEL, MANUEL, ARDIN, ROYER, LEGROS, DACHERT, PÉCARRÈRE, VINCENTELLI, ERNY, P. DE LA CHAPELLE, J. DE CORDEMOY, membres ; MOYAUX, invité.

Le Président donne lecture d'une lettre de M. PÉRALLE par laquelle il prie la Société de l'excuser de ne pouvoir, pour cause de santé, présider l'Assemblée.

On procède ensuite à la lecture des rapports du secrétaire, du bibliothécaire, du conservateur du Musée et du trésorier, sur la gestion de la Société pendant l'année 1902.

De l'ensemble de ces documents, il résulte que la situation générale de la Société a été particulièrement favorable au cours de cet exercice : quatre-vingt-un nouveaux membres se sont joints aux 146 sociétaires de l'année précédente : le nombre actuel des membres de la Société a été ainsi porté à 212, déduction faite des démissionnaires (11) et de nos collègues décédés (4). Au point de vue financier, l'excédent des recettes sur les dépenses s'élève à 1,400 piastres environ. Quant à la bibliothèque, elle compte actuellement 2,781 volumes, presque tous reliés.

M. COATANÉA fait un intéressant exposé de la situation du Musée. Tous les objets qui le composent ont été, grâce aux soins du conservateur, classés et étiquetés par ordre et par série ; et un catalogue général de nos collections ne tardera pas à être établi.

Le Président félicite au nom de la Société tous ses collaborateurs dévoués. Il propose ensuite d'offrir à M. PÉRALLE, président sortant, une médaille d'or grand module, en récompense des services signalés qu'il a rendus à l'œuvre commune. Cette proposition est acceptée à l'unanimité des membres présents; et l'Assemblée décide en outre que des félicitations spéciales seront adressées à celui qui en fait l'objet.

Une médaille d'or est également attribuée à M. SCHREINER, vice-président; mais M. Ferrière ayant fait savoir à l'Assemblée que notre collègue déclinait toute récompense, il est décidé que mention en serait faite au procès-verbal.

Sur la proposition de M. COATANÉA, une médaille d'or est aussi décernée à M. DUCAROT, et une médaille d'argent à M. RAMBAUD pour le zèle et le dévouement dont ils ont fait preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

M. Ducarot, faisant enfin part à la Société d'une proposition de son président, M. PÉRALLE, demande à l'Assemblée d'accorder une médaille d'argent à M. CAROUGEAU, et des médailles de bronze à MM. SON-DIÊP et NGUYÊN-KHAC-HUË, en récompense des intéressants travaux qu'ils ont communiqués à la Société. Adopté.

Il est ensuite procédé au dépouillement du scrutin pour l'élection des membres du Bureau pour l'année 1903.

Sont élus :

MM. DURRWELL, président	par 53 voix
MÉTIN, 1 ^{er} vice-président	— 53 —
SCHREINER, 2 ^e vice-président	— 52 —
FERRIÈRE, secrétaire	— 37 —
RAMBAUD, bibliothécaire	— 56 —
DESMARETZ, trésorier	— 53 —
COATANÉA, conservateur du Musée . . .	— 58 —

Pour clore la séance, le Président donne lecture d'un paragraphe paru dans le Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient annonçant l'attribution de moitié du prix « Stanislas-Julien » à notre collègue le capitaine LACROIX pour son ouvrage sur la *Numismatique annamite*.

L'Assemblée lui adresse, à l'unanimité, ses amicales félicitations.

Le Secrétaire,
RAMBAUD.

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DES ÉTUDES INDO-CHINOISES

				francs
Année 1883	N ^o	1	1 ^{er} semestre	4 ^{er} fascicule . 1 60
— »		2	—	2 ^e — .. 1 75
— »		3	—	3 ^e et 4 ^e — .. 2 90
— 1884		4	.....	..... 3 30
— 1885		5	.....	..... 1 »
— 1886		6	1 ^{er} semestre	 2 75
— »		7	2 ^e —	 3 »
— 1887		8	1 ^{er} semestre	 2 55
— »		9	2 ^e —	 1 50
— 1888		10	1 ^{er} —	 3 »
— »		11	2 ^e —	4 ^{er} fascicule.. 4 90
— »		12	.....	2 ^e — .. 4 65
— »		13	.....	3 ^e — .. 5 30
— 1889		14	1 ^{er} semestre	 4 65
— »		15	2 ^e —	4 ^{er} fascicule.. 2 »
— »		16	.....	2 ^e — .. 0 80
— 1890		17	1 ^{er} semestre	4 ^{er} fascicule.. 2 70
— »		18	.....	2 ^e — .. 1 35
— »		19	.....	3 ^e — .. 2 20
— »		20	2 ^e semestre	1 ^{er} — .. 4 50
— »		21	.....	2 ^e — .. 3 30
— 1891		22	.....	..... 3 45
— 1892		23	1 ^{er} semestre	4 ^{er} fascicule.. 0 90
— »		24	2 ^e —	1 ^{er} — .. 1 50
— 1893		25	.....	..... 3 80
— 1894		26	.....	1 ^{er} fascicule.. 3 »

				francs
Année 1894	N° 27	2 ^e semestre	1 ^{er} fascicule..	1 35
— 1895	28	.....	1 ^{er} — ..	6 »
— »	29	.....	2 ^e — ..	1 20
— »	30	.....	3 ^e — ..	2 40
— 1896	31	.....	1 ^{er} — ..	2 25
— »	32	.....	2 ^e — ..	3 »
— »	33	.....	3 ^e — ..	2 70
— »	34	.....	4 ^e — ..	2 50
— 1897	35	.....	.....	5 »
— 1898	36	.....	.....	2 50
— 1899	37	1 ^{er} semestre	.. .....	2 50
— »	38	2 ^e —	.....	2 »
— 1900	39	1 ^{er} —	.....	3 50
— »	40	2 ^e —	.....	2 50
— 1901	41	1 ^{er} —	.....	3 50
— »	42	2 ^e —	.....	3 50
— 1902	43	1 ^{er} —	.....	6 20
— »	44	2 ^e —	.....	

Essais agricoles et industriels faits en Cochinchine depuis la fondation de cette colonie, jusqu'en 1897, 2^e vol..... 10 »

Situation du christianisme en Cochinchine à la fin du XIX^e siècle, par Mgr DÉPIERRE, vicaire apostolique de la Cochinchine, vice-président d'honneur de la Société..... 1 50

Essais de culture de tabac faits à Hong-Quang par le jardin botanique de Saigon, en 1897, par M. HAFFNER, directeur du jardin botanique de Saigon..... 1 50

De la lèpre en Cochinchine et dans la presque île malaise, par MM. les docteurs COGNAC et MOUGEOT..... 5 »

La vaccine en Cochinchine, par M. le Dr MOUGEOT.....

<i>Monographies. —</i>	De la province de Bienhoa...	3 50
—	de Giadinh.....	5 60
—	de Hatien.....	3 60
—	de Chaudoc.....	2 50
—	de Baria et du Cap St-Jacques...	2 50
—	de Mytho.	4 »
—	de Bentré.	2 50

NOTA. — Les Sociétaires ont droit à une réduction de 50 0/0 sur le prix de ces ouvrages.

LISTE GÉNÉRALE DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ DES ÉTUDES INDO-CHINOISES

(1903)

Président d'honneur

M. le GOUVERNEUR GÉNÉRAL de l'Indo-Chine.

Vice-présidents d'honneur

MM. le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de la Cochinchine.
le GÉNÉRAL commandant la brigade de Cochinchine.
Monseigneur MOSSARD, vicaire apostolique, évêque de Médée.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Laos.

Membres honoraires

Sa Majesté NORODOM, roi du Cambodge.
MM. le RÉSIDENT SUPÉRIEUR de l'Annam.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Tonkin.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Cambodge.
PIQUET, ancien gouverneur de l'Indo-Chine.
AYMONIER, directeur de l'école coloniale à Paris.
CONSTANS, sénateur.
LE MYRE DE VILERS, ancien député.
HARMAND, ministre plénipotentiaire.
CHAUVEAU, membre de l'Institut.
Noël PARDON, ancien gouverneur de la Martinique.
GRISARD, secrétaire général de la Société d'acclimatation de France.

Membres correspondants

- MM. ARCHAMBEAUX, ingénieur aux mines d'étain de Kinta-Kampar,
Pinta-Pérak (Straits-Settlements).
CHALLAMEL, éditeur à Paris.
COMMENÇAIS, payeur-adjoint à Madagascar.
JUSTEN, de la maison DULEAU et Cie, libraire, Londres.
A. ASHER et Cie, Buchhandlung, Berlin.
JULLY, architecte principal, président de l'académie malgache.

Bureau pour l'année 1903

- MM. DURRWELL. O. ☼, président.
MÉTIN, ☼ } vice-présidents.
SCHREINER, }
FERRIÈRE, secrétaire.
DESMARETZ, trésorier.
RAMBAUD, bibliothécaire.
VINCENTELLI, conservateur du Musée.

Membres titulaires

- MM. ABBAT, sous-chef de bureau au secrétariat général de
l'Indo-Chine.
ACHARD, inspecteur de l'agriculture en Cochinchine.
AGEN, administrateur des services civils.
AUDOUIN, commis des postes et télégraphes.
ANTOINE (Alb.), à Xieng-không (Laos).
ARNAULD, géomètre à Travinh.
ARDIN, prote à l'imprimerie Ménard.
ARLIN, magistrat à Cantho.
AUBE, professeur.
BAILLY ☼, médecin-major des troupes coloniales.
BALENCIE, commis des services civils.
BALLET, commis des douanes et régies.
BARDON, employé de commerce.
BAUDSON, sous-ingénieur des travaux publics.
BEAUVOIR, percepteur.
BERTIN, administrateur de 1^{re} classe des services civils.
BÉRA, enseigne de vaisseau.

MM. BERQUET, conservateur des hypothèques.

BIANCHI, capitaine d'artillerie de marine.

BERTRAND, commis des postes et télégraphes.

BESANÇON, magistrat.

H. BLANCHET, agent-voyer.

BON, ✱, conseiller colonial.

BOSCO, professeur de langues orientales.

BOUDE, inspecteur des forêts, chef du service forestier au Cambodge.

BOULARD, vétérinaire militaire.

DE BOYER DE S^{te}-SUZANNE, conseiller à la cour d'appel.

BREILLET, greffier du tribunal de 1^{re} instance.

BRENIER, ✱, sous-directeur de l'agriculture et du commerce de l'Indo-Chine.

BRENOT, ✱, lieutenant-colonel d'infanterie coloniale.

BRIDEY, lieutenant du régiment des tirailleurs annamites.

BUSSIÈRE, médecin-major des troupes coloniales.

CABANNE DE LAPRADE, administrateur des services civils.

CAHUC, géomètre civil.

CAPUS, O. ✱, directeur de l'agriculture et du commerce de l'Indo-Chine.

CARLOTTI, administrateur des services civils.

CAROUGEAU, vétérinaire de l'institut Pasteur à Nha-trang.

CARRÉ, magistrat.

CATHÉRINE, commis des travaux publics.

CAUBET, professeur.

CAZEAU, directeur du chemin de fer Saïgon-Mytho.

CECCALDI, géomètre du cadastre.

CÉLORON DE BLAINVILLE, administrateur des services civils

CERVETTI, vérificateur du cadastre.

CHANARD, agent de police.

CHÉON, ✱, administrateur des services civils.

CHESNE, administrateur des services civils.

CLAUDE, ✱, ✱, imprimeur-libraire, conseiller colonial.

CLOUET (Alfred), commerçant.

COATANÉA, ✱, professeur.

COGNACQ, médecin de 1^{re} classe, chef adjoint du cabinet du gouverneur général.

COLARD, chef de bureau au contrôle financier.

- MM. COLOMBANI, géomètre du cadastre.
COMTE, payeur à Vien-tiane (Laos).
CORDEMOY (C. J. DE), commis des douanes et régies.
COUDURIER, libraire-éditeur.
COUNILLON, , professeur, chef du service géologique.
CRESTIEN, administrateur des services civils.
CROCHET, commis des douanes et régies.
CUNIAC, , président du conseil colonial, maire de Saigon.
DACHERT, gérant de la maison Speidel.
DAMPRUN, administrateur des services civils.
DANCENIS, comptable à la direction d'artillerie de marine.
DELLARAS, docteur, médecin provincial à Travinh.
DELOST, commerçant.
DEVAUX, officier d'administration d'artillerie coloniale.
DÉMARETZ, commerçant.
DANG-VAN-HUË, huyèn.
DUCARROY, employé de commerce.
DUPLA, professeur.
DURRWELL, O. , vice-président de la cour d'appel de l'Indo-Chine.
DUTERTRE, commis des services civils.
DUPUY (Martial), négociant.
EMBRY, entrepreneur.
ERNY, administrateur des services civils.
ESPÉRIÈS (Raymond d') commis des douanes et régies.
FERRIÈRE, directeur du *Courrier Saigonnais*.
FOURCHER, directeur *p. i.* de l'Ecole française d'Extrême-Orient.
FACIOLLE, directeur des douanes et régies de Cochinchine.
FOURMANOIT, garde-forestier.
FRÉDIANI, avocat-défenseur.
FRÈREJEAN, , capitaine au 11^e régiment d'infanterie coloniale.
FREY, garde-forestier.
FUYNEL, avocat-général.
GENDROT, administrateur des services civils.
GIGOX-PAPIN, notaire, conseiller colonial.
GIRAUX, , professeur.
GODARD, commis des travaux publics.
GOUJON, administrateur des services civils.

MM. GRISOLI, commis des travaux publics.

GROS, , professeur.

GUILLOU-LABAILLÉ, géomètre du cadastre.

GUYNET, , capitaine de cavalerie, en mission en Indo-Chine.

HAFFNER, directeur de l'agriculture en Cochinchine.

HANGOUWART (Fernand d'), colon à Kratié.

HÉLOURY, directeur de l'*Opinion*.

HENDRICKX, employé de commerce.

HÉRAUD, chef du service du jardin botanique à Pnom-Penh.

HEYD, capitaine d'artillerie coloniale.

IMBERT, docteur.

JAOUEN, conducteur des ponts et chaussées.

JOANNET, O. , capitaine de vaisseau.

JULIEN, industriel.

KERBRAT, télégraphiste.

KLEIN, commis d'ordre du service de la navigation intérieure

KLOSS, négociant.

LABOR, géomètre du cadastre.

LACROIX, , , capitaine d'artillerie coloniale.

LAGRANGE, percepteur.

LAPLANCHE, professeur.

LAMOTHE, commis des services civils.

LAROSIÈRE (de), capitaine d'artillerie coloniale.

LAURENT, inspecteur des chemins de fer.

LAVIGNE, géomètre du cadastre.

LEAUTIER, huissier.

LE DUC, juge de paix à Bac lieu.

LEGROS, imprimeur-éditeur.

LEPAGE, lieutenant d'artillerie coloniale.

LÉOPOLD-BERNARD, cinématographe, propriétaire.

LEVESQUE, comptable.

DE LA LOGE, , chef de bataillon d'infanterie coloniale.

LOURME, O. , directeur général des postes et télégraphes.

LUC, géomètre du cadastre.

LƯƠNG-KHẮC-NINH, conseiller colonial, propriétaire.

LUYKX-VON-OSTERZÉE, consul des Pays-Bas.

LEBRET, administrateur des services civils.

MAGUIN, capitaine d'infanterie coloniale.

MALLOUÉ, inspecteur de l'*Urbaine*.

MM. MANUEL, professeur.

MAROTTE, médecin aide-major de 1^{re} classe.

MARQUIÉ, avocat-défenseur, conseiller colonial.

MASSARI, agent du mont-de-piété.

MASSE, ✱, administrateur des services civils (en retraite).

MATTÉI, receveur des domaines.

MAYER, planteur.

MÉNARD, imprimeur-éditeur.

MÉTIN, ✱, docteur, directeur de l'institut bactériologique de Saïgon.

MEYNIER, contrôleur des douanes et régies.

MÉZINSKY, commis des travaux publics.

MICHEL, commis des douanes et régies.

MOINE, administrateur des services civils.

MONTAGNE, conducteur principal des ponts et chaussées.

MORANGE, directeur du laboratoire d'analyses et de recherches agricoles et industrielles.

MOUGEOT, docteur en médecine.

MUNIER, géomètre.

MUNCH (Victor), employé de commerce.

MICHEL, commis des douanes et régies.

MOYAUX, commerçant.

NEL, lieutenant de vaisseau.

NELSON, commis des douanes et régies.

NGUYỄN-DU-HOÀI, lettré près le tribunal de 1^{re} instance de Bentré.

NGUYỄN-KHẮC-HUẾ, professeur.

NGUYỄN-QUAN-NGHIÊM, ✱, đốc-phủ-sứ.

NGUYỄN-PHONG-NHIÊU, huyện.

NGUYỄN-VĂN-CỦA, commis à la mairie de Saïgon.

NGUYỄN-TÂN-SỬ, huyện.

OBSCUR, professeur.

ORIA-MIREPOIX (Madame), institutrice à Pắc-ninh.

PARIS, ✱, ✱, avocat-défenseur.

PARIS (Madame).

PASSERAT DE LA CHAPELLE (Paul), agent d'assurances.

PASSERAT DE LA CHAPELLE (Pierre), comptable à la mairie de Cholon.

PAUCHONT, commis des services civils.

MM. PAULUS, dentiste.

PAULUS CỬA, ✱, dôc-phủ-sư.

PAUVREHOMME, commis des douanes et régies.

PENNE (A), interprète, propriétaire.

PETIT, ✱, avocat-défenseur.

PÉCARRÈRE, employé de commerce.

PÉRALLE, professeur, directeur *p. i.* du collège Chasseloup-Laubat.

PÉRIGAND, commis des douanes et régies.

PHẠM-HỮU-CÔNG, secrétaire à la direction des forêts.

PHẠM-CÔNG-SỎ, phủ à Gia-đinh.

PHILIP, commis des services civils, détaché à l'immigration.

PIGEON, commerçant.

PLANTÉ, photographe.

POIRIER, commis au secrétariat du gouvernement.

PORTRET, avocat-défenseur à Mytho.

POTIER, professeur à Cholon.

PUYT, géomètre du Cadastre.

POINSIGNON, employé de commerce.

PANCRAZI, commis greffier à Travinh.

PIÉTRI, conducteur des ponts et chaussées.

QUAINTENNE, géomètre du cadastre.

RABOUHAN, commis de trésorerie.

RAMBAUD, géomètre du cadastre.

RAMBAUD (M^{me}).

RAYNAL, capitaine d'artillerie de marine.

RENAUX, commis des postes et télégraphes.

RIVIÈRE, négociant.

ROYER, prote à l'imprimerie Ménard.

RUFFIER, ✱, artiste-peintre.

ROCHE, commis des postes et télégraphes.

SARTRE, docteur en médecine.

SCHREINER, administrateur du journal le *Courrier Saigonnais*.

SCHRØDER, négociant.

SCHNEIDER, ✱, imprimeur-éditeur à Hanoi.

SIMON, ✱, O. ✱, lieutenant de vaisseau, ancien directeur des Messageries fluviales.

SON-DIEP, tri-huyèn.

MM. STEINAM, administrateur.

TANANT, O. 勳, procureur de la République.

THÉVENET, géomètre du cadastre.

THIÉMONGE, négociant.

THIRODE, interprète en chef du service judiciaire.

THIEU-CONG-THIÊN, directeur de l'école de Rachgia.

TRAN-BA-THO, tòng-dôc honoraire.

TRAN-QUAN-THUAN tri-huyên.

TRAN-QUAN-TINH (Michel), employé de commerce.

TRAN-CUU-TRUONG, secrétaire.

TOUPET, contrôleur des douanes et régies.

TRÉFAUT, caissier-comptable de commerce.

TRUONG-VAN-TU, interprète au service judiciaire.

TOURNIAIRE, commissaire-priseur.

VAIREL, capitaine.

VAUDEY, professeur.

VINCENTELLI, géomètre du cadastre.

VINCENT (Grégori), entrepreneur.

VITALIS, comptable du sanatorium du Cap St-Jacques.

VITTORI, géomètre du cadastre.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Philastre ; sa vie et son œuvre, par M. le Lieutenant de vaisseau Nel.	3
Recherches sur l'étiologie de la dysenterie des pays chauds, par M. le Docteur E. Métin.	29
Note sur les anciennes digues du Cambodge, par M. Jully, architecte principal des colonies à Madagascar (avec plan)	41
Notice historique sur la conquête des provinces de la Basse-Cochinchine (Chap, 1 ^{er} et II), par G. D.	43
Notes et impressions tonkinoises : Notice sur le « Bánh-Ngói », par M. Nguyễn-khắc-Huê.	61
Procès-verbaux des séances.	67
Liste des publications de la Société des Etudes indo-chinoises.	77
Liste générale des membres de la Société (1 ^{er} mai 1903)	79



N^{os} 45-46

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ÉTUDES INDO-CHINOISES

DE SAIGON

ANNÉE 1903 — 1^{er} & 2^e SEMESTRES



SAIGON

IMPRIMERIE COMMERCIALE

1903



Saigon, novembre 1903

Cette brochure renferme, réunis en un seul fascicule, les Bulletins des 1^{er} et 2^e semestres de l'année 1903.

Le Comité de la Société des Etudes Indo-Chinoises a estimé, en effet, qu'il était opportun de mettre fin au retard que la publication de notre recueil semestriel subit depuis plusieurs années déjà : grâce à cette mesure, notre prochain Bulletin pourra paraître à sa véritable date, et nous tiendrons la main à ce qu'il en soit désormais ainsi.

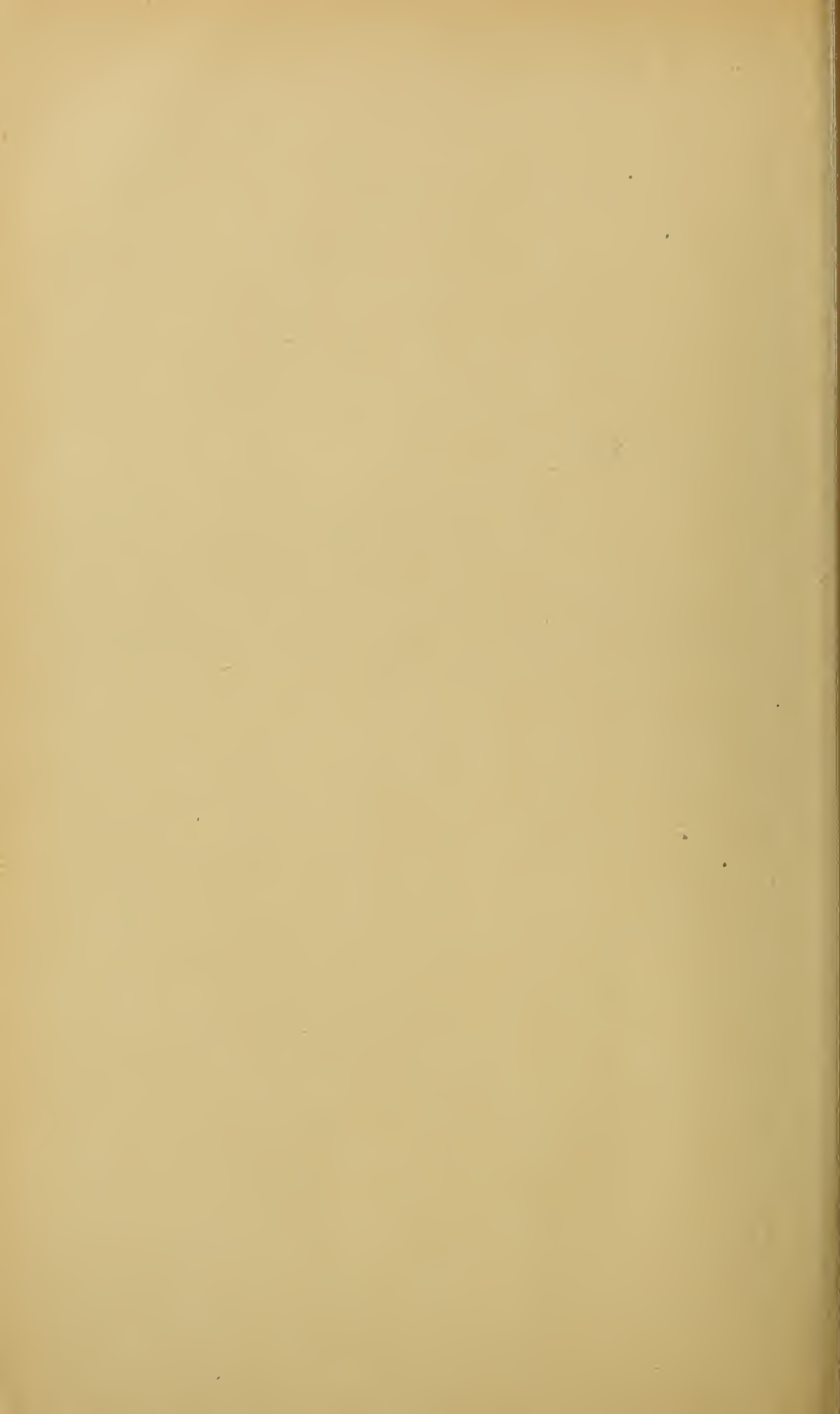
Le lecteur pourra constater également que nous avons omis d'insérer dans ce Bulletin les extraits des Procès-Verbaux de nos séances mensuelles. Nous avons pensé que ces documents, qui résument en quelque sorte la vie intime de la Société et ne peuvent intéresser que les sociétaires eux-mêmes, trouveraient plus naturellement leur place dans une publication spéciale qui sera à l'avenir distribuée à nos collègues au début de chaque nouvelle année.

Pr le Bureau :
Le Président,
George DÜRRWELL.



RAPPORT

*A Monsieur le Gouverneur général de l'Indo-Chine
au sujet de la déclaration d'utilité publique de la Société des Études
Indo-Chinoises*



Saigon, le 30 septembre 1903.

RAPPORT

*A Monsieur le Gouverneur général de l'Indo-Chine
au sujet de la déclaration d'utilité publique de la Société des Etudes
Indo-Chinoises.*

Monsieur le Gouverneur général,

Le Comité de la Société des Etudes Indo-Chinoises que j'ai l'honneur de présider, en me chargeant de vous transmettre le procès-verbal de la délibération du 28 septembre courant, dans laquelle il a émis un vœu tendant à la reconnaissance d'utilité publique de notre association, m'a confié, en même temps, le soin de vous exposer, dans une courte notice, l'origine, le but et les travaux spéciaux de l'œuvre essentiellement indo-chinoise que nous avons formée. C'est donc au nom de tous les membres de notre société que je viens, Monsieur le Gouverneur général, faire un pressant appel à votre haut et bienveillant appui ; avec la conviction que vous voudrez bien apprécier favorablement l'efficacité du concours que nous n'avons cessé de prêter, par nos efforts, à l'œuvre que la France poursuit en Extrême-Orient.

C'est dans les annales, déjà lointaines, du *Comité agricole et industriel de la Cochinchine*, qu'il convient de rechercher les origines de notre Société. Institué aux débuts même de la conquête par décision du contre-amiral Roze, en date du 16 juin 1865, ce comité avait pour principal objet le développement des deux plus importantes branches de la richesse de la nouvelle colonie, par l'étude des questions spéciales qui s'y rapportent, et par l'ouverture d'expositions annuelles destinées à en faire connaître les produits : il fut placé sous la présidence du capitaine de frégate Fauque de Jonquière, autour duquel vinrent se grouper aussitôt les Francis-Garnier, les Philastre, les de Larclauze, les Bégine, les Luro, tous

premiers ouvriers de la conquête, et dont les noms sont inscrits de droit au Livre d'Or de la Cochinchine. Dès les premiers mois de l'année suivante, la jeune association affirmait hautement sa vitalité et l'activité de ses efforts, en ouvrant à Saigon, le 25 février 1866, une exposition des produits agricoles et industriels de la Cochinchine, première manifestation de notre œuvre colonisatrice.

Le 24 février 1867 eut lieu le deuxième concours : 577 exposants, accourus à Saigon à l'appel du comité, y prirent part ; et une large distribution de médailles et de primes fut destinée à récompenser les plus méritants d'entre eux.

Les cruels événements de 1870-1871, qui unirent dans une angoisse et dans un deuil communs la France et ses enfants des colonies, vinrent, malheureusement, arrêter momentanément l'essor donné, sans interrompre toutefois les travaux intérieurs de la Société. C'est ainsi qu'elle se trouva prête, dès 1872, à participer tout à la fois à l'Exposition de Lyon, à l'Exposition universelle d'économie domestique, au concours de la Société d'horticulture de Marseille, au Concours séricicole organisé par la Société d'agriculture de France, et, enfin, à l'Exposition universelle de Vienne, où elle obtint un grand diplôme d'honneur.

Une dernière exposition fut encore organisée à Saigon dans le courant de l'année 1880, par les soins du Comité agricole : et les résultats pratiques de cette fête locale ne le cédèrent en rien à ceux obtenus par les précédents concours.

Entre temps, l'infatigable association n'avait négligé aucun des travaux pouvant intéresser le développement de la jeune colonie ; et son active intervention se manifeste dans toutes les entreprises agricoles et industrielles tentées à cette époque : il convient de citer, parmi les principales œuvres de cette nature, les essais de culture des différentes espèces de riz venues de l'Inde, et des graines de coton et d'indigo ; l'installation et la distribution de métiers à filer la soie commandés dans la métropole ; enfin, l'acclimatation en Cochinchine de diverses essences proposées par le département de la marine et des colonies.

Un bulletin, créé avec la Société elle-même et régulièrement publié, était destiné à résumer et à coordonner tous ces travaux. C'est enfin aux membres de ce comité que sont dues la plupart des études si intéressantes et si variées contenues dans le recueil des « *Excursions et Reconnaissances* ».

Nous arrivons ainsi aux premiers jours de l'année 1883 qui marquent, après une vingtaine d'années de constant labeur, la disparition pour cause de suppression de la subvention, de ce puissant instrument de travail. La crise ne fut, d'ailleurs, que passagère ; et quelque jours après la dissolution du comité ses anciens membres, réunis en séance extraordinaire, adoptaient en principe sa reconstitution en une société libre appelée *Société des Etudes Indo-Chinoises*.

Le 23 janvier suivant, la nouvelle association était définitivement installée sous la présidence de M. l'inspecteur Palasne de Champaux. Elle n'a pas cessé de fonctionner depuis lors ; et, guidée par son bureau, elle a fidèlement continué les traditions de travail qui lui avaient été léguées par son aînée. Les résultats acquis en font foi.

La Société comprend actuellement plus de deux cent vingt membres actifs : à côté de l'élément européen, qui la compose en majeure partie, et dans lequel colons et fonctionnaires se trouvent étroitement unis, elle a ouvert largement ses portes aux indigènes intelligents et instruits qui s'intéressent à ses travaux ; elle a inauguré ainsi sur un terrain essentiellement favorable, un système de confraternité dont l'utilité colonisatrice pratique n'est pas discutable.

A l'ancien *Bulletin*, rédigé par le Comité agricole et industriel, a succédé un *Bulletin de la Société des Etudes Indo-Chinoises* qui n'a cessé de paraître avec régularité et dans lequel sont exclusivement traités des sujets qui peuvent intéresser la Cochinchine et les colonies sœurs qui l'entourent : ce recueil a repris, depuis l'année 1899, son caractère semestriel prévu par les statuts.

A côté de ce compte-rendu périodique de ses travaux, la Société a pris, en outre, l'initiative de la publication de diverses études spéciales, parmi lesquelles il convient de citer les *Essais Agricoles et Industriels*, une intéressante étude sur *la Lèpre en Cochinchine et dans la presqu'île Malaise* ; un traité très documenté sur la *Vaccine en Cochinchine* ; et, plus particulièrement une *Géographie physique, économique et historique de la Cochinchine* qui est en cours de publication depuis 1901 et paraît sous forme de fascicules consacrés aux monographies de diverses provinces. Cette œuvre considérable et dont l'utilité ne peut échapper à tous ceux qui s'intéressent aux choses de ce pays, sera suivie, sous peu, d'une *Géographie générale du royaume du Cambodge* conçue d'après le

même programme et dont le projet a été arrêté de concert avec M. le Résident supérieur de France à Pnom-Penh.

La Société des Etudes Indo-Chinoises est, en outre, en relations régulières avec un grand nombre de Sociétés savantes tant françaises qu'étrangères, et l'échange ininterrompu de correspondances qu'elle entretient avec elles ne peut que contribuer à faire connaître et apprécier comme elle le mérite notre Nouvelle France d'Extrême-Orient.

Mais là ne s'arrête pas encore notre œuvre. L'administration locale, reconnaissant la véritable utilité de nos efforts, a bien voulu nous confier, il y a bientôt cinq ans, l'organisation d'un *musée indo-chinois* dans lequel doivent être collectionnés et exposés les produits les plus intéressants de notre riche colonie. Aidés par cet encouragement venu de haut, nous nous sommes aussitôt mis à la besogne, et l'installation de notre salle, ouverte au public, prouve que la création entreprise est en bonne voie de progrès.

La Société possède, en outre, une bibliothèque très documentée et très complète qui comprend actuellement plus de 3,000 volumes : les études intéressant plus particulièrement les questions d'Extrême-Orient, et les ouvrages de géographie y occupent naturellement la place d'honneur.

J'ajouterai, enfin, que notre récente participation à l'Exposition universelle de 1900 et à l'Exposition d'Hanoi, a été couronnée de succès, et nous a valu l'attribution de deux médailles d'or.

Tels sont, dans leur ensemble, Monsieur le Gouverneur général, les titres que nous invoquons pour solliciter la faveur d'une reconnaissance d'utilité publique. Je les soumets avec confiance à votre haute appréciation ; certain que je suis que cette requête, à laquelle nous attachons une importance capitale pour l'avenir de notre société, trouvera auprès de vous le bienveillant concours et le puissant appui qui sont indispensables à sa réussite.

Veillez agréer, Monsieur le Gouverneur général, l'expression de mon profond respect et de mon entier dévouement.

Le Président,
George DERRWELL.

ÉTUDE
DES
TERRES DE LA COCHINCHINE

Par M. Et. LEFEUVRE

Ancien Membre de la Société des Etudes Indo-Chinoises

1^{er} et II^e CHAPITRES

(AVEC TABLEAUX JOINTS)

Cette étude, dont l'auteur a occupé naguère les fonctions de chef du Laboratoire d'analyses à la Direction de l'Agriculture, a été publiée sous les auspices de la « Société d'encouragement pour l'industrie nationale », dans son Bulletin de septembre 1902 (1).

Le Comité de la Société des Etudes Indo-Chinoises a estimé que les renseignements techniques qu'elle renferme sur la composition et la richesse du sol cochinchinois, seraient lus et consultés avec plaisir par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre colonie.

N. D. B.

(1). Edité à Paris, typographie Ph. Renouard, 19, rue des Saints-Pères

ÉTUDE

DES

TERRES DE LA COCHINCHINE

1. -- Constitution géologique de la Cochinchine

Considérées dans leur ensemble et en faisant abstraction des particularités que nous pouvons rencontrer dans les arrondissements de Biênhoa et du Cap Saint-Jacques, les terrains de Cochinchine appartiennent tous à deux couches géologiques nettement distinctes :

L'une de ces couches est formée par une argile compacte, l'autre par un sable fin contenant toujours une certaine proportion d'argile en mélange.

Partout où nous rencontrons le sable, nous sommes sûr de trouver la couche d'argile au-dessous, mais à une profondeur qui dépend de l'élévation du terrain, car la partie supérieure de la couche d'argile se trouve généralement au niveau de la mer ou du moins s'en éloigne très peu (soit au-dessus, soit au-dessous).

Les analyses que nous avons faites nous montrent l'identité de cette couche argileuse aux différents endroits de la Cochinchine.

Ces analyses ont porté d'abord sur des échantillons pris en dehors de la couche arable qui était formée aux dépens de la couche sableuse dont nous avons parlé.

Le premier échantillon a été pris au centre de la Cochinchine (concession de M. Pâris, près Benluc).

Le deuxième vient de l'arrondissement d'Hàtiên, à l'ouest de la Cochinchine.

Le troisième vient du champ d'essais de Ong-yên, dans l'arrondissement de Thu-dàu-môt, à l'est de la Cochinchine (c'est la partie supérieure de la couche d'argile).

Le quatrième vient du même endroit que le précédent, mais représente l'argile prise à une plus grande profondeur.

	1 ^{er} ECHANTILLON	2 ^e ECHANTILLON	3 ^e ECHANTILLON	4 ^e ECHANTILLON
Silice.....	65.90	59.70	63.02	64.40
Peroxyde de fer.	5.91	6.78	3.85	2.85
Alumine.....	19.59	20.22	21.15	21.64
Chaux.....	traces.	0.48	0.39	0.34
Magnésie.....	0.18	0.87	0.61	0.61
Potasse.....	0.98	0.84	0.95	1.02
Soude.....	0.63	0.63	0.63	0.84
Eau.....	6.30	10.32	9.40	8.30
	99.49	99.84	100.00	100.00

Ainsi, venant des régions éloignées, la composition de ces argiles est peu variable, du moins la proportion des principaux éléments (silice et alumine). Seule la proportion de fer varie beaucoup, mais en ce qui concerne les argiles il y a lieu de tenir compte de la proportion totale du fer et de l'alumine, alors on constate que ce total ne varie que de 24,49 à 27 p. 100.

Nous aurions voulu donner des analyses faites sur les argiles appartenant à la couche arable, et où les différents éléments auraient été dosés après la destruction des matières organiques ; les circonstances ne nous ont pas permis de terminer ces analyses et nous ne pouvons donner que les résultats obtenus pour la silice.

Pour un échantillon venant de l'arrondissement de Soctrang, nous avons : silice 62,45 p. 100

—	—	Cholon	—	—	62,90	—
—	—	Gocong	—	—	60,30	—
—	—	Travinh	—	—	67,85	—

Ces chiffres s'éloignent peu des chiffres trouvés précédemment, autrement dit les argiles qui forment le sous-sol ont la même constitution que les argiles qui forment le sol de la Basse-Cochinchine, et il y a lieu de les considérer comme appartenant à la même couche géologique.

Nous devons encore signaler que ces argiles arrivent parfois à ne contenir que très peu d'oxyde de fer ; elles ont alors une belle

couleur uniforme blanche, très légèrement bleuâtre, et présentent la composition suivante pour un échantillon pris à Thu-duc.

Silice.....	63,05	
Peroxyde de fer.....	1,36	} 25,36
Alumine.....	24,00	
Chaux.....	0,33	
Magnésie.....	0,57	
Potasse.....	1,18	
Soude.....	0,87	
Eau.....	8,64	
	100,00	

Ici la proportion de fer est très faible, mais la quantité totale, fer et alumine, se trouve encore dans les mêmes proportions que précédemment. Cette argile forme en quelque sorte un kaolin qui, du reste, est utilisé par l'industrie indigène pour la fabrication des diverses poteries dont les Annamites ont besoin.

La composition élémentaire de la couche sableuse est moins intéressante à étudier, car elle varie selon la proportion d'argile qu'elle contient, et cette proportion est généralement plus forte pour le sous-sol que pour le sol ; ainsi, pour les terres de la concession de M. Guéry à Giadinh, l'analyse physique nous donne les résultats suivants :

	Sol	Sous-sol
Cailloux.....	3,00	3,00
Sable siliceux.....	84,70	72,20
Argile.....	11,00	22,05
Calcaire.....	néant	néant
Débris organiques....	0,28	0,15
».....	0,10	traces
Eau.....	0,92	2,60
	100,00	100,00

Quelquefois ce sable devient ferrugineux et présente la composition suivante :

Sable siliceux.....	87,7	p.100
Peroxyde de fer.....	5,67	—
Alumine.....	2,63	—
Eau.....	3,80	—
	99,80	—

L'ensemble des analyses physiques de terre que nous avons faites, aussi bien que les renseignements que nous avons pu recueillir, nous permet de nous représenter la constitution géologique de la Cochinchine de la façon suivante ; du moins pour toute la partie comprise entre la chaîne annamitique qui est formée de roches primitives et le golfe de Siam.

Supposons une coupe allant de l'Est à l'Ouest et passant par Hâtiên ; nous voyons qu'à cette hauteur le sable recouvre l'argile ; l'épaisseur de sable est plus ou moins grande, mais elle augmente surtout dans la région orientale ; c'est là que nous trouvons du reste les coteaux des arrondissements de Thu-dâu-môt et de Biên-hoà.

Supposons maintenant une coupe dans la direction Nord-Sud et passant un peu à l'est de la pointe de Camau (par Soctrang, Trâvinh, Bèntre ou Go-công). Nous verrions que, pour la basse Cochinchine, l'argile n'est plus recouverte par le sable. Bien entendu, ces constatations ne sont pas absolues car, en plusieurs points de l'arrondissement d'Hâtiên, l'argile se trouve à nu.

De même en plusieurs endroits de la basse Cochinchine, nous retrouverons des terres sableuses recouvrant l'argile ; mais ce que nous voulions surtout faire ressortir, c'est la dépression que forme l'argile au centre même de la Cochinchine ; dépression qui n'est peut-être que de quelques mètres, mais qui a eu pour conséquence de former dans toute la partie centrale un immense marais connu sous le nom de *plaine des Joncs*.

Comme dans cette région la pente est très faible ou même n'existe pas, les grandes artères qui sillonnent la Cochinchine ne suffisent pas pour entraîner toutes les eaux qui s'accumulent pendant la saison des pluies ; aussi toute l'année cette région reste couverte d'eau, et toute l'année, la végétation des marais peut se poursuivre sans interruption, aussi à la longue les sables plus ou moins argileux qui forment cette région se sont enrichis de débris organiques et dans beaucoup d'endroits en contiennent jusqu'à 10 p. 100.

Au contraire, dans l'arrondissement d'Hâtiên et surtout dans toute la région orientale de la Cochinchine (arrondissements de Tâyninh, Thu-dâu-môt et Biên-hoa), dès que le terrain est un peu élevé la végétation ne peut guère se poursuivre que pendant la saison des pluies (à moins qu'il ne soit couvert de forêts).

Dans toute cette région, on ne peut faire que des riz hâtifs occupant

le sol quelques mois seulement ; comme le sable contient toujours de l'argile, les eaux de pluie ont pour effet de mettre cette argile en suspension, et si la proportion en est assez forte la terre devient imperméable. Par de petits talus on peut maintenir les rizières couvertes d'eau, même sur les terrains placés à flanc de coteau.

Mais dès que la saison des pluies est terminée, ces terrains se dessèchent et en se desséchant l'argile réunit les éléments sableux qui en forment souvent des blocs très durs.

Les terrains ainsi formés restent toujours très pauvres en humus et en débris organiques.

On retrouve parfois des terrains sableux dans la basse Cochinchine, ils recouvrent l'argile et forment alors de petites élévations que les Annamites appellent « *giông* ».

On ne doit pas se méprendre sur le sens du mot « *giông* », car une dénivellation de quelques mètres peut suffire pour former un giông, et souvent l'épaisseur de sable n'atteint que 0^m30 à 0^m40.

Parfois aussi, le sable se retrouve en basse Cochinchine formant des marais lorsque l'argile subit une dépression, mais ce sont là des cas isolés.

On peut dire que les terres de la basse Cochinchine sont surtout formées aux dépens de la couche argileuse ; c'est du reste la région des rizières que, selon la situation géographique des terres, on peut diviser en rizières hautes et en rizières basses.

Les rizières basses sont celles où la marée peut se faire sentir, et que, par des talus, on peut être amené à défendre contre l'invasion des eaux des mer à marée haute.

Dans les parties les plus basses, les terres argileuses sont encore couvertes de marais ou de forêts et le sol est très riche en débris organiques.

De ce qui précède nous pouvons conclure immédiatement que pour toute la partie de la Cochinchine comprise entre la chaîne annamitique et le golfe de Siam, nous avons quatre groupes de terres bien distincts au point de vue de la composition physique :

- 1° Les terres sableuses ;
- 2° Les terres sableuses et humifères ;
- 3° Les terres argileuses ;
- 4° Les terres argileuses et humifères.

Et pour chacune de ces terres nous allons donner une analyse physique et chimique qui pourra servir de type.

En dehors de ces terres formées soit aux dépens de la couche sableuse, soit aux dépens de la couche argileuse, il existe quelques terrains formés aux dépens d'une formation géologique différente et qui semble peu importante, mais nous en parlerons après avoir étudié la distribution des éléments fertilisants dans les différents arrondissements.

Enfin nous ferons une étude spéciale pour les terrains de l'arrondissement de Bienhoa ayant une origine différente, car cet arrondissement est traversé du Nord au Sud par la chaîne annamitique qui se manifeste de distance en distance par des pics assez élevés, formés soit par des roches primitives (granit), soit par des roches éruptives, soit encore par des terrains primaires caractérisés par des schistes que l'on rencontre du côté de Trian.

Nous regrettons de n'avoir pu étudier complètement cet arrondissement qui serait très intéressant au point de vue géologique.

		TERRE sableuse	TERRE sableuse et humifère	TERRE argileuse	TERRE argileuse et humifère
Analyse physico-chimique	Cailloux	»	1.00	»	»
	Sable siliceux	87.37	65.65	46.81	34.95
	Argile	10.53	17.61	50.75	38.15
	Calcaire	néant	néant	néant	néant
	Débris organiques . .	0.33	4.15	0.54	14.90
	Humus	0.27	5.55	0.15	5.28
	Eau	1.50	6.04	1.75	6.72
		100.00	100.00	100.00	100.00
Analyse chimique	Azote	0.0488	0.3166	0.0283	0.8471
	Acide phosphorique .	0.0081	0.0661	0.0689	0.0198
	Chaux	0.0224	0.0140	0.1652	0.0252
	Magnésie	0.0250	0.0250	0.6000	0.2350
	Potasse	0.0340	0.0281	0.3451	0.1921
	Soude	traces	0.0218	0.3256	0.3520

Les montagnes qui forment le Cap Saint-Jacques appartiennent aussi à cette chaîne annamitique et sont aussi formées essentiellement par des roches granitiques.

De même les terrains granitiques reparaissent tout à fait à l'Ouest de l'arrondissement d'Hatien, et l'île de Phu-Quôc semble entièrement formée par ces terrains primitifs.

II. — Distribution des éléments fertilisants dans les terres de la Cochinchine. — Analyse physique et chimique des terres.

L'étude que nous avons faite a porté sur des échantillons prélevés dans les arrondissements par les soins des administrateurs des affaires indigènes, conformément à la note parue au *Journal officiel* de la Cochinchine au mois de janvier 1899.

Les circonstances ne nous ont pas permis de terminer ce travail, et en donnant la liste des arrondissements de Cochinchine, nous soulignerons ceux pour lesquels les analyses n'ont pas été faites.

Pour chaque arrondissement, nous avons dressé un tableau contenant tous les résultats obtenus avec la désignation des endroits où les échantillons ont été prélevés. Enfin, dans deux derniers tableaux, nous avons réuni les analyses des échantillons qui, n'ayant pas été prélevés par MM. les administrateurs, nous permettent cependant de nous rendre compte de la nature du sol dans les arrondissements où l'étude détaillée n'a pu être faite.

Pour l'étude des terres, nous suivrons les données administratives et nous rangerons les arrondissements dans l'ordre suivant :

<i>Basse Cochinchine</i>	Arrondissements du littoral	Gocong.
		Bentré.
		Travinh.
		Soctrang.
		Baclieu.
	Arrondissements de l'intérieur	<i>Rachgia.</i>
		Cholon.
		Mytho.
		Vinh-Long.
		Cantho.
<i>Cochinchine centrale</i>	Plaine des Jones.	<i>Tanan.</i>
		Longxuyen.
		<i>Sadec.</i>
		Chaudoc.

<i>Cochinchine septentrionale et orientale</i> . .	{	Tayninh.
		Giadinh.
		Thudaumot.
		Bienhoa.
		Cap St-Jacques.

Arrondissement d'Hâtiên

Cette classification n'a évidemment rien d'absolu ; c'est ainsi que le Nord de l'arrondissement de Cholon (canton du Can-an-ha), le Nord de l'arrondissement de Mytho (une partie des cantons de Phong-phu, Phong-hoa, Loi-thuân, etc.), peuvent être considérés comme appartenant à la Plaine des Jones, ainsi qu'une partie des arrondissements de Gia-dinh et Cholon, tandis que le Sud de l'arrondissement de Gia-dinh se rapprocherait plutôt de la Basse Cochinchine.

Nous devons encore signaler que deux cantons de l'arrondissement de Mytho (Hoa-quoï et Hoa-thinh), situés dans une île comprise entre deux bras du Mékong, devraient être considérés comme appartenant au littoral ; mais la disposition générale de l'arrondissement nous fait considérer cet arrondissement comme appartenant à l'intérieur.

Remarque. — Dans tout ce qui va suivre, lorsque nous aurons à parler d'un échantillon de terre, nous le désignerons en indiquant le nom de l'arrondissement où il a été prélevé, et, par son numéro d'ordre dans cet arrondissement, on n'aura qu'à se reporter aux tableaux.

Les tableaux pour les arrondissements de Bentré, de Vinh-long, d'Hatien, sont incomplets, il manque l'analyse et les dosages d'azote.

AZOTE. — DÉBRIS ORGANIQUES. — HUMUS.

L'azote est l'élément dont la quantité est le plus variable ; quelquefois il n'y en a que quelques dix millièmes, d'autres fois il y en a près de 0,5 et même 1 p. 100 (Soctrang, 2 et 7 ; Travinh, 9 et 13, tableau XIV n° 1).

La quantité d'azote est, du reste, assez indépendante de l'origine argileuse ou sableuse de la terre ; ainsi les terres des giôngs, de l'arrondissement de Go-công (nos 3 et 8), qui sont d'origine sableuse,

sont très pauvres en azote, tandis que les terres de même nature de l'arrondissement de Travinh (nos 7 et 13) sont très riches.

De même le tableau XIV (nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 16) et le tableau XV en entier nous montrent toute une série de terres ayant même origine sableuse et dont les taux d'azote sont extrêmement variables.

Le même fait peut être constaté pour les terres argileuses de la Basse-Cochinchine (arrondissements de Gocong, Soctrang, Travinh Baclieu, Cholon, Cantho, etc).

On peut encore remarquer que les terres de marais et de forêts sont généralement riches en azote.

Quelquefois, lorsque le sol est sableux et le sous-sol argileux, celui-ci est beaucoup plus riche en azote que le sol ; nous en avons deux exemples frappants dans l'arrondissement de Soctrang (sol nos 5 et 8, et sous-sol nos 10 et 11).

La proportion d'azote est, du reste, en relation avec la quantité de débris organiques et d'humus, et tout ce que nous venons de dire pour l'azote nous pouvons le répéter pour les débris organiques et l'humus.

Nous devons nous arrêter un instant pour montrer l'influence que peut avoir une forte proportion de débris organiques et d'humus sur les propriétés physiques de la terre (surtout lorsque la proportion totale atteint de 3 à 4 p 100).

Non seulement ils diminuent beaucoup l'imperméabilité de l'argile, mais encore les débris organiques et l'humus forment une véritable éponge, et la terre peut absorber deux ou trois fois son poids d'eau.

On voit l'importance de ce fait, car, dès la saison des pluies terminée, les terres pauvres en débris organiques et en humus se dessèchent rapidement ; au contraire, les terres humifères, ayant emmagasiné l'eau, restent longtemps avant de se dessécher, et la végétation peut se poursuivre plus longtemps ; souvent même elles ne se dessèchent qu'à la surface et les parties desséchées préservent les autres parties d'un dessèchement trop rapide.

CAUSES QUI PEUVENT INFLUER SUR LA PROPORTION D'AZOTE

1^o *Position orographique.* — Prenons, par exemple, l'arrondissement de Soctrang : nous voyons que les rizières basses (nos 2

et 3) sont beaucoup plus riches en azote que les rizières hautes (nos 5 et 6) ; de même, si nous comparons les terres de marais de l'arrondissement de Mytho (nos 3, 7, 8, 10), les terres récemment cultivées, de l'arrondissement de Longxuyen (nos 1 et 4), les terres récemment défrichées (tableau XIV, nos 3, 4, 5, 6) avec les terres de giôngs des arrondissements de Gocông (nos 3, 7 et 8), de Mytho (nos 6 et 9), de Longxuyen (no 5), de Tây-ninh (nos 1, 2, 3, 4), de Gia-dinh (tableau XIV, nos 8 et 9), de Biên-hoa (tableau XIV, no 16), de Thu-dau-mot (tableau XV), autrement dit, si nous comparons les terres sableuses qui forment la plaine des joncs ou qui s'en rapprochent par leur nature avec les terres sableuses qui forment les giôngs dans les différents arrondissements ou avec les terres de même nature où l'eau ne se maintient pas pendant la saison sèche, nous voyons que ces dernières sont toujours beaucoup moins riches en azote.

La position orographique du terrain joue donc un rôle capital au point de vue de la richesse des terres en azote, du moins pour celles qui sont d'origine sableuse.

Ce fait s'explique, du reste, très facilement ; dans les terres basses, la végétation peut se poursuivre toute l'année ; de plus, les débris végétaux qui se forment se trouvent toujours protégés par l'eau d'une décomposition rapide, due surtout à l'action de l'oxygène de l'air.

Au contraire, les terrains élevés, sitôt la saison des pluies terminée, se dessèchent et la végétation s'arrête (du moins s'ils ne sont pas couverts de forêts). D'une part, la formation des matières organiques n'a lieu qu'une partie de l'année et, d'autre part, les matières organiques formées vont pouvoir subir toute une série de fermentations aérobies toujours plus actives que les fermentations anaérobies qui peuvent se produire dans les marais.

2^o *Ancienneté du défrichement.* — La position orographique influe sur la richesse en azote des terres sableuses, mais il ne saurait en être de même pour les terres argileuses, car toutes se trouvent à peu près au même niveau (au niveau de la mer).

Il semble que ce qui influe le plus sur leur richesse en azote, c'est le temps depuis lequel elles sont cultivées.

Ainsi, dans les arrondissements les plus anciennement cultivés, comme Cholon et Gocong, les terres sont bien moins riches en azote que dans les arrondissements cultivés depuis peu de temps et où

il y a encore une grande partie des terrains couverts de marais et de forêts, Bac lieu par exemple.

Les Annamites ne mettant jamais d'engrais sur leurs rizières, il est naturel que celles-ci s'épuisent peu à peu, par suite de l'azote exporté tous les ans par la récolte, et par suite aussi de fermentations qui doivent avoir pour conséquence une déperdition d'azote sous une forme ou sous une autre.

ACIDE PHOSPHORIQUE

De même que l'azote, l'acide phosphorique est très irrégulièrement distribué dans les terres de Cochinchine. Cependant, si nous regardons de près la quantité d'acide phosphorique contenue dans les terres, nous voyons que pour la basse Cochinchine cette quantité est bien plus grande dans les arrondissements du littoral que dans les arrondissements de l'intérieur.

D'autre part, dans la Cochinchine centrale, pour les terres sableuses que forment la Plaine des Joncs, la quantité d'acide phosphorique est très forte, relativement à la quantité d'acide phosphorique contenue dans les terres de même origine que l'on trouve dans les arrondissements du nord et de l'est de la Cochinchine, et, dans l'arrondissement d'Hatien, souvent dans ces terres sableuses, la proportion d'acide phosphorique tombe au-dessous de un dix-millième.

C'est, du reste, en nous basant sur le taux moyen d'acide phosphorique que nous avons classé les arrondissements de la Cochinchine dans l'ordre suivant, que nous avons indiqué précédemment :

		Taux moyen d'acide phosphorique	
Basse-Cochinchine.	Arrondissements du littoral..	Gocong.....	0,085 p. 100
		Bentré.....	0,064
		Travinh.....	0,080
		Soctrang....	0,985
		Bac lieu.....	0,037
		<i>Rachgia</i>	»
	Arrondissements de l'intérieur.	Cholon.....	0,032
		Mytho.....	0,030
		Vinhlong....	0,048
		Cantho.....	0,057

Taux moyen d'acide phosphorique	
Cochinchine centrale (Plaine des Jones).....	<i>Tanan</i> »
	Longxuyen... 0,053
	<i>Sudec</i> »
	Chaudoc..... 0,058
Cochinchine septentrionale et orientale.....	Tayninh..... 0,023
	<i>Gia-dinh</i> »
	<i>Thu-dau-mot</i> . »
	<i>Bienhoa</i> »
	<i>Cap St-Jacques</i> »
Arrondissement d'Hatien.....	0,020

En ce qui concerne les terres de la basse Cochinchine, on voit que les arrondissements du littoral contiennent, en moyenne, deux fois plus d'acide phosphorique que les arrondissements de l'intérieur, et il n'y a pas de distinction à faire entre les terres sableuses et les terres argileuses; celles-là ne sont pas plus riches que celles-ci.

On remarquera de plus que les arrondissements qui se montrent les plus riches sont ceux qui se trouvent dans le delta du Mékong ou bien qui en approchent le plus (Gocong, Bentré, Travinh, Soctrang). Il est à croire que dans cette région, les terres ont été fertilisées par les inondations annuelles du Mékong et par les alluvions de ce fleuve; ou bien encore par des apports de la mer, car nous pouvons voir que beaucoup de ces terrains sont salés.

L'arrondissement de Bacieu, qui s'éloigne déjà du delta du Mékong, est relativement moins riche que les arrondissements précédents.

D'une façon générale, ces terres seraient rangées dans la catégorie des *terres pauvres en acide phosphorique*. Il n'y aurait d'exception que pour quelques-unes qui pourraient être rangées dans la catégorie de terres moyennement riches en acide phosphorique.

Les terres des arrondissements de l'intérieur seraient rangées dans la catégorie des *terres très pauvres en acide phosphorique*.

En ce qui concerne les terres de la Cochinchine centrale, on voit que la quantité d'acide phosphorique semble suivre la quantité d'azote. Une terre riche en azote contient en général une proportion notable d'acide phosphorique. Ainsi, dans l'arrondissement de Longxuyen, les échantillons 1 et 4 sont riches en azote et moyen-

nement riches en acide phosphorique, tandis que l'échantillon 6 est très pauvre en azote et très pauvre en acide phosphorique.

De même pour Chaudoc, les échantillons 1 et 4 riches en azote sont moyennement riches en acide phosphorique, tandis que 6 et 7, pauvres en azote, sont très pauvres en acide phosphorique.

On peut donc dire que dans cette région, la plus ou moins grande richesse des terres en acide phosphorique est liée avec la plus ou moins grande richesse des terres en azote et en matières organiques, et il y a lieu de nous représenter toute cette région comme s'étant enrichie progressivement et de voir encore là l'influence fertilisante du Mékong.

Pour l'arrondissement de Tayninh, on verra encore que des terres très pauvres en azote le sont aussi en acide phosphorique. (Il y a lieu de faire exception pour le numéro 7 qui, pris à 300 mètres d'altitude dans la montagne de Tayninh, semble avoir une origine absolument différente.)

De même, les tableaux XIV et XV nous montrent toute une série de terres où la progression d'acide phosphorique suit encore la progression de l'azote.

L'arrondissement d'Hatien est lui-même très pauvre en acide phosphorique, les terres ont du reste le même aspect et la même origine que les terres de l'arrondissement de Tayninh. (Pour cet arrondissement, les dosages d'azote n'ont pas été faits, nous pouvons cependant affirmer que la quantité d'azote devait être très faible.)

CHAUX

La chaux se trouve toujours dans une proportion excessivement faible dans les terres de Cochinchine, rarement il y en a plus de 3 millièmes et souvent il y en a moins de 3 dix-millièmes.

Du reste, il est à croire que cette chaux n'est pas à l'état de carbonate de chaux, mais fait partie constitutive des éléments qui ont formé la terre.

Il en résulte donc que l'origine minéralogique de la terre doit influencer sur la richesse de cette terre en chaux.

Terres argileuses. — Nous les rencontrons surtout en basse Cochinchine et nous voyons que la teneur en chaux de ces terres se rapproche généralement de 2 millièmes pour les arrondissements du littoral, aussi bien que pour ceux de l'intérieur.

Mais il est à remarquer que lorsqu'une terre d'origine argileuse est en même temps très riche en débris organiques et humus, la proportion diminue considérablement et nous pouvons citer comme exemple dans les arrondissements de Gocong, le numéro 4, de Travinh, les nos 6, 7 et 9, de Soctrang, les nos 2, 4 et 7, de Baclieu, le no 5, de Cantho, le no 3, de Longxuyen, le no 6, de même au tableau XIV, les nos 1 et 10.

La proportion de chaux dans les terres argileuses est même assez considérable si nous la comparons à la proportion de chaux contenue dans les argiles qui ont formé ces terres; on voit que l'une de ces argiles ne contient que des traces de chaux et les autres moins de 0,5 p. 100.

(Voir précédemment la Constitution géologique de la Cochinchine).

Terres d'origine sableuse. — Ce sont surtout les terres de la Cochinchine septentrionale et orientale ainsi que celles de l'arrondissement d'Hatien. Toutes sont pauvres en chaux, et l'analyse ne donne que quelques dix millièmes.

Les terres d'origine sableuse qui forment la Plaine des Jones se montrent de même excessivement pauvres en chaux en général, mais il est cependant des terres de même origine qui contiennent 3 à 4 millièmes de chaux, et nous pouvons citer dans l'arrondissement de Mytho (le no 8), de Cantho (le no 7), de Longxuyen (les nos 1 et 4), de Chaudoc (les nos 1 et 4); il est à croire que pour ces terres la chaux a dû venir du sous-sol et s'accumuler par un mécanisme semblable à celui qui préside à l'accumulation du soufre dans les terres de Cochinchine et dont nous parlerons plus loin.

MAGNÉSIE

Ce que nous avons dit pour la chaux, nous pouvons le répéter pour la magnésie, la quantité contenue dans les terres dépend surtout de l'origine minéralogique de cette terre.

Dans les terres argileuses de la basse Cochinchine, la proportion en est assez variable, mais rarement il y a en moins de 1 p. 1000 (Cholon 6 et 11, Mytho 11, Cantho 5). Quelquefois cette proportion arrive à atteindre 5, 6 et même 10 p. 1000 (Gocong 9, Bentré 11, Travinh 6 et 14, Baclieu, 2, 3 et 13, Cholon 8, Cantho 7). Mais généralement la teneur en magnésie reste comprise entre 1,5 et

3, 5 p. 1000. Quoi qu'il en soit, la proportion de magnésie attaquant par les acides concentrés est assez considérable si nous la comparons à la proportion de magnésie contenue dans les argiles qui ont formé ces terres.

(On sait qu'un échantillon d'argile en contenait 0,18 p. 100 et les autres de 0,61 à 0,85 p. 100).

(Voir, précédemment, constitution géologique de la Cochinchine).

Dans les terres sableuses du Nord et de l'Est de la Cochinchine, ainsi que dans l'arrondissement d'Ilalien, la proportion de magnésie n'atteint généralement pas 4 dix-millièmes et très souvent il n'y en a que 1 ou 2 dix-millièmes (arrondissement de Tayninh et tableaux XIV et XV). Pour les terrains sableux de la Cochinchine centrale, la proportion de magnésie est assez élevée et même aussi élevée que pour les terres argileuses de la basse Cochinchine (Longxuyèn 1 et 4, Chaudoc 1 et 4, Mytho 8, tableau XIV, n° 12).

Comme pour la chaux, il y a lieu de croire que la magnésie a dû être amenée par les eaux du sous-sol.

Nous reviendrons sur cette question lorsque nous étudierons l'origine du soufre dans les terres de Cochinchine.

POTASSE

Comme pour la chaux et la magnésie, la quantité de potasse contenue dans une terre dépend de l'origine minéralogique de cette terre.

Dans les terres argileuses de la basse Cochinchine, le taux approche généralement 2 p. 1000, particulièrement dans les arrondissements de Gocong, Travinh, Soctrang, Baclieu et Cantho.

Quelquefois la quantité de potasse assimilable atteint près de 3 ou 4 millièmes (Gocong 5 et 9, Baclieu 11).

Dans les arrondissements de Bentré et de Vinh-Long, le taux de potasse, dans les terres qui cependant sont de nature argileuse, est moins élevé et se maintient aux environs de 1 p. 1000, et c'est du reste la proportion que l'on trouve dans les terres argileuses de la Cochinchine centrale (Longxuyen 2, 3 et 6 ; Chaudoc, 2, 3 et 5).

Il semble que pour toute cette région les argiles ont été moins attaquées par la végétation.

Cependant pour tous les échantillons d'argile que nous avons analysés, nous voyons que la quantité de potasse totale est à peu près constante et ne varie guère que de 0,84 à 1,02 p. 100.

Dans les terres sableuses du Nord et de l'Est de la Cochinchine, la quantité de potasse est généralement très faible et dépasse rarement 3 à 4 dix millièmes (arrondissement de Tayninh, tableau XIV et tableau XV).

Dans les terres sableuses que l'on peut rencontrer en basse Cochinchine et dans la Cochinchine centrale, la quantité de potasse est généralement plus forte et atteint 1 et quelquefois 2 p. 1000 ; nous pouvons citer par exemple Gocong, 3 et 8 ; Travinh, 7, 13 et 14 ; Soctrang, 1, 5, 8 et 9 ; Mytho, 8 ; Cantho, 6 et 7 ; Longxuyen, 1 ; Chaudoc, 1 et 4.

Pour cette région, il est à croire que les terres se sont enrichies par le développement de la végétation, les racines des plantes allant chercher la potasse jusque dans le sous-sol pour la ramener à la surface lorsque le sous-sol est argileux.

Mais lorsque l'argile se trouve à une trop grande profondeur en dessous du niveau du sol, les terres sableuses ont dû rester pauvres. Et dans cette région de la Cochinchine centrale, nous pouvons citer comme exemple de terres très pauvres en potasse (Cholon 4 et 5, et au tableau XIV les nos 3, 4, 5, 6).

D'une façon générale, les terres sableuses sont donc très pauvres en potasse.

SOUDE

Cet élément qui n'a pas d'intérêt au point de vue de la nutrition des plantes, ne se trouve du reste en proportion notable que dans les arrondissements du littoral, et encore que sur les terrains qui à certains moments peuvent être inondés par les eaux de mer.

Le dosage de cet élément peut nous fournir un criterium excellent pour juger de l'élévation du terrain au-dessus du niveau de la mer ; ainsi pour l'arrondissement de Bentré, la proportion de soude ne dépasse pas 1 p. 1000 (si ce n'est pour le n° 11) ; on peut en conclure que les terrains y sont en général plus élevés que dans l'arrondissement de Gocong, où la proportion atteint 2 et 3 p. 1000, et surtout que certains de l'arrondissement de Soctrang (nos 2, 3 et 7).

De même on peut conclure que les terrains de l'arrondissement de Baelieu sont peu élevés, car il n'est pas rare de voir dans cet arrondissement la proportion de soude dépasser 3 p. 1000 et atteindre quelquefois 5 p. 1000.

On sait du reste que cet arrondissement de Baelieu est en quelque

sorte un arrondissement nouveau dont le dessèchement a été entrepris depuis peu de temps.

En dehors de la soude apportée par les eaux de la mer, la soude contenue dans les terres peut avoir une autre origine, car nous avons vu que les argiles qui forment ces terres renferment de 0,63 à 0,84 p. 100 de soude.

Cependant comme la proportion de soude diminue à mesure que l'on s'éloigne du littoral pour arriver à n'être plus que de quelques dix-millièmes dans les arrondissements où les terres ne sont plus soumises à l'influence de la marée (Longxuyen et Chaudoc, tableau XIV, du n° 3 au n° 16, et tableau XV), nous pouvons conclure que la soude qui se trouve dans les terres a été apportée surtout par les eaux de mer.

Formations spéciales des arrondissements de Biênhoa, du Cap-Saint-Jacques et d'Hâtiên.

La chaîne annamitique qui traverse l'Annam se continue en Cochinchine; elle traverse les arrondissements de Bienhoa et du Cap Saint-Jacques pour se terminer au Cap-Saint-Jacques même par quelques pics assez élevés et formés de granit.

Cette chaîne est surtout formée de terrains primitifs sur lesquels doivent s'appuyer les terrains primaires; mais l'étude de ces arrondissements n'a pas été poussée assez loin pour que nous puissions nous étendre longuement sur leur constitution et nous nous bornerons à constater que, pour l'arrondissement de Bienhoa et en dehors des terrains sableux dont nous avons parlé, il semble y avoir deux autres espèces de terrains :

1° Des terrains qui sont vraisemblablement d'origine granitique et qui sont plus ou moins caillouteux et pauvres en éléments fertilisants (tableaux XVI, nos 6,8,9).

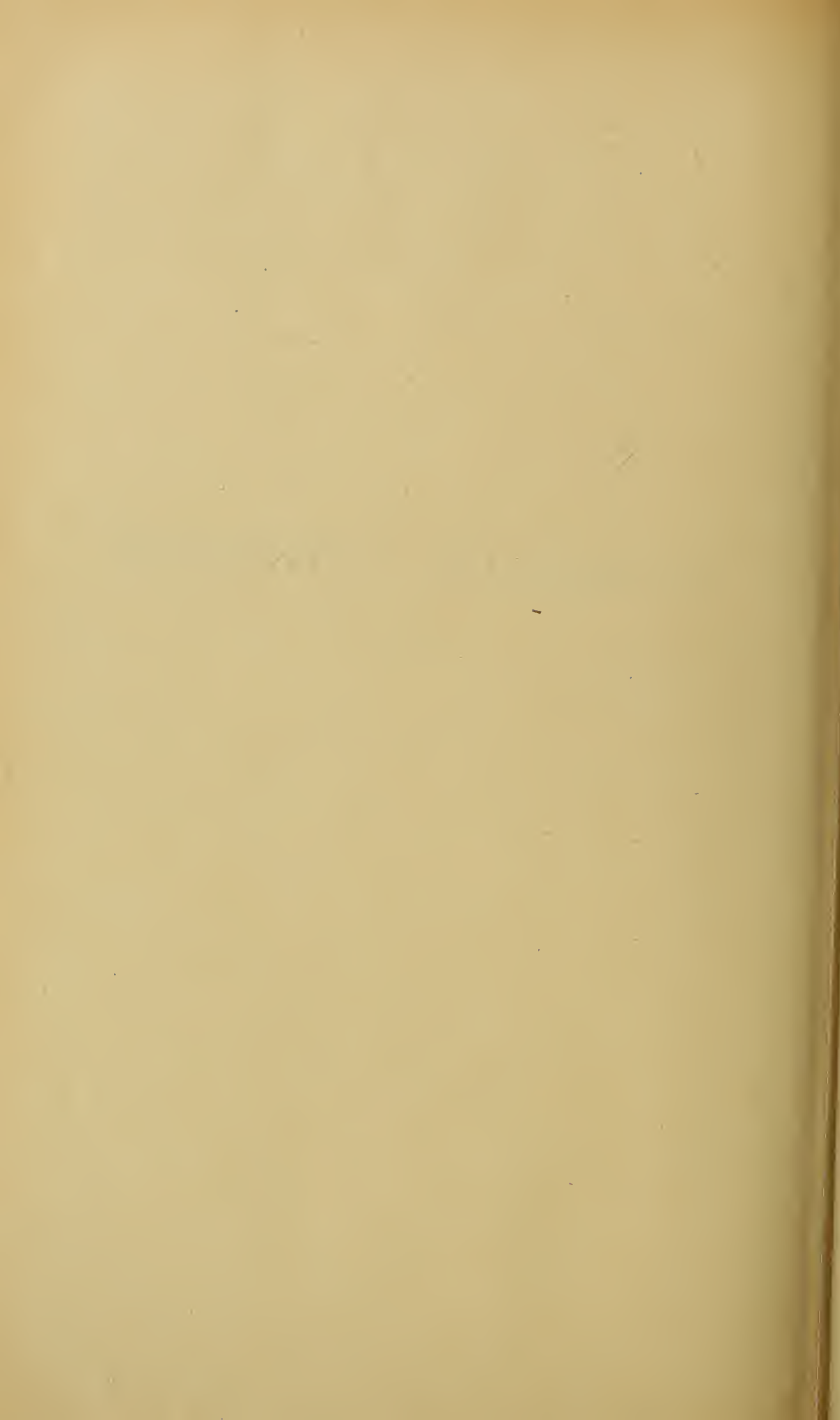
2° Des terrains dont nous ne saurions préciser l'origine, mais qui sont caractérisés par leur richesse en acide phosphorique tandis qu'ils restent très pauvres en chaux, magnésie et potasse; ce sont des terres rouges plus ou moins argileuses lorsqu'elles sont dans les vallées (tableau XVI, nos 1 et 2); mais les plus caractéristiques sont celles des plateaux qui sont très argileuses et qui en outre contiennent jusqu'à 5 p. 1000 d'acide phosphorique (tableau XVI, nos 3,4,5).

Au Cap Saint-Jacques, on retrouve encore des terrains d'origine granitique (tableau XVI, nos 12,13,14).

De même, tout à fait à l'ouest de l'arrondissement d'Hàtiên, se trouvent quelques terres d'origine primitive; on en retrouve encore un peu plus au nord à Kampot (Cambodge) (tableau XVI, n° 15) et l'île de Phu-Quoc qui dépend de l'arrondissement d'Hàtiên est entièrement formée par ces terrains primitifs (tableau XVI, n° 16, et sur tableau XIII, nos 10 et 11).

(A suivre)

TABLEAUX ANNEXES

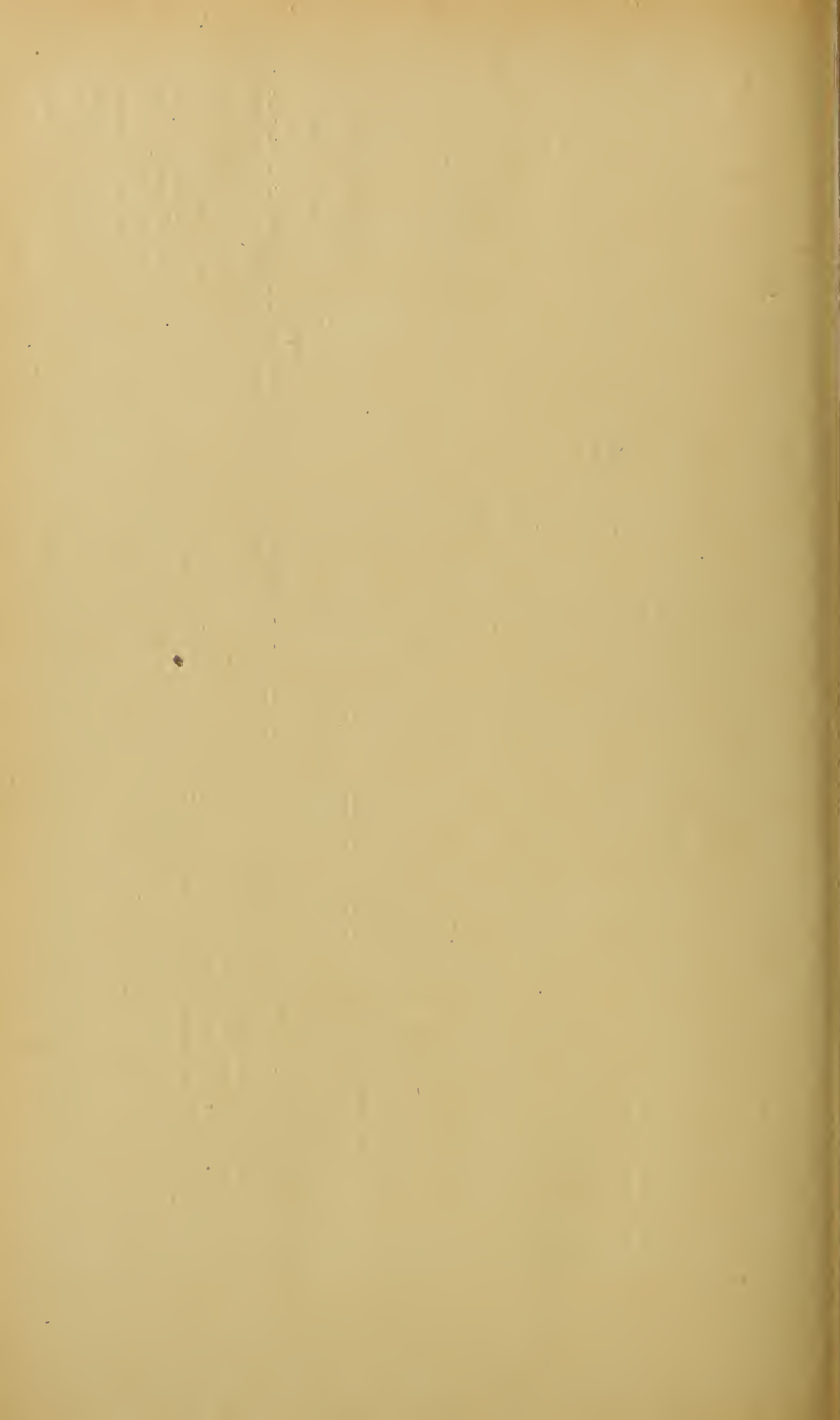


ARRONDISSEMENT DE GOCONG

ANALYSE DES TERRES

Tableau I

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Analyse physicochimique	Terre fine.....	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	
	Cailloux.....	0.00	»	0.00	0.00	0.00	»	»	0.00	0.00	
	Sable siliceux.....	52.63	»	80.78	49.48	42.35	»	»	86.75	46.81	
	Argile.....	45.22	»	16.33	39.75	54.62	»	»	10.53	50.75	
	Calcaire.....	0.00	»	0.00	0.00	0.00	»	»	0.00	0.00	
	Débris organiques.....	0.77	»	0.42	3.10	0.35	»	»	0.50	0.54	
	Humus.....	0.10	»	traces	3.33	0.48	»	»	0.04	0.15	
	Eau et indéterminés (1)	1.28	»	2.47	4.34	2.00	»	»	2.18	1.75	
	Analyse chimique		100.00	»	100.00	100.00	100.00	»	»	100.00	100.00
		Azote.....	0.0345	0.0403	0.0230	0.2764	0.0691	0.1728	0.0433	0.0178	0.0283
Acide phosphorique. . .		0.1155	0.0988	0.0822	0.0570	0.0661	0.1045	0.0902	0.0841	0.0689	
Chaux.....		0.1624	0.1624	0.1316	0.0420	0.2100	0.0504	0.2520	0.4424	0.1652	
Magnésie.....		0.3550	0.2900	0.1900	0.1800	0.3250	0.1445	0.2397	0.1564	0.3451	
(1) Les terres de Cochinchine contenant souvent des sulfates et de, sulfures dont il n'est pas tenu compte dans l'analyse physique, nous les avons compris sous le nom d'indéterminés.	Potasse.....	0.2550	0.2329	0.2210	0.1785	0.3344	0.1445	0.2397	0.1564	0.3451	
	Soude.....	0.2200	0.1430	0.0660	0.1760	0.2530	0.0836	0.1936	0.0418	0.3256	
	N° d'ordre	CANTONS	VILLAGES	CULTURES	N° d'ordre	CANTONS	VILLAGES	CULTURES			
	1	Hoa-dong-Ha	Long-Huu	Terrain de rizières loin des arroyos	6	Hoa-lac-Ha	Duong-Phuon	Terrain de rizière près des arroyos			
2	—	Vinh-Hun	— de jardin près des arroyos	7	—	Hoa-Nghi	— de giông loin des arroyos				
3	—	Vinh-Loi	— de giông près des arroyos	8	Hoa-lac-Thuong	Tàn-niên-Dông	— de giông près des arroyos				
4	—	Vinh-Huu	— palmier d'eau près des arroyos	9	—	Tàn-niên-Tây	— de rizières près des arroyos				
5	Hoa-dong-Thuong	Binh-phu-Dong	— de rizières loin des arroyos								



ARRONDISSEMENT DE BENTRÉ

ANALYSE DES TERRES

Tableau II

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Analyse physico-chimique	Terre fine.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Cailloux.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Sable siliceux.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Argile.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Calcaire.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Analyse chimique	Débris organiques...	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Humus.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Eau et indéterminés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Azote.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Acide phosphorique..	0.0931	0.0982	0.0186	0.0586	0.0437	0.0484	0.0836	0.0361	0.0452	0.0323	0.1616
Analyse chimique	Chaux.....	0.0924	0.0952	0.0840	0.0644	0.0924	0.0644	0.0532	0.1344	0.0644	0.1484	0.1314
	Magnésie.....	0.1650	0.1350	0.2750	0.1750	0.2950	0.2000	0.2700	0.3350	0.2850	0.3800	0.6650
	Potasse.....	0.0782	0.0969	0.1547	0.0969	0.1377	0.1309	0.1256	0.1496	0.1751	0.2074	0.2788
	Soude.....	traces	traces	traces	0.0990	0.0396	traces	0.0264	0.0704	0.0704	0.0662	0.2134
	Acide sulfurique.....	0.0112	0.0136	0.0112	0.1632	0.1632	0.2856	0.2142	0.1564	0.9156	0.1428	0.3388
Nos d'ordre	Cantons	Villages	Observations	Nos d'ordre	Cantons	Villages	Observations					
1	Bao-Tri	Bao-Thanh	Cultivé en tabac et cotonnier.	7	Bao-An	Phu-Tu	Riz.					
2	—	—	—	8	—	—	—					
3	Bao-Thanh	Phu-Tu	Riz	9	Minh-Quac	—	—					
4	Bao-Hoa	—	Terrain aluné.	10	—	—	—					
5	Bao-An	—	Riz.	11	Minh-Ly	—	Arbres fruitiers.					
6	—	—	—									

ARRONDISSEMENT

ANALYSE

		1	2	3	4	5	6
Analyse physicochimique	Terre fine	»	100.00	»	»	»	100
	Cailloux	»	0.00	»	»	»	
	Sable siliceux	»	45.66	»	»	»	45
	Argile	»	49.73	»	»	»	49
	Calcaire	»	néant	»	»	»	ne
	Débris organiques	»	1.82	»	»	»	
	Humus	»	0.67	»	»	»	
	Eau et indéterminés	»	2.12	»	»	»	
		»	100.00	»	»	»	100
Analyse chimique	Azote	0.1120	0.1392	0.1856	0.0580	0.1772	0.
	Acide phosphorique	0.0366	0.2414	0.6803	0.1250	0.0611	0.
	Chaux	0.1232	0.1148	0.0840	0.1428	0.0812	0.
	Magnésie	0.0650	0.1956	0.2350	0.2400	0.2900	0.
	Potasse	0.1309	0.2582	0.1190	»	0.1921	0.
	Soude	0.0836	0.1408	0.0330	0.0880	0.0550	0.
	Acide sulfurique	0.0850	0.0238	0.1224	0.0204	0.0850	0.

N ^o D'ORDRE	CANTONS	VILLAGES
1	Vinh-tu-ha.	Phuoc-long.
2	Vinh-loc-ha.	Thuong-tho.
3	Tra-nhieu-thuong.	My-cau.
4	Tra-nhieu-ha.	Vang-luc.
5	Thanh-hoa-tung.	Ninh-thai.
6	Binh-tri-ha.	My-qui.
7	Binh-tri-thuong.	My-cam.
8	Tra-binh.	Long-binh.
9	Binh-khanh-thuong.	Hiep-nghia.
10	Thanh-hoa-thuong.	Long-ngai.
11	—	An-nghiep.
12	Tra-phu.	Phu-loc.
13	Binh-phuoc.	Phuoc-hai.
14	Ngai-bao-trung.	Don-hau.
15	Ngai-long-thuong.	Hieu-tu.

8	9	10	11	12	13	14	15
»	100.00	»	100.00	»	100.00	100.00	»
»	0.00	»	0.00	»	0.00	0.00	»
»	47.14	»	46.60	»	61.27	69.04	»
»	38.41	»	48.37	»	20.56	22.31	»
»	néant	»	néant	»	néant	néant	»
»	5.72	»	0.90	»	8.77	3.98	»
»	2.25	»	0.22	»	2.69	0.28	»
»	6.48	»	3.91	»	6.71	3.42	»
»	100.00	»	100.00	»	100.00	100.00	»
0.1624	0.5336	0.2552	0.1276	0.4466	0.6448	0.1740	0.0986
0.0408	0.0661	0.0338	0.0315	0.0832	0.0608	0.2064	0.2337
0.1204	0.0050	0.0112	0.1372	0.0756	0.0056	0.2156	0.1428
0.0850	0.1600	0.1600	0.1350	0.1950	0.0225	0.6150	0.1050
0.1632	0.0913	0.1347	0.2550	1.5300	0.0969	0.2295	0.2380
0.1737	0.1452	0.1232	0.1518	1.4012	0.1628	0.2244	0.0720
0.0650	0.5542	0.0646	0.0544	0.2313	0.9110	0.0544	0.0510

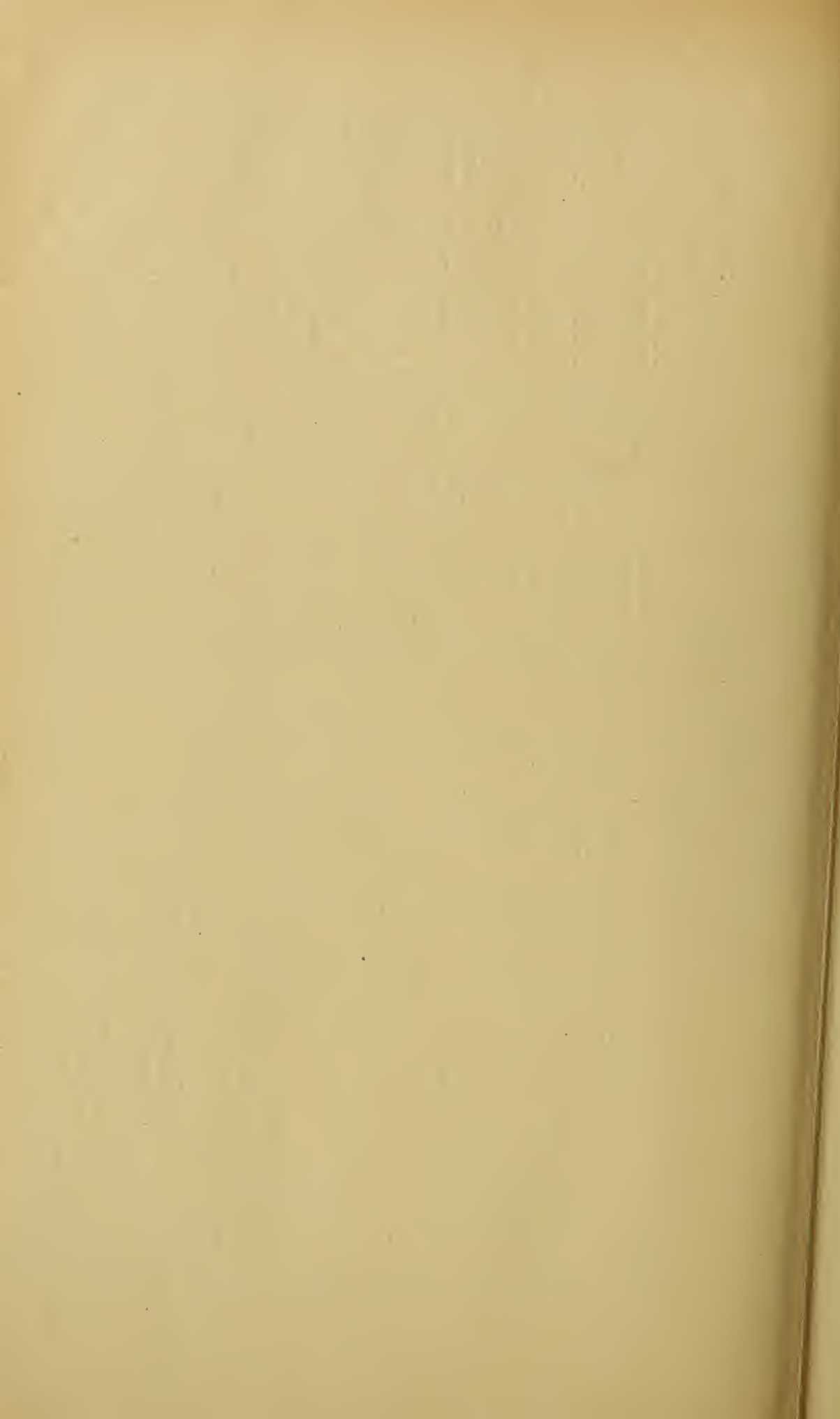
CULTURES	NATURE
de rizière.	Moyenne.
—	—
de rizière situé près des étangs.	—
de rizière situé près du canal.	—
de rizière situé loin de la rivière.	Bonne.
de palmier situé près du cours d'eau.	Mauvaise.
de rizière situé près de rivière.	Bonne.
—	Mauvaise.
—	Bonne.
de rizière situé loin de rivière.	Mauvaise.
—	Moyenne.
—	Bonne.
de jonc loin de rivière.	Mauvaise.
de rizière loin de rivière.	—
de cultures diverses.	Bonne.

ARRONDISSEMENT DE SOCTRANG

ANALYSE DES TERRES

Tableau IV

Analyse Physico-chimique												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
86.38	34.95	39.33	43.48	76.28	46.88	46.50	70.36	94.70	50.73	38.62	38.62	
8.29	38.15	54.50	47.44	20.03	48.18	37.78	27.15	3.80	44.56	53.45	53.45	
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
0.72	14.90	1.12	3.12	0.95	0.85	8.80	0.84	0.88	1.44	3.18	3.18	
0.11	5.28	0.59	1.89	0.09	0.37	2.82	0.07	0.03	0.34	2.35	2.35	
1.50	6.72	4.46	4.07	2.65	3.72	4.10	1.58	0.59	2.93	2.40	2.40	
100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	
0.0288	0.8471	0.0923	0.2942	0.0346	0.0750	0.4566	0.0346	0.0173	0.1040	0.2543	0.2543	
0.2432	0.0798	0.0585	0.0383	0.0674	0.0655	0.0503	0.0832	0.1225	0.0750	0.0598	0.0598	
0.0784	0.0252	0.1904	0.0476	0.1540	0.1960	0.0504	0.1848	0.0952	0.2240	0.1260	0.1260	
0.0350	0.2350	0.2050	0.1300	0.2650	0.1500	0.0850	0.4900	0.1400	0.4600	0.2400	0.2400	
0.1241	0.1921	0.2329	0.1496	0.0816	0.1261	0.1853	0.0986	0.1003	0.2295	0.1904	0.1904	
0.1276	0.3520	0.5028	0.1760	0.1100	0.6270	0.4250	0.0836	0.0308	0.1980	0.1320	0.1320	
0.0068	0.7310	0.0068	0.1156	0.0068	0.0408	1.3702	0.0170	traces	0.0068	0.2822	0.2822	
Nos d'ordre	Villages	Cantons	Cultures	Observations	Nos d'ordre	Villages	Cantons	Cultures	Observations			
1	Nham-lang	Nhieu-khanh	Jardins potagers chinois.		7	My-tu	Thanh-loi	Forêt inondée de gua, rel. su, etc.				
2	My-phuoc	Thanh-loi	Rizières basses.		8	Huan-hoa	Binh-khanh	Jardins, arbres fruitiers.				
3	Thien-my	Nhieu-my	—		9	Nham-lang	Nhieu-khanh	Sous-sol du n° 1.				
4	Thuan-hoa	Nhieu-my	Marais, joncs de diverses espèces		10	—	—	Sous-sol du n° 5.				
5	Nham-lang	Nhieu-khanh	Rizières hautes.		11	Huan-hoa	Binh-khanh					
6	Tam-lât	Nhieu-my	—									
Analyse chimique												

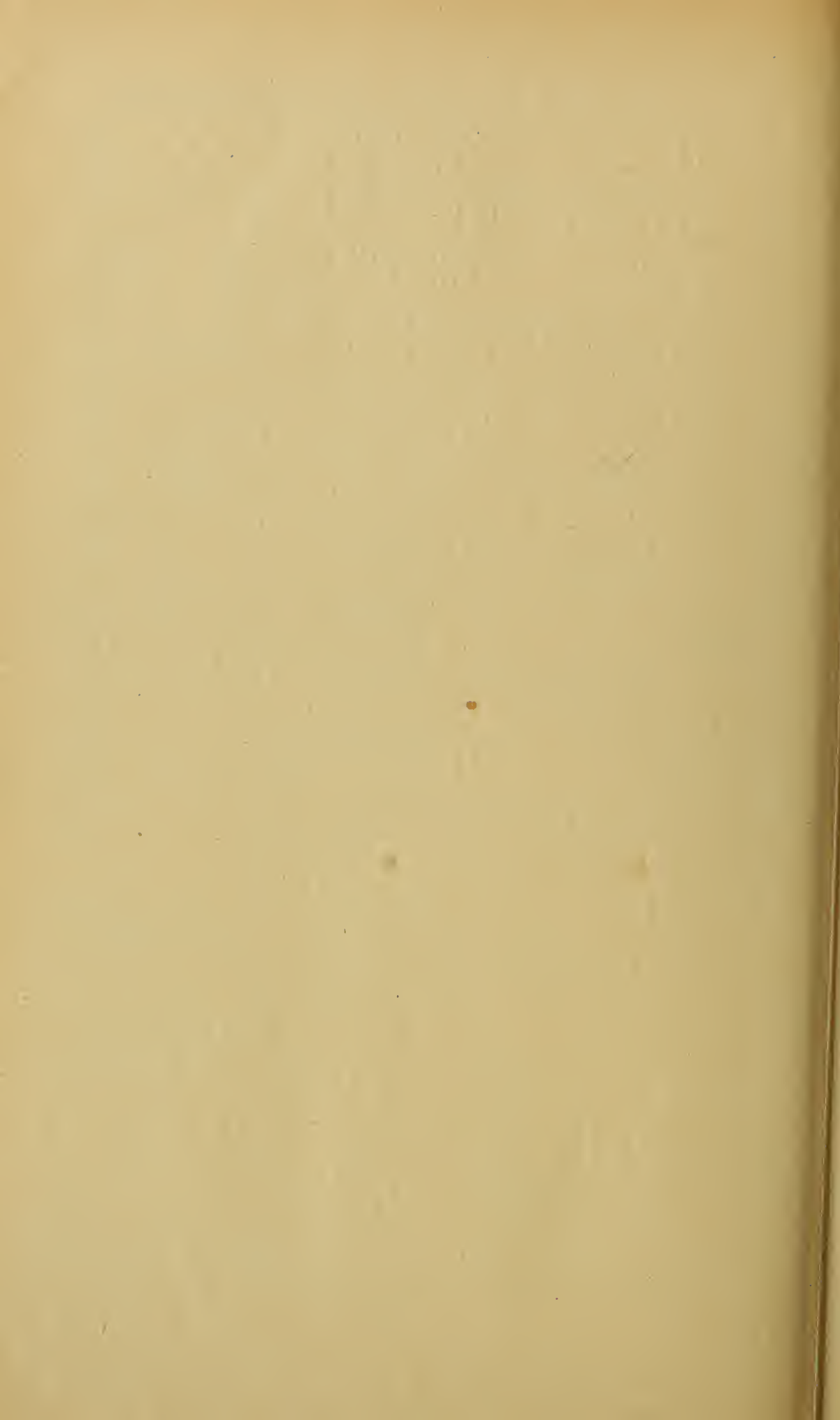


ARRONDISSEMENT DE BACLIEU

Tableau V

ANALYSE DES TERRES

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Analyse physicochimique	Terre fine	100.00	100.00	»	100.00	»	100.00	100.00	»	100.00	»	100.00	»
	Cailloux	0.00	0.00	»	0.00	»	0.00	0.00	»	0.00	»	0.00	»
	Sable siliceux	55.63	»	65.14	49.30	»	60.85	33.68	»	50.15	»	45.73	»
	Argile	40.85	»	28.80	33.66	»	35.90	62.61	»	46.23	»	48.75	»
	Calcaire	0.00	»	0.00	0.00	»	0.00	0.00	»	0.00	»	0.00	»
Analyse chimique	Débris organiques.....	2.61	»	3.74	7.28	»	1.13	1.65	»	1.06	»	2.30	»
	Humus	0.47	»	0.47	3.50	»	0.74	0.45	»	0.64	»	0.81	»
	Eau et indéterminés.....	0.44	»	1.85	6.26	»	1.34	1.92	»	1.92	»	2.91	»
	Azote	0.1322	0.0517	0.1725	0.1667	0.3622	0.2415	0.1035	0.1265	0.0690	0.1437	0.1552	0.1650
	Acide phosphorique.....	0.0887	0.1056	0.0765	0.0522	0.0542	0.0722	0.0530	0.0328	0.0419	0.0495	0.0307	0.0568
Analyse chimique	Chaux	0.1412	0.1820	0.3724	0.1428	0.0280	0.0980	0.1400	0.1540	0.1680	0.2128	0.1848	0.1988
	Magnésie	0.4900	0.5250	0.6900	0.4908	0.0550	0.2000	0.2900	0.3950	0.4500	0.3050	0.2250	0.6550
	Potasse.....	0.3825	0.2771	0.2771	0.2448	0.1309	0.2822	0.2397	0.1835	0.2754	0.1615	0.2125	0.2431
	Soude.....	0.5076	0.3432	0.0340	0.4122	0.3938	0.2602	0.5104	0.2706	0.3806	0.0726	0.2596	0.3112
Nos d'ordre	CANTONS	VILLAGES	CULTURES	Observations	Nos d'ordre	CANTONS	VILLAGES	CULTURES	Observations				
1	Than-hoa.	Vinh-loi.	Riz.		8	Quân-xuyên.	Tân-hung.	Jones, herbes, etc.					
2	id.	Hoa-binh.	Riz.		9	id.	Tân-duyet.	Cocotiers, aréquiers, etc.					
3	Thanh-hung.	Vinh-phuoc.	Inculte.		10	id.	Tân-khan.	Riz.					
4	id.	Vinh-chau.	Riz.		11	id.	Phu-thanh.	Riz.					
5	Long-thuy.	Tân-binh.	Jardin, aréquiers.		12	Quân-long.	An-thanh.	Forêt.					
6	id.	Long-diên.	Riz.		13	id.	id.	Forêt de tram.					
7	id.	Tân-thoi.	Forêt.										

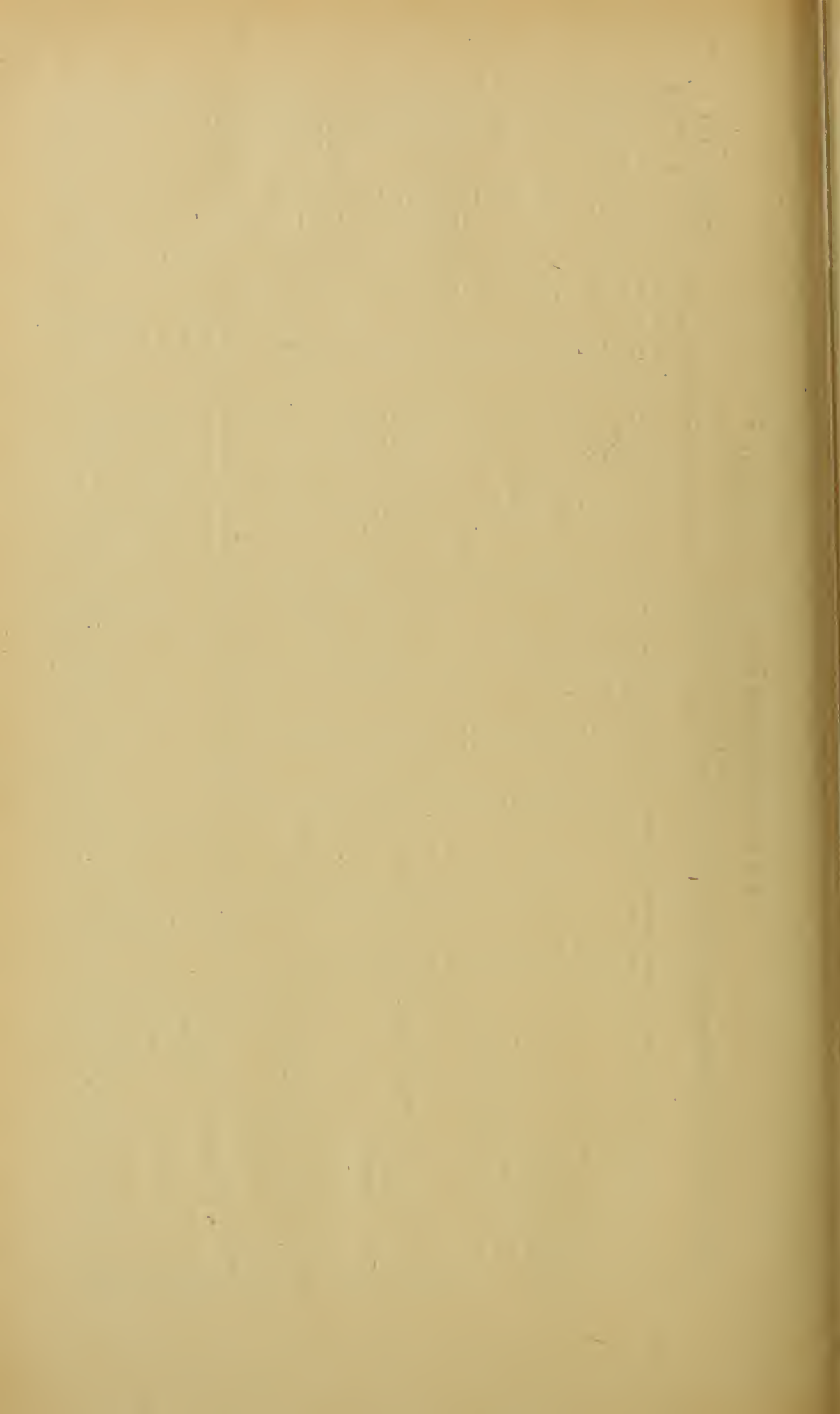


ARRONDISSEMENT DE CHOLON

ANALYSE DES TERRES

Tableau VI

Analyse physico-chimique													
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Terre fine.	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	
Cailloux.....	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Sable siliceux.....	47.53	47.60	40.80	62.03	86.88	37.78	44.71	34.68	37.63	41.78	44.99	36.95	
Argile.....	47.60	48.91	56.05	40.05	11.26	56.68	56.20	61.30	60.27	53.07	50.30	60.83	
Calcaire.....	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Débris organiques...	2.17	0.76	3.43	3.48	0.22	2.02	0.14	0.42	1.25	1.85	1.21	1.28	
Humus	0.95	0.10	0.38	1.98	0.03	0.47	traces	traces	0.36	0.42	0.13	0.31	
Eau et indéterminés.	1.95	2.63	1.74	2.46	1.61	3.05	1.65	3.60	0.50	2.88	3.37	0.63	
Analyse chimique													
Azote	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	
Acide phosphorique.	0.2502	0.1462	0.0809	0.2138	0.0115	0.0924	0.0345	0.0259	0.1904	0.1382	0.0460	0.0748	
Chaux	0.0376	0.0089	0.0186	0.0625	0.0448	0.0155	0.0370	0.0345	0.0247	0.0846	0.0269	0.0380	
Magnésie.	0.0868	0.1400	0.1118	0.0224	0.0252	0.0924	0.2940	0.9240	0.1540	0.1344	0.0864	0.1708	
Potasse.....	0.1600	0.2900	0.2650	0.0400	0.0100	0.0950	0.3450	1.1500	0.2450	0.1550	0.0750	0.2200	
Soude.....	0.1275	0.1241	0.1190	0.0765	0.0720	0.1190	0.2125	0.2108	0.1530	0.1955	0.3315	0.2835	
Acide sulfurique....	0.0536	0.1430	0.0990	0.0396	0.0688	0.0924	0.1540	0.1100	0.1540	0.4840	0.1518	0.1804	
	0.0374	0.4386	0.0136	0.1122	0.0068	0.3264	0.6136	1.1458	0.0578	0.1428	1.7782	0.0136	
N. d'ordre	Cantons	Villages	Culture	Observations	N. d'ordre	Cantons	Villages	Culture	Observations				
1	Duong-minh.	Tan-hoa.	Aréquiers.		7	Lang-hang-thuong.	Binh-tri-dong.	Riz.					
2	—	Khan-hoi.	Riz.		8	—	My-yen.	Bambous, aréquiers					
3	—	Chanh-hung.	Riz.		9	Lang-hung-trung.	Tan-tuc.	Riz.					
4	Can-an-xu.	Luong-hoa.	Aréquiers, manioc.		10	Phuoc-tien-thuong.	Tan-hiem.	Riz.					
5	—	Duc-hao.	Riz.		11	Loi-thanh-thuong.	Long-hoa.	Riz.					
6	Lang-hang-thuong.	Than-nhut.	Riz.		12	Loi-thanh-trung.	Long-su.	Riz.					



ARRONDISSEMENT DE MYTHO

ANALYSE DES TERRES

Tableau VII

Analyse physico-chimique													
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
Terre fine.....	»	100.00	»	»	100.00	»	100.00	»	»	100.00	100.00		
Cailloux.....	»	0.00	»	»	0.00	»	0.00	»	»	0.00	0.00		
Sable siliceux.....	»	43.13	»	»	85.87	»	63.45	»	»	49.50	41.99		
Argile.....	»	52.42	»	»	12.44	»	27.80	»	»	44.92	52.37		
Calcaire.....	»	néant	»	»	néant	»	néant	»	»	néant	néant		
Débris organiques..	»	1.48	»	»	0.79	»	9.49	»	»	2.04	0.72		
Humus.....	»	0.40	»	»	0.39	»	0.98	»	»	1.11	0.58		
Eau et indéterminés.	»	2.87	»	»	0.57	»	4.34	»	»	3.09	4.34		
Analyse chimique													
Azote.....	»	100.00	»	»	100.00	»	100.00	»	»	10.000	100.00		
Acide phosphorique..	0.1434	0.1276	0.0638	0.1624	0.0580	0.1682	0.1798	0.0754	0.0810	0.1972	»		
Chaux.....	0.0929	0.0186	0.0389	0.0201	0.0180	0.0958	0.0585	0.0970	0.0429	0.0214	0.0214		
Magnésie.....	0.2020	0.0840	0.1428	0.0728	0.0504	0.1204	0.3052	0.2044	0.0520	0.1680	0.1400		
Potasse.....	0.2950	0.0800	0.2150	0.1550	0.0900	0.1800	0.4150	0.1400	0.2450	0.0900	0.1750		
Soude.....	0.2295	0.1207	0.1751	0.1360	0.0748	0.0952	0.1692	0.0952	0.0867	0.1241	0.1088		
Acide sulfurique....	0.1606	0.0550	0.0660	0.1826	0.0220	0.0198	0.0996	0.0900	0.0748	0.0814	0.0698		
	0.0916	0.0714	0.0680	0.0306	0.1802	0.2822	0.9876	0.0782	0.1122	0.1938	0.0544		

Nos d'ordre	Villages	Cantons	Cultures	Observations
1	My-chanh	Thanh-phong	Rizières	
2	Binh-phu	Loi-thuan	—	
3	My-thanh	—	Marais,jones	
4	Binh-phau	Hoa-hao	Rizières	
5	Long-hoi	Thuan-tri	—	
6	Thau-nhoy	—	Giong	

ARRONDISSEMENT

ANALYSE

Analyse physico-chimique..	}	Terre fine.....	}	Pour ces terres, l
		Cailloux.....		
		Sable siliceux.....		
		Argile.....		
		Calcaire.....		
		Débris organiques.....		
		Humus.....		
		Eau et indéterminés.....		Nous dirons cepend

		1	2	3	4	5	
Analyse chimique	{	Azote	»	»	»	»	
		Acide phosphorique.	0.0099	0.0917	0.0257	0.0148	0
		Chaux.	0.1344	0.2184	0.1200	0.1204	0
		Magnésie.....	0.1150	0.4150	0.0850	0.4250	0
		Potasse.....	0.0902	0.1105	0.0816	0.0816	0
		Soude.....	traces	traces	traces	traces	t
		Acide sulfurique....	0.0986	0.2278	0.1394	0.4930	0

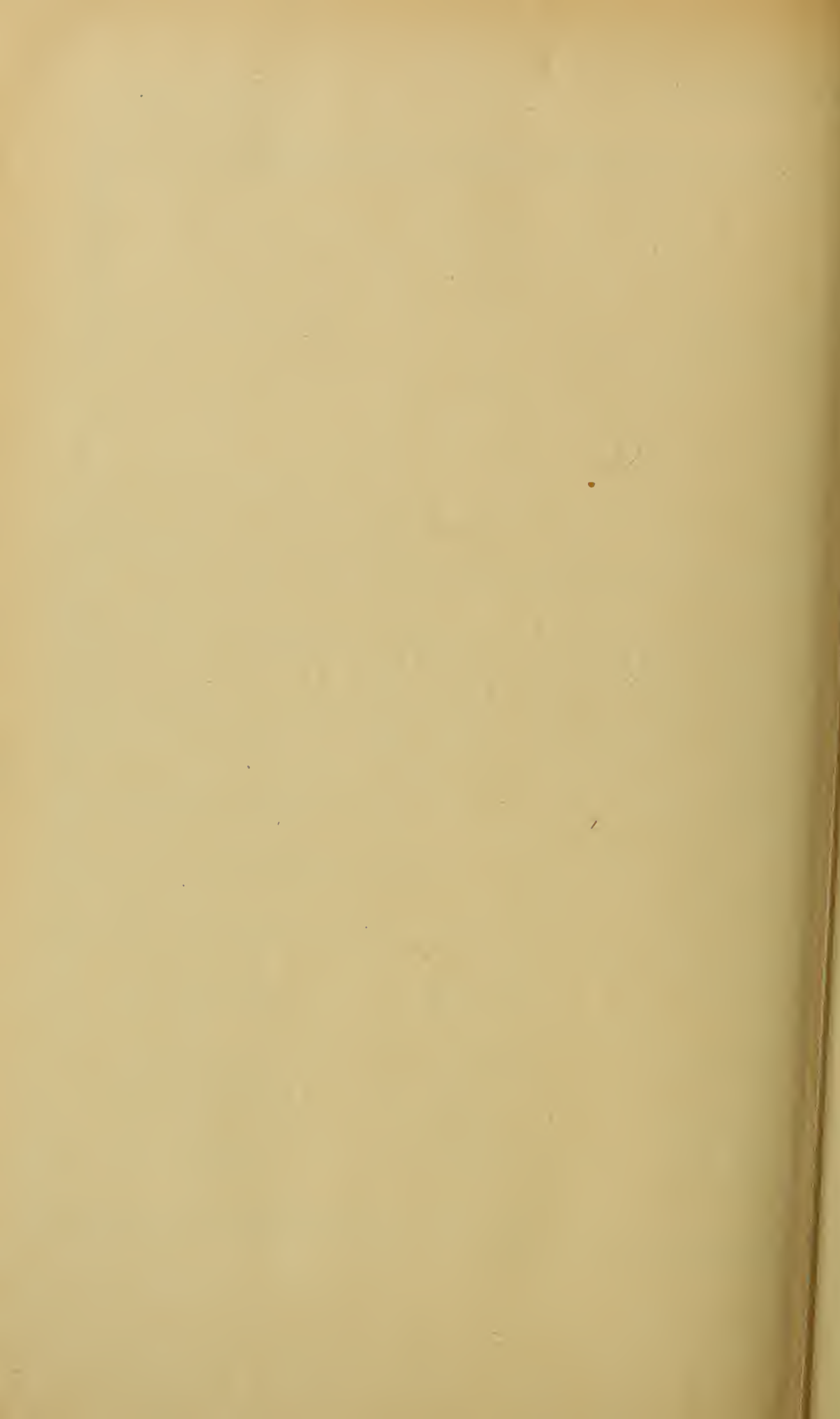
NUMÉROS d'ordre	CANTONS	VILLAGES	OBSERVATION
1	Binh-trung.	Trung-trach.	Riz
2	Binh-quoi.	Tham-khê.	Riz
3	—	Tan-an-dong.	Cultures diverses
4	Binh-chanh.	Tan-thanh.	Riz
5	Binh-xuong.	Phu-da.	Arbres fruitiers
6	—	Binh-son.	Riz
7	Binh-xung.	Phu-thuân.	Riz
8	Binh-chanh.	Thanh-dieu.	Riz

n'a pas été faite.

toutes sont de matière argileuse.

8	9	10	11	12	13	14	15
»	»	»	»	»	»	»	»
0.0296	0.0889	0.0347	0.0380	0.0471	0.0285	0.0752	0.0258
0.4520	0.0756	0.2352	0.3344	0.0392	0.1736	0.2744	0.1120
0.1250	0.3150	0.2350	0.4900	0.0100	0.2050	0.4650	0.1250
0.1139	0.0748	0.1360	0.0952	0.0731	0.1140	0.1156	0.1139
0.1496	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces
0.7922	0.8772	0.5576	0.0442	0.5780	0.0986	0.0272	0.0850

CANTONS	VILLAGES	OBSERVATIONS
Binh-thanh.	Thanh-phuoc.	Herbes diverses
—	—	Riz
Minh-ngai.	Xung-tu.	Riz
—	Hung-binh.	Herbes diverses
Binh-xieu.	Xieu-ngai.	Plantes aquatiques
Binh-long.	Long-phuoc.	Riz
Binh-an.	Phuoc-hen.	Arbres fruitiers

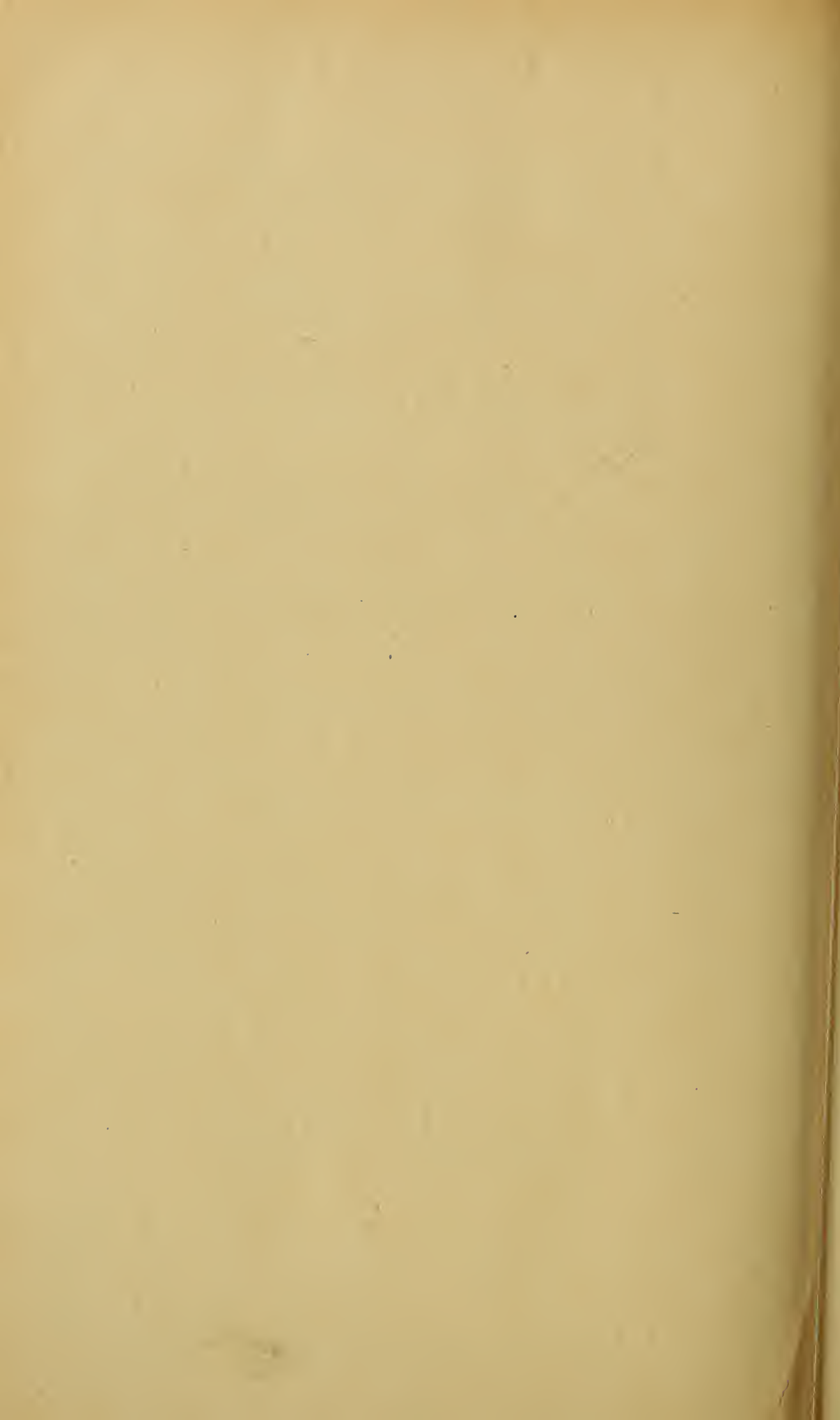


ARRONDISSEMENT DE CANTHO

ANALYSE DES TERRES

Tableau IX

		1	2	3	4	5	6	7	8
Analyse physico-chimique.	Terre fine	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
	Cailloux	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Sable siliceux.	35.10	43.63	47.63	54.84	61.50	72.00	74.13	42.43
	Argile.	57.63	51.25	43.67	48.05	35.80	25.10	17.01	50.80
	Calcaire.	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Débris organiques ...	1.90	1.62	4.17	1.04	0.50	0.80	5.15	2.47
Analyse chimique.	Humus	2.07	0.73	1.90	0.42	0.24	0.09	0.44	0.90
	Eau et indéterminés..	3.30	3.37	3.62	1.92	1.56	1.67	3.27	8.00
	Azote	0.2131	0.2131	0.3425	0.0979	0.0691	0.0345	0.1612	0.7555
	Acide phosphorique ..	0.0218	0.0218	0.0332	0.0370	0.0461	0.0260	0.0946	0.0209
	Chaux	0.1064	0.1064	0.0280	0.2408	0.1960	0.1036	0.3800	0.2240
	Magnésie	0.1400	0.1400	0.0850	0.1250	0.1000	0.0750	0.5250	0.4650
VILLAGES	Potasse	0.1666	0.1666	0.1275	0.1581	0.1224	0.1754	0.1870	0.2006
	Soude	0.1276	0.1276	0.0660	0.0682	0.0616	0.1100	0.0880	0.1896
	CANTONS	CULTURES	Nos d'ordre	VILLAGES	CANTONS	CULTURES			
	1 2 3 4	1 2 3 4	5 6 7 8	My-thuan Thien-my, Hau-thanh, Thanh-xuan.	An-truong, Binh-lê, Binh-an, Binh-hoa.	Le-lung aquatique, Paddy nêp thang, Paddy măng rùc, Roseaux (sây).			



ARRONDISSEMENT DE LONGXUYEN

ANALYSE DES TERRES

Tableau X

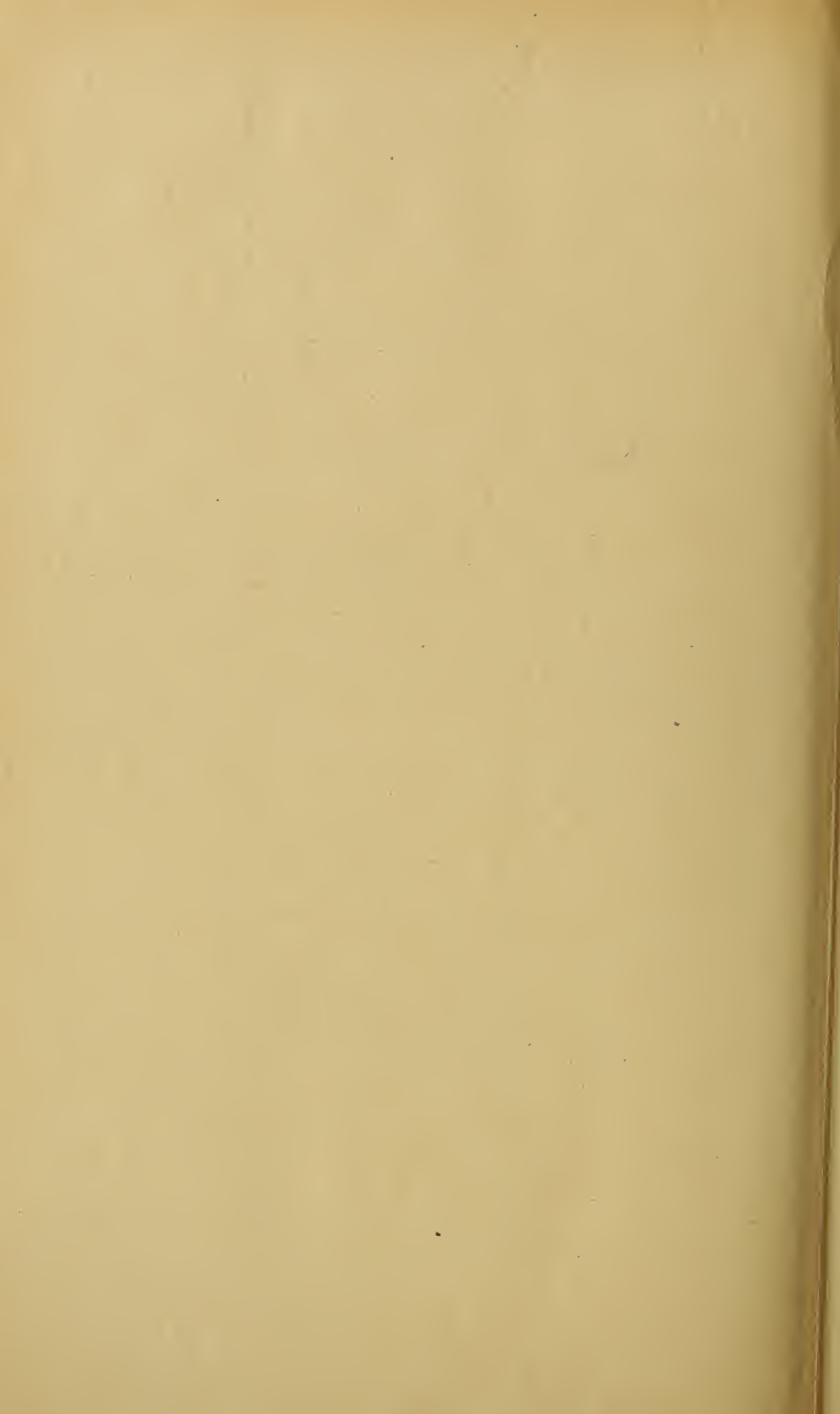
Nos d'ordre	VILLAGES	CANTONS	CULTURES	1	2	3	4	5	6
Analyse physico-chimique..	{	{	{	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
				0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
				77.10	55.77	35.15	70.97	95.72	43.45
				17.58	40.97	62.36	22.55	3.00	46.82
				néant	néant	néant	néant	néant	néant
				1.68	1.35	0.93	2.93	0.45	3.80
Analyse chimique..	{	{	{	0.60	0.36	0.13	0.95	0.15	2.70
				3.04	2.12	1.49	2.60	0.67	3.23
				100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
				0.1197	0.0741	0.0570	0.1596	0.0199	0.3876
				0.1216	0.0167	0.0148	1.1041	0.0150	0.0197
				0.2548	0.1904	0.3948	0.1232	0.0364	0.0308
Analyse chimique..	{	{	{	0.4900	0.0750	0.0750	0.7700	0.0650	0.0500
				0.0991	0.0374	0.1222	0.0782	0.0221	0.0646
				0.0200	0.0110	0.0770	0.0330	0.0110	0.0220
				»	»	0.4440	»	»	0.2244
1 2 3 4 5 6	{ My-huê-diên. Kien-thanh. Tân-binh. Cần-dang. » My-thanh.	{ Dinh-hao. » Bien-thanh. Dinh-phuoc. »	{ Cultures riches et maraichères. Riz. Impropre à la culture. Riz. Impropre à la culture. Riz.	Terrain prélevé dans une ile du Mékong en face de Longxuyen.					
				»					
				Terrain appelé Dat-set par les Annamites. Forme l'unique sous-sol de tout l'arrondissement à une profondeur moyenne de 1 mètre.					
				Terrain pris au pied d'une montagne.					
				Terrain pris sur les flancs de Thoai-son.					
				Terrain pris sur les bords du grand fleuve.					

ARRONDISSEMENT DE CHAUDOC

ANALYSE DES TERRES

TABLEAU XI

Nos d'ordre	CANTONS	VILLAGES					OBSERVATIONS
1	Chau-phu.	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	Terrain convert de jongs. Riz. Riz. Cultures diverses. Terres incultes — —
2	id.	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
3	An-thanh.	72.00	52.82	43.91	75.60	89.95	
4	—	22.46	37.63	51.89	20.02	7.50	
5	—	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
6	—	2.59	3.58	1.45	1.43	0.77	
7	—	0.59	1.43	0.64	0.74	0.45	
		2.26	3.54	2.11	2.21	4.18	0.28
		100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.56
		0.1207	0.255	0.1092	0.3450	0.0977	100.00
		0.1083	0.0497	0.0497	0.0874	0.0685	0.0172
		0.3080	0.1120	0.5040	0.3714	0.1624	0.0218
		0.5400	0.0950	0.0650	0.2300	0.3950	0.0616
		0.1445	0.1122	0.1020	0.1564	0.1173	0.0400
		0.0440	0.0396	0.4018	0.0330	0.0198	0.0425
							0.0110



ARRONDISSEMENT DE TAYNINH
ANALYSE DES TERRES

Tableau XII

	1	2	3	4	5	6	7	8
Azote.....	0.0115	0.0290	0.0086	0.0115	0.0287	0.1380	0.0028	0.0692
Acide phosphorique.....	0.0019	0.0053	0.0090	0.0090	0.0046	0.0791	0.0866	0.0125
Chaux.....	0.0280	0.0308	0.0168	0.0168	0.1568	0.0504	0.5208	0.0964
Magnésie.....	0.0400	0.0400	0.0951	0.0950	0.1400	0.0350	0.0750	0.0200
Potasse.....	0.0425	0.0298	0.0186	0.0906	0.0596	0.0435	0.0906	0.0091
Soude	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces
Acide phosphorique.....	»	»	»	»	»	»	»	»
Nos d'ordre	Villages	Cantons			Cultures			
1	Phuoc-chi.	Ham-ninh-ha.			Paddy, cannes à sucre et arbres fruitiers.			
2	Dôn-thuân.	Ham-ninh-thuong.			—			
3	Phuoc-trach.	Triên-hoa.			Rizières et forêt de dàu.			
4	Câm-Giang.	—			Paddy, cannes à sucre et arbres fruitiers.			
5	Long-binh.	Giai-hoa.			Rizières avoisinant les plaines.			
6	Minh-thanh.	Hoa-ninh.			Rizières et forêt de dàu et vèn vèn.			
7	Phuoc-loi.	Ham-ninh-thuong.			Forêt de sao, dàu, etc.			
8	Hao-duoc.	Hoa-ninh.			Rizières et forêt de sao et de dàu.			

	1	2	3	4	5	6	7
Terre fine	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Azote	»	»	»	»	»	»	»
Acide phosphorique	0.0047	0.0034	0.0140	0.0110	0.0062	0.0157	0.0532
Chaux	0.0196	0.0308	0.0224	0.0112	0.0560	0.0168	0.0280
Magnésie	0.0700	0.0730	0.0450	0.0650	0.1160	0.0450	0.0550
Potasse	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces
Soude	0.0374	0.0425	0.0595	0.1490	0.1071	0.1037	0.1361
Acide sulfurique	0.0918	0.2382	0.0170	0.4480	0.0510	0.0068	0.1564

Nomenclature des échantillons de terres prélevés

NOS D'ORDRE	CANTONS	VILLAGES
1	Hà-thanh.	Hào-thanh.
2	id.	id.
3	id.	Loc-tri.
4	id.	id.
5	id.	Phu-my.
6	id.	My-duc.
7	id.	id.
8	id.	Tan-thanh.
9	id.	Tien-khanh.
10	Phu-quoc.	Duong-dong.
11	id.	Lac-phu.
12	Thanh-gi.	Đông-hải.
13	id.	id.
14	id.	Thuân-yên.
15	id.	id.
16	id.	Tra-cân.
17	id.	Tra-tien.
18	Bình-an.	Bình-tri.
19	id.	id.
20	id.	id.

10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
0.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
0.0161	0.0244	0.0057	0.0260	0.0406	0.0381	0.0280	0.0243	0.0470	0.0191	0.0174
0.0308	0.0308	0.0308	0.0252	0.0224	0.0080	0.0252	0.0252	0.0448	0.0224	0.0224
0.0350	0.0050	0.6300	0.0050	0.0600	0.0550	0.0452	0.0450	0.0700	0.0400	0.0600
aces	0.0204	0.0340	0.0391	0.0415	0.0415	0.0918	0.0408	0.0561	0.0714	0.1088
0.0289	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces
0.0289	traces	traces	traces	traces	0.0136	traces	traces	traces	traces	0.0544

tes localités de l'arrondissement d'Hatien

DES TERRAINS — GENRE DE CULTURES S'Y TROUVANT	POSITION OROGRAPHIQUE
inondé couvert de tram et de jones.	Plaine
de deuxième classe,	id.
planté de poivriers.	Versant sud d'une colline.
de deuxième classe.	Plaine.
cocotiers, manguiers, aréquiers, bananiers, pastèques.	Au bord d'un arroyo,
planté de poivriers.	Plaine.
maraîcher, champ de cannes à sucre.	Versant d'une colline.
inondé couvert de tram et d'herbes	Plaine.
couvert de palmiers d'eau et de jones.	Au bord d'un arroyo.
le jardin précédemment couverts de jones, de tram et de broussailles.	id
de forêt transformé en poivrière.	id
.	Au pied du mont Baïot.
planté de poivriers.	id.
d'aréquiers.	Près de la mer.
planté de poivriers.	Sur le penchant d'une colline.
élevé inculte, couvert de tram et de broussailles.	Plaine.
planté de poivriers.	En plaine au milieu d'une forêt de tram.
id.	Sur le flanc d'une colline.
d'aréquiers.	Au bord de la mer.
.	Au pied d'une colline.

		1	2	3	4
Analyse physico-chimique	Terre fine.....	100.00	100.00	99.00	99.00
	Cailloux.....	»	»	1.00	1.00
	Sable siliceux.....	»	»	32.25	75.58
	Argile.....	»	»	2.53	14.55
	Calcaire.....	»	»	néant	néant
	Débris organiques..	»	»	1.55	2.02
	Humus.....	»	»	1.85	3.07
	Eau.....	»	»	5.82	3.78
Analyse chimique		»	»	100.00	100.00
	Azote.....	1.044	0.2146	0.1207	0.1725
	Acide phosphorique.....	0.0965	0.0258	0.0150	0.0376
	Chaux.....	0.0056	0.0728	0.0140	0.0140
	Magnésie.....	0.1350	0.5100	0.0400	0.0400
	Potasse.....	0.1390	0.1054	0.0231	0.0306
	Soude.....	0.1430	0.0308	0.0219	0.0218
	Acide sulfurique.....	0.2924	0.0782	non dosé	non dosé
N ^{os} d'ordre	ARRONDISSEMENTS	PLANTEURS			
1	Cantho	Guéry			
2	—	—			
3	Cholon (près de Benluc)	Pâris			
4	—	—			
5	—	—			
6	—	—			
7	Tanan	Champ d'essai de Thai-linh			
8	Giadinh	Guéry			
9	—	—			
10	—	Champ d'essai de Phu			
11	—	Josselme			
12	—	—			
13	—	—			
14	—	—			
15	—	—			
16	Bien-hoa (Ouest)	Pelligrini			

ENTS DIVERS

TERRES

Tableau XIV

7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
100.00	92.00	97.00	100.00	»	»	»	»	»	96.00
0.00	3.00	3.00	1.00	»	»	»	»	»	4.00
87.37	84.70	72.20	47.68	»	»	»	»	»	74.32
10.53	11.00	22.05	41.55	»	»	»	»	»	20.02
néant	néant	néant	néant	»	»	»	»	»	néant
1.15	0.28	0.15	2.77	»	»	»	»	»	0.35
1.16	0.10	traces	4.25	»	»	»	»	»	0.16
1.77	0.12	2.60	5.75	»	»	»	»	»	1.15
100.00	100.00	100.00	100.00	»	»	»	»	»	100.00
0.0488	0.0287	0.0172	0.2070	»	»	»	»	»	0.0395
0.0081	0.0297	0.0114	0.0532	0.0528	0.0790	0.00152			
0.0224	0.0280	0.0420	0.0280	0.0028	0.0056	0.0140			
0.0250	0.0125	0.0250	0.0150	0.0600	0.2450	0.0225			
0.0340	0.0170	0.0340	0.3220	0.0527	0.0572	0.0136			
traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces			
non dosé	non dosé	traces	non dosé	0.4836	0.4836	traces			

CULTURES	OBSERVATIONS
Rizière récemment défrichée	Sol
—	Sous-sol
Rizière défrichée depuis 3 ou 4 ans.	Anciens marais situés au commencement de la plaine des Jongs.
—	—
—	—
—	—
—	—
Caféiers	Sol
—	Sous-sol
Rizières	Sol
Marais	A l'extrémité de la plaine des Jongs
—	—
Cultures diverses	Terres de flanc de giong, sol
—	Terres de flanc de giong, sous-sol
—	Terres de giong
—	—

ARRONDISSEMENT DE THUDAUMOT

ANALYSE DES TERRES

Tableau XV.

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Analyse physico-chimique...	Terre fine.....													
	Cailloux.....													
	Sable siliceux.....													
	Argile.....													
	Calcaire.....													
	Débris organiques.....													
	Humus.....													
	Eau.....													
Analyse chimique	Azote.....	0.0404	0.0867	0.0144	0.0172	0.0059	0.2357	0.0345	0.0115	0.0460	0.0345	0.0690	0.0575	0.0805
	Chaux.....	0.0347	0.0176	0.0167	0.0053	0.0030	0.0152	0.0148	0.0028	0.0169	0.0142	0.0313	0.0323	0.0237
	Magnésie.....	0.0196	0.0098	0.0182	0.0140	0.0112	0.0224	0.0336	0.0224	0.0196	0.0140	0.0112	0.0145	0.0364
	Potasse.....	0.0100	0.0300	0.0100	0.0250	0.0200	0.0250	0.0300	0.0150	0.0250	0.0250	0.0400	0.0400	0.0250
	Soude.....	0.0510	0.0451	0.0204	0.0204	0.0204	0.0170	0.0340	0.0204	0.0204	0.0204	0.0329	0.0476	0.0306
	Acide phosphorique	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces
	Acide sulfurique ..	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces	traces

Pour ces terres, l'analyse physique n'a pas été faite, mais nous devons dire que ce sont des terres sableuses, contenant parfois une assez forte proportion de cailloux.

Nos de 1 à 3, partie la plus anciennement défrichée.

Nos de 4 à 8, partie défrichée depuis deux ans.

Nos de 9 à 13. — Terres de l'ancien champ d'essai de Bung, près Thudaumot, abandonné depuis deux ans.

TERRES DE FORMATION
ARRONDISSEMENTS DE BIEN-HOA, DU CAP SAINT-JACQUES

		1	2	3	4
Analyse physico-chimique	Terre fine	96.00	89.00	100.00	010.00
	Cailloux	4.00	11.00	0.00	0.00
	Sable siliceux	44.37	56.27	42.62	17.08
	Argile	50.35	29.76	52.34	76.60
	Calcaire	néant	néant	néant	néant
	Débris organiques	0.62	0.45	0.54	0.48
	Humus	0.35	0.22	0.10	0.08
	Eau	0.31	2.30	3.40	5.76
		100.00	100.00	100.00	100.00
Analyse chimique	Azote	747	0.0460	0.0402	0.0431
	Acide phosphorique	2014	0.1938	0.3800	0.4066
	Chaux	0.1792	0.0392	0.0560	0.0504
	Magnésie	0.4650	0.0600	0.1000	0.0500
	Potasse	0.0187	0.0204	0.0136	0.0119

Nos d'ordre	Arrondissements	Villages
1	Biên-hoa.	Phuoc-tan
2	—	—
3	—	Plateau du Vo-Dinh.
4	—	Plateau du Tong-Manh.
5	—	Plateau du Bao-Ham.
6	—	Bo-Mua.
7	—	Trien.
8	—	—
9	—	—
10	—	Près de Trien.
11	—	—
12	Cap Saint-Jacques.	Cap Saint-Jacques
13	—	—
14	—	—
15	Royaume du Cambodge	Kampot.
16	Hatien.	Ile de Phu-quoc.

OLOGIQUES DIVERSES

ES ET D'HATIEU (ILE DE PHU-QUOC)

Tableau XVI

7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
40.00	28.00	88.00	100.00	99.00	32.00	63.00	88.00	98.00	97.00
60.00	72.00	12.00	0.00	1.00	68.00	37.00	2.00	2.00	3.00
18.50	19.43	55.30	59.04	64.72	28.20	61.00	80.95	81.80	81.00
38.85	7.01	31.75	37.36	31.73	1.62	0.53	4.43	12.80	13.15
néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
0.54	0.53	0.75	1.75	1.18	1.15	0.35	1.13	0.20	0.72
0.08	0.22	0.12	0.24	0.29	0.40	0.45	0.41	0.25	0.29
1.92	0.81	0.08	1.22	1.08	0.63	0.30	0.75	2.75	1.10
100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
0.0464	0.0522	0.0638	0.0871	0.0812	0.0402	0.0258	0.0460	0.0465	0.0517
0.0171	0.0313	0.0450	0.1235	0.0674	0.0434	0.0076	0.0169	0.0169	0.0169
0.0168	0.0369	0.0420	0.0616	0.0280	0.1428	0.0280	0.0280	0.0280	0.0140
0.0250	0.0500	0.0500	0.3100	0.0400	0.0250	0.0350	0.0356	0.0500	0.0400
0.0340	0.0340	0.0408	0.0680	»	0.0391	0.0306	0.0476	0.0425	0.0680

Observations

de la vallée de La-Buang, plantée de caféiers.

—
—
—
—
—

ains situés à flanc de coteau et plantés { 1^o partie la plus élevée.
de caféiers sur le bord du Donnai... { 2^o partie placée à mi-côte.
3^o partie la plus basse.

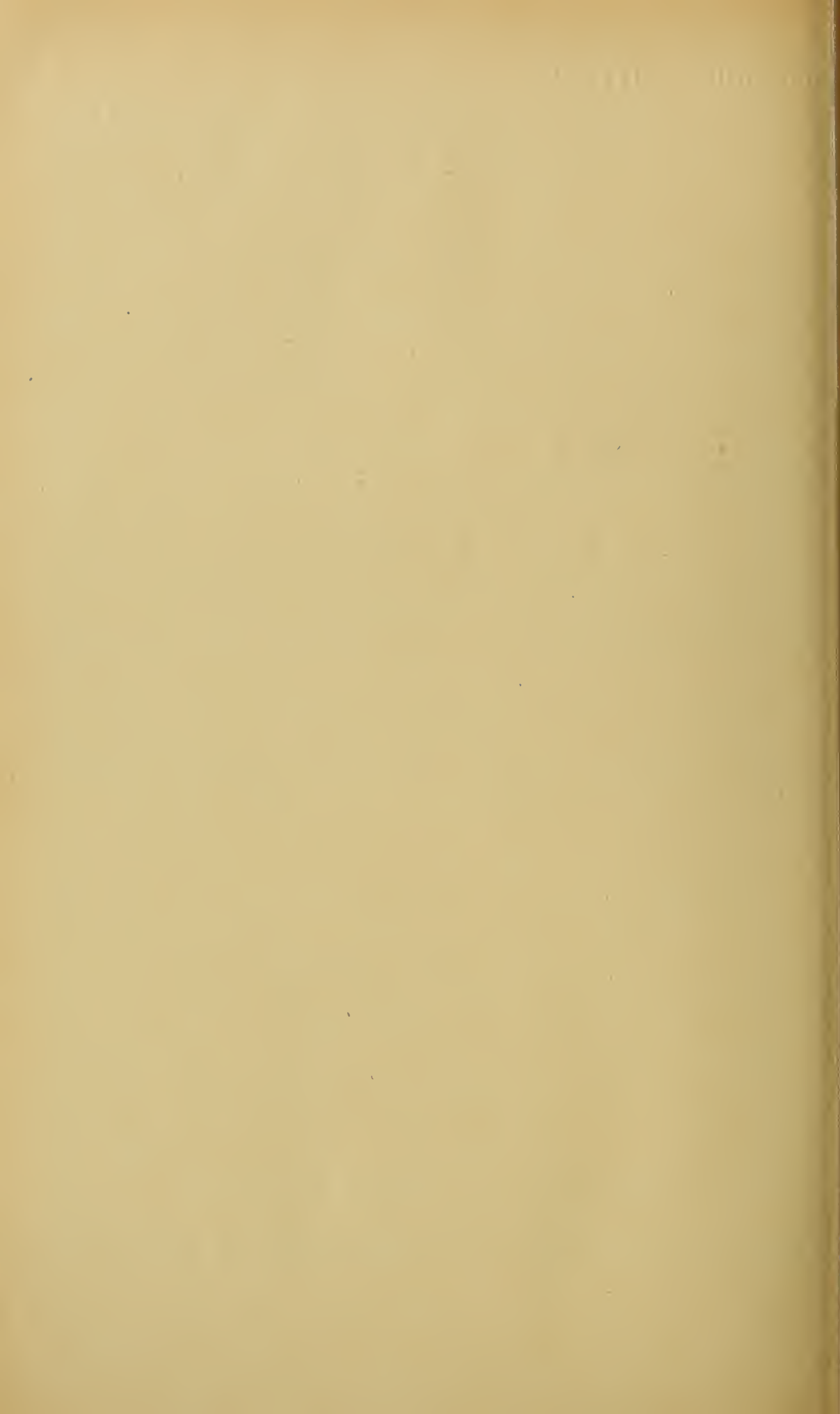
re de Rizièr.

re d'origine granitique ayant reçu beaucoup d'engrais

—
—

rain couvert de *Dichopsis krantziana* (arbre donnant une gutta spéciale).

—



167

NOTICE HISTORIQUE

SUR LA

CONQUÊTE DES PROVINCES DE LA BASSE-COCHINCHINE

Par G. D.

(SUITE) ⁽¹⁾

(1) Voir pour les deux premiers chapitres *Bulletin de la Société des Etudes Indo-Chinoises*. — 2^e Semestre, année 1902.

63

NOTICE HISTORIQUE

SUR LA CONQUÊTE DES PROVINCES

DE LA

Basse-Cochinchine

III

LA CONQUÊTE DES PROVINCES

Expédition de Mytho. — Le commandant Bourdais
Soulèvements de Gô-cong. — Occupation de Poulo-Condore
Prise de Biênhòa
Première occupation de la citadelle de Vinhlong
Le traité de paix de Saigon (5 juin 1863)

Nous venons d'assister, avec l'épopée de Chi-hòa et l'occupation de Saigon et de la province de Gia-dinh, à la genèse de la conquête. Les récits qui vont suivre nous transporteront à la période d'expansion que les sourdes menées de nos dangereux voisins de Biênhòa et de Mỹ-tho ne tardèrent pas à rendre nécessaire. La prise de ces deux citadelles fut donc décidée, et les opérations commencèrent.

Expédition de Mỹ-tho, 26 mars à 12 avril 1861. — Le 26 mars 1861, le capitaine de frégate Bourdais, qui surveillait depuis quelque temps déjà, avec le *Monge* et le *Lily*, les abords de l'Arroyo de la Poste, recevait l'ordre de détruire les premiers barrages qui obstruaient cette route naturelle de Mỹ-tho : l'on mit à sa disposition, à cet effet, trois autres canonnières et une petite colonne d'infanterie et d'artillerie forte d'environ quatre cents hommes. Les deux premiers obstacles furent facilement enlevés par la mitraille ; mais le 1^{er} avril, nos canonnières durent s'arrêter devant les deux forts qui défendaient le troisième et le quatrième barrage et

dont les feux croissants balayaient le passage : ils furent occupés l'un et l'autre le lendemain, mais le petit corps expéditionnaire dut employer les deux journées suivantes à la destruction des estacades, formées de pierres et de pieux, qui encombraient le lit de l'arroyo, opération que la vase et le soleil rendaient particulièrement pénible et dangereuse. Le 3 avril, le passage se trouva enfin dégagé aux prix d'efforts surhumains, et la flotille put s'avancer jusqu'à un troisième fort qui commandait les deux barrages suivants : il n'opposa qu'une faible résistance à notre attaque. L'on arriva ainsi jusqu'au *dos d'âne* formé dans l'arroyo par la rencontre des courants contraires du Vaïco et du Mékong. Les basses eaux de la saison rendaient la passe presque infranchissable ; les obstacles se multipliaient de plus en plus : et le choléra, auxiliaire inattendu de l'ennemi, commençait à décimer nos soldats surmenés et affaiblis par le climat.

Le commandant Bourdais se rendit compte, en vrai chef responsable, des difficultés de la situation et résolut de demander des renforts.

Il dépêcha à cet effet un courrier à l'amiral Charner, qui répondit en toute hâte à sa demande par l'envoi sur les lieux de l'avis *Echo* avec plus de 600 hommes de toutes armes placés sous le commandement de son premier aide de camp, le capitaine de vaisseau du Quilio qui prit, en raison de son grade, la direction suprême de l'expédition. Cependant le commandant Bourdais, pressé de rencontrer l'ennemi et de sortir de cette étroite impasse avait, dès le 5 avril, continué sa marche en avant : il atteignit ainsi le septième obstacle, qui fut franchi comme les précédents, mais après un vif engagement avec des tirailleurs ennemis cachés derrière les berges touffues de la rivière. Ce n'est que dans l'après-midi, vers trois heures, qu'une partie des renforts envoyés de Saigon put enfin le rejoindre en vue du huitième barrage, formidablement construit et défendu par un fort, le quatrième que la colonne rencontrait ainsi sur sa route : ce nouvel obstacle ne put être enlevé qu'au prix d'un véritable combat à la suite duquel l'ennemi, abandonnant ses positions, se retira dans la direction de My-tho. L'arroyo se trouvait obstrué à cet endroit par trois rangées de jonques remplies de vase et coulées, et par une multitude de troncs d'aréquiers artistement enchevêtrés : on n'employa pas moins de deux journées à le déblayer pour frayer un passage aux canonnières, et

ce n'est que dans la soirée du 8 avril que la flottille put venir mouiller en face des troupes débarquées. Le lendemain 9, le restant des renforts ayant enfin rejoint la petite colonne, on décida de marcher sans retard sur un fort important dont l'installation à l'un des coudes de la rivière avait été signalée par des espions indigènes : canonnières et troupes devaient opérer de concert. Une fausse manœuvre éloigna le gros de la colonne de la rivière, et l'amena dans un village voisin, occupé par l'ennemi qui disparut d'ailleurs sans combattre. Cependant les canonnières avaient continué leur route : des brûlots, formés de jonques remplies de matières grasses, furent lancés à leur rencontre ; mais l'on pût, grâce à la présence d'esprit de l'enseigne Bernard, éviter ce pressant danger ; et le 10 avril, dans l'après-midi, le fort que l'on cherchait en vain depuis 48 heures apparut brusquement à un détour de la rivière.

Mort du commandant Bourdais, 10 avril 1861. — La canonnière 18, portant le guidon du commandant Bourdais, ouvrait la marche : elle donna le signal de l'attaque en envoyant un boulet sur les retranchements qui abritaient l'ennemi. Celui-ci riposta aussitôt par trois coups de canon habilement pointés : l'un d'eux atteignit au côté gauche le commandant qui se tenait à l'avant, lui arracha le bras et l'abattit, frappé à mort (1).

Ce funeste événement n'arrêta pas cependant l'élan de nos marins : la canonnière 18, quoique privée de son chef, s'élança en avant, immédiatement suivie par les canonnières 31, 16 et 22, dont les feux combinés ne tardèrent pas à amener l'évacuation de la redoute, qui fut aussitôt occupée par nos troupes : avec elle tombait la dernière des barrières qui nous fermait la route de Mytho. Deux reconnaissances dirigées dans la matinée du 11 avril, l'une contre le fort abandonné de Trung-Luong, l'autre jusque sous les murs

(1) On a donné, pour perpétuer le souvenir de cette mort héroïque, le nom de *Bourdais* au pont qui traverse l'Arroyo de la Poste à l'endroit même où s'élevait jadis le fort annamite.

Les restes mutilés du commandant, transportés à Mytho reposent aujourd'hui au centre même de l'ancienne citadelle, sous un monument élevé à la mémoire de ce brave, mort pour la France.

Tout près de là, dans le petit cimetière qui borde la citadelle, un autre enfant de la France, le commandant du génie Allizé de Matignicourt, dort également de son dernier sommeil : le choléra l'avait enlevé deux jours après l'occupation de Mytho.

mêmes de Mytho, déblayèrent définitivement les abords de la place. La journée du lendemain fut employée à régler l'ordre du combat, et l'attaque décisive fut fixée au 13. Grande fut la stupéfaction de nos troupes et de leur commandant lorsqu'à leur arrivée devant les remparts de la citadelle, ils virent flotter à son faite le drapeau tricolore.

Voici ce qui s'était passé. Tandis que nos canonnières opéraient dans l'Arroyo de la Poste sous les ordres des commandants du Quilio et Bourdais, le contre-amiral Page était chargé, de son côté, de remonter le Mékong pour combiner son action devant Mytho avec celle du corps expéditionnaire. Parti du mouillage de Bienhoa le 10 avril, il franchit heureusement les bancs de sable qui obstruent l'entrée du grand fleuve, ainsi que les barrages établis sur son cours par l'ennemi : le 12 avril, vers une heure de l'après-midi, la petite escadre placée sous ses ordres, composée de la *Fusée*, du *Lily*, du *Sham-rock* et de la *Dragonne*, se présentait devant la place de Mytho, qu'elle trouva évacuée. L'occupation se fit aussitôt.

Occupation de Mytho, de Chợ-gạo et de Gò-công, — C'est dans la matinée du 14 avril que la colonne commandée par le capitaine du Quilio fit, à son tour, son entrée dans la citadelle : la vaillante petite troupe avait bien mérité de la patrie, et ses efforts héroïques, couronnés de succès, venaient de livrer à la France, la véritable clé du grand fleuve et des provinces de l'Ouest qu'il arrose. La chute de Mytho eût, avec les avantages matériels considérables qu'elle nous procurait, un effet moral retentissant sur les populations riveraines du bas Mékong et du Soirap ; et ne tarda pas à être suivie de l'occupation de Gĩa-Thanh, dans le huyện de Tàn-an, de Chợ-gạo et de Gò-công, où des postes avancés français furent établis.

Premier soulèvement de Gò-công, 22 juin 1861. — La période de calme que ce fait d'armes aurait dû nous assurer, ne fut malheureusement pas de longue durée ; et c'est de Gò-công, berceau de la famille maternelle de l'empereur Tự-đức (1) que partit le premier

(1) L'empereur Thiệu-trị avait épousé, alors qu'il n'était encore que prince royal, une jeune fille de Gò-công nommée *Cô-hang*, qui fut la mère de Tự-đức et dont la famille compte encore des représentants dans cette région de la Basse-Cochinchine. De grands tombeaux servant de sépulture à cette branche de la famille royale d'Annam, s'élèvent dans la plaine qui avoisine le chef-lieu de cette province.

signal de l'insurrection dont les préparatifs avaient été traitreusement dissimulés jusqu'alors derrière de fallacieuses propositions de paix.

Dans la nuit du 22 juin 1861, une bande de 600 rebelles armés, dirigée par un ancien fonctionnaire de la province, le huyên *Toai*, pénétrait dans le village dans l'intention d'y surprendre la petite garnison française qui l'occupait. Le plan des assaillants fut heureusement déjoué par la vigilance de nos soldats qui leur firent bon accueil et les forcèrent à fuir en désordre, en laissant sur le terrain quatorze des leurs : parmi les morts se trouvait le chef même de l'expédition. L'arrivée sur les lieux, dans la journée du lendemain, du capitaine de frégate Lebris, commandant du « *Duchayla* » acheva la dispersion de la bande ennemie.

Deuxième soulèvement de Gò-công et insurrection du Quan Dinh. — Juin 1861 au 26 février 1863. — Un autre agitateur, que son audace et l'autorité dont il jouissait dans la région, rendaient exceptionnellement dangereux, le Quan *Dinh*, ne tarda pas à remplacer le huyên *Toai* : chef d'une importante compagnie de *Đồn-diễn* (1), *Dinh* avait été un de nos plus acharnés adversaires de Chí-hòa. Les déprédations de toute nature commises par ce bandit et son lieutenant, le *Phủ-Cao*, qui opérait dans la région voisine de Mỹ-tho, ont été fidèlement retracées par le P. Louvet dans son ouvrage sur la « Cochinchine religieuse ». Le soulèvement suscité et organisé par le Quan *Dinh*, désola les provinces de Gò-công et de Mỹ-tho pendant plus de deux années, prit à un certain moment, les proportions inquiétantes d'une véritable insurrection sourdement encouragée par la cour de Huê, en décembre 1861 et en février 1862, débuta par les sanglants épisodes du Rạch-Trà et de Thuoc-Nhiều et ne se termina que le 26 février 1863 par la prise de Gò-công par le général Chaumont (2).

Prise de Gòcông sur les rebelles du Quan Dinh, 26 février 1863. — Le Quan *Dinh*, après s'être réfugié d'abord au village de Lý-nhơn

(1) Les *Đồn-diễn* ou colonies militaires avaient été organisées dans les provinces de la Basse-Cochinchine par le mandarin Nguyễn-tri-Phường. — V. pour détails : Etude sur les *Đồn-diễn* — *Bulletin de la Société des Etudes Indo-chinoises*; — année 1898.

(2) A consulter, pour tous détails concernant l'insurrection du Quan *Dinh* : P. Vial, *Les premiers années de la Cochinchine*, tome I, chapitre IV; VI et VIII; et *La Cochinchine religieuse*, du P. Louvet.

où il faillit être pris, le 25 septembre suivant, par le lieutenant de vaisseau Gougéard, se retira ensuite au hameau de Kiên-phước, sur le Soirap : il y fut rejoint, l'année suivante, par son ennemi personnel, le đội Tân, qui s'était mis au service de notre cause dès les premiers jours de la révolte. Cerné dans la maison qu'il occupait avec 25 de ses partisans, il fut tué par Tân lui-même, d'un coup de revolver, dans la nuit du 19 au 20 août 1864.

Mort du Quan-Định, 19-20 août 1864. — Son corps transporté à Gò-công y fut exposé en public pendant 24 heures. Cet événement important, en mettant fin à l'agitation qui régnait jusqu'alors dans cette région, fut le véritable signal de leur définitive pacification (1).

Départ de l'amiral Charner. — *L'amiral Bonnard, commandant en chef, 30 novembre 1861.* — C'est le 30 novembre 1861 que l'amiral Charner céda son commandement au contre-amiral Bonnard. Les résultats acquis sous son énergique et prévoyante administration étaient considérables ; Saigon, toute la province de Gia-đinh, avec Tuủ-dau-một et le Cap Saint-Jacques, ainsi que la province de Mỹ-tho étaient devenues terres françaises ; et une sage organisation succédant aux brillants faits d'armes avait fait aimer autant que respecter le nom de la France par toutes les populations réellement laborieuses de la région.

Le nouveau commandant en chef sut se mettre, comme son prédécesseur, à la hauteur de sa délicate mission.

Occupation de Poulo-Condore par le commandant Lespès, — 9 décembre 1861. — L'occupation des îles de Poulo-Condore, qui nous avaient été cédées par le traité signé à Versailles entre les représentants de Louis XVI et de Gialong et que les Anglais semblaient convoiter, fut le premier acte de son administration. Le 9 décembre 1861, la corvette *Norzagaray*, commandée par le capitaine

(1) Le đội Tân avait été, au début du soulèvement des Đôn-diễn, l'un des partisans les plus dévoués du Quan Định. Il se sépara de lui en 1862 à la suite d'une vive altercation et se mit franchement à notre service. Tân, devenu plus tard Lành-Binh (général) fut, depuis lors, un de nos auxiliaires les plus intelligents et les plus actifs.

Un monument a été élevé à sa mémoire sur la place centrale de la petite ville de Gò-công.

Lespès, prit en effet possession, au nom de la France, de ce petit archipel auquel sa situation en face des diverses embouchures du Mékong donnait une importance stratégique incontestable (1). Ce n'était là que le point de départ d'un vaste plan d'expédition dont la mise à exécution devait nous assurer la conquête des six provinces.

Attaque et incendie de la lorcha l'Espérance : 10 décembre 1861. — Quelques jours à peine après la prise de service de l'amiral Bonnard, une main criminelle, guidée par le Quan Định, mit le feu à la lorcha l'*Espérance*, mouillée à la hauteur du village de Nhứt-Tạo ; dix-sept marins français ou tagals, qui formaient la plus grande partie de son équipage, périrent dans les flammes. Cet audacieux attentat méritait prompts représailles. L'amiral le comprit : « *nous allons marcher sur Biên-hoà, et, s'il le faut, nous irons à Hué* », dit-il aux troupes rassemblées pour une revue ; et l'on marcha sur Biên-hòa.

Expédition de Biên-hoa. — Située à une vingtaine de kilomètres de Saigon sur la rive gauche du Donnaï, et à cheval sur la route d'Annam, la petite citadelle de *Biên-hoà* avait servi de point de ralliement à un grand nombre de fuyards de l'armée de Chi-hoa ; son vaillant chef, Nguyễn-tri-Phuong s'y était lui-même réfugié. Elle était donc, à ces divers titres, particulièrement inquiétante. Ses abords, du côté de Saigon, étaient d'ailleurs puissamment défendus par de nombreux ouvrages et obstacles, et spécialement par un vaste camp retranché de 3,000 hommes, établi à environ deux lieues de nos positions, sur le plateau de *My-hoa*. Le Donnaï, en avant de la place, était de son côté obstrué par neuf solides barrages en bois et par une estacade en pierres. Tous ces travaux étaient dominés, sur les deux berges, par des fortins garnis de pièces d'artillerie ; et des brûlots, disposés sur la rivière, devaient être lancés sur les bâti-

(1) Les Anglais, comprenant l'importance de cette position avaient, dès le dix-huitième siècle, occupé Poulo-Condore en installant dans la plus importante des îles du groupe, la grande Condore, un petit fort dominant la rade, et dont l'emplacement a conservé le nom de *Camp des Anglais*. La situation, sans cesse menacée par les jonques pirates qui opéraient le long de la côte annamite, ne tarda pas à devenir intenable : elle fut définitivement abandonnée après le massacre de la petite garnison composée de Malais de Macassar.

On découvre encore aujourd'hui, sur le mamelon au sommet duquel s'élevait le fortin, des vestiges de murailles, des débris de poteries, etc, qui rappellent les sanglants événements dont il fut le théâtre.

ments français qui se présenteraient pour l'attaque. Tout ce système de défense fut reconnu en détail par l'amiral, qui décida, pour éviter tout retard, de l'aborder de front. Un dernier ultimatum fut alors adressé par lui à l'ambassadeur de la cour de Hué qui se trouvait dans la place; et cette démarche étant restée sans réponse, les deux colonnes désignées pour l'expédition reçurent l'ordre de se mettre simultanément en marche dans la matinée du 14 décembre. La première d'entre elles, composée d'infanterie franco-espagnole, de quelques cavaliers et de quatre obusiers, et placée sous les ordres du chef de bataillon Comte, était allée dès la veille, bivouaquer sur les hauteurs de Hung-Lộc : elle se porta aussitôt sur le village de Gocông, de la province de Bièn-hoa, clé de la position avancée de Mỹ-hòa et fut remplacée dans ses cantonnements par la deuxième colonne, commandée par le colonel Domenech Diego, placée en réserve et destinée à soutenir au besoin les opérations de l'avant-garde. En même temps, le capitaine de vaisseau Le Bris remontait, à la tête de deux compagnies de débarquement l'arroyo de Gò-cong, tandis que le commandant de la *Renommée*, suivi de ses embarcations, se portait sur le même point par la voie du Rach-tiêt. Cette triple attaque, fort heureusement combinée, fut couronnée d'un plein succès, et le village de Gò-công fut enlevé après un court engagement.

Ce premier point occupé, on se porta sans tarder sur les forts qui s'échelonnaient sur la rive droite du Donnaï; une savante manœuvre tournante les fit tomber en notre possession malgré leur résistance opiniâtre. Le camp de Mỹ-hòa, ainsi dégarni, put être attaqué le lendemain au petit jour, par toutes les colonnes réunies qui l'enlevèrent d'un magnifique élan : les troupes qui le défendaient se dispersèrent en désordre du côté de Bièn-hòa.

Le moment était venu de marcher sur la place elle-même. L'amiral, se rendant compte des réelles difficultés que pouvait présenter ce dernier effort, prit en personne la direction des opérations et s'avança contre la citadelle sur l'avis à vapeur *Pondine*, battant son pavillon : il était suivi d'une seule canonnière commandée par le lieutenant de vaisseau Jonnard. Un feu nourri fut aussitôt ouvert contre les ouvrages qui abritaient l'ennemi; à la troisième salve, la résistance cessa, et Bièn-hòa, livré aux flammes, fut abandonné par ses défenseurs. Les troupes alliées y firent leur entrée le lendemain 18 décembre. Deux jours à peine avaient suffi à nous assurer cet important succès, dont les principales

conséquences ont été résumées ainsi qu'il suit par l'amiral Bonnard lui-même dans son rapport au ministre :

« Destruction complète et dispersion du camp de Mỹ-hòa, situé
« à trois lieues de Saigon ; prise de trois forts et explosion d'un
« quatrième ; évacuation totale de la province de Biên-hòa par
« l'armée de Tự-Đức, qui craignant d'être coupée sur la route de
« Huê, ce qui est en voie d'exécution, s'est enfuie en désordre à tra-
« vers les montagnes, en abandonnant tous les forts si péniblement
« entassés les uns sur les autres et brûlant les magasins ; prise de
« quarante-huit pièces de canon, d'un approvisionnement de bon
« bois de construction et de quinze jonques royales, dont dix de près
« de deux cents tonneaux ; enfin possession d'une citadelle où, mal-
« gré les dégâts que l'ennemi a cherché à commettre, les alliés
« ont pu installer immédiatement une garnison respectable avec un
« hôpital de cent lits, *dans un pays magnifique* où l'on ne rencontre
« pas de marécages » (1).

Occupation de Baria — janvier 1862. — La prise de Biên-hòa fut suivie, peu de jours après (janvier 1862) de l'occupation du réduit de Baria, qui commande la route du Binh-Thuận, et de la destruction par l'équipage du « Norzagaray », à la hauteur du port de Phan-rí, sur la côte d'Annam, de vingt-cinq jonques chargées d'approvisionnements de toute nature destinés à l'armée ennemie.

Première occupation de Vinh-long — 23 mars 1862. — Ces brillantes victoires, en assurant la pacification des provinces de l'Est, permirent à l'infatigable commandant en chef de retourner toutes ses forces contre Vinh-long, qui était devenu, depuis nos opérations contre Mỹ-tho, le véritable centre d'agitation de l'Ouest, et qui menaçait directement notre influence par le camp retranché de Mỹ-quí dont les ouvrages s'avançaient comme un coin dans la province conquise.

Le 20 mars suivant, une flottille de onze canonnières et avisos, portant un millier d'hommes commandés par le colonel Reboul, se présentait devant la place de Vinh-long. Le premier jour fut employé à reconnaître les abords de la ville et à opérer le débarquement des

(1) Tableau de la Cochinchine, — p. 250-251.

troupes ; le lendemain, 22, la petite colonne expéditionnaire, après avoir franchi les deux arroyos qui défendaient la citadelle, aborda par un mouvement tournant les quatre forts qui la flanquaient à l'Ouest, et les occupa tour à tour ; pendant ce temps, les canonnières attaquaient les forts de l'Est et les réduisaient, après deux heures d'énergique résistance. La citadelle, ainsi dépourvue de tous ses moyens de défense, et livrée aux flammes par ceux qui l'occupaient, fut enlevée elle-même le 23 mars, au point du jour.

Ce nouveau succès, que la destruction des retranchements en terre du camp de Mỹ-quí (1), habilement dirigée par le colonel Palanca, ne tarda à compléter, eut un immense et douloureux retentissement à la cour de Huê, et le roi Tỵ-Đức, mieux conseillé, et se rendant compte enfin de la puissance des « Barbares de l'Occident », se décida à traiter.

Premier traité entre la France et l'Annam, — 5 juin 1862. — Une canonnière annamite, l'*Aigle des mers*, fut chargée d'amener à Saigon les ambassadeurs de Huê, les grands mandarins Phan-tan-Giang et Lam-dui-Hiep, munis des pleins pouvoirs du roi pour discuter les conditions de paix. Le traité fut signé le 5 juin 1862. Aux termes de cette convention, l'Annam céda définitivement à la France les provinces de Saigon, de Biên-hòa et de Mytho ; et ouvrait trois ports du Tonkin au commerce français ; les trois provinces occidentales de la Cochinchine, laissées aux annamites, devaient être placées sous l'autorité d'un vice-roi qui ne pouvait y recevoir aucune troupe sans l'assentiment du gouvernement français. Cette dernière clause, qui entraînait la rétrocession de Vĩnh-long, constituait une lourde faute, dans ce pays d'Extrême-Orient où toute concession est considérée comme un acte de faiblesse et comme un pas fait en arrière. Nous ne devons pas tarder à en subir les conséquences. L'année suivante l'amiral Bonnard accompagné du colonel Palanca se rendit lui-même à Huê pour ratifier solennement cette convention, et affirmer, par sa présence dans la capitale annamite, les bonnes dispositions de la France à l'égard du peuple vaincu. Mais ce

(1) On trouve encore sur le territoire de la commune de Mỹ-quí, canton de Loi-truong (Mỹtho), près du marché de Trà-lưoc, les vestiges d'un ancien fort annamite.

n'était là qu'une simple trêve, consentie de bonne foi par une des parties contractantes seulement, et que la duplicité de l'autre ne devait pas tarder à rompre.

IV

LE GOUVERNEMENT DE L'AMIRAL DE LAGRANDIÈRE

L'année que suivit la signature du traité du 5 juin fut la dernière du gouvernement de l'amiral Bonnard. L'insurrection dirigée par le quan Dinh à l'instigation de la cour de Hué la remplit presque tout entière : nous avons brièvement rappelé, dans un précédent chapitre, les principales phases de ce soulèvement qui faillit, un instant, mettre en péril les destinées de notre colonie naissante. Ces graves préoccupations ne purent cependant détourner l'amiral de l'œuvre d'organisation intérieure qu'il avait entreprise. Il avait, dès le 13 mai 1862, fait publier le plan de Saigon, dressé par le colonel du génie Coffyn, et qui transforma la vieille ville annamite en une véritable capitale digne de ses nouveaux maîtres ; quelques jours après, quatre-vingt-quatre lots de terrain étaient mis en adjudication et achetés à des prix relativement élevés ; ces premières acquisitions formèrent le noyau du Saigon moderne (1). Des travaux d'assainissement furent en même temps entrepris dans la ville et menés rapidement à bonne fin. C'est également de cette époque que date le creusement du grand canal de ceinture qui devait relier l'arroyo Chinois à l'arroyo de l'Avalanche, mais qui ne fut jamais terminé ; ainsi que l'installation à Saigon de la compagnie des Messageries impériales.

L'application régulière aux indigènes de leurs lois et de leurs coutumes fut également l'objet de la prévoyante sollicitude du gouverneur, qui chargea, dans ce but, le lieutenant de vaisseau Aubaret de traduire et de coordonner les prescriptions du code de Gia-long : un manuscrit trouvé dans la citadelle de Vinh-long servit de base à cet intéressant travail qui est resté une des sources les plus fécondes de renseignements en matière de législation indigène.

(1) Nous publierons incessamment le plan de 1862, que nous avons pu nous procurer grâce à l'obligeance de M. le Chef du service du cadastre.

L'activité de l'amiral se tourna ensuite vers l'organisation administrative des provinces conquises ; et l'arrêté du 7 janvier 1863 eut pour objet de pourvoir aux premiers besoins de cet important service, en créant un corps d'inspecteurs des affaires indigènes chargés de la direction des anciennes préfectures annamites.

Tous ceux qui ont habité la Cochinchine en s'intéressant au développement de ses ressources savent ce que le pays doit au fonctionnement de cette institution d'élite.

Départ de l'amiral Bonnard. — Gouvernement de l'amiral de Lagrandière — 30 avril 1863. — C'est le 30 avril 1863, aussitôt après son retour à Hué, que l'amiral Bonnard fit ses adieux à ses dévoués collaborateurs, pour céder la place à l'amiral de Lagrandière, son successeur intérimaire.

Rétrocession au gouvernement annamite de la citadelle de Vinh-long — 25 mai 1863. — L'un des premiers actes du nouveau gouvernement fut la remise, entre les mains du vice-roi Phan-tan-Giang, représentant de Tu-duc, de la citadelle de Vinh-long. Cette malencontreuse rétrocession, que les clauses du traité du 5 juin rendaient obligatoire, eut lieu par les soins du commandant d'Ariès le 25 mai 1863. Le monarque asiatique, que ce témoignage de loyauté et de bonne foi, si contraire aux mœurs d'Orient, ne pouvait que surprendre, s'empressa d'y répondre par l'envoi en France d'une ambassade de mandarins placée sous la haute direction de Phan-tan-Giang lui-même ; tout allait donc pour le mieux, du moins en apparence ; mais c'est en terre d'Asie surtout que les apparences sont souvent trompeuses.

Traité d'alliance entre la France et le royaume du Cambodge. — Juillet 1863. — Un autre événement, d'une importance capitale pour nos intérêts, marqua également les premiers mois de la prise de service de l'amiral de Lagrandière : nous voulons parler de la signature à Ouddong, en juillet 1863, entre le nouveau souverain du Cambodge, Norodom, fils du roi Ong-Duong et le représentant de la France, d'un traité d'alliance qui consacra l'indépendance du Cambodge en arrachant ce royaume aux envahissements du Siam et en le plaçant sous notre protectorat.

Couronnement du roi Norodom 1^{er}. — 3 juin 1864. — Cette convention, qu'un voyage entrepris dans les provinces cambodgiennes par l'amiral Bonnard dès le mois de septembre 1862 avait eu pour but de préparer, fut ratifiée, l'année suivante, par le gouvernement des Tuileries ; et solennellement consacrée, le 3 juin 1864, par la cérémonie du couronnement de notre protégé et, le 25 octobre par le séjour que fit Norodom à Saigon, pour affirmer son dévouement à la France. La cour de Bangkok dut, après de longs attermoiements, acquiescer elle-même à cet acte et reconnaître notre suprématie sur l'antique terre des Kmers : elle sut, d'ailleurs, en conservant Battambang et Angkor, atténuer dans une large mesure l'échec que sa diplomatie venait de subir.

Les négociations avec la cour d'Annam faillirent avoir une issue moins heureuse. Très surexcitée par les déboires de l'expédition du Mexique, l'opinion publique en France se montrait, en effet, peu favorable aux idées d'expansion coloniale, et n'était pas éloignée de considérer la conquête de la Cochinchine comme une nouvelle aventure du même genre : cet état d'esprit, habilement exploité aux Tuileries par les chefs de l'ambassade annamite, avait amené le gouvernement impérial à accepter en principe les propositions dérisoires de nos adversaires, et à adopter un projet de traité qui consacrait la ruine de toutes nos espérances en Extrême-Orient. Nous devions, en effet, aux termes de cette néfaste convention, rétrocéder à la cour de Huê, moyennant une simple compensation pécuniaire, la plus grande partie de nos conquêtes si chèrement acquises, pour ne conserver en Cochinchine qu'un simple pied à terre représenté par Saigon, Cholon, Thù-dầu-một et Mytho, plus une zone de terrain de quatre à cinq kilomètres sur les rives des fleuves, entre ces localités et la mer.

La délicate mission de discuter avec le roi Tỵ-đức les principales clauses de cet acte diplomatique fut confiée au commandant Aubaret, chargé de représenter la France comme Consul auprès des souverains de Huê et de Bangkok. Il se rendit d'abord dans cette dernière capitale pour présenter au roi Mongkut une lettre autographe de l'empereur ; gagna ensuite Saigon, qu'il quitta dans les premiers jours de juin pour se rendre à Huê à bord du d'*Entrecasteaux*. Il y arriva le 16, et fut presque aussitôt reçu par le roi en audience solennelle : les propositions inespérées qu'il apportait furent accueillies avec empressement ; seule, la clause relative

au paiement de l'indemnité de guerre laissa le souverain indécis, et donna lieu à des pourparlers et à des lenteurs qui permirent au gouvernement impérial, mieux informé, de se ressaisir et de réparer, en temps opportun, la faute grave qui allait se commettre.

L'amiral de Lagrandière, que sa situation autorisait à parler haut, avait, en effet, dès les premiers moments, fait parvenir à Paris les légitimes doléances de la colonie menacée. Elles trouvèrent bon accueil auprès de l'éminent chef du département de la marine, le marquis de Chasseloup-Laubat, qui les transmit à l'empereur Napoléon dans un rapport circonstancié qui n'est qu'un long et éloquent plaidoyer en faveur de l'occupation de la Cochinchine. Sa parole fut écoutée, et le 18 juillet suivant parvenait à Saigon un contre ordre prescrivant à notre ministre plénipotentiaire à Huê de suspendre provisoirement toutes ses négociations. Enfin le 29 janvier 1865, M. Aubaret recevait l'ordre de notifier à la Cour de Huê le refus définitif du gouvernement français d'accepter les propositions précédemment débattues : la colonie naissante était sauvée.

(A suivre).

82
Impressions de Voyage

AU TONQUIN

DE HANOI A LA PORTE DE CHINE

PAR

NGUYỄN-KHÁC-HUẾ

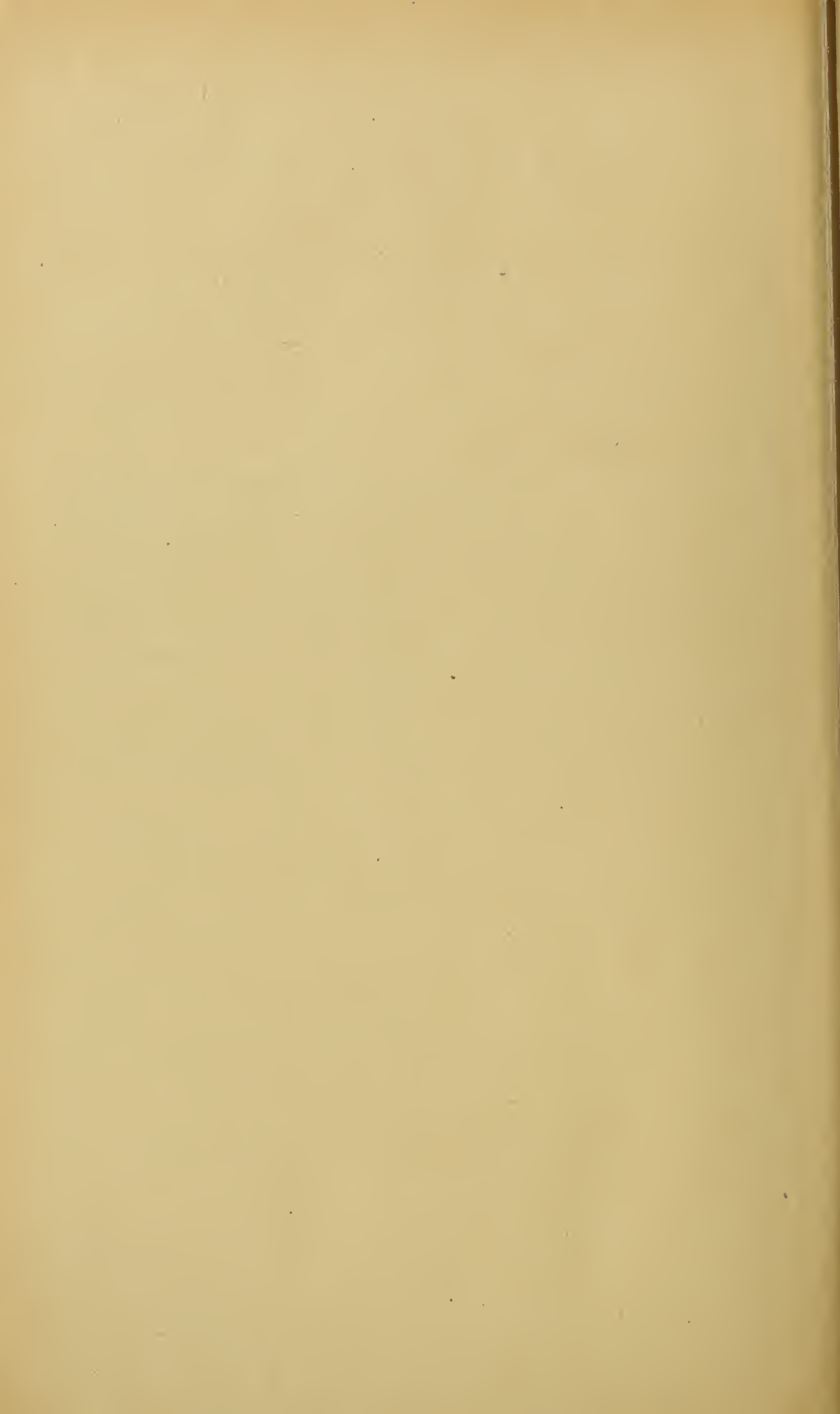
Membre de la Société des Etudes Indo-Chinoises

Le récit que l'on va lire nous a été communiqué par M. Nguyễn-Khác-Minh à son retour de l'Exposition de Hanoi, à laquelle il avait assisté comme membre du Congrès des Orientalistes.

Nous avons conservé à cette petite étude, prise sur le vif, son caractère très personnel d'originalité. Il en est de même de la notice qui lui fait suite dans ce bulletin; et qu'un autre de nos collègues indigènes a eu l'obligeance de nous faire parvenir.

Nous serions heureux de pouvoir consacrer quelques pages de chacun de nos Bulletins semestriels à des travaux de cette nature.

N. D. B.



DE HANOI A LA PORTE DE CHINE

Le train spécial qui devait conduire le Congrès des Orientalistes à la porte de Chine quitta Hanoi le 9 décembre 1902, à 8 heures 46 du matin : c'est avec le plus grand plaisir que je profitai de mon titre de membre adhérent du congrès pour participer à cette excursion.

Quelques minutes après notre départ, nous apercevons le Pont Doumer, et nous le traversons tout en admirant l'œuvre qu'a laissée le Gouverneur général qui lui a donné son nom. Nous voici en dehors de la ville de Hanoi : l'aspect devient différent de celui que le pays et la capitale nous ont offert depuis notre arrivée au Tonkin.

Nous voyons quelques montagnes dans le lointain. Les champs s'étendent à perte de vue. Sous la rosée, les maïs, les patates et d'autres cultures poussent avec une saine vigueur. Dans les régions que l'eau des mares voisines permet d'irriguer facilement, les habitants font des semis pour la récolte prochaine du 5^e mois annamite.

Le trajet est long et n'est interrompu que par de très courts arrêts : aussi avons-nous été obligés de déjeuner dans les wagons-restaurants. Les tables étaient joyeuses ; les secousses cadencées du train accéléraient la digestion. Tout le monde mangeait avec appétit et buvait le cœur content.

Après avoir dépassé Phu-lang-Thuong, nous arrivâmes à Kêp ; la région, toute montagneuse, commence à se dérouler sous nos yeux. Les cultures deviennent plus rares et d'une valeur insignifiante.

Comme un serpent qui file dans une forêt, le train circule, descend et remonte rapidement.

D'instant en instant, nous voyons de petites agglomérations *Thos*, ou bien des villages tonkinois entourés de bambons vifs et épais, que nous avons pu remarquer jusqu'à Kêp. L'on m'avait dit que ces montagnards sont les descendants des soldats annamites de l'ancien temps, envoyés en garnison chez les indigènes de ces parages.

Je le crois sans peine, car nous trouvons en eux le type annamite nettement accentué, bien que leur costume et leur langage soient différents des nôtres : leurs maisons sont de pauvre apparence ; et les champs qui les entourent, généralement arides et dénudés, ne sont pas d'un aspect à laisser croire à l'abondance.

Ce spectacle tout nouveau nous a fait penser à la fécondité, à la richesse de notre Cochinchine, où les grasses rizières se succèdent presque sans fin ; et où la disette n'est jamais à craindre, même après une mauvaise année de récolte.

« Y a-t-il de l'or dans ces masses presque désertes ? — Oui, mais pas toujours. — Pourquoi donc tant de dépenses, ma Cochinchine chérie, pour aller le chercher si loin, quand tu peux t'en procurer assez par d'autres moyens moins pénibles, et que tu risques de t'appauvrir toi-même ? »

La marche cadencée du train nous endormait. La Cochinchine, notre mère, nous apparut alors dans un rêve : « Mon enfant, disait-elle, il faut non seulement penser à soi mais encore aux autres. Les riches doivent venir en aide aux pauvres et les forts aux faibles. Sois donc prévoyant et généreux en même temps ».

Le sifflet de la locomotive nous réveilla tout à coup : nous arrivions à Lang-son. C'est un poste assez reculé, mais il a pris un développement considérable. Situé sur un mamelon, il domine toute la région : les maisons sont construites à l'européenne et les rues sont larges et bien entretenues.

— « Partout où la France arrive, ai-je dit à mon collègue indigène, Monsieur Thiên, c'est toujours le même système : amélioration, embellissement. »

L'arrêt à Lang-son, comme celui que nous avons précédemment fait à Dong-Dang, n'a pas été long : nous arrivâmes vers 4 heures et demie du soir à la frontière de Chine.

La ligne aboutit à la borne de délimitation elle-même.

« Messieurs les voyageurs descendent », s'écrie le conducteur ; et nous voilà dévalant tous dans un vallon, puis remontant à l'avant-poste de la garnison chinoise, placé sur la côte opposée. Nous redescendons ensuite et, après plusieurs détours, nous arrivons enfin à la *porte de Chine*.

Les Chinois ont fermé le col qui sépare les deux chaînes de montagnes au moyen d'une muraille en pierres, dans laquelle a été pratiquée une entrée assez large. Trois gros caractères (鎮南關 =

Tràn-nam-quan, surveiller — Sud — porte de la frontière) sont gravés au-dessus de la porte. En dedans et à une petite distance, se trouve une vieille construction en briques et tuiles, d'aspect misérable, servant de maison de réception des voyageurs, ainsi que l'indique un écriteau portant les deux caractères : 行臺 *Hanh-dai*, hôtel des voyageurs, qui décore sa façade. Cette bicoque sert aussi de poste à la petite garnison de réguliers que le Céleste-Empire entretient à la frontière. Nous avons remarqué une vingtaine de ces soldats, que notre présence semblait vivement intéresser, et qui nous mangeaient littéralement des yeux.

Le colonel chinois, commissaire de la frontière, nous attendait dans l'intérieur du *Hanh-dai*.

J'avais entendu, en Cochinchine, parler les Chinois des différentes congrégations; et, bien que je ne parle pas leur langue, je puis néanmoins en saisir le sens général, avec les expressions les plus usuelles. Le mandarin militaire devant lequel nous nous trouvions parlait une langue que je n'avais jamais entendue. Ce qui m'a doublement surpris, c'est qu'un des français orientalistes faisant partie de notre caravane, put tenir couramment conversation avec lui pendant toute la durée de la visite. Je pus ainsi me rendre compte des efforts constants que font les Français pour pénétrer ce pays d'Indo-Chine, et se mettre au courant de tout ce qui l'intéresse.

La nuit commençait à tomber, l'entrevue ne put donc être de bien longue durée. Le train nous reconduisit à Lang-son où nous attendait, au Cercle, un banquet offert par les autorités militaires du poste en l'honneur du Congrès des Orientalistes.

Le dîner était de plus de cent couverts. Des dames l'honoraient de leur présence : tous les fonctionnaires français du poste y assistaient également, ainsi que le Tòng-dòc de Lang-son et son fils, le Tri-châu d'un poste voisin. Mon collègue, monsieur Thièn, et moi, nous faisons également partie de cette fête intime.

Les Français sont d'humeur joyeuse, dit-on; et cela est vrai; aussi le repas fut-il très gai, et plein de franche animation.

Au champagne, des toasts se firent entendre. Un orientaliste italien s'exprima longtemps en français, et j'ai précieusement retenu de son allocution, une curieuse leçon d'étymologie qu'il y fit avec beaucoup d'à-propos, et dans laquelle les mots France, franc, français, franchise étaient souvent répétés.

Le dîner terminé, le tòng-dòc fit venir des danseurs et des

danseuses *Thos*, dans le but de divertir les invités et de les initier à certaines coutumes du pays. Ces artistes, si je puis les appeler ainsi, dansaient et chantaient d'une façon assez originale, mais la monotonie de leurs gestes et de leurs chansons dut bientôt céder la place à des divertissements plus variés. Le bal ne tarda pas à s'ouvrir avec entrain. Nous en profitâmes, mon collègue et moi, pour nous retirer, et nous rendre chez le tong-doc auquel nous désirions faire la visite d'usage.

Ce faut fonctionnaire indigène, un vénérable vieillard, nous reçut à bras ouverts; le jeune tri-châu, son fils, fut également très courtois à notre égard.

Nous regagnâmes ensuite l'hôtel où nous avions déposé nos valises à l'arrivée du train, heureux de nous reposer de la fatigue de la journée.

La matinée du lendemain fut consacrée à une excursion à la grotte de *Ky-Lua*. Située à proximité de Lang-son, cette grotte forme comme une galerie souterraine à travers la montagne qu'elle traverse de part en part; le chemin en est très tortueux et fort accidenté. Il y fait une obscurité complète, sauf à l'entrée dans laquelle on a installé une pagode. Nous avons essayé, à l'aide de torches, de traverser cette longue galerie; mais nous dûmes renoncer à atteindre la sortie opposée. Nous avons remarqué, dans la pagode de l'entrée, plusieurs Bouddhas en bois laqués et dorés: les inscriptions que l'on trouve gravées sur la pierre datent du règne de *Canh-hung*, des Lê postérieurs.

Au retour de notre promenade nous déjeunâmes rapidement à l'hôtel pour reprendre à 11 heures 35 le train qui devait nous reconduire à Hanoi, où nous revînmes enchantés de notre charmante excursion. Elle nous avait permis de constater, d'une façon manifeste, la grande et bonne œuvre des *Français en Extrême-Orient*.

Hanoi, le 12 décembre 1902.

NGUYỄN-KHẮC-HUẾ.

LA VIE ET LE MARTYRE
DU
BIENHEUREUX LÊ-VĂN-GÃM ⁽¹⁾

PAR

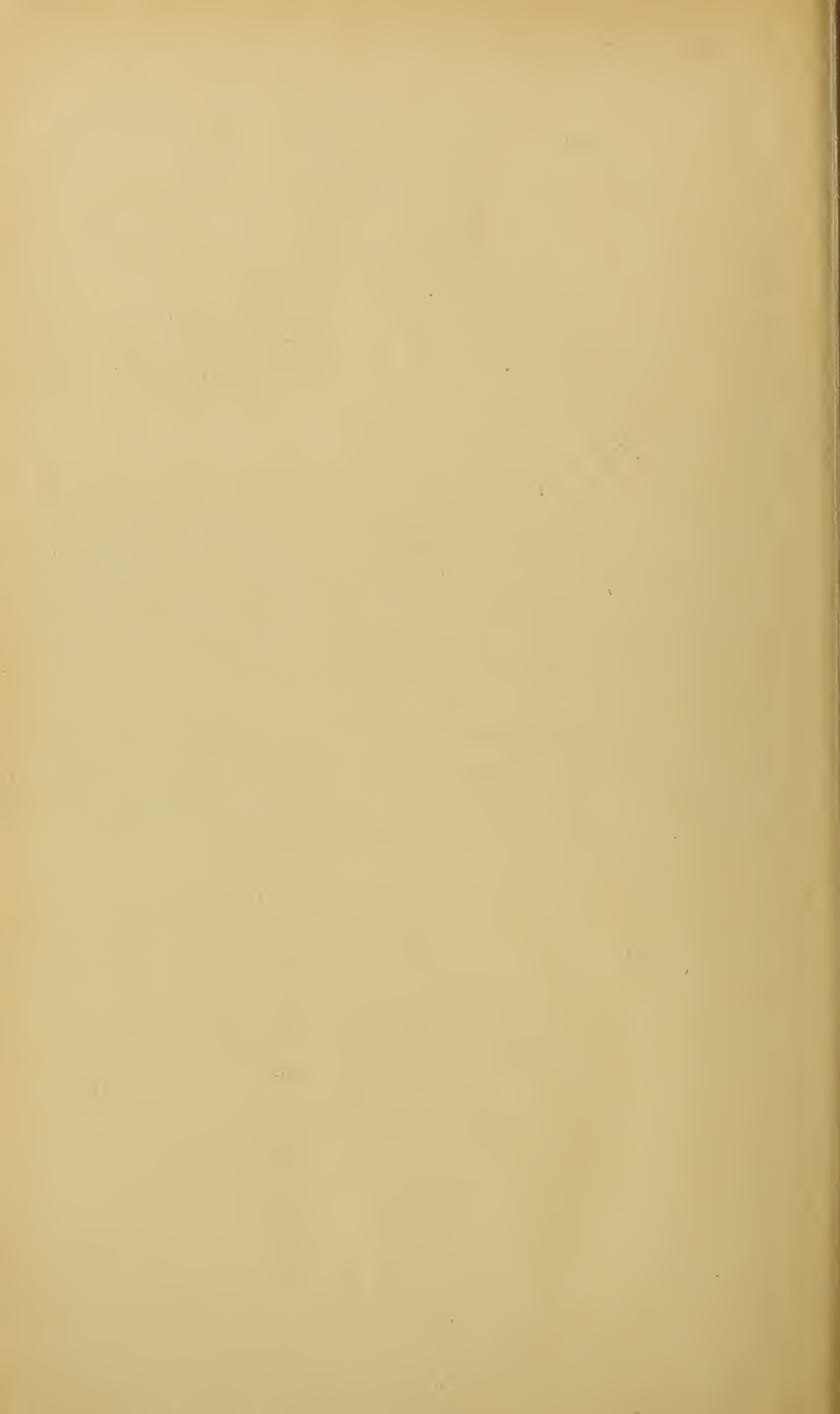
Michel TINH

Membre de la Société des Etudes Indo-Chinoises

(1) Nous devons la communication de cette notice à l'obligeance de notre dévoué collègue, M. Ducaroy.

Aux portes mêmes de Saigon, et en bordure de la route haute de Cholon, s'élève un petit monument dont les élégantes proportions ne peuvent manquer d'attirer les regards du passant : le souvenir qu'il est destiné à consacrer mérite également de retenir l'attention. C'est à cette place, en effet, que le chrétien Lê-van-Gâm, victime des persécutions de l'empereur Thiêu-Tri, mourut pour sa foi le 11 mai 1847.

Notre collègue indigène, M. Michel Tinh, a pensé que cet épisode émouvant de notre histoire locale serait lu avec plaisir par tous ceux qui s'intéressent à ce pays, et c'est à sa plume fidèle que nous devons cette notice sur le grand martyr de la Cochinchine occidentale.



NOTICE

SUR

LA VIE ET LE MARTYRE

DU

BIENHEUREUX LÊ-VÂN-GÂM

Sædes æternas lætus advolavit

Lê-van-Gâm naquit dans le courant de l'année 1813 au village de Long-Dai, de la province de Gocong ; ses parents, convertis dès leur jeune âge à la religion catholique, l'élevèrent dans leur foi que les habitants du pays d'Annam pouvaient pratiquer librement avant la publication des édits de proscription de l'empereur Minh-mang. Le jeune Gâm suivit avec une pieuse ardeur les enseignements qui lui étaient donnés ; et manifesta même le vif désir, vers l'âge de 18 ans, de compléter son instruction par l'étude du latin : il échoua devant la volonté paternelle et dût se consacrer désormais aux labeurs ordinaires de la famille annamite. Il quitta ses parents deux ans plus tard pour suivre sa femme au village de Long-Diên, de la province de Baria, où sa conduite exemplaire ne tarda pas à lui conquérir l'estime générale de ses coreligionnaires : sans être revêtu d'aucune dignité dans la chrétienté, il exerçait néanmoins sur tous une incontestable autorité morale.

Entreprenant et actif, il avait équipé une jonque de mer avec laquelle il faisait, sur la côte, le trafic du sel ; et cette industrie lui permit de subvenir largement aux besoins de sa nouvelle famille. C'est vers cette époque qu'il fit, sur les instances du missionnaire chef de la paroisse, son premier voyage à Singapore pour y chercher un certain nombre de séminaristes annamites venant de Penang, et

pour ramener, en même temps, en Cochinchine, un convoi de vivres destiné à la mission : cette traversée périlleuse s'effectua dans les plus heureuses conditions, et tout arriva à bon port.

Nous arrivons ainsi à l'année 1846 qui marque la période vraiment intéressante de la vie de Gãm. Les chrétientés de Bàrja étaient alors dirigées, depuis plusieurs mois déjà, par le père Lợi, prêtre d'une grande énergie et d'une fervente piété : il avait su apprécier les mérites de Gãm et résolut de les mettre à profit dans l'intérêt même de la mission. Monseigneur Lefèvre, récemment expulsé de la Cochinchine, attendait à Singapore, en compagnie du père Duclos, une occasion favorable pour regagner son diocèse : ce fut Lái Gãm qui fut chargé de la lui procurer. L'entreprise était des plus périlleuses. Surveillé depuis son dernier voyage comme suspect d'avoir introduit en Cochinchine de l'opium et des marchandises de contrebande, il avait également tout à craindre des agents de l'empereur Thiệu Trị qui venait d'inaugurer une nouvelle ère de persécutions. Il n'hésita pas cependant devant le devoir qui s'imposait à lui, et se mit aussitôt en mesure de le remplir : une grande jonque de mer fut préparée pour le départ. Gãm, qui ne se dissimulait pas tous les dangers qu'il allait courir, voulut cependant, avant de lever l'ancre, faire ses adieux à ses parents. Il n'osa pas confier à son vieux père le but de son voyage et lui laissa croire qu'il se rendait seulement à Phnom-Penh pour y faire du commerce ; mais il ouvrit tout grand son cœur à sa mère : « Je
« dois partir, lui dit-il ; mon devoir de chrétien m'y oblige ; mais
« je ne pars pas sans appréhension. Mon premier voyage à Singa-
« pore m'a déjà suscité beaucoup d'ennemis ; je succomberai peut-
« être cette fois. Mais je suis prêt à mourir pour Dieu et pour ma
« foi, et je mourrai content. » Ils se séparèrent en versant des larmes.

Le lendemain, la petite embarcation, ostensiblement chargée de sel et sur laquelle s'étaient embarqués plusieurs élèves à destination de Penang ainsi que le Thầy Bôn, envoyé par le père Lợi comme secrétaire de Monseigneur Lefèvre, quitta la côte d'Annam pour se diriger tout abord vers Phú-quốc : mais, à la hauteur des îles de Poulo-Condore, Lái Gãm avoua à ses compagnons la véritable destination du voyage ; et l'on fit directement voile vers Singapore, où ils arrivèrent sans encombre. Ils y séjournèrent pendant deux mois.

C'est le 23 mai 1846 que Monseigneur Lefèvre, accompagné du père Duclos et de treize séminaristes, monta à bord de la jonque qui devait le ramener à Saigon. Le voyage de retour fut très pénible ; les hardis navigateurs n'échappèrent, en effet, à trois tempêtes successives que pour rencontrer une barque-pirate (*ghe-ô*) qui leur donna une chasse vigoureuse. Ce dernier danger put également être évité grâce à la légèreté de la jonque de Gãm et à l'habileté de celui qui la dirigeait. Ils arrivèrent enfin, sains et saufs, dans la matinée du 6 juin, à l'entrée du port de Cãn-giờ, où ils durent subir une minutieuse visite douanière.

Une cruelle déception attendait, dès les premiers moments du retour, le courageux sauveur. Prévoyant, en effet, les difficultés du débarquement, Lãi-Gãm avait, avant son départ, combiné avec le chef de la chrétienté de Chợ-quán, l'envoi à Cãn-giờ d'une petite embarcation dite *ghe-lông* qui pourrait permettre à l'évêque et à son compagnon de franchir plus facilement les passes de la rivière : la barque attendue manqua le rendez-vous, et l'on perdit, à sa recherche, toute la journée du lendemain. Gãm se décida alors à remonter la rivière avec sa propre jonque ; mais à peine avait-il dépassé le fort de Cãn-giờ, qu'il aperçut sur sa gauche un sampan de surveillance qu'il fallait éviter à tout prix. La voile fut carguée et la jonque s'éloigna à force de rames de ce dangereux voisin : mais toutes ces précautions demeurèrent inutiles ; et les fugitifs, aperçus grâce au clair de lune, ne tardèrent pas à être rejoints. Les perquisitions commencèrent aussitôt à bord et amenèrent la découverte de Monseigneur Lefèvre et de sa suite. On leur fit comprendre alors que leur arrivée avait été dénoncée aux autorités annamites par une jonque chinoise de Singapore qui les avait précédés de quelques jours, et qu'une étroite surveillance était organisée depuis lors à l'entrée de la rivière : toute dissimulation, toute résistance devenaient donc inutiles. Gãm comprit aussitôt qu'un seul moyen leur restait d'échapper à ce pressant danger ; il offrit au chef des miliciens une somme d'argent qui fut acceptée et fixée à deux lingots par homme : la jonque, dégagée, put enfin continuer sa route.

Les malheureux voyageurs pouvaient se croire sauvés, lorsque leurs persécuteurs, se ravisant, les rejoignirent à nouveau et leur déclarèrent qu'ils ne pouvaient prendre sur eux de transgresser ainsi les ordres formels de leurs supérieurs. Gãm, indigné de cette mauvaise foi, allait donner ordre à ses bateliers de repousser par

la violence, la violence qui leur était faite, lorsque Monseigneur Lefèvre, s'interposant, s'opposa à toute mesure de cette nature. L'attitude énergique du patron de la jonque suffit cependant à effrayer les agents de surveillance, qui se retirèrent sous prétexte d'aller prendre les ordres précis du chef du poste de Can-giò. Le lendemain matin, comme l'équipage se reposait encore, ils reparurent à bord. Le caporal qui les conduisait renouvela ses menaces d'arrestation, et ne consentit à se retirer qu'après avoir reçu un panier plein d'argent dont le total représentait une somme de plus de cent cinquante dollars.

La jonque, délivrée pour la seconde fois, s'éloigna rapidement dans la direction de Saigon; mais le violent courant du carrefour de Cờ-cấp ne tarda pas à l'arrêter; et l'on fut forcé de jeter l'ancre pour attendre la marée.

Ce nouveau contre-temps fut la cause des plus grands malheurs. Les miliciens, mécontents de la part de butin que le caporal qui les commandait voulait leur remettre, le menacèrent de dénoncer sa conduite à ses chefs, et le décidèrent à revenir sur sa première détermination. Une nouvelle chasse fut donc donnée à la malheureuse jonque montée par les fugitifs, et elle dût, cette fois, rebrousser chemin pour être ramenée à Càn-giò. Găm fut mis à la cangue après un interrogatoire sommaire, et le chef du poste dépêcha aussitôt un exprès au gouverneur de la province pour lui rendre compte de sa capture. Ce fonctionnaire s'empressa d'envoyer à Càngio deux *ghe-ô* montées par une troupe de miliciens commandée par un *quan lanh* (général); et les prisonniers, étroitement gardés, furent amenés à Càu-gò : les deux Français, soupçonnés d'avoir le pouvoir de « s'envoler dans les airs », furent l'objet d'une surveillance spéciale. A Càu-gò, ordre leur fut donné de continuer sur Saigon (Bên-nghê), où ils arrivèrent enfin, accablés de tristesse et de fatigue.

Monseigneur Lefèvre et le père Duclos furent aussitôt envoyés dans un prétoire et gardés à vue, en attendant le bon vouloir de l'empereur; tandis que Găm et ses compagnons étaient chargés de fers et incarcérés. L'enquête, dirigée par le *quan an* (juge criminel) de la province commença cinq jours après; l'interrogatoire de Găm remplit la première séance. Le magistrat le somma d'abord de décliner ses noms et prénoms.

« Je me nomme Lè-văn-Biêu, répondit-il (il n'avait pas encore pris alors le nom de Găm).

« Quel est ton pays d'origine ?

« Thj-rià.

« Où es-tu allé avec ta jonque ?

« Je suis allé à Phu-quôc, puis à Ha-Châu (Singapore).

Le quan au suspendit alors ses questions pour ordonner à un milicien d'attacher le brave Găm à un poteau et de lui appliquer une dizaine de coups de rotin. Puis, s'adressant de nouveau au patient :

« Qui t'a envoyé à Hà-châu pour y chercher les deux Français et les amener en Cochinchine ?

« Je les ai amenés ici de mon propre gré, pour qu'ils puissent m'instruire dans la vraie foi », répondit Găm. »

Le *quan-án*, après avoir encore frappé et injurié sa victime, l'envoya alors au *Độc-bộ-Vương*, gouverneur de la province.

Quand Găm, toujours enchaîné, pénétra dans le prétoire du *Tổng-dộc*, celui-ci le présenta ironiquement à l'assistance ; puis il le fit mettre à la question, et lui enjoignit d'abjurer la religion catholique. A ce moment, un secrétaire au cœur compatissant, nommé Tú-vụ-Ngan, voyant Lái Găm accablé de souffrances, s'adressa à l'assemblée des magistrats en les suppliant de rendre leur sentence le plus tôt possible pour abrégier ces tortures inutiles.

Cependant Găm fut conduit encore une fois chez le *Quan-bổ* (chef de l'administration) de la province, pour y être questionné une dernière fois : ce fonctionnaire lui conseilla également d'abandonner la religion du Christ et de marcher sur la croix.

« Que l'on me tranche plutôt la tête, s'écria-t il ; je ne foulerai pas aux pieds la croix que j'adore depuis mon enfance ! »

Les magistrats, voyant que menaces et violences échouaient également, rendirent alors le jugement dont la teneur suit :

奏	不	盜	前
請	肯	載	旣
斬	誇	洋	奸
標	過	人	高
	十	洋	
	字	詩	

Ce qui signifie :

« 1^o Avoir introduit en fraude des marchandises ;

« 2^o Avoir fait pénétrer furtivement des Français dans le pays pour le leur livrer ;

« 3^o Avoir refusé de fouler la croix aux pieds ;

« Nous demandons contre le coupable la peine capitale. »

Cette sentence de mort fut aussitôt adressée à l'Empereur pour être soumise à son approbation.

Après sa condamnation, Găm fut ramené dans sa prison : il s'y montra, pendant tout le séjour qu'il y fit, plein de courage et de gaieté : ses parents et ses amis, qui étaient admis à le visiter, en étaient tout surpris. Un jour, le secrétaire Tù-vú-Ngan, qui était également venu le voir, ne put s'empêcher de lui manifester son admiration : « Comment se fait-il, lui dit-il, qu'un coupable comme vous puisse se montrer si joyeux ? ». — « Je ne suis pas un voleur, » lui répondit Găm, pour que je doive me chagriner et craindre de « mourir ; la mort est pour moi une chose heureuse, parce que je « meurs pour ma foi. »

A la fin de l'année de Binh-ngo, l'édit impérial arriva à Saigon : l'empereur avait approuvé et confirmé la sentence rendue par les magistrats ; mais ordre était donné de renvoyer l'exécution à l'année suivante, après les fêtes du *Tét*.

Lorsqu'on vint annoncer à Găm la confirmation du jugement, il manifesta une grande joie ; et s'efforça de consoler les amis qui l'entouraient dans sa prison ; puis, il adressa au père *Miche* la lettre suivante :

« Depuis que mes injustes tourments ont commencé, je ne songe qu'à une seule chose : mon vif désir de glorifier notre seigneur.

« Les jours de détention sont pour moi des jours de réjouissance, pendant lesquels je ne songe ni à mes parents, ni à ma femme et « mes enfants.

« Tout ce qui m'arrivera par le Seigneur fera ma joie ; et je suis « prêt à obéir à sa volonté pour être digne d'entrer au nombre des « élus. »

Le 11 mai 1847, les portes de la prison s'ouvrirent devant le martyr : l'heure était venue de le conduire au lieu du supplice. Un *Giám-sát* (magistrat qui préside à l'exécution) pénétra dans le cachot et ordonna à ses miliciens de lier le condamné pour l'amener une dernière fois au prétoire. Il y trouva le *Quan-An* qui lui promit

encore sa grâce s'il consentait à renier sa foi. Gàm répondit à ces propositions en réclamant sa prompte exécution. Puis s'adressant aux magistrats qui se tenaient dans le prétoire : « Ma condamnation « à mort me remplit de joie, leur dit-il, car je serai bientôt dans le « sein du bonheur. »

Le cortège se mit alors en marche, précédé d'un milicien porteur d'une affiche sur laquelle était transcrit l'arrêt qu'il était chargé de proclamer à haute voix. Comme il balbutiait, Gàm pria le Quan-án de lui laisser prononcer lui-même la sentence de façon à la faire connaître à toute l'assistance : ce qu'il fit. Le milicien put alors répéter ses paroles d'une façon nette et intelligible ; et Gàm lui remit, en récompense, deux ligatures de sapèques de zinc.

La plus grande préoccupation du condamné durant le trajet fut de chercher des yeux le père Than qu'il désirait vivement revoir pour obtenir de lui le sacrement de la pénitence ; il ne devait le retrouver qu'à Chợ-dũi, sur le lieu même de l'exécution ; mais il ne put l'approcher tout d'abord à cause de la foule qui les séparait.

Gàm pria alors le *Giám-sát* qui l'accompagnait de le laisser avancer un peu pour lui permettre de voir ses parents et de leur dire un dernier adieu : cette demande lui fut accordée.

Pendant ce temps, les notables du village voyant que l'escorte s'arrêtait sur le territoire de leur commune vinrent supplier le *Giám-sát* de faire mener le condamné plus loin pour éviter les mauvais sorts qu'une exécution capitale ne pouvait manquer d'attirer sur eux. Le fonctionnaire, déférant à leur requête, donna l'ordre de conduire Gàm au quartier de *Bánh-tráng-lá*, un peu plus éloigné : là, il fit arrêter ses miliciens, leur ordonna de déchaîner le condamné et de le faire assoir sur une natte.

Une grande foule se pressait autour de lui pour le voir de près : son frère *tư Bang* et le *trùm phước* réussirent cependant à frayer un passage au père Than et à l'amener auprès de *lái-Gàm*, en voyant venir à lui celui qui lui apportait le pardon, baissa la tête en signe de repentir et se mit à prier. Puis, se tournant vers le bourreau il lui dit qu'il était prêt. Celui-ci, qui semblait fort ému, l'invita alors à s'agenouiller, et procéda aussitôt aux derniers préparatifs. La cangue qui entourait le cou du patient fut enlevée d'abord ; puis on lui lia les bras derrière le dos : et ses cheveux furent relevés au sommet de la tête pour dégager la nuque. Gàm se soumettait en souriant à tous ces funèbres apprêts.

Lorsque cette toilette sommaire fut terminée, le Giám sát donna l'ordre de l'exécution en recommandant au bourreau de ne frapper qu'au dernier coup de gông : le martyr, à genoux et tête baissée, attendait le coup fatal. Par deux fois le glaive retomba sur la nuque, mais sans pouvoir séparer la tête du tronc ; et ce n'est qu'en sciant le cou que l'exécuteur parvint à achever son œuvre : la victime n'avait pas fait un seul geste, n'avait pas poussé un seul cri.

Aussitôt après le supplice, le bourreau prit la tête de Gám et la présenta aux mandarins et officiers : puis, il disparut rapidement. L'on raconte que cet homme, renommé jusqu'alors pour son habileté, avoua à ceux qui l'interrogeaient au sujet de la maladresse dont il avait fait preuve dans cette circonstance spéciale « qu'une force supérieure à la sienne avait, pour ainsi dire, arrêté son bras, et qu'il avait compris que Dieu lui défendait de frapper un innocent. »

Toute la foule, terrifiée, s'écoula rapidement, et il ne resta bientôt auprès du corps du supplicié que ses deux frères et sa sœur Thi-Nguyễn qui se mirent aussitôt à lui rendre les derniers devoirs. Après l'avoir recouvert d'un linceul, ils le transportèrent à Chợquán où il fut inhumé dans le cimetière de Mât-cật.

De longues années s'écoulèrent et le sang chrétien continua à arroser la terre de Cochinchine. Enfin, en 1864, lorsque l'ère des persécutions fut enfin close, Monseigneur Dominique Lefèvre put faire ouvrir le tombeau du martyr pour constater l'identité du corps que l'on transporta solennellement dans l'église de Chợquán. Quelques années plus tard, en 1870, le père Colombert, fit recueillir pieusement ces ossements pour les conserver comme des reliques.

Mais de plus hautes récompenses attendaient encore l'humble paysan qui avait su mourir si courageusement pour sa foi. Déclaré *vénérable* par le pape Pie IX, le 27 septembre 1847, Mathieu Gám a été béatifié par Léon XIII le 27 mai 1900.

Son nom est inscrit aujourd'hui, au premier rang, sur le martyrologe de la Cochinchine occidentale.

103

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

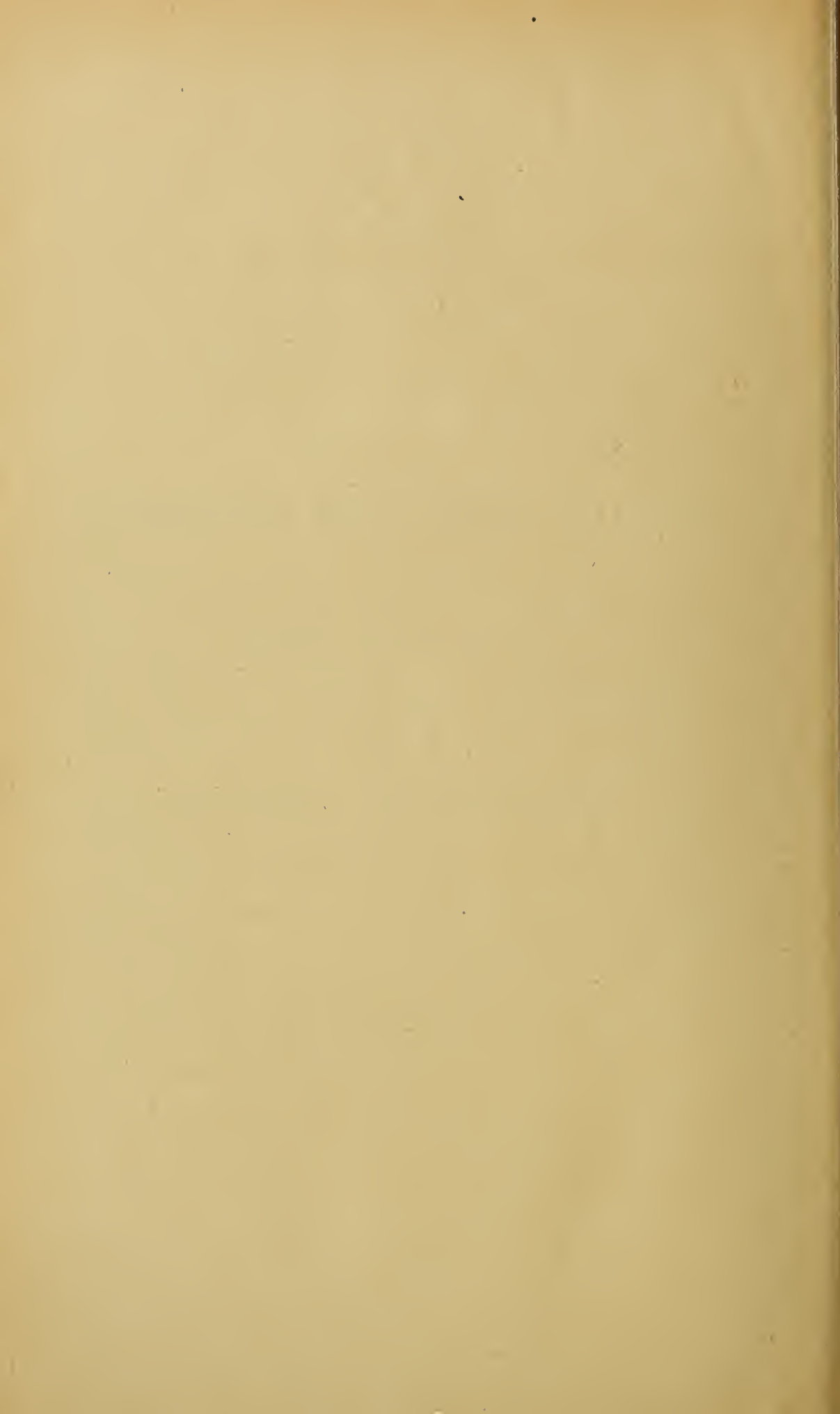
SUR

l' « INDIANISME »

(Avec notes et explications coordonnées)

PAR

M. le Lieutenant de vaisseau NEL



NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

INDIANISME

(A) Bouddhisme

- EUG. BURNOUF. — Introduction à l'histoire du Bouddhisme indien. — Maisonneuve, in-8..... 15 fr.
Ouvrage capital, qu'on peut considérer comme l'Introduction nécessaire aux études bouddhiques.
- Le Bhàgavata Puràna (poème sur la vie de Krishna). Traduction française. Leroux-4 vol in-4 80 fr.
- L. DE FEER. — Catalogue des papiers d'Eug. Burnouf et fragments de sa correspondance. 1900..... »
- MINAYEFF. — Recherches sur le Bouddhisme (traduit du russe par Assier de Pompignan) 1894. Leroux, in-8 10 fr.
- KERN. — Histoire du Bouddhisme indien, 1882 (1 vol. des Annales du musée Guimet)..... »
- Le Lotus de la Bonne Loi, 1884. (Collection of the Sacred Books of the East) ,..... »
- SENART. — Essai sur la légende de Buddha, in-8..... 15 fr.
- Le « Mahavastu » texte sanscrit avec introduction et commentaire, 3 vol. in-8, 1887-97..... »
Le Mahavastu est un des textes les plus importants du Bouddhisme du Nord. C'est un vaste recueil de légendes se rapportant à la vie religieuse de Sakya Muni. L'Introduction et le commentaire, qui accompagne chaque volume, tiennent largement lieu de traduction.
- OLDENBERG. — Le Buddha, sa vie, sa doctrine, sa commu-

nauté (traduction de M. Foucher sur la 3^e édit. allemande) 2^e édit. 1903, Alcan.

6 fr.

Ce livre est le travail le plus récent, actuellement, sur la vie de Sakya-Muni. Il réunit toutes les preuves positives que la science a pu acquérir dans ces dernières années pour réfuter, victorieusement, selon nous, la thèse de Sénart.

Les ouvrages qui suivent sont les premières éditions des textes sanscrits de la collection Nepàlaise, qui appartiennent tous à ce qu'on est convenu d'appeler le Bouddhisme du Nord. Nous les donnons à titre d'indication, pour faciliter les recherches.

MAX-MULLER. — Sukhavativyûka, 1883 (Anecdota Oxoniensia).

— Dharmasangraha, 1885 (Anecdota Oxoniensia)

BENDALL. — Meghasutra, 1880. J-R-S-A de Londres.

D'OLDENBOURG. — Bhadrâkalpavâdana, St-Petersbourg, 1894.

BENDALL. — Tantrakhyana, 1888, J. R. S. A-L.

MINAYEFF. — Bodhisaryavatara, 1889 (S. I. R. A.)

COWELL ET NEIL. — Divyavadana, 1886.

— Buddhasarita, 1894 (Sacred Books of the East)

DE LA VALLÉE-POUSSIN. — Pansakrama, 1895 (publication de l'U. de Gand).

— Adikarmapradipa, 1898 (études et matériaux), etc., etc.

Cowell et Eggling ont donné, en 1876, la liste des ouvrages de la collection Nepàlaise, que Hodgson avait offerts, en 1822, à la R. S. As. de Londres.

La liste des ouvrages de la même collection donnés par Hodgson à la Société As. du Bengale a été donnée, en 1882, par Rajendralal Mitra, avec une description des ouvrages (The sanscrit Buddhist literature of Nepâl. — Calcutta.)

Celle des ouvrages de ladite collection, qui avaient été offerts à la Société royale de Paris, a été publiée depuis longtemps par Eug. Burnouf. (*Introd. à l'Hist. du Buddh. indien*).

Nous compléterons ces renseignements en signalant l'existence de deux Sociétés d'éditions, fondées récemment, qui ont pour tâche de continuer la publication des différents textes de la collection Nepâlaise et d'en donner des éditions critiques irréprochables :

1^o *La Bibliotheca Buddhica* fondée par d'Oldembourg, à St-Petersbourg, qui a commencé ses publications en 1897.

2^o *La Buddhist Text Society of India* fondée à Calcutta, en 1892, qui semble toutefois s'occuper beaucoup plus de propagande que d'éditions sérieuses.

En regard de ces fondations et antérieurement à elles, la *Pâli text Society*, fondée en 1881, s'occupe, sous l'impulsion de Rhys Davids, d'éditer les ouvrages du Canon *pâli* (Bouddhisme du Sud).

En 1890, elle avait déjà édité quarante-cinq ouvrages.

En outre de ces derniers, il faut citer comme les plus remarquables éditions dans le Canon *pâli* :

OLDENBERG. — Le Vinaya-Pitaka, 5 vol. 1879-1883.

— Le Dipavamsa.

Citons enfin le grand ouvrage de Faûsboll : *The yataka together with its commentury*, 7 vol. 1877-97, qui a coûté vingt ans de labeur à son éditeur.

Ces renseignements généraux sur la littérature bouddhique seront suffisamment complets, si nous citons maintenant les travaux récents de Weber, Bühler, Jacobi, Hoerule et Leumann sur la littérature des *Jainas*, les fameux rivaux des Bouddhistes.

Nous rappellerons, pour mémoire, la récente découverte des manuscrits bouddhiques du Turkestan.

La version du Dhammappada qui nous est ainsi parvenue serait le plus ancien legs du Bouddhisme indien, qui nous soit jusqu'ici arrivé (voir l'examen qu'en a fait Senart dans le *Journal Asiatique* de sept. 1898).

(B) Védisme

BERGAIGNE. — La religion védique.

BARTH. — Les religions de l'Inde. — Leroux.

OLDENBERG. — La religion du Véda, 1903, Alcan..... 10 fr.

Le livre d'Oldenberg constitue l'ouvrage le plus remarquable et le plus complet qui existe jusqu'ici sur ce sujet.

SCHOEDEL. — Le Ramâyana, au point de vue religieux, philosophique et moral (couronné par l'Académie) in-4. Leroux..... 12 fr.

L'ABBÉ GORREZIO. — Le Ramâyana (trad. italienne) (la meilleure traduction qu'on ait donnée de ce poème.

FAUCHE. — Le Ramâyana (abrégé), trad. fr., Flammarion. 3 fr. 50

P. REGNAUD. — Le Rig-Véda et les origines de la mythologie indo-européenne, in-8..... 12 fr.

MAX MULLER. — Etudes et nouvelles Etudes de Mythologie.

ROUSSEL. — Le Ramâyana (trad., publication de l'Ecole française d'Extrême-Orient).

GARBE. — La Philosophie Sankhya (1902).

(En allemand. Une traduction française ne tardera pas à nous donner une version de ce magnifique ouvrage qu'on considère, outre-Rhin, comme définitif sur le plus ancien système de philosophie hindoue.

(C) **Archéologie, Epigraphie**

BABELON. — Manuel d'archéologie orientale, 2 v.

SENART. — Etude sur les inscriptions de Pryadasi, 1899,
Leroux 35 fr.

(D) **Grammaire, Philologie**

SENART. — Grammaire pâlie de Kaccayana. traduction
avec notes. Leroux, in-8. 45 fr.

MINAYEFF. — Grammaire pâlie (trad. Guyard) 7 fr. 50

RODET. — Grammaire abrégée de la langue sans-
crite, in-8. 5 fr.

V. HENRY. — Grammaire sanscrite (Publication de l'Ecole
française d'Extrême-Orient).

P. REGNAUD. — La langue et la littérature sanscrite,
in-8. 4 fr.

— Mélanges de philologie indo-européenne, in-8 7 fr. 50

Annales du Musée Guinet

(LEROUX, éditeur)

T. I. et II. — Mélanges, in-8, chaque 15 fr.

T. III. — de SHCHLAGINTWEIT. Le Bouddhisme au Thibet
(traduit) 20 fr.

T. VI et XIX. — Ed. FOUCAUX. *Le Lalita-Vistara*, chaque . . . 25 fr.

*Foucaux avait donné, en 1847-48, une première
traduction du Lalita-Vistara sur la version thibé-
taine ; cette nouvelle traduction est faite sur la
version sanscrite. Le Lalita-Vistara est l'histoire
merveilleuse de Sakya-Muni.*

T. VII. — Mélanges 20 fr.

T. XVIII. — LÉON FEER, *Avadana Sataka*. Cent légendes
bouddhiques, in-4. 20 fr.

T. XXI. XXII et XXIV. — DARMESTETER. Le Zend-Avesta (prix
(biennal de 20.000 fr.) chaque..... 20 fr.

Journal Asiatique. — On peut dire que depuis sa fondation ce recueil n'a pas cessé d'être la source la plus sûre des informations de première main qu'un sinologue, un sanscritiste, un hébraïsant, etc., peut avoir intérêt à trouver de suite.

Il serait cependant superflu, étant donné les modestes ressources de la Société, d'acquérir la collection entière de ce recueil, dont le coût, de 1822 à 1895, est de 1000 francs.

En commençant la collection à partir de 1870, ou au pis aller, à partir de 1880, on aurait ainsi un ensemble suffisant de documents, dont les débuts coïncideraient, à peu de chose près, avec l'époque du développement des études indianistes.

Nous terminerons cette notice bibliographique sur l'*Indianisme* en signalant la magnifique publication, dont l'initiative est due à Bühler, publication qui doit constituer une sorte d'Encyclopédie de toutes les branches de l'Indianisme, dans l'état actuel de la science.

Cette publication est en cours, ou vient d'achever de paraître. Elle doit former la matière de 3 vol. in-8. En 1899, la valeur d'un volume avait à peine paru, en l'espace de trois ans. Elle est publiée mi-partie en allemand, mi-partie en anglais, chacune des divisions qui constituent l'ouvrage étant confiée à un spécialiste. Comme elle comprend trente-sept sections, c'est à un nombre égal de savants allemands, anglais ou américains qu'il a fallu s'adresser. L'ouvrage est intitulé :

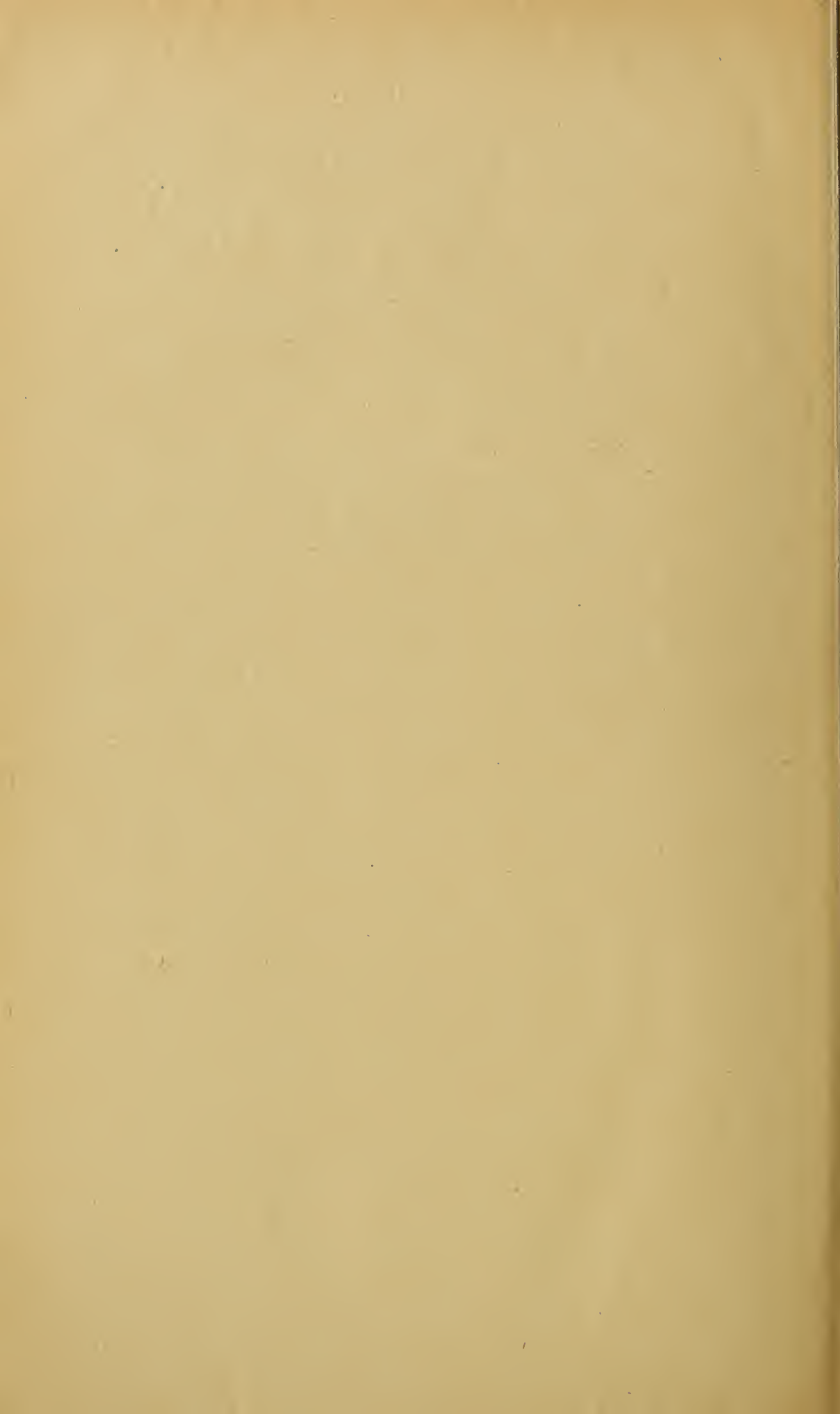
Gründriss des Indo-Arischen Philologie und Alterthumskunde, Herausgegeben Von George Bühler (Strasbourg, Karl Trübner).

Nul doute que cet ouvrage, qui doit condenser dans le nombre de pages minimum, la somme

des connaissances acquises dans chacune des diverses branches de l'Indianisme, ne soit promptement traduit en français, dès qu'il aura achevé de paraître. La Société fera l'emploi le plus judicieux de ses ressources en mettant cet ouvrage dans sa bibliothèque, dès que la publication en librairie le permettra.

D'ailleurs, on pourrait se procurer les monographies, qui composent l'ouvrage, à mesure qu'elles paraissent.

M. Barth, dans le *Journal des savants*, 1900, a consacré de longues et minutieuses analyses à toutes ces monographies. Nous y renvoyons pour de plus amples renseignements.



PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DES ÉTUDES INDO-CHINOISES

Année 1886, n° 1	1 ^{er} semestre, 1 ^{er} fascicule	1 ^{fr} 60
— » 2	2 ^e »	1 75
— » 3	3 ^e et 4 ^e »	2 90
— 1885 4		3 30
— 1885 5		1 »
— 1886 6	1 ^{er} semestre	2 75
— » 7	2 ^e »	3 »
— 1887 8	1 ^{er} semestre	2 55
— » 9	2 ^e »	1 50
— 1888 10	1 ^{er} semestre	3 »
— » 11	2 ^e » 1 ^{er} fascicule	4 90
— » 12	2 ^e »	4 65
— » 13	3 ^e »	5 30
— 1889 14	1 ^{er} semestre	4 65
— » 15	2 ^e » 1 ^{er} fascicule	2 »
— » 16	2 ^e »	0 80
— 1890 17	1 ^{er} semestre, 1 ^{er} fascicule	2 70
— » 18	2 ^e »	1 35
— » 19	3 ^e »	2 20
— » 20	2 ^e semestre 1 ^{er} »	4 50
— » 21	2 ^e »	3 30
— 1891 22		3 45
— 1892 23	1 ^{er} semestre, 1 ^{er} fascicule	0 90
— » 24	2 ^e » 1 ^{er} »	1 50
— 1893 25		3 80
— 1894 26	1 ^{er} fascicule	3 »
— » 27	2 ^e semestre 1 ^{er} »	1 35
— 1895 28	1 ^{er} »	6 1/2
— » 29	2 ^e »	1 20

Années 1895	36	.....	3 ^e fascicule.....	2 40
— 1896	31	.....	1 ^{er} »	2 25
— »	32	.....	2 ^e »	3 »
— »	33	.....	3 ^e »	2 70
— »	34	.....	4 ^e »	2 50
— 1897	35	.....	.....	5 »
— 1898	36	.....	.....	2 50
— 1899	37	1 ^{er} semestre.....	.....	5 50
— 1899	38	2 ^e » .....	.....	2 »
— 1900	39	1 ^{er} » .....	.....	3 50
— »	40	2 ^e » .....	.....	.....
— 1901	41	1 ^{er} » .....	.....	.....
— »	42	2 ^e » .....	.....	.....
— 1902	43	1 ^{er} » .....	.....	.....
— »	44	2 ^e » .....	.....	.....
<i>Essais agricoles et industriels</i> faits en Cochinchine depuis la fondation de cette colonie jusqu'en 1897 ; 2 vol.....				10 »
<i>Situation du christianisme en Cochinchine à la fin du XIX^e siècle</i> , par Mgr Dépierre, vicaire apostolique de la Cochinchine, vice-président de la Société.....				1 50
<i>Essais de culture du tabac</i> faits à Hong-Quang par le jardin botanique de Saigon, en 1897, par M. Haffner, directeur du jardin botanique de Saigon.....				1 50
<i>De la lèpre en Cochinchine et dans la presqu'île malaise</i> , par MM. les Docteurs Cognac et Mougeot.....				5 »
<i>La vaccine en Cochinchine et les idées chinoises sur la variole et la variolisation</i> (ouvrage couronné par l'Académie de Médecine), par le Doct. Mougeot. — (Saigon, 1901)				
<i>Monographies.</i> — Monographie de la province de Bienhoa				
—	—	—	de la province de Giadinh.....	
—	—	—	de la province de Hatien.....	
—	—	—	de la province de Chaudoc.....	
—	—	—	de la province de Baria (Cap Saint-Jacques).	
—	—	—	de la province de Mytho.....	
—	—	—	de la province de Bentré.....	
—	—	—	de la province de Sadéc.	
—	—	—	de la province de Travinh.....	

115

LISTE GÉNÉRALE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ DES ÉTUDES INDO-CHINOISES
(1903)

Président d'honneur

M. le GOUVERNEUR GÉNÉRAL de l'Indo-Chine.

Vice-présidents d'honneur

MM. le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de la Cochinchine.
le GÉNÉRAL commandant la brigade de Cochinchine.
Monseigneur MOSSARD, vicaire apostolique, évêque de Médéc.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Laos.

Membres honoraires

Sa majesté NORODOM, roi du Cambodge.
MM. le RÉSIDENT SUPÉRIEUR de l'Annam.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Tonkin.
le RÉSIDENT SUPÉRIEUR du Cambodge.
PIQUET, ancien gouverneur de l'Indo-Chine.
DE LANESSAN, ancien gouverneur de l'Indo-Chine.
AYMONIER, directeur de l'Ecole coloniale à Paris.
CONSTANS, sénateur.
DELONCLE, député.
LE MYRE DE VILERS, ancien député, ambassadeur honoraire.
HARMAND, ministre plénipotentiaire.

MM. CHAUVEAU, membre de l'Institut.

Noël PARDON, ancien gouverneur de la Martinique.

GRISARD, secrétaire général de la Société d'acclimatation de France.

Membres correspondants

MM. ARCHAMBEAUD, ingénieur aux mines d'étain de Kinta-Kampar, Kinta-Pérak (Straits-Settlements).

CHALLAMEL, éditeur à Paris.

COMMENÇAIS, payeur-adjoint, Madagascar.

JUSTEN, de la maison Dulau et Cie libraires, Londres.

A. ASHER et Cie, Buchhandlung, Berlin.

JULLY, architecte principal des colonies, président de l'Académie malgache.

Bureau pour l'année 1903

MM. DURRWELL, O. , président.

Dr MÉTIN, * }
SCHREINER, } vice-présidents.

FERRIÈRE, secrétaire.

DÉMARETZ, trésorier.

RAMBAUD, bibliothécaire-archiviste.

VINCENTELLI, Conservateur du Musée.

Membres titulaires

MM. ACHARD, Inspecteur de l'agriculture en Cochinchine.

AGEN, administrateur des services civils.

ANTOINE (ALB.), à Luang-Prabang (Laos).

ARDIN, prote à l'Imprimerie Commerciale.

ARNAULD, géomètre du cadastre.

AUDOUIN, commis des postes et télégraphes.

AMYOT, enseigne de vaisseau

BAILLY, *, médecin major des troupes coloniales.

BALENCIE, commis des services civils.

BALLET, commis des Douanes et Régies.

MM. BAUDSON, sous-ingénieur aux Travaux publics.

BERQUET, conservateur des hypothèques.

BERTIN, administrateur de 1^{re} classe des services civils.

BIANCHI, capitaine d'artillerie de marine.

BON, ✱, conseiller colonial.

BOSCO, professeur de langues orientales.

BOUDE, inspecteur des forêts, chef du service forestier au Cambodge.

BOUDE, vétérinaire militaire.

BREILLET, ancien greffier du tribunal de 1^{re} instance.

BRENIER, ✱, sous-directeur de l'agriculture et du commerce de l'Indo-Chine.

BRIDEY, lieutenant au régiment des tirailleurs annamites.

BERTRAND, commis des postes et télégraphes.

BESANÇON, magistrat.

BOYER DE S^{te} SUZANNE, conseiller à la cour d'appel de l'Indo-Chine.

F. BLANCHET, agent-voyer.

BARDON, employé de commerce.

BRENOT, ✱, lieutenant-colonel d'infanterie coloniale.

BRAU (Paul), médecin-major des troupes coloniales.

BALENCIE (Henri), agent de cultures au Jardin botanique.

CABANNE DE LAPRADE, administrateur des services civils.

CAHUC, géomètre.

CAPUS O, ✱, directeur de l'agriculture et du commerce de l'Indo-Chine.

CARLOTTI, administrateur des services civils.

CAROUGEAU, vétérinaire militaire.

CARRÉ, magistrat.

CATHÉRINE, commis des travaux publics.

CAUBET, professeur.

CAZEAU, directeur du chemin de fer Saigon-Mytho.

CÉLORON de BLAINVILLE, administrateur des services civils.

CERVETTI, vérificateur du cadastre.

CHÉON, ✱, administrateur des services civils.

CHESNE, administrateur des services civils.

CLAUDE, ✱ ✱, imprimeur, libraire.

COATANÉA, professeur à Bienhoa.

COGNACQ ✱ ✱, médecin de 1^{re} classe, sous-chef de cabinet au gouvernement général.

- MM. COLARD, chef de bureau au contrôle financier.
COMTE, payeur, chef de la trésorerie au Laos.
CORDEMOY (C. J. DE), commis des douanes et régies.
COUDURIER, libraire-éditeur.
COUNILLON, ❸, professeur.
CRESTIEN, administrateur des services civils.
CROCHET, commis des douanes et régies.
CUNIAE, ❸, maire de la ville de Saigon, président du Conseil colonial.
CHANARD, agent de police.
COLOMBANI, géomètre du cadastre.
CLOUET (Alfred), géomètre du cadastre.
CECCALDI, géomètre du cadastre.
DACHERT, gérant de la maison Speidel et Cie.
DAMPRUN, administrateur des services civils.
DANCENIS, comptable à la direction de d'artillerie.
DELOST, négociant.
DEVAUX, ❸, officier d'administration d'artillerie coloniale.
DÉMARETZ, négociant.
DUBOYS DE LA RAMIÈRE, conseiller à la cour d'appel de l'Indo-Chine.
DUCARROY, employé de commerce.
DUMAY, géomètre du cadastre.
DURRWELL, O. ❸, vice-président de la cour d'appel.
DUTERTRE, commis des services civils.
DE LA LOGE, ❸, commandant d'infanterie coloniale.
DUPUY (Martial), négociant.
DELLARAS, docteur, médecin provincial.
DOUILLET, lieutenant de vaisseau de la défense mobile.
EMBRY, entrepreneur à Saigon.
ERNY, administrateur des services civils.
ESPÉRIÈS (Raymond d'), commis des douanes et régies.
FERRIÈRE, publiciste, rédacteur en chef du *Courrier Saigonnais*.
FOUCHER, directeur p. i. de l'Ecole française d'Extrême-Orient.
FOULAZ, commis des douanes et régies.
FOURMANOIT, garde-forestier.
FRÉDIANI, avocat-défenseur.
FRÈREJEAN, ❸, capitaine au 11^e régiment d'infanterie coloniale

MM. FREY, garde-forestier.

FACIOLLE, directeur des douanes et régies de Cochinchine.

GENDROT, administrateur des services civils.

GIGON-PAPIN, notaire, conseiller privé.

GIROUX, ☼, professeur.

GODARD, commis des travaux publics.

GOUJON, administrateur des services civils, percepteur.

GRISOLI, commis des travaux publics.

GROS, ☼, professeur.

GUILLOU-LABAILLÉE, géomètre du cadastre.

GUYNET, ✱, capitaine de cavalerie.

GUÉRIN, agent général de la Cie Nationale de Navigation.

GENDRE, conseiller municipal de Saigon.

HAFFNER, directeur de l'agriculture en Cochinchine.

HANGOUWART (Fernand d'), colon à Kratié.

HÉLOURY, directeur de l'*Opinion*.

HENDRICKX, employé de commerce.

HÉRAUD, chef de service du jardin botanique de Pnom-Penh.

HOAI, lettré près du tribunal de Bèntré.

HUÊ (Nguyễn-khắc), professeur,

HUÊ, huyên.

HAI, phu à Bèntré.

IMBERT, docteur.

JAOUEN, conducteur des ponts et chaussées.

JOANNET, O. ✱, capitaine de vaisseau.

JULIEN, industriel à Soctrang.

KERBRAT, télégraphiste.

KLEIN, commis d'ordre du service de la navigation intérieure.

KLOSS, négociant.

LABOR, géomètre du cadastre.

LACROIX, ✱, ✱, capitaine d'artillerie de marine.

LAPLANCHE, professeur.

LAROSIÈRE (de), capitaine d'artillerie coloniale.

LAURENT, administrateur des services civils.

LAURENT, inspecteur du chemin de fer.

LEAUTIER, huissier.

LAURANS, substitut du procureur général.

LENCOU-BARÈME, substitut du procureur général.

LEGROS, imprimeur-éditeur.

- MM.** LEPAGE, lieutenant d'artillerie coloniale,
LÉOPOLD-BERNARD, cinématographe, propriétaire.
LEVESQUE, comptable.
LOURME, ✱, O , directeur général des postes et télégraphes.
LUC, employé de commerce.
LUTAUD, vétérinaire.
LUYKX-VON-OSTERZÉE, consul des Pays-Bas.
LEBRET, administrateur des services civils.
LAVIGNE, géomètre du cadastre.
LAMOTHE, commis des services civils.
LAGRANGE, percepteur à Travinh.
MAGNIN, capitaine d'infanterie coloniale.
MALLOUE, inspecteur de l'*Urbaine* (incendie).
MANUEL, professeur.
MAROTTE, avocat-défenseur.
MASSARI, agent du mont-de-piété.
MASSE, administrateur de 1^{re} classe.
MATTÉI, receveur des domaines, curateur aux successions vacantes.
MAYER, planteur.
MÉNARD, imprimeur-éditeur.
MÉTIN, ✱, docteur, directeur de l'Institut Pasteur à Saigon.
MÉZINSKY, Commis des Travaux publics.
MICHEL, commis des douanes et régies.
MOINE, administrateur des services civils.
MONTAGNE, conducteur principal des ponts et chaussées.
MORANGE, directeur du laboratoire d'analyses et de recherches agricoles et industrielles.
MOUGEOT, docteur en médecine, conseiller colonial.
MUNIER, géomètre.
MUNCH (Victor), employé de commerce.
MOYAUX, commerçant.
MORCHÉ, magistrat.
MÂU (Lê-van), huyện :
MAN (Lê-cai), télégraphiste à Soctrang.
MONTÉGOUT (Frédéric), libraire-éditeur.
NEL, lieutenant de vaisseau.
NELSON, commis des douanes et régies.
NGHIÊM (Ng.-van), ✱, đốc phủ sứ à Trávinh.
NHIÊU, huyện.

- MM. NINH (Ng-khắc), conseiller colonial, propriétaire.
NGUYỄN-VĂN-CỦA, commis à la mairie de Saigon.
OBSCUR, professeur.
ORIA-MIREPOIX (Mme), institutrice.
PÂRIS, ✱ 🌿, avocat-défenseur, conseiller privé.
PARIS (Mme).
PASSERAT DE LA CHAPELLE (Paul), agent d'assurances.
PASSERAT DE LA CHAPELLE (Pierre) 🌿, comptable à la mairie
de Cholon.
PAUCHONT, commis des affaires civiles.
PAULUS, dentiste.
PAULUS CỬA. ✱ 🌿, dôc-phu-sư.
PAUVREHOMME, commis des douanes et régies.
PENNE (A), interprète, propriétaire.
PETIT, 🌿, avocat-défenseur.
PÉCARRÈRE, employé de commerce.
PÉRALLE, professeur principal.
PÉRIGAUD, commis des douanes et régies.
PHAM-HUU-CONG, secrétaire à la direction des forêts.
PHILIP, commis des services civils, détaché à l'immigration.
PIGEON, commerçant.
PLANTÉ, photographe.
POIRIER, commis au secrétariat du gouvernement.
PORTRET, avocat-défenseur.
PIÉTRI, conducteur des ponts et chaussées.
PUYT, géomètre.
POINSIGNON, employé de commerce.
PANCRAZI, commis greffier à Travinh.
QUAINTENNE, géomètre du cadastre.
RABOUHAN, commis de trésorerie.
RAMBAUD, géomètre du cadastre.
RAMBAUD (Mme).
RAYNAL, capitaine d'artillerie de marine.
RENAUX, commis des postes et télégraphes.
RIVIÈRE, négociant.
RUFFIER, ✱, peintre et sculpteur.
ROCHE, commis des postes et télégraphes.
ROUEN (Celestin), géomètre du cadastre.
ROUSSEL (Paul), enseigne de vaisseau.

MM. SARTRE, docteur en médecine.

SCHREINER, directeur du livre foncier.

SCHRÖEDER, négociant.

SCHNEIDER, imprimeur-éditeur à Hanoi.

SIMON, ✱, O. ☉, directeur des Messageries fluviales.

SON-DIEP, tri-huyen.

STEINAM, administrateur.

So, phu.

SU, tri-huyen.

TANANT, O. ☉, procureur de la République à Travinh.

THEVENET, géomètre du cadastre.

THIÉMONGE, négociant, conseiller colonial.

TRAN-BA-THO, tông-dôc honoraire à Caibé.

THUAN, tri-huyen.

TINH (Michel), employé de commerce.

TOUPET, contrôleur des douanes et régies.

TRUONG, secrétaire.

TRUONG-VAN-TU, interprète au service judiciaire.

TOURNIAIRE, commissaire-priseur.

THIEN, directeur de l'Ecole de Rach-Gia.

TOURDIAS, géomètre à Gocong.

VAIREL, capitaine.

VARENNES (Georges), médecin-major du *Kersaint*.

VAUDEY, professeur.

VINCENTELLI, géomètre du cadastre.

VINCENT (Grégori), entrepreneur.

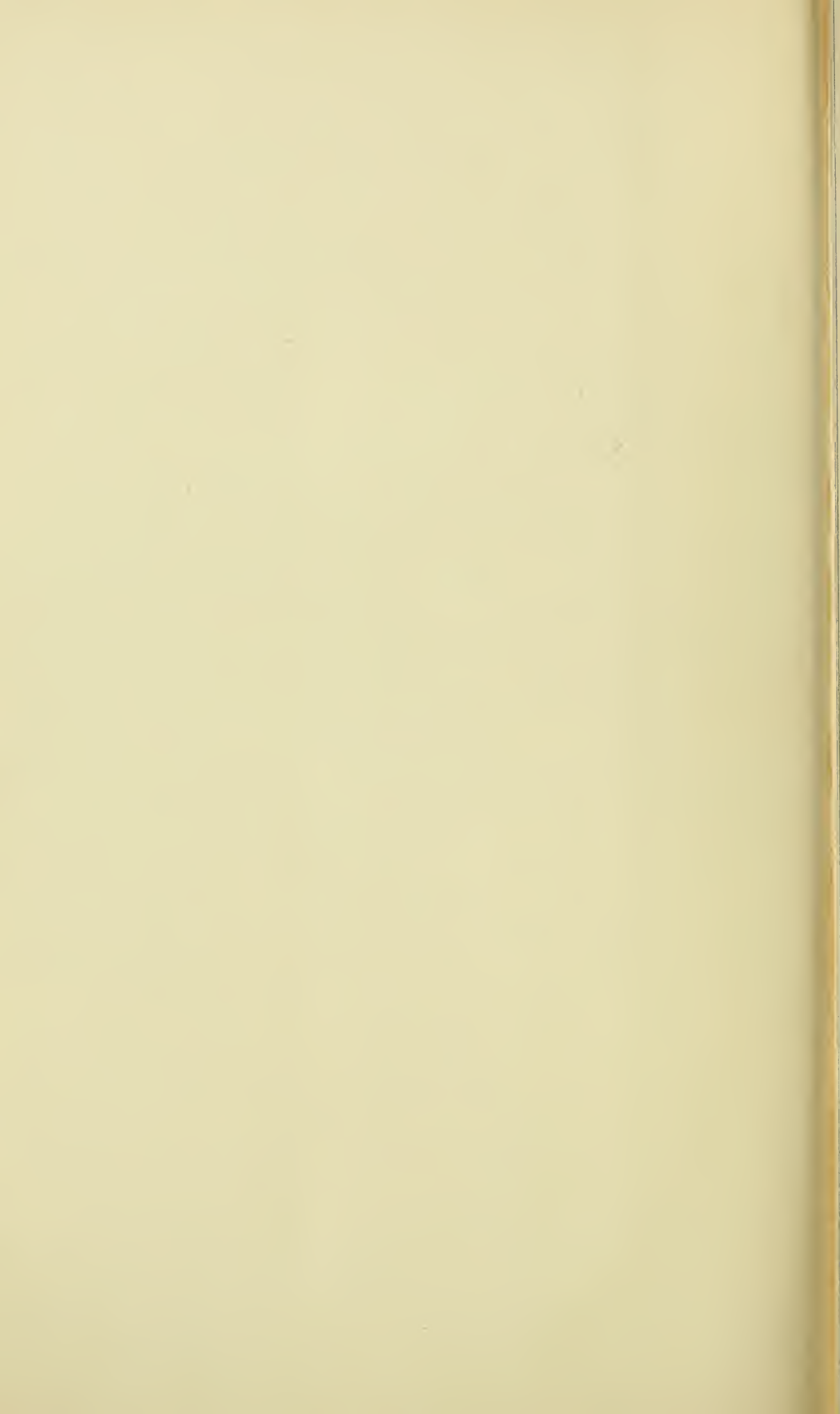
VITALIS, comptable du sanatorium du Cap Saint-Jacques.

VITTORI, géomètre du cadastre.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Rapport à M. le Gouverneur général au sujet de la reconnaissance d'utilité publique de la Société.....	5
Etude des terres de la Cochinchine (chap. 1 et 2, avec tableaux, par M. Et. Lefèvre, ancien membre de la Société	11
Notice historique sur la conquête des provinces de la Basse-Cochinchine (<i>suite</i>), par G. D.....	67
Impressions de voyage au Tonquin. — De Hanoi à la Porte de Chine, par M. Nguyen-khac-Huê.....	83
La vie et le martyre du bienheureux Lê-văn-Gấm, par M. Michel Tinh...	91
Notice bibliographique (Indianisme), par M. le lieutenant de vaisseau Nel	103
Liste des Publications de la Société des Etudes Indo-chinoises.....	113
Liste générale des membres de la Société (novembre 1903).....	115





AS
492
S3
no. 43-46

Société des études indo-chinoises de Saigon.
Bulletin.
no. 43-46

**University of Toronto
Library**

**DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET**

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED

